N°01
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 01 | Session ordinaire 2020-2021

Politique générale sur l'état de la nation :
– déclaration p. 1
– débat p. 9

Sommaire des séances publiques nos 1 et 2 p. 27
Sommaire des questions parlementaires p. Q1

1re séance Mardi 13 octobre 2020
2e séance Mercredi 14 octobre 2020

Visite officielle du Président du Parlement ukrainien

« Des relations actives et étroites »

Le Président du Parlement ukrainien, M. Dmytro Razumkov (à droite), accueilli par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

« Le soutien de nos amis européens nous inspire beaucoup ». C'est avec ces mots que M. le Président du Parlement ukrainien Dmytro Razumkov a remercié son homologue luxembourgeois, M. Fernand Etgen, de la position officielle du Luxembourg soutenue dans le contexte du conflit à l'Est de l'Ukraine. Lors de sa visite officielle au Luxembourg le 23 mars 2021, le Président du Parlement ukrainien a été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés.

À plusieurs reprises, M. Dmytro Razumkov a remercié le Luxembourg de son « geste de solidarité » en ce qui concerne les sanctions économiques imposées par l'Union européenne à la Russie dans le cadre de ce conflit.

« Déjà en 2014, lorsque le Grand-Duché siégeait en tant que membre non permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Luxembourg avait attiré l'attention du monde entier sur le conflit en Ukraine », a constaté M. Dmytro Razumkov. En outre, il a souligné que l'Ukraine soutient la candidature luxembourgeoise au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024. Lors de l'entretien des deux Présidents de Parlement, M. Fernand Etgen a qualifié les relations entre leurs pays respectifs d'« actives et étroites ».

Ainsi, il a rappelé qu'en février plusieurs membres du Gouvernement ukrainien s'étaient rendus en visite de travail au Luxembourg et avaient rencontré plusieurs membres du Gouvernement, dont M. le Premier Ministre Xavier Bettel.

Dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg, le Président du Parlement ukrainien a également eu un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile au Cercle municipal.

« Se rapprocher au plus près des institutions européennes »

Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ainsi que les efforts entamés par l'Ukraine dans le cadre du processus d'intégration européenne étaient au cœur des discussions présidées par M. Fernand Etgen. En tant que Vice-Président de la Chambre et Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Claude Wiseler a coprésidé la réunion.

« Les efforts de l'Ukraine pour faire avancer le processus d'intégration européenne sont toujours d'actualité », a répondu M. Dmytro Razumkov à la question d'un député. Nombre de députés ont encouragé la délégation ukrainienne à poursuivre les réformes en cours depuis 2018, notamment pour lutter contre la corruption dans le pays et renforcer l'état de droit. Un autre point sensible, mais crucial pour le Président du Parlement ukrainien, consiste à faire avancer la réforme judiciaire du pays, au sujet de laquelle M. Dmytro Razumkov reconnaît qu'il y a encore un long chemin à suivre.

Comment le Parlement ukrainien gère-t-il la crise de la Covid-19 ?

Autre sujet évoqué au cours de l'échange de vues était la manière dont le Parlement ukrainien est impliqué dans la gestion de la crise de la Covid-19. Tout comme la Chambre des Députés, le Parlement ukrainien reste pleinement opérationnel pendant la pandémie.

« Les commissions parlementaires se tiennent par visioconférence, mais les séances publiques sont en présentiel, même si l'accès au public est restreint à cause des mesures sanitaires en place », a expliqué M. Dmytro Razumkov. « L'Ukraine est actuellement confrontée à une troisième vague et le nombre d'infections est en train d'augmenter », a-t-il déploré face aux députés luxembourgeois.

« Une nouvelle prison pour des standards plus humains »

La prison d'Uerschterhaff dans la commune de Sanem devrait ouvrir ses portes en janvier 2023. Les députés membres de la Commission de la Justice ont visité les lieux le 31 mars 2021 afin d'avoir un aperçu de l'avancée du chantier, mais également pour recevoir des informations sur le fonctionnement de la future infrastructure pénitentiaire.

Avec l'ouverture de la nouvelle prison pour des prévenus, donc des personnes qui se trouvent en détention préventive, la situation à la prison de Schrassig devrait s'alléger. Jusqu'à présent une séparation spatiale entre les condamnés et les prévenus y fait défaut. La nouvelle infrastructure pénitentiaire met l'accent entre autres sur des techniques modernes et sur un régime pénitentiaire plus humain. Ce dernier point a notamment été soulevé par le Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue.

Les membres de cette commission parlementaire font régulièrement le suivi de l'évolution des pratiques et problématiques pénitentiaires et de la mise en pratique de la réforme des prisons de 2018.

Les membres de la Commission de la Justice ont visité la future prison à Sanem qui sera destinée aux personnes en détention préventive.

Les cas d'euthanasie en hausse

En 2019 et 2020, 41 personnes ont eu recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide. C'est ce qui ressort du nouveau rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009.

Le 29 mars 2021, Mme la Présidente sortante Lotty Prussen a remis le 6e rapport au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi qu'au Président de la Commission de la Santé et des Sports, M. Mars Di Bartolomeo.

Dix ans après l'entrée en vigueur de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation constate une certaine acceptation de la loi parmi la population luxembourgeoise.

« En effet, une étude réalisée en 2019 avec TNS ILReS démontre que 85 % des résidents luxembourgeois sont favorables à l'euthanasie et à l'assistance au suicide. Par contre, l'étude a également montré qu'il existe un manque d'information quant à la législation existante », a expliqué Mme Lotty Prussen. Dans son rapport, la Commission suggère l'instauration d'une consultation médico-éthique, prestée par des médecins formés à cet effet. Ceci permettrait aux patients et/ou à leurs proches de se renseigner sur les différentes possibilités pour concrétiser un souhait d'euthanasie ou d'assistance au suicide.

Mme Lotty Prussen a remis le 6e rapport sur l'euthanasie et l'assistance au suicide au Président de la Chambre des Députés.

La Présidente a encore félicité le Parlement d'avoir pris en compte une recommandation émise par sa Commission à plusieurs reprises, à savoir de compléter la composition de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation en prévoyant la possibilité de nommer des membres suppléants. Le projet de loi 7480 y relatif a été adopté en début février et propose également d'assimiler la mort d'une personne décédée à la suite d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide à une mort naturelle.

Quelques chiffres

La Commission nationale de contrôle et d'évaluation a reçu 16 déclarations d'euthanasie en 2019 et 25 en 2020, deux fois plus que les années précédentes, à savoir 11 en 2017 et 8 en 2018. D'après Mme Lotty Prussen, le nombre d'euthanasies pratiquées en 2020 a augmenté à cause d'une prise de conscience plus accrue tant de l'existence même de la loi que de l'acceptation de la loi par la population. L'âge des patients se situe majoritairement entre 60 et 79 ans. Parmi les différentes maladies, le cancer et les maladies neurodégénératives sont les raisons pour lesquelles les patients décident d'avoir recours à l'euthanasie ou à l'assistance au suicide. Contrairement aux années précédentes, les euthanasies pratiquées dans les établissements hospitaliers ont augmenté de 3 en 2019 à 12 en 2020.

Le rapport sera analysé en détail par la Commission de la Santé et des Sports.

Visite du Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders

« Instaurer une culture de l'état de droit »

M. Didier Reynders accueilli au Cercle municipal par M. Fernand Etgen.

« Instaurer une culture de l'état de droit dans l'Union européenne. » C'est avec ces mots que le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, s'est adressé aux membres de plusieurs commissions parlementaires au Cercle municipal le 29 mars 2021.

Le but de cette rencontre était un échange de vues sur le rapport 2020 de la Commission européenne sur l'état de droit qui suit la situation de chaque État membre et passe en revue les développements tant positifs que négatifs observés dans l'ensemble de l'Union européenne. Le rapport est composé de quatre parties : le système de justice, le cadre juridique de lutte contre la corruption, la liberté et le pluralisme des médias ainsi que l'équilibre des pouvoirs entre les institutions.

Lors de son allocution, M. le Commissaire à la Justice a estimé à plusieurs reprises que le respect de l'état de droit est essentiel pour le bon fonctionnement de l'Union européenne. « Ce respect ne peut pas être tenu pour acquis », a-t-il encore relevé face aux députés luxembourgeois. Dans ce sens, M. Didier Reynders a souligné qu'il faut mener un travail de prévention et de promotion de l'état de droit au sein des États membres de l'Union, l'objectif étant de promouvoir un dialogue ouvert et régulier sur l'état de droit, tant au niveau national qu'au sein de l'UE dans son ensemble.

L'état de droit : « le fondement de notre système politique »

Dans son allocution, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a observé que « l'état de droit est le fondement de notre système politique ; il n'est pas une notion abstraite, mais a une influence sur le quotidien de nos citoyens ». « D'où la nécessité de se battre pour protéger l'état de droit, tant au niveau national qu'au niveau européen », a-t-il encore ajouté. Selon le Président de la Chambre, le mécanisme européen de protection de l'état de droit instauré en 2020 renforcera la boîte à outils dont les Européens disposent pour mieux contrer des tentatives de violation du droit de l'Union.

Lors de leur échange de vues avec le Commissaire européen à la Justice, la majorité des députés ont salué l'initiative de M. Didier Reynders de faire le tour des parlements nationaux pour discuter du rapport de la Commission sur l'état de droit. En effet, la Chambre des Députés est le 18e Parlement qu'il a « visité » - la plupart des échanges ayant eu lieu par visioconférence - depuis la publication du rapport en septembre dernier. La Commission européenne compte élaborer annuellement un rapport sur la situation de l'état de droit dans les 27 États membres de l'UE. Le deuxième rapport devrait être publié en juillet 2021.

Garantir un pluralisme des médias

« Dans quelques États membres de l'Union européenne, les médias critiques ne peuvent pas remplir leur fonction et couvrir tous les sujets de manière indépendante », a constaté un député. Dans ce contexte, il a demandé de plus amples informations sur la réaction de la Commission européenne face à cette problématique des « médias muselés ». M. Didier Reynders a répondu que la Commission ne pouvait intervenir que de manière limitée, mais que la discussion pourrait être approfondie dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Parquet européen

D'autres députés se sont intéressés au Parquet européen récemment installé au Luxembourg. Suite à la nomination du représentant luxembourgeois auprès du Parquet européen, M. Didier Reynders a pressé le Luxembourg de désigner au plus vite les procureurs européens délégués.

Les députés ont rappelé que le Conseil d'État était en train d'aviser le projet de loi 7759 visant à transposer en droit national le règlement européen instituant le Parquet européen.

Pandémie et libertés fondamentales

Un autre sujet évoqué était celui des libertés fondamentales dans le cadre de la pandémie qui a engendré maintes discussions au niveau européen. « La Commission européenne a mis en place un monitoring analysant les différents systèmes nationaux », a expliqué M. Didier Reynders. Dans le contexte de la pandémie, des transferts de pouvoirs vers les gouvernements (instauration de l'état d'urgence) ont eu lieu afin de pouvoir réagir de manière vite et efficace. Un « travail de leçons » à en tirer restera à faire à son avis. En outre, un député s'est renseigné sur l'idée de normes minimales pour la détention provisoire que le Commissaire européen envisagerait afin d'améliorer les conditions de détention. M. Didier Reynders a fait remarquer qu'il s'agissait d'un sujet très sensible à étudier de façon approfondie.

Dans le rapport de la Commission européenne, le système judiciaire luxembourgeois est décrit comme présentant un niveau élevé d'indépendance judiciaire perçue et un bon niveau global d'efficience. M. Didier Reynders a salué les efforts du Parlement luxembourgeois de renforcer l'indépendance de la justice grâce à son ancrage dans la Constitution et à la création d'un Conseil national de la justice. Le Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue, a précisé que les travaux avancent bien dans ce domaine, mais que la Commission européenne ne pourra les évaluer que dans son troisième rapport prévu pour 2022.

Échange de vues avec les députés : intervention du Président de la Commission de la Justice, M. Charles Margue (photo à droite)

Remise du rapport 2020 du CET

Le rapport d'activité 2020 du Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été remis en main propre au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Le Président du CET, M. Patrick Hurst, et la Directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, ont été reçus le 1er avril 2021 à l'Hôtel de la Chambre pour cet acte officiel annuel.

Le CET est un organe rattaché à la Chambre des Députés dont la mission consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination.

Le CET en bref

Les missions du CET consistent entre autres à publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations. Le CET est également chargé d'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits.

Les représentants du Centre pour l'égalité de traitement, M. Patrick Hurst et Mme Nathalie Morgenthaler, ont transmis leur rapport au Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, en présence du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter.

Austausch iwwert d'NATO

D'Lëtzebuerger parlamentaresch NATO-Delegatioun hat eng Entrevue mam Chargé d'affaires vun der amerikanescher Ambassade, dem Här Casey Mace (an der Mëtt). Am Gespréich goung et ëm d'Wichtegkeet an d'Zukunft vun der NATO. Béid Säiten hu vun enger „konstruktiver Diskussioun" geschwat, an där vill gemeinsam Iddien ausgetosch goufen.

Un dësem Echange hunn deelgeholl : d'Madamm Nancy Arendt (CSV), den Här Sven Clement (Piraten), d'Madamm Lydia Mutsch (LSAP), Presidentin vun der Delegatioun (1., 2. an 3. vu lénks), grad ewéi d'Madamm Semiray Ahmedova (déi gréng) an den Här Jean-Marie Halsdorf (CSV) (3. an 2. vu riets).

Séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux sous présidence belge

Coopération internationale contre la Covid-19

En sa réunion du 19 mars 2021, tenue de façon hybride, le Parlement Benelux s'est focalisé sur la coopération internationale en matière de lutte contre la Covid-19. Dans ce contexte, les membres du Parlement Benelux ont eu un échange de vues avec M. Jan Bertels, représentant du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique belge, sur la stratégie de vaccination dans le domaine de la gestion des stocks, M. Marc Noppen, CEO de Hôpital universitaire de Bruxelles, sur la stratégie de vaccination sur le terrain et dans les hôpitaux, et avec Mme Anne Calteux, Premier Conseiller au Ministère de la Santé qui a livré un aperçu sur la stratégie de vaccination au Luxembourg. Le Parlement Benelux a par la suite adopté une recommandation sur la coopération transfrontalière dans la lutte contre les pandémies.

Dans le cadre de l'adoption d'une recommandation au sujet des violences intrafamiliales, Mme Marit Peeters, représentante du Ministre de la Justice belge, a expliqué que la lutte contre la violence intrafamiliale s'inscrit dans l'approche générale du Ministre : la justice doit être plus rapide, plus humaine et plus sévère. Mme Peeters a souligné qu'une coopération étendue entre les différents services au niveau fédéral et des entités fédérées, mais aussi avec les pays partenaires du Benelux, était nécessaire.

Mme Sophie Wilmès, Ministre des Affaires étrangères belge et Présidente du Comité des Ministres de l'Union Benelux, s'est adressée aux parlementaires par le biais d'un message vidéo dans lequel elle a dégagé les trois grandes priorités de la présidence belge de l'Union Benelux : le renforcement du marché intérieur, la durabilité de la société et la sécurité.

En outre, les membres du Parlement Benelux ont adopté une recommandation concernant la sécurité du football international et la lutte contre le racisme. Cette recommandation invite les différents gouvernements à travailler à l'amélioration de l'échange d'informations, à ratifier le traité de police Benelux et à développer une approche commune pour combattre le racisme et la discrimination sur les médias sociaux.

M. Pierre-Yves Dermagne, Ministre de l'Économie et du Travail belge, s'est adressé par message vidéo aux députés au sujet du télétravail, dont il a rappelé l'importance pendant la crise aussi bien pour les employés que pour les entreprises. Son constat était que le télétravail a ses avantages et ses inconvénients et qu'il convient de créer un cadre clair et efficace. Le Ministre a salué les propositions incluses dans la recommandation sur le télétravail des travailleurs frontaliers du Parlement Benelux. La recommandation concernant l'amélioration de la situation des travailleurs frontaliers sur le plan de la mobilité, de la fiscalité et de la sécurité sociale, en particulier par l'octroi d'un statut spécifique aux bureaux à distance, a été approuvée par la session plénière.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), M. Jeff Engelen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), Mme Lydia Mutsch (LSAP) et M. Gilles Roth (CSV).

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Thomas Lambert, Ambassadeur du Royaume de Belgique

... S. E. M. Santosh Jha, Ambassadeur de la République de l'Inde

WWF-Initiativ #EarthHour2021

D'Fassad vun der Chamber ass owes ni beliicht. An trotzdeem huet d'Chamber bei der WWF-Initiativ #EarthHour2021 matgemaach.

D'Zil war et, symbolesch fir eng Stonn d'Luuchten auszemaachen, fir op de Klimawandel opmierksam ze maachen.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-2021**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. **Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Composition des organes de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
7. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
8. **Hommage à M. Claude Frieseisen**
   - M. Fernand Etgen, Président
9. **Hommage à M. Marco Schank**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Marco Schank
10. **Hommage à M. Gast Gibéryen**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Gast Gibéryen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-2021

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech Merci. Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. August huet de Grand-Duc mech nominéiert, fir d'Sessioun 2019/2020 zouzemaachen an, duerch dee selwechten Arrêté grand-ducal, och d'Sessioun 2020/2021 opzemaachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Session ordinaire 2019/2020 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2020/2021 ass op.

3. Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc

Erlaabt mir virewech, vun dëser Plaz aus am Numm vun der ganzer Chamber dem Grand-Duc häerzlech ze felicitéiere fir den 20. Gebuertsdag vu sengem Règne. De 7. Oktober 2000 huet de Grand-Duc an der Chamber säin Eed ofgeluecht. De Grand-Duc ass zesumme mat senger Famill een Haaptpilier vun eise stabele Strukturen. Hien hëlt mat vill Dignitéit an op eng sympathesch Manéier Undeel um ekonomeschen, sozialen a kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg. Mir wënschen him weider eng glécklech Hand un der Spëtzt vum Land.

4. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, hu mir fir d'éischt eng Rei administrativ Ugeleeënheeten ze reegelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraf vum Artikel 9 aus dem Chambersreglement gesäit Follgendes vir: « Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et neuf membres au plus ainsi que neuf membres suppléants permanents au plus. » Et gëtt proposéiert, de President an déi dräi Vizepresidenten esou bäizebehalen, wéi se an der viregter Sessioun waren. Dat selwecht gëllt fir déi Membere vum Bureau, déi an der leschter Sessioun schonns Member vum Bureau waren. Well den Här Gast Gibéryen muer d'Chamber wäert verloossen, gëtt proposéiert, datt den Här Fernand Kartheiser Member vum Bureau gëtt.

An der Conférence des Présidents waren déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite sech eens, provisoresch eng Léisung ze sichen, fir eng equilibréiert Representativitéit vun alle politesche Kräften am Bureau vun der Chamber sécherzestellen. Dofir gëtt proposéiert, d'Kompositioun bei de Membres suppléants permanents bäizebehalen, esou wéi se an der leschter Sessioun war, mee awer och, datt den Här Marc Baum neie Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt. D'Chambersreglement erlaabt eis, bis zu néng permanent Suppleantë vum Bureau ze hunn. Bis ewell hu mer just fënnef permanent Suppleanten am Bureau gehat. Et gëtt an deem Sënn proposéiert, d'Unzuel op sechs eropzesetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Et gëtt och bei de permanente Suppleantë vum Bureau proposéiert, déi, déi an där viregter Sessioun schonns am Bureau waren, bäizebehalen. Des Weidere gëtt proposéiert, datt den Här Marc Baum Membre suppléant permanent vum Bureau gëtt. Ech stelle fest, datt et esou vill Kandidate wéi Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber dermat averstanen, den Artikel 7 Paragraf 5 vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau ass deemno follgendermoossen zesummegesat: ech selwer als President; d'Vizepresidenten: den éischten den Här Mars Di Bartolomeo, den zweeten den Här Claude Wiseler an den drëtten d'Madamm Djuna Bernard; d'Memberen: den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Martine Hansen, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydia Mutsch, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Spautz, d'Madamm Simone Beissel an den Här Fernand Kartheiser. Generalsekretär: den Här Laurent Scheeck.

Déi permanent Suppleantë vum Bureau sinn: den Här Gilles Baum, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

Esou wéi den Artikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit der leschter Sessioun net geännert a si ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President an aus de Fraktiounspresidenten, der Madamm Martine Hansen, dem Här Gilles Baum, dem Här Georges Engel an der Madamm Josée Lorsché.

5. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 13 octobre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7676 *- Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2019*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.09.2020

7677 *- Projet de loi portant :*

- 1° mise en application du règlement (UE) 2018/1672 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005 ;

- 2° organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ;

- 3° abrogation de la loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2020

7678 *- Projet de loi autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due au SARS-CoV-2 (COVID-19) et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.10.2020

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1684 *- Demande de pétition publique : Dréngend Verstäerkung fir de Linien- a Schülertransport, domat verbonne Schoulzäite variéieren*

Dépôt : Alain Gales, le 22.09.2020

1685 *- Demande de pétition publique : Nomination du Président de la Fédération de Russie, Monsieur Vladimir Poutine, au Prix Nobel de la Paix*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 24.09.2020

1686 *- Demande de pétition publique : Trennung um (sichenden) Aarbechtsmarché*

Dépôt : Sven Lutgen, le 25.09.2020

1687 *- Demande de pétition publique : Rücktritt oder Entlassung von Jean Asselborn, Außenminister von Luxemburg*

Dépôt : Maurice Muller, le 29.09.2020

1634 *- Demande de pétition ordinaire : La lutte contre la pollution par des mégots de cigarettes*

Dépôt : Jean-Pierre Santer, au nom de Pickitup Luxembourg ASBL, le 30.09.2020

1622 *- Demande de pétition ordinaire : Renforcement des mesures à l'aide à l'emploi dans le cadre de la crise sanitaire et économique*

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 30.09.2020

1586 *- Demande de pétition ordinaire : Soutenir les familles souhaitant réaliser le droit à l'instruction de manière alternative au système scolaire traditionnel afin de promouvoir l'égalité des chances et de garantir le respect des valeurs éducatives des parents et des besoins des apprenants conformément aux droits humains*

Dépôt : Simon Schmitz, le 30.09.2020

1571 *- Demande de pétition ordinaire : Gegen übertriebenen Gebietsschutz für Fledermäuse!*

Dépôt : André Schmit, le 30.09.2020

1553 *- Demande de pétition ordinaire : Chômage partiel aussi pour les petits indépendants (p. ex. : formateurs de langues/professeurs cours d'appui, etc.)*

Dépôt : Maggy Lamesch, le 30.09.2020

1548 *- Demande de pétition ordinaire : Mesures urgentes complémentaires contre le coronavirus. Pandémie globale*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 30.09.2020

1546 *- Demande de pétition ordinaire : Encourager les entreprises à pratiquer le télétravail par des incitants fiscaux afin de réduire significativement le trafic et la pollution atmosphérique aux heures de pointes au Luxembourg et d'augmenter la qualité de vie globale des salariés*

Dépôt : Jean-Christophe Wozninski, le 30.09.2020

1530 *- Demande de pétition ordinaire : Bénéficier d'une demi-journée de congé afin d'effectuer un don de sang/plasma*

Dépôt : Alain Cossalter, le 30.09.2020

1512 *- Demande de pétition ordinaire : Rupture des relations diplomatiques, commerciales et consulaires avec la Turquie. Agression de la Turquie contre l'UE*

Dépôt : Gustavo Strassener, le 30.09.2020

1510 *- Demande de pétition ordinaire : Stop tabac*

Dépôt : Irene López Arranz, le 30.09.2020

1498 *- Demande de pétition ordinaire : All Petitioun misst an déi 3 offiziell Landessproochen iwwersat a veräffentlecht ginn*

Dépôt : Ronny Lommel, le 30.09.2020

1689 *- Demande de pétition publique : Nomination du Président de la Fédération de Russie, Monsieur Vladimir Poutine, au Prix Nobel de la Paix*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 02.10.2020

1690 *- Demande de pétition publique : Mesures Covid dans les écoles en hiver*

Dépôt : Regina Da Costa, le 05.10.2020

1688 *- Demande de pétition publique : Interdiction de fumer aux arrêts de bus, de tram et de train, également dans les passages couverts ou souterrains*

Dépôt : Ruslan Baidan, le 05.10.2020

1692 *- Demande de pétition publique : Baisse des prix immobiliers*

Dépôt : Catia De Almeida Fernandes, le 06.10.2020

1691 *- Demande de pétition publique : Pétition pour l'accès au logement abordable*

Dépôt : Jan Golan, le 06.10.2020

1693 *- Demande de pétition publique : Demande de modification de la loi du 23 mai 2018. Infraction de dissimulation du visage. Voile islamique*

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 08.10.2020

1694 *- Demande de pétition publique : Centre de loisirs pour conducteurs de voitures et de motos*

Dépôt : Charles Ries, le 11.10.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

7. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premier- a Staatsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Madamm Hofmarschall, mir sinn och haut erëm hei am Cercel op der Plëss beieneen an net um Krautmaart. Mir sinn an engem Kader, wou déi sanitär Reegele kënne respektéiert ginn a gläichzäiteg e Fonctionnement vun der Chamber och ka garantéiert ginn. Et ass ëmmer nach eng ongewinnte Situatioun. An et ass och, trotz groussen Efforten, nach ëmmer net den ideale Kader, fir zesumme kënnen déi parlamentaresch Aarbecht ze maachen.

Et ass awer grad elo, wou et zielt! Wa mer elo noginn an d'Reegelen net respektéieren, da waren all déi Méint fir näischt, wou mer zesummen derfir geschafft hunn, de Virus an der Gitt ze halen. Et heescht also weidermaachen! Et heescht also duerchhalen! Et heescht also oppassen an et heescht och solidaresch ee mat deem aneren ze sinn!

An awer wëlle mir esou vill Normalitéit ewéi et nëmme méiglech ass. Normalitéit, fir déi mer geschafft hunn, an Normalitéit, fir déi mer och weider schaffen. Zu dëser Normalitéit gehéiert et och, dass mer eis haut an och déi nächst Deeg hei zesummen austauschen iwwert déi aktuell finanziell, sozial an ekonomesch Situatioun vum Grand-Duché.

Do hu mer ganz bestëmmt am Detail ënnerschiddlech Vuen, mee eis Ziler leie ganz no beieneen. Et geet doréms, dass mer Lëtzebuerg grad elo kënne stäerken, dass mer Chancen notzen an de Leit Perspektive fir d'Zukunft opweisen. Dobäi geet et och haut nees ëm Zuelen. Et geet déi lescht Méint am Fong ganz vill a virun allem ëm Zuelen. Zuelen interesséieren an Zuelen dominéieren. Mir suivéieren alleguerte ganz enk d'Entwécklung vun der Pandemie heiheem an och am Rescht vun der Welt. Mir orientéieren eis dobäi u verschiddene Parameteren, déi eng enorm Bedeitung kritt hunn, Zuelen, vun deene mer gëschter net geschwat hunn: D'Zuel vun den Neiinfektiounen. D'Zuel vun den Hospitalisatiounen. D'Zuel vun de Covidpatienten op Intensivstatiounen. An och d'Zuel vun den Doudesaffer.

Zu Lëtzebuerg am Besonneschen hu mer doraus och geléiert, dass mer nei Relatioune mussen hierstellen, ewéi notamment déi vun der Zuel vun den Infektioune par rapport zu der Zuel vun den Tester, déi och gemaach ginn.

Bei Limitatioune vu Rassemblementer si mer och mat Zuele virgaangen. Et gouf festgehalen, wivill Leit dierfen am ëffentlechen an am private Beräich beieneekommen, wivill Leit op engem Dësch dierfe sëtzen, op wivill Distanz ee vum Nopeschdësch muss sëtzen.

Et ass nach ni, Här President, esou laang, nach ni esou intensiv iwwer Zuelen diskutéiert ginn. An och den Impakt vun dëser Pandemie op eis Wirtschaft, op eis Gesellschaft an op déi ëffentlech Finanze resuméiert sech haaptsächlech op Zuelen a Prozenter. Och haut a muer schwätze mer erëm ganz vill iwwert déi plakeg Zuelen, well se der Saach déngen an eeben hëllefen ze vergläichen an ze illustréieren am Fong, mat wat mer direkt konfrontéiert sinn.

Ier mer awer iwwert d'Zuele schwätzen, Här President, solle mer eis awer och Zäit huelen an eis net ze schued sinn, fir iwwert d'Mënschen ze schwätzen.

Ech hunn, esou wéi mir allegueren, och an de leschte Méint Allméigleches gelies. Ech hunn Allméigleches gesinn an ech hunn och Allméigleches héieren. Ech sot am Juli hei op dëser Plaz, an ech widderhuelen et: „Ech stinn zu der Strategie, déi mir als Regierung, gréisstendeels och zesumme mat der Chamber, an der Lutte géint de Virus och gewielt hunn." Natierlech hu mer vill geléiert. An et sinn och vereenzelt Decisiounen, déi am Réckbléck haut aneschters kënne bewäert ginn, mee déi all Kéiers zu deem Zäitpunkt an och op deem deemolege Wëssensstand, dee mer haten, déi richteg an déi adaptéiert Decisiounen a Mesurë waren. An do gi justement d'Zuelen eis och a posteriori Recht!

Et steet ausser Fro, dass Mënscheliewe konnte gerett ginn a vill Leit eeben net schwéier krank goufen, well séier, konsequent an effikass reagéiert gouf. Et steet och ausser Fro, an dat gouf och ni aneschters gesot, dass de Covid-19 fir déi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun kee gréissere Risk duerstellt. Fir eng Minoritéit ass en awer geféierlech an och ganz oft déidlech. An op déi Minoritéit kënnt et un. Et ass un eis als Politik, et ass un eis als Gesellschaft, och déi Minoritéiten ze schützen, an et dierf eis net egal sinn, wann Dausende vu Mënscheliewen a Gefor sinn, déi ee schütze kann!

Ech hat déi lescht Woch en Här bei mir am Büro, deen am Summer positiv op Covid-19 getest gouf. An en huet ganz uerg gelidden! Dës Persoun ass Mëtt 40, sportlech, sechs Stonne Sport d'Woch, lieft gesond an null Virerkrankungen. Hien ass awer ganz séier ganz schwéier krank ginn. De Sauerstoffwäert a sengem Blutt ass zäitweis op no u 70 % erofgaangen an hien huet mer illustréiert, wéi e fir d'éischt en enorme Kappwéi krut, Féiwer, schliisslech Problemer mam Ootmen. E koum mat der Ambulanz an d'Spidol, huet missen op d'Intensivstatioun goen an do betreit ginn.

Hien huet mer och beschriwwen, wat grad dee Moment och an him virgaangen ass, u wat e geduecht huet. Dass e sech notamment gefrot huet, ob fir seng Famill gesuergt wier, wann hien net méi aus dem Spidol kéint kommen. E wollt hinnen Äddi soen, well en net iwwerzeegt war, déi Lutte géint de Covid-19 kënnen ze gewannen. Wat him immens vill gehollef huet, war d'Gefill, dass e sech gutt opgehuewe gespuert huet. D'Personal am Spidol, Här President, huet net just eng Aarbecht gemaach, mee si haten eng Missioun! An déi Missioun huet de Patient och gespuert: dass si fest zu him géife stoen, fir zesummen dat ze iwwerstoen.

Hien huet et iwwerstanen, mee e seet elo nach, dass et net ass wéi virdrun. Ech widderhuelen et: Mëtt 40, keng Virerkrankungen, sportlech!

Et ass fir mech onverständlech, dass zum gewëssenen Deel vu verschiddene Leit nach ëmmer esou gemaach gëtt, wéi wa mer et hei mat enger ganz normaler Gripp ze dinn hätten. Dat ass am Prinzip wouer fir kleng Kanner. An doriwwer sollte mer och frou sinn, dass dat de Fall ass. Mee fir Erwuessener ass de Covid-19 awer 3- bis 13-mol méi geféierlech wéi eng saisonal Gripp. Dat ass e wëssenschaftleche Fakt, deen empiresch beluecht ass.

Et muss een neutral un d'Fakten erugoen. An et hëlleft net ze dramatiséieren. Mee et ass eeben och irresponsabel, d'Gefor erofzespillen an et ze verharmlosen! Ech si frou, dass mer net dee Wee ageschloen hunn, dee verschidden aner Länner decidéiert hunn a wou d'Zuel vun den Doudegen, proportional gesinn, ëm dat Duebelt, dat Dräi- oder souguer dat Véierfacht méi héich ass ewéi bei eis. Net ze schwätze vun de ville Leit mat schwéieren Niewenerkrankungen, déi déi Betraffen nach ganz laang och op hirem Liewensweë begleeden.

Et ass och schwéier auszehalen, wann ee vu Leit, déi sech fir Experten halen, virgerechent kritt, wivill vun den Doudesaffer an engem gewëssenen héijen Alter waren a wat hir Liewenserwaardung ouni dës Longekrankheet gewiescht wär. Mir hunn d'Aufgab, Mënschen ze schützen an alles ze maachen, fir Mënscheliewen ze retten, wat mer kënne maachen. A Punkt! Et gëtt keng aner Diskussioun! Et ass näischt méi wäert ewéi d'Liewen an näischt méi schlëmm wéi een ze verléieren, deen engem vill bedeit.

Ech hunn an de leschte Woche vill Visitte gemaach, eng 50 Visitten, grouss Betriber besicht, méi kleng Betriber besicht, Leit, déi sech eréischt rezent selbststänneg gemaach hunn, Traditiounsbetriber, Leit, déi scho wollten an d'Pensioun goen, mee déi et elo nach net gemaach hunn. Ech war a soziale Strukturen, ech war a Schoulen, Alters-, Fleegeheemer, Spideeler, ech hu mat Responsabele vun ONGen, Associatiounen, Federatiounen, Gewerkschaften, Patronatsvertrieder, Buergermeeschteren, Police, Pompjeeën oder Arméi geschwat, ech hunn Dosende Gespréicher gefouert mat Leit, déi an dëser Kris direkt an indirekt betraff waren oder nach ëmmer betraff sinn. Ech hu Mënsche begéint, déi e Familljemember verluer hunn. Ech hu Mënsche begéint, deenen hir Existenz um Spill steet, a Mënschen, déi och keen Auswee méi gesinn.

An ech hu Mënsche gesinn, déi vun Hoffnung stralen, déi sech net ënnerkréie loossen an déi d'Äerm eropsträppen, fir weider unzepaken. Et ass kee komplett Bild, an ech si mer och bewosst, dass mir als Politiker net ëmmer déi ganz Wourecht gewuer ginn, wa mer éierens opdauchen an eis e Bild vun der Situatioun wëlle maachen. Et sinn awer eng Rei Andréck an och eng Rei Messagen, déi sech resuméiere loossen:

Éischtens: Mir hunn et bis elo fäerdegbruecht, zesummen hu mer et bis elo fäerdegbruecht - zesummen, j'insiste -, aus sanitärer Siicht gutt duerch dës Kris ze kommen. Lëtzebuerg huet zu deene Länner gehéiert, a gehéiert och haut zu deene Länner, wou de Gesondheetssystem zu kengem Ament iwwerlaascht war, wou net an de Couloire Choixe getraff gi sinn. D'Zuel vun den Infektiounen huet variéiert, mee den Drock op eis Spideeler ass zanter Méint konstant niddreg. Dat ass wichteg, well et och Zouversiicht gëtt fir d'Zukunft.

Zweetens: Mir hunn et och fäerdegbruecht, d'Betriber esou gutt et iergendwéi méiglech war ze stabiliséieren. Duerch de Chômage partiel, de Congé pour raisons familiales, direkt an indirekt finanziell Hëllefe konnt dat Schlëmmst evitéiert ginn. An et koum och net zu där Explosioun vum Chômage, déi mer awer wierklech am Ufank vun der Kris och gefaart hunn.

Drëttens: Déi sougenannten Nieweneffekter vun der Kris a besonnesch vum Lockdown, déi awer net Niewesaach sinn, esou wéi verschidde Leit et och wëlle gleewen dinn, bloufe relativ iwwersiichtlech. Sou krut ech beispillsweis vun de Servicer, déi mat Familljen a Kanner schaffen, gesot, dass et ganz wichteg war, dass et en Encadrement gouf och wärend dem Héichpunkt vun der Kris am Abrëll. An et si ganz wéineg Kanner, déi an engem méi schwieregen Ëmfeld liewen, ouni Suivi duerch den Office national de l'enfance an aner Servicer gewiescht. Dat huet villes u méigleche laangfristege Konsequenzen och evitéiert.

Véiertens: Et gëtt trotz allem och e Gefill vun Onsécherheet. Dat gëllt fir allméiglech Beräicher, sief et an der Wirtschaft, sief et am soziale Secteur, sief et an der Schoul oder ganz einfach bei onse Bierger. Dat dierf een net ënnerschätzen an dat dierf een och net klengrieden. D'Leit froe sech: Wéi geet et weider a wéi sinn d'Perspektive fir déi nächst Méint? Wat kënnt an deenen nächste Méint op eis duer? A mir hunn d'Aufgab, Äntwerten dorobber ze ginn an och weider voll engagéiert ze bleiwen.

Wat eleng den ekonomesche Volet betrëfft, hu mer direkt an enger éischter Phas e Stabilisatiounspak decidéiert an enger Héicht vun 10,4 Milliarden Euro. Fir d'Relance mëttel- a laangfristeg ze ënnerstëtzen, koum an enger zweeter Phas mam „Neistart Lëtzebuerg" nach eng Kéier e Pak u Mesurë vun 800 Milliounen Euro derbäi. Dat wichtegst a stäerkst Instrument, wat de Staat a vollem Ëmfang zur Verfügung gestallt huet, war ouni Zweifel de Chômage partiel. Bis haut sinn do Demandë vu 14.810 Entreprisen zu Lëtzebuerg akzeptéiert ginn. Dat huet 375.196 Paien assuréiert. An et goufe ganz séier 807 Milliounen ausbezuelt.

Mir hunn och derfir gesuergt, dass kee vun de Beschäftegten, déi am Chômage partiel sinn, ënnert de Seuil vum Mindestloun soll falen. Dat war e kloert Zeechen och vun nationaler Solidaritéit mat deene finanziell méi Schwaachen an onser Gesellschaft.

Et sinn awer och schnell direkt finanziell Hëllefe vun ongeféier 200 Milliounen Euro ausbezuelt ginn. Et sinn awer och Direkthëllefen ausbezuelt ginn: 2.500 Euro fir Selbststänneger an duerno nach eemol tëschent 3.000 a 4.000 Euro fir d'Independanten. Fir Kleng- a Mëttelbetriber waren an enger éischter Phas 5.000 Euro ausbezuelt ginn an duerno nach eemol tëschent 5.000 bis zu 12.500 Euro pro Entreprise. Et si Méiglechkeeten och geschafe ginn, fir Perten um Loyer steierlech ofzesetzen. Et sinn Avancen ausbezuelt ginn, Moratoiren op Kreditter bei Banken an der SNCI. Et sinn Hëllefe gi fir Startups, fir Kënschtler, fir d'Press.

An eng ganz zentral Mesure war ganz sécher och de Congé pour raisons familiales, deen et de Leit eeben erlaabt huet, bei hire Kanner kënnen ze sinn, ouni dass dat op d'Käschte vum Patron oder op d'Käschte vum Beschäftegten dann och selwer gaange wier.

An der zweeter Phas hu mir fir d'Relance ekonomesch besonnesch vulnerabel Secteure weider ënnerstëtzt mat enger direkter Hëllef fir den Eenzelhandel an Deeler vum Artisanat an dem Fonds de relance et de solidarité notamment fir d'Beräicher Horeca, Evenementiel an Tourismus. Eng Initiativ, déi Verschiddener als „Gadget" bezeechent hunn, ass zu engem grousse Succès ginn. Et si bis haut iwwer 60.000 Bongen an Hoteller a Campingen zu Lëtzebuerg ageléist ginn. Dat sinn iwwer 60.000 Leit, déi dëst Joer hei am Land vun der lokaler Offer profitéiert hunn an domadder och de Betriber aus deem Secteur gehollef hunn, déi schwiereg Zäiten ze iwwerstoen, an och potenziell nei Clientë fir déi Joren drop, hu mer selwer vun den Exploitantë matgedeelt kritt. Déi eenzel Mesuren hunn nämlech gehollef, Aarbechtsplazen ze erhalen an d'Land an ons Ekonomie ze stabiliséieren.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass: Wéi geet et weider op deem Plang? Mir sinn der Meenung, dass ee ganz spezifesch weider Hëllefe brauch, och nom 31. Dezember vun dësem Joer. Mir hunn eis dofir och um europäeschen Niveau agesat, dass mir deene Secteuren, an deenen d'Reprise nëmme ganz lues oder souguer, an deene se guer net richteg komm ass, nach eemol iwwert dëst Joer eraus kënnen Aidë bezuelen. A mir hunn net méi spéit wéi virun zwou Stonne vu Bréissel gréng Luucht kritt, fir nach eemol ganz spezifesch deene kritesche Secteuren ënnert d'Äerm kënnen ze gräifen. An Dir verstitt, wann ech virun zwou Stonnen eng Nouvelle kritt hunn, dass déi Decisioun nach net konnt geholl ginn an dat dann eeben och an den nächste Regierungsréit muss decidéiert ginn.

Den Accord vun der EU, nämlech der Kommissioun, ass méi ewéi just eng Modalitéit, well d'Konkurrenzreegelen an déi vun de Staatshëllefe sinn en zentraalt Instrument, wou et gëllt, sech legal ofzesécheren. Et sinn awer exzeptionell Zäiten, a mir si mat aneren europäesche Partner der Meenung, dass och exzeptionell op déi exzeptionell Situatioun muss geäntwert ginn! Mir maachen dat, well mer wëssen, dass déi Branchen - a mir schwätzen hei vun der Hotellerie, vun der ganzer Event- an Tourismusbranche, schwätzen awer och vun den Traiteuren an esou weider - e Businessmodell hunn, deen no Corona nees normal wäert kënne fonctionéieren. Et ass eiser aller Verantwortung, deene Betriber, déi u sech gesond sinn a virun der Kris och gesond waren, iwwert dës schwéier Zäit ewechzehëllefen, fir dass si prett sinn, wann erëm eng normal Aktivitéit ka stattfannen. Dës Secteuren hunn nämlech allgemeng keng strukturell Problemer, mee sinn Affer vun dëser spezieller sanitärer Situatioun.

An deem Sënn plange mer ënner anerem, de Fonds de relance et de solidarité nach eemol ënnert deene selwechte Konditioune fir déi selwecht Betriber ewéi elo am Fong virgesinn, dat heescht déi besonnesch staark touchéiert Branchen, bis an d'nächst Joer eran ze verlängeren. Dernieft wäerte mir och eng Direkthëllef en place setzen, mat där d'Betriber aus vulnerabele Branchen en Deel vun hire Käschte kënne kompenséiert kréien. Mir hunn och wëlles, nach zousätzlech e Regimm fir Primocreateuren en place ze setzen, dat heescht e Regimm fir Leit, déi eng Entreprise wëlle starten, well grad a Krisenzäite muss een de Courage vun deene Leit, déi bereet sinn, sech elo an d'Entrepreneuriat wëllen ze lancéieren, och honoréieren an eeben och hir Demarche fir an d'Selbststännegkeet ënnerstëtzen. Dës Initiative schafen Aarbechtsplazen, och fir d'Zukunft.

De Chômage partiel wäert och iwwert den 31. Dezember 2020 weiderbestoen, haaptsächlech fir d'Betriber aus deene vulnerabele Secteuren, awer och fir aner Betriber, déi duerch d'Pandemie a Schwieregkeete komm sinn. All Persoun, déi mer doduerch manner an de Chômage kréien, wäert de Staat op laang Siicht manner deier ginn! Virun allem awer steet och déi sozial Kohäsioun am Vierdergrond vun dëser Moossnam. Dobäi muss awer och opgepasst ginn, dass keng Situatioun vun deloyaler Konkurrenz entsteet. An déi genau Modalitéite ginn, wéi bis elo, mat de Sozialpartner diskutéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung ass also fest decidéiert an determinéiert, fir alles ze maachen, wat néideg ass, fir engersäits de Virus ze bekämpfen, Mënscheliewen ze schützen an anerersäits eis Gesellschaft ze stäerken, eis Ekonomie ze stabiliséieren an de sozialen Zesummenhalt vun onsem Land ze garantéieren. Et ass net de Moment, fir Politique politicienne, fir ideologesch gepräägten Onsécherheeten ze provozéieren! An et ass net de Moment, fir d'Fundament vum Lëtzebuerger Modell wëllen a Fro ze stellen!

Eise Sozialstaat huet sech grad an dëser Kris bewäert. Eise Wirtschaftsmodell huet seng Virdeeler kënnen notzen. An duerch déi stabel finanziell Situatioun vum Land konnten a kënne mir och déi ekonomesch Konsequenze vun dëser Kris iwwerstoen.

Eng vun de Froen, déi am Raum steet an zum Deel och scho vill diskutéiert gouf, ass déi vun de politeschen Orientatiounen: Wat ass de Plang fir déi nächst Joren? Déi einfach Äntwert op dës komplex Fro ass: De Koalitiounsprogramm fir dës Legislaturperiod ass valid. E gëllt. An d'Majoritéitsparteie sti weider geschlossen hannert deem Programm, zu allem, wat do drasteet, an och dozou, dass eebe justement verschidde Saachen net drastinn. Et gi keng Experimenter, et gi keng Spekulatiounen an Diskussiounen zu deem Grondsazprogramm, dee mir eis fir déi nächst Jore ginn hunn.

Dat bedeit, dass mer och keng nei Steieren aféieren, déi net Deel vun dësem Accord sinn. Et ass awer geneesou kloer an evident, dass Mesuren, déi de Staatsbudget staark géife belaaschten, elo net direkt uewen op der Agenda stinn. Esou wéi et zu dësem Moment falsch wier, d'Kafkraaft duerch nei Steieren oder duerch Steiererhéijungen ze schwächen, wier et och dat falscht Signal, wann de Staatsbudget iwwert dat imminent Wichtegt géif belaascht ginn.

Am Kloertext heescht dat, dass mer un deem festhalen, wat mer eis virgeholl hunn, mee eis fir dat nächst Joer drop konzentréieren, eise Sozialsystem ze erhalen an d'Auswierkunge vun der Kris beschtméiglech am Grëff ze halen. Et bedeit och, dass mir fir d'Budgetsjoer 2020/2021 keng generell Steierreform plangen.

Et besteet allerdéngs Handlungsbedarf op eenzelne Punkten, déi net kënne waarden, bis d'Situatioun eng méi déifgräifend Steierreform erlaabt. An dofir agéiere mer op deene Punkten och gären direkt. Et geet dobäi ëm Gerechtegkeet. Et geet dobäi ëm d'Moral, ëm Anstand an ëm de Sënn, firwat eppes geduecht ass, an d'Realitéit, wat duerno domadder gemaach gëtt.

Dat betrëfft notamment dee vill an dacks zitéierte Steierregimm op de FIS immobiliers um Lëtzebuerger Marché. Haut ass et de verschiddenen Acteure méiglech, quasi steierfräi um Lëtzebuerger Immobiliemarché ze agéieren. Dat ass net méi akzeptabel. Esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, gëtt op den 1. Januar 2021 den aktuelle Steierregimm vun de FISen an anere Fongen op deem Punkt grondleeënd reforméiert. Direkt oder indirekt Revenuen aus Lëtzebuerger Immobilie wäerten zu engem Taux vun 20 % besteiert ginn.

Et geet hei, an dat ass wichteg ze preziséieren, ëm e ganz spezifesche Problem bei de FISen. Mir hunn eng 1.450 Fonds d'investissement spécialisés. Nëmme ronn 10 % dovunner sinn am Immobiliesecteur täteg an nëmme ganz wéineg en plus um Lëtzebuerger Marché. Mee do gëtt et awer Abusen, an déi wäerte mer behiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- D'Praxis vun de „share deals", bei där et drëm geet, Gebaier net direkt, mee steierbegënschtegt iwwer Gesellschaften ze kafen an och ze verkafen, gëtt och vill méi onattraktiv gemaach. De Sociétés de gestion de patrimoine familial, den SPFen, gëtt explizitt verbueden, iwwer aner Gesellschaften indirekt Immobilien ze halen. De spezielle Regimm vun de Stockoptions a Warrants, deen 2002 iwwer eng Circulaire agefouert gi war, gëtt op den 1. Januar 2021 ofgeschaaft, esou wéi dat iwwregens och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Gläichzäiteg gëtt de Regimm vun den Impatriés adaptéiert. Dëse Regimm, dee bis elo iwwer eng Circulaire gereegelt war, kritt eng gesetzlech Basis. An deem Kontext gëtt eng steierlech begënschtegt Prime d'impatriation geschaaft, déi en Impatrié wäert maximal aacht Joer vu sengem Employeur kréien. Dëse Regimm ass e wichtegt Element, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze stäerken, well en erlaabt, Talenter, déi schwéier - déi schwéier! - um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart oder an der Groussregioun ze fanne sinn, op Lëtzebuerg unzezéien.

Doriwwer eraus gëtt am Budget 2021 eng Prime participative agefouert, iwwert déi e Salarié steierbegënschtegt um Benefiss vun der Entreprise, an där e schafft, ka bedeelegt ginn. Dës Primm, déi fir den Employé zu 50 % steierfräi ass, ass awer limitéiert: Engersäits däerf eng Firma net méi wéi 5 % vun hirem Benefiss iwwert dee Wee ausbezuelen - d'Firma muss also e Benefiss maachen an deemno da Steiere bezuelen -, an anerersäits däerf se fir de Salarié net méi ewéi 25 % vu sengem Joresgehalt ausmaachen.

Och dat hei ass also eng Mesure, déi transparent ass an och gutt ass fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Mir brauche ganz kloer Talenter. Mir brauchen eng staark Ekonomie. A mir brauchen och eng attraktiv Finanzplaz.

Mir si virun e puer Wochen am Global Financial Centres Index sechs Plaze geklommen a leien elo op der 12. Plaz weltwäit. Mir hu Paräis a Frankfurt iwwerholl als Nummer 1 an der EU. Dëst ass net de Verdéngscht vun iergendwellechen „niches souveraines", där et keng méi ginn, mee eleng d'Resultat vun der Expertis an der Effikassitéit vun onser Finanzplaz, déi international unerkannt an déi och geschätzt gëtt. Lëtzebuerg ass grouss ginn als Finanzplaz, net well et no anere Reegele spillt wéi de Rescht vun Europa, mee grad well et den euro-

päesche Kader strikt respektéiert, an dacks virun eisen Noperen, wéi mer dat zum Beispill an der Fongenindustrie zanter 1980, an den 80er-Jore bewisen hunn, oder méi rezent am Beräich vun de Paiementer.

Lëtzebuerg huet an de leschte Joren all international an europäesch Reegelen a Standarden ëmgesat, dacks virun aneren, souwuel wat d'Steiertransparenz ugeet, de Kampf géint international Steiervermeidung, mee och am Kampf géint d'Geldwäsch. Eis Finanzplaz ass doduerch och gestäerkt ginn. An ech wëll just drun erënneren, dass verschidde Leit geduecht hunn, dat wier d'Enn vun der Finanzplaz, wa mer déi Mesuren, déi deemools geholl gi sinn, géifen ëmsetzen. An et huet eis gestäerkt! Dat ass dat, wat dès le départ och gesot ginn ass.

A mir konnten doduerjer, duerch dës Reforme nämlech och als Land déi lescht Joren nei Acteuren a vill méi international Aktivitéiten op Lëtzebuerg unzéien, wat soss net de Fall gewiescht wär.

Brexit ass dee beschte Beweis, dass Lëtzebuerg weider attraktiv als Finanzplaz ass a bleift. Méi wéi 60 Entreprisen aus dem Finanzsecteur - Banken, Assureuren, Assetmanager - hu bis elo hir Aktivitéiten op Lëtzebuerg verlagert oder bestoend Aktivitéiten eeben ausgebaut. Dës Acteure sinn net aus steierleche Grënn op Lëtzebuerg komm an d'Regierung huet keng nei Mesurë missen aféieren, fir si eeben och op Lëtzebuerg unzezéien. Si si komm, well Lëtzebuerg am meeschte Sënn gemaach huet fir hir Aktivitéit a fir se um europäesche Kontinent auszebauen, well Lëtzebuerg hinnen e stabille Kader bidde konnt, eng Previsibilitéit, eng Opsiicht, déi international unerkannt an och respektéiert gëtt, an en internationalen Ekosystem, dee sengesgläiche sicht.

Eng weider Stäerkt vu Lëtzebuerg ass, dass eis Finanzplaz haut net nëmmen héich spezialiséiert ass, mee och ganz diversifiéiert ass: vu Fongenindustrie an all deenen Acteuren, déi dëse risege Secteur bedéngen, iwwer Liewensversécherung, Reassurance, Gestion de fortune, Corporate Banking, Marchés des capitaux bis hin zum FinTech. Dëst dréit zur Stabilitéit vun der Finanzplaz bäi an erméiglecht och nei Opportunitéiten. D'Entwécklung an d'Diversifiéierung vun der Finanzplaz ass dofir weiderhin eng Prioritéit och vun dëser Regierung.

Ee Secteur, dee besonnesch vill Zukunftspotenzial huet an deem Kontext, sinn natierlech déi nohalteg Finanzen. Lëtzebuerg huet sech iwwert déi lescht Joren als eng vun de wichtegsten internationale Finanzplaze fir gréng an nohalteg Investissementer entwéckelt. Mat der rezenter nohalteger Staatsobligatioun an der Aféierung vun engem entspriechende Kader huet Lëtzebuerg alt erëm eng Kéier och e Pionéiergeescht bewisen a gëtt dofir och international unerkannt. Nohalteg Finanze sinn d'Zukunft vum Finanzsecteur! A Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, fir eng féierend Roll och an deem Beräich ze spillen.

Iwwer 50.000 Leit, Här President, schaffen op der Finanzplaz an iwwer 30 % vun onsem Räichtum ginn do geschaaft. An der Kris huet ee gutt gesinn, wéi wäertvoll d'Finanzplaz och fir de Rescht vun onser Ekonomie ass. D'Banken hunn aktiv hiren Deel bäigedroen an den Entreprisen heiheem Kreditter a Moratoiren accordéiert. D'Finanzplaz hëlleft och, Lëtzebuerg international op d'Weltkaart ze setzen an esou fir Entreprisen an och fir Investisseure baussent dem Finanzsecteur interessant ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Situatioun zu Lëtzebuerg ass am Verglach mat villen anere Länner op der Welt och ekonomesch a finanzpolitesch gesinn éischter favorabel. Mir profitéieren nämlech dervun, dass e groussen Deel vun den Aktivitéiten, déi eng direkt Inzidenz op Steierrecetten hunn, et relativ gutt duerch dës Kris awer gepackt hunn, ënner anerem eeben och duerch dat séiert Ëmstellen op Teletravail och wärend dem Lockdown, fir net total am Fong immobiliséiert ze sinn. Mir mierken och, an elo ganz kloer, dass déi wirtschaftlech Aktivitéiten nees gutt demarréiert hunn.

De Chômage louch virun der Kris am Februar dëst Joer bei engem Taux vu 5,5 %. An de Statec hat fir dëst Joer urspréngleche Wäert vu 5,4 % virgesinn, wat mer deemools och fir duerchaus realistesch gehalen haten. Vum Mäerz un huet d'Situatioun sech allerdéngs séier verännert, vun am Mäerz 6,1 % op am Abrëll schliisslech 7 %. Dee Moment waren 20.209 Persoune bei der ADEM ageschriwwen. Dat ass eng Hausse vun 31 % an engem Joer! Den Taux huet dunn allerdéngs och nees ugefaangen, kontinuéierlech erofzegoen op am August 6,4 %. Et gouf an et gëtt also effektiv eng liicht Reprise, déi dem Statec no virun allem op den Horeca-Secteur zréckzeféieren ass.

Wat eis allerdéngs Suerge mécht, ass de Chômage bei deene Jonken, déi besonnesch vun dëser Kris betraff sinn. Dat läit virun allem dorun, dass déi grad an dëser Zäit, also virum, wärend an nom Summer, nei op den Aarbechtsmarché kommen an elo méi Problemer hunn, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Op den 31. August 2020 si vun de ronn 18.500 verfügbaren Aarbechtskräften heiheem der bal 4.000 méi jonk ewéi 30 Joer. Dat ass e Plus vu 34,5 % op ee Joer. Dat gëtt ze bedenken! An dofir sinn och speziell Mesurë geholl ginn, fir deem entgéintzewierken. D'Aide à l'embauche gouf reforméiert an ausgeweit op d'Demandeurs d'emploi ënner 45 Joer, de Stage à l'embauche gëtt opgemaach fir Jonker ënner 30 Joer an och beim Contrat de réinsertion gëtt de Mindestalter vu 45 op 30 Joer erofgesat. De Stage de professionnalisation ass elo op fir Jonker ënner 30 Joer.

Dës Moossname sinn eng wichteg Stäip an der Lutte géint de Chômage bei deene Jonken. Sollt sech awer erausstellen, dass dës Mesuren net duerginn, wäerte mir energesch duerchgräifen. Perspektivlosegkeet bei de Jonken, mat all de Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, wäerte mir net zouloossen.

D'Regierung kuckt net no, mee iwwerhëlt hir Responsabilitéit an erfëllt och hire Rôle, fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg ze erhalen. Et gëtt Leit, déi an dësen Zäiten an hire Betriber och ëm hir Aarbechtsplaz sech Suerge maachen a fäerten. Dat gëllt och fir grouss Traditiounsbetriber vun nationaler Envergure wéi ArcelorMittal oder och d'Luxair, wou d'Regierung am Kader vu sektoriellen Tripartitë bereet ass, sozial Verantwortung ze iwwerhuelen an Entloossungen ze evitéieren, ënnert der Bedéngung, dass och de Management responsabel matagéiert. Mee och de Plan de maintien dans l'emploi bei Luxguard wäert laangfristeg finanziell Belaaschtunge fir de Fonds pour l'emploi mat sech bréngen. An trotzdeem ass dee Wee mat Sécherheet dee richtegen! Et gëtt keen aneren!

Mir hunn awer och Ursaachen, fir zouversiichtlech ze sinn:

D'wirtschaftlech Aktivitéit geet lues a lues erëm erop. D'Vertraue kënnt erëm, souwuel bei de Consommateure wéi och bei den Entreprisen an och bei den Investisseuren. D'Finanzmäert hu sech stabiliséiert. Eise Finanzsecteur, de Pilier vun onser Wirtschaft, fonctionéiert trotz de Contraintë vum Social Distancing. D'Aussiichte fir d'Staatsfinanze sinn haut scho liicht manner schlëmm wéi se am Abrëll waren, wéi mer de Stabilitéitsprogramm fir d'Joer 2020 op Bréissel gemellt hunn. Deemools si mer jo nach dovunner ausgaangen, dass mer dëst Joer iwwer fënnef Milliarden Defizit maache géife beim Gesamtstaat. Am Moment gesäit et esou aus, wéi wa mer méi no bei 4,4 Milliarde géifen erukommen.

Dat läit virun allem dorunner, dass d'Situatioun um Aarbechtsmaart besonnesch dank de massive Mesuren ewéi dem Chômage partiel haut net méi ganz esou däischter ausgesäit, wéi een dat wärend dem Confinement hätt kënne fäerten.

Trotz dëse liichte Verbesserunge bleift et bei engem historeschen Defizit fir Lëtzebuerg. En Defizit, dee sech eenzeg an eleng duerch d'Kris erkläert. Zum enge goufe Rekordmontanten investéiert, fir de Leit an den Entreprisen iwwert déi lescht Méint ze hëllefen, zum anere sinn, wéi iwwerall an Europa an an der Welt, d'Recettë vum Staat staark agebrach.

Wärend an engem normale Joer bis Enn August ongeféier 69 % vun de Steierrecettë vum Joer sollten erakomm sinn, waren et der dëst Joer nëmmen 58 %, wat zwar nach ëmmer e respektabelt Resultat ass, awer manner wéi d'lescht Joer. Op den 31. August hunn domadder par rapport zur selwechter Zäit d'lescht Joer Recetten an der Héicht vu bal enger Milliard an der Keess gefeelt. Austeritéit ass awer net déi richteg Äntwert an och net déi Äntwert, déi mer wëllen. D'Investissementer héich halen a souguer weider eropsetzen, am Interêt vun där haiteger an zukünfteger Generatioun, ass déi Äntwert, déi adequat ass. An dowéinst, nodeems den Invest scho virun 2020 jorelaang ronderëm 3,7 % vum PIB louch, wäert en 2021 op 4,3 % vum PIB oder op iwwer 2,7 Milliarden eropklammen.

Zum Gléck huet Lëtzebuerg de finanzielle Spillraum, fir mat dëser Situatioun och eens ze ginn, well mer d'Staatsfinanzen iwwert déi lescht Joren nohalteg sanéiert hunn. 2018 konnte mer mat engem Iwwerschoss vu 528 Millioune Euro ofschléissen, 2019 mat engem Plus vu 60 Millioune Euro. Lëtzebuerg ass mat gesonde Staatsfinanzen an déi Kris hei eragaangen. A Lëtzebuerg krut nach an der Kris vun alle grousse Ratingagencen den Triple-A confirméiert, eebe grad wéinst senger gesonder Ausgangssituatioun an dem Vertrauensvirschoss, dee mer eis erschafft hunn duerch e konsequent Agéieren an der Budgetspolitik iwwert déi leschte Joren.

Jo, mir brauchen et net ze verstoppen: Dës Kris wäert och en Impakt op ons Schold hunn. Eleng fir dëst Joer huet d'Chamber nei Emprunten iwwer dräi Milliarden Euro autoriséiert, fir d'Käschte vun der Kris ze decken, nieft enger Autorisatioun, déi schonn am Budget 2020 stoung fir e sougenannten „emprunt soutenable". Domadder kéime mer Enn dëses Joers, reng mechanesch, op eng Schold vu 16 Milliarden Euro oder op 27,4 % vum PIB. Och dat ass nach ëmmer ee vun deenen niddregsten Niveauen an der EU an och weltwäit.

Ech erënnere mech awer nach gutt, wéi ech schonns 2013 an der „Note au formateur" gelies hunn, dass, wa mer keng Mesurë géifen huelen, wa mer d'Staatsfinanzen net géife sanéieren, mer dee Prozentsaz schonns 2015 géifen depasséieren. An dat krute mer zesumme verhënnert! Virun der Kris stounge mer bei ronn 22 % vum PIB, also esouguer ënnert dem Niveau vun 2013.

Dofir ass elo net de Moment fir ze spueren. Elo ass net de Moment, fir Steieren eropzesetzen. Elo ass de Moment fir ze investéieren an eis Wirtschaft erëm op d'Schinnen ze setzen. Villes, fir net ze soen alles hänkt dovunner of, wéi déi sanitär Situatioun haut ass a wéi se sech weiderentwéckelt.

Fir den Ament ass déi Situatioun zu Lëtzebuerg am Gréff. D'Zuel vun den Neiinfektioune geet an d'Luucht, an dat ass bestëmmt net gutt a mir mussen déi Entwécklung nees gebremst kréien. Mee mir profitéieren an der Gestioun vun der Situatioun elo awer och vu Mesuren an Decisiounen, déi mer geholl hunn.

Dat ass notamment wouer fir déi ganz breet a grouss ugeluechten Teststrategie. Et ass immens vill driwwer geschwat a geschriwwe ginn. Mir goufe kritiséiert. An et ass och a Fro gestallt ginn, ob mer net besser gehat hätten, manner ze testen an doduerjer och manner Fäll dann ze identifizéieren an duerno dann eeben och manner an den internationale Fokus ze kommen. Mir waren ni där Meenung. Mir waren ni där Meenung! Mir hunn op d'Experte gelauschtert, déi gesot hunn, dass de Schlëssel fir de Succès an der Lutte géint de Virus bei engem konsequenten Teste läit.

Bis elo hu mir zu Lëtzebuerg iwwer 540.000 Leit op d'mannst eemol getest. Et sinn zënter dem Opkomme vum Virus hei am Land iwwer eng Millioun Tester gemaach ginn, dovunner 60 % iwwert de Large-Scale-Testing. Dat si 600.000 Tester, déi gemaach goufen, eleng fir dat arbiträert Verbreede vum Virus ze kontrolléieren an och ze limitéieren.

Et goufen doriwwer eraus awer och geziilt eenzel Gruppe viséiert, déi zu engem gewëssenen Ament besonnesch an de Fokus geréckelt sinn. Dat gëllt zum Beispill fir besonnesch vulnerabel Leit, mee och fir verschidde Wirtschaftssecteuren. Um Flughafe sinn iwwer 50.000 Tester duerchgefouert ginn. Doduerjer konnte mir am August an am September Leit identifizéieren, déi de Virus an der Vakanz erwëscht hunn an anescht vläicht net direkt an den Test gaange wieren an duerno de Virus och nach verbreet hätten, ouni et selwer ze wëssen! Dorëms geet et jo an deem Kampf géint de Virus: esou fréi wéi méiglech positiv Leit ze isoléieren!

Eng wichteg Informatioun ass och, dass zu Lëtzebuerg, iwwert déi ganz Kriseperiod gekuckt, praktesch d'selwecht vill Leit mat Symptomer getest ginn ewéi ouni. Dat bedeit, dass e groussen Deel Leit, sief et duerch de Retraçage iwwer e Kontakt, sief et duerch de Large-Scale-Testing, konnte souzesoen aus dem Circuit geholl ginn. D'Verbreede vum Virus ass op eng maximal effikass Aart a Weis limitéiert ginn. Ronn een Drëttel vun de Leit, déi positiv getest gi sinn, konnten duerch d'Aarbecht vum Contacttracing identifizéiert ginn. Dee System fonctionéiert also. A mir hunn eis och esou opgestallt, dass mer d'Zuel vun de Leit, déi do schaffen, punktuell kënnen an d'Luucht setzen. Déi Ekipp, déi do schafft an Dag fir Dag Kontakt mat Leit ophëlt, leescht eng immens wäertvoll Aarbecht, déi am Hannergrond geschitt, ouni dass se dofir eng grouss Opmierksamkeet kritt.

Et huet sech vill verännert zanter dem Ufank vun der Pandemie. Ech kéint och soen: „Et huet sech och vill ‚verbessert' ", woubäi ech awer wëll virsiichteg si mat deem Term. Fakt ass awer, dass d'Zuel vun de Mënschen, déi hospitaliséiert musse ginn oder souguer an eng Intensivbetreiung musse goen, eng Kéier ganz héich war, du konstant erofgaangen an duerno konstant niddreg bliwwen ass. Och zu deem Ament virum Summer, wéi och elo nees, wou d'Infektiounen an d'Luucht ginn, huet dat net eng identesch Repercussioun op d'Hospitalisatiounen.

Haut ass d'Situatioun aneschters wéi virum Summer. D'Ursaachen dofir sinn och verschiddener. Eng ass ganz sécher, dass d'Altersstruktur vun de Leit, déi sech mam Virus infizéiert hunn, weesentlech méi niddreg ass ewéi nach am Ufank vun der Pandemie. Aktuell si vu positiv geteste Persoune 5,5 % Kanner ënner 10 Joer. An der Alterskategorie 10 bis 19 Joer läit den Taux scho bei knapp 17 % a bei deene Jonken tëschent 20 an 29 bei 21 %. Duerno geet den Taux nees kontinuéierlech erof a just 7 % sinn iwwer 70 Joer al an 3,3 % sinn iwwer 80 Joer.

Enn Mäerz louch d'Altersmoyenne vun de Residenten, déi positiv getest goufen, bei ronn 47 Joer, Enn Abrëll bei 48 an haut, am Mee bei 37 Joer an Enn September bei ronn 35 Joer. Et kann een deemno soen, dass besonnesch déi eeler Leit sech haut weesentlech manner dacks mam Virus infizéieren, wéi dat am Ufank de Fall war. Et gëtt do generell ganz einfach besser opgepasst. An dat huet och eng ganz grouss Wierkung.

D'Informatiounen, souwäit mer se virleien hunn, weisen, dass d'Leit sech do ustiechen, wou d'Geste-barrièren net ëmzesetze sinn, nämlech an der Famill doheem, oder op deene Plazen, wou se negligéiert ginn. Déi Mesuren, déi mer geholl hunn, also virun allem, dass een eng Mask muss undoen an déi virgeschriwwen Distanzen anhalen, hunn eng ganz grouss Wierkung, wou se och agehale ginn. An dat ass dee kruziale Punkt: D'Mesuren hunn e ganz staarken Effet, wa se agehale ginn! De Gros vun de Leit hält se och an, mee verschidde Leit mengen, et wier net néideg.

Mir brauchen och zu dësem Moment keng fundamental nei Mesuren. D'Regierung huet festgehalen, dass mir den Ament nach keng Ursaach gesi fir nei Restriktiounen. Mir sinn amgaang, déi Situatioun genee ze ënnersichen, a mir wäerten eenzel Punkten nach vläicht preziséiere mussen an Onkloerheeten och behiewen. Mee wierklech nei legal Mesuren imposéiere sech zu dësem Moment net.

Komplett ausschléisse kann a wëll ech ganz sécher net, dass et och nees eng Situatioun kéint ginn, wou dat aneschters wär. Mir sinn net der Meenung, dass e generelle Lockdown nach eng Kéier géif néideg ginn. Mir sinn haut en immense Schrack méi wäit wéi nach virun e puer Méint. Mir sinn och komplett aneschters opgestallt a wësse weesentlech méi iwwert d'Propagatioun vun deem Virus, soudass mer och weesentlech méi cibléiert kënne virgoen. Mir sinn haut virbereet. Mir sinn haut gutt virbereet. Mir hunn eis déi néideg Moyene ginn, fir de Gesondheetssystem am Generellen an de Spidolssecteur am Speziellen ze stäerken.

Mir hunn d'Moyenen deblockéiert, déi mer gebraucht hunn, fir dat Material ze kafen, wat och néideg war: ronn 90 Millioune Masken, 34 Milliounen Händschen, 2,5 Millioune Schutzwesten an eng Abberzuel u klengem Material, anere Produiten a Medikamenter, déi an eise Spideeler benotzt goufen. D'Regierung huet praktesch iwwer Nuecht véier Scanneren an eise véier grousse Spideeler opgeriicht, fir den Diagnostic vum Covid bei Patienten ze beschleunegen.

D'Spideeler hunn deemools hir Aktivitéiten esou ëmorganiséiert, datt Plaz fir 180 Covidpatienten an der intensiver Fleeg war. Um Héichpunkt vun der Pandemie waren dovunner 45 Better beluecht.

Nieft Better a Material ware mir awer virun allem op eis Matbierger aus Nopeschlänner, op ons Frontalieren och ugewisen. Déi solle mer net vergiessen. Si sinn eng wichteg Stäip fir onse Gesondheets- a Fleegesecteur.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ronn 13.000 Iwwernuechtunge si fir d'Personal aus dëse Secteure kuerzfristeg organiséiert ginn, dat nodeems eis Nopeschlänner Grenzkontrollen agefouert haten. Si konnten och op eng speziell Offer an de Crèchen zréckgräifen.

Mir sinn, wat d'Personal an d'Organisatioun vum Personal betrëfft, weesentlech besser preparéiert wéi nach viru Méint. Mir hunn eng Réserve sanitaire opgesat, fir genuch Infirmièren an Dokteren iwwerall ze hunn, wou se gebraucht ginn. Mir hunn eis an de leschte Wochen a Méint logistesch besser opgestallt. Zënter dem Enn vum Confinement am Abrëll konnten 72 weider Respirateuren un eis véier grouss Spideeler verdeelt ginn: Hate mer am Ufank vun der Kris ronn 223 Respirateuren an deene verschiddene Spidolsberäicher, hu mer der elo 295. Ronn 80 weider Respirateuren hu mer fir den Noutfall an onsem nationale Stock. Haut hu mer dat néidegt Material an eise Stocken, wann et an den nächste Méint nach eemol eng Kéier méi enk géif ginn.

Mir hunn d'Léier aus där schwiereger Situatioun an der éischter Hallschent vum Joer gezunn an eis och eng strateegesch Reserv ugeluecht, sief et fir eise Spidolssecteur, sief et fir d'Beräicher vun der Fleeg an den Altersheemer, dem CGDIS, de kriteschen Infrastrukturen oder och de Servicer beim Staat, déi ënner allen Ëmstänn musse fonctionéieren. An enger solidarescher a kollektiver Ustrengung hu mir 87 Millioune chirurgesch an 3 Millioune FFP2-Masken op Lëtzebuerg ageflunn. Bal 60 Millioune Maske sinn an der Tëschenzäit verdeelt ginn. Ronn 27 Millioune chirurgesch Masken hu mir an onser Reserv. Déi véier grouss Spideeler aus dem Land hu sech bereeterklärt, fir sech an enger Associatioun zesummenzeschléissen, fir déi strateegesch Reserve vun dem Spidols- a Fleegesecteur ze geréieren. D'Regierung wäert dësen Zesummeschloss och finanziell ënnerstëtzen.

Eis Spideeler hunn déi lescht Méint genotzt, fir sech ënnerenee besser ze organiséieren an och ofzeschwätzen, fir d'Coronapatienten optimal kënnen opzedeelen. Et ass e Plang mat véier Stufen ausgeschafft ginn. A fir all eenzel Stuf ass och eng Unzuel vu Patiente festgehale ginn, déi e Spidol an der normaler oder intensiver Fleeg kann ophuelen. D'Zil dovunner ass ze assuréieren, datt mir zu all Moment eng equilibréiert Verdeelung vun de Covidpatienten tëschent de Spideeler hunn, dat en fonction vun de Capacitéite vun de jeeweilegen Haiser. Et geet dorëms och, datt d'Spideeler esou laang wéi

méiglech hir normal Aktivitéite kënne weiderféieren. Dat ass e Message, dee ganz wichteg ass: Normal Aktivitéite musse kënne weidergoen!

Sollt d'Zuel vun den Neiinfektioune sech esou entwéckelen, datt mir Enkpäss an den Dokteschpraxisse kriten, kënne mir och séier reagéieren. Dofir hu mer och op zwou Plazen hei am Land, eemol an der Stad um Kierchbierg an eemol och zu Esch, faerdeg Infrastrukturen ageriicht, fir zu all Moment Covidpatienten och kënnen ze behandelen. Déi néideg Konventioune konnte viru Kuerzem mat der AMMD ënnerschriwwe ginn. Mëttelfristeg gëtt dru geschafft, fir de Maisons médicales an deem Beräich eng nach méi grouss Bedeitung zoukommen ze loossen.

Wann d'Situatioun awer changéiert, musse mir och séier reagéieren. Dat hu mir an der Vergaangenheet gemaach a maachen dat och an Zukunft. Dofir musse mir zu all Moment e Bild vun der Situatioun hunn. Dat maache mir mat engem permanente Monitoring, dee mer an de jeeweilege Ministèren, Verwaltungen a Servicer op d'Bee gestallt hunn. D'Dokteren hëllefen eis beim Monitoring. Mat der AMMD ass eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, fir e Reseau vun Dokteren uechtert d'ganzt Land op d'Been ze stellen, fir d'Entwécklung vun der Gripp an der Epidemie am ganze Land ze iwwerwaachen. All Erkrankunge vun den Otemweeër solle gemellt ginn. Dëst ass besonnesch an de Grippeméint och ganz wichteg.

Monitoring maache mir och mat Hëllef vun der Waasserverwaltung an dem Luxembourg Institute of Science and Technology, also dem LIST. All Woch analyséiere si d'Ofwaasser an eise Kläranlage fir ze kucken, wéi d'Presenz eeben och vun de Coronavire sech duerch d'Land an eise Gemengen entwéckelt. Do sinn d'Donnéeën den Ament iwwregens schwiereg ze interpretéieren, well dee ville Reen, dee mer déi lescht Deeg haten, awer och en Impakt huet op d'Waasser an d'Presenz vum Virus am Waasser, wat sech dann och diluéiert bei esou vill Quantitéite vu Reen.

Dat muss weidergefouert ginn. An de Monitoring wäert och nach weider kënnen do gemaach ginn. Mee et ass elo schonns esou, dass déi nei Phas vum Large-Scale-Testing, deen och esou wichteg ass, weesentlech méi geziilt duerchgefouert ka ginn, ewéi dat an der éischter Phas méiglech war. D'Strategie gesäit nämlech vir, dass besonnesch Gruppen an der Populatioun getest ginn, déi vill exposéiert oder déi besonnesch vulnerabel sinn. Dernieft gëtt awer och weider generell getest. Allerdéngs ginn déi Informatioune verschafft, fir eventuell Clusteren a verschiddene Secteuren, Regiounen, Alterskategorien an zum Beispill Beruffsgruppe kënnen ze identifizéieren.

Et gëtt weider um Flughafe getest. An et gëtt och den Ament un enger Solutioun vu Schnelltester geschafft. Mir préiwen och ëmmer nees nei, nach méi fiabel Testkits. A vun dësem Mount u ginn och verstäerkt nees Antikierpertester gemaach fir ze monitoren, wéi verbreet de Virus am Fong iwwer eng länger Zäit war a wou et vläicht zu engem gewëssenen Ament och verstäerkt Immunitéit kéint ginn. Dovunner si mer allerdéngs nach e gutt Stéck ewech.

Immunitéit hierstelle wëlle mir virun allem iwwert de Wee vun enger Impfung. Et ass dat, wou déi ganz Welt drop waart a wou an all Eck vun onsem Planéit gefuerscht gëtt. Lëtzebuerg ass do fest integréiert a bedeelegt un de Beméiungen op europäeschem Niveau. D'EU-Kommissioun negociéiert den Ament am Numm vun de Memberlänner mat zéng méiglech Produzenten. D'Prozedur mat engem méigleche Fournisseur ass ofgeschloss an et gëtt Hoffnung, dass éischt Vaccine schonn am Dezember kéinten disponibel sinn, dat wuel nach a limitéierte Stéckzuelen. Dat wier dann den Ufank vun enger laanger Phas, wou d'Populatioun ka geimpft ginn a besonnesch déi méi vulnerabel Persounen e Schutz virun deem Virus kënne kréien.

Deen Zäitplang ass ambitiéis. A mir hunn och geléiert an dëser Pandemie, dass et Entwécklunge gëtt, déi net virauszegesi waren an déi och changéiert hunn. Dat gëllt fir d'Recherche am Allgemengen an et gëllt notamment bei der Sich no engem Medikament, wou et wuel Wierkstoffer gëtt, déi e gewëssenen Effet hunn, notamment de Produit Remdesivir, mee deen awer och net bei jiddwerengem kann agesat ginn an och Niewewierkungen huet, déi nach ënnersicht ginn. D'EU-Kommissioun keeft dës Medikamenter fir dee ganzen europäesche Marché. A Lëtzebuerg ass den Ament gutt versuergt, wann et sollt verstäerkt mussen agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn esou gutt opgestallt, wéi mer et och nëmme kënne sinn, fir deem Virus weider d'Stier ze bidden. Mir sinn awer och alleguerte weider een op deen aneren ugewisen, fir dass mer et och elo an deenen nächste Méint packen, déi besonnesch schwiereg wäerte ginn. Dann, wann et kal an naass ass dobaussen an d'Leit nees méi dobanne wëlle sinn an och méi no beieneen. Dat gëtt eng Erausfuerderung fir ons alleguerten. A mir mussen do weider déi Solidaritéit weisen, déi eis iwwert déi ganz Zäit vun dëser Kris begleet huet. Et geet ëmmer nach doriëms, een op deen aneren opzepassen an dobäi besonnesch no deene méi vulnerabele Persounen ze kucken.

Mir schwätzen natierlech vun deene gesondheetlech méi schwaache Matmënschen, mee mir wëssen haut och, dass de Virus eng besonnesch Gefor duerstellt fir Leit, déi a méi prekäre Verhältnisser liewen. An deem Sënn hu mir eng medezinnesch Permanence op d'Bee gesat, wou eng Partie Doktere vun Associatioune sech ofléisen. Do kënne Leit sech gratis ënnersiche loossen, och wa si keng Krankeversécherung hunn. Do kréie se beim Verdacht op Covid-19 eng Ordonnance fir en Test verschriwwen. A fir elengerzéiend Mamme steet all Mëttwochmëtteg en Dokter zur Verfügung, dee si an hir Kanner och kann ënnersichen.

Et ass och e System agefouert gi fir Associatiounen, déi a Kontakt sti mat Leit aus prekäre Verhältnisser. Si kréien Ordonnancë vun der Santé zur Verfügung gestallt, fir dass d'Leit séier an effikass kënne getest ginn, wa si Symptomer hunn. Esou kann déi Ustiechungsketten esou séier wéi méiglech ënnerbrach ginn. Op dës Manéier kënne mer och matzäit gesinn, wa Situatioune sech zouspëtzen, soudass een nei Mesurë kann huelen, fir Leit, déi keen Doheem hunn, ënnerdaach ze bréngen an hinnen och deen néidege Schutz ze ginn.

Stand haut sinn dräi Hebergementsstrukturen, déi schonn zënter Méint fir dës Populatioun bereet stinn, nach net ganz ausgelaascht. Mee mir bleiwen alertéiert, fir séier nei Léisunge parat ze halen, falls d'Zuel vu Coronakranken aus de prekäre Milieue sollt an d'Luucht goen. Deen Ament ass och virgesinn, fir mat eisem Large-Scale-Testbus op d'Plazen ze fueren, fir d'Situatioun méi no a méi breet kënnen ze analyséieren. Do dernieft wäert am Dezember eng grouss ugeluecht Vaccinatioun géint déi normal Gripp duerchgefouert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuel vun den Neiinfektiounen ass an de leschten Deeg nees an d'Luucht gaangen. Mir sinn alertéiert an awer net schockéiert. Et war ze erwaarden, a mir hunn et och gesot, dass d'Zuelen am Hierscht nees riskéieren an d'Luucht ze goen. Et ass wichteg, dass ee sech am Detail awer domadder auserneesetzt an net just déi brute Zuele kuckt.

D'Altersmoyenne spillt, wéi gesot, eng zentral Roll. Dobäi ass et och elo esou, dass et sech confirméiert, dass et virun allem déi méi jonk Leit sinn, déi positiv getest ginn, an dass d'Zuel vun den eelere Leit ëmmer nach extreem niddreg ass. Mir leie bei ronn 4 % Positiver an der kritescher Alterskategorie vu Leit iwwer 80 Joer. Déi viregt Woch louch den Taux bei 3,3 % an déi Woch virdru bei 5,5 %. Et ass also stabel op engem relativ niddregen Niveau. D'Altersmoyenne vun deene Leit, déi positiv getest gi sinn, louch dës Woch elo bei genee 36,8 Joer. Et gëllt, dat weider ze assuréieren, well et en direkten Impakt huet op d'Zuel vun de Krankheetsverleef, déi méi grav sinn. Mir hunn, wann déi Zuelen, déi ech elo matgedeelt kritt hunn, richteg sinn, 46 Patiente mat Covid-19, déi hospitaliséiert sinn, 2 Persoune sinn op der Intensivstatioun. Et gouf awer allerdéngs d'lescht Woch 6 Doudeger a gëschter koum nach ee weideren derbäi.

D'Situatioun ass serië, mee et gëtt keng Ursaach, fir iwwerstierzt elo wëllen ze handelen. Mir wëllen absolutt evitéieren, dass et zu dramatesche Situatioune kënnt. An dat heescht net just, dass mer e Lockdown oder sektoriell Fermeturë mussen a wëllen evitéieren. Eng héich Zuel nämlech vun Neiinfektioune bréngt et och ouni virgeschriwwe Fermeturë mat sech, dass et fir vill Secteuren, Betriber a Beräicher vun onsem Alldag schwiereg gëtt, fir iwwerhaapt kënne weiderzefonctionéieren, wann d'Leit net do sinn. Ech widderhuele mech: Mir mussen nees méi Rigueur kréien an een op deen aneren oppassen!

De Virus an déi aktuell Situatioun dominéieren eis Aktualitéit, mee d'Regierung huet déi lescht Méint a wäert déi nächst Méint awer net exklusiv un der Lutte géint déi Pandemie schaffen. Mir hunn e Projet, fir Lëtzebuerg weiderzeentwéckelen, fir eis Liewensqualitéit ze erhalen an de groussen Erausfuerderunge fir onst Land, fir ons Wirtschaft, fir ons Ëmwelt och gerecht ze ginn. A mir halen un deem Projet fest.

Dozou gehéiert, dass ee Volet, deen eis virun dëser aktueller Kris ganz vill beschäftegt huet, net an de Vergiess geroden ass. Ech hunn zejoert op dëser Plaz däitlech ënnerstrach, an et ass zanterhier net manner akut ginn: De Klimawiessel ass déi grouss Erausfuerderung vun onser Zäit. Mir sinn et net just de Generatiounen, déi no eis kommen, schëlleg, dass mer handelen. Et geet och scho laang net méi just ëm déi Mënschen, déi an der südlecher (veuillez lire: déi an der südlecher Regioun vun eisem Planéit liewen) - dass et just „bei deenen aneren" e Problem kéint ginn. Egoismus ass kee schéine Charakterzuch!

Mee souguer wa mer egoistesch wéilte sinn, misste mer nawell handelen, an zwar séier a konsequent! D'Dréchente gi vu Joer zu Joer méi akut, Naturkatastrophen, Iwwerschwemmungen, schwéier Stierm a Bëschfeiere méi reegelméisseg. Et ass also héich Zäit, dass mer e Krack an d'Luucht gi bei eise Beméiungen, deem entgéintzewierken.

Mir hunn déi éischt Mesuren dofir an d'Weeër geleet an Ufank dëses Joers de PNEC, also de Klima- an Energieplang ugeholl. Dëse Plang ass e kruziaalt Instrument, fir eis ambitiéis Ziler ze erreechen. Mir wëlle bis 2030 d'Emissioun vun Zäregasen ëm 55 % reduzéieren, déi erneierbar Energien op 25 % vum nationalen Energiemix eropsetzen an d'Energieeffizienz vu 40 % op 44 % eropkréien. Dat sinn, wéi gesot, ambitiéis Ziler. Mee et sinn net just theroeetesch Wäerter, et ass e reellt a fir eis och e realistescht Zil. A mir hu keng Zäit ze verléieren!

Dofir gi mer och kee Schrack zréck an halen dru fest, fir steierlech a finanziell Ureizer ze schafen, déi eng Transitioun op méi klimafrëndlech Technologien ënnerstëtzen. Engersäits suivéiere mer de Prinzip vum Polluer-payeur a besteieren d'CO_2-Emissiounen, fir dann dës Fongen ze benotzen, déi dem Klima zeguttkommen. Et ass e Prinzip vun der ökologescher Solidaritéit. Dëse Bäitrag wäert 2021 bei 20 Euro pro Tonn CO_2 leien an dann op 25 Euro pro Tonn CO_2 am Joer 2022 an op 30 Euro pro Tonn 2023 klammen. Konkreet heescht dat fir d'Joer 2021 op der Pompel eng Hausse vun ongeféier 5 Cent um Liter Diesel a Bensinn. Et geet mat dësem Bäitrag net drëm, nei Recetten ze schafen. Et ass och keng nei Steier, déi decidéiert gouf, mee e System, deen europäesch negociéiert an och ofgemaach ginn ass. Et geet drëm, e kloert Signal ze setzen, dass Lëtzebuerg et mam Anhale vu senge Klimaziler och eescht mengt.

Klimapolitik geet fir eis Hand an Hand mat sozialer Gerechtegkeet. An dofir sinn och geziilt Kompensatiounsmesurë virgesi fir déi méi Schwaach an onser Gesellschaft, déi soss géife riskéieren, speziell vun esou enger Besteierung betraff ze ginn. Mir entlaaschten also déi, déi et brauchen, an zwar iwwer zwee Weeër:

Éischtens gëtt parallell zum Aféiere vun der CO_2-Steier och e Crédit d'impôt fir d'Salariéen, fir d'Independanten a fir d'Pensionnairen ëm 96 Euro d'Joer erhéicht. An zweetens setze mer d'Allocation de vie chère nohalteg ëm 10 % an d'Luucht. Domadder fiedere mer den Impakt of fir déi Leit, déi sech et net kënne leeschten, mat där nämmlechter Vitess ewéi anerer méi klimafrëndlech ze liewen oder sech ze deplacéieren. Mat de Suen, déi iwwert de Wee vun enger Besteierung op den CO_2-Emissiounen erakommen, ginn op där anerer Säit d'Primme matfinanzéiert, déi jiddwerengem a gläichem Mooss zeguttkommen. Déi Primmen, déi jo och elo schonn existéieren, haten an de leschte Méint en enorme Succès.

Besonnesch bei de Primmen, déi mer haten an der Mobilitéit, gouf et e Boom bei de Véloen, den elektresche Véloen, mee och bei den elektreschen Autoen. Bannent engem Joer gouf et iwwer 13.500 Demandë fir normal a bal 10.000 Demandë fir elektresch Véloen. Ronn d'Hallschent vun den Dossiere sinn an der Tëscht och traitéiert ginn. Zanter dem zousätzlechen Incentive am Kader vun eise Mesurë fir d'Relance économique huet sech d'Zuel vun den Demandë quasi verzéngfacht. Och bei den elektreschen Autoe sinn an de leschten dräi Méint méi Demanden erakomm wéi an deem ganze Joer virdrun an et leien elo eppes iwwer 1.100 Demandë vir, wouvunner dee gréissten Deel och schonn traitéiert an ausbezuelt ass.

Nach ni virdrun hu sech och esou vill Leit interesséiert, fir hiert Haus energeetesch ze sanéieren, eng Fotovoltaikanlag ze installéieren oder op eng méi effizient Heizung ëmzeklammen. Et geet awer och iwwert dat eegent Doheem eraus an d'Leit investéieren och zum Beispill a Solaranlagen, déi méi grouss sinn an esou och als eng Zort Kooperativ kënne fonctionéieren. Esou goufen zejoert dräimol méi Solaranlagen installéiert, wéi dat an de Jore virdrun de Fall war. Iwwer 200.000 Leit zu Lëtzebuerg ginn haut mat Wandenergie vun heiheem versuergt.

Mir mussen oppassen op dat, wat mer hunn, well et eis och net eleng gehéiert. Et ass eise gemeinsamen Effort, wou jiddwereen eng zentral Roll ze spillen huet. An een Acteur, deen een net dierf vergiessen an deen net dierf och a Vergiessenheet geroden, ass de Secteur vun der Landwirtschaft. Virun e puer Méint hu vill Leit ugefaangen, sech Froen ze stellen, déi mer eis zanter Joerzéngten net méi gestallt hunn: Produzéiere mir genuch Liewensmëttel zu Lëtzebuerg, fir ons Populatioun ze versuergen, wann den internationale Wuerentransport am Stëllstand ass? Et ass op ee Coup nees méi lokal geduecht an et ass och méi lokal agekeeft ginn.

Et ass ee vun de positiven Aspekter vun där schwéierer Zäit, dass mer geléiert hunn, eis méi op dat ze besënnen, wat och no bei eis ass. D'Regierung ënnerstëtzt déi Entwécklung a wa mir dëse Mount de Landwirtschaftsdësch organiséieren, gëtt dat och en zentrale Sujet. Mir wëllen déi lokal Produkter stäerken an och hëllefen, den Iwwergang op eng méi biologesch Produktioun unzedreiwen. Den Aktiounsplang PAN-Bio 2025 ass en place gesat gi mam Zil, bis 2025 ee Fënneftel vun der landwirtschaftlecher Fläch ënner biologesche Krittären ze bewirtschaften an derfir ze suergen, dass déi Produkter och bei eis lokal op de Marché kommen.

Mir hunn eis engem responsabelen Ëmgang mat de Ressourcë verschriwwen. Dat gëllt fir all Beräicher: fir eisen Alldag, fir ëffentlech Investissementer, an et gëllt och fir déi wirtschaftlech Diversifikatioun. Mir sinn eis honnertprozenteg eens an der Regierung, dass den ökologesche Kontext, den Impakt vun onser Ekonomie op eis Ëmwelt eng zentral Roll muss spillen. Et ass evident, a mir komme guer net derlaanscht, dass mer net iwwer eis Verhältnisser kënne liewen. Mir hunn och net eréischt gëschter ugefaangen, d'Ekonomie an deem Sënn ze diversifizéieren a besonnesch op Elementer wéi Kreeslafwirtschaft an Innovatioun an der Industrie ze setzen.

Zum Beispill den Automotive Campus zu Biissen ass ganz no de Reegele vun der Économie circulaire geplangt, developpéiert a gebaut ginn. An déi Philosophie gëtt konsequent weider suivéiert. D'Regierung schafft den Ament un enger Strategie, fir d'Ekonomie duerch weider konkreet Projeten ze stäerken an ze etabléieren.

Gläichzäiteg musse mer d'Innovatioun undreiwen an de Betriber, déi hei sinn, hëllefen, sech weiderzeentwéckelen a sech op nei Erausfuerderungen anzestellen. Wichteg ass d'Previsibilitéit, an dat gëllt esouwuel fir déi Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg sinn, wéi och fir déi, déi interesséiert sinn oder schonn engagéiert sinn, fir bei eis ze investéieren.

Mir sinn derfir responsabel, e legale Kader ze schafen a Virgaben ze ginn, déi dat erëmspigelen, wat mer eis virgeholl hunn, also e responsabelen Ëmgang mat onse Ressourcen an d'Erhale vun onser Liewensqualitéit.

Dat steet awer net am Widderspruch zu enger industrieller Entwécklung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Deen Ament, wou e Betrib sech wëllt zu Lëtzebuerg installéieren an de Kader respektéiert, ass et wichteg, dass ee sech och zu deem bekennt, wat gëllt. Mir brauchen eng positiv Astellung vis-à-vis vun Investissementer an onsem Land an dem Schafe vun Aarbechtsplazen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Fir Mëssverständnisser an Ënnerscheeder an der Interpretatioun an Zukunft ze evitéieren, gëtt e Mechanismus agesat, fir ganz am Ufanksstadium eng Evaluatioun vun engem industrielle Projet ze maachen an ze préiwen, ob dee kompatibel ass mat de Krittären, déi mer eis ginn hunn. Gëtt déi Fro mat Jo beäntwert, bleift se mat Jo beäntwert!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hunn e begrenzten Territoire mat begrenzte Ressourcen a Limitte vun deem, wat mer eis selwer an der Ëmwelt kënnen zoumudden. Et ass dofir och essenziell, dass mer eng kohärent an duerchduechte Landesplanung maachen, déi participativ mam Bierger zesummegestallt gëtt an am Dialog mat de Gemengen ëmgesat gëtt.

Dat ass d'Zil vum neie Prozess „Luxembourg in Transition", deen dëst Joer och lancéiert gouf. D'Applikatioun vun de véier Plans sectoriels ass nach fir dëst Joer virgesinn a mir schaffen och un engem Schema, fir den Aménagement du territoire iwwer eis Landesgrenzen eraus ze koordinéieren, deen och nach dëst Joer soll konkretiséiert ginn. Mir mussen a mir wäerten iwwer eisen Tellerrand eraus denken an och agéieren.

Och dat huet déi aktuell Kris eis geléiert!

Mir sinn net eleng an eleng si mer net staark genuch, fir Krisen ze meeschteren. Mee net just a Krisenzäiten, och an onsem Alldag si mer drop ugewisen, dass Leit vu bausse bei eis schaffe kommen, bei eis wunnen, liewen an Deel vun onser Gesellschaft sinn. Et ass eng Beräicherung, en Atout an eng Noutwendegkeet!

Mir valoriséieren dat net genuch a mussen eis do och verbesseren. Dat betrëfft notamment d'Accorde mat eisen Nopeschlänner am Beräich vun der Besteierung a vun der Sozialversécherung vun de Grenzgänger, wou mer an der Kris onkomplizéiert Léisunge fonnt hunn, fir den Teletravail iwwer eng länger Durée ze erméiglechen. Do wore ganz vill Suergen, wou op eng onkomplizéiert Aart a Weis a mat deene gudde Kontakter, déi mer mat deem engen a mat deem anere Regierungsmember aus dem Ausland haten, direkt konkreet Äntwerte konnte fonnt ginn, fir dat ze verbesseren.

Et betrëfft awer natierlech och zum Beispill d'Mobilitéit, wou mer weider staark investéiere mussen, fir d'Situatioun ze verbesseren. Den Ausbau vum Schinnereseau ass dofir net a Fro gestallt. Déi nei Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg souwéi d'Extensioun vun der Stater Gare vun 9 op 13 Quaien an d'Commande fir 34 nei Automotricë si Schlësselelementer, fir d'Situatioun am Zuchverkéier weider ze verbesseren. D'Capacitéit geet an den nächste Jore bis 2024 vu 25.500 op 38.000

Passagéier erop. Dat wäert en Ënnerscheed maachen, deen d'Leit och wäerte mierken!

A mir investéieren an denken och iwwert déi aktuell geplangte Projeten nach eraus. Dat gëllt notamment fir den Ausbau vum Tram an Direktioun Märel an Zéisseng respektiv Stroossen. Et gëtt weider a Vëlosweeër investéiert. Et sinn den Ament iwwer 285 km nei Vëlosweeër geplangt an et ginn Etüde gemaach, fir weider 148 km nach ze bauen.

Den Invest an de Stroossebau gëtt konsequent weidergefouert, notamment den Ausbau op dräi Spueren op der A3 vum Gaasperecher Kräiz bis op d'Grenz. Et besteet e groussen Drock op den ëffentlechen Transport an och op d'Stroossennetz. Et ass eng Fro vu Liewensqualitéit, mee och vu Kompetitivitéit. Dat soll een net vergiessen! Et ass méi schwéier, Leit ze iwwerzeegen, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, wa se e groussen Deel vun hirer Zäit gebrauchen, fir am Auto ze sëtzen oder am Stau.

Et besteet awer och ëmmer nach en immens staarken Drock um Wunnengsmaart. Dat ass aus ville Grënn e Problem, deen eis zanter Joren, fir net ze soe Joerzéngte beschäftegt. Et gëtt keng einfach Léisung an et gëtt och keng eenzeg Léisung, mee et ass en Zesummespill vun enger ganzer Rei Mesuren, déi mussen agesat ginn, fir och den Drock erauszehuelen.

Ee Schlësselelement ass a bleift et awer ganz sécher, d'Offer an d'Luucht ze setzen an duerch déi ëffentlech Hand - duerch de Staat, mee och duerch d'Gemengen - abordabele Wunnraum ze schafen. De Staat gëtt sech dofir déi noutwendeg finanziell Moyenen, an dat net just zanter haut. Eleng iwwert déi staatlech Wunnengsbaugesellschaft SNHBM sinn an de leschte sechs Joer ronn 1.000 Wunnengen op de Marché komm an iwwert de Fonds du logement waren et an deem selwechten Zäitraum ronn 650 Wunnengen.

Et si weider ganz grouss Projeten an der Maach, ewéi notamment dee ganz innovativen a moderne Projet Elmen an der Gemeng Kielen, wou 750 Wunnenge wäerten entstoen, oder déi zwee grouss Projeten op den alen Industriefrichen zu Wolz an zu Diddeleng.

Mir investéiere weider a mir investéiere konsequent. Esou ass am Budget vum Wunnengsbauministère fir 2021 eng Hausse vun 11 % virgesi par rapport zu dësem Joer. Hannergrond ass notamment och d'Schafen dëst Joer vum Spezialfong fir d'Entwécklung am Logement, wou viru Kuerzem schonn en éischten Tëscherapport virgestallt ginn ass. Hei si fir d'nächst Joer ronn 150 Millioune Euro virgesi fir ze bauen, awer och fir d'Ziler vum Pacte logement 2.0 ëmzesetzen.

D'Gemenge ginn hei ganz geziilt incitéiert, och weider beim Schafe vun abordabele Wunnenge matzeschaffen an ze investéieren. De Logementspak 2.0, deen d'Regierung zesumme mat de Gemengen ausgeschafft huet, wäert dësen déi dofir néideg Moyene ginn: duerch méi Suen, duerch besser Berodung an duerch eng qualifizéiert Begleedung duerch deen nei geschafene Logementsberoder.

Zil vun dësem groussen Effort ass et, fir bezuelbare Wunnraum an ëffentlecher Hand ze schafen, deen och op Dauer bezuelbar bleift! Dëse groussen Effort dréit dann och dozou bäi, den Drock fir déi Leit ze reduzéieren, déi um private Marché net méi zu verstännege Präisser iwwerhaapt en Ënnerdaach fannen!

Mir mussen d'Investissementer an d'Depensen am Logement awer och aus engem steierleche Bléckwénkel bewäerten an hannerfroen. D'Regierung huet dat gemaach an notamment decidéiert, d'Steiervirdeeler op deene speziellen Immobiliefongen ofzeschafen, wéi ech virdru gesot hunn.

Et gëtt e weidere Mechanismus, deen net deen Zweck erfëllt, deen ursprénglech ugeduecht war an dofir muss reforméiert ginn, dee vum „amortissement accéléré". Et ass hei drëms gaangen, grad d'Offer an d'Luucht ze setzen, also privat Leit ze incitéieren, an de Logement ze investéieren an zousätzlech Wunnengen ze schafen. Dat ass zu enger Zäit agefouert ginn, wéi d'Situatioun eng aner war. An ech brauch do nëmmen d'Beispill vun den Zënsen ze huelen, déi een deemools op der Bank bezuelt huet fir e Prêt immobilier, am Verglach zu deem, wat een haut muss bezuelen.

Mir stellen haut fest, dass et éischter d'Demande an d'Luucht dreift, well Investisseure mat um Marché sinn, fir existent Wunnengen ze kafen, déi se da weiderverlounen. Et huet sech also zu engem Facteur vun der Spekulatioun entwéckelt. Do musse mer ausbremsen an dofir gëtt och den Taux d'amortissement d'nächst Joer vu 6 % op 5 % erofgesat an och d'Zäit vum Amortissement geet vu 6 op 5 Joer erof.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Fir Investisseuren, déi Immeuble mat enger Valeur iwwer eng Millioun Euro hunn, geet den Taux op 4 % erof. Dës nei Reegele gëlle fir all Objet, deen nom 1. Januar 2021 kaaft gëtt.

Et ass wichteg, dass weider och vu privater Säit an de Wunnengsbau a besonnesch och an de Logement locatif investéiert gëtt. Et soll och attraktiv sinn an et brauch Planungssécherheet. Gläichzäiteg muss een d'Entwécklung awer eeben och am A behalen an de Courage hunn - an de Courage hunn! -, fir Mesuren, déi kontraproduktiv sinn an net dat bruecht hunn, wat ee geduecht huet, ze iwwerdenken an och ze iwwerschaffen.

E weidere wichtegen Acteur am Logement sinn do och d'Gemengen. Déi sollen och weider investéieren an d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum wéi awer och an Infrastrukturen an och a Personal.

Et ass der Regierung bewosst, dass d'Auswierkunge vun der Covidkris och en Impakt op d'Gemengefinanzen hunn. Mir hate kierzlech en Echange mam Syvicol, wou et nieft Politik am Allgemengen och ëm d'Gemengefinanze gaangen ass. Am Projet vum Budget fir d'nächst Joer gëtt gerechent, dass bei de Gemengen e Minus ass vun 213 Millioune Euro fir dëst Joer, deen direkt oder indirekt op déi aktuell Kris zréckzeféieren ass. Dës Berechnunge sinn zu engem Deel nach theoreetesch an och Estimatiounen, well et nach un Donnéeë feelt an d'Joer jo och nach net ofgeschloss ass. Et ass also nach ze fréi, fir definitiv kënnen ze gesinn, wat den tatsächlechen Impakt vum Covid op dat Ganzt do ass.

Et ass awer essenziell, dass d'Gemengen handlungsfäeg bleiwen an och hir Obligatioune kënnen erfëllen. Mir ënnerstëtze si dobäi. D'Subside gi bäibehalen an et gouf och punktuell Erhéijungen.

Mir wäerten doriwwer eraus préiwen, wat ubruecht an och wat néideg ass. Net zulescht ass e Bilan vun der Gemengefinanzreform an der Maach, dee vun der Zentralbank duerchgefouert gëtt. Mir wëllen dee Bilan hei an der Chamber ganz oppe mat lech debattéieren an zesummen och ënnert Lupp huelen, wou eventuell Nobesserungen dann néideg sinn. Et ass fir eis nämlech evident, dass den direkte Kontakt tëschent der ëffentlecher Hand an dem Bierger bei de Gemenge läit a si eng zentral Roll am Fonctionnement vun onsem Land hunn. Si musse weider kënnen investéieren.

Genau ewéi de Staat selwer. An de Finanzminister wäert muer méi am Detail op déi verschidde Volete vum Budget fir dat nächst Joer agoen.

Ech hu schonn ënnerstrach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den Niveau vun den Investissementer weider ganz héich wäert sinn a wéinst de Covidmesuren och méi héich ewéi dëst Joer. Mir investéieren an d'Zukunft vum Land. Och dat ass eng Politik, déi een am Sënn vun den nächste Generatioune mécht an Hypothéiken op d'Zukunft evitéiert. Mir investéieren an Infrastrukturen a mir investéieren och an d'Mënschen. De Sozialstaat gëtt weider gestäerkt, d'Zukunftschancë vun de Kanner gi confirméiert, d'Kafkraaft gëtt erhalen a mir investéieren och weider an e staarke Staat.

Wat d'Personal an der Fonction publique betrëfft, gëtt d'nächst Joer, wéi an der Tripartite ofgemaach, net gespuert. Mir hunn eis engagéiert, déi Posten, déi opstinn, och ze besetzen. A mir hunn och festgehalen, dass mer an enger Rei Beräicher och weider Personal opstocken, well et néideg ass. Dat betrëfft notamment de Beräich vun der Educatioun, wou ëmmer et néideg ass, weider Leit anzestellen, fir eng Penurie vun Enseignanten ze evitéieren. Et gëllt awer och fir eng ganz Rei Beräicher, déi de Bierger an och de Betriber direkt zeguttkommen.

Mir brauchen eng staark Fonction publique. Et ass en Atout vun onsem Land, dass d'Weeër kuerz sinn. Et ass en Atout vun onsem Land, dass se séier an direkt sinn, an de Schlëssel dofir läit an engem staarke Staat! Mir hunn an der Kris gesinn, dass et derwäert ass, Administratiounen ze hunn, Servicer, d'Forces de l'ordre, d'Schoul, de Gesondheetssecteur, déi gutt opgestallt sinn. An dofir wäert och weider doranner investéiert ginn.

D'Regierung huet an deem Sënn och festgehalen, d'nächst Joer eng ronn 1.000 nei Posten ze schafen. Derbäi kommen natierlech och d'Remplacementer vu Leit, déi an d'Pensioun ginn, an d'Regularisatioune vu besteeënden Aarbechtsverhältnisser, déi dës Zuel nobäi wäerte verduebelen.

Et gëtt och weiderhin e groussen Accent op d'Digitalisatioun geluecht, fir esou op eng effikass Manéier dem Bierger déi beschtméiglech Servicer ze bidden.

Den Déngscht um Bierger ass scho laang net just physesch, mee en ass och digital. Tëschent Januar a September sinn iwwer 1,3 Millioune Demarchen iwwer MyGuichet gemaach ginn. Dat ass dräimol esou vill méi wéi d'lescht Joer an deem selwechten Zäitraum. Et sinn och eleng dëst Joer 27 nei méiglech Demarchen op de MyGuichet derbäigesat ginn, an am Digitaliséierungsministère schaffe mir intensiv un engem weideren Ausbau. Et wäert an den nächste Méint eng nei App presentéiert ginn, fir dass een iwwert den Handy am Fong bal all Demarche ka maachen, just mam Handy. Mir schaffen derniewent un engem spezielle Site, deen et de Leit erlaabt, Gemengeprozeduren (veuillez lire: Geneemegungsprozeduren) digital ze maachen an ze suivéiere respektiv Remarken dozou ze maachen.

Net jiddweree kann oder net jiddweree wëllt awer digital virgoen, an dat ass och ze respektéieren. De Plan national d'inclusion numérique wäert eng Rei vu Mesurë festhalen, déi derfir suergen, dass kee Mënsch an enger digitaler Welt am Stach gelooss gëtt. D'Digitaliséierung soll d'Liewe méi einfach maachen an eng Plus-value duerstellen. Op kee Fall soll et eng Hürd méi si fir d'Bierger.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een, mir sinn net mam an och net beim Covid-19 stoe bliwwen. Et sinn eng ganz Rei Projete vu grousser Wichtegkeet, déi mer virundreiwen an déi och ëmgesat ginn. Dat gëllt fir Beräicher, déi eis Ekonomie stäerken, eisen Alldag vereinfachen oder eis Gesellschaft moderniséieren, ewéi zum Beispill de Projet de loi iwwert d'Recht vun all Kand ze wëssen, wie seng Eltere sinn, dee kierzlech deposéiert gouf.

Mir hu Reformbedarf an enger ganzer Rei vu Beräicher, an ech kéint do och d'Legislatioun iwwert de Jugendschutz zitéieren, wou aktuell de Schutz vu Jonken an d'Repressioun matenee vermëscht a verwiesselt ginn. Et ass dofir envisagéiert, zwee verschidde Projeten ze deposéieren, eemol iwwert d'Protektioun vun de Rechter vu Kanner a Jonken an en zweeten Text iwwer restriktiv Mesurë respektiv Strofen am Fall, wou Mannerjäreger stroffälleg ginn.

Déi aktuell Kris, Här President, huet awer och de Spot op eng ganz Rei Problemer geriicht, déi eis och scho virdru bewosst waren, déi awer elo duerch déi Kris nach méi visibel gi sinn.

Et ass mer ganz bewosst ginn, wéi ech och en Echange hat mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, dass déi Kris hei generell net laanscht déi Jonk respektiv laanscht d'Kanner gaangen ass. Besonnesch awer bei Familljen, wou et aus verschiddene Grënn an normalen Zäite méi schwiereg ass, goufen d'Problemer verstäerkt. Dat Schlëmmst konnt verhënnert ginn duerch e konsequente Suivi an och en Encadrement, mee et gouf e ganz, ganz groussen Drock op vill Familljen an deen ass net ëmmer gutt ausgaangen. Et muss ee sech do och keng Illusioune maachen.

Déi Kris an alles, wat se ausgeléist huet, hat eng Inzidenz op déi psychosozial Gesondheet vu ville Mënschen an huet och existent Schwieregkeete verschäerft a Pathologien, wéi Psychosen an och Depressiounen, ausgeléist oder erëm ausgeléist, wa se eigentlech bis dann ënner Kontroll waren. Den Encadrement huet esou gutt fonctionéiert, wéi et nëmme méiglech war. Dat gëllt fir d'stationär an d'ambulant Behandlung, mee och zum Beispill fir d'Affer vun häuslecher Gewalt. Et si speziell Zëmmere gelount ginn an eng dedeiéiert Hotline gouf ageriicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëse leschte Wochen a besonnesch an der schwiereger Zäit vum Lockdown hu vill Mënschen Aussergewéinleches geleescht, fir no anere Leit ze kucken, fir de Fonctionnement vun onsem Land a vun de Servicer ze garantéieren, a si verdéngen eis Dankbarkeet an och onse Respekt.

Dat gëllt natierlech fir d'Personal am Gesondheetssecteur, mee och an der Alimentatioun, d'Servicer beim Staat a bei de Gemengen. An ech denken och speziell do un d'Léierpersonal, déi e ganz groussen Effort gemaach hunn a sech fir hir Schüler agesat, si net eleng gelooss hunn. Duerch den Effort vun den Enseignanten an duerch eng onkomplizéiert Aart a Weis, fir sech ëmzestellen op digital Supporten, mee och Telefonsgespréicher a vereenzelt Visitten doheem hunn d'Kanner a Jonker e Kader kritt, dee soss verluer gaange wär. An et ass och e Schouljoer gerett ginn, d'Zukunftschancë sinn erhale bliwwen.

Et gouf an der Schoul och geléiert aus den Experienzen aus dem Fréijoer an d'Rentrée ass den Ëmstänn entspriechend gelongen.

Mir hunn de Schoulbetrib wärend der Kris gutt gemeeschtert an eeben och besser ewéi aner Länner, well mer an de leschte Jore vill investéiert hunn, sief et a Personal, mee och a Material. Mir hunn an d'Bildung investéiert an dat huet sech bezuelt gemaach an dofir gëtt och do weider investéiert.

Am Budget fir d'nächst Joer stinn trotz ganz héijen Investissementer an de leschte Joren nach emol 169 Millioune Euro méi ewéi dëst Joer, also eng Progressioun no uewe vu 6,4 %. Insgesamt läit de Budget bei der Educatioun, dem Encadrement, der Kannerbetreiung bei iwwer 2,8 Milliarden Euro. Dat ass proportional gesinn d'Spëtzt an der EU, an och weltwäit ass kaum e Land, wat méi Suen an d'Bildung an an d'Zukunftschancë vu senge Kanner a vu senge Jonken, senge jonke Leit investéiert. An dat ass och gutt esou!

En Deel vun der Schoul, dee wärend dëser Kris och gelidden huet, ass de Sport an der Schoul. Jo, d'Doktere si sech eens, dass awer grad de Sport an der Schoul och eng grouss Wichtegkeet huet, an dofir gouf och vill Energie drop verwennt, fir dee Volet och elo fir d'Rentrée ass ënner gewëssene Konditioune kënnen ze relancéieren.

Mee de Sport huet net nëmmen eng Bedeitung an der Schoul, en ass och ganz wichteg fir ons Gesondheet an och fir ons Entwécklung. Dofir hu mer och relativ kuerzfristeg en Zousazbudget vu fënnef Millioune Euro deblockéiert, déi direkt de Sportsbeweegungen zeguttkommen.

Am nächste Joer steet elo d'Ëmsetzung vun enger Reform vum Congé sportif op der Dagesuerdnung, genau ewéi d'Schafe vun engem professionelle Statut fir Spëtzenathleeten, déi net wëllen oder kënnen d'Konditioune vun der Lëtzebuerger Arméi an Usproch huelen.

Mir denken un déi Kleng an déi méi Jonk, esou wéi mer an de leschte Méint an och an Zukunft speziell un déi eeler Matmënschen denken.

Mir hu besonnesch um Héichpunkt vun der Kris dacks op eng haart an onbaarmhäerzeg Aart a Weis missen erliewen, wéi wichteg et ass, dass eeler Leit e Liewen an Dignitéit kënne féieren. Dat gëllt fir déi Mënschen, déi doheem sinn, an et gëllt och fir déi Leit, déi an enger Struktur, an engem Alters- oder an engem Fleegeheem liewen. Mir hunn eng héich Qualitéit. Mir kënnen eis nach op villen Niveaue verbesseren, notamment bei der Transparenz, notamment bei der Ausbildung vum Personal oder och bei der medezinnescher Betreiung.

Do gëtt den Ament intensiv dru geschafft an et ass notamment rezent eng Konventioun tëschent der Regierung, der COPAS an der Dokteschassociatioun ënnerschriwwe ginn, fir e Pilotprojet vun enger Ligne de garde an den Alters- a Fleegeheemer anzeféieren. Den Zougang zu de Soinen, mee och zu dem medezinnesche Material a Medikamenter gëtt och ausgebaut a verbessert.

Mir hunn d'Responsabilitéit, no deene méi Schwaachen ze kucken, dat gëllt fir eeler Leit, mee och fir eng vulnerabel Populatioun, an do geet et net just ëm de Risiko vun enger Covidinfektioun. Vulnerabel ass een net just an enger Pandemie. An ech si frou, dass mer eis et och éischtens leeschte kënnen an zweetens awer och e breede Konsens hei am Land hunn, dass mer kee fale loossen.

An dëser Kris hu Leit mat engem Handicap och dacks méi missen aushalen ewéi déi meescht aner vun eis. Fir Mënschen, déi an enger Struktur liewen, ass de Kontakt mat Leit vu baussen, mat der Famill a Frënn dacks iwwerliewenswichteg. Mënsche mat engem Handicap sinn dacks justement op Kontakt mat aneren ugewisen, fir den Alldag kënnen ze meeschteren, an et huet och villes an dëser Kris wéinst dem Zäitdrock net méi esou fonctionéiert, wéi et hätt missen.

Dat gëllt zum Beispill fir d'Kommunikatioun an och déi offiziell Messagen, déi am Ufank net ëmmer esou accessibel fir jiddweree waren, wéi dat och misst sinn. Dorauser musse mer léieren an do kënnen a wäerte mir eis och verbesseren.

Et sinn awer och aner Deeler vun der Populatioun ganz vulnerabel, an dat 365 Deeg am Joer.

Wann ee sech en Androck mécht vun Initiative wéi der Wanteraktioun oder mat de Leit schwätzt, déi an den Offices sociaux schaffen, sech an enger ONG engagéieren a mat Leit schaffen, déi et méi schwéier hunn, an onser Gesellschaft Fouss ze faassen, da mierkt een, dass déi kleng Suerge fir anerer ganz grouss kënne sinn an dass déi eege grouss Suergen eigentlech dacks ganz kleng sinn.

Eng vun de Léiere vun dëser Kris ass fir mech och, dass et extreem wichteg ass ze thematiséieren, Luucht dohinner ze bréngen, wou et däischter ass, wou een heiansdo och net wëllt onbedéngt drop kucken. Et ass wichteg!

Dat ass eng Aufgab, déi d'Press zu Lëtzebuerg an de leschte Méint op eng exemplaresch Aart a Weis erfëllt huet. Et ass ëmmer e wéineg speziell, wann e Politiker d'Press lueft; da wäert d'Press sech schonn d'Fro stellen: Wat hu mer falsch gemaach?

(Hilarité)

Mee als Premier an als Medieminister ass et mer awer wichteg, dass mer eng staark professionell Press hei zu Lëtzebuerg hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass net gutt, wa Medie schwaach si respektiv nëmmen op den Annoncëmarché ugewise sinn. Dat huet een net nëmmen an de leschte Méint zu Lëtzebuerg gemierkt, mee et mierkt een et och, wann ee sech d'Situatioun an anere Länner ukuckt, wou et dann iergendwa just nach eenzeg an eleng doréms geet, e Produit ze verkafen - e Produit ze verkafen! - an net méi eng objektiv Bewäertung, eng Analys oder och eng méi déifgräifend Recherche ze maachen, fir ze hannerfroen an eebe kritesch ze si mat der Politik, der Gesellschaft an och als Medie mat sech selwer.

Mir hunn och an de leschte Méint eng Rei Reforme presentéiert, déi d'Medien zu Lëtzebuerg an hirer Onofhängegkeet confirméieren a stäerke sollen. Dozou gehéiert d'Reform vun der Pressehëllef, wou et net méi d'Quantitéit elo ass, mee d'Qualitéit, déi zielt. Déi journalistesch Aarbecht gëtt an de Vierdergrond gestallt an et ginn zousätzlech Incentiver fir Editeuren, déi an d'Formation continue investéieren an och an d'Ausbildung an an d'Innovatioun. Et

ass och an deem Text virgesinn, dass mer Initiativen ënnerstëtze kënnen am Medieberäich, déi als Startup fonctionéieren, an doriwwer eraus och déi sougenannt Communitymedien.

Et war eist Zil, hei fir d'alleréischte Kéier eng legal Basis fir staatlech Hëllefen ze schafen, also Sécherheet a Previsibilitéit ze assuréieren. Duerch verschidden Ëmstänn féiert dat awer elo derzou, dass grad ee Medium - an ech zitéieren hei de Radio Ara - net an deem Sënn dovunner ka profitéieren, wéi et ugeduecht war. Dat ass net de But vun der Reform vun der Pressehëllef. Mir sinn der Meenung, dass dee wäertvolle Bäitrag, deen dës Medie fir ons Gesellschaft leeschten, adequat soll unerkannt an och ënnerstëtzt ginn. Aus deem Grond si mir amgaang, no konkrete Méiglechkeeten ze sichen, fir deem Rechnung ze droen, esou wéi et och geduecht war. An ech sinn zouversiichtlech, dass mir och do eng Léisung fannen, notamment am Austausch mat der zoustänneger Kommissioun an der Chamber, déi sech nom Avis vum Staatsrot mat deem Text befaasst. D'Krittäre musse mer diskutéieren, wéi mer et fannen. Mee, wéi gesot, mir wëllen do och oppe sinn.

Mir sinn och amgaang, un engem gesetzleche Kader fir den ëffentlech-rechtleche Radio ze schaffen. Et gouf en Debat hei an der Chamber, an ech wëll nach eng Kéier Merci soe fir déi Qualitéit och vun deem Debat, dee mer hei haten. An ech widderhuelen, dass ech déi Proposen, déi vun der Chamber geäussert goufen, mee och vum Europäesche Verband vun den ëffentlech-rechtleche Medien, duerchaus kann novollzéien. Mir wëllen dee Radio a senger Onofhängegkeet stäerken, nach méi Previsibilitéit hierstellen an och zemools an der Gouvernance fir méi Transparenz suergen. Den entspriechenden Text wäert nach dëst Joer an der zoustänneger Kommissioun presentéiert an och hoffentlech deposéiert ginn.

Parallell gouf et och eng Verhandlungsronn mat der CLT iwwert d'Weiderféiere vun der Konventioun am audiovisuelle Beräich. A mir sinn och do amgaang, um Text vun där Konventioun ze schaffen. A mir wäerten och deen Text an der zoustänneger Kommissioun presentéiere kommen, ier mer zu engem Accord kënne kommen.

D'Medien hunn en Informatiouns- an e Bildungsoptrag, an déi ëffentlech-rechtlech Medien och am Speziellen. Et ass awer net just dat. Mir sinn der Meenung, dass si och de gesellschaftlechen Debat iwwert d'Theemen, déi d'Leit beschäftegen, animéieren an déi kulturell Landschaft beräichere kënnen.

Et gëtt keng Gesellschaft ouni d'Kultur a keng Kultur ouni d'Gesellschaft. D'Kultur ass dee Lien, deen eis matenee verbënnt an och matenee vernetzt. Si gëtt Halt, Orientatioun an Dozougehéieren an enger Gesellschaft, déi awer vu ville Facteuren auserneegerappt ka ginn.

Den Impakt vun der aktueller Kris op de Kultursecteur ass enorm. Et war mat deen éischte Beräich, dee seng Dieren zougemaach huet, an ass och ee vun deene leschten, dee seng Dieren normal nees kann opmaachen. Wärend dem Confinement sinn iwwer 1.000 Manifestatiounen an iwwer 100 Ausstellungen ofgesot ginn an insgesamt waren iwwer eng Millioun Spectateure concernéiert.

D'Kultur representéiert ronn 5 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. De kulturelle Secteur beschäftegt dobäi insgesamt méi wéi 12.200 Leit, mat enger Iwwerrepresentatioun vun de Selbststännegen - bal eng vu fënnef aktive Persounen ass kee Salarié - am Verglach zu anere Wirtschaftssecteuren.

De wirtschaftlechen a finanziellen Impakt am Ganzen ass gravéierend, well de weesentleche Réckgang vun de Recettë vun de kulturellen Organisateure sech och op d'Akommes vun den onofhängege professionnelle Kënschtler an den Intermittents du spectacle auswierkt. D'Recettë vun de kulturellen Infrastrukture weisen een däitleche Réckgang op, well tëschent 15 % an 30 % vum Ëmsaz direkt vun hiren Aktivitéite kommen.

Et gouf aktiv den Austausch mat de Federatiounen opgeholl, déi déi onofhängeg professionell Kënschtler an och Intermittents du spectacle zu Lëtzebuerg representéieren. Opgrond vun engem Katalog vu Reklamatiounen, dee vun der Federatioun opgestallt gouf, an Ëmfroen, déi ënner hire Memberen duerchgefouert gi sinn, konnt ee sech ee bessert Bild vun den Erausfuerderungen a Gefore fir Kulturacteuren am Kontext vun der Kris maachen.

Och no der Reouverture vun de kulturellen Institutioune wäerten déi dauerhaft Konsequenze vun der Krisenzäit an de kommende Méint nach ze spiere sinn. Zanter der Reprise elo am Hierscht fannen d'Manifestatiounen ënner strenge Konditioune statt, soudass d'Capacitéiten och nëmmen zur Hallschecht kënnen ausgenotzt ginn. Manifestatioune wéi gréisser Concerten an der Rockhal kënnen nach bis op Weideres net organiséiert ginn. De Museekssecteur ass domadder ganz schwéier getraff. An d'Regierung huet de Kultursecteur dofir fir 2020 mat zousätzleche Mesuren an Héicht vu fënnef Milliounen Euro ënnerstëtzt, dëst besonnesch, fir d'Kreatioun vun neie kulturelle Formater unzereegen.

Och déi drëtt Assises culturelles Enn Oktober stinn ënner engem spezielle Liicht. Zesumme mat den Acteurs culturels versiche mir, d'Konsequenzen aus der Kris ze zéien a festzehalen, wéi eng Zukunftsperspektiven ee gemeinsam justement opzeechne kann. Sécher ass, dass d'Gesetz iwwert de Statut vum fräischaffende Kënschtler an dem Intermittent du spectacle un déi aktuell Situatioun ugepasst muss ginn, fir eng gréisser Flexibilitéit vun dëse Statuten och kënnen ze garantéieren.

Eng aner Prioritéit ass den Denkmalschutz. D'Regierung huet de Gesetzesentworf iwwert den Denkmalschutz op den Instanzewee ginn. Den Avis vum Staatsrot läit vir an d'Kulturkommissioun vun der Chamber huet och d'Aarbechten ugefaangen. Dëse wichtege Projet bitt e moderne legale Kader fir de Schutz an den Erhalt vum ganze kulturellen Ierwen, dat heescht de Patrimoine archéologique, architectural, mobilier an immatériel. Gläichzäiteg ginn iwwert dëse Projet international Reegelen aus de Kulturkonventiounen, déi Lëtzebuerg ratifizéiert huet, ëmgesat.

De Patrimoine vu muer entsteet mat de Kënschtler vun haut. Wéi och vum Kulturentwécklungsplang 2018-2028 virgesinn, soll d'Aarbecht vun de Konschtschafende respektéiert, ënnerstëtzt a gefërdert ginn. An dofir wäerte mir an Zukunft méi Wäert op accessibel Aarbechtsplaze fir Kënschtler a Kreativer leeën. Dësen Effort wäert verbonne gi mat der néideger finanzieller Ënnerstëtzung, awer och mam Export.

Dofir hu mer de „Kultur:LX", de sougenannten „Arts Council" virum Summer gegrënnt. Dës nei Infrastruktur erlaabt et, onse Kënschtler méi konsequent ënnert d'Ëerm ze gräifen, si ze begleede beim Opbau vun hirer professioneller Karriär an dass si besser am Ausland kënne Fouss faassen a bekannt ginn. D'Mobilitéit vun de Kënschtler ass eng vun de Prioritéiten. Och wier eng Homogenitéit vun de Moossnamen an Europa wichteg, fir d'Mobilitéit vun de Kënschtler ze encouragéieren an ze vereinfachen, déi de Moment Restriktiounen ënnerleien.

Oft hëlleft d'Kultur, d'Ekonomie ze relancéieren. Do wou si ka stattfannen, hänken eng ganz Rei Servicer drun, déi de Rescht vun der Ekonomie nozéien. Dofir ass et wichteg, net als Lescht un d'Kultur ze denken an duerch hir Unzéiungskraaft a Vitalitéit d'Sozialliewen am Respekt vun den néidege sanitäre Moossnamen erëm unzekuerbelen. A mir sollen alleguerten och alles maachen, fir dass Esch2022 e Succès gëtt a vläicht no dëser Coronakris e Moment nees vum Zesummekommen, deen dann och eng nei Bedeitung kann hu vis-à-vis vun deem, wat mer virun der Coronakris kannt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt de Moment, wou mer zréckkucken op déi Kris, déi dat Joer 2020 zentral gepräägt huet a weider och wäert prägen. Mir kucken dann op alles, wat gutt fonctionéiert huet, an op dat, wat manner gutt fonctionéiert huet. Ech fäerten, an déi lescht Kategorie fält déi europäesch Solidaritéit an d'Zesummenaarbecht op EU-Niveau.

Um 25. Anniversaire vum Accord vu Schengen hu mer missen erliewen, wéi fragill déi Accorde sinn, déi d'Basis vun der europäescher Zesummenaarbecht sinn: oppe Grenzen, Beweegungsfräiheet a Solidaritéit. Och wann dës Wäerter an eiser Regioun net méi aus dem Alldag ewechzedenke sinn, ware se vun deem engen Dag op deen anere Fro gestallt.

Déi éischt Reflexer vun enger Partie Memberstaaten, fir sech ofzeschotten, waren de Contraire vun deem, wat eis eigentlech ausmécht. Et hat natierlech domadder ze dinn, dass d'Europäesch Unioun op déi Situatioun, wéi se sech presentéiert huet, net preparéiert war an zum Deel och net konnt sinn, well de Gesondheetsberäich quasi eng exklusiv Kompetenz vun den eenzelne Memberstaaten ass! Et hat awer och domadder ze dinn, dass déi Kris sech op ganz ënnerschiddlech Manéieren an deene verschiddene Länner entwéckelt huet, a jo och innerhalb vun de Länner gouf et grouss Differenzen tëschent eenzelne Regiounen. Wa mer haut gesinn, wéi eenzel Regioune sech ofschotte vis-à-vis vun aneren an deem selwechte Land, da gesäit een, dass d'Solidaritéit net just op europäeschem Niveau hir Grenzen huet - am wierkleche Sënn vum Wuert.

Mee et soll een net alles schlechtrieden. Et muss een nämlech och feststellen, dass no engem éischte Schock d'Zesummenaarbecht nees séier fonctionéiert huet, notamment hei an der Groussregioun. Et goufe Patiente grenziwwerschreidend behandelt, wou mir jo och eisen Deel konnte bäidroen. Et sinn awer och pragmatesch Léisunge fonnt ginn, wat notamment d'Frontaliere betrëfft. Mir waren a stännegem Kontakt mat onsen Nopeschlänner an et war séier en Accord do, dass keen dierft dru gehënnert ginn, op d'Aarbecht an erëm heem ze kommen.

Et ass och op europäeschem Niveau relativ séier nees enk matenee geschafft ginn. Déi europäesch Institutiounen hu verschidde Programmer op d'Bee gestallt. Sou si gemeinsam Commandë fir Schutzmaterial an aner Ekipementer gemaach ginn. Et sinn och a kuerzer Zäit EU-Programmer en place gesat ginn, fir d'Fuerschung un Impfstoffer géint de Covidvirus finanziell ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus si Mechanisme geschafe ginn, fir den Emploi, d'Entreprisë souwéi d'Staatsfongen ze ënnerstëtzen, an dee gréisste Succès ass ganz sécher, dass mir eis am Juli konnten drop eenegen, fir den neie Cadre financier pluriannuel 2021-2027 am Kontext Covid punktuell ze renforcéieren. 750 Milliarden Euro sollen op dësem Wee investéiert ginn, parallell zum „klassesche" EU-Budget.

D'„Next-Generation-EU"-Instrument ass historesch, well et fir d'éischt der Europäescher Kommissioun erlaabt, Suen op de Finanzmäert ze léinen. Dëst neit Instrument soll virun allem hëllefen, ëffentlech Investitioune vun de Memberstaaten ze ënnerstëtze souwéi och parallell strukturell Reformen ze encouragéieren. Et soll besonnesch deene Länner hëllefen, déi am stäerkste vun der Pandemie betraff sinn.

Et gëtt also haut nees eng europäesch Solidaritéit, esou wéi et och eng global Solidaritéit gëtt. Mir hunn och als e Land mat enger historesch exzeptionell staarker Kooperatiounspolitik an de leschte Méint op villen Niveaue gehollef. Mir hunn dobäi an der Haaptsaach zu internationale Fonge bäigedroen, déi am Kader vun UN-Initiative geholl goufen, mee och am Kader vu bilaterale Bezéiunge mat de „Partnerlänner", wéi mer se nennen, de Pays partenaires, mat deene mer jo privilegiéiert Relatiounen hunn, fir och an dem Kader vun dëser Kris effikass a gezilt kënnen ze hëllefen.

Mir hunn eleng do 23,5 Milliounen Euro verfügbar Fonge kënnen ëmleeden, fir dréngend Bedierfnisser vun nationale Covidpläng an deene Länner ze ënnerstëtzen. D'Reajustéiere vun dësen Aktivitéiten, déi ongeféier 2 bis 3 Milliounen Euro pro Partnerland entspriechen, gëtt gréisstendeels vun der Lux-Dev, eiser Agence fir d'Ausféierung vu bilaterale Programmer, souwéi vun nationalen an internationalen ONGen ëmgesat.

Mir sinn do mat eise Partner och direkt um Terrain aktiv. Am Burkina Faso ënnerstëtze mir de Waasser- a Sanitärberäich. Am Niger ass et e Projet, fir vulnerabel Populatioune virun Honger a Krisesituatiounen ze schützen. Am Laos ënnerstëtze mer d'Versuergung vun Ootmungssystemer, intensiv Betreiung, Identifikatioun a Planifikatioun vun Ariichtungen am Kader vun der Lutte géint de Covid-19.

Et gëtt do eng immens wichteg Aarbecht geleescht, wou och Lëtzebuerger ONGe staark implizéiert an aktiv sinn. Et ass nämlech enorm wichteg, dass déi international Solidaritéit och a Krisenzäite fonctionéiert. An ech wëll drun erënneren, dass och mir an de leschte Méint solidaresch waren an awer och vu Solidaritéit profitéiert hunn, notamment wéi et doréms gaangen ass, medezinnescht Material an eist Land ze kréien. Mir hunn och an deene Méint um Héichpunkt vun der Kris iwwer eis konsularesch Vertriedungen iwwer 1.000 Lëtzebuerger a Residenten erëm zréck an d'Land bruecht a waren och natierlech op d'Hëllef vun de lokalen Autoritéiten ugewisen. Eleng hätte mer et net fäerdegbruecht!

Lëtzebuerg brauch eng multilateral Zesummenaarbecht, déi esou staark ass, wéi se nëmme ka sinn. Mir brauchen oppe Grenzen a mir brauchen och eng staark Europäesch Unioun. Net „och" elo, mee „grad" elo!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir sti virun Erausfuerderungen an der Europäescher Unioun, déi net kleng sinn: déi méiglech wirtschaftlech Repercussioune vun der Kris, de Klimawiessel, d'Migratioun an d'aussepolitesch Brennpunkten ewéi Belarus an eis Relatioune mat Russland.

Ee vun den aktuellen an eminent groussen Defien ass awer elo och déi lescht Phas vum Brexit. Et muss een do ganz éierlech sinn: Trotz grousse Beméiungen an enger intensiver Aarbecht vum Chefnegociateur Michel Barnier sinn d'Verhandlungen iwwert déi zukünfteg Relatioun tëschent der EU an dem Vereenegte Kinnekräich net gutt virukomm. Déi rezent Decisioune vun der brittescher Regierung, fir sech zum Deel net un d'Terme vum Accord de retrait ze halen, hu sécher net zu enger konstruktiver Atmosphär bäigedroen.

Och haut bleiwen d'Positiounen a wichtege Beräicher wäit auserneen, virun allem an der Fëscherei, an awer och wat dee sougenannte Level-Playing-field ubelaangt. Fir Accès op den EU-Marché ze hunn, muss ee sech un e Minimum vu Reegelen a Standarden halen, esouwuel am soziale Beräich, am Ëmwelt- a Klimaschutz souwéi an der Fiskalitéit a bei de Staatsbäihëllefen.

D'Vereenegt Kinnekräich huet d'EU leider verlooss. Mir bedaueren et, mee mir akzeptéieren et. Si bleiwen awer e wichtege Partner fir Lëtzebuerg a ville Beräicher. Een dovunner ass ganz sécher dee vun de Finanzservicer. Eis Finanzplaz huet sech am Stuerm vum Brexit gutt iwwer Waasser gehale kritt an a verschidde Beräicher konnte mer souguer eis Positioun och ausbauen.

Vum 1. Januar 2021 u sinn d'Relatiounen tëschent der Finanzplaz Lëtzebuerg an der City of London déi tëschent eis an engem Drëttstaat an dat onofhängeg vum Ausgang vun den Negociatioune vun engem Fräihandelsaccord mam Vereenegte Kinnekräich. D'Finanzplaz huet laangjäreg Erfarung mat deem Regimm, ënnert deem notamment schonn zanter Joerzéngten d'Relatioune mat den Acteuren aus den USA lafen. Mir wäerten also och dësen Iwwergang meeschteren an eis op nei Erausfuerderungen astellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an de leschte Méint ëmmer nees misse widderhuelen, dass et gëllt, de Social Distancing ze respektéieren. Den Term ass an eise Sproochgebrauch integréiert ginn a mir schwätze vu „sozialer Distanz" an engem Sënn, wou et doréms geet, een op deen aneren am Fong opzepassen. Et kéint méi widdersprëchlech net sinn!

A Wierklechkeet si mer an onsem Land an eisem Denken an Handele méi no uneneen erugeréckelt an et gouf Amenter an de leschte Méint, wou een dat ganz däitlech konnt spieren. Et konnt ee spieren a gesinn, wéi grouss an déif d'Solidaritéit tëschent de Mënsche wierklech ass, wann et drop ukënnt.

Et gouf keen Ënnerscheed gemaach tëschent deenen, déi hei liewen, an deenen, déi aus den Nopeschlänner bei eis schaffe kommen. Et gouf spontan Initiative vu Privatleit, déi no hiren Nopere gekuckt hunn, vu Associatiounen, vun ONGen, vu Gruppen, déi sech op de soziale Reseaue forméiert hunn, sief et, fir akafen ze goen oder nach, fir Masken ze produzéieren, fir een deem aneren ze hëllefen. D'Famill als Plaz vun der mënschlecher Proximitéit, Léift a Gebuergenheet huet eng nei Bedeitung kritt.

Gläichzäiteg gouf et awer och déi däischter Säit vun Angscht an Hëlleflosegkeet, vu mentalem Drock, vu Krankheet, vun Trauer a vu Perspektivlosegkeet.

Mir sollen dat Gutt aus de leschte Wochen erhalen an dat Schlecht versichen an Zukunft ze evitéieren.

Et ass dofir vun zentraler Wichtegkeet, vun Iwwerliewenswichtegkeet, dass mer solidaresch sinn, dass mer et aushalen an eis nees drop besënnen, virsiichteg ze sinn. An den nächste Woche kënnt et drop un. Et kënnt drop un, dass mer Uecht ginn. Et kënnt op eis selwer un. Mir selwer bestëmmen zu engem groussen Deel, wéi mer eisen Alldag gestalten, wat mer als wichteg empfannen an op wat mer kënne verzichten. Et ass also wichteg, nach méi dacks ze verzichten, fir spéider kënnen ze genéissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer de Mëtteg ab 13.30 Auer an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

8. Hommage à M. Claude Frieseisen

Ier mir zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech den Här Claude Frieseisen bieden, fir an de Sall ze kommen an eng leschte Kéier op menger rietser Säit Plaz ze huelen.

(Applaudissements)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem 1. Mäerz ass de Generalsekretär vun der Chamber Claude Frieseisen am Congé. An nom Congé geet hien a seng wuelverdéngte Pensioun no iwwer 20 Joer an der Chamber, dovunner 18 un der Spëtzt vun eiser Verwaltung. An duerfir soe mir him haut vun dëser Plaz aus ganz offiziell Merci.

De Claude Frieseisen huet d'Chamber dagan, dagaus begleet, fir d'éischt als Greffier adjoint an duerno als Secrétaire général. Hien huet d'Geschicht an d'Entwécklung vun der Chamber matgepräägt, huet schéin a manner schéi Momenter hei am Haus matierlieft.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Schonn ier hien an d'Chamber koum, hat de Claude Frieseisen eng ofwiesslungsräich beruff lech Karriär. Op sengem CV stinn do zum Beispill: Jurist bei enger grousser Bank, Postverwaltung, de Ministère vum Logement, Distriktskommissär am Zentrum a Premier Conseiller de Gouvernement am Inneministère, wou hie fir déi generell Koordinatioun zouständeg war an an deem Kontext e wichtege Rapport iwwert d'Réforme administrative geschriwwen hat.

Den 1. November 2000 gouf de Claude Frieseisen Greffier adjoint vun der Chamber an den 8. Oktober 2002 den éischte vun der ganzer Chamber gewielte Generalsekretär. De Claude Frieseisen kennt d'Chamber wéi soss keen. Hie war déi gutt Séil vun dësem Haus, all senge Presidenten, an et waren der fënnef, eng Stäip, der Presidentekonferenz, dem Chambersbureau an allen Deputéierten eng Hëllef, mee och Aarbechtskolleeg vu jiddwerengem hei am Haus. Ëmmer héiflech an diskreet, fläisseg an engagéiert, kompetent a flexibel, neutral an onparteiesch, loyal a kollegial, de Claude Frieseisen war ëmmer do.

Hien ass kenger Aarbecht aus dem Wee gaangen, huet de Stress net gefaart. Hien huet gewierkt, geplangt, redigéiert, approuvéiert, decidéiert, reglementéiert, dekretéiert, kommandéiert, ordonnéiert a concertéiert vu moies fréi bis owes spéit.

Wann d'Chamber an d'Chambersverwaltung haut esou gutt dostinn, dann ass dat och säi Verdéngscht. Et ass dem Claude Frieseisen ëmmer ëm d'Saach gaangen, ëm d'Institutioun, ëm de Fonctionnement vun der Chamber an der Verwaltung. Säin Engagement ass awer net nëmmen der Chamber, den Deputéierten an dem Personal, mee och allgemeng dem Parlamentarismus zu Lëtzebuerg zeguttkomm.

Eng vu senge leschte groussen Aktioune fir d'Chamber war sécherlech d'Organisatioun vun der Ausstellung iwwer „100 Joer allgemengt Walrecht zu Lëtzebuerg" an Zesummenaarbecht mam Musée national d'histoire et d'art gradesou wéi déi zwee Bicher, déi an deem Kontext erauskomm sinn.

Awer och bei villen anere Publikatiounen, Rieden, Messagen, Rapporten an Notte war dem Claude Frieseisen säin ëmmer gespëtzte Bläistëft an deene leschten 20 Joer am Spill. An net ze vergiessen och säi Matwierke bei der Chaire de recherche en études parlementaires op der Uni Lëtzebuerg, der interner Expertis an der Evaluatioun vun der Politique publique, fir just déi ze nennen.

Fir säi Congé an duerno seng wuelverdéngte Pensioun wënsche mir him vill Freed. Mam Schaffen ass et sécher net ganz gedoen. Ech sinn iwwerzeegt, datt de Claude Frieseisen sech net wäert langweilen, duerch seng nei Tâchen op der Uni Lëtzebuerg, seng Projete ronderëm Institutiounen an Demokratie a säin Engagement bei de lokale Geschichtsfrënn vun Nidderaanwen. Derniewent bleift seng Freed, fir Muséeë besichen ze goen, besonnesch ronderëm den techneschen Deel vu Pompjeeën, Police a Post. An net ze vergiessen, de Claude Frieseisen ass jo och e grousse Futtballsfan.

(Hilarité)

Déi ganz Chamber, d'Deputéiert, d'Mataarbechter aus dësem Haus an aus de Fraktioune schléisse sech mir un, wann ech vun hei aus en häerzleche Merci soe fir all dat, wat de Claude Frieseisen fir eist Haus geleescht huet.

Här Frieseisen, léiwe Claude, et war eng Freed fir eis, mat Dir zesummenzeschaffen. Maach et gutt! Merci villmools, Claude!

(Applaudissements)

9. Hommage à M. Marco Schank

Haut ass och déi lescht Sitzung fir eise Kolleeg Marco Schank, deen no am Ganze 17 Joer d'Chamber verléisst. 1999 ass den deemolege Buergermeeschter vun der Gemeng Heischent fir d'CSV Norden an d'Chamber nogeréckelt, nom Doud vum Deputéierten Édouard Juncker. Bis 2009 an erëm zënter 2013 ass de Marco Schank am Parlament. Vun 2009 bis 2013 war hie Member vun der Regierung.

A senger Zäit an der Chamber war den CSV-Deputéierten e ganz engagéierte Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun. Hie war jorelaang bei Reunioune vun der Kaderkonventioun vun de Vereenten Natiounen iwwert de Klimawandel derbäi. Ëmwelt an Nohaltegkeet waren a sinn him wichteg.

De Marco Schank war do dernieft Member, mee och fënnef Joer laang President vun der Petitiounskommissioun. Do hat hie sech als iewescht Aufgab den Asaz fir de Petitionär mat sengem Uleies gesat. Hien huet grousse Wäert drop geluecht, datt d'Regierung zefriddestellend Äntwerte ginn huet, an derfir gesuergt, datt all Petitionär déi néideg Hëllefstellung vun der Chamber krut.

De Marco Schank war och zéng Joer laang President vun der Kommissioun fir d'Affaires intérieures. An deem Kontext war hien ënner anerem Rapporteur vum Waassergesetz vun 2008. An dëser Legislatur war de Marco Schank och nach Member an de Kommissioune fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, Famill an Integratioun.

Säin Zil an der Politik war et ëmmer, mat de Leit zesummen eist Liewensëmfeld esou ze gestalten, datt jiddweree sech wuelfille kann. Jiddweree soll seng Iddie kënnen abréngen. Transparenz ass dobäi och ganz wichteg. Hie war ni e Frënd vun der Politik vun uewen erof. Fir hie soll d'Politik et méiglech maachen, datt d'Leit kënne matmaachen.

De Marco Schank huet an der Chamber ëmmer probéiert, seng Iddien a seng Iwwerzeegunge mat an d'Debatten afléissen ze loossen. Ëmwelt, Nohaltegkeet, Entwécklung vum ländleche Raum an d'Nordregioun leien dem Éierebuergermeeschter vun Heischent an aktuelle Buergermeeschter vun Esch-Sauer um Häerz.

Ass hien elo a sengem Häerz ee schwaarze Grénge oder ee grénge Schwaarzen?

(Hilarité)

Ech perséinlech hunn de Marco Schank als Nopeschbuergermeeschter kenne geléiert an ech kucken do op eng exzellent Zesummenaarbecht zréck.

De Marco Schank hat nach ëmmer déi néideg Sensibilitéit, fir déi regional Problemer unzegoen. Hien ass déif mat sengem Duerf a senger Regioun verwuerzelt a setzt sech vill fir seng Gemeng, seng Regioun an den Tourismus am Norden an.

Marco, du hues dech nach ni gelangweilt, an ech si sécher, datt s du dat och an deenen nächste Joren net wäers maachen. Elo kanns du dech ganz op däi Poste vum Buergermeeschter vun der Fusiounsgemeng Esch-Sauer konzentréieren. Entspanung fënns du sécher an der Famill, am schéinen Éislek oder dem Naturpark Ëewersauer, an dengem Gaart a bei dengem Hobby, dem Schreiwen. An ech sinn elo scho gespaant op däin nächste Krimi.

Alles Guddes, Marco!

(Applaudissements)

Ech géif dann dem Marco d'Wuert ginn.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Alleguerten, keng Suerg, ech sinn net esou laang wéi de Premier!

(Hilarité)

Ech wollt awer e puer Saache soen, eppes soen, wat een am stressegen Alldag vun der Chamber ni ze soe kritt, dat sinn d'Mercien: d'Mercien un lech, un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen, ech soen emol vun dësem Haus, vun deene Sessioune virdrun - dat waren der dann eng Partie -, wou ee jo probéiert huet, konstruktiv zesummenzeschaffen. An an deene meeschte Fäll ass et och gelongen, well Politik, ech hunn et scho méi dacks gesot, fonctionéiert net am Individualsport. Et fonctionéiert nëmmen, wann een dat zesumme mécht als Teamplayer. An dat war och ëmmer mäin Uleies. An duerfir e Merci un lech alleguerte fir déi sëlleche Joren, 21 Joer mat deene puer Regierungsjoren.

Dann awer och ee Merci - och déi Leit ginn dacks vergiess - un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Chamber, déi eng enorm wäertvoll Aarbecht maachen an ouni déi mir vläicht och ganz Klenger wieren. An duerfir ass et esou wichteg, datt een och eng Kéier hinne Merci seet.

Merci och un d'Press. Do war een alt net ëmmer gradesou begeeschtert iwwert d'Berichterstattung. Mee ech muss awer soen, datt ech gutt Erënnerungen hunn un déi Zesummenaarbecht, an dat ass, mengen ech, dat Wichtegst.

E Merci och, deen, mengen ech, engem muss wichteg sinn, dat ass e Merci un eis Wielerinnen a Wieler, u meng Wielerinnen a Wieler an och un déi, déi ee vläicht net gewielt hunn, mee fir déi een awer mat Momenter do war, Leit, déi engem Vertraue geschenkt hunn, fir datt een esou dacks konnt zréck an dëst Haus kommen.

Här President, vläicht eng Saach zum Schluss. Dir wësst, datt, wann ech hei stoung oder an der Chamber stoung, da war ee Sujet mer ganz dacks besonnesch wichteg. Dat ass deen, datt ech probéiert hunn, dem Naturschutz, dem Ëmweltschutz an dem Klimaschutz eng Stëmm ze ginn. An ech muss soen, et ass ee schéinen Zoufall, datt op mengem leschte Schaffdag dobaussen déi jonk Leit vu Fridays for Future manifestéiert hunn. Well wann ech engem zoutrauen, d'Politik, eis, d'Politikerinnen an d'Politiker ze beweegen, méi séier ze handelen, da sinn et warscheinlech déi jonk Leit.

An ech wëll mat engem Appell ophalen, deen net vu mir kënnt. E kéint awer och vu mir kommen oder och vläicht vu verschiddene vun lech. Eng jonk Aktivistin vu Fridays for Future hunn ech viru Kuerzem op der Televisioun héiere mat engem ganz kuerzen, kloren, einfache Message, an déi jonk Fra huet gesot: „Maacht endlech d'Aen op!" Wéi vill Katastrophe mussen dann nach geschéien, ier mer d'Aen opmaachen? Wéi vill Stierm, wéi vill Bëschbränn, wéi vill Iwwerschwemmunge mussen nach geschéien? Wéi vill Gletscher mussen nach schmëlzen?

A mat deem Opruff - an ech huele mech do mat eran - wollt ech hei menger Wee goen. Merci!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Marco Schank. Mir gesinn eis!

10. Hommage à M. Gast Gibéryen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, haut soe mer och eisem déngschteelsten Deputéierten, dem Gast Gibéryen, Äddi. Hie verléisst d'Chamber fräiwëlleg no 31 Joer, déi hien ouni Ënnerbriechung am Parlament op de Bänke vun der Oppositioun verbruecht huet. Ee „politeschen Dinosaurier", wéi d'Lëtzebuerger Press hie bezeechent huet, geet a Pensioun.

De Gast Gibéryen ka wierklech op eng ganz laang politesch Karriär zréckkucken, déi sech souwuel um gewerkschaftlechen, kommunale wéi och um nationale Plang ofgespillt huet. Hie war NGL-Gewerkschaftler, du President, Grënnungsmember vum „Aktiounskomitee 5/6-Pensioun fir jiddereen", haut „Alternativ Demokratesch Reformpartei" (ADR), Schäffen a Buergermeeschter vun der Gemeng Fréiseng, Parteipresident an zënter 1989 Deputéierten, Fraktiounschef respektiv President vum Groupe technique oder der Sensibilitéit respektiv vum ...

A souguer war hie wärend fënnef Wochen als déngschteelsten Deputéierten och Chamberspresident, vun Enn Oktober bis Ufank Dezember 2018, eng Missioun, déi hie mat ganz vill Dignitéit erfëllt huet!

Wärend senger Zäit an der Chamber huet den ADR-Politiker sech virun allem an der Reglementskommissioun engagéiert, wou hie vun 2004 bis 2018 President war. Do dernieft huet de Gast Gibéryen sech fir gesellschaftspolitesch a sozial Froen a Sujeten interesséiert.

An dëser Legislatur war den Deputéierten aus dem Süde Member an der Finanz- a Budgetskommissioun, der Kommissioun fir Petitiounen, fir Ëmwelt, fir Institutiounen a Member an der Budgetskontrollkommissioun.

De Gast Gibéryen war och iwwert d'Jore Member a ville Spezialenquêten a Souskommissiounen, vun 2012 bis 2013 iwwert de Service de renseignement. 2006 war de Gast Gibéryen och Vizepresident vun der Spezialkommissioun Tripartite.

Och international war de Gast Gibéryen fir d'Chamber am Asaz, esou zum Beispill als Member vun der Delegatioun bei der Union interparlementaire, bei der COSAC oder an der Lëtzebuerger Delegatioun bei der interparlamentarescher Assemblée vum Benelux.

Bei deenen 31 Joer an der Chamber si sécher vill - méi oder manner - turbulent an animéiert Episoden an Debatten derbäi. Ech erënnere mech do zum Beispill un eng Manifestatioun 1989 op der Trap baussent der Chamber.

(Brouhaha et interruption)

Duerch déi Aktioun waren de Gast Gibéryen an nach e puer aner Deputéiert vun zéng ëffentleche Sitzungen ausgeschloss ginn. Mee och vill aner Debatten, wou et emol héich hiergaangen ass, bleiwen an eiser Erënnerung.

De Gast Gibéryen hannerléisst ouni Zweifel vill Spueren hei am Haus. Hien huet ëmmer probéiert ze iwwerzeegen an ass optimistesch bliwwen. Seng ofwiesslungsräich Interventiounen hei am Plenum wäerten eis sécher feelen. Si wore munchmol de Peffer an d'Salz an den Debatten.

Ee bequeeme politesche Géigner ass de Gast Gibéryen net! Hien huet sécher méi wéi eng Kéier de Fanger op politesch Wonne geluecht an Debatte lancéiert. Hien huet keng Ausenanersetzung gescheit. Als schlagfäerdege Riedner ass hie senge politesche Géigner net oft eng Äntwert schëlleg bliwwen. Op seng Manéier huet hie vill zur pluralistescher Meenungsbildung bäigedroen.

Mat senger laanger Erfarung huet de Gast Gibéryen och an der Presidentekonferenz ëmmer erëm gär gehollef, wann et drëm gaangen ass, fir Kompromisser ze fannen. Seng gutt Memoire a seng zolidd Experienz ware bei villen Decisioune wichteg. Och säin Engagement a seng Mënschlechkeet wäerten eis feelen!

Gast, mir wënschen dir vill Freed an der nächster Etapp vun dengem Liewen, an dat bei beschter Gesondheet. Merci villmools, Gast Gibéryen!

(Applaudissements)

Da géif ech dem Här Gibéryen och d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ëmmer schéin als Politiker, wann ee selwer kann decidéieren, datt een ophält.

De President huet elo grad geschwat vun der Trapebesetzung. Dat war bei der Rentrée parlementaire virun 31 Joer. A wéi ech elo eropkomm sinn, sot ech elo grad zum Bausche Fränz: „Fränz, elo bass du nach deen Eenzege vun deenen néng, déi politesch aktiv sinn, vun deemools vun ..."

Une voix.- D'Spectateuren ...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Spectateure sinn nach do, mee vun deenen, déi an den Trape souzen, ass de Fränz elo dee Leschten.

Ech mengen, meng Decisioun hunn ech kënnen, wéi elo grad gesot, selwer huelen. Net well ech Doyen sinn - wou ech elo ophalen dann als Doyen an den Zepter weiderginn un de Michel Wolter; de Mich ass elo deen Nächsten, deen Eelsten, Déngschteelsten heibannen, fir déi Roll ze iwwerhuelen -, mee och well ech gemengt hunn, datt et gutt fir meng Partei a mäin Nofollger wier, wa se dräi Joer Zäit hätte virun den nächste Walen, fir sech ouni mech ëmzestellen an anzestellen.

Et ass esou, wéi de Marco Schank gesot huet: Mir zwee haten eis e bëssen ofgeschwat, wéi mer deen Datum vun haut dohannen am Eck fixéiert haten, datt mer kee Réckbléck géife maachen. Dat wier ze vill, et wéisst een net, wou ee sollt ufänken an ophalen. An de President huet dat jo magistral scho gemaach och.

A mir hunn och gesot: „Mir ginn awer och keng gutt Rotschléi fir d'Zukunft", ...

(Hilarité)

... well mer einfach der Meenung an der Iwwerzeegung sinn, datt dat Parlament keng gutt Rotschléi brauch. Dat Parlament hei huet ëmmer - a gudden, a schlechten an a ganz schlechten Zäite - gewosst, wat et ze maachen huet. A wann et ganz schlecht gaangen ass, dann ass d'Parlament ganz no zesummegeréckelt, esou wéi mer dat och an de leschte Méint erlieft hunn.

An ech sinn och iwwerzeegt, datt an deenen nächste Joren, Joerzéngten ëmmer erëm Leit wäerten am Parlament sëtzen, déi dee Geescht hunn, fir dat ze decidéieren, wat zu deem Zäitpunkt richteg ass am Interessi vun de Bierger hei am Land, déi hei wunnen, liewen a schaffen, fir ëmmer dat Bescht fir si a fir d'Land an engem vereenten Europa ze realiséieren.

Duerfir hu mer drop verzicht, de Marco an ech, fir zréckzekucken an no vir ze kucken. An esou wéi hie wëll ech mech och beschränken op d'Mercien, Mercien, där et der genuch gëtt, déi ech awer elo kuerz resuméieren:

- menge Wieler. Ech mengen, ech si siwemol erëmgewielt ginn. Et sinn der nach hei, déi scho bal esou dacks erëmgewielt si ginn, déi vläicht an der Regierung zwëschenduerch waren, d'Lydie oder esou virun. Ech mengen, d'Lydie war souguer nach eng Period viru mir politesch aktiv. Dat heescht, menge Wieler, déi mer d'Chance ginn hunn, ëmmer erëm heihin zréckgewielt ze ginn;

- menger Partei, déi et erméiglecht huet, well wa mer alleguer hei sëtzen: Kee sëtzt hei, well en eleng ass. Jiddweree sëtzt hei, well en op enger Lëscht war, wou e Kandidaten derbäi hat, wou och d'Stëmm vun deem leschten esou vill wäert war wéi eng Stëmm vun deem éischten, well d'Stëmmen alleguer zesumme sinn d'Resultat, fir Mandater ze kréien.

Ech soe Merci de Parteien, de Leit an de Parteien, de Leit hei an der Chamber. Mir hunn eng formidabel Verwaltung hei. De Claude Frieseisen huet laang Joren dru geschafft, mee och déi Generalsekretäre virdrun, an dat wäert an Zukunft sou sinn. Et ass wichteg, datt mer gutt entouréiert sinn.

An da Merci wëll ech awer och soen un d'Press, un déi Leit, déi ëmmer fir eis do waren. Ech hunn ni bei der Press fir eppes reklaméiert. Ech hu geduecht: „Dat bréngt et net, well vläicht tréppels de engem op de Schlips, da gëtt et nach schlëmmer."

(Hilarité)

Et weess ee jo ni. Mee ech hu se einfach respektéiert an ech hu gesot: „D'Press mécht hir Aarbecht, a mir sollen eis Aarbecht maachen, da fuere mer gutt zesummen."

Ech wëll awer och Merci soen u meng Famill, u meng Fra, déi leider de Mëtten net kann hei sinn - d'Nicole ass am Spidol, awer net schlëmm -, a meng Kanner, d'Tania sëtzt douewen, eise Christian, dee schafft. Hinne wëll ech Merci soen, datt si haut hei sinn an datt ech esou konnt all déi Joren op si zielen. Si hunn op villes verzicht, an dat brauch ech kengem heibannen ze zielen, hu verzicht op de Papp oder op d'Mamm - mir wëssen alleguer, wéi et als Politiker ass. An ech hoffen och elo, wann ech an der Pensioun sinn, datt ech e bësse kann dovunner zréckginn, wat ech vläicht am Liewen net konnt ginn duerch meng politesch Aktivitéiten.

Wa mer elo haut hei erausginn, de Marco an ech, da si mer erëm Bierger wéi jiddwereen hei am Land a villes ass aneschters, alles dat, wat um Mandat vum Deputéierten hänkt. Mee eppes iwwerlieft deen Datum: Dat ass eis Frëndschaft! Dat war eppes fir mech immens Wichteges, datt mer heibannen, entgéint alle Géigesätz a politeschen Ausenanersetzungen, Streidereien, déi een heiansdo hat ... Ne, Xavier? Wann et huet misse sinn, dann huet et eebe misse sinn. Mir hunn hei gekämpft, mee mir

sinn ëmmer erëm als Frënn zur Dier erausgaangen! An dat ass enorm wichteg. A virun allem an engem klenge Parlament ass et enorm wichteg, datt déi Frëndschaft besteet. Wa méi schwéier Zäite kommen, ass et vill méi liicht, fir no beieneenzeréckelen, wéi mer dat och elo an deene leschte Méint gesinn hunn. An déi Frëndschaft, déi ech hei vun Iech kritt hunn, déi hält haut net op! Fir déi soen ech Iech Merci. An ech si frou, datt mer eis Frënn, de Fernand a Frënn alleguer heibannen, an Zukunft nach ëmmer wäerte weider als Frënn begéinen, e Patt huelen, zesumme schwätzen a weiderfueren.

Iech alleguer wënschen ech alles, alles Guddes, datt Der och d'Chance kritt, eng Kéier selwer ze decidéieren fir ofzetrieden, …

(Hilarité)

… datt d'Wieler de Message héieren hunn. Well et ass schéin, wann ee ka selwer decidéieren ofzetrieden. An ech wënschen Iech alleguer eng glécklech Hand, vill Succès a Satisfaktioun fir dat, wat Der hei maacht. Dir wäert schonn alleguer zesummen déi richteg Jalonen an Decisiounen huelen. Dat gesot, nach eng Kéier merci, bonne Chance a bleift gesond!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Gast Gibéryen. Gast, op jidde Fall, ech kann der versécheren, du bass ëmmer wëllkomm an der Chamber an och an der Chambersverwaltung. Ech mengen ze spieren, datt mer dech haut scho vermëssen.

(Hilarité)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 13.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.54 heures.)

SÉANCE 02

M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mercredi 14 octobre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés**
   - M. Fernand Etgen, Président - M. Fred Keup - M. Fernand Etgen, Président
   - Discours de début de mandat : M. Fred Keup
3. **Changements de composition des commissions parlementaires**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation**
   - Débat : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. le Ministre Claude Turmes)
6. **Ordre du jour**
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Martine Hansen - M. le Premier Ministre Xavier Bettel - Mme Martine Hansen
7. **Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)**
   - Débat (suite) : M. Gilles Baum (interventions de Mme Martine Hansen, M. le Ministre Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Laurent Mosar) - M. Georges Engel (interventions de M. Michel Wolter, Mme Octavie Modert, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Yves Cruchten, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Marc Goergen, M. Claude Wiseler, M. Sven Clement et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. le Ministre Dan Kersch) - M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. André Bauler - Mme Francine Closener

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 13.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Haut sollt d'Chamber zwee nei Memberen ophuelen, den Här Fred Keup an den Här Jean-Paul Schaaf. Mee leider ass den Här Jean-Paul Schaaf a Quarantän an dowéinst assermentéiere mir hien normalerweis eréischt d'nächst Woch.

Mir kommen elo zur Assermentatioun vum Här Fred Keup.

A sengem Bréif vum 6. Juli 2020 huet den Här Gast Gibéryen matgedeelt, datt hie vum 14. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der ADR aus dem Walbezierk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren. D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Fred Keup, deen d'Mandat ugeholl huet.

Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gëltegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Fred Keup virum 10. Oktober 2020 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, follgend Pièce ofginn huet:

- eng Kopie vu senger Carte d'identité fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an och 18 Joer huet,

- ee Certificat de résidence fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, datt keng Incompatibilitéiten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert hien, datt hien net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierte bestuet ass an net iwwer Bestietnis mat engem aneren Deputéierten am éischten oder zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vum Här Fred Keup huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert déi fënnef Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Fred Keup seng zivill a politesch Rechter besëtzt, zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf, net strofgeriichtlech duerch eng Verurteelung säi Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteelung seng Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce n, datt:

a) den Här Fred Keup d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn,

b) den Här Fred Keup vu kenger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoire vum Här Fred Keup sinn deemno gëlteg.

Ass d'Chamber mat dëse Konklusiounen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Loosst wannechgelift den Här Fred Keup erakommen!

Här Keup, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee follgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft, wannechgelift, déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

M. Fred Keup *(ADR).*- Je le jure. Ech schwieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Fred Keup. Här Keup, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

Et ass Usus, datt all nei gewielten Deputéierten eng Untrëttsried halen däerf. Domadder géif ech Iech dann d'Wuert ginn. An ech wënschen Iech bonne Chance an Ärem neien Amt.

Discours de début de mandat

M. Fred Keup *(ADR).*- Här President, léif Dammen, léif Hären, ech sinn immens houfreg drop, haut hei fir d'ADR stoen ze kënnen an Nofollger vum Gast Gibéryen ze sinn. Ech hunn iwwregens quasi elo dee selwechten Alter, wéi de Gast Gibéryen hat, wéi hien an d'Chamber koum 1989. De Gast war wärend 31 Joer eng vun de prägendste Figuren hei am Parlament, an ech wëll him hei Merci soe fir dat, wat hie geleescht huet fir d'Natioun, fir d'Land, fir d'Leit, an ech wëll em awer och Merci soen, dass hien engem méi Jonken d'Chance gëtt, matzäiten nozeréckelen an d'Chamber.

Et éiert mech, dass eng Perséinlechkeet, wéi de Gast Gibéryen eng ass, mir säi Vertraue schenkt a mech voll a ganz ënnerstëtzt.

Firwat sinn ech dann elo hei?

Ech mengen, soen ze kënnen, dass besonnesch zwee Engagementer vu mir dozou gefouert hunn. Dat eent, dat ass mäin Engagement am Referendum 2015 an dat anert ass mäin Engagement fir eis Sprooch. Ech sinn eigentlech keen, dee wollt an d'Politik goen. Ech war ganz zefridde mat mengem Liewen. Ech hunn eng Famill, ech hu vill Interessen, ech hu vill Hobbyen. Ech si President vun engem Fussballsveräin, wat mer ganz vill Freed mécht. Awer, et huet mech gestéiert an opgewullt, wéi ech an der Referendumscampagne 2015 gesinn hunn, dass de Wëllen, dass d'Meenung vu ville Leit net respektéiert gouf an och deelweis ignoréiert gouf.

Doraus hunn ech mäin Engagement hiergezunn, fir mech mat vill Ausdauer an Asaz hei anzesetzen, fir och eng aner Meenung zur Geltung ze bréngen. Mat engem Kolleeg, dem Steve Kodesch, hunn ech dunn den „Nee2015" gegrënnt. Et sinn ëmmer méi Leit bäikomm, déi gehollef hunn: den Tom Weidig, och Leit vun alle Parteien, déi eis gehollef hunn, an zesumme si mir agetrueden, fir dem Nee eng Stëmm ze ginn.

Ech ka soen, dass dat vill Courage kascht huet, well et ass net ëmmer einfach, wann een eng Meenung vertrëtt, déi net déi selwecht Meenung ass wéi déi, déi vun all de Medie vertruede gëtt. Ech hu mech awer do net vu mengem Wee ofbrénge gelooss. An ech wëll duerfir hei elo besonnesch Merci soe menger Famill, menger Fra, menge Kanner, déi mech op deem Wee begleet hunn a mech weider begleeden. Wann een als Famill zesummenhält, da kann ee villes erreechen.

Ech sinn och e groussen Naturfrënd an ech hat ëmmer d'Inspiratioun, déi komplex Zesummenhäng an eiser Welt ze verstoen. An dat huet mech dann och derzou verleet, fir Geografie ze studéieren. Geografie betrëfft vill verschidde Beräicher, engersäits d'Natiounen, d'Kulturen, d'Populatiounen an hir strateegesch Interessen, dann awer och Geologie, Klimatologie, an dann awer och Saache wéi Landesplanung, Urbanismus, Mobilitéit, Soziologie, Demografie, Bevëlkerungswuesstum. Ech wäert probéieren, hei meng Expertis an deene Beräicher mat an d'Chamber ze bréngen.

Mäi Studium an der Geografie huet mer awer och fréi erméiglecht, fir den extreme Bevëlkerungswuesstum hei zu Lëtzebuerg als ee vun den Haaptgrënn vu ville vun eise Problemer ze identifizéieren. Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi e Lëtzebuerg mir gäre wëllen hunn an 30 oder a 50 Joer. Wëlle mir wierklech en Ee-Milliounen-Awunnerstaat? Ech si jiddefalls iwwerzeegt, dass dat just nach méi Problemer bréngt.

Ech hunn och bal 17 Joer Schoul gehalen an ech hat an där Zäit iwwer 3.000 Schüler am Unterrecht. Ech hunn an där Zäit ganz vill engagéiert a gutt Professere gesinn an och vill gutt Schüler. Ech hunn awer och vill Problemer gesinn. Problemer, déi ee gesäit, wann een um Terrain ass, bei de Leit. An ech konnt esou prägend a wichteg Erfarunge maachen.

Vill Jonker an hir Familljen hunn et schwéier, Fouss ze faassen am Liewen, an dat duerch en héije Konkurrenzdrock um Aarbechtsmaart an um Wunnengsmaart. Mir musse besonnesch de Jonken eng valabel Perspektiv ubidden. Eng Perspektiv, dat ass e Fundament an dat heescht, eng adequat Aarbecht ze fannen, sech eng Wunneng ze leeschten an eng Famill ze grënnen. Déi Perspektiv musse mir all eise Jonken ubidden. Esou kënne mir och d'Famill an hirer Roll an der Gesellschaft erëm stäerken. Ech wäert mech hei fir déi Leit asetzen, déi et méi schwéier hunn, an ech wäert u si denken, wann ech hei meng Entscheedungen treffen.

Ganz vill Erausfuerderunge kommen op eis duer. Mir sinn eng kleng Natioun, e klengt Land, e klengt Vollek. A mir hunn dëst Land geierft vun eisen Elteren, eise Grousselteren oder vun deene Generatiounen, déi virun eis hei waren, an engem ganz gudden Zoustand. A mir mussen derfir dankbar sinn. A mir dierfen déi Affer an déi Sacrificen, déi si fir eis bruecht hunn an och fir d'Fräiheet vun eiser Natioun, net vergiessen a mir sollen eis verflicht fillen, fir eise Kanner a Kandskanner an deene Generatiounen no eis d'Land an deem beschtméiglechen Zoustand weiderzeginn, esou wéi mir et och kruten.

Här President, léif Dammen, léif Hären, ech freeë mech, hei ze sinn. An ech freeë mech, fir mat Iech zesummenzeschaffen, fir Är jeeweileg Perspektive kennen ze léieren an och verstoen ze léieren. An ech wënsche mer, dass mer matenee positiv zu eiser Natioun bäidroen.

Villmools merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. A mir freeën eis op e konstruktiivt Zesummeschaffe mat Iech.

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Emile Eicher den Här Marco Schank. Den Här Fernand Kartheiser ersetzt den Här Gast Gibéryen

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser fir de Volet Kooperatioun.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Aly Kaes den Här Georges Mischo. Den Här Fred Keup ersetzt den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Fred Keup den Här Gast Gibéryen fir de Volet Amenagement vum Territoire an den Här Fernand Kartheiser fir déi aner Voleten.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt den Här Fred Keup den Här Fernand Kartheiser.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen, ausser fir de Volet Place financière.

A schliisslech an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veräffentlecht *(cf. pages introductives du compte rendu n° 18 de la session 2019-2020)*.

4. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, si follgend Ännerungen agaangen:

An der Délégation luxembourgeoise vun der Assemblée parlementaire vun der OSCE ersetzt den Här Roy Reding den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Fernand Kartheiser den Här Gast Gibéryen.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch d'Madamm Francine Closener. Den Här Jeff Engelen ersetzt den Här Gast Gibéryen als effektive Member an den Här Fred Keup ersetzt den Här Jeff Engelen als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise beim CPI ersetzt den Här Fred Keup den Här Jeff Engelen als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt och am Compte rendu veräffentlecht *(cf. pages introductives du compte rendu n° 18 de la session 2019-2020)*.

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation

Mir kommen elo zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Georges Engel, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Et war e schwéiert Coronajoer fir vill Leit an et ass et u sech nach ëmmer. An ëmsou méi wichteg ass et, datt d'Politik, d'Regierung, den Här Staatsminister, dee leider nach net hei ass, hir Verantwortung iwwerhuelen, fir éischtens emol Zukunftsperspektiven opzeweisen, fir fir Planungssécherheet ze suerge fir d'Leit a fir d'Betriber, fir Léisungen a Weeër opzeweisen, fir d'Problemer unzepaken, an domadder och fir Ängschten ze huelen.

An ech muss wierklech soen, an dat bestätegt sech leider: Mir hunn de Premier dacks vermësst, just net physesch, mee haut vermësse mer en dann och nach physesch, mee mir hunn e politesch dacks vermësst. Well u sech hätte mer d'Ried zur Lag vun der Natioun scho gären am Summer gehat. Dat wollt de Premier dunn net. An ëmsou méi héich waren dann awer eis Erwaardungen un d'Ried vu gëschter. Do muss ech soen, si war laang! Jo! Wat hu mer héieren? Mir hunn éischtens emol eng Bestandsopnam héieren, mir hunn eng Widderhuelung vum Koalitiounsprogramm héieren, mir hunn och eenzel Mesuren héieren, dat ginn ech zou, an ech wäert herno nach op déi eenzel Mesuren och ze schwätze kommen. Also kann ee scho soen, si war e bësse besser wéi déi Jore virdrun, well do ware keng Mesuren dran. D'Lat louch net extreem héich. Mee ech muss awer soen: Mir hunn nach ëmmer keng konkreet Strategie gesinn, kee Konzept fir en Neiufank. An dat an alle grousse Beräicher, vum Logement iwwert d'Ëmwelt bis hin zu de Finanzen. U sech wéi mer d'Zukunft vun eisem Land, vun de Betriber, vun de Leit nohalteg kënne gestalten. A genau dës Nohaltegkeet ass wichteg an der Politik. An et ass net de Carpe diem.

De Premier hat och dräi Ziler gëschter genannt. Een éischt Zil: Lëtzebuerg stäerken. Do muss ech soen: Okay, dat ass e gudde Virsaz. Mee fir eng richteg Stäerkung ass dat, wat gëschter geliwwert ginn ass, awer vläicht just eng Amuse-bouche, méi net.

Zweet Zil war: Chancen notzen. Och do soen ech: Jo, mir mussen eis Chancen notzen. Mee mir musse se fir d'éischt emol erausspillen! An och do hunn ech nach net gesinn, wéi dat soll funktionéieren.

An drëttens: Jo, d'Leit brauche Perspektiven. Mee wann eppes dës Ried net war, da war et en Opweise vu Perspektiven!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis als CSV ass d'Richtung kloer: Et muss d'Richtung vun der Nohaltegkeet sinn. Eng nohalteg Natioun fir en nohaltegen Alldag fir d'Leit. An Nohaltegkeet, Dir wësst et vläicht, kënnt aus der Forstwirtschaft. Et heescht u sech, net méi Beem aus dem Bësch erauszhuelen, wéi de Bësch packt. Nohaltegkeet huet dräi Sailen: En ekologescht Gläichgewiicht brauche mer op där enger Säit, mee awer sécher och, an dat ass gläichberechtegt, wirtschaftlech Sécherheet an déi sozial Gerechtegkeet op deenen zwou anere Säiten. An ëmmer steet an der Mëtt de Mënsch am Mëttelpunkt.

Nohaltegkeet ëmfaasst also ganz vill Politikberäicher. A méi wéi dat, wat den Här Gramegna de Moie gesot huet, well hien huet d'Nohaltegkeet u sech just op de Klima an op d'Ëmwelt bezunn. A souguer am Koalitiounsaccord - do si mer jo gëschter gewuer ginn, et gëtt strikt un deem festgehalen -, souguer am Koalitiounsaccord steet an den Ziler: „ambitieux, équitable et durable". Da muss ech soen: Ëmmerhi steet et dran! Mee bis elo hunn ech do nach net ganz vill Inhalt dovunner gesinn.

Well mer virop nach ëmmer an enger sanitärer Kris sinn a well mer mat der Gesondheet dee wichtegste Facteur vun eisem Liewen u sech hunn, wëll ech mat der Gesondheet, mat der Gesondheetslag vun eiser Natioun ufänken. A leider, Här President, ass de Virus nach ëmmer omnipresent an en ass amgaangen, sech richteg fatzeg ze verbreeden. A siwen Deeg hate mer méi wéi 800 Neiinfektiounen! Dat ass eng Zounam vu 47 % an enger Woch. An, leider, och sechs zousätzlech Doudeger. D'Zuele ginn also erop wéi a bal alle Länner. Op ville Plaze gëtt erëm verschäerft. An dat gëtt och do kloer kommunizéiert.

Ben, d'Madamm Lenert sot eis, dat hunn ech an der Press gelies, dat heite wär u sech deen erwaarten Zenario. Et misst een elo analyséieren an dann déi Strategie ëmsetzen, déi ee sech am Summer ginn huet. Mir wëssen awer net vill méi vun där Strategie. An dës Onkloerheet, eng Ongewëssheet, d'Feele vu Planungssécherheet, dat ass u sech Gëft fir eng Ekonomie. Dat ass Gëft fir eis alleguer. An et ass awer leider Gottes e roude Fuedem, dee sech duerch d'Politik vun dëser Regierung zitt!

Fir eis ass et kloer: Mir kënne kee weidere Lockdown gebrauchen! Mir wëlle kee weidere Lockdown! Dat musse mer onbedéngt verhënneren! Mir musse kucken, datt d'Leit an d'Ekonomie dës Kris iwwerstinn. A genau duerfir musse mer eis awer elo Gedanke maachen: Wéi kënne mer dat verhënneren?

Mir hunn e Covidgesetz, mat allen Onzoulänglechkeeten, déi dra sinn, wat am Prinzip gëlteg ass bis den 31. Dezember. D'Madamm Minister sot de Moien, datt d'Indicateuren am Moment nach net géifen drop hiweisen, datt een elo eppes misst maachen. A vun Indicateuren huet se der opgeziilt: d'Hospitalisatiounen, d'Occupatioun vun de Better, d'Urgencen. Am Moment schéngt also bei all deenen Indicateuren d'Luucht nach op Gréng ze stoen. Ech weess awer net, wéini datt déi Luucht, ënner wéi enge Krittären datt déi Luucht op Orange oder souguer op Rout spréngt. A genau dat misste mer awer wëssen! Da wäre mer net méi am Onkloren!

Et kéint een op där anerer Säit och froen: Kéinte mer net Situatiounen, wéi se elo zu Paräis sinn, wou d'Caféen erëm mussen zougemaach ginn, wou Existenzen erëm op d'Spill gesat ginn, kéinte mer dat net verhënneren, andeems datt mer fréi genuch reagéieren? Datt mer éischtens emol all déi Inkohärenzen an Onkloerheeten, déi am Gesetz sinn, erausshuelen? De Claude an de Jean-Marie hunn an all Ried dorop higewisen. Mir sinn de Moie gewuer ginn, et géif eppes erausgeholl ginn, et géifen ënner anerem nei Definitioune gemaach ginn. Ech weess awer nach net, wéi déi Definitiounen ausgesinn. Et ass ze begréissen, datt soll dorunner geschafft ginn.

Ech wëll awer nach op véier Punkten agoen.

Éischtens: De Virus, dee mécht definitiv keen Ënnerscheed, ob een organiséiert oder net organiséiert zesummesteet. Ech weess net, ob dat elo an dësem Gesetz soll geännert ginn. Ech soen awer, et misst geännert ginn, well mir sinn der Meenung, datt, wa Leit dobausse beieneestinn ouni Ofstand, ma da misst eng Maskeflicht gëllen! Mir kënnen eis souguer eng allgemeng Maskeflicht dobausse virstellen, esou wéi dat och an anere Stied de Fall ass, natierlech mat Ausname wéi Sport an esou weider. Mee d'Reegel wär am Prinzip: Wa keen Ofstand do ass, dann, wannechgelift, eng Mask! Dat muss an de Kapp vun de Leit eragoen.

Op d'Beispiller vun der Schoul, wat do gereegelt ass, do wäert ech nach agoe spéiderhin.

Zweetens, nach eemol: Mir brauche wierklech déi detailléiert Analys vun den Infektiounsketten. Mir hu Statistiken. Ech weess net, wéi detailléiert se sinn. An eréischt wa mer dat richteg hunn a richteg ausgewäert hunn, kënne mer u sech soen: „Mir mussen do oder do upaken."

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Da wëll ech awer nach, drëttens, eng Bemierkung zum Tracing maachen. Dee funktionéiert laut der Regierung am Prinzip perfekt. Abee, mir hunn e bëssen eng aner Definitioun vun deem, wat „perfekt" ass. Ech ginn lech ee Beispill: Eng Bekannte war déser Deeg mat enger Persoun iessen. Déi Persoun ass positiv getest ginn. Gott sei Dank huet déi Persoun selwer den Tracing gemaach, well déi Bekannten ass eréischt fënnef Deeg duerno vun der Covid-Taskforce ugeruff ginn oder vum Tracing ugeruff ginn. Dat kann net sinn! Fënnef Deeg e potenziell Positiven! Dat ass u sech net perfekt, dat ass scho bal dramatesch!

An duerfir stelle sech wierklech Froen. Well den Tracing ass nieft den Tester ... A bei den Tester begréisse mer, datt elo déi Schnelltester kommen, stellen awer och nach Froen, wou déi Tester gemaach ginn. Et gëtt wierklech Plazen, wou d'Leit an der Schlaang stinn, se si krank, se stinn dobaussen a musse waarden, fir an de Labo ze kommen; an dann op där anerer Säit sinn déi, wou een de Large-Scale-Testing ka maachen, do stinn esou vill Leit, fir am Prinzip den Test ze maachen, mee et steet keng Schlaang do ze waarden. Also do musse mer eng besser Koordinéierung kréien.

Mee den Traçage ass nieft den Tester dat kruziaalt Element, fir dës Kris an de Gréff ze kréien, souguer wéi mer kee Vaccin hunn. An duerfir hätt ech wierklech gäre kloer an éierlech Äntwerten: Wéi gutt funktionéiert den Tracing? Wéi séier funktionéiert den Tracing? Well e muss séier funktionéieren, fir datt e funktionéiert. An: Si mer gutt opgestallt beim Tracing oder si mer éischter vir bäi an hanne widder?

An an deem Kontext, an da kommen ech op mäi véierte Punkt, stellen ech nach eng Kéier d'Fro vun der Tracingapp: Gëtt et hei eppes Neies?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da bei eise Gesondheetssystem u sech. An direkt virop: Wa Corona eppes gewisen huet, dann ass et wierklech, datt eis Politik d'Prioritéite muss anescht setzen. An d'Gesondheet ass eng vun den Haaptprioritéiten, déi mer eis alleguer musse setzen. Mir brauchen en dynamescht an och en nohaltegt Gesondheetsnetzwierk, dat ronderëm de Patient opgebaut ass a mat dem Zil, fir wierklech jiddwereengem eng flächendeckend medezinnesch a fleegeresch Versuergung ze garantéieren, wierklech egal wou e wunnt an egal wivill datt e verdéngt! En nohaltege Gesondheetsplang an net nëmmen e Spidolsplang. An dat, wéi gesot, mam Mënsch, mam Patient am Mëttelpunkt.

D'Coronakris, an do war ech schonn am Juli drop agaangen, huet awer och eng ganz Partie aner Schwaachstellen opgewisen. An ech wäert der hei nëmme fënnef nach eng Kéier opzielen.

Dat Éischt ass: Déi medezinnesch Versuergung vun alle Kranken, déi muss och wärend der Pandemie garantéiert ginn. De Problem ass, wéi gesot, datt mer alles op d'Klinicken zentréiert hunn. Do geet de Patient vläicht net gären dohinner aus Angscht oder e gëtt iergendwann eng Kéier net méi ugeholl. Dat kann net sinn! D'Laangzäitfollgen heivunner, déi sinn net ofzeschätzen! A mir brauchen hei eng kloer aner Organisatioun. An och dat muss elo nohalteg geplangt ginn!

De Claude Wiseler huet an deem Sënn een Débat d'orientation ugefrot. Dat war scho laang viru Corona. Mir hunn en e bëssen ëmgeännert an op Corona ugepasst, mee mir hätten deen Débat d'orientation gären elo nach virun de Budgetsrieden. An e bësse méi laang virun de Budgetsrieden. Wierklech, e soll déi Plaz kréien, déi e verdéngt, well d'Gesondheet ass dat Wichtegst nach eng Kéier, an e soll net esou behandelt gi wéi d'lescht Joer eis Interpellatioun zum Klima, déi just bei d'Budgetsdebatten derbäigeklaakt ginn ass.

Zweete Punkt: d'Beruffer am Krankheets- an am Fleegesecteur. Si musse méi attraktiv ginn. De Marc Spautz hat hei eng Heure d'actualité ugefrot. Et war och eng Petitioun hei am Sall. Als Konklusioun war festgehale ginn, datt mer am Hierscht géifen Hearingen hei an der Chamber organiséieren. Mir sinn elo Hierscht. Ech hunn nach näischt héiere vun deenen Hearingen. Do maachen ech den Appell un de President vun der Santéskommissioun: Mir hätten och déi Hearinge gären elo!

Drëttens: Et ass erwisen, datt de Krankheetsverlaf vu Covid-19 bei aktiven, bei fitte Leit an der Reegel manner schwéier verleeft. An och dat misst e bëssen ee Weckruff fir eis sinn, och fir d'Beweegung ze férderen. Ech denken, de Georges Mischo an d'Nänz, si wackele mam Kapp, si sinn domadder komplett averstanen. Awer allgemeng wëll ech soen, an eiser Gesondheet musse mer d'Gesondheetspreventioun weesentlech besser férderen! An hei hu mer nach ganz vill Sputt no uewen. An och do muss d'Regierung elo handelen! D'Regierung däerf sech hei net nëmme vu Covid lenke loossen. Mir mussen hei upaken!

An ech soen lech ee Beispill vun engem ganz wichtege Preventiounsprogramm, d'Mammografie. Ass et an Ären Ae wierklech iwwerhaapt akzeptabel, datt, wann een e Rendez-vous kritt oder net, et kritt ee keen, datt ee muss véier, fënnef Méint waarden, fir e Rendez-vous ze kréien? Dat ass net akzeptabel! An dat ass een extreem wichtege Preventiounsprogramm. An hei hu mer nach riseg Chantieren. An déi mussen ugepaakt ginn och am Sënn vun der Nohaltegkeet. An ech soen och am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, well een, dee sech et eräm ka leeschten, dee geet an d'Ausland; een, dee sech et net ka leeschten, dee muss fënnef Méint waarden. Dat kann net sinn!

Véiertens dann, an dat widderhuelen ech elo schonns fir d'x-te Kéier. Ech hunn awer mëttlerweil Ënnerstëtzung vun de Jonke Sozialiste kritt. Duerfir sinn ech elo ganz optimistesch, datt et elo vläicht virugeet. Dat ass nämlech eis Nomenclature. Déi muss ugepasst ginn. Dat hei ass eng Never-ending-Story. Hei hänke mer nach ëmmer an de 50er-Joren.

Ech ginn d'Beispill nach eng Kéier vum Rembourseement vun de Psychotherapeuten. Dobäi ass awer grad déi mental Gesondheet, an ech mengen, mir wëssen dat alleguer heibannen, extreem wichteg. An och a Coronazäite sinn der hei vill un hir Limitte gestouss. 2015 hu mer d'Gesetz hei gestëmmt. 2015! Fënnef Joer nom Vott huet nach keen ee Patient seng Psychotherapie vun der CNS remboursséiert kritt! Och erëm eng Kéier hei muss ech soen: Chancëgerechtegkeet ass Feelanzeige, well een, dee sech et ka leeschten, bezilt et; een, dee sech et net ka leeschten, muss vläicht op trotzdeem ganz wichteg Soine verzichten. Och dat geet net, ass net akzeptabel.

An da soen ech lech ganz einfach: Wann de System net funktionéiert, da brauch een och net laang Etüden ze maachen, well dat schéngt manifestement de Fall ze sinn hei bei der CNS a bei der Nomenclature, mee da muss de System verbessert ginn, da muss en ëmgeännert ginn. An dat muss och elo gemaach ginn!

A wann ech beim Gesondheetssystem sinn, da gehéiert och dee ganze Fleegeberäich derbäi. Do gehéiert an dësen Zäite vu Corona och de Schutz vun de vulnerabele Persounen derbäi. An dat ass mäi fënnefte a leschte Punkt vum Gesondheetsdeel. Ech hat dat och schonns am Juli gefrot. Ech hat am Juli gefrot, datt mer eng Strategie, oder d'Regierung misst eng Strategie ausschaffe vum Material iwwer kloer Richtlinnen, eventuell eng App - et gëtt villes am Ausland -, iwwer aner Ëffnungszäite fir déi vulnerabel Leit an esou weider, Tester, fir eebe konkreet déi vulnerabel Leit ze schützen. Well mir mussen, soulaang wéi mer kee Vaccin hunn, mat dësem Virus liewen. A mir musse wierklech mat alle Mëttele verhënneren, datt dat, wat am Ufank vun der Kris geschitt war, datt déi Leit nämlech u sech ewechgespaart gi sinn, datt dat nach eng Kéier geschitt! Hei muss d'Regierung Verantwortung huelen an et net einfach un den Träger viruginn. Well am Moment ass et e bëssen esou: De Schwaarze Péiter läit beim Träger oder bei de Strukturen.

Et ass emol net vum Ministère kloer organiséiert, an dat hunn ech gëschter nach eng Kéier nogefrot, datt dat Personal, wat do schafft, datt dat schéi reegelméisseg, a reegelméissegem Ofstand getest gëtt. Dat wär extreem wichteg! Dat hu mir schonn am Ufank vum État de crise gefrot, well mer musse jo do déi Leit, déi positiv wären an déi jo a Kontakt mat deene vulnerabele Leit sinn, esou séier wéi

méiglech ofzéien. Dat muss den Träger selwer organiséieren. Deen ee mécht et dann esou, deen anere mécht et aneschters. De Marc Spautz an ech, mir haten eng Question parlementaire heizou gestallt, mir hu bis elo leider nach keng Äntwert kritt. Ech hoffen, datt mer dann d'Äntwert haut kréien, well et wär extreem wichteg.

An dann nach eppes, Här President. An enger parlamentarescher Ufro zu Deelquarantänen an de Schoulen hat ech gefrot, ob där Deelquarantänen och soss méiglech wären. Ob also och aner Leit, obschonns datt se a Quarantän wären, kéinten oder misste schaffe goen. An ech krut eng Äntwert. Dat ass net ëmmer de Fall, mee hei krut ech eng Äntwert: „Esou Autorisatioune goufe bis elo net ausgestallt fir aner Beruffer. D'Direktioun vun der Santé huet awer eng Prozedur virgesinn an deem Sënn fir d'Gesondheetsberuffler an de Spideeler an an de Maisons de soins, falls et do zu Enkpäss beim Personal géif kommen. Et wär duerchaus méiglech, da Personal an der Quarantän schaffen ze loossen, natierlech ënner ganz konkreeten (veuillez lire: strengen) Oplagen."

Sou, kënnt Der eis wannechgelift erklären, wéi déi Prozedur konkret ausgesäit? Ech verstinn nämlech net, oder ech si mer net sécher, ob dat medezinnesch tragbar ass, een, dee potenziell coronapositiv ass, explizitt bei vulnerabele Leit eventuell schaffen ze loossen. D'Logik verstinn ech hei net.

Wéi gesot, eis feelt déi global Strategie, déi mer am Juli gefrot hunn. An hei muss de Ministère seng Verantwortung huelen. An duerfir fuerdere mer een Aktiounsplang, fir eis eeler, eis vulnerabel Leit ze schützen, ouni datt si nach eemol mussen agespaart ginn. An deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) constitue un défi énorme pour notre société ;

- constatant que les résidents de structures d'hébergement pour personnes âgées ainsi que leurs familles ont souffert énormément de la distanciation physique et sociale due à la pandémie ;

- estimant de manière générale que les conséquences négatives de la pandémie sur les personnes âgées fragiles, les personnes handicapées, leurs familles et leurs aidants sont préoccupantes ;

- constatant que le confinement mène à l'isolement ou même à l'exclusion sociale pour certaines catégories de personnes vulnérables ;

- rappelant que ces groupes de personnes éprouvent également un besoin de contact humain et de support par leurs proches afin d'éviter des traumatismes psychiques ;

- estimant que les semaines et mois à venir constitueront, en fonction de l'évolution de la pandémie, un énorme défi pour toutes les structures hébergeant des personnes vulnérables ;

- considérant qu'il est essentiel que les pouvoirs publics prennent des dispositions déterminées pour répondre aux besoins immédiats de ces personnes lors d'une prochaine vague de la pandémie,

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan d'action national qui permettra de protéger au mieux les personnes vulnérables tout en évitant une isolation physique et sociale.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Marc Spautz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen awer dann zu engem weideren, u sech engem ganz weesentlechen Deel vun der nohalteger Politik, nämlech de Staatsfinanzen. A well et esou e weesentlechen Deel ass, wäert de Gilles Roth sech muer nach eemol am Detail domadder beschäftegen.

Et muss net direkt sinn, dat kanns de muer maachen.

(Hilarité)

Hie wäert sech am Detail mat de Finanze beschäftegen, well ouni nohalteg Finanzen ass definitiv keng wirtschaftlech Sécherheet, keng sozial Gerechtegkeet an och keen ekologescht Gläichgewiicht méiglech.

An ech behaapten hei emol, datt de Finanzminister de Moien d'Staatsfinanzen zimmlech schéigeschwat huet. Well Fakt ass, an absolutten Zuelen huet d'Staatsschold souguer och wärend der Zäit viru Corona zougeholl. Dat ass also kee Coronaeffekt, mee dat ass e Carpe-diem-Effekt. Déi Zäit ass net genotzt ginn, an dat hu mer nach bal bei all État de la nation a bei all Budget gesot, fir en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. Am Géigendeel!

Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dëst Joer en Defizit hunn, dat ass okay. Ech mengen, dat versteet jiddwereen. Mee déi weesentlech Froe fir d'Land, déi krute mer net beäntwert: Wéi kréie mer de Staatsbudget iergendwann eng Kéier an de Gréff? Wéi kréie mer d'Ekonomie un d'Rullen, fir datt am Prinzip erëm genuch Finanzen do sinn, a wat huet dat fir Inzidenzen? Wivill kënne mer iwwerhaapt nach léine goen?

Op Dauer riskéiere mer, dës Politik net ze packen. An duerfir bräichte mer onbedéngt e Pluriannuel - an dat ass mäin éischte Punkt bei de Finanzen, wou ech wëll drop agoen -, dee wierklech eppes daacht, an net e Pluriannuel, deen u sech, wéi de Finanzminister selwer de Moie sot, „e bësse just eng technesch Saach ass". Mir bräichten e Pluriannuel, deen déi geplangte Politik chiffréiert an deen opweist, wéi een och de järlechen Defizit lues a lues kéint eroffueren.

Mäin zweete Punkt: Mir sinn als CSV dovunner iwwerzeegt, datt an dësen Zäite mussen d'Investitiounen héich gehale ginn, eventuell och eng Prioriséierung, wann et noutwendeg ass, well mir mussen d'Wirtschaft um Lafen halen. A mir däerfen op kee Fall Austeritéit maachen.

Drëtte Punkt: D'Covid-19-Pandemie huet e massiivt Agräife vum Staat noutwendeg gemaach. Dat hu mer als CSV op deene meeschte Plazen ënnerstëtzt. Mee mir soen awer gläichzäiteg, an dat soe mer genausou haart: D'Regierung huet a gudden Zäiten hir Verantwortung net iwwerholl an huet et verpasst, wéi gesot, en Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën. D'Regierung huet just Schéiwiederpolitik gemaach a sech domadder kuerzfristeg de schéine Männche gemaach.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ass dat verantwortungsvoll? Nee! Et ass u sech Carpe diem. An och dat hu mer nach bal all Joers hei widderholl.

A genau dëst sollt d'Regierung awer emol der Jugend an de kommende Generatiounen erklären! Well iergendwann eng Kéier muss d'Schold zréckbezuelt ginn. A gläichzäiteg ass genau dës Jugend awer vun der Jugendaarbechtslosegkeet bedrot, der Logementskris a vläicht och nach vun enger Sozialkris.

Véiertens: Fir eis kënnt et net a Fro, datt d'Leit duerch Steierhaussen déi blo-rout-gréng Zopp mussen ausläffelen, déi hinnen d'Regierung agebrockt huet, well se keng Reserve fir eng antizyklesch Politik gemaach huet. Ech soen Iech et: Den normale Bierger, dee bezilt schonns genuch Steieren! Mir hunn e progressive Steiersystem mat 45 % maximalem Steiersaz, mat 3 % Solidaritéitssteier. Dat sinn 48 %. Déi bezuele genuch Steieren! Et misst u sech jiddwereen dësen Taux dann och bezuelen.

An dann hu mer och gesot, an dat ass mäi fënnefte Punkt: Mir mussen d'Steierschlupflächer stoppen. An dat ass net nei. Dat hu mer net elo eréischt gesot an der Kris. Virun zwee Joer hate mer schonn eng Motioun deposéiert! De Gilles Roth an de Laurent Mosar hunn der elo nach eng Kéier deposéiert, fir eeben op d'FISen ze reagéieren, fir d'Stockoptions ofzeschafen. Dat ass vun der Majoritéit refuséiert ginn. Ben, gëschter krute mer elo e puer Saachen erkläert.

(Interruption)

D'FISen, hei sollen déi direkt an déi indirekt Revenuen elo eeben op 20 % besteiert ginn. Fir eis ass dat awer nach keng Steiergerechtegkeet, well e Loyer ass e Loyer. A firwat sollen déi ënnerschiddlech besteiert ginn?

Dann d'Stockoptions, si ginn ofgeschaaft. Dat ass jo schonn emol gutt. Dir hätt also och kënnen eis Motioun matënnerstëtzen.

Eis schéngt awer elo, datt aner Schlupflächer hei opgemaach ginn. A mir wäerten déi sécherlech am Detail ukucken.

Sechstens: A wat fir eis sécher ass, mir fannen, datt mer d'Familljen, d'Elteren, déi verantwortlech vis-à-vis vun hire Kanner agéieren an déi spueren, ouni alles auszeginn, déi also keng Carpe-diem-Politik maachen, datt mer dës Leit net däerfe bestrofen. Duerfir si mer kloer géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn.

Dann, siwentens, eis Betribssteieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Engel awer net!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei heescht et, op d'Nohaltegkeet oppassen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Engel oder d'Madamm Hansen? Ech weess just net ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei ass d'CSV kloer géint eng ...

Plusieurs voix.- Aa!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... Ierfschaftssteier an direkter Linn!

(Exclamations)

(Interruption par M. le Premier Ministre Xavier Bettel)

O, Här Premier, ech kommen herno nach op Iech zréck!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- D'Madamm Hansen schwätzt, net den Här Engel.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech kommen elo bei d'Betribssteieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass just fir ze wëssen, a wéi engem Numm Der schwätzt. Et weess ee jo ni!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Hei heescht, Nohaltegkeet ...

(Interruptions)

Ech soe just ganz kuerz, Här President, ech hunn nach eng kleng Pointe fir d'DP an dann denken ech, datt se da roueg ass mat hire Bemierkungen. Sou!

(Exclamations)

Dann awer zu de Betribssteieren. An och déi gehéieren zur Nohaltegkeet! A bei deene leie mer am Moment scho relativ héich, vill méi héich wéi an der OECD-Moyenne an och an der EU. An duerfir, och do kënne mer net zousätzlech d'Steieren an d'Luucht setzen. Wat awer sécher ass a wichteg ass: Mir brauchen hei Stabilitéit. An duerfir bräichte mer Kloerheet. Mir bräichte Kloerheet: Wat kënnt bei der Steierreform? Wou bleift déi grouss ugekënnegt Steierreform? „Kee verléiert a jiddweree gewënnt." Wéi dat gesot ginn ass, hate mir schonns eis Zweifel. Mee ...

Ben, de Vizepremier, den Här Kersch, hie sëtzt do, ech hunn d'Zeitung gelies vum 24. September, do sot hien, datt „spéitstens 2023 am Walkampf sech all d'Parteie missten zur Steierfro positionéieren". Da froen ech mech: Heescht dat, datt déi faméis kopernikanesch Steierreform guer net méi kënnt? Dat wär en zimmlech staarkt Stéck. De Finanzminister huet eenzel kleng Mesurë virgesinn. Awer en huet och net gesot, wéini datt de Rescht vun der Steierreform kéim. Wéi gesot, mir hätte gäre Kloerheet: Wéini kënnt dee Gesamtpackage vun der Steierreform? Kënnt déi iwwerhaapt nach dës Legislaturperiod? Wa se d'nächst Joer net kënnt, da bezweifelen ech, datt se iwwerhaapt nach kënnt.

Mäin néngte Punkt: Et ass net akzeptabel, an dat ass dat Gespills mat de Steiersuen, wat d'Regierung awer gemaach huet. Honnerte Millioune sinn an de Sand gesat ginn! Honnerte Milliounen! Mat deene Suen hätte mer ganz vill kënne fir d'Betriber an och fir d'Leit maachen! Ech maache just e klenge Rappel. Planetary Resources: 12 Milliounen, Join: ronn 100 Milliounen, Militärsatellitt: ronn 130 Millioune méi deier. A wat soss nach alles op d'Tapéit kënnt, dat steet an de Stären. Dat weess ech net alles. Awer dat dote geet net!

Zéngtens: Stéchwuert sozial Selektivitéit. Dat ass inexistent bei dëser Regierung!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, a Saache Finanzpolitik a Staatsfinanzen ass villes net nohalteg. An duerfir wäert de Gilles Roth dat muer am Detail nach eng Kéier behandelen.

Dann, Här President, wëll ech op ee weideren zentrale Beräich vum Nohaltegkeetsdräieck ze schwätze kommen, nämlech op eng stabill, sécher an eeben och nohalteg wuessend Wirtschaft, Ekonomie. An d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, si déngt jo de Leit. Si hëlleft awer och, eis néideg Finanzen eranzebréngen, fir ënner anerem och eise Sozialsystem ze finanzéieren. A wa mer d'Wirtschaftskris net séier an de Gréff kréien, da komme mer definitiv alleguer an eng Kris a mir riskéieren, an eng richteg grouss Sozialkris ze rutschen, mat ville Faillitten an héijem Chômage. An ech soen dat net, fir Angscht ze maachen, mee ech soen et, well mer déi Sozialkris musse verhënneren, well mer alles musse maachen, fir se eeben ze verhënneren.

An d'Fakte sinn awer, datt d'Lag vun eiser Wirtschaft u sech duerchwuess ass. A Gott sei Dank, muss ech soen, sinn eis Banke resilient an hu bis elo d'Staang riicht gehalen. Mee leider gesäit et an anere Secteuren net esou gutt aus. A verschiddene Secteuren ass d'Kris richteg dramatesch.

Den Eenzelhandel, zum Beispill. An ech erënnere just nach eng Kéier hei drun, wéi mer beim Lockdown gesot hunn, mir missten den Eenzelhandel d'selwecht behandele wéi déi Grande-surfacen. Wann dat gemaach gi wär, da wär d'Situatioun vläicht net gradesou dramatesch! D'Reesbranche, den Horeca, den Evenementiel an all, wat mat hannendrunhänkt - mir hunn d'Depositairen, mir hunn d'Traiteuren, mir hunn d'Fotografen an esou weider -, dës Betriber packen et net méi laang! Mir hu verschidde Sozialpläng, déi mat ville ganz schwierege Schicksaler verbonne sinn, déi verdäitlechen, wéi dramatesch d'Situatioun ass.

An ech zielen hei just Arcelor op, déi fréier ARBED, déi trotzdeem fir de Wuelstand vun eisem Land gesuergt huet. Ech denken un d'Luxair, ee vun eise grousse Labele vum Land. Ech denken awer och u Saint-Paul, den Editeur vum „Lëtzebuerger Wort", der eelster Zeitung vum Land. An dat sinn u sech just déi grouss Nimm. Do gëtt et awer ganz vill där klenger, wou mer d'Identitéit net kennen an déi op d'mannst an esou enge schwierege Situatioune sinn. De Romain Schmit, de Generalsekretär vun der Handwierkerfederatioun, sot d'leschte Kéier op RTL, et war, mengen ech, déi lescht Woch: „Dat, wat sech hei ugedeit huet, wäert sech Enn des Joers confirméieren." Da géifen der vill den Noutstopp zéien.

Duerfir, Här President, mir mussen eise Betriber hëllefen! De Premier hat gëschter eng Partie Mesurë virgestallt. Den Detail war nach net dran. Do waarde mer dann nach. Wat d'Betriber op jidde Fall brauchen: D'Betriber brauche Planungssécherheet. Mir haten och eng Partie Visitten. Mir waren elo net op 50 Plaze gereest, mee mir haten eng Partie Visitte gemaach, an do hu mer ëmmer erëm gesot kritt, datt hinnen d'Planungssécherheet feelt. An dat ass Gëft fir eis Ekonomie.

Fir eis ass et evident, datt éischtens déi Secteuren, déi nach staark betraff si vun der Kris, déi awer duerchaus no der Kris kënnen iwwerliewen an déi och virdru finanziell gutt dostoungen, datt mer deene spezifesche Secteuren och nach nom 31. Dezember mussen hëllefen. An an deem Kontext wär et eeben, wéi gesot, och wichteg: Wéi laang ginn déi Bäihëllefen nach ausbezuelt? Wéi laang gi se verlängert? An ënner wéi enge Konditiounen?

Mir mussen, zweetens, de Betriber hëllefen an och de Leit hëllefen, sech nei ze orientéieren, eng geziilt Berodung, Weiderbildung.

Drëttens: De Chômage partiel, dee gëtt verlängert. Et ass gutt, datt do nogeluecht gëtt. Do hu mer nach eng Partie Froen. An op déi Froe wäert sécherlech mer de Marc Spautz nach agoen.

Véiertens: Bei der Steierreform - an do, fannen ech, muss een och hei d'Betriber an déi richteg Richtung steieren, guidéieren - misste mer u sech, am Sënn vun der Nohaltegkeet vun eiser Wirtschaft, steierlech Mesurë virgesinn, fir d'Betribsinvestitiounen an d'Digitalisatioun an d'Kompetenzen an d'Nohaltegkeet an d'Energieeffizienz ze fërderen.

Une voix.- Dat maache mer schonn alles.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hat et schonns gesot, Här President: Et ass wichteg, datt mer d'Investitiounen héich halen.

An da kommen ech bei mäi fënnefte Punkt: Dat musse mer nämlech och op Gemengenniveau hikréien. Well un de Gemengen hänken och ganz vill Existenzen. An och si däerf dës Regierung net am Ree stoe loossen. An ech kann Iech just soen: D'Gemenge kréie jo manner Einnamen opgrond vu Corona. Ech kann Iech soen: D'Finanze sinn net iwwerall gutt an de Gemengen! Si hunn net alleguer zolidd Reserven. Grad déi kleng Gemengen am ländleche Raum, déi awer scho bei der Gemengefinanzreform gebeidelt gi sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An et kann net sinn, datt d'Inneministesch, an ech mengen, de Premier hat dat gëschter esou zimmlech d'selwecht gesot, d'Inneministesch huet um Radio sënngeméiss gesot: „Dat ass alles net esou schlëmm." Dat kann net sinn! Déi Gemengen, déi definitiv an enger schwiereger finanzieller Situatioun sinn, déi awer och sollen d'Investitiounen héich halen, déi sinn an enger schwiereger Situatioun an déi brauchen Ënnerstëtzung. Et soll elo e Bilan vun der Gemengefinanzreform gemaach ginn. Ech hoffen dann, datt dee Bilan ganz séier gemaach gëtt. An ech hoffen awer och, datt da ganz séier déi noutwendeg Upassunge gemaach ginn!

An da kommen ech bei mäi sechste Punkt, nach eng Kéier bei den Investitiounen. Investitiounen héich halen, jo, an dat geet och, ouni datt et de Staat iwwerhaapt ee Su kascht, nämlech andeems datt ee kuckt, datt déi privat Investissementer, déi geplangt sinn, kéinte séier gemaach ginn, datt déi vläicht kéinte méi séier gemaach ginn, fir geplangt ze ginn. An duerfir misse mer eis Prozeduren emol endlech entmëschten!

Mir hu gëschter hei geschwat, ech mengen, de President huet gesot, datt de Rapport Frieseisen viru 26 Joer iwwert déi administrativ Vereinfachung gaangen ass, mee ech denken, da wär et elo un der Zäit, dëse Rapport aus dem Tirang ze huelen a wierklech elo emol eng Kéier hei Neel mat Käpp ze maachen an déi Prozeduren ze entmëschten! An duerfir wënschen ech hei och nach eng Kéier dem Claude Frieseisen wierklech eng gutt Pensioun. An dat selwecht natierlech och fir de Marco Schank a fir de Gast Gibéryen.

Da kommen ech bei mäi siwente Punkt: d'Industriepolitik, déi jo duerch den Dossier Fage a leschter Zäit vill am Gespréich war. An ech soen och, eis Industrie muss een Deel vun enger nohalteger an zukunftsorientéierter Wirtschaftspolitik sinn. An duerfir muss Lëtzebuerg och en Industrie- an och e Stolstanduert bleiwen. Wat awer elo Fage ugeet, esou ass et kloer, datt dësen Dossier eisem Image net allze vill gehollef huet am Ausland. An dorun ass ganz eleng d'Regierung schold. Si huet enger Firma, déi net Rifkin-konform ass, déi massiv Ressourcë géif verbrauchen, déi net vill Steierrecettë

bréngt, dat sot se selwer, de rouden Tapis ausgerullt an hinnen een Terrain verkaaft. Ech verstinn do d'Kohärenz net.

D'Ëmweltministesch sot, am Prinzip direkt oder indirekt, dat ass mer och egal, datt si net fir de Projet wär, mee datt dat eeben elo esou wär. Den neie Wirtschaftsminister sot, wéi en dat nach net war, den Dossier Fage géif d'Fro opwerfen, wat wierklech zoumuttbar wär. Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et wierklech schonns erstaunlech: D'Regierung mécht, wéi wa si näischt heimadder ze dinn hätt, wéi wann iergendeen aneren hinnen dat Ee an d'Nascht geluecht hätt! Also, et ass bal net ze gleewen! Ech weess net, ob si net méi wëssen, datt si d'lescht Joer, déi lescht Legislaturperiod och an der Regierung waren an datt d'Ëmweltministesch, déi elo Ëmweltministesch ass, datt déi och an der leschter Legislaturperiod Ëmweltministesch war!

Sou, wat kënnt elo, fir d'Saach ze retten? Elo kënnt den Nohaltegkeetscheck, dee gëtt elo op eemol ausgebuddelt. An do muss ech lech awer soen: Am Mee 2013 stoung deen am Koalitiounsaccord!

Am August 2019, sechs Joer duerno, huet de Paul Galles eng parlamentaresch Fro gestallt. A wat ass him geäntwert ginn? Also sechs Joer, nodeem et am Koalitiounsaccord stoung, ass geäntwert ginn, 2019 géifen d'Efforten doubléiert ginn. Ee Joer méi spéit ass nach ëmmer näischt do! Ma da kann ech nëmmen ausgoe vun null Efforten: Wann ech null Efforten doubléieren, da bleift nach ëmmer null Effort iwwreg. Also et ass näischt geschitt an dat ass traureg!

Als CSV soe mer: Mir begréissen de Prinzip vun engem Nohaltegkeetscheck. Mee, dee besteet aus dräi gläichwäertege Sailen: der Ekonomie, der Ekologie an dem soziale Beräich. A genau dës dräi Beräicher musse bei der Definitioun vun den Nohaltegkeetskrittären - déi net sollen am Hannerstübche vun engem Ministère ausgeschafft ginn, mee déi solle mat alle concernéierte Partner ausgeschafft ginn -, genau dës dräi Krittäre musse berécksichtegt ginn. A gläichzäiteg soen ech awer och: Dat hei däerf keen zousätzlecht administratiivt Monster ginn, fir datt d'Projeten nach méi an d'Längt gezu ginn. Et muss hëllefen, datt et méi séier geet.

Da soen ech awer: Eis besteeënd Industrie, déi musse mer awer och erhalen an ënnerstëtzen. An dat geet nëmmen duerch eng resolutt Weiderentwécklung. Do ass de Green Deal gutt. Mee nach muss d'Regierung wierklech d'Konkurrenzfäegkeet am A behalen an och d'Innovatioune geziilt ënnerstëtzen. Op all dës Aspekter vun eiser Ekonomie, op eis PMEen a besonnesch och op d'Finanzplaz wäert de Laurent Mosar muer nach agoen.

Mäin aachte Punkt dann awer hei, an dat ass: Wie Wirtschaft seet, dee seet och Aarbecht. An do steet eppes fest, wat de Marc Spautz gesot huet: „Et ass besser, an iwwregens ass et och méi nohalteg, fir an d'Aarbecht ze investéiere wéi an de Chômage." Well grad de Chômage, de Jugendchômage an d'Perspektivlosegkeet vun eise jonke Leit wäerten nieft der neier Aarmut dee grousse Problem vun der Sozialkris ginn. A mir sinn hei um schlechte Wee, well d'Schéier tëschent Aarm a Räich ass och an deene gudde Joren elo nach ëmmer méi wäit auserneegaangen.

An elo hu mer et an der Kris mëttlerweil mat enger neier sozialer Form vun Aarmut ze dinn, déi nämlech ëmmer méi an d'Mëttelschicht erarutscht. D'Caritas war och bei eis. Déi hunn eis d'Beispill gesot vun engem elengerzéiende Papp, dee sech ee Bréll wollt kafen, deen awer keng Suen hat fir ee Bréll. Dee war nach ni Hëllef siche gaang. Deen huet awer elo missen Hëllef siche goen. An ech soen lech: Dat heiten ass ee ganz grousse Problem, dee mer mussen an den Ae behalen, dee fir eis extreem wichteg ass! An duerfir wäert de Marc Spautz muer op dës ganz Problematik, d'Sozialkris, de Chômage, awer och de Sozialdialog, nach agoen.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt duerch dës Sozialkris, déi mer hunn ..., oder dës Sozialkris, déi mer hunn, gëtt am Prinzip duerch d'Logementskris, déi mer scho laang hunn, nach verstäerkt. Mir hunn eng total verréckte Präisexplosioun! Ech mengen, de Marc Lies wäert dat muer nach am Detail erklären. An de Logement ass wierklech ee vun deene gréisste Problemer. D'lescht Joer hat de Premier de Logement iwwerhaapt net behandelt. Dëst Joer huet en eng Mesure virgestallt, den Amortissement accéléré. Ech soen lech just, Dir Dammen an Dir Hären: Domadder rette mer de Logement net! Domadder komme mer net aus der Logementskris eraus! An och net mat deem Pacte 2.0, wat an eisen Ae wierklech eng Mogelpackung 2.0 ass.

Här President, hei ass d'Handelen an d'Verantwortungiwwerhuelen iwwerfälleg, well d'Situatioun ass dramatesch. All Joers kommen 10.000 bis 12.000 nei Leit op Lëtzebuerg. Mir missten also op d'mannst 7.000 Wunnenge pro Joer bauen. Mir bauen awer nëmmen d'Hallschent. A soulaang wéi dann d'Nofro, déi jo dann extreem an d'Luucht geet, méi séier steigt wéi d'Ugebuet, wäert de Präis weider steigen. An duerfir hu mir gesot: Mir mussen um Ugebuet schaffen! Mir musse méi bauen. Mir musse méi séier bauen - d'Prozeduren erëm eng Kéier - a mer musse méi bëlleg bauen. Mir hunn 23 Mesurë virgestallt gehat. An als CSV soe mer och: Jo, mir brauchen nach méi Ënnerstëtzung vum Locatif. Mee als CSV hale mer zumindest nach dru fest, datt och jonk Leit nach eng Chance hunn, fir sech eventuell en Eegenheem kënnen ze leeschten. Dat soll net vun Ufank un akzeptéiert ginn, datt dat just nach eng Méiglechkeet ass fir déi puer „happy few".

Mir si wierklech der Meenung, datt déi jonk Leit dës Méiglechkeet solle behalen. An ee Moyen wär zum Beispill dat, wat de Marc Lies virgestallt hat, de Mietkauf. Mee leider ass dës Propositioun, déi mer gemaach hunn, einfach an der Loft zerrappt ginn.

An da muss ech awer soen, an do hunn d'Majoritéitsparteien awer vill driwwer diskutéiert: Mir soe jo, mir mussen natierlech méi bauen, mee mir sollen awer gläichzäiteg d'Spekulatioun probéieren an de Gréff ze kréien. Ben, ech hunn zumindest gëschter an ech hunn och de Moien näischt héieren iwwer eng Spekulatiounstax. Ech hat awer, wann ech den Här Kox richteg verstanen hat, ech mengen, et war um 100,7, ech weess et awer net, hat hien awer virun zwou Wochen annoncéiert, datt an zwou Wochen eng Annonce kéim. Dat wär also elo gëschter gewiescht oder haut. Ass dat hei vläicht iergendee Blocage, wou nach keng eenheetlech Meenung fonnt ginn ass? Mir soe just, et wär dréngend. Eis Positioun kennt Der hei. An och, an dat soe mer och kloer, brauche mer e politesche Wëllen, fir d'Perimeteren ze erweideren. Mir mussen natierlech bannent dem Perimeter bauen, mee dat geet net duer! Do komme mer jo net no!

(Interruption)

A mir musse méi héich bauen. Dat geet och net duer. Mir mussen och d'Perimeteren erweideren. An och hei kéint ee mengen, et wär eng Ideologie, déi dacks an de Féiss stéing. A mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert d'Nofro. Dat ass kloer.

An da sinn ech bei der Wuesstumsfro. Déi kënne mer leider haut net am Detail duerchdiskutéieren. An ech soen och, wann opgrond vun der Coronakris vläicht en anert Liicht op dës Fro geworf gëtt, esou muss se awer gestallt an och diskutéiert ginn, an dat virun allem am Sënn vun der Nohaltegkeet mat den dräi Sailen. Här President, mir erwaarden eis wierklech fir d'Leit dobaussen, datt Perspektiven opgewise ginn. De Logement ass de Leit hir éischt Prioritéit. Ech muss just feststellen: Dat ass net de Fall bei déser Regierung!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da bei ee vu mengen Dadaen, nämlech d'Educatioun. Eng nohalteg Educatioun ass wichteg fir d'Nohaltegkeet vun eiser Natioun. An domadder mengen ech ënner anerem och een nohaltegt Léieren. Ier ech awer op deen Deel kommen, muss ech awer, leider Gottes, op dee selwer gemaachte Chaos an de Schoulen am Kader vu Corona ze schwätze kommen. A fir eis stellt sech wierklech déi kruzial Fro, an dat ass eng Fro, déi all Enseignant dacks bei de Schüler stellt, an ech stelle se hei un de Minister: Firwat huet de Minister d'Schoulrentrée net anstänneg virbereet?

Pardon, ech drénken eng Schlupp.

Ech weess et wierklech net. Mee am Juli war et schonn zimmlech sécher, datt mer am September nach e Virus hätten. An ech hunn dann nach eng Kéier d'Madamm Lenert gelies an der Zeitung. Si huet gesot, déi Situatioun, wou mer elo dra wären, dat wär den Zenario, mat deem gerechent gi wär. Et gëtt also keng Entschëllegung, datt näischt gemaach ginn ass. Ech hat am Juli eng Dréngleckeetsfro heizou gestallt. D'Drénglechkeet ass net ugeholl ginn, well de Ministère ënner anerem gesot huet, et wär elo net dréngend. Ech ginn elo net drop an, well a mengen Aen ass et net um Ministère ze soen, ob eppes dréngend ass oder net, mee ech wëll just soen: Wa wierklech de Minister mengt, datt am Juli eng Schoulorganisatioun net dréngend ass, da soll de Minister eng Kéier selwer an d'Schoul goen an d'Schoul organiséieren, well da géif en et mierken. Hei wär Terrainsaarbecht vläicht hëllefräich.

Et wär nämlech absolutt dréngend gewiescht! An an eisen Aen hätten du missen e Plang A an e Plang B ausgeschafft ginn. Mengetweegen och e Plang B a Stufen, awer a konkreet definéierte Stufen an dat mat de Leit vum Terrain zesummen. Da wären nämlech ganz sécher verschidde Saachen net passéiert. An et wär kee Cas par cas erausgaangen. Well dat ass kee Plang, dat ass u sech programméierte Chaos!

A well et net bis zum Schluss duerchduecht war, wat ass du geschitt oder wat ass gemaach ginn? Mee du kruten d'Direktiounen eeben d'Verantwortung, déi konnte jo nach zousätzlech Mesuren huelen. Och hei soen ech: Dat geet net! Hei muss de Ministère d'Verantwortung iwwerhuelen an déi net einfach op een aneren drécken.

Dem Minister seng éischt Stuf mat der Deelquarantän, déi hat jo Gott sei Dank net laang d'Strooss gehalen, well vill méi e Quatsch wier et wierklech net ginn. Wéi d'Deelquarantän bis opgehuewe war, wat war dat Éischt, wat gemaach ginn ass? Natierlech eng Pressekonferenz! Warscheinlech och mat Livestreaming, well dat ass jo modern. Ech ka just soen: D'Informatiounen - well d'Enseignantë musse jo och nach Schoul halen an d'Direktere ware warscheinlech och net alleguer beim Livestreaming derbäi -, déi ware guer net um Terrain ukomm. Et war also erëm eng Kéier eppes annoncéiert ginn, ouni mat de Leit ofzeschwätzen.

Ech soen lech e Beispill: Owes schreift e Schüler an engem WhatsApp-Grupp - well déi Klassen hu jo schonn alleguer WhatsApp -, hie wär positiv. Hien hat probéiert, un e Regent ze kommen. Et hat dunn net geklappt. Ech fannen, dat ass och net schlëmm. Hien ass doheembliwwen. Den Dag duerno kënnt den Direkter an d'Klass, dee seet dann: „Ben, dir sidd elo an enger Isolatiounsklass. Dir bleift elo vun 8 bis 15 Auer hei sëtzen. Dir haalt är Mask un. An an der Mëttesstonn kritt der eng Frupstut." Ech mengen, mir wieren alleguer net ganz frou, wa mer vun 8 bis 15 Auer misste mat Mask dosëtzen, mee et ass egal. Awer no dräi Auer ass et egal, well da fuere se erëm mam Bus mat deenen aneren heem. Do froen ech mech schonn: Wou ass d'Logik? Well am Bus si se méi no zesummegedruddelt wéi am Klassesall.

Déi éischt Fro, déi ech wierklech hei hunn: D'Regierung huet jo schonn agesinn, datt och Leit sech kënnen an der Schoul ustiechen. Dat war jo virun der Summervakanz net gradesou. Mee wann dës Reegelen esou an der Schoul solle funktionéieren, da kéinten déi jo am Prinzip och iwwerdroe ginn op d'Betriber, déi a Gruppe schaffen. Entweeder et klappt op där enger Plaz, da misst et op där anerer Plaz och klappen. Oder et klappt och net an der Schoul, da soll een et ofschafen.

Ech kann awer och nach soen, wéi gutt den Direkter informéiert war, well den Direkter sot zu de Schüler: „Ma dir kritt am Laf vum Dag ee Mail. Ech weess net, vu wiem der dee Mail kritt. Ech weess och net, wat drasteet. Gitt mir en emol virun!" Esou gutt war also d'Kommunikatioun mam Terrain! Erëm eng Kéier ee Beispill, wéi onméiglech virbereet dat Ganzt war.

(Interruption)

Ech kann lech och nach soen, datt een aneren Direkter gesot huet: „Wësst Dir, wou ech mierken, wann eng Klass a Quarantän ass? Dat mierken ech eréischt, wann ech wëll an d'Klass goen an ech sti virun der Dier an et ass kee Schüler méi do." Och dat ass eng Kommunikatioun, wéi se net sollt funktionéieren.

Ech froen also hei wierklech nach eng Kéier: Firwat ass dat Ganzt net am Juli duerchgespillt ginn, mat de Leit um Terrain, an dunn anstänneg preparéiert an och kommunizéiert ginn?

Ech hunn awer nach aner Froen: Wat geschitt zum Beispill mat deene Kanner a Studenten aus deenen Isolatiounsklassen, déi sech net teste loossen? D'Enseignantë wëssen et nämlech net. Ech weess et och net. Ech hoffen, datt d'Ministeren et wëssen.

Wéi onkloer d'Richtlinne si respektiv wat d'Konsequenz dovunner ass, datt de Ministère keng Verantwortung iwwerhëlt, ass an deene leschte Wochen och dacks op Social Media kommentéiert ginn. Do ware Beispiller vum Sportunterrecht, wou deen een no der Schwämm d'Hoer net däerf fönen, déi aner däerfe se fönen. Déi eng däerfe schwamme goen, déi aner däerfen net schwamme goen.

D'Fënsteren an d'Diere mussen opbleiwen - do hate mer souguer eng Powerpoint hei kritt -, soulaang wéi d'Konditiounen et erlaben. Da froen ech: Wéi laang ass dat? An ass et noutwendeg, och wann d'Schüler mat der Mask dosëtzen? Fir mech ass dat net ganz novollzéibar. Wann dat esou wär, da soen ech, da missten hei och d'Fënsteren opstoen, well mir sëtzen hei dee ganzen Dag! Wann et also esou medezinnesch erklärbar ass, datt d'Fënsteren ëmmer mussen op sinn, datt ëmmer muss geléft ginn, da wannechgelift dee Message iwwerall higinn! Wéi wär et zum Beispill hei? Wéi gesäit et hei mam Loftaustausch aus?

Ech kéint elo weiderfueren, mee ech mengen, dat brauch ech net. Et misst jiddwerengem kloer sinn, datt d'Rentrée, puncto Corona, schlecht virbereet war, an dat obwuel, an dat widderhuelen ech hei nach eng Kéier, d'Madamm Lenert huet dat déi lescht Woch gesot, „den Zenario u sech deen ass, mat deem d'Regierung gerechent huet".

Duerfir nach eemol als Fuerderung: Suergt wannechgelift fir kloer, kohärent an transparent Reegelen an och fir eng kloer, kohärent an transparent Kommunikatioun!

Da wëll ech awer zur Nohaltegkeet vun eisem Educatiounssystem kommen. An aus Zäitgrënn ginn ech hei och just op sechs Punkten an.

Awer deen éischten, deen, fannen ech, ass extreem, extreem wichteg, an dat ass nämlech d'Bildungsschéier tëschent sozial méi schwaachen a méi räiche Familljen. Well zu enger nohalteger Educatioun gehéiert dat, datt déi esou mann wéi méiglech auserneegeet, esou no wéi méiglech beieneekënnt. Dat ass awer bei eis net de Fall! Mir si Spëtzereider hei an deene grousse Ënnerscheeder. An dës Bildungsschéier ass nach méi auserneegaangen opgrond vu Corona.

Mir hate gefrot, fir standardiséiert Tester ze maachen, fir wierklech festzestellen, wou déi eenzel Kanner dru sinn, wou et hapert, a fir da geziilt d'Schwaachstelle bei deenen eenzelne Kanner opzeschaffen. Dat ass net geschitt. Wat ass komm? Eng Summer School. Summer School héiert sech och gutt un. Ech froe mech just: Wéi vill vun de Schüler, déi tatsächlech hätte missen an de Cours d'appui goen, si wierklech dohinnergaangen?

Hei gëtt villes schéigeschwat. Ech hunn déi richteg Zuelen net. Ech hunn et nogefrot an enger Question parlementaire. Ech hunn d'Äntwert nach net kritt. Ech soe just: Hei muss gehandelt ginn. An hei sollen d'Enseignanten déi Moyene kréien, fir geziilt dës Kanner elo nach ze ënnerstëtzen, fir hinnen Nohëllef ze ginn.

Zweete Punkt: De Mangel u Léierpersonal. Trotz Corona däerfe mer dëse Problem net vergiessen. D'Léierpersonal, gutt Léierpersonal ass den A an O vun enger nohalteger Educatioun. Ben, de Premier mengt, hien hätt d'Educatioun gerett, wann hie méi Posten an de Budget setzt. Ech soe just: Sou einfach geet et net! Ee gudden Enseignant kann een net aus dem Stee schloen, ech géif mengen, soss wären der schonns méi do.

An ech widderhuele mech hei: De Beruff muss erëm méi attraktiv ginn! Den administrativen Opwand muss op e Minimum reduzéiert ginn. Dat hu mer schonn, ech mengen, d'lescht Joer waren Debatten hei, dat hu mer gesot, hu mer gefuerdert. Wat ass geschitt? Den Enseignant muss sech kënnen op seng Käraufgab, d'Schoulhalen, konzentréieren. An hie muss gläichzäiteg de Réck gestäipt kréien.

Ben, de Minister, hien huet elo, soulaang wéi en do ass, ganz vill Gremie geschaaft, hien huet ganz vill spezialiséiert Enseignantë geschaaft, déi dann awer zum Deel net méi um Terrain sinn. Mir fuerderen hei vun all dëse Saachen en Evaluatiounsbilan. Well fir eis ass et kloer: Et ass virun allem emol wichteg, genuch a gutt Enseignanten um Terrain beim Schoulhalen ze hunn.

Mäin drëtte Punkt: d'Éischtausbildung. Et bräicht een 350 Enseignantë pro Joer. D'Uni hëlt der nëmmen 80 un. Hei ass de Minister gefuerdert. Virun allem well an der Belsch eng Reform kënnt a well dann do d'Ausbildung net méi onbedéngt op Lëtzebuerg ze iwwerdroen ass.

An ech wéilt och nach iwwert d'Ausbildung u sech diskutéieren, mee dat geet net duer mat der Zäit. Mee mir haten awer d'lescht Joer hei eng Motioun deposéiert, an déi Motioun war och ugeholl ginn, Här President, wou mer gefrot hunn, fir eng Analys ze maache vun der besteeënder Ausbildung a fir méiglech Adaptatiounen ze proposéieren. Ech hunn nach näischt héieren an och nach näischt gesi vun där Analys a vun deenen Adaptatiounen, déi solle proposéiert gi sinn.

Här President, wann dat nach net geschitt ass, da kéint Der vläicht d'Regierung nach eng Kéier drun erënneren, datt, wann eng Motioun hei ugeholl gëtt, dann d'Regierung och eppes misst liwweren.

Da kommen ech bei mäi véierte Punkt: d'Digitalisatioun. Extreem wichteg. Gëtt scho geférdert an de Schoulen. Et geet awer net duer. Mir brauchen hei ee kohärente Konzept. Wierklech ee Konzept vun der Grondschoul bis op d'Première, mat engem klore roude Fuedem.

De fënnefte Punkt: Dialog/Kommunikatioun. An hei si wierklech déi zwee Stéchwierder, déi sech wéi e roude Fuedem duerch d'Educatiounspolitik zéien. Awer zwar nëmmen esou, datt se net funktionéieren! Kommunikatioun an Dialog funktionéieren net mam Terrain, an dat ass extreem, extreem schlecht, virun allem an dësem wichtege Beräich!

An dann, sechstens: Nohaltegkeet beim Léieren. Nohaltegt Léieren heescht u sech, dat ass zwar en dommen Ausdrock, mee dat heescht awer Léiere fir d'Liewen an net fir déi nächst Prüfung. An duerfir heescht et och, datt ee muss mat Verstand léieren. An duerfir muss een och d'Methodik esou upassen, datt ee muss mat Verstand léieren! Well et muss een dat, wat ee léiert, kënnen uwenden. Et muss ee kënne Problemer erkennen a Problemer léisen domadder. Et muss ee kënne kreativ domadder ëmgoen. Well mir brauchen u sech innovativ, kreativ Leit an eiser Gesellschaft fir eis Industrie, fir eis Betriber vu muer. Et muss ee léieren, Verantwortung ze iwwerhuelen.

A fir dat fäerdegzebréngen, brauch een, nieft engem gudden Allgemengwëssen, wierklech vill Kompetenzen. An déi kann ee just duerch déi gëeegent Methodik an der Schoul férderen. Mir brauche méi fächeriwwergräifend Schaffen. Mir brauchen aner Evaluatiounsmethoden. Mir brauchen eng Léierplangentrümpelung. Mir brauche Programmupassungen an esou weider. An dëst ass ee grousse

Chantier, dee muss ugepaakt ginn. Ech weess, dat ass méi schwéier, wéi Gremie schafen, mee et ass awer dee Chantier, deen extreem wichteg ass fir d'Nohaltegkeet vum Léieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Nohaltegkeet heescht natierlech och déi ekologesch Sail: Klima an Ëmwelt. D'Ziler si gesat. De Premier huet se gëschter nach eemol widderholl. No laangem Hin an Hier ass jo d'lescht Joer de Klimaplang dann och op ..., oder dëst Joer war et, op Bréissel gaangen. Et ass mëttlerweil och e Klimagesetz do. Awer et ass nach ëmmer net kloer, wéi déi gesaten Ziler konkreet sollen erreecht ginn. En däitlechen, novollzéibare Wee ass net direkt ze erkennen. Et ass awer dat, wat mer bräichten.

■ **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie.*- Ech verstinn dat net!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- An dann, Här President, d'EU fuerdert nach méi Asaz. Et wär interessant ze wëssen, wat d'Regierung dozou seet an och wéi d'Regierung wëlles huet, do an d'Verhandlunge mam EU-Parlament ze goen.

D'lescht Joer hate mer hei zweemol en Ulaf geholl, fir d'Regierung dozou ze drängen, datt se sech selwer géif Gedanke maachen: Wéi kréien ech de Staatsapparat klimaneutral? Mir haten eng Motioun, wou mer fir 2040 gefrot hunn, datt se solle konkreet Mesuren opléschten, wéi een dat kéint erreechen. Ben, déi war ofgeleent ginn. Dunn hu mer gemengt, d'Zil wär net ambitiéis genuch. Dunn hate mer als neien Datum 2030 gesat. Och déi ass ofgeleent ginn. Déi ass vu Rout, Blo an awer och vu Gréng refuséiert ginn! Do denken ech dann erëm un dem Gilles seng Ausso, „groussen Ënnerscheed ëmmer tëschent Usproch a Wierklechkeet". Also wann ee sech Ziler setzt, da soll och de Staat probéieren, mam gudde Beispill virzegoen. An da misst och de Staat et fäerdegbréngen, e konkreete Plang opzestelle mat Moossnamen, wéi en dohinnerkënnt.

Tatsaach ass, an dat och wärend der Coronakris: Mir mussen de Klimawandel an de Gréff kréien. An och beim Klima geet et drëm, fir eise Wirtschaftswuesstum esou ëmzetässelen, datt mer u sech eisen Energie- an awer och eise Ressourcëverbrauch däitlech reduzéieren an awer gläichzäiteg d'Liewensqualitéit vun de Leit gouss maachen.

An zu gudder Lescht däerf dat Ganzt net op d'Käschte vun den nächste Generatioune goen. An dat heescht jo, nohalteg ginn. A wann ech dem Marco Schank seng Wierder huelen, dee sot: „Mir kréien eng Klimapolitik, Klimaschutz just an der Realitéit ëmgesat, wa mer wierklech d'Leit alleguer mat an d'Klimaboot kréien a wann et eng positiv Politik ass a keng Verbuetspolitik, keng elitär, keng besserwësseresch Klimapolitik." An de Marco huet Recht! Och wann en elo net dosëtzt.

An dann hu mer d'Diskussioun iwwert d'CO_2-Bepräisung. De Claude huet et schonns an der Diskussioun zum Klimaplang gesot. Mir soe Jo zu enger CO_2-Bepräisung. Mir hu just dräi Konditiounen:

Mir brauchen eng kloer Zilsetzung: Wat soll et bréngen? Net nëmmen einfach méi Suen an d'Keess.

Zweetens: Et muss mat eisem Steiersystem ofgestëmmt sinn. Et kann net einfach esou eng zousätzlech Steier sinn.

A mir brauchen e sozialen Ausgläich.

Hei gëtt elo vun engem Crédit d'impôt geschwat. An d'Allocation de vie chère gëtt ëm 10 % gehéicht. Dat ass u sech gutt a Coronazäiten, mee et ass awer keen Ausgläich vun dëser Steier.

■ **Une voix**.- Ma dach!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Well wann ee kuckt, wien dës Steier jo awer betrëfft virun allem, sinn et awer déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen, déi Leit, déi vläicht mussen op Schichte schaffe goen, déi Leit, déi elo nach en Diesel- oder e Bensinnsauto hunn. Et ka jo aus Ressourcëgrënn och net d'Zil sinn, datt mer déi elo alleguer verschrotten. Dat heescht, déi Leit, déi vill Kilometere musse fueren, sinn awer déi, déi hei u sech bestrooft ginn. An et ass kee sozialen Ausgläich fir déi doten.

■ **Une voix**.- Dach!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Bräichte mer awer fir déi doten.

■ **La même voix**.- Falsch!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Et däerf net zu neie sozialen Ongerechtegkeete kommen!

Mir mussen d'CO_2-Emissioune konsequent reduzéieren, jo! De Weltklimarot ass och ganz formell dobäi. An hie seet, fir d'Paräisser Ziler ze erreechen, zwou Saachen. Hie seet éischtens, d'CO_2-Emissioune staark reduzéieren, mee e seet awer och, an dat muss ee sech wierklech eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, hie seet: „Dat geet net méi duer! Eleng duerch d'Reduzéiere vun CO_2-Ofgasen oder vun Treibgase kréie mer déi Ziler ni erreecht." An duerfir seet en och: „Zweetens brauche mer nieft de konventionelle Klimaschutzmoossnamen" - an ech betounen, dat mussen déi wichtegst sinn! -, „mee brauche mer och onkonventioneller, wéi zum Beispill d'Entnam vum CO_2 aus der Atmosphär." Si soen, a mir waren och, ech mengen d'lescht Joer, an engem Klimainstitut zu Potsdam, déi hunn eis dat och gesot: „Nëmme wa mer béides maachen, hu mer nach eng Chance, eis Ziler ze erreechen."

Och hei zu Lëtzebuerg musse mer also béides am A behalen a virun allem deen zweeten Deel och bei der Fuerschung pushen an do ënnerstëtzen. Ech ginn elo net hei op den Detail an, mee ech wäert eng Heure d'actualité zu dësem Sujet ufroen, well d'Regierung huet ..., oder zumindest hunn ech hei nach näischt vun der Regierung an dësem Beräich héieren.

Dann, Här President, kommen ech bei d'Landwirtschaft. Och hei hu mer an der Kris erkannt, wéi wichteg datt se ass, wéi systeemrelevant datt se ass. Si ass wichteg am Sënn vum Klimaschutz, mee si ass awer och wichteg am Sënn vun der Produktioun vu gesonde Liewensmëttel, well Liewensmëttelsécherheet ass fir eis all extreem wichteg. Dir kënnt lech nach drun erënneren, wéi d'Leit am Ufank, oder wéi de Confinement nach net do war, wéi se geduecht hunn, e kéim geschwënn, wéi se d'Hamsterkeef gemaach hunn. Ech soen lech: D'Leit hate Recht. Net wéinst dem Hamsterkeef, mee wéinst der Bedeitung vun der Liewensmëttelproduktioun. An duerfir ass et extreem wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng nohalteg Landwirtschaft, eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun, eng nohalteg Liewensmëttelveraarbechtung erhalen, behalen. An dat geet nëmmen, wa se och rentabel ass.

An deem Sënn hate mir d'lescht Joer hei eng Partie Fuerderunge gestallt, och Motiounen ofstëmme gelooss. Eng Partie sinn der souguer ugeholl ginn! Ech weess awer net, wat geschitt ass.

Duerfir eng éischt Fro: Wéi gesäit et aus mat engem gratis Nohaltegkeetscheck, Klimacheck, Monitoring vun de Betriber? D'Motioun war ugeholl ginn. Genau dëst wär wichteg, fir d'Betriber mat op de Wee ze huelen.

Zweetens: Firwat gesäit d'Regierung net vir, fir all d'Investitiounen an d'Ëmwelt, an de Klimaschutz aus dem betriebleche Plaffong erauszehuelen an esou den Ureiz ze erhéijen, fir där ze maachen?

Wéi gesäit et mat enger konkreeter Ëmsetzung fir all technesch Moossnam - ech hat gesot, „Big Data auf dem Acker" - aus, fir d'Emissiounen ze reduzéieren? All dës Froe kéinte bei der Upassung vum Agrargesetz gekläert ginn. An duerfir soen ech hei am Numm vun der CSV ganz kloer: Mir brauchen eng anstänneg, nohalteg Upassung vum Agrargesetz an net nëmme Gepiddels.

An zur Nohaltegkeet gehéiert och d'Previsibilitéit. An och do muss ech erëm soen: A puncto Klimaschutz ass keng Previsibilitéit do fir d'Landwirtschaft. D'Baueren, d'Landwirtschaft, dee ganze Secteur weess net, wat d'Regierung wëlles huet, fir déi Ziler ze erreechen. Dat ass Gëft fir e Betrib. E Betrib muss plangen. Also mussen hei endlech eng Kéier d'Kaarten op den Dësch kommen. A mir hunn och näischt géint déi Assise-agricolen, déi sinn och extreem wichteg. Mee och do wéisste mer emol gären, dat kann net nëmmen eng Poterronn sinn. Do misst jo dann emol all Kéiers e Bilan gezu ginn a gekuckt ginn: Wat sinn d'Konsequenzen, déi festgehale gi sinn? A wat ass och draus geschitt?

Ech erënnere just nach eng Kéier: Waasserdësch. Jiddweree fuerdert méi Geméis. Ech soen et, ech mengen, ech hunn dat och schonns fir d'x-te Kéier gesot, leider hunn d'Jongsozialiste mech nach net ënnerstëtzt, vläicht maache se dat elo: Mir kréie Geméis nëmmen hin, wa mer genuch a bezuelbaart Waasser hu fir dës Leit.

Wann ech Nohaltegkeet a Landwirtschaft soen, da muss ech dee wichtegste Produktiounsfacteur och hei ernimmen. An dat ass de Buedem! De Buedem ass dee wichtegste Produktiounsfacteur. Mee den Drock ass extreem héich drop, duerch eise Wuesstum, duerch d'Spekulatioun an awer och duerch d'Kompensatiounsmoossnamen. An ech erënneren hei just un d'Zone agricole protégée, déi den aktuelle Landwirtschaftsminister mam deemolegen Ëmweltminister, dat heescht de Romain Schneider mam Marco Schank, an d'Liewe geruff hunn. A mir fannen et wierklech extreem schued, datt dat duerch dës Regierung gekippt ginn ass. Mee vläicht mengt de Romain Schneider awer nach, et wär eng gutt Iddi, an e ka sech vläicht duerchsetzen.

Här President, zur Nohaltegkeet vun eiser Natioun gehéiert och d'Nohaltegkeet vun eiser Europapolitik. An dozou gehéiert och d'Nohaltegkeet bei der Finanzéierung. Mir sinn eis vollkomme bewosst, datt Europa och méi Eegemëttel brauch. Eis Positioun bei de leschte Votten heizou war kloer. Et géif mech awer interesséieren, wat d'Regierung respektiv wat d'DP - déi hat jo gemengt, d'CSV hätt net ëmmer déi selwecht Meenung; ech ka just soen: D'DP ass net besser! -, wat d'DP hei fir eng Meenung huet. Well eis Europaparlamentarier, de Christophe Hansen an d'Isabel Wiseler, hu géint eng Finanztransaktiounssteier a géint eng Digitalsteier gestëmmt, well kee Verweis op d'OECD do war. An ouni eenheetlecht Virgoen um Niveau vun der OECD schuede mer extreem eiser Konkurrenzfäegkeet. An déi ass virun allem awer an der Kris wichteg.

Duerfir froen ech hei: Wéi ass d'Positioun vun der Regierung respektiv vun der DP? Well d'Madamm Semedo ass eiser Meenung, huet also Recht an huet géint d'Finanztransaktiounssteier a géint d'Digitaltax gestëmmt, esou wéi se elo virgesinn ass. Den Här Goerens, Här Premier, huet awer derfir gestëmmt! Also froen ech hei: Wat ass d'Positioun vun der Regierung a wat ass d'Positioun vun der DP?

(Interruptions)

An dann - ech waarden dann op eng Äntwert herno - wëll ech awer och nach soen, als CSV hu mer eng CO_2-Importsteier gefrot, fir eis Wirtschaft ze schützen. Dës CO_2-Importsteier soll opgehuewe ginn op Importer, déi am Prinzip ënner weesentlech manner strengen Emissiounsoplage produzéiert gi sinn. An och hei, Här President, wär et wichteg ze héieren, wéi d'Meenung vun der Regierung ass.

■ **Une voix**.- Do si mir derfir.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Am November ass déi aussepolitesch Debatt. Duerfir wäert ech elo hei net méi virufuere bei der Europapolitik. Ech wëll awer just nach ee Saz soen, well dat awer an der Kris urgent ass. Eis Grenze mat der Belsch, mat Däitschland, mat Frankräich, déi mussen opbleiwen. Mir kënnen eis et net nach eemol leeschten, datt mer Europa hei zoumaachen. An hei erwaarde mer eis wierklech d'Presenz an déi richteg Prioritéite vum Ausseminister an och vum Här Staatsminister.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier sot gëschter zum Schluss: „Et ass elo wichteg, nach méi dacks ze verzichten [...]." Op wat solle mer da verzichten? Op d'Tatsaachen, déi hien am Wunnengsbau scho viru Joren annoncéiert hat? Op eng Klimaschutzpolitik, déi hiren Numm verdéngt? Op eng Steierpolitik, déi Land a Leit weiderbréngt? Op all deene Punkten hu mer eis nämlech richtungsweisend Annoncen erwaart. Mee mir verzichten dann emol drop, well Äntwerten, richteg richtungsweisender, krute mer keng.

■ **Une voix**.- Oo!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Här President, d'Zukunft ass keng Fatalitéit. Et ass ni eng Fatalitéit. Mee d'Zukunft, eng nohalteg Zukunft ass och keen Automatismus, deen einfach esou kënnt, ouni datt een eppes derfir muss maachen. An duerfir brauche mer elo Leadership an der Politik, keng Politik vum Carpe diem, vu Schéiwieder, mee eng vun der Nohaltegkeet, vum Opweise vu Perspektiven, eng vu Planungsssécherheet, eng vu Solutiounen. An egal ob mer elo en Nohaltegkeetsdräieck oder -véiereck hunn, an der Mëtt steet ëmmer de Mënsch, dem Mënsch seng Famill a seng tëschemënschlech Relatiounen. Dat ass essenziell.

An nach eemol, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Als CSV huele mer eis Verantwortung a mir wäerten och weider konstruktiv Proposen erabréngen.

■ **Une voix**.- Wou dann?

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Mir hoffe just, datt d'Arroganz vun der Muecht net weider dozou féiert, datt dës Propose weiderhin ëmmer nëmmen an der Loft zerrappt ginn. Mir ginn d'Hoffnung, wéi gesot, net op. A virun allem, soen ech awer, däerfen d'Leit hir Hoffnung grad elo an dëser Kris net opginn, well, wéi gesot, d'Zukunft ass keng Fatalitéit, mee et muss een der Zukunft entgéintgoen an net just op si waarden.

An ech soen och do, den Triple-A ass dacks genannt ginn: Triple-A jo, mee mir bräichten och en Triple-N fir Nohaltegkeet an en Triple-M fir Mënschlechkeet. Well wa mer u sech zesumme mat de Leit eng Politik vun der Verantwortung maachen, dann, denken ech, kënne mer zesumme dës Kris packen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen.

■ **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Premierminister freet d'Wuert.

6. Ordre du jour

■ **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech hunn eng technesch Fro: Ech hat lech matgedeelt, dass ech muer Conseil européen zu Bréissel hunn. Ech weess, dass den État de la nation ganz wichteg ass. An dowéinster hunn ech och schonn zu Bréissel Bescheed gesot, dass ech an der Réunion préparatoire an der Mëttesstonn net kann derbäi sinn. Ech kréien elo just, wann ech der Madamm Hansen nogelauschtert hunn, matgedeelt, dass nach op d'mannst dräi Riedner vun der CSV muer schwätzen.

(Brouhaha)

Kënne mir haut den Owend net méi laang siegéieren, Här President, fir dass ech awer muer kann zu Bréissel onst Land vertrieden an och déi Aarbecht maachen, fir déi Sujeten, déi do sinn, déi wichteg sinn, och kënnen ze vertrieden? Ech mengen, dass et wichteg wier, dass mer haut den Owend dann net just siwe Riedner hunn, wann et der muer op d'mannst - op d'mannst! - nach eng Kéier sou vill sinn. Ausser ech hunn d'Garantie ...

Ech wëll muer, aus Respekt vis-à-vis vun der Chamber, nämlech och kënnen äntweren op déi Positiounen, déi geholl gi sinn. An ech mengen, dowéinster wier et vläicht besser, dass et haut den Owend da méi laang géif goen, wéi muer net an de Conseil ze goen.

Ech weess, dass d'Madamm Hansen gesot huet, dass den État de la nation méi wichteg wär wéi de Conseil européen an der Conférence des Présidents. Fir mech kann et awer net sinn, dass een, och wann den Owend dann deen een oder deen anere vläicht en Engagement huet, dann op eng Kéier alles ofbrécht. Ech mengen, an der Dignitéit vun der Aarbecht, déi mer hunn, Här President, wier et opportun, dass et vläicht haut den Owend méi laang geet a mer sécher d'Garantie hunn, dass muer onst Land och zu Bréissel ka vertruede sinn, wann do och e wichtegen Agenda um Ordre du jour steet fir onst Land.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Premierminister. D'Madamm Hansen freet direkt d'Wuert.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Mir haten an der Conférence des Présidents dat hei genau sou festgehal. Mir hunn och gesot gehat, well den Här President hat eis virgewarnt, datt Dir misst op Bréissel goen, do hu mir just gesot: „Mee Dir hutt den Datum festgehal vum État de la nation, vun dëser Debatt!" Mir hate se jo och schonn am Juli gefrot. Mir hu se net festgeluecht. A mir hunn ofgemaach, dass mir déi éischt Riedner elo färdeg maachen, a mir fänken da muer de Moien un. Mir hunn och duerfir elo schonn extra um hallwer Zwou ugefaangen. Mir fänke muer de Moien och extra um 8 Auer un. Fir eis, zumindest fir eis Spriecher, ass et elo net esou, mir wäerten elo net den Owend nach mat engem zweeten ufänken.

■ **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech huelen dat zur Kenntnis, Här President, dass et méi wichteg ass, op der Tëlee ze sinn, wéi zu Bréissel present ze sinn.

■ **Plusieurs voix**.- O!

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Dir hutt de Planning festgehal!

(Brouhaha)

Dir hutt de Planning ...

(Brouhaha et interruptions)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- D'Madamm Hansen.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ech sinn hei direkt ugeschwat ginn. An ech fannen dat do definitiv eng richteg Frechheet!

Mir kéinten ...

(Brouhaha)

Mir ginn den Owend bei RTL. Mee onofhängeg dovunner hätte mir gesot: Nee! D'Riedner kënne schwätzen, och wann ech net hei sinn. Mee onofhängeg dovunner wëlle mir an hu mir festgehal, dass mir ee Riedner duerchhuele bei all Fraktioun, bei all Sensibilité politique, a mir wäerten eis dorunner halen!

A wéi gesot, ech widderhuelen et nach eng Kéier: Mir hunn et an der Conférence des Présidents esou gesot a mir hunn och do festgehal, datt Dir den Datum festgehal hutt vun dësen Debatten, an deen hätt Dir jo och kënnen am Virfeld änneren!

■ **Une voix**.- Gutt!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools. Mir wäerte mol probéieren, wéi wäit datt mer haut kommen. An da gesi mer am Laf vum Dag weider. An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Baum.

(Brouhaha)

Den Här Baum huet d'Wuert.

7. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

■ **M. Gilles Baum** *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss lech éierlech soen - dat

wäert Iech awer net iwwerraschen -, dass ech erstaunt sinn a mech wonneren iwwer verschidden Aussoen, déi elo grad hei vun de Kolleege vun der CSV gemaach gi sinn, mat deenen ech natierlech net averstane sinn. An ech profitéieren elo vun der Geleeënheet, fir dorobber ze reagéieren, well et si virun allem d'Vertrieder vun enger Partei, déi säit Wochen an Deeg net fäerdeg ginn, quasi ëmmer dee selwechte Message an de Mikro ze ginn, an zwar soe se, dass dës Regierung géif vill ze vill Scholde maachen an dass mer d'Staatsfinanzen net am Grëff hätten.

An de President vun där Partei ...

(Brouhaha)

De President vun där Partei huet d'Regierungsaarbecht souguer als Larifari-Politik bezeechent!

Jo, et stëmmt, ...

(Brouhaha)

... mir hu Scholde gemaach. Mir hu Scholde gemaach!

(Brouhaha)

Maacht Iech keng Suergen. Maacht Iech keng Suergen dohannen am Eck!

Une voix.- Loosst den Här Baum schwätzen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Maacht Iech keng Suergen. Mir hu Scholde gemaach. An ech géif de Vertrieder vu genau där doter Partei e puer Froe stellen: Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass d'Leit hir Aarbechtsplaz behalen an net an de Chômage falen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass eis Betriber iwwerliewen an net an d'Faillite falen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Hätt d'CSV net mat alle Mëttelen derfir gesuergt, dass dat soziaalt Netz nach méi enk gestréckt gëtt, fir grad deenen ze hëllefen, déi et am battersten néideg hunn?

An ass et fir d'CSV Larifari-Politik, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat do hu mer net gesot!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... wa mer haut scho Weiche stellen, wa mer haut scho Weiche stelle fir e bessert Lëtzebuerg, andeems mer Joer fir Joer Rekordzommen an eis Infrastrukturen investéieren?

Duerfir froen ech Iech: Sot de Leit dobausse kloer an däitlech, wat Der anescht gemaach hätt! Mir stinn op alle Fall zu all deene Mesuren, déi mer geholl hunn, zu all deem, wat bis elo geleescht ginn ass, fir dës Kris ze iwwerstoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem Zweete Weltkrich ...

(Brouhaha)

... hu mir hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Kris méi matgemaach, wéi mer se grad erliewen. Fir an esou enger Zäit eng Regierung ze kritiséieren, well se Scholde mécht, fir Aarbechtsplazen ze retten, fir d'Ekonomie erëm unzekuerbelen a fir de Mënschen a sanitärer a sozialer Nout ze hëllefen, dat ass Äert demokratescht Recht.

Mee fir et nach eng Kéier kloer ze soen: Dës Kris ass net eriwwer! An de Virus wäert och net iwwer Nuecht verschwannen. An d'Auswierkunge vun där Pandemie op eis Ekonomie, déi hu grad eréischt ugefaangen, a mir si grad eréischt amgaangen, déi ganz Auswierkunge kënnen anzeschätzen.

De Coronavirus stoung net am Koalitiounsaccord. D'Pandemie an hir Repercussiounen, déi huet kee virausgesinn, keen heibannen an, ech mengen, och keen am Rescht vun der Welt. Covid-19 huet all Land kal erwëscht. Mee déi eng si mat der Situatioun besser eens gi wéi déi aner. An och wa mer matzen dra sinn an d'Kris net eriwwer ass, mengen ech, dass mer kënnen en Têschebilan zéien. An ech mengen, dass mer zu Lëtzebuerg souwuel an der Lutte géint déi sanitär Kris wéi och an der Lutte géint déi ekonomesch Kris als Musterschüler kënnen dohigestallt ginn.

Kee Land op der Welt test esou vill wéi Lëtzebuerg. An duerch de Large-Scale-Testing si mir absolutte Virreider am fréien Detektéieren, besonnesch bei asymptomatesche Coronaerkrankungen. An elo kënnen nach esou vill Länner eis wéinst eisen Efforten op rout Lëschte setzen, dat wäert eis net dervunner ofhalen, dat ze maachen, fir esou vill Leit wéi méiglech ze testen, well nëmmen esou kënne mir onkontrolléierbar Infektiounsketten duerchbriechen a Mënscheliewe retten.

Jo, de Large-Scale-Testing kascht och Suen, dee wäert 95 Millioune Euro kaschte bis de Mäerz 2021. Mee ech froen nach eng Kéier hei an d'Ronn: Wien hätt dat refuséiert, fir déi Suen ze investéieren an doduerch Mënscheliewen op d'Spill ze setzen?

Nieft dem Large-Scale-Testing hu mer och d'Réserve sanitaire massiv verstäerkt mat 1.500 Reservisten, déi sech aus Dokteren, Infirmièren, Kinéen, Podologen, Osteopaten, Psychiateren, Apdikter an och Medezinnstudenten zesummesetzen.

Nom Confinement huet d'Regierung séier reagéiert an EU-wäit den ëmfangräichste Stabiliséierungsprogramm fir d'Wirtschaft op d'Bee gestallt. Iwwer 10 Milliarden Euro goufen deblockéiert. A jo, si goufen och zum Deel iwwer Scholde finanzéiert. An ech kommen dann nach eng Kéier zréck op deen Apel fir den Duuscht, dee meng Virriednerin virdrun ernimmt huet. Abee, wa mir en Apel fir den Duuscht gehat hätte vun iwwer 10 Milliarden an eise Keesen, da géif ech nawell ganz gäre wëssen, wou d'CSV an deene leschte siwe Joer, wou si net an der Regierung war, gespuert hätt, fir déi 10 Milliarden hei zesummenzebréngen.

Et ass gesot ginn, et wär näischt do gewiescht. Dat ass falsch. 2018 ware Reserven do. 2019 ware Reserven do. An ech däerf d'CSV un déi dräi Amendementer erënneren, déi se am Kader vum Budget d'lescht Joer presentéiert huet, déi hätte Milliounen a Milliounen kascht. An déi géifen eis haut och nach weider feelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Eleng 870 Millioune si bis elo an de Chômage partiel gefloss, dee batter néideg war, fir Dausenden Aarbechtsplazen ze retten.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma och de Betriber an den Independanten hu mer séier ënnert d'Äerm gegraff mat Hëllefe vun 200 Milliounen Euro.

De Stabiliséierungsprogramm war awer just en éischte Pak, fir eis Ekonomie erëm unzekuerbelen. A mam Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg" hu mer nach eng Kéier ronn 800 Milliounen Euro virgesinn, fir d'Leit an der Aarbecht ze halen, fir de lokale Commerce, den Tourismus an déi lokal Gastronomie ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A Krisenzäite leide virun allem déi ënnert den negative Konsequenzen, deenen et scho virdrun net ganz gutt gaangen ass. An duerfir huet d'Regierung alles gemaach, fir dat soziaalt Netz nach méi enk ze spanen. „Mir loosse keen am Ree stoen!", huet de Premier Xavier Bettel am Ufank vun der Kris versprach. An en huet Wuert gehalen. Mir hunn d'Allocation de vie chère fir dëst Joer verduebelt. Mir hunn d'Loyere bis un d'Enn vum Joer agefruer a mir hunn de CEDIES fir d'Studenten erweidert.

Mir hunn och derfir gesuergt, dass keen an dëse schwéieren Zäite muss tëschent sengem Beruff a senger Famill wielen. A mir hu massiv investéiert an de Congé pour raisons familiales a mir hunn de Congé pour soutien familial agefouert.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wëllt d'CSV de Leit soen, dass si dës Mesuren net ëmgesat hätten, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hunn déi jo ënnerstëtzt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... well mir zu dësem Moment schonn ze vill Scholden hunn?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, Dir hutt net nogelauschtert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert!

Ech kommen nach, maacht Iech keng Suergen, ech kommen nach op Iech zréck.

(Brouhaha)

D'Kris huet ...

(Interruption)

Jojo, ech freeë mech drop!

D'Kris huet och besonnesch déi Jonk getraff, déi dëst Joer hir Formatioun an hire Studium ofgeschloss hunn. An dësen onsécheren Zäiten zécke vill Betriber, fir nei Leit anzestellen. D'Regierung ënnerstëtzt déi Jonk mat enger ganzer Rei Mesuren, fir dass si dës Zäit esou gutt wéi méiglech iwwerbrécke kënnen. Esou gouf zum Beispill de Stage de professionnalisation temporaire och op déi ënner 30-Järeg ausgebaut, de Contrat de réinsertion emploi fir déi 30- bis 45-Järeg opgemaach an de Staat rembourséiert hei d'Part patronale.

Mir hunn och alles derfir gemaach, dass déi Jonk och dëst Joer kënnen eng Léierplaz fannen, ënner anerem mat enger Prime unique fir d'Betriber mat Ausbildungsplazen. De Bildungsminister Claude Meisch huet iwwerdeems den Diplom + agefouert. An d'Zil vun där Formatioun ass et, fir jonke Leit eng Perspektiv um Aarbechtsmaart respektiv e Studium unzebidden. Mat enger Première aus dem Classique, aus dem General oder enger Formation du technicien kann ee sech vu Mëtt Oktober u weiderbilde loossen.

Fir d'DP ass a bleift et eng absolutt Prioritéit, dass eis jonk Leit déi beschtméiglech Qualifikatioun kréien, fir gutt an hiert Beruffsliewe starten ze kënnen. A mat der Initiativ Future Skills maache mir, dass all Demandeur d'emploi mat enger zilgeriichter Formatioun an engem praktesche Stage vu sechs Méint seng Kompetenze stäerken an nei Kompetenzen entwéckele kann. A fir dass déi Schüler, déi souwisou scho schoulesch Problemer hunn a mat deene kämpfen, duerch d'Pandemie net nach méi hannendra geroden, huet den Educatiounsminister virun der Rentrée gratis Nohëllefsstonnen ugebueden.

(Brouhaha)

Une voix.- Sch!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just déi Mesuren opgezielt, déi an de leschte Wochen a Méint am Kader vun der Coronapandemie ëmgesat gi sinn. Mee selbstverständlech sti mir och weiderhin zu där Politik, déi mir an deene Jore virum Virus gemaach hunn. Mir stinn zu eise Rekordinvestitiounen, déi mir an deene leschte Joren an eis Infrastrukture gestach hunn. Mir stinn zu eiser Sozialpolitik, mat där mir ville Leit an Nout déi néideg Ënnerstëtzung kënne ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir stinn zu eiser Familljepolitik, mat där mir et de Leit erméiglechen, hire Beruff an hir Famill besser ënner een Hutt ze kréien, a mir stinn zu eiser Educatiounspolitik, mat där mir deene Jéngste vun Ufank un déi bescht Startchancë ginn, fir an d'Liewen eranzekommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A jo, dës Politik huet Sue kascht an deene leschte Joren, an dozou sti mir. Mir stinn derzou, dass mer an d'Mënschen zu Lëtzebuerg investéiert hunn. Mir stinn derzou, dass mer Dag fir Dag an d'Liewensqualitéit investéieren, a mir wäerten eis sécher net fir dës Mesuren entschëllegen!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A jiddwereen, deen d'Regierungsaarbecht aus de leschte Joren als Larifari-Politik bezeechent, soll riichteraus soen, wéi eng vun deene Mesuren net ëmgesat hätt a wéi eng Mesuren dass e géif zréckhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Elo geet et net nëmmen duer, de Mëndchen ze spëtzen, elo gëtt et och Zäit fir ze päifen.

Une voix.- Bravo!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sot eis kloer an däitlech, ...

(Brouhaha)

Sot eis kloer an däitlech, ob Dir géint d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 100 Euro netto sidd an ob Der dergéint sidd, dass déi Leit, déi déi mannste Congésdeeg hunn, e weidere Congésdag derbäi kritt hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech weess net, wat dat do mam État de la nation ze dinn huet.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma ganz vill!

Une voix.- Ma ganz vill.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma ganz vill huet dat mam État de la nation ze dinn.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Ma ganz vill! Dat ass d'Politik vun der Regierung, ...

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also, et kann een awer net ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- ... déi mer hei diskutéieren.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et kann een net de Parteipresident op de Fernsee ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat heescht, et dréit sech alles ëm d'CSV?

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... schécken an da mengen, déi aner Leit géifen net drop reagéieren.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dir schwätzt eis hei vun der DP an der CSV a mir schwätzen iwwert d'Realitéit vum Land!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Voilà!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass den Ënnerscheed!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint d'Erhéijung vun der Subvention loyer? Sidd Der géint déi sozial gerecht Steierreform virun allem fir déi Leit mat klengen a mëttlere Revenuen?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wësst Der net, wéi mer gestëmmt hunn?

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint dee méi flexibelen a besser bezuelte Congé parental? Et ass eng Steierreform komm, ech weess net, ob Der dat matkritt hutt, am Joer 2017.

Sidd Der dergéint, dass d'Pappen direkt kënnen zéng Deeg no der Gebuert bei hirem Puppelche bleiwen? Sidd Der géint 20 Stonne gratis Kannerbetreiung a géint gratis Schoulbicher?

Une voix.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Sidd Der géint den Ausbau vum Tram, géint de Bau vu Contournementen? Sidd Der géint den Ausbau vu Schoulinfrastrukturen? Sidd Der géint de gratis ëffentlechen Transport ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sidd Dir derfir, fir 100 Millioune fir Join an de Sand ze setzen?

Une voix.- D'DP, d'Dergéint-Partei.

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... an den Ausbau vum Transport am ländleche Raum?

(Brouhaha)

Jo, jo, et gëtt nach ..., ech kommen och nach zu Iech, Här Lies, maacht Iech keng Suergen.

Wann d'CSV all déi Mesuren, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, als Larifari-Politik bezeechent, da soll se och esou éierlech mat dem Wieler sinn an deem genau soen, wat se no den nächste Wale géif réckgängeg maachen oder wat se net gemaach hätt.

Här President, ech ginn elo just ganz kuerz op d'Situatioun vun der Staatsschold an, well mäi Kolleeg André Bauler, de President vun der Finanzkommissioun, dat wäert méi am Detail beliichten.

Wat mech un der aktueller Situatioun an haaptsächlech un der Diskussioun stéiert, dat ass déi onnéideg Angschtmaacherei an och déi onnéideg Panikmaacherei op Basis vu falschen Zuelen a vu falschen Aussoen.

Ech wëll duerfir ganz kuerz op e Commentaire um 100,7 verweisen. Ech zitéieren: „Et gëtt net gezéckt, fir emol e wéineg un den Zuelen ze dréien, wann d'Situatioun vun de Staatsfinanzen net schlecht genuch ass, fir Panik ze verbreeden."

Ech fannen et scho spektakulär, wann op eemol probéiert gëtt, d'Meritte vum Finanzminister Pierre Gramegna ënnert den Dësch ze kieren. Ëmmerhi war et dës Regierung, déi d'Staatsfinanze sanéiert huet. A wann déi Coronakris net komm wär, an déi huet keen heibanne sech erausgesicht an och keen dobaussen, dann hätte mir d'Budgetsjoer 2020 mat engem décke Plus ofgeschloss.

D'Confiance vun de Ratingagencen a vun de Finanzmäert an eist Land ass esou grouss, dass et nëmmen eisen Triple-A weider garantéiert ass, mee dass mer mëttlerweil souguer kënne Suen zu negativen Zënse léinen. Dir braucht Iech just d'Situatioun an eisen Nopeschlänner unzekucke fir ze gesinn, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, notamment duerch déi exzellent Aarbecht vum Finanzminister Pierre Gramegna, nach ëmmer aussergewéinlech gutt ass, och wann d'Staatsschold klëmmt. Jo, Enn vum Joer wäert d'Staatsschold dach un déi 27,4 % par rapport zum PIB kommen an am Ufank vum Joer louche mer bei 22 %.

Vergläicht een dës Zuele mat Däitschland, engem Land, wat jo awer traditionell als Antischoldeland gëllt, da muss ee feststellen, dass deenen hir Staatsschold am Ufank vum Joer knapps ënner 60 % louch an haut si si bei 75 % vum PIB. A si hunn nach 96 Milliarden nei Scholde fir dat nächst Joer ugekënnegt.

Här President, mir maachen net Scholden, fir Scholden ze maachen. Mir maache Scholden, well mer déi Suen dréngend brauchen, fir Schlëmmeres ze verhënneren. An all Euro, dee mir haut spueren, dee musse mir muer duebel an dräifach zréckbezuelen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ënnerhält een näischt, da riskéiert een, dass Deeler vun eiser Gesellschaft um Enn als grouss Verléierer vun der sanitärer Kris dostinn. Dat si virop déi Jonk, déi keng berufflech Perspektiven hunn. Et si Leit, déi hir Aarbecht verléieren a vun haut op muer ëm hir Existenz musse fäerten. An et betrëfft an éischter Linn déi sozial méi schwaach gestallte Leit, déi scho Krämpes hunn, um Enn vum Mount déi zwee Enner zesummenzekréien.

A genau dat, genau dat, Kolleeginnen a Kolleegen, däerfe mer net zouloossen. Mir däerfen de sozialen Zesummenhalt hei am Land an hei an eiser Gesellschaft net op d'Spill setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat kënne mir eis net erlaben, a scho guer net an Zäiten, wou et op jiddwereen ukënnt, fir dës Kris ze bewältegen. An et kann een der Regierung net oft genuch Merci soen, dass si vun Ufank un derfir gesuergt huet, fir déi sozial Konsequenze vun dëser Kris, esou gutt wéi et geet, ofzefiederen, fir dass d'Leit kënnen an engem Aarbechtsverhältnis bleiwen an dass se net den Teppech ënnert de Féiss ewechgezu kréien.

Jo, dat huet Sue kascht, mee dat war noutwendeg! D'Striewen no sozialer Gerechtegkeet ass awer net eng Begleeterscheinung eleng vun der Coronakris. Nee, scho laang virdrun hat dës Regierung sech déi sozial Gerechtegkeet op de Fändel geschriwwen. An ech hu virdrun eenzel Mesuren opgezielt. An dës Regierung brauch sech wierklech net ze verstoppen, wann et ëm all déi Moossname geet, déi geholl gi sinn, fir dat soziaalt Opfänknetz nach méi enk ze strécken. E Bléck an de Koalitiounsaccord geet duer fir ze gesinn, dass d'Regierung an deem Beräich nach weider wëllt noleeën. An déi sozial Gerechtegkeet wäert sech och weider wéi e bloe Fuedem duerch d'Regierungspolitik zéien.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, de leschte Samschdeg war de Weltdag vun der mentaler Gesondheet. Et ass en Dag, wou et dréms geet, fir d'Leit ze sensibiliséieren an de Stigma vu psychesche Krankheeten a Problemer ze bekämpfen. Dës wichteg Aktioun huet dëst Joer un neier Bedeitung gewonnen. D'Coronakris huet nämlech aussergewéinlech Moossname vun eis verlaangt, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. Mir hunn eis musse physesch vuneneen distanzéieren, fir eis Matmënschen ze schützen. Dat huet bis haut en déifgräifenden Impakt op eis sozial Kontakter an op eisen Ëmgang ënnerteneen.

Vill Erwuessener a Kanner kämpfen elo net nëmme géint de Virus, mee si kämpfen och mat hiren Ängschten, hirer Veronsécherung an hiren Zweifel. D'mental Gesondheet muss eis an den nächste Méint eng gesondheetlech Prioritéit sinn. Mir mussen den Tabu briechen an och d'mental Gesondheet vun eiser Gesellschaft offen uschwätzen an thematiséieren.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet e permanenten Theema am politeschen Debat muss sinn. A wann et nëmmen ass fir ze iwwerpréiwen, ob all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, nach ugepasst an zilféierend sinn.

A vläicht war ech aus deem Grond manner iwwerrascht wéi vläicht verschidden anerer, wéi ech iwwert de Summer eng Pushnoriicht kritt hunn, wou de President vun der CSV sech bekannt huet zur Verméigenssteier an zur Ierfschaftssteier.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss soen, ech fannen dat absolutt ...

(Brouhaha)

Ech fannen dat absolutt ...

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Nee, mir brauchen eis net mat eis selwer ze beschäftegen, mir halen zesummen, Madamm Hetto. Mir brauchen eis net mat eis selwer ze beschäftegen. Ech wëll lech soen: Ech fannen et absolutt legitimm, dass e Politiker seng Iddien a seng Usiichten op den Dësch leet! Dat férdert de politeschen Debat a soll an enger Demokratie och dat Normaalst vun der Welt sinn.

Wann een als President vun der CSV fir d'Aféierung vun enger Verméigenssteier ass, da soll een dat och soen!

(Brouhaha)

Wann een och nach fir d'Ierfschaftssteier an éischter Linn ass, an direkter Linn, da soll een dat och kënne soen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech mengen, ech hunn lech d'Meenung vun der CSV gesot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss lech awer soen, dass ech ëmsou méi iwwerrascht war, wéi ech e puer Stonnen drop déi zweet Noriicht op mengem Handy gelies hunn, an ech hu mech gefrot, wéi déi gréisste Volleksspartei hir Positioun esou séier kann änneren, ëm 180 Grad. Mëttes derfir an am spéiden Nomëtten dergéint. Ech mengen awer op alle Fall, dass d'Leit d'Recht hunn ze wëssen, firwat ee steet, a grad an dësen Zäiten. An d'Madamm Hansen huet eis virdrun hei gesot, firwat dass si steet. Ma ech waarden dann elo op déi drëtt Pushnoriicht op mengem Handy.

(Interruption)

Ech kann lech awer am Numm vu menger Partei, am Numm vun der Demokratescher Partei, kloer an däitlech soen, dass et mat der DP weeder wäert zur Aféierung vun enger Verméigenssteier nach zur Aféierung vun enger Ierfschaftssteier an direkter Linn kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dat sinn an dësem Moment ...

(Brouhaha)

Dat sinn am Moment déi falsch Instrumenter, fir d'Ekonomie ze relancéieren. Nei Steiererhéijungen, dat wär Gëft fir eis Wirtschaft! De Premier huet dat gëschter gesot. An d'Regierung huet et ënnerstrach. A virun allem riskéiert een ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech si frou, dass der eis Meenung ënnerstëtzt.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Virun allem riskéiert ee mat enger ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir hutt eis awer nach net gesot, wéi et mat der Transaktiounssteier ass bei lech.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ëmmer cool bleiwen, Madamm Hansen, ëmmer cool bleiwen!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech wollt just Froe stellen!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Virun allem riskéiert een, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat war op alle Fall eng cool Äntwert!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... mat enger Ierfschaftssteier an direkter Linn net déi ze treffen, déi een eigentlech viséiert.

(Brouhaha et interruptions)

Dat wär jo, ...

Majo eis och!

(Interruption)

Dat wär jo anscheinend net d'Bomi, déi hire Kanner eppes iwwerloosse wëllt, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Probéiert net ofzelenken.

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... mee dat wieren déi richteg Déck. Ma ech kann lech soen: Wann d'Bomi an de 60er Joren en Haus op der Cap gebaut huet an ofbezuelt huet, ech kennen do Leit, dann ass si haut eng Millionärin. Jo, si ass Millionärin. Et stellt sech just wierklech d'Fro, wéi een de Räichtum da kann definéiere respektiv wéi héich den Abattement misst sinn, fir ze ënnerscheeden tëschent deenen Décken an deene manner Décken.

Wéi gesot, fir d'DP kënnt et net a Fro, fir zu dësem Zäitpunkt nei Steiererhéijungen anzeféieren, fir d'Staatskeesen ze fëllen, weeder fir d'Betriber nach fir d'Privatleit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'DP steet par contre nach ëmmer zu hirem Verspriechen, fir eise Steiersystem zu Lëtzebuerg méi modern ze maachen. An elo, wou mer nach laang net dat definitiivt Ausmooss vun de Wirtschaftsschied kennen, ass et an eisen Ae mat Sécherheet net dee richtege Moment, fir vun enger grousser Steierreform ze schwätzen. An ech brauch lech net ze verstoppen, dass duerch d'Coronakris den Handlungsspillraum vill, vill, vill méi kleng ginn ass.

Mir bleiwen awer derbäi, dass mir e Steiersystem brauchen, dee kee wéinst sengem Liewensmodell benodeelegt. Et muss dem Staat egal sinn, ob ee bestuet ass, gescheet, gepacst, alengerzéiend, Wittmann oder Wittfra. Als DP sti mir och weiderhin zu deem Prinzip. An ech begréissen d'Annoncen, déi de Premier gëschter an de Finanzminister haut gemaach hunn, fir méi Steiergerechtegkeet.

Sou wéi et am Regierungsaccord festgehale ginn ass, ginn éischtens d'FISen, déi ominéis Fonds d'investissement spécialisés, reforméiert, fir d'Deriven am Wunnengsbau ofzeschafen. Zweetens gëtt och de Regimm vun de Stockoptions an de Warranten auslafe gelooss. Dozou e puer Remarken.

D'Stockoptions goufen 2002 agefouert a si ware geduecht, fir den Entreprisen en Outil ze ginn, fir Talenter op Lëtzebuerg unzezéien. Déi avantagéis Besteierung vun de Stockoptions huet de System attraktiv gemaach. Well et awer hei zu enger ganzer Rei Abuse komm ass, gesäit de Koalitiounsaccord vir, dass se sollen ofgeschaaft ginn. Mir zéien elo eng Noutbrems bei engem System, deen am Laf vun der Zäit ëmmer méi mëssbraucht ginn ass.

Als DP si mer der Meenung, dass de Standuert Lëtzebuerg muss attraktiv bleiwen, fir Talenter, fir Kompetenzen, fir Knowhow, fir Startuppen, fir Kaderen a fir Manager heihinner unzezéien. Dat war jo och u sech de Kärgedanken, wéi d'Stockoptions agefouert gi sinn. A mir däerfen net vergiessen, dass mir dës Leit alleguer brauchen an eiser Wirtschaft, Leit, déi mat hirer Firma heihinner kommen an Aarbechtsplaze schafen, an déi Leit kommen net nëmme wéinst dem schéine Wieder.

Duerfir ass et gutt, dass d'Stockoptions net ersatzlos gestrach ginn, mee duerch e méi gerechte Kader, duerch méi gerecht Mesuren ersat ginn, wéi d'Participatioun um Benefiss am Betrib, an deem ee schafft, wéi et jo de Moien hei erkläert ginn ass.

Ech mengen, ech drénke mol nach eppes.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Coronavirus a säi wirtschaftlechen Impakt hu wärend de leschte Méint d'Aktualitéit dominéiert. Mee hannert deene groussen Erausfuerderunge verstoppt sech eng vill méi grouss Kris, eng aner Kris, där hir Dimensiounen an hir Auswierkungen nach vill méi gewalteg wäerte si wéi dat, wat mer bis elo erlieft hunn. De Premier huet beim leschten État de la nation vun Urgence an der Lutte géint de Klimawandel geschwat. An engems huet en ënnerstrach, dass et eng absolutt Prioritéit ass vun der Regierung, fir d'Zil vu maximal annerhallwem Grad vum Paräisser Ofkommes ze erfëllen.

Haut, ee Joer méi spéit, huet sech un dësem Zil näischt geännert. Ech hu gesot: Eng aner Kris verstoppt sech hannert der Coronapandemie! Mee dat ass eigentlech net dat richtegt Wuert, well de Klimawandel ass scho laang amgaangen, direkt virun eisen Aen, a jiddweree vun eis erlieft dëse Changement hautno.

2020 war, no 2018 an 2019, erëm en aussergewéinlech dréchent a waarmt Joer. A wärend d'Hëtzt d'Mënschen dobausse geplot huet, huet d'Natur besonnesch mat deenen Dréchenten ze kämpfe gehat. Vläicht ass et lech d'selwecht gaange wéi mir, mee ech hu schonn am Juni festgestallt, wéi dier verschidde Beem an eise Bëscher dobausse waren. Et huet mer op en Neits virun Ae gefouert, wéi staark d'Natur, an dësem Fall eis Bëscher, vun der Äerderwiermung betraff sinn. Dat ass just ee Beispill, dat weist, wéi schlecht dass et eise Bëscher geet. De Borkenkäfer verbreet sech säit Joren ëmmer méi staark, soudass d'Biologe soen, dass d'Fichte keng Zukunft méi a Mëtteleuropa hunn.

An d'Zuele schwätzen och eng ganz kloer Sprooch. Just nach 13 % vum Lëtzebuerger Bësch ginn als gesond ugesinn. Déi grouss Majoritéit vun de Beem si liicht, mëttel oder schwéier beschiedegt. Dat ass en Trend, dee riskéiert, sech an Zukunft zouzespëtzen. An duerfir sollte mir alles maachen, fir nei Beem an nei Hecken unzeplanzen an eis Bëscher erëm mat gesonde Beem opzeforsten.

De Reebësch, dat wësst Der, de Reebësch am Amazonas brennt. A Schwede gëtt et eng Campagne 3 fir 1. Ech schloe vir, fir all déi Beem, déi futti sinn, erauszehaen an dräi neier ze planzen. Déi futtis Beem aus de Bëscher eraushuelen, dräi neier planzen. Dat wär eng konkreet Mesure fir Klimaschutz a fir méi Nohaltegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Awer eis Bëscher si just ...

Une voix.- Vergiesst se just net ze netzen!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... en Deel vum Bild. An awer gesi mer un hirem Zoustand, dass de Klimawandel näischt Abstraktes wäit ewech an der Zukunft ass. Nee, mir si mattendran.

Elo ass et awer bei Wäitem net esou, wéi wann dës Regierung misst dorunner erënnert ginn, fir konkreet Klimapolitik ze maachen. Mam Klimaplang huet Lëtzebuerg sech ambitiéis Ziler ginn. An och do virdru si scho wichteg Akzenter gesat ginn, fir d'Transitioun zu engem méi nohaltege Gesellschaftsmodell virunzedreiwen, ze beschleunegen.

An trotz allen Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, bitt d'Coronakris fir eis als DP och nei Méiglechkeeten. Mir hunn zum Beispill erlieft, wéi séier sech den Teletravail am Confinement duerchgesat huet. Vill Leit hunn op eemol mussen am Teletravail sinn, a mir hu gesinn, wéi séier dass dat konnt funktionéieren.

D'DP war scho laang dervun iwwerzeegt, dass een oder zwee Deeg Homeoffice d'Woch net nëmme gutt si fir de Klima, mee och fir d'Mobilitéit a fir de lokale Commerce.

Déi effikassten Approche ass per se, fir den onnéidege Stroosseverkéier ze ënnerbannen. An duerfir hätte mer gären e gereegelte Kader fir méi e breet Notze vum Teletravail grad ewéi déi nei néideg Ureizer, dass d'Firme méi dervunner profitéieren.

Och d'Stäerke vu Coworkingstrukturen, virun allem an der Grenzregioun, an eng méi staark Dezentraliséierung vun de Verwaltungen an Entreprisë sinn essenziell fir d'DP. D'Regierung huet och an hirem Relancepak „Neistart Lëtzebuerg" genee déi richteg Decisioune geholl, andeems si d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisë mat nohaltegen Akzenter kombinéiert huet.

Dobäi wëll ech preziséieren: Net nëmmen d'Subventioun fir Véloen ass gehéicht ginn, mee och fir emissiounsfräi Autoen, Camionnetten, fir déi energeetesch Sanéierung an déi erneierbar Energien. An et ass eng nei Subventioun fir Luedstatiounen agefouert ginn. Staark Ureizer fir eng ëmweltbewosst Politik, dat ass fir d'DP pragmatesch Klimapolitik. Mat de Leit a fir d'Leit. A Klimapolitik kann nëmme fonctionéieren, wa mer d'Leit alleguerte mat u Bord huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An deem Kader sinn der DP besonnesch dräi Saache wichteg. Éischtens: D'Klimapolitik muss sozial sinn. Et kann net sinn, dass besonnesch déi Leit, déi méi e klenge Portmonni hunn, vun der Präisdeierecht zousätzlech getraff sinn, wa se kee Spillraum hunn, fir op Alternativen ëmzeklammen. Vum nächste Joer u wäert eng Tonn CO_2 20 Euro kaschten. An ech wëll direkt ënnerstraichen, dass et hei net dréms geet, fir d'Leit ze schikanéieren oder de Staatsbeidel ze fëllen. Nee, et geet dréms, fir Verantwortung am Kampf géint de Klimawandel ze iwwerhuelen. Wien an Zukunft méi consomméiert, dee muss och méi bäileeën, fir d'Schied un der Natur ze decken. Et ass de klassesche Prinzip vum Pollueur-payeur.

Mir hunn eis derfir agesat, dass déi Recetten nees direkt un d'Allgemengheet ginn. D'Hallschent lant direkt bei deenen, déi et am meeschte brauchen, deene Stéit mat de klenge Portmonnien. Si sollen also duerch d'CO_2-Tax keng Kafkraaft verléieren. Dat geschitt duerch d'Aféierung vun engem neie Steierkreditt, engem Crédit d'impôt, an och iwwert d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Mir hëllefen also deenen, déi et am meeschte brauchen. Déi aner Hallschent vun de Recettë gëtt a konkreet Klimaschutzmesuren investéiert. E groussen Deel dovu geet indirekt un d'Leit zréck, an zwar a Form vu Subside fir energeetesch Sanéierung, fir Autoe mat niddregen Emissiounswäerter respektiv fir Fotovoltaik.

Zweetens: D'Klimapolitik muss pragmatesch sinn. Do ass keng Plaz fir Ideologien. Et huet kee Wäert, d'Leit wéinst eppes ze bestrofen, wa se keng Alternativen hunn. Dowéinst, wa Bensinn an Diesel manner attraktiv ginn, da gi gläichzäiteg d'Investitiounen an den ëffentlechen Transport héich gehalen, de Chargy-Reseau gëtt ausgebaut an de Kaf vun emissiounsfräie Gefierer gëtt ënnerstëtzt, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen, nom Prinzip: Jidderee soll sech kënne fir en nohaltegt Verhalen decidéieren.

Drëttens: D'Klimapolitik muss effikass sinn. Et bréngt näischt, Subventiounen anzeféieren, wa se net gräifen. An duerfir sollen all d'Aiden no enger gewëssener Zäit op hir Effikassitéit iwwerpréift an, wann néideg, ugepasst ginn.

Generell si mer dervunner iwwerzeegt, dass d'Politik hei am Land um richtege Wee ass. Mir hu scho vill erreecht. Mir wäerten an Zukunft nach eng Schëpp dropleeën. Et geet op alle Fall an déi richteg Richtung. An d'Entwécklung an deene Beräicher, déi ech ugeschwat hunn, wäert sech an Zukunft nach bestëmmt verbesseren. Sief dat bei den erneierbaren Energien, déi dank der Regierung ëmmer méi ausgebaut ginn, sief et am Logement, wou d'Haiser lues a lues vum Energieverbraucher zum Energieproduzent ëmfonctionéiert ginn, déi och autonom kënne schaffen, sief et an der Mobilitéit, wou lues awer sécher ëmmer méi Elektroautoe verkaaft ginn, eng Entwécklung, déi an den nächste Joren nach wäert e weideren Elan huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéinst dem Coronavirus ass d'Klimakris zwar net méi gradesou present an eise Käpp, an awer huet d'Pandemie eis drun erënnert, wat eis derbäi hëllefe kann, géint d'Äerderwiermung ze wierken, nämlech lokaalt Denken a lokaalt Handelen. A wéi wichteg lokal Produktiounskette sinn, dat hu mer vun engem Dag op deen anere gemierkt, wéi an Europa d'Grenzen zougemaach gi sinn. A mir mussen erëm de Courage hunn, fir vill méi lokal ze denken, an dat a villen Hisiichten.

Mir Lëtzebuerger hu jo d'Tendenz, fir wäit ze fueren, fir dat ze fannen, wat mer brauchen, an dobäi huet eist Land esou vill ze bidden. Ech schwätzen net nëmme vun den touristeschen Attraktiounen, den Hoteller, de Restauranten, nee, ech schwätzen och vun eise lokalen Handwierker, eise Baueren, eise Wënzer, eise Miwwelhaiser. A ganz vill Lëtzebuerger hu vum Tourismusbong profitéiert, fir Lëtzebuerg nei ze entdecken a sech och erëm op eis Produite „Made in Luxembourg" ze konzentréieren, ze besënnen. Lokaalt Consomméiere bedeit net nëmme kuerz Transportweeër, déi esou d'Klima schounen, mee mir schafen och domat Aarbechtsplazen a Wuelstand fir eis alleguerten.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wärend der Coronakris hu mer och gemierkt, wéi wichteg dass d'Landwirtschaft ass. D'Majoritéit vun de Leit war doheem, entweeder am Teletravail oder am Chômage partiel, mee eis Baueren, déi hu riicht weider geschafft, fir dass mir eppes op den Teller kritt hunn. Duerfir ass och séier e Stabiliséierungspak lancéiert ginn, fir eise landwirtschaftleche Betriber zu all Moment genuch Liquiditéiten ze garantéieren. Esou goufen zum Beispill Paiementer vum Staat virgezunn, a 25 Milliounen Euro sinn un eis Bauerebetriber iwwerwise ginn. Weider 5 Millioune goufen deblockéiert, fir de Fermes pédagogiques an de Wäistuffen ze hëllefen, déi hu mussen zoumaachen.

Et war wierklech wichteg, dass eis Bauere konnte weiderschaffen. D'Regierung huet derfir gesuergt, dass si nach duerften iwwert d'Grenze fueren, fir hir Felder ze bewirtschaften. D'Regierung huet och bei de Saisonsaarbechter gehollef. Ouni déi leeft nämlech bei de saisonale Recolten net ganz vill.

A mir däerfen natierlech och eis Wënzer net vergiessen. Well d'Restauranten an d'Cafëë laang Zäit zou waren, well d'Foiren ofgesot waren, well déi sëlleche Wäifester op der Musel hu mussen annuléiert ginn, ass vill manner Wäi verkaaft gi wéi soss.

Jo, d'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg d'Landwirtschaft ass an och wéi fragill dass se ass. Si steet um Ufank vun eiser Narungsketten a si ass essenziell fir d'Produktioun vu liewenswichtege Grondnarungsmëttelen.

Eist Land ass sech och bewosst ginn, dass et eng ze grouss Ofhängegkeet vu Liewensmëttelimporter gëtt an dass dat ka fatal sinn. Vill Leit hunn am Confinement gesinn, wéi gutt verschidde Produite vun heiheem sinn, direkt virun der Hausdier, mat kuerzen Transportweeër. A mir musse verschidde Secteure weider geziilt ënnerstëtzen, fir eis Ofhängegkeet vis-à-vis vum Ausland ze reduzéieren.

Lokal ass Tromp. An duerfir ass d'DP och frou, dass de Bioaktiounsplang virgesäit, dass bis 2025 d'Hallschent vun de Produiten an de staatlech subventionéierte Kantinne muss vun heiheem kommen. Mir wäerten och d'Agrargesetz, dat Enn dëses Joers ausleeft, verlängeren a verbesseren. Zousätzlech 4,3 Millioune sollen hei investéiert ginn. D'Plaffonge wäerten an d'Luucht goen, besonnesch bei innovativen an ëmweltfrëndlechen Investissementer. An et wäert och méi op d'Qualitéit wéi op d'Quantitéit gesat ginn. Mir ënnerstëtzen déi Demarche.

Ech freeë mech besonnesch, dass an Zukunft och kleng Bauerebetriber aus der solidarer Landwirtschaft ënnerstëtzt ginn. Dës nei Form vu Landwirtschaft fousst op enger enker Zesummenaarbecht tëschent dem Konsument an dem Produzent. Si vermëttelen also Wäerter, déi mir eis fir eis Landwirtschaft wënschen: Lokal a saisonal Produite mat kuerze Weeër vum Feld bis op eisen Teller.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, ech wëll awer net ofschléissen, ouni och op déi drëtt Kris ze schwätzen ze kommen, déi eis zanter Joerzéngte Suerge mécht. Ech schwätze vun der Präisdeierecht am Logement. Jo, de Logement ass a bleift eng vun de gréissten Erausfuerderungen zu Lëtzebuerg. Dorunner hu weeder d'Deklaratioun zur Chefsaach duerch de fréiere Premierminister am Joer 2002 nach d'Efforten aus deene leschte Joren eppes geännert. Souguer eng Pandemie kann d'Wunndeierecht zu Lëtzebuerg net ausbremsen. Mir sinn Affer vun eisem eegene Succès. Ëmmer méi Leit wëllen zu Lëtzebuerg wunnen, well et de Mënschen am Verglach mam Ausland hei besser geet: Well mir eng staark Ekonomie hunn, well mer vill Aarbechtsplazen hunn a well et sech zu Lëtzebuerg gutt liewe léisst. Kuerz gesot: Et gëtt méi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunne wëllen, wéi Plazen, wou se wunne kënnen.

Ech wëll net nach eng Kéier op d'Mesuren agoen, déi déi lescht Joren am Logement realiséiert gi sinn. Et ass vill geleescht ginn. Mee et geet nawell net duer, fir de Problem ze léisen. An duerfir konzentréieren ech mech elo op déi Punkten, déi eiser Meenung no nach mussen ëmgesat ginn, fir erëm méi bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Eng Kritik um Lëtzebuerger Logementsmarché ass d'Spekulatioun mam Bauland. Eng berechtegt Kritik. An duerfir begréisse mir als DP, dass der Spekulatioun am grousse Stil, an dat dacks mat auslännesche Kapital, duerch déi nei Reglementatioune vun de FISen am Immobilieberäich, de Wand aus de Seegele geholl gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A fir dass an Zukunft keng Spekulatioun méi mat neiem Bauland méiglech ass, hale mir nach ëmmer op eng séier Ëmsetzung vum Baulandvertrag. A mir sinn zouversiichtlech, dass dee Projet, dee schonn zanter enger Zäit um Instanzewee ass, geschwë ka realiséiert ginn.

De Logementsproblem kréie mer just an de Gréff, wa mer alleguerten zesummen un engem Strang zéien. A mäi Kolleeg, de Max Hahn, vergläicht et oft mat engem Puzzle. D'Logementsproblematik ass e grousse Puzzle. Et gëtt ganz kleng Stécker, an et si ganz vill där klenger Stécker, déi mer mussen upaken an zesummesetzen, fir an deem grousse Bild vun der Logementsproblematik eppes Grousses kënnen ze erreechen.

An een Acteur, deen a mengen Aen an der Vergaangenheet vläicht net genuch gemaach huet, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, dat sinn d'Gemengen. Elo gëllt et, d'Saach mam Pacte Logement 2.0 besser ze maachen. D'Gemenge sollen déi Suen, déi hinnen zur Verfügung gestallt ginn, och wierklech fir de Wunnengsraum notzen, an de Wunnengsraum investéieren an net an nei Centre-culturellen an an nei Sportshalen. Si solle mat Hëllef vum Staat a vun de staatleche Bauträger Terraine kafen, Wunnenge bauen an zu bezuelbare Präisser un hir Bierger verkafen a verlounen.

(Brouhaha)

Ech si ganz fein de Mëtten.

(Brouhaha)

Ech bleiwen och ganz fein de Mëtten.

Wéi mam Klimawandel huet eis de Coronavirus och beim Logement nei Léisunge gewisen. Den Teletravail, d'Schafe vu Coworkingspaces an traliséierung vun Aarbechtsplaze wäerten hëllefen, den Drock op d'Ballungsgebitt an a ronderëm d'Stad ze entlaaschten.

Här President, mir diskutéieren haut iwwert d'Lag vun der Natioun. Eist Land steet viru groussen Erausfuerderungen, virun esou groussen Erausfuerderungen, wéi mer eis et d'lescht Joer net hätte kënne virstellen. Mir sinn an enger Kris, vun där mer net wëssen, wéini dass se eriwwer ass. An awer sinn ech gudder Déng, wat d'Zukunft ubelaangt. Ech sinn optimistesch, well mir mat der Regierung, a mam Premier Xavier Bettel un der Spëtzt, eng Ekipp um Rudder hunn, déi bewisen huet, dass se dat Land hei gutt kann duerch schwéier Zäite bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech sinn optimistesch, well d'Regierung zu kengem Moment gezéckt huet, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an déi richteg Entscheedungen ze huelen, an dat och wann et net ëmmer einfach war. An ech sinn optimistesch, well d'Koalitioun och fir déi nächst Méint an déi nächst Jore Prioritéite setzt: nieft dem Kampf géint de Virus ass et virun allem d'Ofséchere vun den Aarbechtsplazen, d'Ukuerbele vun eiser Ekonomie an eise Wuelstand ofzesécheren.

Duerfir begréisse mir, dass de Staatsminister gëschter ugekënnegt huet, dass de Chômage partiel iwwert d'Enn vum Joer eraus verlängert gëtt an nei Hëllefe fir d'Betriber kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech sinn optimistesch, well ech weess, dass eis Regierung déi richteg Léieren aus dëser Kris zitt.

D'DP kuckt mat Courage a mat Optimismus no vir. En Zréck an déi al Normalitéit kënnt net a Fro. A fir eis muss Lëtzebuerg nom Virus besser dostoe wéi Lëtzebuerg virum Virus. An ech sinn optimistesch, well mir Lëtzebuerger grad a schwéieren Zäiten nach ëmmer d'Äerm eropgestréppt hunn an zur Beschtform opgelaf sinn. An dat maache mir och dës Kéier.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Den Här Mosar huet eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech géif nach eng Kéier gär dem Här Baum eng Fro stellen, ier e sech sëtzt. Ech hunn dem Här Baum ganz opmierksam nogelauschtert an ech hu besonnesch zur Kenntnis geholl, datt den Här Baum fir kloer Positioune vun deenen eenzelne Fraktiounen an der Steierpolitik plädéiert huet.

Virdrun huet d'Madamm Hansen op engem ganz wichtege Punkt, besonnesch fir d'Finanzplaz, nach eng Kéier drop opmierksam gemaach, datt zu Bréissel am EU-Parlament eng ganz wichteg Decisioun gefall ass zu der Finanztransaktiounssteier. Do waren zwou Positiounen. Déi eng, dat ass eigentlech och d'Positioun vun der CSV, déi Finanztransaktiounssteier nëmmen ze akzeptéieren, wa se op OECD-Niveau akzeptéiert gëtt, also do keen Alleingang ze maachen. An déi aner ass déi, fir trotzdeem virunzefuere mat der Finanztransaktiounssteier, ouni datt se op OECD-Niveau géif agefouert ginn.

Do sinn dräi Leit, déi hu sech ganz kloer fir déi éischt Optioun entscheet, entre autres och d'Madamm Semedo. Ech hunn an e puer Interviewe gelies, datt och den Här Finanzminister Gramegna, deen elo leider net heibannen ass, sech ëmmer fir dee Modell ausgeschwat huet.

Ech hunn awer och gelies, datt den Här Goerens sech fir eng aner Positioun entscheet huet. An haaptsächlech d'Madamm Tilly Metz, eminente Member vun deene Gréngen, an den Här Angel, déi hu sech och duerfir ausgeschwat. Hei geet et awer, Dir Dammen an Dir Hären, ëm eng weesentlech Fro. An ech wéisst elo gär vum Här Baum: Wat ass do d'Positioun vun der DP? Ass et éischter d'Positioun Semedo oder d'Positioun Goerens? A wéi ass d'Positioun vun der Regierung? Merci, Här Baum, wann Der mer do eng Äntwert wëllt drop ginn.

Une voix.- Kloer.

Une autre voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech soen lech Merci fir d'Fro. Ech mengen, dass Der eng ganz kloer Äntwert kritt. Ech wäert mech natierlech nach mam Finanzminister a mat menge Leit concertéieren, an da kritt Der am Laf vum Nomëtten eng Äntwert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hu gemengt, Här Baum, déi Iddi, déi Dir hätt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här Mosar, dat muss ech net.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Mosar, Dir kritt eng Äntwert.

(Interruption)

An ech ginn elo d'Wuert un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ass ëmmer e gudde Moment, fir déi aktuell Situatioun am Land ze beliichten an och eng Aussiicht op d'Zukunft ze maachen. An ech wëll dem Premier hei felicitéiere fir seng Ried vu gëschter, fir déi gutt Analys vun der Situatioun an och fir déi gutt Ried, déi e gehalen huet. En huet eng gutt Analys vun der aktueller Situatioun gemaach an en huet och zukunftsweisend Projeten an Aussiicht gestallt, déi och wäerten eist Land weiderbréngen.

Virun engem Joer, Dir Dammen an Dir Hären, am Oktober hate mer hei dee leschten Debat iwwert d'Lag vun der Natioun. A wien hätt zu deem Moment geduecht, dass mer esou e Joer virun eis hätten? All Previsiounen, déi een zu deem Moment konnt maachen, sinn op d'Kopp gehäit ginn. Esou, wéi d'Joer komm ass, an dat besonnesch säit Mäerz 2020, konnt keen et virausgesinn. An dach si Problemer bliwwen, jo, déi eis scho säit Jore beschäftegen an déi duerch déi sanitär Kris hei aus deene leschte Méint net manner, mee souguer nach méi schlëmm gi sinn.

An ech si frou, dass d'Oppositioun heibannen ass elo ...

(Interruption)

... - a si beweege sech och, dat heescht, si si physesch heibannen -, well ech hu gëschter d'Reaktioune vun der Oppositioun héieren, gëschter Owend am Fernsee an haut de Moien um Radio. Iwwregens just vun der Oppositioun, keng vun der Majoritéit, dat ass komesch!

(Brouhaha)

Duerfir kënnt Dir net, dat ass richteg! A si hunn do dem Premier jo haut an och gëschter virgeworf, keng Strategie ze hunn, kee Konzept ze hunn, ...

(Interruption)

... wierklech hei Saachen ze zielen, déi keng Substanz hunn, net an d'Déift gaange sinn, an ëmmer dat selwecht ze zielen. Ma ech ginn der Oppositioun e gudden Tipp: Vinylsplacke sinn erëm in. An ech mengen, Dir hutt nach eng ganz al Vinylsplack vu viru ganz ville Joren, well Dir zielt all Joer, awer wierklech all Joer wierklech bal ëmmer hoergenee dat selwecht.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sot Ärem Premier dat!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Kaaft lech eng nei Plack! Well dat, wat Der bis elo gezielt hutt, an där doter ...

(Brouhaha)

... wat Der bis elo gezielt hutt, dat ass wierklech net déck! Dat ass ouni Proposen ...

(Brouhaha)

... an dat ass wierklech ouni Substanz.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Glécklecherweis hu mer hei eng Regierung, déi dëst Land gutt féiert, soss wiere mer hei vill méi schlecht drun.

Ech wëll awer hei kuerz de Kontext nach eng Kéier soen, an deem mer eis befannen, kuerz am Resümmee: Mir hunn e Minus vu 4,4 Milliarden am Budget dëst Joer. A mir hu fir d'nächst Joer e prognostizéierte Budget vu minus 1,7 Milliarden. A mir hunn awer ganz ville Betriber a ganz ville Leit kënnen hëllefen an dëser Kris. Mir hunn de Chômage partiel gehat, dee ronn 160.000 Salariéë geholleff huet fir ze iwwerliewen. Mir hunn déi sanitär Kris hei esou gutt am Gréff wéi bal keen. Mir hunn awer keng Steiererhéijunge gemaach. Mir hunn awer keng Verschlechterunge vun eise Sozialleeschtunge gemaach. 48 % vun deem Budget vum nächste Joer sinn de soziale Budget. Mir suerge fir méi Steiergerechtegkeet. A mir hunn awer d'Investissementer héich gehalen.

Also, wann Der als Oppositioun wëllt serieux geholl ginn, da kuckt e bëssen d'Realitéit, wéi se ass, a vläicht manner - een ee méi an deen anere manner - „Märchenonkel" a „Märchentante" ze spillen. Dat géif lech gutt zu Gesiicht stoen.

(Brouhaha)

Wann Der wëllt, Dir Dammen an Dir Hären, ...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Schwätzt Der vun lech selwer?

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... géif ech hei gäre mat der Santé ufänken. Déi sanitär Kris, an där mer eis säit Méint befannen, déi bleift eis leider erhalen. De Risiko vun enger weiderer Well besteet weiderhin. Mir hunn d'Kontroll iwwert d'Situatioun a mir mussen déi och behalen, d'Kontroll iwwer eise Gesondheetssystem, iwwert d'Intensivbetter an iwwert d'Belaaschtung vun eise Spideeler.

Déi sanitär Kris ass eng Situatioun an der Evolutioun. Mir wëssen haut méi ëm dem Virus seng Eegeschaften. Mir wëssen nach net alles, awer ëmmer méi. Mir hunn eng Teststrategie, déi richteg ass, déi hiresgläichen an Europa a quasi an der Welt sicht. D'Ustiechungsweeër an -eegeschafte si genau analyséiert oder ëmmer méi analyséiert, ginn ëmmer méi bekannt. An doropshi sinn och d'Preventiounsmoossnamen adaptéiert ginn.

D'Behandlung an d'Traitementer entwéckele sech stänneg virun. Dat ass wichteg. Mir hunn a kréien ëmmer weider wëssenschaftlech geprüfte an zouverlässeg Erkenntnisser.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat erlaabt eis stänneg, eis Mesuren a Fro ze stellen a gegeebenefalls och nei Mesuren ze huelen. An déi Mesurë sinn adaptéiert, déi sinn net ze streng, mee streng genuch, fir e Klima vu Sécherheet ze verbreeden, ouni alles, wat mer opgebaut hunn an dësem Land, a Fro ze stellen oder futtizemaachen.

Mir mussen op alle Fall en zweete Lockdown verhënneren. An dat kréie mer och hin, wa mer eis alleguerten um Rimm rappen an eis un d'Reegelen halen. An déi Mesuren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi si justifiéiert. A si sinn och just fir dës Kris hei geduecht. Mir hunn iwwerhaapt guer keen Interêt, dass eis Restauranten net gutt fonctionéieren, dass d'Caféen éischter zoumaachen, dass manner Leit een drénke ginn, dass de ganze Secteur vum Evenementiel quasi op null ass, dass Kultur a Sport nëmmen nach mat der Handbrems kënne gefuer ginn an dass eis Ekonomie zum Deel am Ralenti leeft. Dorun huet jo guer keen en Interêt!

An ech verstinn duerfir och net, wat a verschiddene Kreesser dobaussen diskutéiert gëtt, wa se mengen, mir heibannen, mir sollten dach ophalen, d'Leit ze schikanéieren an all déi Mesuren hei iwwer Bord geheien. Ma wou wier dann eisen Interêt heibannen, dass et esou, wéi et elo ass, soll bleiwen? Wou wier dann den Interêt vun eis heibannen, dass d'Leit a mir selwer jo och eis mussen aschränken? Wien hätt dann eppes do dervunner? Wou ass den Interêt, dass mer 4,4 Milliarde Schold maachen, 1,7 Milliarde fir d'nächst Joer prognostizéieren? Dat konnt nach kee vun deenen, déi déi Mesuren hei alleguer fir iwwerzunn halen, mir erklären. An et ass och just eng Minoritéit, déi déi Mesuren hei fir iwwerzunn hält.

Oft spillt hei de Phenomeen vum Preventiounsparadox: Du gesäis, dass e Problem besteet. Du handels, d'Gefor geet zréck an du kriss d'Gefor an de Gréff. Well manner Gefor ass, gëtt gemengt, dass mer déi Mesurë vu Preventioun net méi brauchen, an d'Fuerderunge fir Lockerunge gi méi haart. Wann s de deenen nokënns, geet d'Gefor erëm an d'Luucht an de Circuit geet erëm vu vir un. An dat wëlle mer net. An duerfir bleiwen déi Mesuren en place, well se richteg sinn. A mir sti par rapport zum Ausland exzellent do. A mir maachen duerfir, wéi d'Ministesch haut och ugekënnegt huet, am Moment emol nach keng méi streng Mesuren, well dat nach net noutwendeg ass, well mer bis elo d'Situatioun nach am Gréff hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

... hei ass bis elo vun allen Acteuren eng exzellent Aarbecht geleescht ginn, vun allen Acteuren: Dokteren, Fleegepersonal, Gesondheetspersonal, Spideeler, vun de Leit aus dem Tracing. An ech kann lech soen, ech hunn dat um eegene Leif erlieft, dass déi eng ganz gutt Aarbecht maachen. An ech wëllt och net vun engem Beispill - wéi dat elo hei gemaach ginn ass - ausgoen, vun engem Beispill ausgoen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn elo grad nach eent gesinn!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... dass dee ganzen Tracing elo net gutt wär. Well déi Leit, déi um Tracing sinn, déi maachen eng exzellent Aarbecht. An ech wëll dat hei nach eng Kéier ganz kloer soen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Mee och eng ganz Rei vu Benevollen a jidder Eenzelnen, deen derzou bäidréit, dass d'Situatioun esou gutt konnt geréiert ginn! An net zulescht huet eis Gesondheetsministesch an hir ganz Ekipp e ganz grousse Luef verdéngt. De Lëtzebuerger solidaresche Santéssystem huet sech an dëser sanitärer Kris bewäert. En huet manner Faillë gewise wéi munch aneren. Duerfir heescht et och, dee Modell weider ze stäerken, auszebauen an do ze adaptéieren, wou et néideg ass. An d'Iddi vun engem Gesondheetsdësch ass sécherlech richteg, fir all d'Acteuren un en Dësch ze kréien an zesummen déi richteg Analys an och déi richteg Schrëtt ze ënnerhuelen. Et ass sécher eng gutt participativ Approche, dëse Gesondheetsdësch, e Gesondheetsdësch, deen och

an der Chamber soll suivéiert ginn an och reegelméisseg an der Chamberskommissioun soll en Theema sinn.

An Zukunft heescht et duerfir och, eise Gesondheetssystem ze stäerken. Ee vun deene wichtegsten, wann net souguer dee wichtegsten Acteur do bannent deem System ass d'Personal. Mir mussen onbedéngt d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer erhéijen. D'Formatioun muss méi interessant ginn an a Richtung Bachelor goen. Dat erhéicht och d'Attraktivitéit. D'Formatioun fir Quereinsteiger, d'Formatioun „passerelle" fir zum Beispill Aide-soignanten en cours d'emploi, muss och méi attraktiv sinn a gefërdert ginn, d'Beruffsprofiller an d'Aufgabeberäicher mussen ugepasst ginn. Den Infirmier an d'Infirmière, déi sinn, an dat ass glécklecherweis och op ville Plaze sou, net méi d'Bonne du médecin, an de Kompetenzberäich hei muss definitiv erweidert ginn.

Mir sollen eis och dem eenheetleche Kollektivvertrag unhuelen. An ech weess, dass ech hei beim Sozialminister op oppen Ouere stoussen. Mir mussen d'Vir- an d'Nodeeler vun deenen zwee grousse Kollektivverträg niefteneeleeën an da kucken, wou ee sech eenege kann. Dat ass eis Flicht dësem Secteur géintiwwer. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer och hei eng Eenegung kënne fannen.

D'Infrastrukturen an d'Organisatioun vum Santéswiese mussen ugepasst ginn. Déi hu mer eis jo och mat eisem neie Spidolsplang ginn. Mir mussen d'Soins primaires stäerken, eis Preventiounspolitik ausbauen, weider op eng Dezentralisatioun vun den ëffentlechen, an ech betounen „ëffentleche" Strukture setzen. Dat ass sécher ee groussen Defi. D'Planifikatioun ass duerfir ëmsou méi wichteg am Sënn vun enger nohalteger Finanzéierbarkeet a fir d'Versuergung an d'Presenz vun den Dokteren am Hospitalier ze garantéieren. Hei mussen alleguer d'Acteuren un engem Strang zéien an d'Allgemengwuel dierf een net aus dem A verléieren.

Eng gutt Organisatioun ass natierlech d'Basis vun enger gudder Aarbecht. Och hei hu mer an der Kris vill nei Erkenntnisser gemaach. Mir hu gutt a wichteg Fortschrëtter wärend der Kris kënne maachen, wéi zum Beispill den Iwwerbléck vu Capacitéiten an Occupatioun vu Better an Intensivbetter, d'Réserve sanitaire, d'Strukturen, déi mer bei Bedarf kënne séier funktionéieren dinn.

Esou wéi den Teletravail e Boom hat, esou huet och d'Telemedezinn e Boost kritt, wat sécherlech och der Verbesserung vun de Méiglechkeete fir d'Patienten zeguttkënnt.

Mir brauchen awer och eng Stäerkten- a Schwächtenanalys. Wat ass eis Preventioun wäert, wat musse mer verbesseren? Ech sinn iwwerzeegt, dass mer hei nach ganz vill kënne maachen. Wéi kënne mer déi Modes de vie sains, déi et jo awer glécklecherweis nach gëtt, promouvéieren, d'Médecine primaire ausbauen, eis Aktiounspläng bilanzéieren a weiderentwéckelen?

D'Diskussioun iwwer eise Gesondheetssystem muss zu enger reegelméisseger Aktualitéit an eiser Chamber ginn, fir kënnen unzepassen, wat geschitt ass, a fir eise Ministere Geleeënheet ze ginn, och dat ze weisen, wat alles schonn en place ass a wat alles gemaach gëtt.

An ech sinn och net der Meenung, dass een esou eng Pandemie hei hätt vill besser kënne preparéieren. Eis lescht Gesondheetsministeren hunn ëmmer mat grousser Wäitsiicht gehandelt, de System net futti gespuert an dat en place gesat, wat räsonabel ass, fir enger Pandemie och raisonnablement ze begéinen. An ech hunn heibannen an der Diskussioun iwwert den nationale Spidolsplang viru Joren och keen héieren, dee sech opgereegt huet, dass mer bei enger Pandemie net gutt virbereet wären an dass do Propose vun där Säit komm wieren, fir dat anescht ze maachen.

Haut ass et einfach ze soen, dass een dat hätt misse besser preparéieren. Mënschen, déi mengen, alles besser ze wëssen, sollen einfach mol wëssen, dass se alles nëmme mengen. Nee, et kann een net e ganzen Dispositif en permanence disponibel hunn, fir esou enger Pandemie entgéintzewierken. Hei ass et evident, dass een de System muss upassen.

(Interruption)

An dat esou, wéi d'Situatioun et och verlaangt. An dës Kris huet eis erlaabt, dës Systemer ze adaptéieren an auszebauen. Do ass richteg gehandelt ginn, séier, mat grousser Energie a vill Kompetenz.

Glécklecherweis, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer een effikasst soziaalt Netz. De Premier huet et gëschter gesot, et ass duerch dëst gutt funktionéierend soziaalt Netz, wou mer esou gutt duerch d'Kris komm sinn.

Dëse System huet gutt fonctionéiert an et erlaabt, d'Propagatioun vum Virus anzegrenzen. De Congé de maladie an de Congé pour raisons familiales hunn et erlaabt, dass Persounen esou ouni ze grouss Akommesverloschter - pardon, de Chômage partiel, wollt ech soen - konnten d'Quarantän respektéieren den Isolement respektéieren a sech och ëm hir Kanner bekëmmeren, soulaang d'Schoulen an déi informal Bildung net fonctionéiert hunn, mee och a virun allem bei der Quarantän, dem Isolement vun dem Kand selwer, wou et ëm d'Gard gaangen ass, déi konnten assuréieren. D'selwecht ass et fir fleege- an hëllefsbedierfteg Persounen. Dat war net näischt. Dat huet eis all e groussen Effort kascht, mee et war deen Effort allemol wäert.

Richteg ass och, dass e Kassensturz gemaach gëtt an dass d'Finanzéierung vun all deene Mesuren iwwert de Staatsbudget bezuelt ginn ass, nodeems se iwwert d'CNS virgestreckt gouf, well dat déi finanziell Handlungsfäegkeet vun der Sécurité sociale weider erhält an och déi Leeschtungsverbesserungen, déi virgesi sinn, weider erméiglecht.

Generell muss ee soen, dass wärend dëser sanitärer Kris eis Bierger vun enger gudder Gesondheetsversuergung profitéiere konnten, dass weider u Verbesserunge geschafft gëtt an dass mer den Accès universel un d'Soins de santé erhale konnten an och weider erhale mussen.

Ofschléissend zum Theema Soziales a Gesondheet kann ee soen: De lëtzebuergesche Gesondheets- a Sozialsystem ass gutt opgestallt, dank allen Acteuren. Am Géigesaz zu anere Länner huet Lëtzebuerg säi System net doutgespuert. D'LSAP-Gesondheets- a Sozialministeren hu sech duerfir ëmmer staark gemaach a si wousste dat ze verhënneren.

Lëtzebuerg ass gutt duerch déi Kris hei komm, well mer en exzellente solidaresche Sozialsystem hunn. E staarke Sozialstaat, Dir Dammen an Dir Hären, deen eis et erlaabt huet, gutt duerch déi Kris hei ze kommen, ass net vu Muttwëll. An och wann een d'Impressioun huet, dass et a besseren Zäiten ouni Kris méi schwéier dobaussen ze erklären ass, firwat een dëse Sozialstaat ënnerstëtze muss, esou misst elo awer wierklech jidderee gesinn hunn a jidderengem kloer sinn, dass et absolutt noutwendeg ass, dass Solidaritéit a Sozialstaat Deel vun engem Gesellschaftssystem sinn, dee mir ënnerstëtzen a vun deem mer och wëllen, dass e soll bleiwen.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- D'LSAP ass a bleift och de Garant fir esou e gudden, effikasse System. Dat ware mer an der Vergaangenheet, dat si mer haut an dat wäerte mer och an Zukunft sinn.

An dat hu mer ëmmer am Sozialdialog gemaach. Dat hu mer mat alle Partner zesumme gemaach, an esou hätte mer och gär, dass dat an Zukunft soll geschéien. Dës sanitär Kris huet gewisen, dass d'LSAP an hir Valeure méi wéi jee richteg a wichteg sinn: fräien Accès zu qualitativ héichwäertege Soins de santé a Soins de longue durée, e solidaresche System, adequat Ressourcë fir eeler Leit an adaptéiert Revenus de remplacement am Fall vu Krankheet, Aarbechtsonfäegkeet, vun engem Accident oder vun Invaliditéit. Kommerzialisatioun oder Kommerzialiséierung, Privatiséierung, Zwouklassemedezinn wäert d'LSAP weider mat alle Mëttele bekämpfen. Dat ass net an eiser DNA.

D'LSAP huet sech wéi keng aner Partei fir dëse Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg an der Majoritéit, mee och an der Oppositioun agesat a wäert sech weider fir e staarken, héichwäertege Sozial- a Gesondheetssystem staarkmaachen, deen all Mënsch e fräien Accès zu gudde Leeschtunge garantéiert. Mir wäerte weider déi néideg sozial Mëttelen zur Verfügung stelle fir eng éischtklasseg Medezinn fir jiddereen. De Sozialstaat à la LSAP ass kee Luxus, mee eng absolutt Noutwendegkeet, an net nëmmen a Krisenzäiten. An ech kann lech dat och beweisen, well 2018 hate mer schonn eise Slogan vun „Zesummen!".

(M. Georges Engel montre un masque.)

Zesummen duerch eng Kris kommen an zesummen och derfir suergen, dass mer dëse Sozialsystem erhalen.

An nach e Wuert zur CSV: Wann ech virdrun hei héieren hunn, dass dës Regierung keen Apel fir den Duuscht huet, da wëll ech just drun erënneren, dass grad dës CSV virun e puer Joer am Kader vun de Budgetsverhandlungen oder vun de Budgetsdiskussiounen, wéi d'Situatioun am Land nach weesentlech besser war, d'Solidaritéitssteier wollt ofschafen. D'Solidaritéitssteier wollt ofschafen! Wat den Haaptaascht ass vum Fonds pour l'emploi, ...

(Brouhaha)

... wat grad den Haaptaascht ass vum Fonds pour l'emploi, also deem Fonds pour l'emploi, deen haut esou ville Leit gehollef huet duerch dës Kris.

(Interruption)

Also wann een esou Saache seet, dass se keen Apel fir den Duuscht hei méi hätten, dann dierf een och net den Aascht ofseeën, op deem ee sëtzt!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Här Engel, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Roth?

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Also, Här Engel, mat allem Respekt, mee zitéiert d'CSV net falsch! Mir hu proposéiert, a gudden Zäiten, dass d'Solidaritéitssteier fir physesch Persoune géif no ënnen ugepasst ginn, well mir der Meenung waren ...

Jo, Dir kënnt elo laachen, Här Cruchten! ... well mir der Meenung waren ...

(Brouhaha)

■ **Une voix**.- Wat heescht dat do dann?

■ **M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Dir bestätegt jo dat, wat den Här Engel elo gesot huet.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Den Här Engel huet, den Här Engel huet behaapt, ...

(Brouhaha)

■ **Une voix**.- Elo lauschtert!

(Brouhaha)

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Sorry. Den Här Engel huet ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Här Roth, Dir sidd ganz a menger Linn. Fuert roueg weider, Dir ënnerstëtzt mech ...

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Jo, jo, den Här Engel huet behaapt, d'CSV hätt d'Fuerderung gestallt, fir d'Solidaritéitssteier ofzeschafen. Dat hu mer net gemaach! Mir hu gesot, d'Solidaritéitssteier, ...

■ **Une voix**.- Soll erofgoen.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- ... a gudde Joren, fir physesch Persounen, soll erofgoen.

■ **La même voix**.- Jo.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- An dat och aus engem ganz gudde Grond - well dat sot Der net! -: fir dass en Equiliber soll sinn zwëschent der Solidaritéitssteier, déi duerch d'Betriber géif bezuelt ginn, an där, déi duerch physesch Persoune géif bezuelt ginn. A fir eppes ze verhënneren: Nämlech, dass, contrairement zu deenen 20, 25 Joer virdrun, de Staatsbudget net nëmme fënnef Milliounen, mee wéi virdrun Honnerten a méi Millioune géif an de Solidaritéitsfong speisen. An ech soen lech och ganz kloer, firwat: Well fannt Dir et normal, dass d'Fongen, op déi Der jo ëmmer gär klappt, keng Kontributioun zu der Solidaritéit, zu dem Beschäftegungsfong bréngen?

An duerfir soen ech lech nach eng Kéier: Wann Der d'CSV wëllt zitéieren, dann zitéiert se richteg! A mir stinn nach wie vor derzou, dass een a Krisenzäiten eng méi héich Solidaritéitssteier soll hunn. A mir soe gradesou däitlech, dass een a gudde Joren - an Dir hutt selwer gesot, dass et fett Jore waren deemools - hätt sollen d'Solidaritéitssteier erofféieren, well dann hätt een haut Sputt gehat, fir se erëm eropzeféieren.

A wann Der haut d'Positioun vun der CSV frot, da soen ech lech ganz kloer: Mir sinn dergéint, d'CSV, mir sinn dergéint, dass d'Solidaritéitssteier och an dësen Zäiten eropgeet! Well mir fanne ganz kloer, dass ee mat 45,68 % genuch Bäitrag zu dem Staatsbudget leescht als eenzel Persoun, a mir fanne gradesou däitlech, dass et net normal ass, dass eng Persoun, déi e Bruttoakommes huet vu 4.000 Euro de Mount, e Bruttoakommes vu 4.000 Euro de Mount, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Här Roth, ...

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- ... dass déi mat 45,68 plus ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- ... kommt zur Konklusioun, wannechgelift!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Ech weess, dass Der dat net gär ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Dir wollt eng Berichtegung maachen, ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Virdrun hutt Der gesot, Dir wollt net haut schwätzen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- ... Dir wollt net eng Ried halen.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Mee haalt Der awer elo Är Ried hei, Här Roth?

(Brouhaha)

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- ... gitt Der nervös?

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Mee da loosst ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Ech sinn iwwerhaapt net nervös!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Ech soen zum Här Roth, e wollt eng Berichtegung maachen, e wollt net scho seng Ried halen.

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Nee, nee, nee, meng Ried ...

Ech hunn déi Berichtegung gemaach, nach eng Kéier: ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Voilà!

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- ... Mir loossen net zou, dass ee seet, d'CSV hätt wëlle viru Joren d'Solidaritéitssteier ofschafen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci fir d'Berichtegung!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Mee Dir hutt net nëmmen eng Berichtegung elo vun där doter Situatioun gemaach, mee Dir hutt och eng Berichtegung gemaach vun Ärer Fraktiounspresidentin. Déi huet virdru gesot, den Héchststeiersaz, dat wären 48 %. Dir hutt also elo grad gesot, dee wär nëmme 45 %. Also ass dat emol gutt, dass Der Ärer Fraktiounspresidentin gesot hutt, dass den Héchststeiersaz 45 ...

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Och 45 Komma eppes, pardon, ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Dir hutt awer 48 % gesot, ech wëll dat just hei ...

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- ... dat ass awer och héich genuch!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- ... ech wëll dat just hei berichtegen. An Dir hutt jo elo och kloer gesot, dass Der d'Solidaritéitssteier wollt erofsetzen! Also manner Suen an de Fonds pour l'emploi, also manner Hëllef fir d'Leit.

(Brouhaha)

Also ass dat u sech dat, wat ech ...

(Interruption)

... virdru gesot hunn.

Jo, Dir hutt se vläicht net wëllen ofschafen, mee Dir hutt se wëlle konsequent erofsetzen! Et ass dann eeben dat, wat manner Suen an dee Fonds pour l'emploi bruecht hätt, a vill manner Leit hätt haut kënne gehollef ginn.

Gutt. D'Kris ass, wéi gesot, ...

■ **Une voix**.- Dat do ass einfach falsch!

■ **Mme Octavie Modert** *(CSV)*.- Dat ass net richteg!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- ... nach net eriwwer, d'Wirtschaft ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Wannechgelift!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- ... huet sech nach net erholl an dëst wäert weiderhin Impakter op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart hunn. Bis elo si mer, wéi ech et virdru gesot hunn, scho gutt duerch déi Kris hei komm. Ee wichtegt, wann net dat wichtegst Instrument, wat mer do agesat hunn, dat war dat vun der Kuerzaarbecht. Dës Mesure huet verhënnert, dass et net och nach zu enger sozialer Kris oder zu enger méi grousser sozialer Kris komm ass, oder dass se eis op d'mannst net mat där Heftegkeet getraff huet, wéi wa mer déi Mesuren net en place gesat hätten.

D'Kafkraaft konnt esou erhale bleiwen. 14.800 Entreprisen hunn dovunner profitéiert, méi wéi 375.000 Salairë si bezuelt ginn. An am Ganze goufen iwwer 880 Milliounen Euro hei virgestreckt oder investéiert.

D'Zuel vun de Betriber, déi indemniséiert ginn, déi ass héich. An awer bleift de Chômage och héich: Am August hu mer 20 % méi wéi am August vum Joer virdrun. An och wann d'Zuelen Ulass zur Hoffnung ginn - Abrëll 7 %, August 6,4 % -, esou ass d'Situatioun awer ugespaant an et weess een net, wat um Schluss vum Joer nach kënnt. An et kann ee sech wierklech berechtegt Suerge maachen.

D'Recht op Kuerzaarbecht war jo scho bis den 31. Dezember verlängert ginn. An ech war frou, gëschter ze héieren, dass dat och iwwer 2020 erausgeet.

E ganz beonrouegende Constat ass awer, dass déi Jonk, an dat ass virdrun och schonn e puermol gesot gi vun der Madamm Hansen an och vun dem Här Baum, verstäerkt Affer vun dëser Kris um Aarbechtsmaart kéinte sinn. Dës Generatioun huet Angscht virun der Zukunft. An dat ass net schéin an dat ass och net gutt. D'Jugendaarbechtslosegkeet ass rasant geklommen. Wann ee gesäit, dass d'Wirtschaft sech nach net erholl huet a vill Betriber elo eréischt am Hierscht d'wirtschaftlech Konsequenze wäerte spieren, da muss d'Jugendaarbechtslosegkeet eng vun eise Prioritéite sinn. An duerfir ass et fir d'LSAP evident, dass mer zesummen een Zil mussen hunn: Ausbildungs- an Aarbechtsplazen erhalen an och neier schafen.

D'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet musse mer ugoen, andeems mer ënner anerem och d'Weiderbildung staark ënnerstëtzen. Mir wäerten eis duerfir fir d'Ausschaffe vu spezifesche Weiderbildungsméiglechkeeten, fir Subventioune fir Ausbildungs- oder Aarbechtsplazen a fir eng Verstäerkung vun den Aktioune vun der Jugendgarantie asetzen.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mer Suen. Déi musse mer engagéiere fir ze verhënneren, dass mer eng verluere Generatioun hei kréien. De Fonds pour l'emploi muss déi néideg Mëttele kréien, fir hei entgéintzewierken. Mir musse mat alle Mëttelen de Risiko vun enger verluerener Generatioun vermeiden. Do si schonn eng ganz Rei vu Mesurë geholl ginn. An ech erënneren nëmmen drun, dass mer a Rekordzäit, ganz kuerz no der Tri-

partite, e puer Deeg duerno schonn hei Gesetzer gestëmmt hunn.

Als LSAP ënnerstëtze mer och den Teletravail, dank deem d'Betriber och wärend der Kris konnte weider funktionéieren an dank deem och eng ganz Partie Infektioune konnte verhënnert ginn. Hei hunn d'Sozialpartner vum Comité économique et social eng gutt Aarbecht geleescht mam Ausschaffe vun enger Konventioun. A mir mussen eis mat deenen néidegen Outilen ausstafféieren, fir de legale Kader vum Teletravail weider auszebauen an och hei Faillen ze iwwergoen.

Den Teletravail soll och no der Kris weider ausgebaut ginn. Mir denken do un ee bis zwee Deeg Teletravail an der Woch, déi musse machbar sinn. An da muss een dat esou gereegelt kréien, dass et eng Win-win-Situatioun gëtt fir d'Mataarbechter a fir de Patron. Dat ass och eng Mesure fir Vereenbarkeet vu Famill a Beruff. An en plus huet en och nach positiv Auswierkungen op d'Ëmwelt. A mat allem Respekt wierklech fir all Sandwicherie hei an der Stad, déi sécher och vill schaffen: Et dierf net sinn, dass mer, well hei een dräi Sandwiche manner verkeeft, déi ganz Diskussioun iwwert den Teletravail hei net dierfe féieren. Dat, menger Meenung no, dierf net sinn.

An no eiser Diskussioun an der Aarbechtskommissioun sinn ech och zouversiichtlech, dass mer déi richteg Mesuren huelen, mat eisem Aarbechtsminister, fir d'Aarbechtsbedéngungen an d'sozial Rechter vun de Mataarbechter weider ze verstäerken, an dass mer do och iwwert den Droit à la déconnexion musse schwätzen an et och ganz seriö huelen, fir deen och ze reegelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäert lech och net wonneren, dass ech d'Kultur hei zimmlech fréi a menger Ried erwänen. 5,3 % vum Emploi zu Lëtzebuerg schaffen am Kulturberäich. Eng 12.200 Leit schaffen direkt am Kulturberäich, dovun ee Fënneftel Independanten, déi a Coronazäiten natierlech ekonomesch direkt am betraffste sinn.

Ech wëll hei op fënnef Punkten agoen. E kloert Bekenntnis vun der LSAP zur Importance vum Kultursecteur an dëser schwéierer Zäit! Et sinn d'Wierker vu Kënschtler, déi dës schwéier Zäit méi spannend, méi interessant, méi schéin, méi emotional maachen an eis ee Moment d'Suerge vergiesse loossen. Mee dës gesellschaftlech Beräicherung muss och eng finanziell Beräicherung fir de Kulturschaffende sinn. Den Androck muss vermidde ginn, dass an der lokaler Kultur alles gratis soll a muss sinn.

2020 ass, sou wéi d'Queen et eng Kéier gesot huet - dat war net fir 2020, dat war fir en anert Joer - en „Annus horribilis" fir d'Kulturzeen. An de Kultursecteur ass enorm betraff: manner Opféierungen, a wann iwwerhaapt Opféierungen, da mat ganz vill manner Leit. De Premier huet et gëschter gesot: Vum 14. Mäerz bis den 11. Mee goufen iwwer 100 Expositiounen zougemaach an iwwer 1.000 Manifestatioune goufen ofgesot.

Den Atelier, fir nëmmen een ze nennen, huet amplaz vun 130 Concerten an Evenementer an engem Joer der nëmmen 38 am Joer 2020 gehat. Am Groussen Theater an der Stad hu mat zwee Meter Social Distancing, wa meng Rechnung richteg ass, amplaz vun 1.000 Leit nach just 150 Leit Plaz. Dat ass eng Katastroph. An do musse mer entgéintwierken. An dobäi wëll ech déi sëlleche Leit, Firmen a Veräiner net vergiessen, déi net direkt de Statut vum Kulturschafenden hunn: d'Bünebauer, d'Dekorateuren, d'Luuchtentechniker, de Catering, de lokale Gesangs- a Museksveräin, déi en elementaren Deel vun der Kulturzeen sinn an déi elo och schlecht dru sinn an déi mer net dierfe vergiessen, mee déi mer och mussen ënnerstëtzen.

Drëttens: Déi kulturell Diversitéit, dat ass déi, déi am bedrotsten ass. Et besteet e reelle Risk, dass virun allem déi kleng Playeren, wéi dat jo haut genannt gëtt, verschwannen an dass déi international grouss Ënnerhalungsindustrie gestäerkt gëtt. De klengen Duerftheater, fir nëmmen ee Beispill ze bréngen, de klengen Duerftheater, dee verschwënnt, mee de Chiffre d'affaires vun Netflix, deen explodéiert. Dat huet en enormen Impakt op déi kulturell Diversifikatioun. An do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer dat wierklech wëllen an ob mer net grad hei mussen intervenéieren.

An ech muss soen, dass eis Kulturministesch hei net chôméiert huet. Si huet hei eng ganz Rei vu Saachen en place gesat. Ech erënneren un d'Upassung vum Gesetz vun den Intermittents du spectacle et artistes professionnels indépendants am Abrëll; Am Mee eng Verlängerung vun dësen Hëllefe bis den 30. Juni 2020. A mir schwätzen hei menge leschte Chifferen no vun 287 Intermittents du spectacle et artistes inscrits.

Ofgesoten Evenementer vu konventionéierten Acteure kruten eng Hëllef am Gesamtwäert vun 1,5 Milliounen. A fir aner Artisten ass gekuckt ginn, eng Residence ze kréien. Op engem Logementsmaart, dee sou schwéier ass wéi dee bei eis, ass dat och net evident. An déi regional Muséeën, déi kruten eng Ënnerstëtzung vun enger Millioun Euro.

Mäi leschte Punkt ënnert dem Kapitel Kultur ass den Ëmgang mat der Kultur: Dat ass e Spigelbild vum gesellschaftlechen Zoustand a vum Zesummenhalt. Egal wéi schlecht oder wéi gutt et eis geet, eng Gesellschaft brauch eng kritesch a kreativ Kultur. An dat solle mer eis och eppes kaschte loossen. A wou muss nogebessert ginn, fir eenzel Kulturinstitutiounen oder Kulturschafend ze ënnerstëtzen an dësen Zäiten, do solle mer dat och maachen. Trei nom Robert Krieps, deen 1984 geschriwwen huet: „Kultur fördern heißt den Menschen ehren. Kultur gestalten heißt mehr Mensch sein."

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An duerfir solle mer d'Ënnerstëtzung fir d'Kënschtler kontinuéierlech iwwerpréiwen a par rapport zu de Liewenskäschte reevaluéieren a gegeebenefalls dann och adaptéieren. An ech si frou iwwert déi Ausso vum Premier vu gëschter, wou en un déi zousätzlech fënnef Millioune fir 2020 erënnert huet, déi zur Verfügung sti fir nei kulturell Formater.

Jo, an da komme mer zum Logement. Dat ass ee vun deene grousse Problemer vun eiser Géigewaart. An ech wäert hei net ze laang drop agoen, well dat wäert mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, haut oder muer, dat musse mer jo dann nach gesinn, maachen. Vill Mesurë mussen hei zesumme gräifen. Et gëtt och hei keng Solution miracle. Keen huet heibannen d'Weisheet gepacht. Et gëtt Sujeten, do musse mer parteiiwwergräifend no Solutioune sichen an eis eens ginn. Hei huet jidderee seng Laascht ze droen. An et huet och jidderee säin Deel Schold heirun. Hei ka kee soen, dass en alles richteg gemaach huet, an et soll een hei och net soen, dass déi aner alles falsch gemaach hunn. A mir kréien hei just e gudden Accord, wa mer parteiiwwergräifend eis zesummesetzen, fir eng uerdentlech Solutioun ze fannen.

An et ass esou einfach, déi aner, an och esou schwéier, sech selwer ze beléieren. Hei ass kee méi wäit vun der Wourecht ewech wéi deen, dee mengt, alleguer d'Äntwerten ze wëssen.

De Pacte Logement, dat ass zum Deel e richtegt Instrument, fir déi richteg Weichen ze setzen, well d'Gemengen hei elo gehale sinn, och abordabele Wunnraum ze schafen. Mee muer wäert mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, nach méi am Detail dorobber agoen.

Nieft dem Logement ass d'Schoul och ee vun deene Sujeten, wou nieft den ideologeschen Differenzen, déi mer sécherlech heibannen hunn, d'Wuel vun der Allgemengheet an d'Suerg virun dem Echec eis heibanne musse vereenen.

Fir eis bleift d'ëffentlech Schoul de Gradmiesser vun enger ausgeräifter Bildungspolitik, eng Schoul fir jiddereen, eng Schoul, déi sech awer och upasse muss un déi, déi et méi schwéier hunn. An ech wëll och hei op dee wonnerbaren Asaz vun deene villen, déi an der Schoul am formalen an am nonformale Beräich schaffen, hiweisen, déi eis mat ganz grousem Asaz gutt duerch dës Kris bruecht hunn. An och hei wäert meng Kolleegin, d'Francine Closener, muer méi am Detail drop agoen.

An der Kris huet ee gesinn, wéi wichteg d'Mesurë waren, déi mir glécklecherweis schonn an eisem soziale System haten an déi et erlaabt hunn, weiderzefonctionéieren, wann och ënner aneren Ëmstänn. Niewent der Kuerzaarbecht, dem Congé pour raisons familiales, war och de Congé de soutien familial e wichtegen Outil, deen dank engem gudde Sozialstaat och séier konnt ëmgesat ginn. An Zukunft muss een och hei déi richteg Léieren aus der Kris zéien.

Déi, déi sécherlech mat am meeschten an däser Kris gelidden hunn, waren eis eeler Generatiounen, déi an Institutioune liewen. Hir Situatioun war net einfach an d'Alengsinn ass net ze ënnerschätzen. An de Manque d'affection, deen een dann huet, wann een aleng ass, dee kann een och quasi als eng Aart vu Folter ugesinn. Hei ass et also ëmsou méi wichteg, dass mer d'Qualitéit an eisen Altersheimer, an eise CIPAen héich halen an novollzéibar Krittären uniform fir jidderee festleeën. Dat si mer der Jugend vu fréier onbedéngt schëlleg.

Jo, mir soen och weiderhin: „Mir brauchen eng nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg." Et ass esou oft „Nohaltegkeet" hei gefall, ech komme mer es bal net méi zou, dass mer alleguerten esou nohalteg hei denken! Dat ass awer och gutt esou, ech fannen dat ganz gutt, da si mer jo och alleguer op enger Linn. Mee dës nohalteg Entwécklung, déi muss fir eis alleguerte sinn. Mir dierfen hei keen am Ree stoe loossen. D'Land besteet och aus Leit, déi manner verdéngen an déi zemools an däser Zäit sécherlech d'Geld net hunn, fir an Energie an a Klima ze investéieren. A fir eis ass et kloer, dass mir just Moossnamen am Klimaschutz kéinten a géifen zoustëmmen, wann e soziale staarken Ausgläich hei geschitt. A mir ënnerstëtzen déi, déi et brauchen, déi mer net ausse vir dierfe loosse beim Klimawandel. Et ass dat fir eis en Akt vun elementarer Solidaritéit.

Do ass de Steierkreditt en ideaalt Instrument. Et ass zwar schwéier ze erklären, dee Steierkreditt, well allkéiers, wann ee Steier héiert, da soe vill Leit: „Da musse mer eppes bezuelen." Mee hei ass et e Steierkreditt. An et ass sécherlech e ganz effikasse Moyen, fir de Leit konkreet ze hëllefen.

Cash an d'Täsch kréien d'Leit also hei Suen, fir déi Mesurë vun der CO_2-Steier ofzefiederen. Eng CO_2-Steier, zu där mir stinn, soulaang se eebe sozial ofgefiedert ass. Ouni sozial Komponent ginn d'Mesurë fir de Klima nämlech net vu jidderengem akzeptéiert. An et dierfen net déi, déi am mannsten hunn, zur Keess gebiede ginn, mee et muss een deene Leit hëllefen, dass se och un de Mesurë kënnen deelhuelen an och aktiv mathëllefen, eppes fir hir Kanner a fir hir Kandskanner an och fir sech selwer ze maachen.

De Crédit d'impôt ass also, fir et eng Kéier ze erklären, eng Steier, déi een iwwerwise kritt vun der Steierverwaltung. Suen also, déi een direkt op dem Kont huet. Ech soen et nach eng Kéier: „Cash an d'Täsch". A wat ee manner huet, wat ee méi kréie kann. Mir hunn also drop gekuckt, dass net nëmmen de Mindestlounbezéier eppes vun dësem Steierkreditt huet, mee bis 40.000 Euro Akommes spillt de Steierkreditt ganz an da vu 40.000 bis 80.000 Euro geet en degressiv erof. Och haut hu mer schonn där Steierkreditter. Dat hu mer jo mat der Steierreform vun 2017 agefouert.

E puer Beispiller, fir de Steierkreditt, wéi mer en elo schonn hunn, wëll ech lech ginn, fir dass een dat besser kann illustréieren. Deen ass onofhängeg vun der familiärer Situatioun. An e Beispill 1: Haut, ouni déi Mesuren, déi elo nach derbäikommen, haut, bei engem Salaire brut vun 3.000 Euro, kritt ee scho 50 Euro all Mount u Steierkreditt. Bei engem Salaire vu 5.000 Euro sinn et ëmmerhin nach 25 Euro de Mount. A genau bei dëse Steierkreditt, do kommen dann elo och nach 96 Euro d'Joer maximal derbäi, natierlech ofhängeg vum Akommes. An et geet hei drëms, d'CO_2-Steier, wéi ech et virdru gesot hunn, ofzefiederen.

An zur Erhéijung vun der CO_2-Steier wëll ech lech och e klengt Rechebeispill hei ginn. Bei enger Erhéijung vu 5 Cent um Sprit mécht dat bei engem Tank vu 50 Liter ganzer 2,5 Euro aus. Wann een elo rechent, dass een 20.000 Kilometer am Joer mécht, dass een en Auto huet, dee 7 Liter pro 100 Kilometer verbraucht, da mécht dat eng Dépense supplémentaire - am Joer! -, mécht dat eng Dépense supplémentaire am Joer vu 70 Euro aus, vu 5,8 Euro de Mount, déi, wann een e Steierkreditt kritt, also an der Akommesspart bis 80.000 Euro läit, zum Deel jo kompenséiert ginn. An alleguer déi, déi driwwerleien, do si mer der Meenung, dass déi 5,8 Euro de Mount fir eng besser Ëmwelt fir eis alleguerte kënnen investéieren.

A mir ënnerstëtzen och voll a ganz, dass d'Allocation de vie chère ëm 10 %, also ronn 130 Euro, gehéicht gëtt, fir dass déi, déi wierklech net vill hunn, hei net op der Säit gelooss ginn an och hei substanziell gehollef kënne kréien.

Bei de Renovatioune vu Gebaier vum Staat, do muss de Staat och mam gudde Beispill virgoen. Et muss och an d'Formatioun vun den Handwierker méi investéiert ginn. An déi ëffentlech Gebaier, déi sollen dann och als Éischt renovéiert ginn. Aus dëser Kris musse mir kënne profitéieren an eis Wirtschaft méi nohalteg gestalten, méi regional an op d'Kreeslafwirtschaft baséierende Circuite gestalten, ouni dobäi, wéi gesot, déi sozial Komponent ze vergiessen.

Mir mussen eis Beméiunge fir eng nohalteg Industriepolitik intensivéieren; ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. A mir mussen elo fir eis nächst Generatioune suergen, fir eng gerecht Verdeelung vun de materielle Ressourcen, Liewenschancen a Liewensqualitéit ënnert de Generatiounen ze färderen. De Premier huet et gëschter gesot, en huet vun Egoismus geschwat. Ech fannen, an dësem Domän weist et sech am beschten, wéi egoistesch ee ka sinn, well mer hei fir eis elo a virun allem fir eis kommend Generatiounen Akzenter kënne setzen. An ech fannen, do dierfe mer op kee Fall egoistesch sinn.

Wa mer vun Ëmwelt- a Klimaschutz schwätzen a vun enger nohalteger lokaler Produktioun vu liewensnoutwendege Gidder, da musse mer och hei iwwert d'Landwirtschaft schwätzen. Engersäits gëtt et wéineg Produkter, déi existenziell esou wichteg si wéi d'Liewensmëttel, déi d'Landwirtschaft eis liwwert. An anerersäits maachen d'Flächen zu Lëtzebuerg, déi landwirtschaftlech genotzt ginn, esou e groussen Deel am Land aus, dass d'Produktiounsmethoden an aussergewéinlech héijen Impakt op den Ëmweltschutz a ganz besonnesch op d'Biodiversitéit an op d'Qualitéit vun eise Gewässer hunn. An der Landwirtschaft mussen duerfir besonnesch grouss Efforte gemaach ginn, fir méiglechst nohalteg ze produzéieren an d'Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze integréieren.

Als LSAP begréisse mer duerfir den Landwirtschaftsminister Romain Schneider säi Bioaktiounsplang, deen et soll erméiglechen, dass bis d'Joer 2025 20 % vun den Agrarflächen zu Lëtzebuerg no de Krittäre vun der Biolandwirtschaft genotzt ginn. Dës Standarde si vläicht net ëmmer perfekt, jo. An dach si se eisen Ëmwelt- an Déiereschutzziler e Stéck méi no wéi d'Minimalstandarde vun der konventioneller Landwirtschaft.

An dobäi muss een ënnersträichen, dass e ganz groussen Deel vun de Lëtzebuerger Baueren am konventionelle Secteur wäitaus méi nohalteg produzéieren, wéi dës Mindeststandarden dat virgesinn. 906 Bauerebetriber huelen u mindestens engem Ëmweltprogramm deel. 547 maache bei engem Biodiversitéitsprogramm mat. Ee gudden Deel vun de Fläche läit haut schonn an Zonen, fir déi besonnesch Ëmweltoplage gëllen.

Lëtzebuerg ass doriwwer eraus Virreider, wann et ëm de Glyphosatverbuet geet a mécht och esou grouss Efforten, fir den Asaz vu Pestiziden ze reduzéieren. All dës Leeschtungen am Biolandbau, mee virun allem och am konventionelle Secteur, musse besser visibel gemaach ginn, fir dass d'Konsumenten, déi net nëmmen op de Präis kucken, déi héich Qualitéit vun de Lëtzebuerger Produite besser kënnen aschätzen.

Ganz positiv bewäerte mir als LSAP duerfir d'Initiativ vum Landwirtschaftsminister, fir en neie Label anzeféieren, e Label, dee genau dës Krittären an dës Qualitéiten ervirsträicht. Mir kënnen déi landwirtschaftlech Produktioun net nëmmen aus der Vue vum Ëmweltschutz kucken. Et ass näischt gewonnen, wann d'Efforte vun eise Bauere vun de Konsumenten net wouergeholl ginn a si net duerfir belount ginn. Dat hëlleft hinnen och näischt.

A wann um Enn méi auslännesch Konkurrenzproduite kaaft ginn, déi manner héich Ëmweltstandarde respektéieren a virun allem méi bëlleg sinn, dann ass domat eiser Landwirtschaft net geholfef. Eis Landwirtschaft brauch Clienten, déi bereet sinn, e bësse méi Sue fir Liewensmëttel auszeginn, déi vu garantéiert gudder Qualitéit sinn. An ech sinn och iwwerzeegt, dass sech där Leit do fannen.

Als Sozialist sinn ech mer ganz bewosst, dass et zu Lëtzebuerg vill Leit gëtt, déi all Euro mussen ëmdréien, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen. Mee wann all déi Leit, déi e bësse besser dru sinn, konsequent regional a Bioproduite kafen, hei vu Lëtzebuerg, da brauche mer eis manner Suergen ëm d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze maachen. An der sanitärer Kris gouf et jo schonn e positiven Trend an déi Richtung. Ech sinn optimistesch, dass déi Promotiounsefforten, déi vum Landwirtschaftsministère gemaach ginn, kënnen hëllefen, dass dësen Trend och no der Kris kann oprechterhale ginn.

Mir wëssen natierlech alleguer, dass d'Landwirtschaft leider net un éischter Stell hire Revenu iwwert de Präis vun hire Produkter erakritt, mee zu engem weesentlechen Deel vun de Subside lieft. De Staat muss fir d'Baueren e verlässleche Partner sinn a seng Subsidepolitik muss et de Baueren erlaben, laangfristeg ze plangen. Et ass deemno wichteg ze soen, dass déi Lëtzebuerger Strategie, fir eis Landwirtschaft méi nohalteg ze maachen, sech areit an den New Green Deal vun der EU-Kommissioun an dass e Gesetzesprojet virläit, fir d'Agrargesetz unzepassen, soudass engersäits d'Kontinuitéit garantéiert ass an anerersäits d'Weiche schonn an déi richteg Richtung gestallt ginn, déi mer an de kommende Jore wäerten aschloen.

Zil ass et, fir héichwäerteg Liewensmëttel nohalteg ze produzéieren an eng gutt Kontroll iwwert déi ganz Produktiounschaîne ze hunn, esou wéi haut gesot gëtt: „from farm to fork" oder „de la fourche à la fourchette". Voilà.

Wéi vill aner Betriber gouf d'Landwirtschaft vun de Konsequenze vun der Coronakris getraff. Mee de Secteur wäert sécherlech ee vun deene sinn, déi laangfristeg am schwéiersten ënnert de Follge vum Klimawandel wäerten ze leiden hunn. De Paquet de relance fir d'Landwirtschaft war wichteg, mee mindestens esou wichteg wäert an Zukunft eng konsequent Ënnerstëtzung fir dëse Secteur sinn am Beräich vun der Innovatioun. Nëmmen esou wäert et fir dës Betriber méiglech sinn, sech net nëmmen un d'Erwaardunge vun de Konsumenten, mee och u veränner Klimabedéngungen unzepassen.

Ech hunn et virdru gesot, mir maache weider grouss Investissementer, déi an de Jore virun der Kris esou ëm 3,7 % vum PIB louchen. 2019 hate mer am Zentralstaat fir d'éischte Kéier de symbolesche Seuil vun 2,5 Milliarden Euro iwwerschratt. Dëst si 4 % vum PIB gewiescht. An 2020 hu mir méi wéi 2,8 Milliarden Euro investéiert. Déi 2,8 Milliarden - do ass de Militärfliger inclus - entsprieche 4,3 % vum PIB.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An enger Kris assuréieren d'Investissementer an eis Infrastrukture vu Staat a Gemengen net nëmmen eis Liewensqualitéit, mee droen och zur Erhuelung vun der Wirtschaft bäi. Duerch eng räsonabel Budgetspolitik vun der Regierung an deene leschte Joren hu mer och de Spillraum, d'Kafkraaft vun de Menagen erhalen an och déi am stäerkste betraffe Secteure vun eiser Wirtschaft ënnerstëtzt. An d'Land brauch Investissementer! An de Staat muss d'Leit an deene verschiddenen Transitioune beglee-

den, fir derfir ze suergen, dass se och sozial gerecht sinn.

Sécherlech sinn d'Investissementer an d'Prioritéit fir den ëffentlechen Transport richteg. An déi fannen och weider eis vollst Ënnerstëtzung.

An ech kommen zu engem Punkt, wou mer haut och scho vill driwwer geschwat hunn, zu de Finanzen. Mir hunn dës Kéier, an och an de leschte Krisen, hei zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik gemaach. Deen dat seet, deen huet net gesinn, wivill Suen dass investéiert goufen, an huet och net gesinn, dass weider vill u Sozialleeschtungen transferéiert ginn. Dat war eng richteg Entscheedung a mir hunn d'Prioritéite richteg gesat an d'Investissementer och weider héich gehalen.

Eis Scholdelaascht, déi ass geklommen duerch dës aussergewéinlech Situatioun, an där mir eis befannen. Eis Finanzpolitik vun de leschte Jore war also absolutt richteg. Mir haten nämlech Enn 2019 glécklecherweis eng ganz gesond Situatioun: mat 12,5 Milliarden an absolutten Zuelen ass d'ëffentlech Schold vum Gesamtstaat ganz limitéiert gewiescht. A wa keng Pandemie dertëschentkomm wär - ech soen et nach eng Kéier: Dee Moment, wou de Pluriannuel erstallt ginn ass, konnt jo och keen dat wëssen -, da wier eis ëffentlech Schold viraussiichtlech bei 17,5 % vum PIB 2023 gelant.

Den 22. Abrëll huet Lëtzebuerg en Emprunt obligatoire an Héicht vun 2,5 Milliarden opgeholl, fir d'Konsequenze vun dëser Pandemie op d'Ekonomie ofzefiederen. Den Taux moyen, dee läit bei minus 0,035 %. Mir kréien also méi Suen, wéi mer der u sech wëlle léinen. Dat ënnersträicht, dass Lëtzebuerg um Marché als e Land ugesi gëtt, an deem seng Gestioun ee Vertraue kann hunn; dem Triple-A sei Dank. Haut hu mer da 16 Milliarde Schold a mir leie bei 27,4 % vun eisem PIB a leien domadder nach ëmmer op engem vun den niddregsten Niveauen an der EU.

A souguer an esou enger schwiereger Situatioun wéi déi, déi mer elo allegueren hei hunn, huet Lëtzebuerg säin innovative Geescht net verluer an huet mat der rezenter nohalteger Staatsobligatioun en neie Wee opgemaach, wou mer eis schonn ee vun de Leaderen an deem Secteur vun den nohaltege Finanze sinn, woumat sozial an ekologesch Projeten ënnerstëtzt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Staatsminister huet et gesot an de Finanzminister huet et de Moien och nach eemol erkläert: Am Koalitiounsaccord huet dës Regierung sech verflicht, de System vun de Stockoptions a vun de Warranten ze iwwerschaffen; esou stoung et dran. A si huet Wuert gehalen: Si huet d'Stockoptions an d'Warranten ofgeschaaft. Duerch dëst Ofschafe kommen eng Rei Sue méi an d'Staatskeess. Et gëtt mat 100 bis 105 Millioune gerechent.

A well mer awer och nach wëllen attraktiv bleiwen an och héichwäertegt Personal weider wëllen hei zu Lëtzebuerg unzéien, ass d'Prime participative dann agefouert ginn, mat engem Déchet fiscal, dee vill manner grouss ass, well mer och nach wëllen en Atout fir eng Rei vu Leit sinn, déi hei op Lëtzebuerg wëlle schaffe kommen. Den Déchet fiscal ass ronn 20 Milliounen an ass, wéi gesot, sécherlech hei manner wéi dee bei de Warranten a bei de Stockoptions. An déi Suen, déi mer elo méi an der Staatskeess hunn, déi kënne mer och da méi verdeelen un déi, déi manner hunn.

Mir ënnerstëtzen och ausdrécklech, dass den aktuelle Steierregimm vun de FISe reforméiert gëtt an dass d'Schlupflächer, fir manner Steieren ze bezuelen, hei zougemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, beim Opstelle vum Koalitiounsaccord huet keen dës Covidkris fir méiglech gehalen. An et huet och kee kënne virausgesinn, wat fir Repercussiounen esou eng Kris op eis Finanzen huet. Ëmmerhi schwätze mer hei vun engem Minus vu 4,4 Milliarde fir dëst Joer. A selbstverständlech, a selbstverständlech steet eis Partei zu deem Accord, dee mer 2018 ënnerschriwwen hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et muss awer och erlaabt sinn, jo, et ass souguer eis Flicht, doriwwer nozedenken, wéi mer d'Recettë vum Staat mëttelfristeg kéinten erhéijen, fir dass de Staat déi villfälteg Aufgaben, déi him zoufalen, och an Zukunft nach kann erfëllen. D'Diskussioun reduzéiert sech net op d'Fro, ob et nei Steiere gëtt oder net, mee virun allem dorop, dass mer d'Steierrecetten dohinner musse siche goen, wou d'Suen och sinn.

Dat ass net nëmmen eng Fro vum einfachen Iwwerliewe vun eisem Sozialstaat, mee doriwwer eraus ass et virun allem eng Fro vu Gerechtegkeet. An do hu mir gëschter vum Premier héieren, dass d'Moossname jo kommen. Déi zukënfteg Besteierung vun de FISen, d'Ofschafung vun de Stockoptions, déi spulle Suen an d'Staatskeess. An déi Suen, déi brauche mer, fir sozial Mesurë kënnen ze finanzéieren, wéi deen neien erhéichte Steierkreditt, dee fir d'Beneficiairen - ech soen et nach eng Kéier - méi Cash an d'Täsch bedeit, genau wéi d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère.

An déi Diskussioun, an dat wëll ech hei awer och eng Kéier ganz kloer soen, ass fir d'Sozialisten net eriwwer! Si wäert konsequent an der Gesellschaft weidergefouert ginn, ob mer dat wëllen oder net. An dorunner wëlle mer eis och bedeelegen an dat ass och gutt esou.

Mir sinn eis bewosst, dass een duerfir an enger Koalitioun zu dräi och zu dräi muss d'accord sinn, fir nei Weeër ze goen. Mee fir iwwer eppes kënnen d'accord ze sinn, do muss een och driwwer diskutéieren. An dass dat an dëser Koalitioun nach ëmmer geet, dass dat dëser Koalitioun nach ëmmer geléngt, iwwer Saachen ze diskutéieren, dat huet de Premier mat sengen Ukënnegunge vu Steiermesuren a Sozialentlaaschtunge bewisen. An dat ass och gutt esou. Dat fanne mer eng gutt Attitüd, dat muss och weider esou bleiwen. Et sinn och weider Accorde mat de Sozialisten ze fannen, soulaang se an déi richteg Richtung ginn an net déi belaaschten, déi souwisou schonn net vill hunn.

An duerfir soen ech och ganz kloer, dass et TVA-Erhéijungen oder Erhéijunge vun der Lounsteier genausou wéi den Ofbau vu Sozialleeschtunge mat der LSAP net wäert ginn. Et gëtt keng TVA-Erhéijung mat eis, et gëtt keng Erhéijung vun der Lounsteier an et gëtt och keen Ofbau vu Sozialleeschtungen. Dat sinn eis rout Linnen, déi mir zéien.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mat mir och net.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mat eis och net.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A wann ech de Premier héieren an d'Fraktiounssprriecherin vun deene Gréngen, mat hinnen och net, da sinn ech ganz frou doriwwer.

E weidert Element vun enger méi gerechter Steierpolitik ass, dass d'Grondsteier reforméiert gëtt an nächster Zäit. A mir sécheren eiser Inneministerin an der ganzer Regierung hei och eis voll Ënnerstëtzung zou, fir dass se hei Gas gëtt, fir dës Reform esou séier wéi méiglech weiderzeféieren. D'Gemenge sollen hei näischt verléieren. Mee et kann ee sech virstellen, dass een op déi Abgab vun de Gemengen eng Nationalsteier kann dropleeën, déi ee kann erhiewen, déi da Suen an d'Staatskeess ka bréngen, ouni dass d'Gemengen eppes solle verléieren. Hei ginn et Modeller, déi ee sech ka virstellen a wou warscheinlech kee méi, warscheinlech souguer deen een oder anere manner belaascht wäert kënne ginn.

Eis finanziell Situatioun ass natierlech net déi, déi mer virun engem Joer virausgesinn hunn. Mee glécklecherweis hu mer an de leschte Joren eng virsiichteg, awer keng ängschtlech Finanzpolitik gemaach, déi eis et elo erlaabt, dass mer op gudde finanzielle Bee stinn, dass eis Staatsschold nach ëmmer an de Limitten ass, wou mer se geréiere kënnen, dass mer, jo, mat 4,4 Milliarden Defizit haut rechnen, woubäi et am Mäerz nach 5 Milliarde waren, mee dass mer och domadder keng Loftspréng eis kënnen erlaben.

Mir kommen awer esou duerch d'Kris, ouni dass d'Situatioun vun de Finanzen desastréis wier, an dat obwuel mer Milliarden an de Grapp geholl hunn, fir den Impakt vun dëser Kris ofzefiederen, fir eise Betriber esou vill wéi méiglech ze hëllefen an den Aarbechtsmaart net zum Abroch kommen ze loossen.

Den Impakt vun all dëse Mesuren op d'Betriber, dat huet och gegraff. Et waren déi richteg Entscheedungen, a mir duerfen elo net noloossen a mussen och weider eis Ënnerstëtzung fir déi Betriber a Secteuren, déi am meeschte betraff sinn, oprechterhalen. Mir mussen och weider Aarbechtsplaze schafen op allen Niveauen an och hei d'Dezentraliséierung weiderdreiwen, an - och dat wëll ech eng Kéier kloer gesot hunn - net all Aarbechtsplaz muss an der Stad sinn.

Lëtzebuerg muss och weiderhin e Land mat enger aktiver Industriepolitik bleiwen. Mir musse weider op Prospektioun vun neie Wirtschaftssecteure goen. An déi fënnt een net einfach esou, dat ass haart Aarbecht. An do huet de Rifkin-Prozess eis eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, mat dem Prinzip vun der Nohaltegkeet mat deenen dräi gläichberechtegte Sailen, ech wëll et nach eng Kéier hei betounen, deenen dräi gläichberechtegte Saile vun Ekonomie, Ekologie an deem Sozialen.

A mir kënnen eis wierklech keng weider Episod wéi dat mat FAGE hei zu Lëtzebuerg erlaben. Et muss vu virera kloer sinn, wann de politesche Wëllen do ass, eng Industrie hei op Lëtzebuerg ze huelen, wat mer als Staat froen, wat d'Konditioune vun der Stee sinn, an da solle mer och proaktiv un neien Aarbechtsplaze fir jidderee schaffen. Och dat si mer eisen zukënftege Generatioune schëlleg.

An ech wëll hei de Premier vu gëschter paraphraséieren: „Gëtt déi Fro, ob een industrielle Projet kompatibel ass, mat Jo beäntwert, da bleift se mat Jo beäntwert." Dat kënne mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen!

Ech wëll duerfir och hei ganz kloer soen, dass fir eis als LSAP d'Diversifikatioun vun der Industriepolitik weider e wichtegt Element ass a bleift an dass den Dossier Google hei e wichtegt Baustéck dovunner ass. Deen duerfe mer net an de Sand setzen!

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wa mer eis als e Leader an der Digitalisatioun wëlle profiléieren, wa mer mam Supercomputer MeluXina schonn e richtege Schratt an déi richteg Richtung gemaach hunn, wa mer viru Joren den Ausbau vun dem Glasfaserreseau massiv geféirdert hunn, da musse mer och den Dossier Google als e Puzzlestéck vun dëser Strategie gesinn. An dee muss dat och bleiwen a mir mussen dësen Dossier och op e gutt Enn féieren.

Mir als LSAP stinn dozou! An ech wier och frou, hei e klore Statement vun deenen anere Parteien ze héieren, wéi se dann zum Dossier Google stinn. Hei, déi eng sinn emol eng Kéier derfir an erëm eng Kéier dergéint. Sot de Leit dobaussen, fir wat Der stitt! Sot de Leit dobaussen an och heibannen, wat Der vun dësem Dossier wierklech wëllt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Bis elo hu mer just Transparenz gefrot gehat.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bis elo, jo, mee Dir hutt Iech op alle Fall nach net derzou geäussert. Dir hutt Iech iwwerhaapt nach net dozou geäussert!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ... Mir hu gesot, Google passt op Lëtzebuerg a FAGE net.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Eng Kéier hutt Der derfir geschwat, Dir sidd fir eng Diversifizéierung, an eng Kéier sidd Der dergéint. Also ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech weess net, ob dat schwéier ze verstoen ass.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Nee, nee, dat ass net schwéier ze verstoen. Also normalerweis sidd Dir net schwéier ze verstoen, well … Mee op alle Fall ass et esou, dass Der eng Kéier Jo sot an eng Kéier Nee sot. Mee déi zwee zesummen, dat geet an dësem Dossier net. Dir musst Iech eng Kéier kloer positionéieren.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Är Vinylsplack ass och hänke bliwwen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bei der CSV ass dat net esou einfach. Eng Kéier si se fir eng Ierfschaftssteier an eng Kéier sinn déi aner dergéint. Eng Kéier si se fir Google an eng Kéier si se dergéint. Nee, Dir musst Iech eng Kéier kloer positionéieren. Dat schéngt Iech wierklech schwéierzefalen.

D'Gemengen, fir bei mäi leschte Sujet ze kommen, waren a sinn nach ëmmer fundamental wichteg Acteuren, fir dës Pandemie ze meeschteren. Dat hu mer virun allem och bei der Schoulrentrée gesinn. D'Gemenge konnten hir essenziell Aktivitéiten oprechterhalen, eegen Initiativen entwéckelen an nach weiderhin no beim Bierger sinn.

D'Gemenge sinn e wichtegen Acteur bei der Relance fir d'Wirtschaft. Et ass duerfir wichteg, dass d'Gemengen hir Infrastrukturprojeten och kënnen duerchzéien, engersäits fir d'Liewensqualitéit vun deenen zukënftege Generatiounen ze assuréieren, mee eeben och, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen an d'PMEen ze ënnerstëtzen.

D'Ministesch gräift de Gemengen hei jo finanziell ënnert d'Äerm, zum Beispill mat der Erhéijung vun de Subside fir essenziell Ekipementer.

An Zukunft brauche mer resilient Gemengen. Duerfir ënnerstëtze mer d'Plateforme nationale sur la réduction de risques de catastrophe, déi zäitno och wäert lancéiert ginn.

Zu der Aussepolitik, der Immigratioun an der Kooperatioun verweisen ech op déi aussepolitesch Debatt am November an op den Debat iwwert d'Kooperatioun am Oktober.

Ee Wuert awer zu Europa. An dëse leschte Méint huet Europa net dat gehalen, wat mer eis vun Europa gewënscht hunn. Zoue Grenzen, nationaalt Denken ouni Rücksicht op den Noper, jidderee fir sech a keng konzertéiert gemeinschaftlech Aktiounen hu bei ville Leit de Glawen un Europa un d'Zweifele bruecht. An hei musse mer elo ganz vill schaffen, fir dass mer dat Vertrauen erëmgewannen.

De Stabilitéitspak, de Cadre financier pluriannuel fir d'Joren 2021 bis 2027 mat 750 Milliarden ass schonn emol e richtege Schratt an déi richteg Richtung. Mir gleewen awer weider un Europa a mir wäerten eis och weider fir méi Mateneen a manner Géinteneen asetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisem Land geet et den Ëmstänn entspriechend gutt. Nee, net blendend, an et sinn och nach vill Saachen ze verbesseren, mee et geet dem Land den Ëmstänn entspriechend gutt, well mer gutt duerch déi Kris hei komm sinn. Mir sinn um Wee vun der Besserung no enger schwéierer Krankheet, déi awer nach net eriwwer ass. Wa mer weider op eis an op déi aner oppassen, da packe mer dat. Mir als LSAP, mir këmmeren eis ëm Iech. Mir huelen Är Problemer eescht a mir pake se och un.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner …

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Roth huet nach eng Fro fir den Här Engel.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, den Här Engel hat mir op dem Pult eng Fro gestallt, déi iwwert d'Solidaritéitssteier. Hien huet d'CSV zitéiert, et war falsch. An hien ass jo dann de Mann vun de klore Positiounen. Also ech kann Iech versécheren, d'CSV ass géint eng Ierfschaftssteier an éischter Linn, an d'CSV ass och gradesou kloer géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir physesch Persounen.

An ech hätt an där selwechter Kloerheet vun dem Fraktiounspresident vun der LSAP, vum Här Georges Engel, da gären eng Äntwert: Ass d'LSAP fir oder géint eng Neesaféierung vun der Verméigenssteier fir Privatpersounen? Ass d'LSAP fir oder géint en Ofschafe vun dem Bankgeheimnis fir Lëtzebuerger Residenten?

(Brouhaha)

Gitt dem Land eng kloer Äntwert vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, den Här Roth bräicht nëmmen eis Positiounen ze liesen, déi mer scho laang ginn hunn! An da bräicht en déi …

(Brouhaha général)

An da brauch en nëmmen den nächste Walprogramm vun der LSAP ze liesen! An dee wäert ...

(Protestations)

... ganz genau soen, wat mer wëllen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Nee, d'Positioun haut! Wat ass dann d'LSAP-Positioun?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Den iwwernächsten och vläicht!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Den Här Cruchten huet och schonn eppes anescht gesot.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- A mir hunn eis zu dësem Koalitiounsprogramm, dee mer hei hunn, bekannt a mir wäerten deen och weider hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel.

(Brouhaha)

An elo huet d'Wuert d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, wannechgelift.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Kloer ass d'LSAP!

Une voix.- D'CSV huet eng Koalitioun an der Partei, do ass et méi schwéier.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, d'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech waarden, bis déi Häre sech ausgetosch hunn.

Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Gank vun der Chamber läit esou e klengt Dokument vun der OCDE mam Numm „Coronavirus : Vivre avec l'incertitude". Et ass den Titel vun engem Tëscherapport vun der OCDE, wou déi ekonomesch Situatioun vun de 37 Staaten am Kontext vun der Covidkris analyséiert gëtt. A schonn eleng den Ausdrock „vivre avec l'incertitude", den Titel vum Dokument, dréckt an e puer Wierder dat aus, wat d'Gesellschaft a wat d'Ekonomie hautdesdaags beweegt a wat och eis hei an der Chamber muss beweegen. An zwar d'Onsécherheet vun der Zukunft an enger Zäit vu Pandemie, wou d'Politik net nëmmen déi sanitär Kris a Schach muss halen, mee och hir ekonomesch, gesellschaftlech, mental a sozial Konsequenzen, a wou mer doriwwer eraus awer och mat enger Klimakris konfrontéiert sinn, déi mer scho laang kennen, an dernieft mat enger Logementskris, déi sech wärend Joerzéngten zu Lëtzebuerg opgebaut huet. Zwou Krisen, déi bei d'Sanitärkris derbäikommen.

Fir déi ze meeschteren, brauche mer natierlech Energie. An dat alles zesummen ass och keen einfachen Defi. Et gi keng fäerdeg Rezepter an e Management vu Krisen ass och keng appliziéiert Wëssenschaft. Un der Politik ass et, dee Prozess jee no Entwécklung ze gestalten. An duerfir ginn et eng ganz Rei Pisten, wou ech d'Pisten, déi d'Regierung ageschloen huet, déi Weeër, déi an de leschte Méint ageschloe gi sinn, explizitt wëll begréissen am Numm vun der grénger Fraktioun.

Ech wéilt awer och zesumme mam François Benoy, mengem Fraktiounskolleeg, e puer Punkte méi ge-

nee ënnert d'Lupp huelen, wat déi laangfristeg Objektiver ugeet, fir datt mer weider Krise kënne verhënneren, dëst an enger konstruktiver Approche, well mir sinn der Meenung, datt eng restriktiv Approche eis haut net ganz vill virubréngt. Besser, mir halen zesummen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wa mer an der sanitärer Kris vu Solidaritéit schwätzen, da misst dat eigentlech och fir d'Chamber gëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, anescht wéi an den Debatte vum État de la nation, wéi et üblech ass normalerweis, fänken ech haut net mat der ekonomescher Situatioun vum Land un, mee am Numm vun der gréngen Fraktioun wéilt ech och wéi aner Spriecher mam Gesondheetssecteur ufänken, dee jo schonn zanter Méint am Mëttelpunkt steet, wann et ëm d'Gestioun vun der Kris geet.

Ech maachen dat haut awer emol eng Kéier net, fir de Krisemanagement vun der Regierung nach eng Kéier ze luewen, obschonn se e Luef verdéngt huet, mee ech mengen, domat geet et net duer. Ech maachen dat, fir op eng Rei strukturell Schwaachpunkte vun eisem Gesondheets- a Sozialsecteur anzegoen, déi an der Lescht eigentlech nach méi offensichtlech gi sinn a behuewe musse ginn, fir datt eise Gesondheetssystem méi krisefest gëtt.

An ech si ganz besonnesch frou, datt mer ofgemaach hunn, déi Schwaachpunkten an der Santéskommissioun méi geziilt ënnert d'Lupp ze huelen, an datt mer eis och dozou bekennen, de Gesondheetsdësch konstruktiv ze begleeden.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Datt dëse Secteur bei den Debatte ronderëm d'Lag vun der Natioun an der Vergaangenheet meeschtens ze kuerz koum, wärend d'Wirtschaft an d'Finanze reegelméisseg bei deenen Debatten am Mëttelpunkt stoungen, ass eigentlech net verwonnerlech. Et kënnt zu engem gudden Deel dohier, datt de Gesondheetssecteur net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och generell an Europa net als droende Pilier vun eiser fräier Maartwirtschaft ugesi gëtt, mee just als „pilier d'appui", als „secteur d'appui".

Et ass dat, wat och de Premier gëschter a senger Deklaratioun bedauert huet a wouriwwer ech e puer Wierder wéilt verléieren.

Här President, spéitstens an der Kris si mer eis jo bewosst ginn, datt d'Santé an d'Wirtschaft Hand an Hand musse goen. An deem Sënn war et e Feeler - an ech sinn elo bei Europa -, datt déi Europäesch Unioun eenzeg an eleng op wirtschaftlechen Objektiver opgebaut ginn ass an net och op Objektiver vu Gesondheet a Gesondheetsschutz.

Wat déi europäesch Gesondheetspolitik ugeet, esou huet déi Europäesch Kommissioun zwar e ganz grousse Rettungspak mat enger ganzer Rei Moossnamen op den Dësch geluecht. Allerdéngs war de Gros vun dëse Suen net geduecht, fir d'Santéssystemer vun de Memberstaaten ze stäerken a Liewen ze retten, e war zum gréissten Deel geduecht, fir den ekonomeschen a sozialen Impakt vun der sanitärer Kris an deenen eenzelne Länner ofzefiederen.

Déi Moossname stelle mer net a Fro. Si ware gutt a wichteg, well se gréisser Schied verhënnert hunn, nodeems d'Covidkris der fräier Maartwirtschaft vun haut op muer hir Limitten opgewisen huet. De Problem, dee sech awer derhannert verstoppt, ass deen, datt d'Gesondheet an der EU net dee Stellewäert huet, dee se verdéngt. An dorënner leiden och mir. An obwuel de Virus scho bal zéng Méint an Europa ënnerwee ass, gëtt et haut nach ëmmer keng Perspektiv op en Europa vun der Gesondheet, mat enger gemeinsamer Strategie, déi vill politesch Spannungen tëschent de Memberstaaten géif verhënneren.

Aus deem Grond plädéiere mir als Gréng haut eng weider Kéier derfir, Dir Dammen an Dir Hären, datt op EU-Niveau endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, a mir begréissen, datt d'Regierung op dee selwechte Wee wëllt goen a sech derfir asetzt. Konkreet gehéiert dozou net nëmmen d'Entwécklung vun enger harmoniséierter Covidstrategie mat gemeinsame Reegelen. Dozou gehéiert méi wäit gekuckt och, datt mëttel- a laangfristeg eng europäesch Produktioun vu Medikamenter a medezinneschem Material op d'Bee gestallt gëtt, fir eis Ofhängegkeet ze reduzéiere vun anere Länner, datt gemeinsam Stocken ugeluecht ginn, datt gemeinsam Katastropheschutzpläng entwéckelt ginn.

Esou positiv wéi et och ass, datt Lëtzebuerg séier a gutt op déi éischt Well reagéiert huet a gutt op déi zweet Well virbereet ass, esou bedauerlech ass awer d'Trägheet vun der EU, wann et ëm d'Zesummenaarbecht an ëm den Zesummenhalt geet.

De Finanzminister huet de Moie vun „Duerchlächerung vum Schengen-Traité" geschwat. Eleng de Fait, datt joerzéngtelaang mat eisen Nopeschlänner muss verhandelt ginn, bis datt eng Ambulanz iwwerhaapt emol iwwert d'Grenz däerf fueren, ass am sougenannten „Europa ouni Grenzen" schonn e staarkt Stéck! Et steet am Fong symbolesch fir d'Trägheet, déi ech genannt hu vun der europäescher Gesondheetspolitik aus de leschte Joerzéngten.

An ech mengen, et ass onëmgänglech, datt an Zukunft och de Secteur vun der Santé net méi just als „compétence d'appui" ugesi gëtt, mee als „compétence partagée", wou d'EU méi eng zentral Verantwortung operluecht kritt. Datt all Memberstaat doriwwer eraus seng eege Verantwortung muss iwwerhuelen, wann et ëm den Opbau vu qualitativen ëffentleche Gesondheetssystemer a -servicer geet an ëm de gläichberechtegten Zougang dozou, ass evident. Allerdéngs däerf de Verweis op d'Eegeverantwortung vun all Memberstaat net ausaarten, esou wéi dat am Moment gäre geschitt.

Hei kënnt et wierklech zu Absurditéiten, zum Beispill wa Länner mat héijen Infektiounszuelen aner Länner zum Risikogebitt erklären, obwuel et do verhältnisméisseg manner Infektiounszuele gëtt. De Reflex, mam Fanger op anerer ze weisen, dréit jiddefalls net zum Schutz vun der europäescher Bevëlkerung bäi, villméi muss d'Solidaritéit, déi ech scho virdrun ernimmt hunn, déi op nationalem Plang vu jiddwerengem gefuerdert gëtt, och op internationalem Plang tëschent de Länner gëllen. Dat heescht, national Egoisme genau wéi déi individuell Egoisme bréngen eis am Kampf géint d'Pandemie a géint aner Krisen net weider, si bewierke just de Géigendeel.

An deem Sënn soen ech der Regierung e grousse Merci, datt se sech net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an der EU vun Ufank un zu enger Politik vun der Solidaritéit bekannt huet. Ech mengen, den Här Gramegna huet eis dat direkt déi éischt Woch nom Ausruffe vum État de crise esou matgedeelt.

Domat sinn ech zu Lëtzebuerg. Wat eist Land betrëfft, esou si mer eis heibanne jo hoffentlech emol eens, datt mer de Stresstest vun der Pandemie besser gemeeschtert hu wéi vill aner Länner. Et muss een ëmmer alles a Relatioun setzen. Allerdéngs hu sech och eng Rei Schwächten an eisem nationale Gesondheetssystem erausgeschielt, déi iwwert d'Covidpandemie eraus mussen thematiséiert a behuewe ginn. Ech hu gesot, mir huelen eis där Saach un, mam Zil natierlech, fir eise System op Dauer krisefest ze maachen am Hibléck op weider Pandemien. An ech sinn iwwerzeegt, déi wäerten net ausbleiwen an déi wäerten och ëmmer geféierlech sinn, wann net méi geféierlech wéi déi vum Covid-19. Et geet awer och drëm, Feelentwécklunge fréizäiteg ze verhënneren.

Domat kommen ech bei fënnef Punkten, déi eis als Gréng prioritär schéngen.

Éischtens, de legale Kader. Dat heescht, mir brauchen onbedéngt en neit Pandemiegesetz, wat juristesch Sécherheet schaaft an dernieft d'Zoustännegkeeten an d'Prozedure beim Ëmgang mat enger Pandemie kloer definéiert. Ënner anerem huet d'Schwäiz esou e Gesetz. Eist ass komplett iwwerlieft a staamt aus dem Joer 1885, wat ee vun den Haaptgrënn awer och ass, firwat mer bei der Gestioun vun der akuter Phas op den État de crise hu missen zréckgräifen. Dat kann ee mat engem Pandemiegesetz verhënneren.

Zweetens, d'Penurie u Medezinner. De Chantier ass bekannt an e muss ugepaakt ginn. E betrëfft déi schläichend Penurie u Medezinner a Spezialisten, e Problem, deen am Rapport Lair gutt analyséiert ginn ass. Dee Rapport ënnerstäicht ganz kloer, datt déi héichwäerteg a flächendeckend medezinnesch Versuergung zu Lëtzebuerg a Gefor geréit, wann net méi Medezinner sech an Zukunft zu Lëtzebuerg nidderloossen. A mir mengen, fir d'Usidlung vun de Medezinner zu Lëtzebuerg ze fërdere respektiv ze verhënneren, datt lëtzebuergesch Medezinner nom Studium net méi zréck op Lëtzebuerg kommen, datt de Beruff duerfir méi attraktiv muss ginn. Mee wéi geet dat?

D'Kooperatioun mat der Medical School gesi mer als eng vun de Pisten un. Do gëtt jo ab September eng medezinnesch Grondausbildung mat Bachelor méiglech gemaach. Mir mengen, datt dat eng gewëssen Attraktivitéit wäert bréngen.

Wichteg ass awer och, datt d'Tariffer zum Deel eng aner Gewiichtung kréien, wou ech net pauschal wëll soen, datt d'Dokteren net genuch verdéngen. Ech wëll just soen, datt d'Tariffer eng aner Gewiichtung kréien an deem Sënn, datt beispillsweis de Facteur Zäit, deen en Dokter sech fir seng Patienten hëlt, och d'Preventioun, déi mental Ënnerstëtzung an d'Orientéierung vun de Patienten, mee och d'Disponibilitéit an d'Garde méi an d'Gewiicht musse falen, ...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... an net zulescht d'Mise en place vun enger zäitgeméisser, transparenter Nomenclature, déi scho laang an der Diskussioun ass. Leider ass se nach net finaliséiert. An ech mengen, do sinn ech mer ausnamsweis emol eng Kéier eens mat der Madamm Hansen.

Ech wëll och un d'Psychotherapie erënneren, wou mer viru Joren e Gesetz geschafen hunn, fir dee Beruff an ee legale Kader ze setzen, a mir waarden nach ëmmer drop, datt dann och e Remboursement stattfënnt. Zemools a Krisenzäite wär dat e wichtegt Zeechen.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Dat ass d'Quadripartite.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat kënnt, jo, et ass ënnerwee.

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- D'Quadripartite.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo, ech hunn net gesot, et wär Är Responsabilitéit. Mir maachen en Appell ...

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre*.- Et ass richteg, dass Der dat net gesot hutt. Mee et ass awer wichteg, dass et eng Kéier gesot gëtt! Fir d'Nomenclature ass net e Minister oder e Ministère oder eng Regierung zoustänneg, mee d'Quadripartite. Dat ass einfach eng Zousazinformatioun, déi ech wollt ginn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Da merci fir d'Informatioun. Ech hat geduecht, dat wär jiddwerengem bekannt. Natierlech sidd Dir net derfir zoustänneg an och net e Santésminister an och net e Sécurité-sociales-Minister, mee et ass eng Saach vun der Quadripartite, wou mer awer schonn eng Rei Informatiounen dozou kritt hunn.

En drëtte Chantier gesi mer dann an der Penurie vu Fleegepersonal, déi ech awer och nach eng Kéier wéilt opwerfen. Och dovun ass virdru geschwat ginn. Den Här Bettel huet deene ville Persounen zu Recht Merci gesot, well si hunn et verdéngt! Dës Unerkennung ännert awer näischt un eiser Ofhängegkeet vum Ausland.

Schonn eleng wann eent oder zwee vun eisen Nopeschlänner hiert Fleegepersonal besser géife bezuelen an hir Servicer géifen ausbauen, géif eise ganze Fleegesecteur wéinst Personalmangel praktesch zesummebriechen, trotz gudden Dokteren an héichwäertegen Apparater, an déi vill investéiert gëtt. An deem Sënn hänkt eise Fleegesecteur, deen eist Land bis elo virum Chaos gerett huet, kann ee bal soen, an deen eis och eng grouss Sécherheet gebueden huet, personalméisseg un engem seidene Fuedem.

Fir dësem Problem entgéintzesteieren, mussen d'Studiegäng - déi jo elo e BTS sinn - vun den Infirmièren an Infirmieren zu Lëtzebuerg an d'Richtung vun engem Bachelor goen. Mir sinn iwwerzeegt, datt dee Studium de Beruff méi attraktiv mécht. An duerfir begréisse mer och, datt d'Regierung sech där Diskussioun net verschléisst.

Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass an deem Kontext awer virun allem och, d'Sproochbarriären aus dem Wee ze schafe bei der Ausbildung. Momentan ass et esou, datt vill motivéiert an talentéiert jonk Leit wéinst hirer kultureller Hierkonft am Studium scheiteren, mee och souguer Stacklëtzebuerger di sech schwéier an där enger oder anerer Sprooch, mam Resultat, datt nëmmen 10 % vun de Beruffstätegen zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn. Ironescherweis ginn d'Plazen an de Spideeler a Fleegeariichtungen da mat Fleegepersonal aus der Grenzregioun besat, déi dës Sproochenufuerderungen och net erfëllen.

Prinzipiell si mir als Gréng jiddefalls der Meenung, datt d'Qualitéit vun der Fleeg méi wichteg ass wéi d'Sprooch, wann et drëms geet, kranken oder ofhängege Mënschen déi Soinen zoukommen ze loossen, déi se verdéngen.

Véierte Punkt, de „virage ambulatoire" a multidisziplinär Zentren. Et ass de véierten Usaz, dee mer gesinn, fir d'Gesondheetsversuergung virun allem an deene méi ländleche Regiounen ze verbesseren, virun allem och, fir d'Urgencë méi séier an Empfang ze huelen, dëst eeben och am Kontext vun der Diskussioun ronderëm de „virage ambulatoire", dee mer jo deemnächst hei wäerten diskutéieren.

Esou Zentre géifen d'Poliklinicken an d'Noutfallservicer an de Spideeler entlaaschten an de Patiente laang Weeër a Waardezäiten erspueren. Virun allem a Pandemiezäite muss derfir gesuergt ginn, datt all déi aner Krankheetsbiller, déi et jo och nach ëmmer gëtt, net vernoléissegt ginn. A mir mussen all awer zouginn, datt dat e Problem duergestallt huet. Mir mengen, datt esou effikass Ulafstellen dee Problem kéinte léisen, natierlech ënnert der Konditioun, datt mer och genuch Medezinner derfir hunn an datt mer keng Schlupflächer schafen a Richtung Zwouklassemedezinn.

Fënneften a leschte Punkt, deen eis och als Gréng um Häerz läit, d'Fleegeversécherung. An ech sinn net fir näischt a menger leschter Ried schonn dorop agaangen, besonnesch zanter dem Ausbroch vum Virus hu sech eng Rei Schwaachstellen hei bemierkbar gemaach, a mir hoffen, datt déi gläich eng Kéier och thematiséiert ginn.

Ech hunn et gesot, an och d'COPAS ass drop agaangen an hirer Pressekonferenz. Allerdéngs huet d'COPAS méi de Fokus op d'Alters- a Fleegeheimer geluecht, wou jo vill Leit dra liewen an déi an de leschte Méint och Ulass ginn hunn zu Diskussiounen, virun allem um Niveau vum Besuchsrecht fir Famillien.

Wouvun awer manner geschwat ginn ass an och generell manner geschwat gëtt, ass, datt déi grouss Prioritéit vun der Fleegeversécherung beim „maintien à domicile" läit, also bei der Fleeg doheem, wou momentan zwee Drëttel vun de Fleegebedierftegen en charge geholl ginn, also net an enger Institutioun. Dat heescht, just een Drëttel vun den ofhängegen an äusserst vulnerabele Mënsche liewen an enger Institutioun, wärend all déi aner, ongeféier 9.500, net vun de Servicer vun deenen Haiser kënne profitéieren an deemno och net do geschützt kënne ginn.

Domat stelle mer ganz sécher net a Fro, an dat ass och éischter begréissenswäert oder souguer ganz begréissenswäert, datt d'Gesondheetsministesch zesumme mat der Familljeministesch eng Konventioun mat der COPAS an der AMMD ofgeschloss hunn, fir eng kontinuéierlech allgemengmedezinnesch Versuergung an de Seniorenheemer ze garantéieren. Och den Här Bettel huet dat positiv ervirgestrach, wann ech mech gutt erënneren.

Allerdéngs ännert dat natierlech näischt un der Tatsaach, datt mer nëmmen 90 Generalisten op 100.000 Awunner hunn, wat kee grousse Schlëssel ass. Et sinn déi, déi dës Aarbecht mussen zousätzlech leeschten. Derbäi kënnt, datt d'Hallschent vun hinnen iwwer 55 Joer al ass, wat nach keen Alter ass, wat awer trotzdeem de schläichende Mangel un Nowuess nach eemol ënnerstäicht.

Dësen neie Service an den Institutiounen ännert dann awer och näischt drun, wéi gesot, datt déi 9.500 Fleegebedierfteg, déi doheem en charge geholl ginn, net dovu kënne profitéieren, an dat obwuel eng grouss Zuel vu Fleegestonnen duerch de Switch vun de Gardes en groupe op Gardes individuelles verluer gaange sinn. Konkreet ass dat e Minus vun 33 Gardstonne pro Woch fir all Persoun, ouni datt dës Stonne kënne kompenséiert ginn.

Derbäi kënnt dann de wuessende Problem vun der Altersdemenz an enger Populatioun mat ëmmer méi enger héijer Liewenserwaardung. An ech mengen, och dat Theema musse mer eng Kéier méi genau analyséieren. Dir wësst, datt dement Leit a ganz geféierlech Situatioune kënne geroden, wa se eleng sinn. An déi Krankheet setzt am Fong viraus, datt dës Persoune praktesch ronderëm d'Auer eent zu eent encadréiert musse ginn, besonnesch dann, wa se nom Prinzip „maintien à domicile" bis an den héijen Alter doheem liewen. Derbäi kënnt dann och d'Fro vum Handicap, deen och thematiséiert ginn ass, wou ech awer elo net weider drop aginn, well nach aner Theemen ustinn.

Op alle Fall begréisse mer, datt mer zu där doter Thematik wäerten eng grouss Debatt och hei an der Chamber féieren, wa mer dann eis Aarbecht an der Santéskommissioun ofgeschloss hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souvill zum Gesondheets- a Fleegesecteur, deen ech an de Vierdergrond gestallt hunn eebe grad fir ze ënnerstäichen, datt mer e krisefeste Gesondheetssystem brauchen, fir d'Wirtschaft um Dréien ze halen. Op där anerer Säit brauche mer natierlech och eng staark Wirtschaft, fir den ëffentleche Gesondheets- a Sozialsystem ze finanzéieren.

Domat kommen ech bei d'Wirtschaft, bei d'Ekonomie an den Travail als zweete grousse Pilier an den Aarbechtsmaart mat senge Perspektiven, deen och muss thematiséiert ginn an enger Kris.

Wann een eis national Ekonomie mat der internationaler Situatioun vergläicht, da muss ee fir d'éischt emol unerkennen, datt Lëtzebuerg bis elo dat Schlëmmst verhënnert huet an datt eis Perspektive besser si wéi déi vu villen anere Länner.

D'Investissementer erreeche weiderhi Rekordzommen - meng Virriedner si mat den Zuele komm: Mir leie bei 4,3 % vum PIB d'nächst Joer -, grad wéi och d'Depensen, déi héich sinn am Kader vum Rettungspak fir Betriber, Salariéen a Familljen. A wann een da weess, datt e Pak vun insgesamt 11 Milliarden Euro mobiliséiert ginn ass, dovun eleng 800.000 Euro (veuillez lire: 800 Milliounen Euro), fir de Chômage partiel ze finanzéieren, da kann een net just vun engem „Amuse-bouche" op där Bün hei schwätzen, da weess een, datt Lëtzebuerg de Kapp net an de Sand stécht, mee proaktiv an zukunftsweisend mat der Kris ëmgeet, mam Bléck op déi ekonomesch Relance, déi sech scho liicht um Horizont undeit.

Dir Dammen an Dir Hären, déi virsiichteg Finanzpolitik aus de leschte Joren an déi niddreg Verschëldung vun eisem Land hu sech also an der Kris bezuelt gemaach. An et ass dorop, wou mer haut kënne bauen. Et kann een also net alles schlechtrieden, well et ginn duerfir keng Argumenter.

Sou ass laut den Zuele vum Statec „just" - entre guillemets, nach ëmmer - e Réckgang vum PIB vu 7,2 % am zweeten Trimester 2020 ze verzeechne gewiescht, mat positiver Tendenz eigentlech, wat de Mueren och ënnerstrach ginn ass, wärend d'Eu-

rozon an der Moyenne mat engem Minus vun 11,8 % ze kämpfen hat. An awer, wéi gesot, besteet kee Grond zur Euphorie zu Lëtzebuerg, ganz sécher net, well och eist Land ass haart getraff, virun allem d'Secteure vum Horeca an dem Evenementiel mat der Kultur och an dem Tourismus, deenen hir Zukunft nach ëmmer staark vun der Entwécklung vun der Pandemie ofhänkt.

Am stäerkste betraff sinn eebe grad déi Secteuren a Servicer, an deenen d'Proximitéit vun de Mënschen eng weesentlech Roll spillt a wou den Teletravail net denkbar ass. Duerfir begréisse mer als gréng Fraktioun, datt dës Secteure weiderhi vu staatlechen Hëllefe kënne profitéieren, fir datt aus der Incertitude, déi am OCDE-Rapport dosteet, lues a lues nees eng Certitude gëtt.

Zum Aarbechtsmaart: Och do muss ee vun Onsécherheet oder vu Verونsécherung schwätzen. Natierlech ass d'Situatioun net einfach. Mee och scho virum Ausbroch vum Virus hu sech vill Leit Suergen ëm d'Zukunft vun hirer Aarbechtsplaz gemaach, well den technesche Fortschrëtt an d'Digitaliséierung an eenzelne Secteuren d'Enn vun der „Aarbechtskraaft" - am Sënn vum Wuert - mat sech bréngen, och scho virdrun.

Staark betraff sinn hei de Finanz- a Bankesecteur an den Assurancësecteur och, wou déi wuessend Digitaliséierung an Automatiséierung vun den Aktivitéiten a Geschäfter scho virun der Kris e grousse Onsécherheetsfacteur fir déi Beschäftegt duergestallt hunn. Mir hate Vertrieder vun der CSSF an der Cofibu op Besuch a wat se eis do erzielt hunn, war ganz interessant, awer och net nëmme positiv.

Den Abroch gesäit ee schonn eleng un der Zuel vun de Bankfilialen, déi zu Lëtzebuerg kontinuéierlech ofhëlt, vun 222 am Joer 2005 op 126 Filialen am Joer 2020, dëst ouni datt de globale Geschäftsvolumen erofgaangen ass. Dat heescht, d'Salariéen, d'Employéen, d'Zuel ass reduzéiert ginn, mee d'Geschäfter hunn net ofgeholl. D'Konklusioun, déi een doraus muss zéien, ass déi, datt d'Diversifizéierung vun der Ekonomie ganz wichteg ass, fir Aarbechtsplazen op aneren Eebenen ze schafen, nun emol wéinst der Digitaliséierung an deene Secteuren, wou se verluer ginn.

Haut erliewe mer nieft dem éischter technesch bedéngte Réckgang vun Aarbechtsplazen an eenzelne Secteuren awer dann och eng weider Well vun Aarbechtslosegkeet, dat ass bekannt. Si ass net duerch d'Technik bedéngt, mee duerch en onsiichtbare Virus. D'Resultat war eng Aarbechtslosegkeet vu 7 % am Mount Mee, also no beim Pic vu 7,2 %, deen am Mee 2014 eng Zäit no der Finanzkris erreecht gi war. Am August louch en awer scho méi déif, bei 6,4 %, wat schonn op eng liicht Reprise schléisse léisst. Mee dat muss een och virsiichteg soen.

Virun allem ass d'Moossnam vum Chômage partiel, déi mat engem Pak vun 800 Millioune Euro jo dozou bäigedroen huet, datt Lëtzebuerg besser dosteet wéi anerer, eng wichteg Moossnam. En huet éischtens dozou gefouert, datt de Kafkraaftverloscht zu Lëtzebuerg wäit ënnert der europäescher Moyenne bliwwen ass. En huet awer zweetens och dozou gefouert, d'Betriber ze entlaaschten a vill Salariéen an der Aarbecht ze halen. Et si ganzer 160.000 Mënschen, déi op déi Manéier virun der wierklecher Kris geschützt gi sinn, der individueller Kris och an hirem Liewen.

Allerdéngs sinn déi aktuell Reegelen un e spezielle Kontext gebonnen a kënnen net éiweg bestoe bleiwen. Op där anerer Säit géif en ze vill abrupte Retour an den normale Regimm natierlech och zu Verwerfungen um Aarbechtsmaart féieren. An deem Sënn ënnerstëtze mer d'Decisioun vun der Regierung voll a ganz, dës Moossname weiderzeféiere bis an d'Joer 2021 eran an deene staark betraffene Betriber domat méi Sécherheet ze ginn.

Wat dann déi Betriber betrëfft, an deene strukturell Verännerungen ustinn, menge mer, datt d'Zäit vum Chômage partiel schonn haut konstruktiv genotzt sollt ginn. Dat heescht, dës Zäit soll genotzt ginn, fir d'Salariéen esou wäit wéi méiglech mat deene Kompetenzen auszestatten, déi se fir d'Verännerunge vu muer brauchen. Dat heescht, als Gréng fanne mer et wichteg, de Chômage partiel un d'Formation continue ze koppelen. Prinzipiell ass dat scho méiglech, mee eise Recherchen no gëtt dat net ganz vill gemaach. Dowéinst muss déi Approche encouragéiert ginn, zumindest do, wou se Sënn mécht a wou se méiglech ass.

Zum Jugendchômage muss een natierlech soen, datt et problematesch ass, wa vill Jonker net an d'Aarbecht kommen. Wärend déi ugekënnegt Sozialpläng fir méi eeler Salariéen zumindest nach derfir suergen, datt se net komplett duerch dat soziaalt Netz falen, esou ass de Jugendchômage wierklech eng Katastroph, déi muss verhënnert ginn an Zukunft. E féiert dozou, datt déi betraffe jonk Leit sech vu virera keng Existenz kënnen opbauen, mat alle Konsequenzen, déi dat op d'Liewen huet.

An dobäi sinn et grad si, déi am beschten eigentlech op déi digital an ekologesch Transitioun virbereet sinn. Souguer Akadeemiker hunn ëmmer méi Problemer, eng Aarbecht ze fannen, wou derbäi kënnt, datt et ouni éischt Aarbechtserfarung ëmmer méi schwéier gëtt, eng Plaz ze fannen. Mee ouni Plaz kritt een och keng Aarbechtserfarung. Dat ass en Däiwelskrees, dee mer musse versichen ze duerchbriechen.

Potenzial gesi mer an der Jugendgarantie, déi jo schonn eng Zäitchen en place ass an ergänzt muss ginn, doduerch zum Beispill - wat och da gemaach gëtt, dat ass begréissenswäert -, datt d'ADEM méi Leit kritt, méi Agenten zur Verfügung gestallt kritt, fir Jonker en charge ze huelen, an net nëmme si, natierlech mat den néidege pedagogesche Kompetenzen, déi hinnen och erlaben, adequat mat Jonken ëmzegoen. Och dat muss ee fäerdegbréngen.

Doduerch awer och, datt d'Offer am Kader vun der Jugendgarantie am Dialog mat de Jugendorganisatioune kritesch evaluéiert gëtt, an doduerch, datt nei Ausbildungsoffere geschafe gi fir déi Jonk, déi net direkt eng Léierplaz fannen, esou wéi dat scho mam „Diplom +" gemaach gëtt. Dat ass fir eis e ganz gudde Wee.

An dësem Kader begréisse mer och d'Initiativ, Primmen anzeféiere fir déi Betriber, déi och weiderhin Ausbildungsplazen ubidden. Besonnesch zielt dat fir de Fall, wou ee sougenannte Léierbouf oder Léiermeedchen - et ass e bëssen e veralten Term - no der Ausbildung vum Betrib iwwerholl gëtt an dauerhaft do eng Aarbecht wäert kréien.

Virun allem musse mer awer derfir suergen, Dir Dammen an Dir Hären, datt kee Jonken zum Sozialfall gëtt doduerch, datt en d'Schoul fréizäiteg ofbrécht. Ech schwätze vum Décrochage scolaire, dee viru Joren ëm déi 10 % vun de Lëtzebuerger Schülerinnen a Schüler betraff huet, jee no Berechnung. Dëse Phenomeen, ganz éierlech, ass am deierste Bildungssystem vun der Welt eigentlech net akzeptabel. Eise Bildungssystem kascht 2,8 Milliarden Euro am Joer, an da mussen och Mëttel genuch lassgekappt ginn, fir deen do Problem nach méi an de Grëff ze kréien.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt den Educatiounsminister sech an Zukunft nees méi geziilt wäert mam Décrochage scolaire beschäftegen, esou wéi e mir dat op eng entspriechend Question parlementaire geäntwert huet. Den Ausbau vum zweete Bildungswee spillt an deem Kontext eng grouss Roll. Och eeler Semester kënnen natierlech nach op d'Uni goen an eng Ausbildung maachen. Déi Uni ass net just do fir déi Allerjéngst.

Allerdéngs däerf een net vergiessen, datt eng Rei Betriber onofhängeg vun der aktueller Wirtschaftskris eng déifgräifend Transitioun musse vollzéien, fir iwwerhaapt emol zukunftsfäeg ze bleiwen, esou wéi ech et schonn illustréiert hu bei der Digitaliséierung vum Finanz- a Bankesecteur.

Transitioun heescht awer fir eis nach vill méi, an ech mengen, net nëmme fir eis. Transitioun heescht och, déi nohalteg Relance weiderhin ze ënnerstëtzen an en Incentive ze schafen, fir datt d'Betriber méi geziilt an d'Nohaltegkeet investéieren. A wann ech vun nohaltegen Investitioune schwätzen, da mengen ech domat Investitiounen an innovativ an energiespuerend Techniken, mee net nëmmen. Ech mengen och Investitiounen a sozial responsabel Matières premières, a sozial responsabel Aarbechtsbedéngungen an natierlech an eng klimaschounend Produktioun. Zil muss et jo sinn, d'Transitioun a Richtung Kreeslafwirtschaft a Solidarwirtschaft konkreet unzegoen.

Längst gëtt an internationale Foren an Etüden nämlech eppes ënnerstrach, an zwar: Wat d'Betriber sech méi onofhängeg vun natierleche Ressourcen a wäiten Zouliwwerungen opstellen, wat se méi krisefest ginn.

Positiv ass an deem Kontext, datt mir duerch eng Rei Gesetzer an Aktiounspläng am Beräich vum Ëmweltschutz, mee och um Niveau vun Energie- a Klimaschutz schonn e Paradigmewiessel agelaut hunn. An et ass de François Benoy, dee muer méi op déi do Thematik wäert agoen.

Dëse Paradigmewiessel muss natierlech och fir d'Betriber gëllen. Dat heescht, d'Ëmwelt- an d'Klimapolitik däerfen net laanscht d'Wirtschaft lafen, mee se mussen zesumme mat der Wirtschaft ëmgesat ginn. An ech sinn iwwerzeegt, datt et grad déi nohalteg Betriber a Produktiounsweise sinn, déi d'Nues laangfristeg vir hunn, och wirtschaftlech, a sécher Aarbechtsplaze kënne garantéieren.

Un der Politik ass et natierlech, fir deen néidege Kader ze schafen. Engersäits muss d'Politik d'Betriber um Wee an d'Nohaltegkeet ënnerstëtzen, esou wéi mer dat zum Beispill schonn am Summer mam Gesetz gemaach hunn, wat nohalteg Investissementer an innovativ Projete mat bis zu 800.000 Euro pro Betrib subventionéiert.

Anerersäits muss d'Politik och déi néideg Lenkungsinstrumenter schafen an d'Betriber engem Nohaltegkeetscheck ënnerzéien, éier iwwerhaapt emol vun Usiidlung a vu Prozedure ka geschwat ginn. Datt dat elo da virgesinn ass, stéisst bei eis scho bal op Applaus, well mir hu ganz laang drop gewaart!

Verantwortung mussen awer och d'Betriber selwer iwwerhuelen, an dat ass nach net gesot ginn. Dat heescht, datt e Betrib, dee sech gären zu Lëtzebuerg nidderléisst, komplett a kohärent Dossiere muss deposéieren, déi den europäesche Reegelen entspriechen an den Direktiven an net just e Wësch si mat vage Pläng. Maache se dat net, da geet natierlech vill Zäit verluer fir déi néideg Upassungen. Deen Zäitverloscht ass dann net d'Schold vun enger Regierung, de Verwaltungen oder de Gemengen. Ech denke schonn, wann e Betrib net kapabel ass, vun Ufank u seriö a kohärent Pläng op den Dësch ze leeën, dann ass dat just seng eege Schold, woubäi ech déi kleng Remark wëll lassginn, datt d'Prozeduren, déi mat der Implantatioun vun engem Betrib ze dinn hunn, ursprénglech net geschafe gi sinn, fir d'Betriber ze ploen oder ze verstoussen, mee fir d'Bevëlkerung, d'Salariéen um Niveau vun der Sécherheet an d'Ëmwelt viru Schied a Geforen ze schützen.

D'Prozeduren ze vereinfachen oder ze acceleréieren däerf also net heeschen, datt keng Rücksicht méi op de Mënsch an op seng Ëmwelt soll geholl ginn. Ganz am Contraire! De Schutz vum Mënsch a senger Ëmwelt ass am Fong den A an O vun enger verantwortungsvoller Wirtschafts- a Klimapolitik. Déi zwee gehéieren zesummen a sollen net géintteneen ausgespillt ginn. Dat ass eise grousse Wonsch.

Mam Paräisser Klimaaccord hu mir eis iwwregens och rechtlech dozou verflicht, eis Gesellschaft an awer och eis Wirtschaft an eng klimaneutral Zukunft ze féieren.

All dës Beméiungen, Dir wësst et, nenne sech „Green New Deal", dat ass am Fong den Term, dee se zesummefaasst, wat och ee Grond méi ass, firwat mer den Emprunt soutenable vun 1,5 Milliarden Euro als Gréng explizitt begréissen. En ass eebe grad geduecht, fir als ëffentlech Hand méi nohalteg ze investéieren, woumat ech net just Investitiounen an eng CO_2-fräi Mobilitéit an Infrastrukture mengen, mee och Investitiounen an de sozialen Zesummenhalt, an d'Educatioun an an d'Santé, esou wéi dat vun der Regierung virgesinn ass.

Här President, zu der ekologescher Transitioun gehéiert awer och déi sozial Gerechtegkeet queesch duerch d'Gesellschaft, well d'Klimafro ass och eng Gerechtegkeetsfro. Als Gréng si mir frou, datt dës Koalitioun sech an där Fro total eens ass. Esou wéi déi sozial Schwaach nämlech riskéieren, zu den éischten Affer ze ginn, wann näischt am Klimaschutz geschitt, esou musse mer op där anerer Säit awer och derfir suergen, datt et net si sinn, déi dann d'Haaptlaascht vum Klimaschutz mussen droen. Stéchwuert Energieaarmut oder Autoen, Occasiounen, déi vill Sprit verbrauchen, well déi Leit sech keng aner Autoe kënne leeschten.

Fir dat hinzekréien, brauche mer éischtens e massiven Ausbau vun ëmweltfrëndlechen a käschtefräien Alternativen, virun allem och um Niveau vum Transport, wou de Privatauto e grousse Käschtefacteur fir d'Menagen duerstellt, wärend den ëffentlechen Transport bekanntlech gratis ginn ass.

Zweetens brauche mer Subventiounen, fir d'Biergerinnen an d'Bierger bei ëmweltfrëndlechen Investitiounen ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen. An et ass kloer, datt déi Subventiounen an der Sanéierung an an der Renovatioun och den Handwierksbetriber zeguttkommen, de PME.

An dréttens brauche mer eng sozial Offiederung bei steierleche Moossnamen, déi geduecht sinn, fir en ëmweltfrëndlecht Verhalen ze favoriséieren an en ëmweltschiedlecht Verhale manner attraktiv ze maachen. Ech schwätze vun der CO_2-Bepräisung oder -Steier, déi de Premier gëschter ugekënnegt huet. Dës Tax heescht am Fong näischt anescht, wéi datt de Pollueur nom Prinzip vum Pollueur-payeur fir seng Pollutioun un CO_2 bezilt, esou wéi dat och bei der Offalltax fir den Offall de Fall ass. Déi ass op alle Fall fir jiddwereen selbstverständlech; dës nach net, mee dat wäert nach kommen.

Beim Offall muss den Inhalt vun de Poubellen entsuergt ginn, am beschte Fall recycléiert ginn, wat seng Käschten huet. Bei den CO_2-Emissioune geet et drëms, als Géigepart zu der Loftverschmotzung un CO_2 an den Ëmwelt- a Klimaschutz ze investéieren, fir d'Emissiounen ze neutraliséieren. Och dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn.

Ouni op d'Detailer vun der wichteger sozialer Ëmverdeelung um Niveau vun de Steierkreditter anzegoen, ass et mir awer wichteg ze ënnersträichen, datt keen eenzegen Cent vun deene Recettë wäert geholl ginn, fir Lächer am Budget ze stoppen, esou wéi dat séier gefaart gëtt oder gemengt gëtt oder ënnerstallt gëtt oder wat och ëmmer. D'Recettë ginn eenzeg an eleng genotzt, fir engersäits déi sozial Offiederung bei Niddregverdénger duerch Steierkreditter sécherzestellen, dëst mat ongeféier 50 % vun de Recetten - wat ze gesinn ass, wivill se erakommen -, an anerersäits, fir konsequent a Klimaschutzmoossnamen ze investéieren.

En Deel vun der sozialer Kompenséierung leeft awer och iwwert d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère. Dës Moossnam gesi mer als ganz wichteg un, well se geduecht ass, fir déi Persounen ze ënnerstëtzen, déi net an de Genoss vun de Steierkreditter kënne kommen, ganz einfach well se wéinst hirem niddrege Revenu net besteiert ginn. Dës Moossnam erlaabt deemno nach méi e breede sozialen Ausgläich a kënnt deenen Äermsten an eiser Gesellschaft zegutt.

Et gëtt also kee Grond, fir d'CO_2-Steier schlechtzerieden, mee vill Grënn, fir se ze verteidegen. Si dréit zum Klimaschutz bäi, ouni negativ sozial Auswierkungen ze hunn. Dat ass fir eis de sprangende Punkt. An déijéineg, déi dës Moossnam fir de Schutz vun dem Klima nach ëmmer als gréng Ideologie verdäiwelen, solle sech dann awer net bekloen, wa mer weiderhin zu deene Länner gehéieren, déi pro Kapp am meeschten CO_2 ausstoussen an en ekologesche Foussofdrock hu wéi kaum en anert Land op der Welt. Jiddefalls hëlt dës Regierung hir Verantwortung souwuel politesch wéi och moralesch.

Ech kommen dann zum Logement, dee souwuel eng sozial wéi awer och eng ekologesch an eng landesplaneresch Komponent huet.

Als Gréng si mer eis der akuter Situatioun um Wunnengsmaart natierlech bewosst - dat si mer eis alleguer - a mir molen och näischt schéin, och net, wa mir elo e Logementsminister hunn. Net jiddwereen kann eng Wunneng ierwen, wat zu Lëtzebuerg de Kinnekswee ass, fir zu Wunnraum ze kommen. Dee Wee kann awer nëmmen eng Minoritéit goen, wärend déi grouss Majoritéit sech keng Wunneng méi ka leeschten, ouni ze riskéieren, an der Iwwerverschëldung ze landen. Et ass bekannt.

Här President, datt sämtlech Regierungen et an der Vergaangenheet verpasst hunn, de Wunnengsmaart fir jiddwereen zougänglech ze maachen, war e groussen Titel am „Tageblatt" an e war richteg. E weist net nëmmen op d'Komplexitéit vun der Wunnproblematik hei zu Lëtzebuerg hin, mee och dorop, datt do eng Rei Interessen hannendrustinn, un deene kee sech de Kapp wollt astoussen.

An engem Land mat ganz limitéiertem Territoire wéi eisem, wou d'Propriété privée nach ëmmer eppes ass dach awer wéi eng helleg Kou, kann ee bal soen - awer gutt gemengt -, ass et natierlech schwéier, mat Terme wéi „bien commun", déi awer internatonal Fouss faassen, oder mat Terme wéi „Allgemeninteresse" ze argumentéieren, ouni ënnerstallt ze kréien, et wéilt een alle Proprietären hiert Hab a Gutt ewechhuelen. Dat ass ganz sécher net de Fall! Et muss awer erlaabt sinn, iwwer Feelentwécklungen um Niveau vun der Besteierung vu Grondstécker an Immobilien ze schwätzen, ouni direkt als Kommunist, wéi dat da fréier genannt ginn ass, dohigestallt ze ginn.

Iwwregens weist d'OCDE, wat jo kee revolutionäre Klippchen ass, Lëtzebuerg och an deem Kontext de béise Fanger. Fakt ass jiddefalls, datt et deene fréiere Regierungen um néidege Courage gefeelt huet oder un der néideger Energie, fir d'Rudder ëmzeleeën, esou zum Beispill och um Niveau vun der Spekulatioun. Woubäi ech mat Spekulatioun net déi kleng Leit mengen, och dat wëll ech da betounen, déi hire Kanner e klengen, bescheidenen Terrain wëlle reservéieren, fir hiert Haischen drop ze bauen.

Spekulatioun fënnt an aneren Etagë vun der Gesellschaft statt an op aneren Terrainen. An et ass do, wou mer mussen usetzen. Ech denken och beispillsweis un d'Baulandverträg, déi mer schonn hunn. Duerfir begréisse mer awer och, datt d'FISen, d'Fonds immobiliers spécialisés, ofgeschaaft ginn an den Amortissement accéléré en éischte grousse Dämpfer opgesat kritt, nodeems dëse Mechanismus sech als kontraproduktiv erausgestallt huet. En huet säin Zil net erreecht.

En aneren Hiewel, deen och am Koalitiounsaccord festgehalen ass an un deem momentan nach geschafft gëtt, bis datt d'Gemengen hir PAGen da fäerdeg hunn, ass d'Upassung vun der Grondsteier. Dës Steier staamt aus dem Zweete Weltkrich an huet bal 80 Joer um Bockel. Mee bis haut huet keng Regierung de Courage opbruecht, fir den Eenheetswäert vun den Terrainen un déi real Präisentwécklung unzepassen. An Däitschland huet d'Verwaltungsgeriicht eng Regierung duerfir verklot. Duerno ass dann d'Upassung komm.

Mat esou Schrëtt mécht ee sech als Politiker natierlech keng Frënn. An ech woen ze behaapten, datt mer eng ganz Rei Finanz-, Innen- a Logementsministeren hei am Land haten, déi sech et net wollte mat hire Frënn verdierwen.

Haut si mer jiddefalls mat enorme Retarde konfrontéiert an der Logementspolitik, déi schwéier opzehuele sinn. Mee et kann ee soen, an der Politik ass et wéi an engem Marathon, och vun der leschter Plaz aus kann een nach munches guttmaachen.

An deem Sënn ass d'Logementspolitik vum Henri Kox ze verstoen. Onofhängeg vun deene véier ganz sënnvolle Moossnamen, op déi ech elo net aginn,

déi mer schonn an der Covidkris decidéiert hunn, fir ënner anerem och d'Locataire ze schützen, gëtt de Fokus an Zukunft net méi just op d'Privatproprietéit geluecht. De Fokus gëtt op eng sozial gerecht Locatioun vu Wunnengen ënnert der Regie vun der ëffentlecher Hand geluecht.

Iwwert d'Urgence eraus wäert de Problem vum Logement och méi grondsätzlech ugepaakt ginn. Duerfir ginn et zwee grouss Hiewelen: Engersäits wäert de Staat zesumme mat de Gemengen an anere Partner selwer fir abordabele Wunnraum suergen. Ech schwätze vum Pacte Logement 2, deen e gutt Instrument ass. An ech ginn deenen net Recht, déi soen, dee Pacte Logement wär just eng Kopie vum éischten; dat ass net wouer.

Anerersäits wäert de Wunnengsmarché besser gereegelt ginn. Ech erkläre mech: Mam Pacte Logement 2 leede mer e Paradigmewiessel och um Niveau vun der Landesplanung an, dee längst iwwerfälleg ass. Anescht eebe grad wéi beim Pacte Logement 1 gëtt den Akzent net méi op blanne Wuesstum vun de Gemenge geluecht, mee op déi konsequent Schafung vun ëffentlechem, nohaltegem a bezuelbarem Wunnraum, fir déi d'Gemenge logistesch a finanziell ënnerstëtzt ginn.

An ech denken och un de Plan sectoriel « Logement », dee geziilt déi Plazen ausweist, wou Wunnen néideg ass a wou et och sënnvoll ass. Dës Wunnenge bleiwen an der ëffentlecher Hand a stäerken esou d'Resilienz vum Wunnengsmaart. Derbäi kënnt den ufangs 2020 geschafene Spezialfong fir d'Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau, deen derfir suergt, datt d'Previsibilitéit an d'Transparenz an der Wunnengsbaupolitik gestäerkt ginn. Do muss ee wëssen, datt ab 2021 ronn 1.000 abordabel Wunnengen am Joer fäerdeg ginn.

Déi éischt Tëschebilanz vum neie Fonds spécial de soutien au développement du logement ergëtt, datt 554 Millioune fir méi wéi 3.600 Wunnengen dann nach mobiliséiert ginn. Och dat ass keen Amuse-bouche! Mat groussen ëffentleche Bauprojete wéi zu Elmen, Wolz, Diddeleng oder um Kierchbierg setze mer doriwwer eraus op e modernen, nohaltegen Urbanismus. Och dat ass wichteg fir eis Liewensqualitéit. D'Liewensqualitéit, d'duuss Mobilitéit, „aktiv Mobilitéit", wéi mer et op eiser Pressekonferenz genannt hunn, erneierbar Energien an Energieeffizienz stinn hei am Mëttelpunkt.

A schlussendlech ginn d'Rechter vun de Locatairen iwwert d'Reform vum Bail à loyer gestäerkt, wärend d'Wunngemeinschaften e klore legale Kader kréien. A wann ech vu Wunngemeinschafte schwätzen, denken ech virun allem un déi Jonk, déi hei am Land ganz vill Problemer hunn, esou eng Gemeinschaft opzebauen, well se kee legale Kader hat bis elo.

All dës Projeten, Dir Dammen an Dir Hären, bedeiten natierlech keng grouss Revolutioun. Ech froe mech och, wien hei zu Lëtzebuerg eng Revolutioun wëllt. Mee si bedeiten e courageiert Paradigmewiessel an der Logementspolitik, deen eist Land dréngend néideg huet.

Ech kommen zum leschte Volet, zu der Kultur. Do geet et och ëm Haiser a Gebaier, allerdéngs net aus dem Bléckwénkel vum Wunnen a vun de Wunnpräisser, mee aus deem vum Schutz vu wäertvollem Patrimoine, wou awer och nach aner Aspekter ze soe sinn.

Als Gréng si mir frou, datt dee laang erwaarte Projet de loi vum Denkmalschutz no 20 Joer erfollegräich aus de Diskussiounen endlech op der leschter Ligne droite ukomm ass an datt mer eis domat kloer Reegele ginn, fir eist kulturellt Ierwen an domat och eis Identitéit ze stäerken.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ëm eis Identitéit …

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Um Ordre du jour steet am Moment d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. An do huet een d'Wuert, an dat ass d'Madamm Lorsché. A mir brauche keng parallell Assembléeën nach nieft dëser.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Ech kommen zum Schluss.

Ëm eis Identitéit geet et och an allen anere Beräicher vun der Kultur, déi ënnert der Kulturministesch Sam Tanson, géif ech scho mengen, e grousse Schrëtt no vir maachen: no vir am Sënn vu méi Participatioun a Matbestëmmung vum Secteur, no vir am Sënn vun engem verstäerkte soziale Schutz vun de Kulturschaffenden a vun den Aarbechtsbedéngungen. Et mengt een heiansdo, Kultur, dat wär just Spaass an dat wär keng Aarbecht, mee dat ass falsch. No vir och am Sënn vun enger méi gerechter Verdeelung vun de staatleche Bäihëllefen, no vir am Sënn vun der Ënnerstëtzung vun der Kreativitéit, no vir am Sënn vum internationalen Austausch a vun der Diversitéit.

A grad well d'Kultur an d'Konschtzeen zu deene Secteure gehéieren - wien huet elo vun „Annus horribilis" geschwat? -, déi duerch d'Kris nach ëmmer op wackelege Bee stinn, ass et wichteg, déi iwwer 12.200 Leit, déi iwwregens 5,3 % vun den Aarbechtsplazen ausmaachen an och keen onweesentlechen Impakt op konnex Secteure vun der Ekonomie hunn, fir déi net am Ree stoen ze loossen. Dowéinst si mer frou, datt d'Kulturministesch alles drusetzt, fir dëse Secteur nees an dréchen Dicher ze bréngen a se gutt ënnerstëtzt.

A wann de Premier a senger Ried richteg behaapt huet, et géif keng Gesellschaft ouni Kultur a keng Kultur ouni Gesellschaft ginn, da wëll ech de schweedeschen Auteur August Strindberg zitéieren, dee richtegerweis behaapt huet, d'Kultur wär e permanente Kampf géint de Réckschrëtt. Dat war Enn vum 19. Joerhonnert.

De Kampf géint de Réckschrëtt, Dir Dammen an Dir Hären, huet eis Gesellschaft och haut nach néideg. An ech sinn iwwerzeegt, datt et mat der Politik vun dëser Regierung kee Réckschrëtt gëtt, mee weiderhi vill Schrëtt no vir, net nëmmen an der Gesellschaftspolitik, mee op alle Pläng, well den Nohuelbedarf war grouss.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. D'Auer leeft schonn, wollt ech just soen. Ech huelen un awer, datt se elo ufänkt, wann ech ufänke mat schwätzen?!

Voilà! Ech wollt dem Här Bettel, dem Här Staatsminister, Merci soe fir seng Ried. Si huet eis beandrockt an deem Sënn, datt se eigentlech net der Situatioun ugepasst war, wéi et haut ass. Si ass e bëssen op d'Covidkris agaangen, ganz laang souguer. Se huet och e puer Perspektiven opgezeechent iwwer steierlech Initiativen, déi dës Regierung hëlt. Mee am grousse Ganze wor et eng Paraphras vum Regierungsprogramm, eppes, wat laang bekannt war. An et ass u sech och eng Verharmlosung, déi mer gëschter héieren hu vum Här Bettel an haut och vum Här Gramegna, vun der Gravitéit vun der finanzieller Situatioun.

Et wëllt een de Problem net gesinn. A wann een de Problem net gesäit, da brauch een e sécher och net ze léisen. Et ass och e Bewäis, datt et dëser Regierung u Kraaft an u Flexibilitéit feelt, fir op déi aktuell Erausfuerderungen anzegoen. Mir hunn eng relativ dramatesch Situatioun.

Awer et sinn och, an dat wëll ech och soen, e puer positiv Punkte gewiescht an der Regierungserklärung.

Dat Éischt war, datt elo dovu geschwat gëtt, eng Prozedur anzeféieren, wann e Betrib sech wëllt am Land nidderloossen, ganz am Ufank vun der Prozedur. Mee do froe mer eis: Wat sinn d'Krittären? Sou frou mer sinn, datt dat soll ageféiert ginn - et ass awer eng laang Fuerderung, déi mir haten, a Form vun engem Guichet unique, wou dat kann traitéiert ginn -, mee mir mussen awer kucken, no wéi enge Krittären. Ass et esou, wéi mir fäerten, datt eigentlech hei déi gréng Partei vun Ufank u probéiert, eeben och Krittären eranzehuelen, fir den Developpement vun enger Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg ze behënneren?

Mir hunn och eng Rei vu Moossnamen, fir Steierlächer, Ongerechtegkeeten am Steiersystem ze stoppen. Och dat ass eng Fuerderung vun der ADR. Wat d'Fonds d'investissement spécialisés ugeet, wat d'Stockoptions ugeet, hate mir och Propositioune virgeluecht. Mir gesinn elo, datt d'Regierung an deenen Domäne wëllt aktiv ginn. Mir wäerte genau préiwen, wat do virgeschloe gëtt. Ech soen awer och derbäi, déi Moossnam, déi elo proposéiert gëtt fir den Amortissement accéléré, dat ass eng, déi an eisen Ae warscheinlech net gräift. Mee mir kucken eis den Detail un.

Ech wéilt awer net nëmmen op dem Här Bettel seng Ried äntwerten, well do wor net esou vill dran, mee allgemeng och e puer Bemierkunge maachen iwwert de Fonctionnement vun der Regierung. An dat ass och, wéi eis Demokratie fonctionéiert.

Mir hunn hei - an ech sinn awer frou, datt wéinstens zwee Ministeren hei sinn, och wann den Här Staatsminister elo net hei ass -, mee mir hunn e gewëssene Mepris vum Parlament. Mir hunn e Mepris vum Parlament, an ech wëll dat och um Beispill vun de parlamentaresche Froen hei illustréieren. An d'Demokratesch Partei, déi jo déi ass vun der Transparenz a vum Dialog, wéi se ëmmer seet, déi huet sech zur Gewunnecht gemaach, fir op parlamentaresch Froen, déi hir net passen, iwwerhaapt net méi ze äntwerten!

Ech hat zum Beispill, ech wëll Iech dat soen, den 11. Februar 2019 - elo si mer Oktober 2020! - der Madamm Cahen eng Question parlementaire gestallt, déi hir offensichtlech net gepasst huet, iwwert de CLAE, an de CLAE hat sengerzäit gefuerdert: « Tous discours anxiogènes, que ce soit concernant la langue ou la nationalité, doivent être bannis des discours publics », wat d'Regierung dovunner géif halen. Et ass jo eng Zensurfuerderung. Ni eng Äntwert vun der Madamm Minister!

Ech hat den Här Minister Marc Hansen, och en DP-Minister, gefrot den 30. September 2019, a well keng Äntwert koum, nach eng Kéier de 24. Februar 2020, fir wéi eng Funktiounen een hei an der Fonction publique d'Lëtzebuerger Sprooch net méi muss kënne schwätzen oder schreiwen, iwwerhaapt kee Lëtzebuergesch muss kënnen. Bis haut hunn ech keng Äntwert kritt. Dat ass also och elo schonn iwwer e Joer!

Mir hunn also Ministeren, déi dëst Parlament esou consideréieren, datt se et iwwerhaapt emol net méi fir néideg fannen, op Froen ze äntwerten!

Et ka jo net dru leien, datt dës Regierung net genuch politesch Beamten hätt, fir op d'Froen ze äntwerten, well mir gesi jo, an dat hu jo Statistike bewisen, datt hei nei Rekorden opgestallt ginn, wat d'politesch Beamten ugeet. Da wäerte jo och Leit do sinn, déi kënne parlamentaresch Froe beäntwerten.

En zweete Punkt ass d'Deontologie vun dëser Regierung. Mir haten eng Rei Problemer: Pantouflage vu Ministeren, déi dann an d'Privatekonomie eriwwerwiesselen; mir hate Ministeren, déi sech speziell ëm verschidde Geschäfter beméien an E-Maile schécken. Mir hätte gär, datt d'Deontologie vun der Regierung net méi vun der Regierung oder vun enger Kommissioun vun der Regierung kontrolléiert gëtt, mee hei vum Parlament. Mir wäerten och an deem Sënn eng Motioun hei abréngen an nächster Zukunft, wou mer genee fuerderen, datt d'Regierung wéi et sech gehéiert vum Parlament kontrolléiert gëtt, inklusiv d'Deontologie vun der Regierung. An da wëll ech wëssen, wéi si sech dozou stellt.

Mir hunn och déi Gewunnecht, déi mer a leschter Zäit gesinn, datt laanscht d'Parlamenter regéiert gëtt. Dat ass hei zu Lëtzebuerg besonnesch de Fall, mee awer net nëmmen hei. An ee rezent Beispill ass den Arrêté grand-ducal, dee geholl ginn ass, fir d'Maison du Grand-Duc anzeféieren. Deen normale Wee wär e Gesetz gewiescht. Och dorobber komme mer an nächster Zukunft zréck. An ech freeë mech doriwwer, datt och d'Kolleege vun der CSV dat héchstwarscheinlech wäerte mat ënnerstëtzen an och déi Lénk an d'Piraten, datt mer hei am Parlament déi Fro diskutéieren.

Mir hunn nach ëmmer de Problem vun der Netratifizéierung vun internationalen Accorden duerch d'Parlament, wéi et awer misst sinn, also déi Mémoires d'entente. Mir hunn europäesch Reglementer a wichtege Froen, déi geholl ginn: Obschonn do normalerweis misst eng Direktiv geholl ginn, gëtt e Reglement geholl, fir datt een net muss duerch d'Parlament. Mir hunn eng Devaloriséierung vun de Parlamenter bei internationalen Handelsofkommessen. Dat hu mer elo beim CETA gesi gehat. Mir hunn eng Conférence pour l'avenir de l'Europe, déi bewosst esou organiséiert gëtt, datt se laanscht d'Parlamenter geet, duerch Biergerinitiativen an duerch esou Saachen, fir eeben ze verhënneren, datt et zu enger parlamentarescher Debatt kënnt.

Besonnesch an der Europapolitik ass et jo haut esou, datt gewosst ass am Conseil européen, an de Ministerréit, datt et warscheinlech keng parlamentaresch Majoritéite méi an Europa gëtt fir Traitéännerungen, déi méi Kompetenzen un d'Europäesch Unioun géifen oftrieden. A well dat gewosst ass, gëtt dee Wee verhënnert!

An der Covidkris huet den Här Staatsminister jo vill iwwert déi sanitär Moossname geschwat, iwwert déi Situatioun, déi mer kennen. An ech kann Iech soen, Här Staatsminister - ech si frou, datt Der och elo hei sidd -, datt mir bei Iech sinn an enger ganzer Rei vu Moossnamen, déi Der geholl hutt. Déi sanitär Kris muss een eescht huelen a mir si selbstverständlech bei Iech, wann et heescht Solidaritéit hunn: Solidaritéit mat deenen eelere Leit, Solidaritéit mat vulnerabele Leit, Solidaritéit mat sozial schwaache Leit, mat der Situatioun vun de Leit an den Heemer, obschonn dat vun der Regierung net ëmmer gutt gehandhaabt gouf, Solidaritéit mat de Leit, déi op der Strooss sinn an déi besonnesch vill Asaz vun eiser Säit brauchen.

Bei all deene Saache si mir kloer bei Iech. A mir hunn dat vun Ufank un an dëser Kris och gewisen, déi ganz Oppositioun. Mir hunn eestëmmeg den État de crise geholl, obscho mer haut villes anescht géife maache mam Wëssensstand, dee mer haut hunn. Mee deemools hu mer eeben esou agéiert, wéi mer et fir richteg fonnt hunn.

Awer! Awer - an do ënnerscheede mir eis als ADR ganz kloer vun der Regierungspolitik: Mir ginn ni op de Wee, datt mer d'Grondfräiheeten an de Schutz vun de Grondfräiheeten an dësem Kontext géifen negligéieren! Mir hunn eng Tendenz hei an der Regierung gehat nom État de crise, deen dräi Méint gedauert huet, do sinn déi Moossname fir d'éischt emol ee Mount verlängert ginn, Moossnamen, déi d'Grondfräiheete vun de Bierger aschränken, mat enger parlamentarescher Majoritéit, där klengstméiglecher, vun 31 Leit.

Do sinn da Fräiheete wéi d'Liberté de commerce, d'Liberté de manifester ses opinions, d'Protection de la vie privée, konstitutionell garantéiert Grondfräiheeten, déi awer ageschränkt ginn. Fir d'éischt wor et fir ee Mount, du wor et fir zwee Méint iwwert de Summer. Elo ass et déi leschte Kéier fir dräi Méint an eng Woch verlängert ginn. Dat heescht, mir hunn déi verlängert méi laang, wéi den État de crise gedauert huet!

An elo soe mir: Dat geet net mat 31 Deputéierten, wa mer d'Grondrechter vun de Leit aschränken! Do hätte mir gär aner Moossnamen!

An am État de crise, do hätte mer och gär méi Kontroll. An dofir huele mir als ADR Initiativen. A mir hu schonn eng vun deenen zwou geholl: Mäi Kolleeg, den Deputéierte Roy Reding, deen huet schonn eng Proposition de révision de la constitution virgeluecht, fir datt mer eng Méiglechkeet hunn, an engem État de crise Moossname vun der Regierung engem Contrôle vun der Cour constitutionnelle virzeleeën.

A mir wäerten eng zweet Initiativ geschwënn hei proposéieren, déi dorobber erausgeet, datt, wann e Gesetz hei an d'Chamber kënnt, wou d'Grondrechter vun de Leit ageschränkt ginn - do wäerte mer eng Prozedur virgesinn -, da muss dat duerch eng Zweedrëttelmajoritéit hei am Parlament ugeholl ginn. Et kann net méi sinn, datt eng einfach Regierungsmajoritéit ënner 40 higeet an d'Grondrechter vun de Leit iwwer e Gesetz einfach kann aschränken. Dat geet net!

Och wat d'Gesondheet ugeet, musse mir constatéieren, datt d'Land einfach schlecht preparéiert war. An et ass net wouer, wéi hei virdru gesot ginn ass, datt ni een dorop opmierksam gemaach hätt oder datt mer net protestéiert hätten, zum Beispill wéi bei der LSAP-Reform Mutsch am Gesondheetswiesen d'Zuel vun de Spidolsbetter reduzéiert a plafonéiert gouf. D'AMMD, d'Dokteschassociatioun, war och dergéint. Mir als ADR haten dee Punkt opgeworf a mir hunn dergéint gestëmmt, well mer gesot hunn: „Dat hält emol net Schrëtt mam Bevëlkerungswuesstum vun der Populatioun!" Wéi kann een higoen an d'Spidolsbetter plafonéieren a reduzéieren - well gesot gëtt: „Et ass méi ambulant", an esou weider -, mee wann ee weess, wéi eis Populatioun wiisst? A mir hunn dat och schonn deemools gesot: „Wat ass, wann eng Kris ass?"

Et ass also esou, datt mir ëmmer contestéiert hunn, datt net genuch Reserven do sinn. Mir hunn et och iwwer Question-parlementairë gemaach. An et ass eng staatlech Aufgab - an dorobber hale mir och -, datt elo déi Reservcapacitéiten, déi sollen opgeriicht ginn, vum Staat kontrolléiert ginn.

Den Här Staatsminister huet hei gëschter gesot: „Jo, d'Klinicke gi sech schonn eens, déi maachen dat elo!" Nee, et ass um Staat fir ze kucken, datt mer Reserven hunn. An net nëmmen am Spidolswiesen, net nëmmen am Gesondheetswiesen. Mee loosse mer dach net vergiessen, datt och bei liewenswichtege Gidder, bei Liewensmëttel an esou Saachen, och musse Reserven existéieren. Et ass dach net normal, datt mer an eng Situatioun hei am Land kommen, wou d'Leit esou beonrouegt sinn, datt se op eemol Hamsterkeef maachen. An dat ass nach net laang hier an et sinn och keng Zeenen aus dem leschte Krich, et sinn Zeenen, déi hei am Land virun e puer Méint existéiert hunn.

Mir hunn och déi Fro: Wat ass dann elo mam Militärspidol, wou solle gewësse Reservcapacitéiten opgebaut ginn? Mir kommen och ëmmer erëm dorobber zréck. Mir hätte gär, datt deen Dossier viruget an datt en eis hei an der Chamber endlech virgestallt gëtt.

Mir hätten och gär weider Hëllefe fir d'Secteuren. An ech mengen, do si mer eis awer méi eens, et gëtt einfach Secteuren, déi onbedéngt weider Hëllef brauchen: Horeca, Tourismus, Evenementiel, Kultur. An do muss weider gehollef ginn. Dat ass evident. Ech mengen, do si mer eis awer all eens. Doriwwer freeë mer eis.

De Chômage muss reduzéiert ginn. Och do si Moossnamen, déi vun der Regierungssäit ugekënnegt gi sinn. Do ënnerstëtze mer Iech. Mir mussen onbedéngt kucken, datt mer dee Chômage esou séier wéi méiglech reduzéiert kréien, besonnesch natierlech och de Chômage vun deene Jonken.

E Wuert iwwert d'Finanzen. Do leien eis Positiounen, géif ech mengen, awer erëm ganz wäit auserneen. D'Regierung huet gesot, an Dir, Här Staatsminister, an den Här Finanzminister, Dir hutt gesot am Ufank vun der Kris: „D'Staatsfinanze sinn an der Rei. Et ass eise Meritt. Et kascht, wat et kascht."

An Dir hutt och gesot: „Keng Steiererhéijungen", dat wär Gëft fir d'Entreprisen an d'Kafkraaft vun de Leit misst erhale bleiwen. An deem Punkt si mir mat Iech als ADR komplett d'accord. Mir sinn och géint Steiererhéijungen a mir sinn och der Meenung, datt d'Kafkraaft vun de Bierger muss erhale bleiwen.

Aner Parteien oder Presidente vun anere Parteie si mat aneren Iddien do komm. Awer mir stinn dozou. Mir wëlle keng Steiererhéijungen.

An och wat d'Terminologie ugeet, ech hunn elo zum Beispill gemierkt, datt de Vertrieder vun der LSAP heihinnerkomm ass an am Ufank vun der Ried gesot huet: „Et gëtt keng Steiererhéijungen", an herno huet en iwwert d'Kuelendioxidsteier geschwat an d'Akzisen an esou weider. Dat sinn och Steiererhéijungen! En huet eng national Steier bei der Grondsteier nach envisagéiert. Och dat ass eng Steiererhéijung. An e war net kapabel, fir herno der CSV ze äntwerten, wéi si e gefrot huet: „Wéi et ass mat der Ierfschaftssteier? Wéi et ass mat enger Verméigenssteier?", an esou weider an esou virun. Fir mech ass eng vun de Konklusioune vun däser Debatt, datt d'LSAP sech als Partei vun de Steiererhéijungen hei awer däitlech profiléiert huet!

(Brouhaha)

Mir hunn och - wat déi Scholden ugeet an de Budget - déi héich Scholden, dat ass keng Bagatell! Déi héich Scholden, wou den Här Gramegna de Moie gesot huet: „Jo, dat wäert ëm 30 % oscilléieren." Jo, wann et ëm 30 % oscilléiert, dann ass et och emol driwwer. A mir mussen einfach wëssen, datt bei de Ratingagencen 30 % Verscholdung par rapport zum PIB e Krittär ass, wou den Triple-A a Fro gestallt ass. A wann den Triple-A verluer geet, ass dat e Problem fir d'Finanzplaz an och fir de Rescht vun eiser Ekonomie.

Et geet net, fir hei ze soen: „Jo, dat oscilléiert!", an esou weider. Nee, et muss ee kapabel sinn als Regierung, sech an esou enger Kris zesummenzerafen an ze soen: „Wat maache mer, fir d'Schold ënner 30 % vum Bruttoinlandsprodukt ze halen?" Dat ass den Defi. An et ass do, wou dës Regierung verseet, wou se net kapabel ass, Decisiounen ze huelen, wou jiddereng vun deenen dräi Parteien einfach wëllt hire Programm virufféieren. An et ass dat, wat ech virdru gesot hunn: Dir sidd net méi kapabel, Decisiounen ze huelen an Iech zesummenzesetzen! Et ass de „Weider esou wéi bis elo" an enger Situatioun, déi dat net erlaabt.

Déi héich Scholde sinn och eng Laascht fir déi nächst Generatiounen. An et sinn déi Leit, déi ëmmer hei vun nohalteger Politik schwätzen. „Nohalteg" Politik, et ass esou e Wuert, wou een och muss kucken, wat dat genee heescht. Mee et ass net nohalteg, Scholden ze maache fir d'Leit, well mir iwwer eis Verhältnisser haut liewen, a fir deenen nächste Generatioune politeschen Handlungsspillraum ewechzehuelen, well eeben déi Scholdelaascht déi aschränkt.

Mir hunn iwwert d'Steierreform Verschiddenes héieren. Mir hunn héieren, déi Steierreform - dat sollt jo awer eng vun de Paraden, politesche Prouessë vun däser Regierung sinn! -, déi sollt da kommen an däser Legislaturperiod. Mir si gewuer ginn: 2021 kënnt se bestëmmt net! Kënnt se 2022? Kënnt se iwwerhaapt nach virun de Walen? Mir wëssen et elo net, d'Regierung vläicht och net. Mee mir wëllen awer och soen, datt mer déi grouss ideologesch Trame vun där Steierreform, déi Individualiséierung, och einfach net richteg fannen.

An et war schonn eng Ironie gëschter an der Ried vum Här Staatsminister, deen op eemol d'Famill entdeckt huet. Op senger Iescht oder zweetleschter Säit vun der Ried hu mer op eemol héieren: „D'Famill, dat ass d'Plaz vun der Gebuergenheet", an dat huet een an däser Kris entdeckt.

Ma mir sinn domat komplett d'accord als ADR. Mir wëllen d'Famill absolutt stäerken, en ADR-Eltereregeld aféieren an esou weider. Dat ass bekannt. Awer datt eng Regierung dat seet, déi da gläichzäiteg seet, an den Här Baum huet dat a senger Ried gesot, si hätte gär d'Individualiséierung, d'Individualiséierung vun der Steierlandschaft! Dat ass d'Ofschafung, d'steierlech Ofschafung vun der Famill! Et ass d'Atomiséierung vum Mënsch, d'Fragmentéierung vun de Strukturen an der Gesellschaft. Et ass d'Individualiséierung zulaaschte vun der Famill. Et ass deen aneren ideologesche Modell.

Wat hätt Der gär? Wëllt Der gär d'Famill stäerken? Hutt Der se nei entdeckt? Jo, da stäerkt se! Oder loosst Der se falen? Da kommt mat Ärer Steierreform an der Individualiséierung vun der Steier, wann et jo egal ass, mat wiem een zesummelieft. Et ass net egal!

A mir als ADR wäerten eis ëmmer als Affekot hei vun der Famill wierklech fillen a mir wäerten dat och duerchzéien. Mir brauche sécher eng Steierreform, awer mir brauche keng Steierreform géint d'Famill.

Den Här Staatsminister huet och vum Brexit geschwat. Och do ass eng gewëssen, loosst mech et soen, scho Contradictioun. Eis Relatioune mam Vereenegte Kinnekräich si genausou wichteg wéi se leider net gutt sinn. Mir hunn als ADR ëmmer wëllen d'Revendicatioune vun de Britten a vum David Cameron ënnerstëtzen, fir de Brexit ze verhënneren. Dat war eis Linn. Mir hu jo gesinn, wou et higeet, viru Joren, wéi dat ugefaangen huet. Mir hätten de Britte solle ginn, wat se gefrot hunn. An dat huet awer dës Regierung net gewollt an déi Regierung virdrun och net. An dat war e Feeler. Haut ass London e Konkurrent fir eis amplaz en Alliéierten an der Europäescher Unioun, dee mer batter néideg ëmmer gebraucht hunn an dee mer wierklech wäerte vermëssen.

An da versti mir net, wéi Dir kënnt higoen, Här Staatsminister, an dann och nach de brittesche Premier, den Här Boris Johnson, hei virun enger Pressekonferenz bloussstellen am Haff vun Ärem Ministère. Dat war alles net néideg. Mir hätte gär, datt eis Relatioune mam Vereenegte Kinnekräich besser sinn, datt se konstruktiv sinn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- De Conseil européen am Juli, do sidd Dir erëmkomm, Dir hutt eis erzielt, datt Der Iech fir d'Mënscherechter a Polen agesat hutt. Ganz gutt! Et ass awer kee vitalen Interessi elo speziell vu Lëtzebuerg.

Mee Dir hutt manner driwwer geschwat, datt Dir akzeptéiert hutt, datt an de Konklusioune vum Conseil européen am Juli eng Finanztransaktiounssteier drasteet ouni Referenz op méi e grousse Kader, d'OECD. Dat ass en terribele Feeler, Här Staatsminister, deen Dir Iech musst zourechne loossen. Mir mussen d'Interesse vun eiser Finanzplaz am konkurrenziellen Ëmfeld zu deenen anere Finanzplaze konsequent verdeedegen. Datt dat do konnt geschéien, dat ass warscheinlech dee finanzpolitesch bis elo gravéierendste Feeler, deen Iech geschitt ass. An et däerf net nach eng Kéier virkommen!

Et geet net duer, datt den Här Gramegna dann dorëmmer seet: „Am Kader vun der OECD". Dir hutt dat an de Konklusioune vum Conseil européen eraschreiwe gelooss, an dat ass e Feeler! A mir hunn och leider misse feststellen, datt den Emissions Trading System och op d'Aviatioun an de Pavillon maritime ausgedeent gëtt. An do wësse mer och nach net, wat dat fir eis Ekonomie, wou mer jo awer och wierklech grouss Interessien an deem do Domän hunn, dann herno heescht.

Gréng Steieren, där komme massiv. Ech hunn och d'Madamm Lorsché do héieren. Déi hutt och e bëssen en net ganz kloert Verhältnis - wéinstens a mengem Versteesdemech - gewisen zur Propriété privé, déi si „eng helleg Kou" genannt huet. Majo, Madamm Lorsché, Privateegentum, Privateegentum ass e Mënscherecht! Dat steet an de Mënscherechtskonventiounen. Also, fir eis ass dat dofir net diskutabel. Mee Dir wëllt aféieren, an Dir maacht dat jo elo: eng Kuelendioxidsteier, Akzisenerhéijungen. A well mir als ADR konsequent gesot hunn: „Mir si géint Steiererhéijungen!", si mer selbstverständlech och géint Är CO_2-Steier a mir si selbstverständlech och géint déi Akzisenerhéijungen.

Wësst Der, Dir sot ëmmer: „Jo, do gëtt et sozialen Ausgläich." Mee et si ganz vill Leit, zemools am ländleche Raum, déi dovunner méi getraff si wéi déi an de Stied, well do keng ëffentlech Verkéiersmëttel et erlaben, vun enger Plaz op déi aner ze goen, oder et ass extreem komplizéiert. Esou gutt ass den ëffentlechen Transport bei eis am Land net, wann Der iergendwou am Éislek oder soss op enger Plaz sidd, wou Der all Stonn oder all zwou Stonnen e Bus hutt. Déi Leit mussen den Auto huelen an déi Leit musse méi Kilometere fueren, wéi Dir eis virrechent. An déi wäerte bezuelen.

Ech huelen un, datt Ären Elektorat éischter an de Stied ass oder sech dat ka leeschten. Mee Dir trefft d'Leit och am ländleche Raum mat Äre Moossnamen.

Mir wëssen och net, dat huet keen eis gesot, mir hunn en defizitäre Staatsbudget an da gi mer net gewuer: Wat ass dann elo d'Implikatioun op den Tanktourismus? Dat ass nach ëmmer eng vun deenen Haaptquellen, -recetten am Staatsbudget. Elo ginn hei Akzisenerhéijungen ageféiert. Wat kascht dat eis pro Joer? Wat bréngt et eran an de Staatsbudget, wann een déi sozial Ausgläichsleeschtungen dann erausrechent? A wat kascht et eis am Tanktourismus? Wat sinn d'Konsequenzen?

Et gëtt och nei Laaschte fir d'Entreprisen. Jo, Dir wëllt fir physesch Persounen e gewëssenen Ausgläich aféieren. Mee wéi ass et mam Transportsecteur? Dat ass e ganz wichtege Secteur. An der Kris ware mer dach all frou, datt d'Camione gefuer sinn. Mir hunn e gebraucht, batter néideg, den Transportsecteur. Ass de Merci un den Transportsecteur elo deen, datt mer et onméiglech oder op jidde Fall vill méi schwéier fir déi maachen, déi scho vill Problemer hunn an hirem Beruff, fir och an der Konkurrenz géintiwwer dem Ausland kënnen ze bestoen?

Wësst Der, déi gréng Steieren, déi Akzisenerhéijungen, déi sinn net harmlos, déi kaschten eis Aarbechtsplazen. Ech wëll just drun erënneren, datt mer viru Kuerzem ArcelorMittal haten. ArcelorMittal huet gesot: „Mir musse bis zu 570 Aarbechtsplazen ofbauen." An an hirem Communiqué stoungen extreem wichteg Saachen, déi muss ee sech mierken. Et stoung dran: „Mir mussen dat maache wéinst dem Emissions Trading System. Europa ass ze deier. Mir hunn och dann net méi den Zougang zu der Konkurrenz. Mir sinn net méi konkurrenzfäeg um Weltmaart." An dat si 570 Aarbechtsplazen aleng an engem Betrib. An da gitt Dir hin an Dir maacht dat nach méi schlëmm! Et ass jo dat, wat Der maacht.

Dir wësst, datt d'Entreprisen hei am Land scho Problemer hunn, Lëtzebuerg als Standuert - oder Europa, mee speziell Lëtzebuerg - erauszesichen. An da maacht Der eis nach méi deier. Dat ass net vernënfteg. Well wësst Der, nohalteg Politik, dat ass och Aarbechtsplaze fir déi jonk Leit sécheren. Dat sinn och Perspektive fir déi jonk Leit. An et geet net nëmmen ëm Klima, et geet och ëm Aarbechtsplazen an et geet ëm eng Verantwortung géintiwwer eise jonke Leit. Dir sot op där enger Säit, Dir sidd géint de Jugendchômage, an op där anerer Säit maacht Der alles, fir datt en an d'Luucht geet.

Och mat der Industriepolitik an der Wirtschaftspolitik musse mer awer eng Bemierkung maachen. Déi ass theoreetesch an der Verantwortung vun der LSAP, dem Här Fayot. Den Här Fayot ass an deem Debat prakteesch komplett absent. Ech kann Iech net soen, wéini den Här Fayot hei an d'Chamber komm wär a gesot hätt: „Dat do, dat ass meng Visioun, d'Visioun vun der Regierung, vun der LSAP, fir eng Lëtzebuerger Industriepolitik." Esou eppes gëtt et net!

Et gëtt awer beim Här Kersch den Usaz, fir em d'Rudder aus der Hand ze huelen iwwert d'Aarbechtsrecht. An et gëtt bei deene Gréngen den Usaz, fir d'Industriepolitik an d'Hand ze huelen iwwert d'Ëmweltrecht. Mee wat bleift als Industriepolitik, als Standuert Lëtzebuerg fir d'Industrie, dat wësse mer net! An dat ass einfach der Situatioun net ugepasst.

Mir brauchen eng Diversifizéierung vun eiser Ekonomie. Mir kënnen net aleng ofhängeg si vum Finanzsecteur oder vun Déngschtleeschtungen. Dat ass wichteg, mee aleng geet et net duer.

Mir hunn och eng Léier aus der Covidkris gezunn, an dat ass, datt mer musse relokaliséieren, wat mer a China oder op aner Plazen ausgelagert haten. Mir mussen als Europa an och als Lëtzebuerg e Stéck méi onofhängeg ginn, e Stéck méi resilient, e Stéck méi sécher fir eng Krisesituatioun. Dat heescht, datt mer hei am Land an op anere Plazen an Europa méi cheemesch Industrie, méi pharmazeutesch Industrie, méi Elektronikindustrie brauchen, an och aner Secteuren, datt mer eis Onofhängegkeet musse stäerken. An dat wär och d'Quintessenz schlussendlech vun enger Industriepolitik an enger Standuertpolitik. Mee wou ass den Här Fayot? Wéini kënnt en dann heihinner a seet eis, wéi eng Perspektiven hie wëllt opzeechnen? En ass einfach net present an engem vun deene wichtegste Secteure vu senger Amtsféierung.

Dir hutt mer bal leedgedoen, muss ech Iech och soen, Här Staatsminister, gëschter, wéi Der Iech huet missen heihinnerstellen an de gréngen Katechismus bieden. Dat ass sécher och fir Iech net ëmmer einfach gewiescht. Mee gutt, dat ass Är Aarbecht.

Une voix.- Och dee rouden!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mee ech wëll awer hei ganz kloer - well dat gëtt net dacks genuch gemaach an der Gesellschaft - mech kritesch auserneesetze mat der Politik vun deene Gréngen.

Si kommen ëmmer als Weltretter, als Guttmënschen, als Besserwësser. Nee, dat si se net. Si sinn emol éischtens eng Partei, déi systematesch Politik mat der Angscht vun de Leit mécht: „D'Welt verbrennt!" Jo! Elauter ..., et ass ee Katastrophenzenario nom aneren. Dat ass d'Politik vun de Gréngen: ee Katastrophenzenario nom aneren. Amplaz de Leit Vertrauen ze ginn an d'Politik, eppes Positives ze soen, rational Politik ze féieren, gëtt se total emotionaliséiert, bewosst fir ze manipuléieren. Bewosst fir ze manipuléieren! Mir gesinn dat jo all Dag.

Wësst Der, ech wëll Iech ganz kloer soen, an dat baséiert sech op eng ganz Rei Etüden, déi och hei am Land vu Lëtzebuerger gemaach gi sinn: Eng Dekarboniséierung vun der Ekonomie oder vum Land allgemeng, och vun den net ekonomesche Secteuren, eng Dekarboniséierung ass nëmme ganz lues méiglech, wa mer d'Land net wëlle futtimaachen, well mir sinn och do a Konkurrenz zu anere Staaten.

Wësst Der, fir Är Ziler ze erreechen, déi massiv Reduzéierung bis 2050 - am Europaparlament seet jiddereen: « Qui dit mieux? », déi eng 55, déi aner dann direkt 60, minus 60! -, wann Der dat wëllt maachen, da misst d'Ekonomie pro Joer ëm ongeféier 3 % schrumpfen. A wat dat heescht, dat gesi mer elo bei der Covidkris. Et heescht Aarbechtslosegkeet, et heescht schrecklech sozial Ëmwälzungen. Äre Modell geet net, e fonctionéiert net! En ass och moralesch net vertrietbar.

Wësst Der, Dir schéckt d'Leit op d'Strooss, déi jonk Leit, fir ze demonstréiere fir Fridays for Future, déi och déi beschten Absichten hunn. Et ass fantastesch fir ze gesinn, wéi se sech asetzen. Mee mat Ärer Politik ass et net „Fridays for Future", mee dat sinn Demonstratioune fir „No Future" fir déi jonk Leit. An do soe mir, domat si mir net d'accord. Mir hätte gär, datt déi jonk Leit vu muer eng ekonomesch Perspektiv hunn. An dofir denke mir konsequent bei der ADR d'Ëmweltpolitik „mat" der Ekonomie, d'Ëmweltpolitik „mat" der Industrie, fir datt mer eeben déi Secteuren net futtimaachen, vun deenen d'Zukunft vun deene jonke Leit vu muer ofhänkt.

Mir hunn och eng Zensur hei fir de Minister Turmes. Et ass schued, d'Madamm Dieschbourg ass elo do, virdru war de Minister Turmes do. Ech hat een Abléck gehofft, e géif heibleiwen, fir em kënnen ze soen, wat ech vu senger Energiepolitik halen.

Wësst Der, Dir hutt einfach keng Sécherheet, déi Der eis kënnt an der Energieversuergung offréieren. Déi Politik vun deene Grénge gëtt an der Energiepolitik keng Sécherheet, an dat ass eng vun deene wichtegste Saachen, déi mer an der Ekonomie an an der Gesellschaft brauchen.

Déi erneierbar Energie - an hei zitéieren ech Iech erëm, Här Staatsminister, net direkt, awer gläich -, déi erneierbar Energie ass deier, si ass volatill, dat heescht net zouverlässeg par essence, si ass staark subventionéiert a si deckt, an dat ass elo ee wichtege Punkt, an dat gëtt an den Diskussiounen ni gesot, de Lëtzebuerger Stroumbedarf - Stroumbedarf, emol net aner Forme vun Energie - nëmmen zu e puer Prozent.

Dir hutt gëschter an Ärer Ried gesot: „200.000 Leit gi mat Wand- a Solarenergie versuergt." Wësst Der, wa kee Wand bléist, da sinn et net 200.000 Leit, da sinn et der null. Wann d'Sonn net schéngt, da sinn et net 200.000 Leit, da sinn et der null. An dat ass einfach den Ënnerscheed, wësst Der! An dofir soe mir, an dat ass einfach d'Wourecht, an do ass keen heibannen, keen, deen éierlech ass, deen eis jeemools kéint de Contraire beweisen, datt mer, soulaang mir volatill alternativ Energië wëlle propagéieren, net gläichzäiteg kënnen op fossill Energien an op nuklear Energië verzichten, well et einfach net geet. Dat ass d'Wourecht! An do hätte mer och gär, datt mer déi an déi politesch Diskussioun erabréngen. Well déi ännert einfach och d'Mentalitéit a si gëtt eis Realismus. Är Rechnung geet net op.

An da gëtt sech ëmmer op Däitschland bezunn. Do si jo och Gesetzer an der Maach, déi e bëssen ëmmer no däitschem Virbild sinn. An Däitschland ass d'Energie ëmmer méi deier ginn, besonnesch fir déi privat Stéit. Dat ass och eng Saach, déi ee muss soen. Déi privat Stéit bezuelen an Däitschland ganz héich Stroumpräisser. D'Energie ass onzouverlässeg an dee Risiko vum Blackout, dee wiisst. D'Netzer sinn dacks iwwerlaascht. A Spëtzestonnen, wou alternativ Energië staark produzéiert ginn, do muss ee se och nach zu engem Negativpräis an d'Ausland verkafen. Dat heescht, et bezilt een och nach, fir d'Energie lasszeginn, déi een a Spëtzestonnen huet, an et gëtt keng Méiglechkeet, fir se ze lageren.

Den „tout électrique", dee Programm ass vun däser Regierung. Et si jo och net nëmmen d'privat Stéit, mee d'Mobilitéit, d'Heizung, d'Industrie, alles soll elektresch ginn, dat mécht de Problem ëmmer méi schlëmm. Deen Dilemma, an deen Der eis eramanövréiert, gëtt ëmmer méi schlëmm.

A mir hunn et nogerechent, de Rifkin-Modell, mir hunn dat gekuckt mat Experten, et ass einfach esou: Mat Honnerte vu Wandrieder am Land, mat Honnerte vu Quadratkilometere vu Solarzellen, mat Honnerte vu Quadratkilometere fir Biokraaftstoffer - dat si Flächen, déi déi normal Agrikultur dann net méi zur Verfügung huet, fir Liewensmëttel ze produzéieren -, wäert et eis nimools, nimools geléngen, fir d'Rifkin-Ziler och nëmmen iergendwéi kënnen ëmzesetzen. Dat ass d'Realitéit!

Är Elektromobilitéit, déi Der jo hei mat décke Subsiden an esou weider da wëllt promouvéieren, ass weeder realistesch - dat kréie mer ni hin, fir an der Zäit bis 2030 49 % Elektromobilitéit ze hunn, d'Reseaue ginn et net hier, d'Batterië ginn et net hier, d'Matière-premièrë sinn net do, se si fir wäit Strecken net géeegent -, a virun allem, an dat ass eppes, wat mir an all Ried wäerte soen als ADR, bis dee Problem geléist ass, a mir kommen ëmmer erëm drop zréck hei an der Chamber: Et ass mënscheveruechtend!

Dir als Gréng, déi jo dann optrieden als Guttmënschen op der Welt, Dir wësst, wou de Kobalt am Kongo hierkënnt, ënner wéi enge mënscheveruechtenden Ëmstänn en do gewonne gëtt, mat Kanneraarbecht an ongesécherte Minnen. An et ass Iech komplett egal! Nee, Dir subventionéiert et nach, Dir bezuelt et nach, Dir begënschtegt et! Kommt mer net méi mat Äre mënscherechtsveruechtenden Theorien an esou weider! Dir hutt iwwerhaapt keng Legitimitéit méi, guer keng! Soulaang Dir dat do toleréiert, soulaang Dir d'Kanneraarbecht toleréiert an och bezuelt, kommt mir net méi mat Äre Guttmënschenattitüden hei am Parlament! Dir verdéngt et net! Bleift ewech!

Da mat Ären Holzheizungen, och déi sinn ekologesch ganz schwiereg. Ech ginn do net an den Detail.

Mee ech wëll nach ee Wuert iwwert d'Atompolitik soen. Wësst Der, d'Atompolitik ..., wéi ech lech grad gesot hunn, brauche mer nach eng ganz Rei Joren nuklear a fossill Energie. Da versti mir net, datt Dir higitt an Dir refuséiert souguer, iwwert d'Sécherheet - d'Sécherheet! - vun Atomkraaftwierker ze fuerschen oder déi matzefinanzéieren. Dat heescht, Dir huelt och nach a Kaf, datt Atomkraaftwierker eventuell méi Risike weise wéi se der schonn hunn, nëmme well Är blann Ideologie lech verbitt, souguer an d'Sécherheet vun engem Atomkraaftwierk ze investéieren. Och dat muss ee fäerdegbréngen!

Är Agrarpolitik. Bio heescht net onbedéngt méi Qualitéit - dat gëtt hei och dacks gesot, dat ass och eng Diskussioun, déi mer eng Kéier kënne féieren -, mee si ass op jidde Fall méi extensiv. An an der Covidkris ass ëmmer erëm gesot ginn: „Wéi gutt, datt mer wéinstens genuch Liewensmëttel haten." Wann Der elo higitt an Dir maacht 20 % vun den Agrarflächen am Land bio, dann hu mer hei am Land manner Liewensmëttelproduktioun. Dat ass einfach esou nach Adam Riese. Da muss een dat och wëssen. Mir froen eis, wéi vill, a mir hätte gär als ADR, datt keen Drock besteet. Wie wëllt Bio maachen, dee soll Bio maachen. Dogéint hu mir absolutt näischt. Awer mir wëllen absolutt deene Leit, déi konventionell Methode wëllen hunn, et och méiglech maachen, betribswirtschaftlech weiderzefonctionéieren, Ofsazmäert ze hunn, och an eise Schoulen, och an de Schoulkantinnen. Firwat muss een déi Leit da wëllen do ausschléissen, well se eng betribswirtschaftlech Approche hunn, déi Ärer Ideologie net entsprécht?

Är Gesellschaftspolitik. Do ass esou eng gréng Linn. An do schwätzen ech iwwert d'Madamm Tanson, déi och elo leider net do ass, mat dem Gesetz, an dat huet den Här Bettel och geschter ernimmt, vum „accès aux origines". Am Prinzip ass dat eng gutt Saach. Mee wësst Der - an do addresséieren ech mech och un déi Leit, déi dobaussen nolauschteren, déi déi Debatten an der Chamber net esou dacks matkréien -, wësst Der, datt Dir verbal a vläicht och anescht de Papp ofschaaft?

Wësst Der, wéi de Papp heescht bei der Madamm Tanson, bei deene Gréngen? Et gëtt d'Mamm - nach! Well do kann een och driwwer diskutéieren, wat genee eng Mamm ass, mee an déi Diskussioun ginn ech elo net an. Mee de Papp ass net méi de Papp, „le père". Dee gëtt et net méi! Et gëtt den „autre parent de naissance". Un all déi Männer, un all déi Pappen, déi eis dobaussen nolauschteren: Déi solle wëssen, datt mat där gréngen Ideologie si net méi Papp sinn, mee si sinn „autre parent de naissance". Et ass eng Diskriminéierung vun de Männer an Ärer komescher Ideologie, déi mir net akzeptéieren!

Genausou mat der Gewalt doheem. Et ass einfach esou, datt och ganz vill Männer Affer vu Gewalt sinn. Si hunn awer keng Plazen a Foyeren. Eelef Plaze ginn et am Land a Foyere fir Männer.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- D'Täter sinn awer ëmmer Männer (veuillez lire: D'Täter sinn awer och do bal ëmmer Männer).

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A fir Männer mat Kanner gëtt et a Foyere vläicht zwou Plazen, déi iwwerhaapt gëeegent sinn, bei 40 % männleche Victimmen. Wësst Der, mir hunn näischt géint Chancëgläichheet. Awer Chancëgläichheet geet an déi zwou Richtungen. Se geet fir Fraen, se geet och fir Männer.

Mat der Eethik, wann ech scho bei deem Sujet sinn, wëll ech lech awer och ganz kloer soen, wat eis ënnerscheet. An ech sinn immens houfreg drop, dat als ADR hei kënnen ze soen: Et ass fir eis ganz wichteg, datt mir och eng Partei sinn, déi sech zum Schutz vum Liewe bekennt. Och dat muss et nach ginn an der Politik, a mir maachen dat. Mir si fir de Schutz vum Liewen. Mir wëllen och de Leit, déi virun engem Choix stinn, datt se vläicht e behënnert Kand kréien, deene wëlle mir soen, wa se sech fir d'Kand decidéieren, datt de Staat soll d'Garantie iwwerhuelen, datt och wa si eng Kéier al sinn, och wa si eng Kéier net méi do sinn, een do ass, dee sech ëm dat Kand anstänneg këmmert.

Mir wëlle wierklech kucken, datt déi Mënschlechkeet an der Politik eng Prioritéit gëtt. Mir waren och ëmmer géint eng Kommerzialiséierung vum Kand. E Kand däerf net kaaft a verkaaft ginn, wéi Dir et an Ärer „Leihmutterschaftsideologie" awer wëllt maachen. An eng Mamm, eng Fra, däerf nimools ausgebeut ginn, eng aarm Fra, fir fir eng méi räich e Kand auszedroen. Alles dat sinn absolutt onmoralesch Deriven, déi een an Ärem politesche Lager fënnt, op där heiter Säit vum Parlament, net op där doter Säit.

Mir hunn eng Rei Iwwerleeungen zu den Institutiounen am Staat. An ech fänken u mat der Cour grand-ducale. Den Arrêté grand-ducal, deen elo geholl ginn ass, fir d'Maison du Grand-Duc do ze organiséieren ... Ech fannen d'Wuert iwwregens schlecht gewielt: „Maison du Grand-Duc". Fir mech ass d'Maison du Grand-Duc de Palais oder Colmer-Bierg, dat ass d'Maison du Grand-Duc. Fir mech ass et d'„Cour grand-ducale".

Mee ech wëll awer och kloer soen, datt fir eis als ADR kloer ass, datt mir keng Politiséierung vun der Funktioun vum Grand-Duc wëllen. Dat gëllt och fir Rieden Nationalfeierdag, Chrëschtdag, do ass eng Tendenz. De Grand-Duc steet iwwert der Politik, iwwert der Politik! Ech hätt gär, datt eis Kolleege vun der Lénker, déi jo net fir d'Monarchie sinn, sech genausou kënnen erëmerkenne wéi mir an deene Rieden, déi gehale ginn. De Grand-Duc steet iwwert der Politik. An dat soll och net änneren.

Mir wëllen och keng Banaliséierung vu senger Funktioun. Et ass net normal, datt de Staatschef matgeholl gëtt op technesch Konferenzen iergendwou, wou den Niveau vum Staatschef net appropriéiert ass.

A mir wëllen iwwerhaapt, wa mer scho schwätze vun eise Feierdeeg, Nationalfeierdag, mir wëllen och keng Europäiséierung do, wou se net higehéiert. An Ären Europafeierdag, Här Staatsminister, do hätt ech léiwer, oder mir hätte léiwer, dat wär e mobille Feierdag, da kéinten déi Leit, déi wéilten op d'Sprangpressessioun goen, en dofir huelen.

Déi nei Verfassung, dat ass och e ganz interessant Kapitel, déi nei Verfassung, déi do soll „modern" sinn. Ech hunn dat geléiert, zënter datt ech an déi Reunioune gi vun der Institutiounekommissioun. Hiren Haaptkrittär ass: Eng Verfassung soll modern sinn. Ech weess net genau, wat dat soll heeschen, mee ëmmerhin. Fir mech ass nach ëmmer d'Qualitéit vum Text de primordiale Facteur.

(Interruption)

Jo. Mee ech kann lech soen, datt do eng ganz Rei Tendenze bestinn, fir datt Lëtzebuerg eigentlech en Deel vu senger Souveränitéit verléiert, datt mer als e Genre Bundesland vun enger Europäescher Unioun consideréiert ginn, an datt mir net matginn op e Wee, wou déi nei modern Verfassung vu Lëtzebuerg soll doranner bestoen, fir eis Staatlechkeet an eis Souveränitéit ofzebauen. Dee Wee gi mir net mat! A mir wäerten et och esou an der Ëffentlechkeet duerstellen, datt déi Aarbechten, déi hei gemaach gi fir eng modern Verfassung, fir eng Verfassung sinn, déi eist Land fundamental erofsetzt. Dat maache mir net mat!

Da wéilt ech och soen, datt et eng verpasste Chance ass. Mir hunn als ADR eng Rei Propositioune gemaach - an do ass mäi Kolleeg Roy Reding ganz wichteg gewiescht an där Diskussioun -, fir wa mer scho Verfassungstexter wëllen änneren, datt mer da wéinstens higinn a mir kucken, datt mer Verbesserungen erakréien, fir d'Rechtsméiglechkeete vun de Lëtzebuerger ze stäerken. Mir hunn zum Beispill proposéiert, wa mer scho Verfassungstexter maachen, da sollte mer dach de Leit erlaben, en direkten Zougang zu der Cour constitutionnelle ze hunn, wéi dat an Däitschland oder an anere Länner de Fall ass. Dat gouf direkt refuséiert.

Wann et am Interessi vum Bierger ass, da sidd Der net esou séier do. Wann et drëm geet, fir Europa géintiwwer Lëtzebuerg méi wichteg ze maachen an eis méi kleng, da sidd Der do! Och dee Wee gi mer net mat.

Mir hu Propositioune gemaach iwwert d'Reform vum Walsystem, Här Staatsminister. Mir hunn näischt méi héieren. Wou ass dat drun? All d'Parteien heibannen, mengen ech, hunn lech Propositioune gemaach, fir de Walsystem ze reforméieren. Wéini gi mer dann do gewuer, wat d'Regierung eis proposéiert? Kënnt dat nach an dëser Legislaturperiod? Kënnt et net méi? Dir kënnt eis dat soen.

Integratioun vun den Auslänner, dat ass och e Sujet, deen eis ganz staark interesséiert. Zoustänneg ass d'Madamm Cahen. An ech hat scho virdru gesot, datt, wann do Froe gestallt ginn, se net gär op déi Froen äntwert. Awer ech wëll lech ganz kloer soen, datt mir als ADR fir eng ganz volontaristesch Integratioun vun den Auslänner hei am Land sinn. Mir wëlle keng Parallellgesellschaften, wéi mer et ëmmer méi hunn. Dat wëlle mir net.

An déi Integratioun vun den Auslänner, déi geschitt iwwer eis Nationalsprooch, an dat ass Lëtzebuergesch. Et gëtt ewell ëmmer méi eng Konfusioun, wou Leit, déi d'Sproochegesetz vun 1984 net méi esou genau kennen, da schwätze vun „dräi Nationalsproochen". Nee, mir hunn eng Nationalsprooch, dräi administrativ Sproochen. A wa mir vun Integratioun schwätzen, fir datt d'Leit kënne komplett un eiser Gesellschaft deelhuelen, ass dat op Basis vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Mir hätten och gär, datt Lëtzebuergesch am Schoulsystem verstäerkt gëtt. A wat eigentlech den Här Meisch - och e liberale Minister, Här Staatsminister, och ee vun Äre Kolleegen - seet, ...

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... hie seet: „All Kand brauch eng Schoul, déi bei et passt." A wat da geschitt, dat ass, datt d'Kanner an der Praxis, an der Praxis opgedeelt ginn no Nationalitéit an no Sprooch. Dës Regierung mécht eng Politik vun der Segregatioun an net vun der Integratioun. Och dat muss eng Kéier kloer gesot ginn! Dir maacht de Contraire vun deem, wat mir géife maachen. Mir wëllen d'Leit ophuele bei eis a mir wëlle se an eng Gesellschaft integréieren. Dir dividéiert se auseneen. Dir maacht Parallellgesellschaften an Dir fërdert dat nach.

D'Fonction publique - e weidere liberale Minister, Här Staatsminister -, mir hätte gär eng effikass Fonction publique. A mir gesinn et mat Suerg, datt d'Ufuerderunge bei der Fonction publique an den Examen a bei der Rekrutéierung an der Fonction publique iwwert déi lescht Jore systematesch Schrëtt fir Schrëtt erofgesat goufen! Dat wëlle mir net! Als ADR wëlle mir eng Fonction publique mat héijer Qualitéit, eng Fonction publique, déi Lëtzebuergesch ass a Lëtzebuergesch schwätzt. Mir wëllen dat och bei der Police, dat ass jo och eng aktuell Diskussioun. Mir hätte gär eng Police, déi Lëtzebuergesch schwätzt.

Mir hätte gär, datt de Staat, an do sidd Der bestëmmt, wann Dir nach liberal sidd, Här Premierminister - ech zweifelen heiansdo drun, datt Der nach liberal sidd -, mee wann e Kär vu Liberalitéit nach an lech ass, da sidd Der do mat mir d'accord: Mir hätte gär e Staat, dee sech op seng Kärfunktioune konzentréiert! Mir hunn zënter 2013, dat geet aus enger Question parlementaire ervir, 20 Administratioune bäikritt: 4.304 Persounen, Beamten, an 3.975 Équivalents temps plein, esou steet et an der Äntwert op d'Fro. A mir soen als ADR: Mir hätte gär, datt de Staat an d'Entreprisen, och d'Entreprisen hei am Land nach eng Chance hunn, fir Leit ze fannen.

Mir wëlle kee plethoresche Staat, aus Käschtegrënn. Mir brauche keng Administratiounen, déi haaptsächlech Ideologie maachen. Mir hätte gär e Staat, dee sech op seng wierklech Aufgabe konzentréiert an deen dem private Secteur net déi beschte Leit konsequent ewechhëlt, well och eis petites et moyennes Entreprises, och eis Industrie an aner Secteure brauchen ausgezeechent Leit, fir dëst Land no vir ze bréngen.

Wa mer vun der Zukunft vum Land schwätzen, musse mer natierlech iwwert d'Schoul schwätzen. A fir eis ass déi gratis ëffentlech Schoul ee vun deene gréissten Acquisen, dee mer an der Sozialgeschicht vun dësem Land hunn. Mir haten eng ëffentlech Schoul, déi de Leit gratis en unerkannten Diplom ginn huet, en Diplom mat engem Wäert. Dat ass a Gefor, well d'Vertrauen an d'Schoul fortgeet. An der Stad Lëtzebuerg, hate mer elo gelies, sinn nëmmen nach 50 % vun de Kanner an der ëffentlecher Schoul, an der ëffentlecher Primärschoul.

Dat ass natierlech e Vertrauensverloscht, an dat däerf net sinn! Mir verstinn natierlech, datt d'Leit sech Suerge maachen. Mir hunn den Nivellement vers le bas vun der Lëtzebuerger Schoul. Dat gëtt net thematiséiert. Mee all Pisa-Etüd, all internationale Vergläich säit Joren a Jore weist eis dat selwecht Bild! Eis Schoul gëtt devaloriséiert. Desto méi vu Qualitéit an der Schoul geschwat gëtt, desto manner schéngt se do ze sinn.

Mir hunn eng Zersplitterung vum Schoulsystem: ëmmer méi verschidde Schoulen an ëmmer méi ënnerschiddlech Approchen, mat deem Resultat, wéi ech et gesot hunn, datt mer Parallellgesellschafte kréien.

Mir hunn och ëmmer méi Gewalt an de Schoulen. Mir mussen och do dergéint virgoen!

Mir wëllen als ADR besser ëffentlech Schoulen, wou erëm den Diplom unerkannt ass. Mir hätte gär méi Niveau. Mir hätte gär eng Schoul ouni Ideologie, wou sech wierklech op d'Léiere konzentréiert gëtt, ouni politesch Propaganda, ouni Zentrum fir politesch Bildung mat senge komeschen Iddien.

(Brouhaha)

Mir hätte gär méi Homogenitéit. Mir hätte gär Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch. Mir hätte gär Wëssensvermëttlung amplaz kompetenzorientéierten Unterrecht. Dir misst lech dat emol „uliesen", wat do zum Deel drasteet! Mir hätte gär eng Objektivéierung vun den Orientéierungsprozeduren, eng Opwäertung vun den Enseignanten an e Retablissement vun hirer Autoritéit. An natierlech och eng Opwäertung vun alle Formatiounen a Richtung Handwierk.

Den Här Staatsminister huet net iwwert d'Sécherheet hei am Land geschwat. An dat ass awer e Sujet, dee ganz vill Leit hei am Land mat Recht beonrouegt. D'Situatioun op der Gare, zu Ettelbréck, zu Esch an op anere Plazen am Land, an net nëmme méi do si Problemer. Mee déi ëffentlech Sécherheet ass e grave Problem hei am Land. Mir hätte gär, datt mer dogéint uginn. Mir soen als ADR kloer, datt mir hei der Kriminalitéit de Krich erklären, datt mir d'Sécherheetsdéngschter hei am Land wäerte stäipen, datt mer hinnen d'Kompetenzen, d'Méiglechkeeten, d'Personal, d'Material ginn, wat se brauchen, fir hir Missiounen effikass ze erfëllen. Mir kucken och an deem Kontext de Statut an d'Gréisst vun der Douane, dat gëtt iwwerpréift. A mir wäerten all deene Verwaltungen optimal Aarbechtsbedingunge ginn.

Et ass ganz kloer, datt dat och heescht, datt mer am Beräich vun der administrativer Polizei wäerten déi Schrëtt setzen, soubal mer d'Méiglechkeet hunn, déi mer scho laang verspriechen, inklusiv de Plazverweis, d'Persounekontrollen an esou virun, wou mer géintiwwer dem Ausland wäit hannendrunhänken. Mir ginn och an der administrativer Police der Police endlech déi Méiglechkeeten, déi se brauch. A mir schafen eng komplett Transparenz bei den Täterbeschreiwungen. Et geet bei eis net méi, datt souguer wann ee gesicht gëtt, een emol net weess, wie gesicht gëtt, well en net méi beschriwwe gëtt.

De Logement. De Logement ass e ganz interessante Sujet, well eigentlech och an deem Punkt den Här Staatsminister hei als Member vun der Demokratescher Partei sech huet missen histellen an e sozialistesche Programm virgelies huet.

E liberale Minister, dee misst dach soen: „De fräie Maart soll zoustänneg si fir de Logement!" An en huet eis hei gesot: „De Staat an d'Gemenge këmmere sech drëm!" Jo, wat ass dat fir eng Approche? De Staat an d'Gemenge sinn iwwerhaapt net outilléiert, fir dat ze maachen. Staat a Gemeng si schlecht Promoteuren.

Mir hunn um ADR-Nationalkongress de leschte Sonndeg e Pabeier virbereet, deen hei och vum Kolleeg Roy Reding presentéiert gouf, a mir hunn eng ganz Rei exzellent Propositioune gemaach, déi wierklech d'Situatioun um Logementsmaart géife verbesseren, urfräi liberal Positiounen. An dat sinn déi, déi wierken. Dat sinn déi, déi hëllefen: méi Fräiheet fir de Bauhär, keen Zwang zum Passivhaus zum Beispill, séier Prozeduren, nei Wunnforme fërderen amplaz se ze behënneren. Och d'Verloune vun Zëmmere muss méiglech sinn.

Mir hätte gär eng eenzeg, transparent national Waardelëscht fir Sozialwunnengen. Mir wëlle méi Méiglechkeete fir privat Bauhären, fir ze intervenéieren um Marché. Mir wëllen d'Ofschafung vun der Prorogation légale. Eleng déi Méiglechkeet géif Honnerte vu Wunnenge ganz séier op de Maart bréngen. Mir wëllen de bëllegen Akt eropsetze vun 20.000 op 50.000, d'TVA Logement vu 17 % op 3 % nees erofsetzen - och eng Steiererhéijung, déi Gambia sech zouzeschreiwen huet.

Mir wëllen de Mietkauf erméiglechen. De Loyer soll kënnen op de Verkafspräis ugerechent ginn. Mir wëllen eng Staatsgarantie, eng Eegekapitalgarantie, fir et de Leit ze erméiglechen, de Start ze hunn, wa se net esou vill Sue kënnen uspueren, fir datt se iwwerhaapt kënnen e Kreditt kréien an eppes kafen. Mir hätte gär de Portage foncier, datt fir d'éischt d'Haus bezuelt gëtt an eréischt duerno den Terrain, en Terrain, deen dacks méi deier ass wéi d'Haus.

Mir hunn esou vill gutt Iddien, urliberal Iddien. An da stellt sech de Premier Bettel dohinner a liest de sozialistesche Programm vir, vun deem mer elo scho wëssen, datt en nimools ka fonctionéieren. Also, Dir wiesselt vläicht d'Partei, Här Staatsminister, dat weess ech net, mee wat Der hei virgelies hutt am Beräich Logement, dat fonctionéiert net. Gitt op eng liberal Politik, mir wäerten lech ënnerstëtzen, wann Der dat maacht!

Dir hutt och vun der Press geschwat, e Sujet, deen och fir eis ganz wichteg ass, well mir als ADR eis kloer engagéiere fir eng demokratesch a pluralistesch Gesellschaft. An, an dat ass vläicht och, wat eis ënnerscheet vun deenen aneren: Mir si konsequent géint all Form - géint all Form! - vun Zensur, déi awer ëmmer méi an eiser Gesellschaft ëm sech gräift, wou d'Leit ëmmer méi fäerte fir ze soen, wat se denken. Ass dat normal an enger demokratescher Gesellschaft? Mir mengen net.

A mir soen: All déi Méiglechkeete vun der Zensur, mir schafen dat of! Mir wëllen et net. Mir hätte gär eng staark an onofhängeg Press, eng staark an onofhängeg Press, an dat heescht och Zeitungen a gedréckter Form. A mir si fir Pluralismus vun der Press a fir Pluralismus an der Press, fir eng Meenungsvillfalt, fir wierklech déi Méiglechkeet, Fräiheet ze liewen, Fräiheet ze ootmen, fir wierklech dat kënnen ze maachen, vun deem mer jo soen, et wär de Grondwäert vun eiser Gesellschaft: d'Fräiheet. Ma da loosse mer dat maachen!

Déi gëtt hei am Land leider net ëmmer respektéiert, Här Staatsminister. Ech muss lech soen, an der Covidphas huet Är Regierung d'Pressefräiheet net respektéiert. De Lëtzebuerger Journalisteverband hat protestéiert dergéint. Dir hutt all Informatiounen zentraliséiert. Den Accès vun der Press op d'Informatioun war limitéiert, kontrolléiert - hei zu Lëtzebuerg! An et ass e Lëtzebuerger Journalisteverband, deen do dergéint protestéiert huet, och dat muss ee soen. Och hei am Land ass déi Tendenz zur Zensur, zur Kontroll vun der Informatioun. Dat ass eng Realitéit. A mir soe kloer als ADR: Bei eis gëtt et dat net! Mir wëllen et net. Mir wëllen déi Fräiheet ootmen, och an de Medien.

Mir si fir Meenungsfräiheet, mir si géint d'Zensur, géint eng Penaliséierung vu Gefiller, wéi dat och elo ass, keen „de-platforming", keng „cancel culture". An eng „politesch Korrektheet", dee Begrëff, dat ass fir eis héchstens e Begrëff vun Héiflechkeet, awer nimools e Begrëff, deen eng Opportunitéit soll

beschreiwen oder aschränken, fir eng Meenung ze hunn. Genausou wéi Fakenews: Fakenews ass hautdesdaags déi Meenung, déi een net selwer vertrëtt. An de Faktencheck, deen een heiansdo op Internet huet, dat ass eng Tarnorganisatioun, fir eng Meenung ze diskreditéieren, déi een net selwer huet. Och dat brauche mer alles net.

Eng Demokratie lieft vun der Konfrontatioun vun den Iddien! Och wann ech heiansdo d'Gefill hunn, wann ech lech kucken, datt mir d'Iddien hunn an Dir konfrontéiert just, ouni Iddien!

(Brouhaha)

Sou, e lescht Wuert zu der Migratioun.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir gitt net besser, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- E lescht Wuert zu der Migratioun - dat freet lech och, well et ass jo e Minister vun der LSAP, Här Engel, deen dofir zoustänneg ass. Ech wëll lech just hei kloer soen, mir wäerten dat an der baussepolitescher Debatt soen, an ech mengen, muer de Mëtten hu mer och eng kuerz Debatt iwwert den europäesche Migratiounspak.

Mee ech wëll lech ganz kloer soen, well dat ass och wichteg, och dat gehéiert zu der Situatioun vum Land: Mir als ADR, mir bekennen eis ouni Aschränkung, ouni Aschränkung, zur Asylrechtskonventioun vun 1951 an zu der Genfer Konventioun iwwert de Schutz vun Zivillpersounen a Konfliktsituatioune vun 1949. Punkt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Alleguer? Och Är Fraen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Punkt! Dozou bekenne mer eis. Mir sinn awer grad esou decidéiert géint all Mëssbrauch vum Asyl a mir si grad esou decidéiert géint eng illegal Immigratioun an Europa aus ekonomesche Grënn. Dat ass Är Politik, dat ass net eis!

Mir refuséieren all Quotesystem fir d'Verdeelung vu Migranten tëschent europäesche Staaten. Dat ass eng Fro vun der nationaler Souveränitéit. Wéi ee Land wëllt ënner wéi enge Konditioune wéi eng Persounen ënner wéi engem Statut a fir wéi laang bei sech ophuelen, dat ass eng Fro vun der nationaler Souveränitéit, an déi vertriede mir a mir verdeedege se! Eis Positioun ass a vollem Aklang mat internationalem Recht. An dofir soe mir och, datt déi Leit, déi kee Schutz méi brauchen - déi kee Schutz méi brauchen -, och mussen zréckgoen an hir Länner.

Ech hunn elo d'Geleeënheet gehat, fir lech op e puer Punkten ze äntwerten an e puer Saachen ze soen, e puer Saache kloerzestellen hei am Numm vun der ADR. Mee ech wëll zesummefaassend soen, datt dat, wat Dir proposéiert an Ärer Regierungserklärung, ganz einfach der Gravitéit vun der Situatioun net ugepasst ass, datt dës Regierung weist, datt se net handlungsfäeg ass an datt mer mat lech an deenen nächste Joren net um Wee sinn, wou ech kéint vertrauensvoll soen, datt dëst Land a gudden Hänn geféiert gëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hätt eigentlech ni geduecht, dass den Här Gibéryen mer géif feelen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hunn elo grad héieren, datt mer anscheinend hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi a Parallelgesellschafte liewen. Wësst Der, an deene leschte 40 Minutten hat ech éischter den Androck, datt mer a Paralleluniverse liewen, op jidde Fall den Här Kartheiser an ech.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, wéi mer virun engem hallwe Joer hei stoungen, kuerz nom Ausruffe vum État de crise, huet et geschéngt, wéi wa sech d'Riedner vun alle Parteien eens wieren, datt déi Kris eist Land veränneren wäert. „Mir kënnen net einfach esou virumaache wéi virdrun", huet et geheescht. „Mir kënnen net esou maachen, wéi wann näischt gewiescht wier a mir kënnen net einfach d'Blat dréien an zréckkommen zum Alldag. Et muss sech eppes änneren." Dat war den allgemengen a grousse Konsens.

A wann een aktuell Sondagë liest an och de Leit dobaussen nolauschtert, da schéngt et mir, wéi wann dat nach ëmmer dee ganz grousse Wonsch bei de Leit ass: „Et muss sech eppes änneren." Mir kënnen net esou virumaache wéi bis elo.

Wann een dann awer gëschter dem Premier nogelauschtert huet, da schéngt dat alles vergiess. De Premier seet, et wier keng Zäit fir Experimenter. „Keng Zäit fir Politik, keng Zäit fir Verännerung", huet et gëschter geheescht. Duerfir huet dës Regierung als eenzeg Orientéierung, als eenzege Kompass, dee se nach zesummenhält, de Koalitiounsaccord vun 2018. A vun deem Accord géif si och net ofréckelen, och dann net, wa mer wéi elo matten an enger Kris sinn, enger ekonomescher, enger sanitärer, enger sozialer. Dat ass déi politesch Essenz vum Premier senger Ried gëschter.

Fir de Rescht huet e virun allem op déi leschte sechs Méint zréckgekuckt, sech selwer dobäi nawell ganz vill op d'Schëller geklappt. An ëmmer, wann et ëm Perspektive gaangen ass, also wann et drëm gaangen ass, no vir ze kucken, huet en effektiv wéi aus der Bibel de Koalitiounsaccord zitéiert.

De Premier huet zréckgekuckt, an dat ass och duerchaus legitimm, wann een iwwert d'Lag vun der Natioun schwätze wëllt. Mee en huet awer häerzlech wéineg analyséiert. En huet net gekuckt, wat d'Stäerkten an d'Schwächte vun eiser Gesellschaft waren a sinn. En huet sech virun allem op d'Kontzentréiert, wat gutt fonctionéiert huet an där exceptionneller Situatioun. A jo, et hunn och ganz vill Saache gutt fonctionéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Mee dat geet awer net duer, Här Premier. Well et muss een och kucken, wat net esou gutt fonctionéiert huet, net fir sech selwer ze gäisselen, mee fir ze léieren, fir ze kucken, wat anescht muss ginn, wat besser muss ginn, fir ze verstoen, wat verännert muss ginn. An dat huet de Premier net gemaach.

Duerfir kann hien och net soen, wat dann elo misst verännert a verbessert ginn duerch déi nei Erkenntnisser. An dat ass mäi gréisste Virworf un de Premier a seng Ried: incapabel ze léieren, incapabel, Léieren ze zéien aus deem, wat geschitt ass, an de manifesten Onwëllen, Konsequenzen aus deene Léieren ze zéien. Eigentlech ass dat eleng schonn eng Bankrotterklärung vun der Regierungserklärung!

Virun e puer Joer huet dee selwechte Premier nach gesot als Formel, datt, wann et dem Land gutt géif goen, et de Leit och géif gutt goen. An dat konnt een dann austauschen a vice versa. An duerfir géif een, mengen ech, haut déi banaalst vun alle Froe stelle kënnen: Mee geet et haut dann dem Land an de Leit besser wéi virun engem Joer? An ech mengen, et ass eis alleguer kloer, datt et just eng Äntwert gëtt dorobber: Nee. Weeder dem Land nach de Leit geet et besser wéi virun engem Joer, well d'Leit hu gelidden, physesch, psychesch, ekonomesch a sozial.

Dat ass net nëmmen dem Premier seng Schold. Mee als Premierminister muss een awer d'Éierlechkeet an d'Deemut hunn, dat unzeerkennen an Äntwerten ze proposéieren an enger Ried zur Lag vun der Natioun, am Numm vun enger Regierung, déi sech där Tatsaach bewosst ass an deementspriechend handelt. Mee dat ass net geschitt gëschter.

Näischt war ze héieren iwwert d'Bekämpfe vun de sozialen Inegalitéiten, déi scho virun der Coronakris Joer fir Joer ëmmer méi grouss gi sinn an déi an der Kris nach eng Kéier méi visibel gi sinn. Näischt war ze héieren iwwert d'Stäerkung vun der Kafkraaft, déi an deene leschte Méint elle gelidden huet. Näischt war ze héieren iwwer eng Strategie, fir d'Wirtschaft wierklech ze relancéieren. An och näischt ze héiere war iwwer nei Weeër zur Bekämpfung vum Chômage, vun deem ëmmer méi Leit bedrot sinn.

Wann een awer zu all deem näischt seet, da schaaft ee keng Perspektiven an et notzt een och keng Chancen, well et huet ee keng Visioun, wou d'Rees da soll higoen, an et kann een net zumindest eng Ambitioun definéieren, wou eist Land an zwee, dräi Joer stoe soll. Natierlech ka kee wëssen, wéi et an zwee, dräi Joer ausgesäit, mee eng Ambitioun muss een awer definéiere kënnen!

Här President, ech wëll an deenen nächste Minutten opweisen, wéi eng Léieren hätte misse gezu ginn, a weisen, wou dréngend Veränneringen néideg wieren, ugefaange bei der Santé:

Wa mer eng Chance haten an der sanitärer Kris, da war et déi, datt eisen ëffentleche Gesondheetssystem nach net esou wäit privatiséiert gouf wéi an anere Länner. Italien a Spuenien haten notamment esou vill Doudeger, well se scho méi laang d'ëffentlech Gesondheet dem private Marché iwwerlooss hunn. Dat ass déi alleralleréischt grouss Léier aus dëser Kris. An ech hat mer zumindest e kloert Bekenntnis zu eisem solidareschen ëffentleche Gesondheetssystem erwaart, an och domadder verbonnen eng kloer Ofso zu all deenen Tentative vun Auslagerung vu weesentlechen Aktivitéiten aus de Spideeler.

Mee och eise Gesondheetssystem ass u seng . Limitte gestouss. De Premier huet zwar zu Recht drop higewisen, wéi séier d'Regierung all méiglech Zorte vu medezinneschem Material erbäigeschaaft huet. Mee den eigentleche Problem huet hien ëmschëfft, an dat ass de Personalmangel. Eiser Santé feele Leit, Mënschen, déi déi Aarbecht maachen, net Maschinnen - déi kënne mer kafen -, Mënschen an alle Beräicher, vir an hannen. An et geet net duer, deene Leit heiansdo op d'Schëller ze klappen, mee mir mussen dee Beruff opwäerten, hir Formatioun grondleeënd veränneren. An heifir brauche mer eng Strategie fir eist Land.

Dat selwecht gëllt fir d'Santé mentale vun de Leit, déi vill gelidden huet am Confinement a vläicht souguer nach méi am Deconfinement, dee jo och nach ëmmer net ofgeschloss ass.

Een Drëttel vun der Populatioun huet deklaréiert, datt hire mentalen Zoustand sech verschlechtert huet an deene leschte Méint. Besonnesch déi Jonk sinn dovunner betraff, mee awer och iwwerduerchschnëttlech vill Fraen. D'Psychiateren hu sech elo viru Kuerzem nach zu Wuert gemellt an deklaréiert, datt si komplett um Limitt wieren. An och nach ëmmer gëtt et keng Nomenklatur fir d'Psychotherapeuten.

Dat ass den Istzoustand, wou eise Gesondheetssystem un de Limitten ukomm ass. A wat maache mer elo? An der Regierungserklärung hu mer näischt dozou héieren.

An eppes Weideres huet de Coronavirus gewisen, nämlech d'Verluerenheet vun deenen, déi duerch all Raster falen. D'ONG Médecins du monde schätzt, datt ronn 1.500 Mënschen hei am Land keng Sozialversécherung hunn an doduerch keen Zougang zu elementare Gesondheetsservicer. An der Kris ass dat nach eng Kéier visibel ginn. Wéi schütze mer déi Leit? An et huet Wochen a Woche gedauert, bis d'Regierung Weeër fonnt huet, fir déi Leit ze schützen - an dann nach, muss ee soen!

An ech hätt mer vun där Regierungserklärung zumindest dat Element vu Léier erwaart, déi een doraus zéie misst, datt no deenen Erfarunge mer zu Lëtzebuerg versichen, änlech wéi an eisen Nopeschlänner eng Couverture médicale universelle anzeféieren, och wann déi net am Regierungsprogramm stoung, well dat ass net nëmmen eng Fro vun Humanismus, d'ADR géif soe „Gutmenschentum", mee et ass e wichtegt Element vu Santé publique, vun där déi ganz Gesellschaft profitéiere géif.

Här President, d'Santé publique ass net just eng Fro vu medezinneschem, klineschem an technologeschem Fortschrëtt. Sozial Gerechtegkeet, eng gesond Ëmwelt, besser Bedingungen an de Beräicher Aarbecht, Logement an Educatioun droe laangfristeg dee wichtegsten Deel zum Gesondheetszoustand vun der Populatioun bäi.

An d'Leit maache sech Suergen haut, an zu Recht, iwwert d'Konsequenze vun enger ekonomescher Kris, déi amgaang ass sech ze manifestéieren. Verschidde Betriber hei am Land hu schonn ugefaange mam Plazenofbau. Dat, wat d'Leit am Confinement am meeschte gefaart hunn a bedréckt huet, nämlech d'Angscht, hir Aarbecht ze verléieren, ass elo scho fir Verschiddener traureg Realitéit ginn.

Här President, mir hunn an deene leschte Méint gesinn an erlieft, wéi fundamental wichteg an deelweis iwwerliewenswichteg verschidde Beruffer sinn an déi Zéngdausende Leit, déi se all Dag ausüben, ganz dacks Leit mat niddrege Paien. Mir hu gesinn an erlieft, wéi wichteg d'Aarbecht ass fir de Fortbestand vun eiser Gesellschaft. A mir hu gesinn an der Zäit vum Confinement, wéi wichteg d'Aarbecht fir vill Leit och fir si selwer ass a wéi eng schwéier Amenter optauchen, wa se op eemol déi Aarbecht net méi maache kënne respektiv wa se ënner erschwéierte Bedingungen am Teletravail muss gemaach ginn.

Iwwerhaapt Teletravail, do ass dach eppes Fundamentales an deene leschte Méint an eiser Gesellschaft geschitt. Hätt dat net e Moment Reflexioun zumindest bedeit? Ech hunn net vill dovunner héieren.

Mir mussen eis däers alles bewosst ginn, wa mer déi nächst Méint uginn. D'Annoncë vu Plazenofbau a grousse Betriber wéi ArcelorMittal, Guardian, Luxair, Saint-Paul - an, an, an - sinn an eisen Aen e „Vorbote" vun enger méi schwéierer Wirtschaftskris, déi séier zu enger sozialer Kris ka ginn, wann net déi richteg Mëttelen agesat ginn, fir dat ze verhënneren. Mir mussen also déi Kris, déi sech elo esou däitlech ukënnegt, anticipéieren.

De Chômage ass am Fréijoer spronghaft eropgaangen als kuerzfristeg Konsequenz vum Confinement a vum Stopp vu villen Aktivitéiten. Dat konnt deelweis ofgefiedert ginn, virop mam Chômage partiel. De Chômage stabiliséiert sech elo op engem ëmmer nach ze héijen Niveau. Mee mir fäerten, datt dat just d'Rou virum Stuerm ass, deen dann ausbrécht, wann ëmmer weider Entreprisen ofbauen an Enn des Joers d'Faillitten an d'Haus stinn.

Mir gesinn et jo elo schonn. Et ass scho visibel un den eidele Geschäftslokaler, déi ëmmer méi zu de Stadbiller uechtert d'Land gehéieren. An d'Faillitten, déi sech ukënnegen oder déi amgaang sinn deklaréiert ze ginn, déi beinhalte Leit, déi do geschafft hunn an deene Betriber, a Leit, déi sech och nach ëmmer net an deenen Zuele vum Chômage erëmspigelen. Dorobber misste mer eis dach preparéieren. An d'Leit spieren dat. Ech hu virdru vun Existenzängscht geschwat. Vill Leit fäerten ëm hir Aarbecht, fäerten de sozialen Ofstig.

Nom Confinement, dee bei ville Leit seng Spueren hannerlooss huet, kommen elo nei Belaaschtungen. An déi kann een de Leit net huelen, andeem ee prophezeit, datt et séier a quasi automatesch eng Reprise vun der Wirtschaft wäert ginn. Näischt ass méi ongewëss wéi dat an d'Leit wëssen dat och.

Wat misst also an eisen Aen elo gemaach ginn? Als Éischt stelle mer fest, datt Leit, déi virum Mäerz schonn am Chômage waren, deelweis schonn e puer Méint, och haut nach am Chômage sinn. Dës Leit riskéiere komplett onverscholt zu Laangzäitchômeuren ze ginn. No an no rëtsche se dann aus dem Chômage a falen an de REVIS. Doduerch verléiere se net nëmme vill Revenu, mee och Hoffnung a Perspektiven. Eng Spiral no ënnen! Dat muss onbedéngt verhënnert ginn, well mir wëssen, wéi schwéier et ass, fir no esou engem Coup erëm op d'Féiss ze kommen.

Duerfir plädéiere mir ganz staark derfir, fir d'Allocation de chômage vun engem Joer op zwee Joer ze verlängeren, zumindest esou laang, wéi dës Kris undauert. Donieft sinn déi Plazen, déi nei geschafe ginn, an där ginn et der, ëmmer méi Zäitverträg. D'Aarbecht gëtt flexibiliséiert a vun de Leit gëtt erwaart, datt si hiert Liewe quasi esou béien, fir domadder eens ze ginn. An domadder riskéiert d'Aarbecht an d'Aarbechtsplaz och ëmmer méi prekariséiert ze ginn.

Donieft muss verhënnert ginn, datt Leit abusiv an de Chômage gesat ginn. Et muss een iwwerhaapt probéieren, Chômage ze verhënneren, mat alle Mëttelen, wéi mir dat och schonn an enger Proposition de loi proposéiert hunn, an och déi Betriber, déi profitabel sinn, dorunner hënneren, déi d'Kris dozou ze notzen, fir Aarbechtsplazen a Kollektivverträg a Fro ze stellen. Well dorëms geet et nämlech och, Beispill Eurofoil. Do geet et net direkt dréms, fir Aarbechtsplazen ofzeschafen, mee all déi sozial Acquisen, déi iwwer Jorzéngten opgebaut gi sinn, si quasi iwwer Nuecht a Fro gestallt. An domadder verbonnen ass natierlech och d'Fro vun der Kafkraaft vun deenen, déi nach an Aarbecht sinn.

Mir brauchen d'Aféierung vun enger Jobgarantie, also dem Recht op eng bezuelten Aarbecht fir jiddwereen, dee schaffe wëllt a schaffe kann. Besonnesch am Bléck hu mir hei déi Jonk, déi riskéieren, no der Schoul mat engem Echec no deem anere konfrontéiert ze sinn an esou schonn den Uschloss ze verléieren, éier se d'Chance haten, sech ze beweisen. Et gëllt also, eng Covidgeneratioun ze verhënneren. Dat misst dach déi alleralleréischt Prioritéit vun der Regierung sinn. Mee a puncto Beschäftegungspolitik hu mer keng nei Mesure héieren, just datt d'Regierung dat observéiere géif an, am Fall wou, eventuell géif reagéieren! Virausschauend Denken ass dat op jidde Fall fir mech net!

Esou eng Jobgarantie ass näischt aneres wéi eng ekonomesch sënnvoll a sozial nohalteg Investitioun an d'Zukunft. An enger vun deenen ILO-Konventiounen, déi mer warscheinlech hei an der Chamber an den nächste Woche ratifizéiere wäerten, steet dran, datt de Staat sech verflicht, derfir ze suergen, datt genuch Aarbecht do ass, fir datt jiddwereen no senge Kompetenze ka schaffe goen. Ma kommt, mir setzen dat an d'Realitéit ëm!

Déi Aarbecht, déi ech hei mengen, déi existéiert schonn. Do brauch een net vill Fantasie ze hunn. Et brauch ee sech just déi enorm Erausfuerderungen unzekucken, virun deenen eis Gesellschaft steet, a sief et och nëmmen déi ekologesch Transformatioun vun hir.

Ech géif souguer soen, datt déi Aarbecht, vun där ech schwätzen, souguer am Regierungsprogramm schlummert. Géif deen dach emol eng Kéier ëmgesat ginn! Ech mengen hei den Ëmbau vun der Landwirtschaft, den Ëmbau vun der Industriepolitik a Richtung Kreeslafwirtschaft mat Recyclage, Repair- an Upcycle-Aarbechten, den Ausbau vum ëffentlechen Transport an den Infrastrukture fir duuss Mobilitéit an, an, an. Alles dat geet nëmme mat méi, net mat manner Leit, déi dës Aarbechte maachen.

Mir wëssen, datt domadder net vun haut op muer de Chômage wäert eliminéiert ginn. Mee eleng de Versuch, op esou ee Wee ze goen, géif Pespektiven a Chancen opmaachen. Gemengen, Sozialverbänn a ganz vill Associatioune kéinten dat opgräifen, fir esou e Programm mat Liewen ze fëllen an engem Mënsch nom aneren ze garantéieren, wat em zousteet, nämlech e Recht op Aarbecht an e Recht op e Liewen an Dignitéit.

Här President, iwwert d'Aarbecht an iwwert d'sozial Sécherheet zum Ëmwelt- a Klimaschutz: Dat ass och déi Approche, déi mir fir sënnvoll an zukunftsfäeg halen. Mat der Jobgarantie hunn ech dee Gedanke kuerz ugerass, mee et ginn natierlech aner Elementer, op déi ech nach zréckkomme wäert.

Beim Premier awer ass Klima- an Ëmweltschutz Synonym vu steierleche Ureizer an technologe-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette

schen Innovatiounen. Mir sinn net der Meenung, datt dës Elementer guer keng Roll spille kënnen, mee mir mengen awer, datt esou eng passiv an ofwaardend Haltung an der Urgence, déi de Premier jo op en Neits selwer beschriwwen huet, engem onverantwortleche Laisser-faire gläichkënnt.

D'Ziler vum Energie- a Klimaplang sinn ambitionéiert a mir begréissen dat. Mee d'Iddi vun der Regierung, déi dora besteet, d'Verantwortung, fir dës Ziler ze erreechen, de facto op d'Stéit ofzelageren, ass fir eis falsch, besonnesch an enger Zäit, wou déi Stéit duerch eng Wirtschaftskris an eng onsécher Zukunft blécken.

De Budgetsentworf fir 2021 gesäit esouguer e Réckgang vun den Depensen am Ëmweltministère vun 8 % vir par rapport zu 2020. De staarke Staat, vun deem den Här Bettel geschwat huet, schéngt also keng rigouréis Ëmweltpolitik ze beinhalten, obwuel de Klimaschutz laut Premierminister déi gréisst Erausfuerderung ass, mat där d'Mënschheet konfrontéiert ass.

Déi eenzeg Mesure am Beräich vum Klimaschutz - an eng aner Ëmweltmesure hu mer net héieren, zum Beispill wat d'Aartevillfalt oder de Schutz vu Gewässer a Bëscher ugeet, iwwerhaapt den dramatesche Verloscht vu Biodiversitéit schéngt nach ëmmer net beim Premier ukomm ze sinn -, déi eenzeg Mesure am Beräich vum Klimaschutz ass d'Aféiere vun enger CO_2-Steier.

Bon, mëttlerweil ass déi CO_2-Steier a liberale Kreesser déi eenzeg méiglech Mesure. D'Debatt ronderëm déi Steier ass mëttlerweil komplett lassgeléist vun der eigentlecher Fro, nämlech där vum Klimaschutz. Den Här Bettel huet gëschter och Sënn an Zweck net wierklech erkläert. Hien huet just gemengt, et wier keng Steier, déi als Zilsetzung hätt, Recetten an d'Staatskeess ze spullen. Warscheinlech sot en dat, well e kuerz virdru gesot huet, datt et keng nei Steiere géif ginn, déi d'Kafkraaft géife belaaschten. Mee ech froe mech: Wat ass dat dann, amplaz eng Steier? Well eng indirekt Steier, déi op dem Konsum opgehuewe gëtt, belaascht jo natierlech d'Kafkraaft.

An nach méi erstaunlech fannen ech, datt den Här Turmes sengersäits d'lescht Joer net midd ginn ass, genau de Contraire ze erzielen, nämlech datt déi Steier net vill um Konsumverhale géif änneren, mee datt se do wier, fir mat de Recetten de Klimaschutz ze finanzéieren.

Also d'Fro ass: Wat bréngt dës Steier? Ass sech d'Regierung iwwerhaapt eens iwwert d'Finalitéit vun dëser Steier? Oder kënne mer elo nach eng drëtt Variant bei der LSAP nofroen, wat si mengt, wat d'Finalitéit vun där Steier wier?

Mir mengen, datt et nu wierklech net glécklech ass, datt eng Tax agefouert gëtt, ouni datt Kloerheet doriwwer besteet, wat se brénge soll, well soss ass et en Experiment. An den Här Bettel sot jo gëschter, e wéilt net experimentéieren.

Déi éischt Fro, déi sech fir eis stellt, ass déi nom Impakt vun der Steier op d'Zäregasemissioune vu Lëtzebuerg iwwert déi nächst Joren. Ginn et dann do iwwerhaapt Berechnungen? A wa jo, wier et natierlech interessant, dat gewuer ze ginn. Wann net, da gëtt et nämlech eng Finalitéit: nämlech Recetten duer siche goen, wou se am einfachsten ze kréie sinn, awer wou se natierlech och am meeschte wéi dinn.

Am meeschte wéi deet dës Tax bei deene Stéit, déi op den Auto mussen zréckgräifen, eventuell well op Schichte geschafft gëtt oder well se entleeë wunnen. Mee nach méi wéi deet se, wann ee mat Masutt oder Gas heizt. Do geet jee no der Energieeffikassitéit vum Haus oder der Wunneng de Crédit d'impôt bei Wäitem net duer, fir d'Méikäschten ze decken. D'Hëtzen huet den Här Bettel gëschter vergiess, mee just vu Präisser op der Pompel geschwat, grad wéi wann d'Leit an hirem Auto wunne géifen.

An do si mer da beim eigentleche Problem. Getraff vun der Tax ginn déi Akommesschwaach, besonnesch déi dräi ënnescht Akommesdecilen. Déi kréien elo eng kleng Kompensatioun, déi no an no awer u Wäert verléiere wäert, wat d'Tax weider an d'Luucht geet. Mee eng nei Heizung, eng energeetesch Sanéierung oder en Elektroauto kënnen déi sech net uschafen, ob mat oder ouni Primmen. Et sinn awer grad dës Stéit, déi besonnesch beim Hëtzen déi schlechst Viraussetzungen hunn, fir iwwerhaapt Aspuerungen ze maachen.

An do kënnt bei déi éischt Fro vun der Wierksamkeet vun der Tax déi zweet derbäi, nämlech déi vun der Gerechtegkeet. Net nëmme ginn akommesschwaach Stéit am stäerkste getraff, mee si hunn och nach am mannste Méiglechkeet, fir nohalteg Uschafungen ze maachen. D'Locatairen hunn et hei nach méi schwéier, well déi guer keen Afloss hunn op d'Energieeffikassitéit vun hirer Wunneng. A meeschtens kënne si och keen Elektroauto an d'Strooss stellen, well wou ass do e Stecker? A wann de Vermieter en Invest mécht, stellt en deen dem Locataire iwwert de Loyer a Rechnung.

Also fir zesummenzefaassen: D'Sue gi bei de schaffende Leit geholl an ënnert de schaffende Leit erëm verdeelt. Mat de Primme fir Elektroautoen oder eng nei Heizung ginn d'Suen awer an éischter Linn u Leit verdeelt mat Haus, mat Garage an déi och dee Budget hunn, fir dat ze finanzéieren. Klimaschutz bleift also leider e Luxus, oder wéi ee soss kéint soen: e Klasseprivileeg.

Dat misst net sinn. Mir hu virun e puer Wochen als Lénk en detailléiert Projet presentéiert, wéi ee méi gerecht déi ganz Fro kéint ugoen an akommesschwaach Stéit et erméigleche kéint, d'Wunneng méi ekologesch ze gestalten duerch sozial gestaffelt Hëllefen a Prêten.

Här President, déi selwecht Leit, déi ech elo beim Chômage an den ekologeschen Ongläichheeten ugeschwat hunn, sinn och déi éischt Betraffe vun der Wunnengsknappheet an den onméiglechen Präisser a Loyeren.

D'Covidkris huet déi Situatioun sécher net besser gemaach, mee en aneren, vläicht méi e schaarfe Bléck fräiginn op dat, wat et bedeit, sech net anstänneg doheem kënnen zréckzezéien, an an engem Doheem, wat fir vill Leit elo och nach zur Aarbechtsplaz gëtt duerch den Teletravail.

Mir hunn och keng Covidkris gebraucht, fir an eng Logementskris ze kommen, well déi gëtt et scho laang. De Pëtz, deen hei zu Lëtzebuerg beim Logement ausgehuewe gouf, ass mëttlerweil esou déif, datt een d'Steng, déi een erageheit, schonn net méi héiere kann, wa se ënnen opschloen. Déi Steng, domadder mengen ech all déi hallefhäerzeg an deelweis kontraproduktiv Mesurë vun däser an de Virgängerregierungen. Och bei deenen ass keen Impakt ze héieren oder ze verspieren, zumindest keen, deen iergendeppes fir Leit mat manner, oder entretemps muss ee souguer soe mëttlerem Revenu bruecht hätt.

Wat een awer elo héiert, dat sinn d'Leit, déi ufänken op d'Strooss ze goen, well se es genuch hunn an oft ganz einfach net méi kënnen. An de Logementsproblem ass och grad fir déi Jonk, fir d'Covidgeneratioun, entre-temps wéi gesot och aus der Mëttelschicht, en imminente Problem.

Ech nennen emol eng Zuel: 51,8 %. Dat ass deen Undeel, deen déi 20 % vun de Stéit mat deene klengste Revenuen de Mount fir de Loyer bezuele mussen. Déi Stéit si komplett blockéiert a kommen an deene seelenste Fäll ouni Verzicht bei essenzielle Besoinen iwwert d'Ronnen. Och dat ass d'Lag vun der Natioun, och wann een déi net gär héiert an och wann déi net op Cocktailsoiréeë vun de Big Four ugeschwat ginn.

Ech géif gär soen, datt ech mer méi vun der Ried vum Premier erwaart hätt, wat de Logement ugeet. Mee Kolleegen, dat wär gelunn! D'Situatioun ass säit 5, 10, jo souguer 20 Joer schlëmm a si gëtt vu Joer zu Joer schlëmmer. Wann eng Regierung hätt wëllen dergéint virgoen, hätt se Joren, jo Joerzéngten Zäit gehat, egal ob ënner enger DP- oder enger CSV-Féierung.

Mee geschitt ass sougutt wéi näischt. An dat huet jo och seng Grënn, well net jiddwereen ass Verléierer vun der Logementskris. An et ginn och déi puer glécklech Gewënner: zum Beispill déi 159 Persounen, déi zu Lëtzebuerg eleng 20 % vum Bauland horten, déi puer déck Promoteuren, déi scho laang verstanen hunn, datt een zu Lëtzebuerg vill Geld mat Immobilie verdénge kann.

An da si mer bei der „helleger Kou", dem Privateegentum. Mir hu virdrun nach eng Ried héieren, wou ee sech zum Apostel vum fräie Maart gemaach huet. Mee dat Experiment hu mer elo 20, 30 Joer gehat, wou de Staat inaktiv war an näischt gemaach huet an alles dem fräie Maart iwwerlooss ginn ass.

Déi Kris, déi mer hunn, ass d'Resultat dovunner. An et ass ganz bedenklech, datt et nach ëmmer Parteie ginn hei an der Chamber, zumindest eng Partei, déi nach ëmmer deem selwechte fräie Maart nohechelt an net verstanen huet, datt de Staat voluntaristesch agéiere muss.

Här President, dës Kris wäerte mer nach esoubal net hannert eis hunn. An da stellt sech natierlech och d'Fro, wéi mer mat de Staatsfinanzen ëmginn.

Als Lénk begréisse mer, datt d'Regierung net wëllt gréisser Kierzunge virhuelen, virun allem och bei den Investitiounen. Dat wier e katastrophaalt a fataalt Signal gewiescht. Mir sinn och frou, datt d'Regierung wëllt gewëssen Hëllefsmesuren iwwer 2020 eraus verlängeren a se net einfach nom Dezember auslafe léisst. Déi Krisemesurë sinn awer, esou war dat och schonn am Summer, wéi mer all déi Mesuren och matgedroen a matgestëmmt hunn, den absolutte Minimum vun deem, wat een huet misse maachen. Et ass drëm gaangen, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren an e komplett Ofrutschen ze verhënneren.

Dat wat awer feelt, an dat huet och am Premier senger Deklaratioun gëschter gefeelt, dat ass eng Strategie, wéi mer d'Ekonomie relancéieren, e wierkleche Relancepak. Et kënnt ëmmer nees erëm, an och an de Virriede vun der Majoritéit gëtt ëmmer nees opgezielt, wat fir Mesuren d'Regierung scho geholl huet, fir d'Ekonomie ze stabiliséieren an der Vergaangenheet, an deene leschte Méint. Mee ech gesinn awer kaum Elementer, fir d'Wirtschaft ze relancéieren, zumindest keng, déi en transformatoresche Charakter hätten an deenen Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft gerecht géife ginn.

An dann nach ee Wuert zum Budget, deen eis haut de Moie presentéiert gouf. Mir konnten en natierlech nach net am Detail analyséieren, mee ech muss awer scho soen, datt et mech absolutt schockéiert huet a fassungslos gemaach huet, datt d'Regierung wëlles huet, de Budget vun der Entwécklungshëllef an de Koup ze sträichen: minus 61 Milliounen! Dat heescht e Minus vu 17,4 % par rapport zu 2020. D'Aide d'urgence fir anere Länner bei Katastrophen ze hëllefe gëtt komplett gestrach. Mir fannen dat vëlleg inakzeptabel a wäerten do an deenen nächste Wochen och massive Widderstand leeschten. Déi 60 Millioune retten d'Staatsfinanzen net, si hätten awer vill Mënscheliewen an anere Länner rette kënnen.

Insgesamt verléiere véier Ministèrë beim Budgetsvirschlag. Dat sinn nieft der Kooperatioun, déi mer schonn ugeschwat hunn, dem Ëmweltministère, deen ech och schonn ernimmt hunn, d'Landwirtschaft an den Interieur, also d'Gemengen. Dräi LSAP-Ressorte verléieren an ee grénge Ressort verléiert. Ech weess, et ass och vill vu Solidaritéit geschwat ginn, mee déi betraffe Ministere solle sech dann awer emol d'Fro stellen, ob se net eventuell Solidaritéit verwiessele mat „sech vun der DP iwwert den Dësch zéie loossen".

Här President, och an der Fro vun der Finanzéierung vun der Kris huet d'Regierung sech op dee klengste gemeinsamen Nenner gëeenegt, nämlech alles iwwer nei Scholden ze finanzéieren. Mir sinn domadder averstanen, datt een a Krisenzäite soll Scholden ophuelen, fir Schlëmmeres ze verhënneren a sech net soll selwer futtispueren. Mir waren där Meenung och schonn 2014. Mir hunn net 2014 de Scholdestand als Däiwelswierk un d'Mauer gemoolt, fir de Leit e Spuerpak opzezwéngen. Et muss ee Scholde maachen. Datt ee Scholde maache muss, verhënnert awer net, datt een donieft iwwer nei Recetten nodenkt, well Scholde sinn ëmmer déi zweet Optioun.

Mir mengen, datt et elo justement de Moment ass, fir Steieren eropzesetzen: net d'Steiere fir déi normal Leit, net d'Steieren um Konsum, op Salairen oder op de Pensiounen, nee, d'Steieren op de grousse Fortunnen, op der Spekulatioun an op de Kapitalrevenuen. Deen obszöne Räichtum, deen net produktiv zur Wirtschaftsentwécklung bäidréit, deen net an déi lokal oder regional Ekonomie investéiert gëtt, mee op den internationale Finanzmäert oder a Villaen op der Côte d'Azur ugeluecht gëtt oder awer a Konschtwierker, déi um Freeport um Findel gebunkert ginn.

Hei am Land gëtt et eng Minoritéit, déi vun der Politik säit Joerzéngten de rouden Teppech ausgerullt kritt. Dës fortunéiert Schichten elo méi héich ze besteieren heescht emol net, hinnen eppes extra ewechzehuelen, mee just e klengen Deel vun deem zréckzefuerderen, wat se déi lescht Joerzéngten agesäckelt hunn.

Mir bleiwe bei eiser Meenung, datt genau elo an deenen Zäite misst kënnen iwwer Verméigens- an Ierfschaftssteier geschwat ginn. Well déi grouss Fortunne méi besteieren, ass net nëmmen eng Fro vu méi Recetten, mee och vu Steiergerechtegkeet. De Räichtum an d'Kapital genéissen elo scho säit 40 Joer enorm Steierprivileegien. An dat ass mat Ofstand den Haaptgrond, firwat d'Schéier tëschent Aarm a Räich ëmmer weider auserneegeet. An dat ass och den Haaptgrond, firwat datt dem Staat, de Staaten insgesamt haut d'Moyene feelen, fir mat däser Kris eens ze ginn.

An deene véier Méint tëschent Abrëll a Juli dëst Joer, wärend an Italien an a Spuenien d'Gesondheetssystemer kollabéiert sinn an d'Staate riseg Prêten hu missen ophuelen, fir d'Wirtschaft ze stäipen, och déi lëtzebuergesch d'ailleurs, hunn d'Milliardären op däser Welt laut der Schwäizer UBS-Bank - an déi schéngt et jo ze wëssen -, hunn dës Milliardären hir Fortunne vu 7.800 Milliarden op 10.200 Milliarden erhéicht. Si hu wärend der Kris, innerhalb vun nëmme véier Méint, hire Räichtum ëm 27 % erhéicht. Dat ass obszön!

An et ass elo endlech Zäit, datt d'Multimillionären erëm hire gerechten Undeel zum Allgemengwiese bezuelen, speziell och hei zu Lëtzebuerg.

A wann de Premier zum Schluss vu senger Ried vu „verzichte" schwätzt, da menge mir: Et ass elo mol un der Zäit, datt déi Superräich verzichten, an net déi Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen!

Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Elo ass et dann um honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. André Bauler** *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mäi Fraktiounschef eng méi breet ugeluechte Ried gehalen huet de Mëtten, wollt ech mech hei fir mäi Grupp méi mat der Finanzplaz a mat der Entwécklung vun den ëffentleche Finanze befaassen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Unioun gëtt de Moment op eng haart Prouf gestallt. Politesch Spannungen tëscht Ost a West, méiglech Handelskricher, klimatesch Verännerungen, politesch Spannungen, regional Konflikter a Kricher wéi zum Beispill am Kaukasus, d'Flüchtlingsstréim, awer och déi feelend Solidaritéit tëscht verschiddene Memberstaaten a bestëmmte Froen, denke mer nëmmen un de Respekt vun elementare rechtsstaatleche Prinzippien, all dës Erausfuerderunge sinn eng Gefor fir den Zesummenhalt an der Europäescher Unioun, souwuel kuerz- wéi mëttelfristeg.

Déi gréisst Erausfuerderung läit awer den Ament an der Bewältegung vun der sanitärer Kris - ech denken, do si mer eis all heibannen eens -, déi zanter Mëtt Mäerz dauert, an hire fatale Konsequenze fir eis Wirtschaft a fir eise Sozialstaat an doriwwer eraus fir eis gesellschaftlech Kohäsioun. Duerch d'Coronapandemie si strukturell Problemer, déi sech och schonn, dat muss een éierlecherweis soen, virun der Kris ofgezeechent haten, ganz séier an de Fokus vum ëffentlechen Interesse geroden.

Déi ugekënnegt Sozialpläng an der Industrie an am Mëttelstand schéngen hei am Land an an Europa awer nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg ze sinn. Eréischt am éischte Semester vum nächste Joer wäerte mer dat reellt Ausmooss vun de Follgeschied fir eis Wirtschaft, fir eis sozial Systemer a fir déi ëffentlech Finanze kënnen evaluéieren.

Déi stiermesch Zäiten, déi mer de Moment erliewen, hunn awer gewisen, dass eis Finanzplaz net nëmmen a gudden Zäiten eng wichteg Stäip fir eist Land ass. Ech wëll op däser Plaz un e puer Zuelen erënneren:

Eis Finanzplaz dréit all Joer mat bis zu véier Milliarden Euro u Steieren an Taxen zu eisem Staatsbudget bäi. D'Gewiicht vun dësem Secteur zur järlecher Wirtschaftsleeschtung beleeft sech op iwwer 30 %.

D'Finanzplaz beschäftegt méi wéi 50.000 Mënschen, dorënner eleng ëm déi 27.000 an de klassesche Bankhaiser. D'steierlech Recetten, déi aus dem Finanzsecteur kommen, sinn duerch d'Kris stabill bliwwen, eng gutt, jo, berouegend Nouvelle, wann ee sech virun Ae féiere muss, dass dat fir aner Branchë vun eiser nationaler Ekonomie, déi méi oder manner schwéier getraff sinn, alles mee net de Fall ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll beileiwen hei op däser Plaz keng Glorifizéierung vun eiser Finanzplaz maachen. Ma Dir gesitt awer eemol méi, dass eis héich Liewensqualitéit an eis wirtschaftlech Stäerkt och enk mat dësem Secteur verbonne sinn.

D'Finanzplaz ass haut, contrairement zu der leschter Kris, e staarke Partner ginn, besonnesch an der Bewältegung vun deene leschte Méint. Si ass haut méi wéi jee diversifizéiert opgestallt mat deenen ënnerschiddlechsten Aktivitéiten. Dat mécht se natierlech méi widderstandsfäeg, méi widderstandsfäeg, wéi dat zum Beispill nach de Fall 2008 war. Zanter der Finanzkris also vun 2008 ass eis

Plaz méi resilient ginn, well et eeben zu enger Diversifizéierung innerhalb vun der Spezialiséierung komm ass. Dat mécht se also méi robust an hëlleft, extern Schocke wéi déi, déi mer erlieft hunn an nach ëmmer erliewen, besser ofzefiederen.

Nieft all de Moossnamen, déi vun eiser Regierung an der direkter Lutte géint d'wirtschaftlech Folge vun der Coronakris geholl goufen, hunn och d'Banken de Betriber kuerzfristeg ënnert d'Äerm gegraff an derfir gesuergt, dass si finanzielle Sauerstoff kruten, dëst notamment mat Moratoiren a Milliardenhéicht op Betribskreditter. Dës Moratoirë waren natierlech vu grousser Wichtegkeet fir vill Entreprisen, déi esou iwwert d'Duuschtstreck vum Lockdown komm sinn. D'Banken hunn dee ganze Kredittrisiko an hire Bicher gehalen, wat nëmmen dank der Resilienz, also der Widderstandsfäegkeet vun dësem Secteur méiglech war.

Bei de Banke fält op, dass se sech bis ewell gutt duerch d'Kris geschloen hunn. Dat krute mer och nach vum Claude Marx, dem Generaldirekter vun der nationaler Finanzopsiicht, der CSSF, an der Finanz- a Budgetskommissioun ufangs September confirméiert. Déi zolidd Kapitaliséierung vun de Banken erlaabt et och, fir verschidden Ausfäll vu Kreditter ze stemmen. All Ustrengungen, déi zanter der leschter Finanzkris um Niveau vun der Kapitaliséierung vun de Banke gemaach goufen, droen haut hir Friichten. Eis Banken hu ganz héich Liquiditéits- a Solvabilitéitsratioen. Dat gëtt eis vill méi Sputt wéi an anere Länner.

D'Coronakris huet och gewisen, dass eis Fongenindustrie resilient ass. No enger Chute vun ongeféier 10 % vun de Valeurs nettes d'investissements vun de Fongen am Mäerz - an och am Abrëll, denken ech - ass et nees relativ séier biergop gaangen, fir haut erëm bal de „Precoronaniveau", wann een dat esou salopp däerf formuléieren, ze erreechen.

Doduerch ass et bei den Einnamen um Niveau vun der Taxe d'abonnement, mir hunn dat elo kierzlech nach an der Cofibu gesinn, net zu engem gréissere Réckgang komm. Ganz au Contraire, am Verglach zum leschte Joer sinn dës Recetten esouguer nach liicht geklommen.

Den exogene Schock, also den externe Schock vum Corona hat natierlech och en déifgräifenden Impakt op de Fonctionnement vun den Acteure vun der Finanzplaz. Iwwer 90 % vun de Beschäftegten aus dësem Secteur hunn am strikte Lockdown am Teletravail geschafft. Déi zouhuelend Digitalisatioun vun der Aarbechtswelt ass relativ reiwungslos ofgelaf, wéi mer et och an der Cofibu gewuer goufen, wat eigentlech eng gutt Noriicht ass fir d'Acteure selwer, déi hir Aktivitéit héich hale konnten a soumat zefriddestellend Resultater fir dat éischt Semester 2020 presentéiere konnten.

Trotz dem spierbaren, jo, exceptionnelle Réckgang vun de Staatsrecettë vu ronn 950 Milliounen Euro ass dat zumindest e klengen Trouscht. Vergiesse mer nämlech net, dass d'Recettë vum Staat weesentlech méi agebrach wieren, wa mer net op eng zolidd an diversifizéiert Finanzplaz hätten zréckgräife kënnen. Dat ass en Trouscht am Misär. An ech wëll do näischt schéirieden, ma ech wëll eis awer bewosst maachen, dass déi budgetär Situatioun nach weesentlech méi schlëmm kéint sinn, wéi se de Moment ass. An dësem Fall huet d'Finanzplaz gehollef, fir dat Schlëmmst ze vermeiden an e brutalen Abroch ofzewenden, well eeben dëse Secteur bis ewell net weesentlech betraff war.

Doriwwer eraus muss een awer och feststellen, dass d'Digitalisatioun am Finanzsecteur an de leschte Mäerzwoche méi Fortschrëtter gemaach huet wéi an deene leschte Joren. Méi Digitalisatioun heescht awer och méi eng grouss Verletzlechkeet fir informatesch Systemer. Vill Fachleit hate mat gréissere Cyberattacke gerechent, déi eng Gefor fir d'Acteure vum Finanzsecteur hätte kënnen duerstellen. Deem war awer net esou, wéi eis vum Här Marx ënner anerem och confirméiert gouf.

De Constat ass, dass de Secteur relativ gutt virbereet war an dass de Sécherheetsniveau vun der Informatik gutt ass. E gudde Schutz viru Cyberattacken ass net nëmme wichteg fir d'Reputatioun vun den eenzelnen Entitéiten oder Acteure vun der Plaz, mee awer och fir de Finanzstandduert Lëtzebuerg u sech als Ganzt.

Mam Finanzminister Pierre Gramegna hu mer e gudden Ambassadeur, fir eis Plaz weider ze stäerken. Trotz den dach net einfachen Zäite fir eis Staatsfinanze krute mer eisen Triple-A-Rating, dee beschtméiglech Rating, vun deene gréisste Ratingagencë weltwäit nach eemol an de leschte Woche bestätegt. Dat bréngt Vertraue bei de Parties prenantes a besonnesch den Investisseuren, déi op eiser Plaz aktiv sinn.

Et sief och drun erënnert, dass Lëtzebuerg aktuell am Kader vum Brexit méi wéi 60 Entreprisen aus dem Finanzsecteur, notamment Banken an Assurancen, ugezunn huet. Fir lech nëmmen de Verglach ze ginn: Mir hunn duebel esou vill Acteuren ugezu wéi Frankräich, Holland an Däitschland a si mat Irland Spëtzereider.

Fir weider eis Leaderroll als Finanzplaz ze verdeedegen, gëllt et och, d'Innovatioun an den Aen ze behalen, sief dat bei der Digitalisatioun vun den aktuellen Acteuren an Aktivitéiten, wéi awer och doduerch, oppen ze sinn, fir déi nei Opportunitéiten ze ergräifen, déi zum Beispill bei de FinTechen entstinn oder sech och nach aus de sougenannten „nohaltege Finanzen" erginn.

Ech sinn dowéinst houfreg op d'Aarbecht an d'Beméiunge vun der Regierung am Beräich vun den Emprunts durables. Lëtzebuerg huet hei eendeiteg e Meilestee bei Staatsobligatioune gesat. Mir sinn dat éischt Land an der Europäescher Unioun, dat ee sougenannte Sustainability Bond Framework virgestallt huet, also e klore Kader, dee genee definéiert, wat mer iwwerhaapt ënner nohaltege Staatsfinanzen, Finanzen, pardon - vläicht och Staatsfinanzen, mee hei awer Finanzen -, verstinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Heimat hu mer ouni Zweifel eng Virreiderroll, jo eng sougenannt First-Mover-Roll ageholl bei der Applikatioun vun der europäescher Taxonomie an deem Beräich, wat och e grousse Bäitrag zum Positionnement vun der Lëtzebuerger Bourse ass a besonnesch der gréngen Bourse, dem Luxembourg Green Exchange hëllefe wäert, sech als Bourse de prédilection fir nohalteg Finanzen ze positionéieren.

D'Nohaltegkeet - ech weess, et ass en iwwerstrapazéierte Begrëff -, mee d'Durabilitéit vun eise Staatsfinanzen, oder hir Widderstandsfäegkeet, kéint een an dësem Fall och soen, huet a leschter Zäit fir vill Diskussioune gesuergt. Ech wëll awer heizou e puer Saache soen:

Jo, d'Staatsschold ass eropgaangen. Jo, d'Regierung huet misse Scholde maachen. Mee mir sinn awer och an enger aussergewéinlecher Situatioun, fir déi kee kann. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass dës Scholden zu negativen Zënsen opgeholl goufen, dass mer also hei méi Sue geléint kréien, wéi mer der finalement mussen zréckbezuelen.

D'Covid-19-Kris ass nun eemol en externe Schock, fir dee kee Mënsch kann. Keen huet dee verschëlt. Och wann et zwar virun der Kris a bestëmmte Branchë vun der Ekonomie strukturell Schwieregkeete gouf, wéi zum Beispill am Stolsecteur oder am Medieberäich oder a gewëssenen industrielle Sparten, sou hate mer dach mat enger gréisstendeels gesonder Wirtschaft ze dinn. D'Schold, déi gemaach ginn ass, hat als Zil, Aarbechtsplazen, Existenzen a gesond Betriber ze retten. All Länner an der Europäescher Unioun hunn dës Ustrengunge gemaach, déi eng méi, déi aner manner. Lëtzebuerg ass do keng Ausnam.

Ech stellen duerfir nach eemol d'Fro, déi och eise Fraktiounschef haut de Mëtteg gestallt huet: Wat wier dann d'Alternativ zu dëser Rettungsaktioun gewiescht? Hätte mer da sollen, oder Dir, Här Staatsminister, mat Ärer Regierung, hätt Der da sollen d'Hänn an de Schouss leeën? Oder mir als Parlament? Ech denken, dass mir als Parlament hei jo och eng grouss Verantwortung iwwer all parteipolitesch Grenze geholl hunn. Hätte mer sollen e stramme Spuerkurs fueren an nokucken, wéi d'Demande erofgeet an Existenzen zerstéiert ginn? Wéi vill Schued hätt dann esou eng Strategie hannerlooss? Wéi vill méi hätt et kascht, fir eng komplett krank Ekonomie nees fit ze maachen? Wier dat net méi deier ginn ...

Une voix.- Dach.

M. André Bauler *(DP)*.- ... ewéi dat, wat et et eis elo finalement wäert kaschten? An et kascht. Hätt dat net méi Scholde mat sech bruecht, wéi mer der elo schonn hu misse maachen? Déi Fro ass mat engem eendeitege Jo ze beäntwerten: Jo, et hätt nach méi kascht. An dee Feeler huet misse vermidde ginn. An en ass evitéiert ginn, glécklecherweis!

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mer dank eiser Budgetspolitik an de leschte Joren d'Schold konnten ofbauen an dass d'Joren - dat soll net hei vergiess sinn -, d'Joren 2018 an 2019 mat Iwwerschëss hu kënnen ofschléissen, an dat trotz Rekordinvestissementer. Et kann een och net ëmmer soen, et sollt een engersäits investéieren an anerersäits dann awer och keen Defizit maachen. Wann een investéiert, muss een och heiansdo Defizit kënnen akzeptéieren, wann ech dat esou salopp däerf soen. Mir hu jo och alt fäerdegbruecht, zumindest déi Joren 2018 an 2019, Iwwerschëss ze maachen. Mee wann déi Investissementer an d'Moderniséierung vun der Ekonomie ginn an domat fir d'Zukunft vun deene kommende Generatioune geduecht sinn, da loune se sech an dann huet een och e „return" dovunner, fir e bësse méi e fachtechnesche Jargon ze gebrauchen; pardon duerfir.

Dëst Joer hätt d'Verscholdung am Verglach zum PIB nach fale sollen, an zwar ënner 20 %, esou déif, wéi dat säit 2011 net méi de Fall war. Mir haten also e gewëssene Sputt, fir am Fall vun enger Kris kënnen ze reagéieren a soumat de Leit, de Betriber an deene selbststänneg schaffende Leit zur Säit ze stoen, hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Contrairement zu enger gewëssener Schwaarzmolerei, déi dann awer vu verschiddene Säite mol bedriwwe gëtt, sinn eis Staatsfinanzen am Verglach mat aneren nach ëmmer vill besser opgestallt. Ech referéiere mech hei weeder op d'Aussoe vun eisem Staatsminister nach vun eisem Finanzminister, mee op d'Bewäertung vun onofhängegen internationalen Agencen. Net méi spéit wéi virun e puer Wochen, also nondeems mer weider Scholden an dëser Kris hu misse maachen, krute mer eebe vu groussen Agencen dee berüümten Triple-A-Rating.

Fir all déi, déi reegelrecht dozou tendéieren, den Däiwel un d'Mauer ze molen, wëll ech nach e ganz klengen Tierchen duerch Europa maachen: Viraussiichtlech wäerte mir, jo, bei enger Schold vun eppes iwwer 16 Milliarden Euro oder 27,4 % vum PIB landen. Déi europäesch Reegelen, d'Maastricht-Kritären, gesinn eng Verscholdungslimitt, dat wësse mer all heibannen, vu bis zu 60 % vum PIB vir. D'Regierung hat sech effektiv d'Limitt vun 30 % gesat. Mir sinn also elo mol nach net bei der Hallschent vun dëser Maastricht-Limitt vu 60 % ukomm.

Däitschland, e Land, wat sécherlech net fir säin onverantwortlechen Ëmgang mat Staatsscholde bekannt ass - denke mer nëmmen un den Här Schäuble -, läit den Ament bei enger Verscholdung vu 75 % vum PIB, also engem Taux, dee bal dräimol méi héich ass wéi bei eis.

A Frankräich sinn et 114 % vum PIB, an der Belsch si se bei 120 % an an Italie gëtt bis Enn des Joers mat bis zu 160 % gerechent. Ech loossen lech awer léiwer do an deem Fall de Multipel selwer rechnen.

Dëst heescht natierlech net, dass mir onvirsiichteg mat eise Staatsfinanzen ëmgoe sollen, mee et soll een hei keng Angscht maachen. Et soll een de Leit keng Angscht maachen ëm hir Zukunft an och net, wat d'Zukunft vun hire Kanner betrëfft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech virun engem Joer Rapporter vum Budget hunn dierfe sinn, hunn ech op dëser Tribün gesot: „De Staatsbudget soll Schwéierpunkte setzen, fir dass et méi gerecht am Land zougeet. E soll awer och derfir suergen, dass d'Ekonomie attraktiv bleift, well nëmmen e Land, dat attraktiv ass, huet d'Mëttelen, fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt finanziell ze begleeden an eis Gesellschaft méi nohalteg opzestellen."

Zu dëser Ausso stinn ech och weiderhin. Dee Saz brauch ech net nei ze schreiwen. Dee Saz trëfft haut méi wéi jee zou. Well ouni gesond an attraktiv Ekonomie - ech hunn dat Wuert Attraktivitéit d'ailleurs léiwer wéi dat Wuert vun der Kompetitivitéit, well Attraktivitéit nach vill méi ëmfaassend ass wéi Kompetitivitéit -, also ouni gesond an attraktiv Ekonomie hu mer iwwerhaapt kee Kuch fir ze verdeelen a fir déi ze suergen, deenen et manner oder guer net gutt geet. Ouni gesond an attraktiv Ekonomie hu mer net déi Recetten, déi mer bluttnéideg brauchen, fir aus der Kris etappeweis erauszeklammen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Et riicht een eebe kee Sozialstaat op engem wirtschaftleche Kierfecht op.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Duerfir heescht et alles drunzesetzen, fir eis Ekonomie nees an déi Lag ze bréngen, dass se sech erhëlt an dass se kapabel ass, nei Recetten ze schafen, Recetten, op déi mer ugewise sinn, fir Aarbechtsplazen ze schafen an anerer ze retten. A mir brauchen dës Recetten, och fir eis Ekonomie an eis Gesellschaft esou opzestellen, dass mer kapabel sinn, deem wuel gréisste Defi, deem mer am 21. Joerhonnert entgéintzéien an deen eis am 21. Joerhonnert, haut a muer an iwwermuer, erwaart, nämlech dee vun de klimatesche Verännerungen, mat den erfuerderte Mëttelen entgéintzewierken. Well mir hunn nëmmen eng Äerd an eng Natur. A grad op dësem Feld däerfe mer keng weider Feeler méi maachen oder strateegesch wichteg Entscheedunge verpassen ze huelen, well soss setze mer d'Zukunft vun deene kommende Generatiounen, deene mer awer hei verflicht sinn, op d'Spill.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. An da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Natioun, d'Lag vum Land, dat ass implizitt d'Lag vun de Kanner a Jugendlechen, déi och vun der Politik an de Prioritéite vun dëser Regierung an dësem Parlament betraff sinn.

Der LSAP ass et wichteg, d'Educatioun an den Encadrement vun de Jonken hei ze thematiséieren, well d'Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen d'Entwécklung vun eisem Land bestëmmt. Eng gutt, eng exzellent Bildung, an zwar fir jidderеen, ass also net just en „nice to have", mee kruzial fir eis Zukunft.

A ville Secteuren a Beräicher si mer op Leit aus dem noen an och méi wäiten Ausland ugewisen. An dat geet vu bis: vun Handwierker iwwer Finanzexperte bis bei Infirmièren an Dokteren, fir nëmmen déi ze nennen. An do maachen ech direkt eng Klammer. Ech begréissen et ausdrécklech, datt grad d'Fro vun der Formatioun vum Fleegepersonal vum Gesondheetsdësch behandelt gëtt. A wéi ech d'Ministere Lenert a Schneider kennen, an ech kenne se gutt, kënnt do ganz sécher ganz geschwënn eng Strategie, Här Baum. Do hunn ech vollt Vertrauen.

Mir wäerten egal wéi wuel ni autosuffisant ginn, wat eis Main-d'œuvre ugeet, an dat ass och net wënschenswäert, well Leit vun anerwäerts mat hire Kompetenzen, hiren Talenter a Kulture jo eng Beräicherung si fir eis. Mee déi grouss Dependance vum Ausland ass, wéi d'Kris et jo nach eemol gewisen huet, awer och geféierlech. An och dat ass eng Ursaach, firwat mer alles mussen drusetzen, fir de Potenzial vun all de Kanner a Jugendlechen, déi hei am Land liewen, ze erkennen, ze fërderen an ze notzen.

An deem Sënn sinn déi 2,8 Milliarden Euro, déi am Staatsbudget fir Educatioun an Encadrement vu Kanner a Jonke virgesi sinn, fir eis mat dee wichtegsten Investissement.

Här President, mir wëssen, datt nach ëmmer de soziale Background, d'Elterenhaus, determinant ass fir de schoulesche Parcours vum Kand. Grad emol 8 % - 8 %! - vun de Kanner aus engem sozial defavoriséierte Milieu packen et an de Classique. Bei hire Kolleege par contre, deenen hir Eltere gutt gestallt sinn, sinn et 58 %. Dat ass en Ecart vu 50 Prozentpunkten.

Nee, net jidderee muss an de Classique, net jidderee muss Akademeiker ginn, ganz bestëmmt net. Mee jidderee muss duerch d'Schoul déi selwecht Chance kréien, fir säi Wee ze maachen, onofhängeg dovun, wat de Papp schafft, onofhängeg dovun, wéi vill d'Mamm oder d'Nanny oder soss een doheem ass, fir bei den Hausaufgaben ze hëllefen, onofhängeg dovun, ob doheem Lëtzebuergesch geschwat gëtt oder net. An déi Chancëgerechtegkeet hu mer leider net, nach ëmmer net! Trotz ville gudden Usätz, ville Reformen hu mer se net.

D'Pandemie huet déi Chancenongerechtegkeet souguer nach verschäerft. Den Educatiounsminister ass sech däers bewosst. Et ass dowéinst gutt, datt bei den Épreuves standardisées, déi elo am November gemaach ginn, spezifesch Froe gestallt ginn, fir e kloert Bild ze kréien, wat wärend dem Lockdown wierklech geléiert oder eebe vläicht och net geléiert gouf. Dat ass besonnesch wichteg, fir déi Kanner, déi elo am Fréijoer hir Tester fir an de Lycée maachen, net ze benodeelegen.

An et ass virun allem ganz gutt, datt d'Schoulen nees op sinn a fonctionéieren, quitte datt d'Bedingunge covidbedéngt weeder normal nach optimal sinn.

Här President, déi Kris hei kennt kee Prezedenzfall. A compte tenu dovunner huet d'Regierung eis all gutt duerch d'Kris bruecht, vill besser wéi vill aner Regierunge weltwäit. An dat gëllt och fir d'Schoul. Wann ech kucken, wat zum Beispill an Däitschland an de Schoule leeft, oder éischter net leeft wärend dem Lockdown an och haut, da soen ech: Et ass eise Kanner gutt ergaangen, dank dem Engagement vu ganz villen, dat wësse mer. An och vu mir aus nach eng Kéier en décke Merci!

Och de Stufemodell war eng gutt Optioun, vläicht souguer déi eenzeg, fir datt d'Kanner zu hirem Recht op Bildung kommen. Eng verluere Generatioun dierf et net ginn. Dowéinst musse mer mat alle Mëttelen dogéint virgoen.

Jo, et goufen zanter der Rentrée Neiinfektiounen an der Schoul. An et wier jo och naiv gewiescht ze mengen, datt et dat net géif ginn. Mee et gëtt awer duerfir keng Ursaach fir ze panikéieren, ganz am Géigendeel. Mir brauchen elo an der Schoul Rou a Vertrauen, Sécherheet an Zouversiicht. Duerfir ass et wichteg, fir déi nächst Méint kloer Richtlinne festzeleeën, Direktiven, déi verständlech sinn, fir datt all d'Acteuren, Gemengen, Direktiounen, Enseignanten, Educateuren, Schüler an Elteren, fir datt jidderee weess, wat gëllt an u wat ee sech genee muss halen.

Et ass net gutt, wann den Interpretatiounsspillraum beim Ëmsetze vu Covidmoossnamen ze grouss ass. Dat féiert onweigerlech just zu Onsécherheet. Déi lescht Méint hu gewisen, wéi wichteg eng gutt Kommunikatioun ass an der Kris. Si hunn och gewisen, datt d'Leit sech am grousse Ganzen un d'Reegelen halen, wa se se kënnen novollzéien a se verstinn.

Här President, Vertraue kritt een, wann een d'Leit um Terrain an d'Diskussioune matabënnt. Am Beräich vun der Educatioun hu mer ganz staark Gewerkschaften, am Fondamental, am Secondaire, am Beräich vun der nonformaler Bildung an och am Beräich vun de Kanner mat spezielle Besoinen. D'Syndikater kennen d'Problemer vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn. Si kënnen op vill Erfarung zréckgräifen. Op dat Wëssen an och dat Kënne solle mer

beim Ausschaffe vu weideren Etappen an der Schoul grad a Krisenzäiten net verzichten. Als LSAP bekenne mer eis duerfir kloer zum Sozialdialog, och a grad an der Educatioun.

Här President, léif Kolleegen, den Dag war laang an ech wëll mech duerfir elo hei op véier kuerz Messagë konzentréieren, déi eis als LSAP speziell wichteg sinn:

Éischtens, d'Digitaliséierung, déi gouf duerch d'Kris acceleréiert, och an der Schoul, dat ass positiv. D'Aufgab vun der Schoul muss et sinn, d'Kanner vun haut op d'Erausfuerderunge vu muer virzebereeden. An d'Welt gëtt ëmmer méi digital, ob mer dat elo gutt fannen oder net. Duerfir muss all Schüler, egal mat wéi engem Background, Accès zu dëser digitaler Welt kréien. Haut hu via de Programm „one2one" vum Educatiounsministère een Drëttel vun de Secondairesschüler en Tablet. An zwee Joer soll jiddereen een hunn. Mir stinn hannert dësem Konzept an hoffe souguer, datt dat vläicht nach séier acceleréiert ginn.

Och de Projet, fir de Coding lues awer sécher an eis Schoulen anzeféieren, kënne mer ënnerstëtzen. An engems insistéiere mer awer drop, datt och méi Wäert op Mediekompetenz a Medienerzéiung geluecht gëtt. Mat den digitale Medie léieren, awer och iwwer si léieren, dat ass zentral wichteg, wann d'Kanner net just blann Konsumente solle ginn, mee och hannerfroen, wat se op TikTok a YouTube gesi respektiv ier se selwer posten a produzéieren. An dat bedéngt natierlech och, datt d'Enseignantë sech domadder auskennen, déi néideg Formatioune maachen a kënne maachen.

Zweetens: den Encadrement vun de Schüler. Virun der grousser Vakanz ass de Modell vun de Schoulhorairë vu villen, ech menge souguer vun allen Acteuren als positiv bewäert ginn. Et wär an deem Sënn Zäit, eng Etüd ze maache fir erauszefannen, ob dat net tout court dee bessere Modell ass.

Zesumme Schoul bis zum Beispill 13.00 Auer, fir duerno zesummen z'iessen an nomëttes kënnen an Ateliere senger Kreativitéit nozegoen, sech a Veräiner ze engagéieren oder Sport ze maachen. Ech hunn et scho gesot an ech soen et haut hei nach eemol: Als LSAP si mir der Iwwerzeegung, datt et sech géif lounen, iwwer esou ee Modell vun enger moderner Ganzdaagsschoul intensiv nozedenken.

Zu deem Modell géifen dann och Optiounen op Appui an Nohëllef zielen. Mir begréissen et an deem Kontext, datt et eng Verlängerung vun der Summerschool gouf. Do brauche mer awer och eng Analys: Wéi ass eigentlech déi Offer ukomm? A ware wierklech déi Schüler ageschriwwen, déi d'Hëllef och gebraucht hunn? D'Nohëllef ass jiddefalls awer net nëmme fir déi Grouss, mee och fir déi Kleng wichteg, eebe just elo, fir Lacunnen, déi duerch de Lockdown entstane sinn, opzeschaffen. De Cycle 4 kritt bis an de Februar eran eng extra Nohëllefoffer ugebueden. Et wär gutt, elo eng qualifizéiert a gratis Nohëllef, wéi se am Koalitiounsaccord steet, fest an eisem Schoulsystem ze verankeren.

Drëttens, de Sproochenunterrecht muss weider op de Leescht geholl ginn. D'Sprooche sinn eisen Houfert an an engems fir ganz vill Kanner eng fatal Barriär op hirem schoulesche Parcours. Et ass gutt, datt am Franséischunterrecht am Fondamental elo nei Methoden an neit Material agefouert gi sinn. Et ass och richteg, de Modell vun den internationale Schoulen ze fërderen. An awer geet et net duer. Ech weess, datt de Ministère an och d'Uni vill dru schaffen, fir Léisungen ze fannen, ouni datt et en Nivellement vers le bas gëtt. Differenzéierung ass hei d'Schlësselwuert.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, mäi leschte Message läit am Fong op der Hand: Mir mussen, mir sollen deene Jonken nolauschteren! Déi lescht Woch hate mer hei héich interessant Diskussioune mam Jugendparlament, zum Beispill iwwert d'Educatioun, wou ënner anerem méi Matsproocherecht beim Choix vun den Optiounsfächer gefrot gouf oder och am Secondaire um Enn vun all Trimester perséinlech Gespréicher tëscht Proff a Schüler.

Virun allem awer huet mech och interpelléiert, wéi vill Suergen déi Jonk sech maachen iwwer Leeschtungsdrock, Depressiounen a Suiciden. Mir mussen op si lauschteren, zemools well d'Pandemie nach ee weideren Defi duerstellt fir d'Santé mentale.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Här President, de Jugendchômage ass geklommen, d'Angscht virun der Zukunft ass bei villen Erwuessene grouss, an dat fierft op d'Kanner of, och wann déi dat net kënne soen. Et ass eis Flicht, de Kanner a Jonke grad an dëser schwiereger Zäit Perspektiven an Orientéierungen ze bidden, se resilient ze maachen. D'Schoul muss sech méi de Besoine vun de Schüler upassen an och méi innovativ ginn. Bildung ass méi wéi jee de Schlëssel fir d'Zukunft. An dee Schlëssel muss jiddereen an eisem Land kréien, onofhängeg vum Portmonni vu sengen Elteren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Mir sinn domadder um Schluss vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um 8.00 Auer mat den Diskussiounen iwwert den État de la nation virun.

Ech wëll drop opmierksam maachen, datt de Premierminister spéitstens muer de Moie virun 12.00 Auer fortfiert op de Conseil européen op Bréissel, wou eng ganz Rei relevant Sujete fir eist Land op der Agenda stinn. Mir wäerten awer dem Premierminister, och wann d'Riedner nach net all bis zu deem Moment passéiert sinn, virdrun nach d'Wuert ginn, fir op dat, wat bis dohi geschwat ass ginn, ze reagéieren. Ech mengen, duerno wäerte jiddefalls dann déi aner Riedner och un d'Rei kommen.

An och nach: Wann haut e puermol gesot ginn ass: „De Minister ass net hei", wëll ech drop opmierksam maachen, datt mer wéinst de Covidreegelen, déi mer eis selwer ginn hunn, nëmmen eng beschränkten Zuel vu Plaze fir d'Membere vun der Regierung zur Verfügung hunn an datt awer sécherlech d'Regierungsmemberen iwwer Livestream op Internet oder iwwer Chamber TV dës Diskussioun wäerte suivéieren.

Domat ass d'Sitzung fir haut opgehuewen. Merci villmools.

(La séance publique est levée à 19.28 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 1 et 2

1re séance

Ouverture de la séance publique ... p. 1
Clôture de la session ordinaire 2019-2020 et ouverture de la session ordinaire 2020-202 ... p. 1
Discours de M. le Président à l'occasion des 20 ans de règne de S.A.R. le Grand-Duc ... p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés ... p. 1
Communications ... p. 1
Ordre du jour ... p. 1
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ... p. 1-6
Hommage à M. Claude Frieseisen ... p. 6-7
Hommage à M. Marco Schank ... p. 7
Hommage à M. Gast Gibéryen ... p. 7-8

2e séance

Ouverture de la séance publique. ... p. 8
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés ... p. 8
Changements de composition des commissions parlementaires ... p. 8-9
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées internationales... ... p. 9
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ... p. 9-12
Ordre du jour ... p. 12
Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite) ... p. 12-27

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
2432	Fernand Kartheiser	Fin des classes séparées
2466	Francine Closener	Extension du « homeschooling »
2470	Martine Hansen, Paul Galles	École internationale à Mersch
2480	Mars Di Bartolomeo	Déclaration d'incapacité de travail en ligne
2486	Mars Di Bartolomeo	Construction d'un pipeline pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région
2513	Josée Lorsché	Décrochage scolaire
2514	Nancy Arendt épouse Kemp	Abus sexuels
2516	Francine Closener	Rattrapage scolaire pendant les vacances d'été
2531	Fernand Kartheiser	Autorisation d'exercer la profession d'éducateur
2538	David Wagner	Gestion des services et prestations dans les cantines scolaires
2544	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Tâches du personnel socio-éducatif
2556	Marc Goergen	Arbres remarquables
2563	Mars Di Bartolomeo	Accès universel aux contraceptifs
2565	Sven Clement, Marc Goergen	Reprise dans les crèches
2566	Francine Closener, Claude Haagen	Lycée de proximité
2575	Semiray Ahmedova, Carlo Back	Réseaux de chaleur
2578	Fernand Kartheiser	Distance de sécurité dans les écoles dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
2585	Jeff Engelen	Communication dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2589	Simone Asselborn-Bintz	Orchestre philharmonique du Luxembourg
2605	Sven Clement	Enquête du Statec sur l'application de traçage
2619	Marc Baum	Convention entre les communes et le CGDIS pour le transfert des biens meubles
2623	David Wagner	Mise en œuvre du contournement de Bascharage
2629	Jeff Engelen	Installation de radars fixes dans les tunnels
2630	André Bauler	Réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach
2631	Marc Spautz	Profession de sage-femme
2632	Marc Goergen	Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)
2634	Françoise Hetto-Gaasch, Michel Wolter	Organisation scolaire 2020-2021
2635	Marc Goergen	Consultations dans les maisons de retraite et de soins par des médecins externes
2637	Marc Baum	Accès universel aux tests Covid-19 à grande échelle
2638	Gusty Graas	Audit des entreprises Seveso disposant de stocks de nitrate d'ammonium
2639	Djuna Bernard, Stéphanie Empain	Procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire
2646	Claude Wiseler	Dépistage à grande échelle (large scale testing)
2647	Marc Goergen	Faillites dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2656	Gusty Graas	Insectes porteurs de maladies exotiques
2657	Sven Clement	Commission nationale pour la protection des données (CNPD)
2660	Roy Reding	Problèmes au niveau de la distribution du courrier postal
2663	Martine Hansen, Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence
2664	Fernand Kartheiser	Fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich
2665	Laurent Mosar, Gilles Roth	Transactions « CumEx »
2666	Marc Goergen	Subventions communales dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2670	Fernand Kartheiser	Situation en Arménie
2671	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Légalisation du cannabis
2672	André Bauler	Embouteillages sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg
2673	Sven Clement	Campagnes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information numérique
2674	Martine Hansen, Marc Spautz	Remboursement de traitements
2675	Georges Mischo	Fermeture de la fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette
2676	Gilles Baum, André Bauler	Offre de formation du Lycée du Nord
2677	Sven Clement	Coopération militaire avec l'Estonie
2678	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Communication avec le « Robert Koch-Institut »
2679	Laurent Mosar, Gilles Roth	Avis de l'autorité de contrôle judiciaire au sujet de l'application JUCHA
2680	Marc Spautz	Hospitalisations à l'étranger lors de la pandémie de la Covid-19
2682	Marc Spautz	Cours de natation organisés dans l'enseignement fondamental
2685	Sven Clement	Pérennité du système de retraite
2686	Jeff Engelen	Reprise du championnat de football dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2687	Marc Goergen	Utilisation du logo du CGDIS
2688	Marc Spautz	Produits biocides
2690	Laurent Mosar	Implantation d'une usine de production de yaourt au Luxembourg
2693	Gusty Graas	Enquêtes publiques commodo-incommodo
2695	Sven Clement	Changements dans le monde du travail
2696	Fernand Kartheiser	Situation en Biélorussie
2697	Diane Adehm	Parc immobilier de l'État
2698	André Bauler, Gusty Graas	Impact de la sécheresse sur les agriculteurs
2701	Fernand Kartheiser	Situation au Mali
2702	Gusty Graas	Revalorisation des déchets plastiques
2703	Gilles Baum, Gusty Graas	Utilisation de drones dans la viticulture
2705	Marc Hansen	Nouvelle méthode pour recueillir les échantillons nécessaires au dépistage de la Covid-19
2707	Sven Clement, Marc Goergen	Situation des demandeurs de protection internationale en Grèce
2708	Yves Cruchten	Restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+
2709	Georges Mischo	Services proposés dans les gares
2710	Nancy Arendt épouse Kemp	Tabagisme
2711	Sven Clement	Vaccin contre la Covid-19
2715	Jeff Engelen	Trafic de poids lourds dans le nord du pays
2716	Marc Goergen	Esplanade de Remich
2717	Léon Gloden	Enquête auprès de l'Unité spéciale de la police
2718	Jeff Engelen	Matériel de radioprotection
2720	Sven Clement	Frais liés à l'inscription au registre des bénéficiaires effectifs
2721	Gusty Graas	Accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur
2724	Fernand Kartheiser	Mendicité organisée
2726	Carole Hartmann	Délais de versements de l'allocation de chômage
2728	Marc Goergen	Ambulances privées
2730	André Bauler	Conséquences d'un Brexit sans accord
2734	Martine Hansen	Admission d'accompagnants lors du suivi prénatal dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2735	Gilles Baum, Gusty Graas	Dégâts d'échaudage dans les vignes
2736	Marco Schank, Martine Hansen	Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer
2737	André Bauler, Max Hahn	Service de bus de substitution pendant les travaux sur la ligne ferroviaire 10 entre Luxembourg et Ettelbruck
2738	Josée Lorsché	Soutien du Ministère de l'Économie aux entreprises qui veulent s'implanter au Luxembourg
2739	Laurent Mosar	Utilisation des données des dossiers passagers dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2741	Sven Clement	Cours de premier secours dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2744	Fernand Kartheiser	Hélicoptère militaire
2746	André Bauler, Gusty Graas	Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer
2747	Laurent Mosar, Martine Hansen	Évaluation des mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2748	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Tests de dépistage de la Covid-19 dans l'éducation non formelle
2750	Gusty Graas	Réutilisation d'eaux usées dans une fabrique de yaourts
2752	Max Hahn	Prime pour le remplacement d'une batterie d'un pédélec
2759	Djuna Bernard	Aides au profit des artistes professionnels et intermittents du spectacle
2762	Gusty Graas	Restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+
2763	Max Hahn	Chenilles processionnaires
2765	Marc Goergen	Impact environnemental de l'exploration spatiale
2767	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Paiement tardif des rémunérations des agents de l'État
2769	Marc Goergen	Transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
2772	Sven Clement	Zones d'activités économiques
2775	Gusty Graas	Gestion des boues d'épuration
2778	David Wagner	Exploitation de panneaux publicitaires aux gares ferroviaires
2785	Jeff Engelen	Comité de la CNS
2787	Sven Clement	Pension des personnes ayant droit au revenu pour personnes gravement handicapées

2798	Max Hahn	Prolongation de la prime pour pédélec
	Session ordinaire 2020-2021	
3886 urgente	Jeff Engelen	Démolition du pont Patton à Ettelbruck
3887 urgente	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	Commande de tests rapides de dépistage de la Covid-19
3894 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Lies	Vaccination prioritaire des détenus
3914 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19
3926 urgente	Sven Clement	Utilisation de vaccins produits dans une usine non autorisée
3932 urgente cf. 3966	Marc Spautz	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
3957 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles
3966 cf. 3932 urgente	Jeff Engelen	Couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises
3967 urgente	Jeff Engelen	Tests PCR dans le cadre des voyages à l'étranger
3970 urgente	Georges Mischo	Vaccination des professionnels de la santé
3974 urgente	Michel Wolter	Clusters dans les structures pour personnes âgées
3981 urgente	Marc Baum	Vaccination des personnes résidentes non affiliées à la CNS
3995 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19

Question 2432 (22.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fin des classes séparées :**

An de leschten Deeg huet d'Regierung eng Rei Ukënnegungen iwwert d'Schoulorganisatioun bis zur Grousser Vakanz gemaach. Déi markantst Ausso ass warscheinlech déi, datt d'Klassen nees solle raimlech zesummegeféiert ginn. Vill vun den aktuellen Entwécklunge sinn och am Hibléck op d'Rentrée am September scho vun Intressi.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wat d'sanitär Risiken ugeet, muss ee feststellen, datt et tendenziell ëmmer méi Warnungen aus der Wëssenschaft virun Aerosolle gëtt. Et wär dowéinst vu grousser Wichtegkeet, zoue Raim dacks ze lëften. Et gëtt awer hei am Land nach ëmmer keng Garantien, datt an all Klasseraum d'Fënsteren iwwerall kënne ganz opgemaach ginn. Ass den Här Minister der Meenung, datt iwwerall d'Fënstere musse kënne vum Léierpersonal opgemaach ginn? Vertrëtt hien déi Meenung och géintiwwer de Gemengen, fir datt d'Membere vum Léierpersonal déi néideg Schlëssele kréien?

2. Wéi eng Dispositioune si virgesi fir de gesondheetleche Suivi vum Léier- a Schoulpersonal a fir dee vun de Schüler? Bedéngt déi méi grouss raimlech Proximitéit iwwer méi laang Zäit, datt nei sanitär Kontrolle gemaach ginn? Wa jo, wéi eng sinn dat?

3. Et gëtt am Schoulberäich meeschtens keng Méiglechkeet, fir déi selwecht sanitär Sécherheetsofstänn anzehalen ewéi an anere Beräicher vum gesellschaftleche Liewen. Gesäit d'Regierung do e Widdersproch tëscht hire sanitären Dispositiounen an de Schoulen an deenen, déi op anere Plaze gëllen? Ass d'Regierung sech de Kriticke bewosst, déi hir virgeheien, d'Sécherheet vun de Kanner net eescht genuch ze huelen? Wéi beurteelt si d'Problematik vun de Sécherheetsofstänn am Schoulberäich?

4. Op ville Plaze sinn déi sanitär Sécherheetsmoossnamen esou spezifizéiert, datt ënner engem gewëssenen Ofstand (1,5 respektiv 2 Meter) d'Droe vun engem Mask obligatoresch ass. Wéi eng Implikatiounen huet dat op d'Schoulen, wou déi Ofstänn net kënne garantéiert ginn? D'Kanner ënner 13 Joer sollen zum Beispill dobausse vun enger „Maskeflicht" dispenséiert sinn. Op där enger Säit gëtt vun enger „Flicht" geschwat, op där anerer vu „Recommandatiounen", fir e Mask ze droen, ausser an de Klassesäll. Bis elo huet den Här Minister argumentéiert, eng Maskeflicht wär net néideg, well d'Gruppe kleng wären, wat sech jo awer elo ännert. Kéint den Här Minister d'Reglementatioun iwwert d'Masken an aner Schutzmoossname kohärent duerstellen? Wéi eng Reegele gëlle fir wéi eng Membere vun der Schoulcommunautéit?

5. Wann déi A- a B-Gruppen nees zesummegeféiert ginn, reduzéiert sech a priori de Besoin un zousätzleche Raimlechkeeten. Wat geschitt elo mat deene Raimlechkeeten, déi mat vill Opwand fir de Schoulgebrauch amenagéiert goufen? Musse si a Bereetschaft gehale gi fir de Fall, wou d'sanitär Situatioun sech nees géing veränneren?

6. Wéi eng sanitär Moossname gëllen am Beräich vum Schoultransport nom Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen?

7. Och d'Personal ass natierlech betraff. Iwwer 1.000 Leit goufen zousätzlech rekrutéiert a krute Kontrakter vum Staat. Wéi ginn déi Leit elo agesat? Ass dat kontraktuellt Verhältnes tëscht hinnen an dem Staat vun där geplangter Reorganisatioun betraff?

8. Wéi eng pedagogesch Implikatiounen huet d'Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen? Am Prinzip ass jo de Schoulbesuch vun de B-Gruppen nach ëmmer fakultativ. Soll dat esou bleiwen? Denkt den Här Minister, datt och déi pedagogesch Differenzéierung tëscht A- a B-Gruppen duerch déi raimlech Zesummeféierung kéint verwëscht ginn?

9. Kann et sinn, datt dann déi Kanner, déi doheem bleiwen, zum Beispill well si e vulnerabele Familljemember hunn, géintiwwer deenen, déi kontinuéierlech physesch an d'Schoul ginn, pedagogesch benodeelegt ginn? Déi eng Kanner schaffe jo dann déi ganz Zäit ënnert der Uleedung vun engem qualifizéierten Enseignant an déi aner nëmmen eng Woch op zwou.

10. Wéi eng Pläng huet den Här Minister fir den Appui/d'Nohëllef/den Accueil a sou weider an der Grousser Vakanz? Wéi eng Gruppe vu Schüler kënnen esou eng Hëllef kréien? Wéi eng Kategorië vun Enseignanten oder Intervenanten am Schoulsystem wäre mat deene Coursë beoptraagt?

11. Denkt d'Regierung drun, fir déi sanitär Risiken ze reduzéieren, d'Zuel vun de Kanner pro Klass ze reduzéieren? Ass esou eng Moossnam fir d'Rentrée am September ugeduecht? Wéi eng Reegele gëllen am September fir déi maximal Schülerzuele pro Klass?

12. Mussen och bei der Rentrée am September nach zousätzlech Raimlechkeeten a Reserv gehale ginn?

13. Wéi eng Schoulhorairë solle vu September u gëllen?

14. Wéi eng Moossname gi bei der Rentrée am September geholl, fir den Niveau vun de Schüler no der Kris méiglechst objektiv anzeschätzen?

15. Wéi wëll den Här Minister d'Representatioune vun den Enseignanten, den Elteren an de Schüler an d'Decisiounen, déi fir d'Rentrée am September musse geholl ginn, mat abezéien? Ginn d'Enseignanten, d'Elteren an d'Schüler vun allen Decisiounen esou gutt a séier ewéi méiglech vum Ministère informéiert?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wat déi ëffentlech Grondschoul betrëfft, sou behandelt d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 1737 vum 20. Januar 2020 am Detail d'Thematik vum Lëften; d'Erklärungen aus der betreffender Äntwert sinn och am Kontext vum Covid-19 nach ëmmer aktuell.

D'Lycéeë sinn op d'Wichtegkeet vun enger reegelméisseger Aeratioun vun de Schoulgebailechkeeten opmierksam gemaach ginn; et ass och op e gudde Fonctionnement vun de Ventilatiounssystemer higewise ginn. Et besteet ëmmer d'Méiglechkeet, d'Fënstere vun de Klassesäll grouss opzemaachen, ënner Ëmstänn mat engem Schlëssel, deen d'Léierpersonal oder dat technescht Personal soll kréien.

Vu datt d'Wichtegkeet vum Lëften am Kader vun der Preventioun géint eng Verbreedung vum Covid-19 menge Servicer duerchaus bewosst ass, ass d'Virgoensweis fir eng gelongen Aeratioun vun de Klassesäll am Detail an enger Circulaire, déi d'Léierpersonal fir d'Rentrée zougeschéckt krut, erkläert ginn.

ad 2. Fir ze evitéieren, datt d'Kanner an och d'Léierpersonal de Virus onbemierkt mat an d'Klasse konnte bréngen, gouf nom Zesummeleeë vun de Léier- an Übungsgruppen am Kader vum Large-Scale-Covid-19-Testing all Woch all fënnefte Schüler aus enger Klass getest. Bestoung d'Klass zum Beispill aus 15 Schüler, esou sinn der all Woch mindestens 3 invitéiert ginn, sech testen ze loossen, fir esou festzestellen, ob keent vun de Kanner mat Covid-19 infizéiert war. D'Enseignanten aus der Grondschoul an dem Enseignement secondaire wéi och d'Schüler aus dem Enseignement secondaire goufe virun der Reprise vun de Coursen ugeschriwwen, fir sech testen ze loossen.

Am Schouljoer 2020/2021 ass weiderhi virgesinn, d'Membere vun der Schoulpopulatioun op de Covid-19 ze testen. Esou krut d'Léierpersonal d'Méiglechkeet, fir sech scho virun der Rentrée op de Covid-19 testen ze loossen. Wärend dem neie Schouljoer gëtt op eng nei Teststrategie gesat, déi virgesäit, datt am Fall vun enger Infektioun Deeler oder déi ganz Schoulpopulatioun getest ka ginn. D'Unzuel vun de Tester kann dobäi jee no Situatioun kuerzfristeg ugepasst ginn, wat eng méiglechst grouss Flexibilitéit erlaabt. Doriwwer eraus wäert sech am systeemateschen Depistage an éischter Linn op Famillje mat Kanner konzentréiert ginn.

ad 3. Et gëtt kee Widdersproch tëschent de sanitären Dispositiounen an de Schoulen an deenen, déi op anere Plaze gëllen. D'Schoul ass eng Aktivitéit, déi no strenge Reegelen organiséiert ass, soudatt se net direkt mat aneren Aktivitéiten ze vergläichen ass. D'Kanner sinn ënnert der permanenter Opsiicht vum Léierpersonal, dat derfir suergt, datt am Klassesall keng Onuerdnung herrscht, d'Kanner op hire Plaze sëtze bleiwen an sech nëmme mat der néideger Virsiicht deplacéieren.

Och nom Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen hunn zum Beispill d'Hygiènesmesurë weiderhi missen agehale ginn an d'Schoulen hunn dat néidegt Material (z. B.: Desinfectant, ënnerschiddlech Zorte vu Protektioune fir Nues a Mond, Plexiglaspaneauen) zur Verfügung gestallt kritt, fir der Ausbreedung vum Virus entgéintzewierken. Weiderhi sinn d'Fluxen an de Schoulgebaier esou organiséiert bliwwe wéi virdrun.

All Decisiounen, déi am Beräich vun der Schoul geholl ginn, si mat der Direktioun vun der Santé ofgestëmmt; dobäi steet ëmmer d'Sécherheet vun de Kanner am Mëttelpunkt.

ad 4. Am Virfeld vum Zesummeleeë vun de Klassegruppe goufen déi temporaire sanitär Recommandatiounen an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère am Kader vum Covid-19 iwwerschafft an den eenzelne Membere vun der Schoulcommunautéit zoukomme gelooss. Des Weidere sinn dës Recommandatiounen och um Internetsite vum Educatiounsministère fir de grand Public fräi zougänglech. Aus dësem Dokument geet kloer ervir, datt:

- d'Membere vun der Schoulcommunautéit solle probéieren, e Sécherheetsofstand vun 2 Meter ze respektéieren;

- am Fall, wou den Ofstand vun den 2 Meter net kann agehale ginn, d'Droe vun enger Mask fir d'Kanner ab 6 Joer staark recommandéiert ass, ausser d'Kanner sëtze bei hirem Pult an der Klass;

- d'Droe vun engem Mondschutz um Wee fir an d'Schoul an och an der Enceinte vun der Schoul bis an de Klassesall staark recommandéiert ass, och wann d'Kanner un der fréscher Loft vum Droe vun engem Mondschutz dispenséiert sinn.

Wärend der Preparatioun vun der Emsetzung vum Enseignement en alternance an dem Zesummeleeë vun de Klassegruppe goufen déi ënnerschiddlech Besoine vun de Kanner aus den eenzelne Klasse berücksichtegt a vill kreativ Iddien, dorënner ënnerschiddlech Duerstellungsmethoden (Piktogrammer, Videoen, Sketcher etc.) vun de Sécherheetsconsignen, hunn d'Verständnes vun de Kanner renforcéiert. Meng Servicer hu spezifesch fir de Cycle 1 an d'Cyclen 2-4 Affichen, Videoen a pedagogesch Recommandatiounen ausgeschafft, déi d'Schüler fir d'Anhale vun de Mesurë solle sensibiliséieren. Ech krut rapportéiert, datt d'Kanner dës Mesurë wärend dem Enseignement en alternance esou verënnerlecht hunn, datt et hinnen am Klassegrupp net schwéiergefall ass, fir sech weiderhin drun ze halen.

ad 5. Vu datt weiderhin déi fakultativ a gratis Offer vun der Prise en charge vun de Kanner vun 13.00 Auer mëttes bis 18.00 Auer owes an der Structure d'éducation et d'accueil bestoe bliwwen ass, goufen d'Raimlechkeeten nom Zesummeleeë vun de Klassegruppe weiderhin alleguer genotzt.

ad 6. Am Schoultransport gëllen déi selwecht sanitär Moossname wéi virum Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen, dat heescht, et besteet Maskeflicht.

ad 7. Déi 1.012 Agenten, déi agestallt goufen, fir den Enseignement en alternance am Fondamental mat ze assuréieren, si bis zum Schluss vun dësem Schouljoer an de Klassen intervenéiert, fir zesumme mat de Membere vun der pedagogescher Ekipp een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Wärend eenzel Agenten ee vulnerabelen Enseignant ersat hunn, hunn anerer d'Léierpersonal an der Klass ënnerstëtzt a bei der Ëmsetzung vun differenzéierten Aktivitéite matgewierkt. Auswierkungen op déi kontraktuell Engagementer vu béide Partien hat d'Zesummeféiere vun de Klassegruppen deemno net.

ad 8. D'Zesummeleeë vun den A- a B-Gruppen huet dozou gefouert, datt d'Klassegruppen direkt vu méi Enseignantë begleet goufen, wat sécherlech d'Ëmsetzung vun den Differenzéierungsmesuren nach weider ënnerstëtzt huet. D'Elteren, déi hir Kanner virum Zesummeleeë vun de Klassegruppen an der Übungswoch doheem betreit hunn, kruten d'Méiglechkeet, se nodréiglech fir d'Übungswoch an der Schoul anzeschreiwen, esoudatt se dee Moment nees en continu an d'Schoul gaange sinn an esouwuel vun den Aktivitéiten aus der Léier- wéi och aus der Übungswoch konnte profitéieren.

Am Kader vun der Prise en charge vun de Schüler nom Zesummeleeë vum Klassegrupp stounge weiderhin déi essenziell Contenuen am Viergrond. Deemno goufe vun den Enseignanten déi néideg Aktivitéiten en place gesat, fir een optimalen Developpement vun de Kanner hire Kompetenzen ze assuréieren. Heibäi gouf natierlech Uecht drop ginn, deenen eenzelne Schüler differenzéiert Aktivitéiten unzebidden, fir esou sécherzestellen, datt jidderee sech an den eenzelnen Domäner sengem Rhythmus entspriechend weiderentwéckelt. Dobäi guf, wéi och virum Confinement, tëschent de Phasen, wärend deenen d'Kanner nei Konzepter entdecken, an den Übungsphasen alternéiert. D'Frequenz vun däser Alternance gouf dobäi vun den Enseignanten, déi d'Kanner duerch d'Léiersequenze guidéieren a se no Consideratioun vun de Fortschrëtter vun de Kanner upassen, decidéiert a variéiert deemno a Funktioun vun den eenzelne Klassen.

ad 9. Déi Kanner, déi weiderhin, bedéngt duerch hir eege Vulnerabilitéit oder duerch déi vun engem Familljemember, net konnte physesch um Unterrecht deelhuelen, hunn trotzdeem weiderhi vun enger cibléierter Fërderung duerch een Enseignant profitéiert. A ville Fäll waren et déi vulnerabel Enseignanten, déi dës Kanner à distance en charge geholl hunn, fir geziilt den Developpement vun hire Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Dobäi intervenéiert den Enseignant net ausschliisslech wärend de Léieraktivitéiten, mee en hält sech och wärend den Übungsphasen zur Verfügung, fir de Schüler, wann néideg, ze hëllefen.

ad 10. Enseignement fondamental

De „cours de rattrapage Covid-19" gouf fir d'Kanner vun de Cyclen 2.1 bis 4.1 an de Woche vum 31. August 2020 bis den 11. September 2020 offréiert an huet spezifesch den Developpement vun de Kompetenzen am Beräich vun den essenzielle Contenue viséiert. An enger éischter Phas vun den Inscriptiounen haten d'Titulairen d'Méiglechkeet, Schüler aus den eenzelne Klassen an een Nohëllefscours anzeschreiwen. Wärend enger zweeter Phas vum 20. bis de 26. Juli 2020 konnten d'Elteren, deenen hir Kanner nach net vum Enseignant an ee Cours ageschriwwe goufen, eng Inscriptioun via Online-Formulaire maachen. Dobäi goufe follgend Coursen an den eenzelne Wochen ugebueden an d'Kanner konnte jeeweils nëmmen an ee Cours ageschriwwe ginn, fir datt si och nach am September vun hirer Vakanz profitéiere konnten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Coursë goufe vun Agenten assuréiert, déi bis ewell schonn an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen intervenéiert sinn. Dorënner falen déi brevetéiert Enseignanten, d'Chargéen an d'Memberen aus dem Pool national études surveillées.

Am Kader vun den Nohëllefscoursë goufe spezifesch fir déi eenzel Offere vum Service de coordina-

tion de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) geziilt Aktivitéiten ausgeschafft, déi den Developpement vun den essenzielle Contenue viséieren. D'Léierpersonal, dat am Kader vun den Nohëllefscoursen interveneiert ass, konnt sech ënner anerem op dës Aktivitéiten, déi um Internetsite www.schouldoheem.lu zougänglech sinn, baséieren, fir esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren.

Enseignement secondaire

Och am Enseignement secondaire goufen um Enn vun der Summervakanz gratis Nohëllefscoursen ugebueden, fir datt Retarden am Léiere konnten opgeholl ginn an no de Schüler hiren eventuelle Schwächten oder Lacunne konnt gekuckt ginn.

Am Enseignement secondaire kann een ënnerscheeden tëschent de Cours de remise à niveau, déi geduecht sinn, fir Lacunnen ze combléieren, an de Cours de rattrapage, déi sech u Schüler adresséieren, déi een Noexamen hunn. De Gros vun de Coursë gouf vum Educatiounsministère an dräi regionalen Zentren organiséiert (Lycée Michel-Rodange, Lycée classique Diekirch, Lycée Guillaume Kroll). Donieft hunn och Nohëllefscoursë stattfonnt, déi op Initiativ vun aacht Lycéeën organiséiert goufen.

Grad wéi am Enseignement fondamental hunn och am Secondaire d'Coursë vum 31. August bis den 11. September 2020 stattfonnt.

Am Enseignement secondaire goufen d'Schüler vun am Ganzen 18 Enseignanten an 69 Studenten encadréiert.

ad 11. Am Kader vum Enseignement fondamental gouf d'Rentrée 2020/2021, wéi an de legalen Dispositioune virgesinn, an enker Zesummenaarbecht tëschent den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit, dorënner d'Gemengenautoritéiten, d'Schouldirektiounen, d'Elterevertrieder an d'Schoulcomitéen, organiséiert. Fir d'Organisatioun vun de Schoulklassen ze garantéieren, kruten déi eenzel Gemengen ee Kontingent vu Stonnen attribuéiert, deen am Respekt vun de bestoende Reglementatiounen ausgerechent gouf.

Wéi am Artikel 8 vum Règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental virgesinn, hunn d'Gemengenautoritéiten d'Méiglechkeet, zousätzlech Ressourcë par rapport zum Kontingent u Schoulstonnen, déi si vu mengem Ministère attribuéiert kruten, unzefroen. Dëst gëtt de Gemengen och ausserhalb vun der sanitärer Kris am Kontext vum Covid-19 d'Méiglechkeet, op lokal a spezifesch Besoinen a punkto Encadrement vun de Schüler anzegoen a gegeebenefalls d'Klasseneffektiver ze reduzéieren.

Fir den Enseignement secondaire bleiwen d'Dispositioune vun der Instruction ministérielle en vigueur, déi ënnert anerem d'Zesummesetzung vun de Klasse bestëmmen. An Ausnamefäll hu meng Servicer d'Organisatioun vun zousätzleche Klassen erlaabt, wann déi geplangten Effektiver ganz héich waren.

ad 12. Zousätzlech Raimlechkeete stelle keng vun de Mesuren duer, déi fir d'Rentrée 2020/2021 virgesi waren.

ad 13. Zanter September gëllt den normale Schoulhoraire, sou wéi e virun der sanitärer Kris en vigueur war.

ad 14. Am Kader vun den Aktivitéiten, déi an de Grondschoulen ëmgesat ginn, evaluéiert den Enseignant reegelméisseg den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen, fir esou de Léierprozess geziilt duerch individuell Adaptatiounen ze steieren an d'Réussite scolaire vun all Eenzelnem ze favoriséieren. Déi Erfarungswäerter, déi esou scho vum Enseignant virun der Summervakanz wärend de Coursë gesammelt goufen, notzt hien als Basis fir d'Aktivitéiten am neie Schouljoer, wann hien nees Schoul hält, oder gëtt se virun un déi nei Equipe pédagogique am Fall vun engem Passage vum Schüler an deen nächste Cycle.

Nieft der alldeeglecher Aschätzung vun de Schüler hirer Kompetenzentwécklung setzen notamment déi Enseignanten, déi nei Schüler an hirer Klass empfänken, dacks an den éischte Wochen no der Rentrée formativ Evaluatiounsmomenter ëm, fir esou den Niveau vun den eenzelne Schüler anzeschätzen an differenzéiert Léieraktivitéiten unzebidden, déi hire Besoinen ugepasst sinn. D'Objektivitéit vun dësen Evaluatiounsmomenter gëtt dobäi duerch déi fir all Cycle definéiert Sockelen assuréiert.

Am Enseignement secondaire ass eng Phas vun dräi Woche virgesinn, fir de Bilan ze maachen; dobäi kann den Niveau vun de Schüler ageschat ginn a méiglech Retarde kënnen opgeschafft ginn. Donieft goufen eng Rei vu Moossname virgesinn, déi d'Transitioun vun engem Schouljoer zum anere solle vereinfachen: Sou ass zum Beispill gekuckt ginn, datt déi pedagogesch Ekippen esou mann wéi méiglech geännert hunn.

ad 15. Virun der Rentrée vum neie Schouljoer goufe sämtlech Schoulpartner consultéiert, d'Enseignantsgewerkschaften esouwuel wéi d'Vertriedunge vun den Elteren an de Schüler. Sämtlech concernéiert Partner goufen esou gutt an esou séier wéi méiglech iwwer all Dispositiounen informéiert, déi fir dat neit Schouljoer a Kraaft trieden.

Question 2466 (02.07.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**extension du « homeschooling » :**

Wärend der Coronakris an dem Confinement goufen am Enseignement vill Erfarunge mat dem sougenannten „Homeschooling" gesammelt, deen een direkten Unterrecht an der Schoul net ersetzen, awer ergänze kann. Esou wëlle verschidde Lycéeën e Kader schafen, fir de Schüler een Dag an der Woch „Schoul doheem" kënnen unzebidden. Dësen Dag kann zum Beispill genotzt ginn, fir eegestänneg u Projeten ze schaffen. Et gëtt och driwwer nogeduecht, fir systeematesch op „virtuell Spriechstonnen" ze setzen; hei sollen Enseignanten de Schüler bei individuelle Froe weiderhëllefe kënnen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Weess de Minister Bescheed iwwer sou Projeten an eenzele Lycéeën?

2. Ënnerstëtzt den Educatiounsministère dës Initiativ? Gëtt eventuell schonn un enger Guideline geschafft, fir dësem Projet en nationale Kader ze ginn?

3. Ginn d'Schüler verstäerkt mat deem néidegen digitale Material ekipéiert, fir grad Kanner a Jugendlech mat engem méi schwaache sozioekonomesche Background net opgrond vun der Technologie ze benodeelegen?

4. Gouf de Programm „one2one" (one laptop per child), dee virgesäit, Lycéesschüler mat engem Laptop ze ekipéieren, duerch d'Coronakris adaptéiert a vläicht acceleréiert? Enn Dezember hu 649 Klassen un deem Programm deelgeholl; wéi huet sech dës Zuel iwwert d'Kris entwéckelt? Wéi vill Klasse wäerte fir d'Rentrée 2020/2021 un dësem Programm deelhuelen?

5. Awéiwäit huet den Ëmgang mat den digitale Medien an dem respektive Material am Enseignement fondamental duerch de Lockdown geännert? Gëtt och op dësem Niveau iwwert e Konzept „one2one" nogeduecht?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Minister ass a Kenntnis iwwert dës Projeten: Verschidde Lycéeën hunn hiren Interêt manifestéiert, den Enseignement op den iewescht Klassen no engem System vun Alternance ze organiséieren. D'Concertatiounen doriwwer sinn amgaang.

ad 2. Am Moment ginn esou Projeten als Pilotprojeten a verschiddene Schoulen an zum Deel a Kooperatioun mam SCRIPT entwéckelt; d'Modalitéite variéieren an der Pilotphas. Dës Projete wäerte begleet an evaluéiert ginn. Richtlinne stinn um Enn vun dësem Prozess. Nieft Konzepter, fir doheem ze léieren, sollen och Projeten am Kader vum „blended learning" ënnerstëtzt ginn.

ad 3. et 4. De one2one-Projet gëtt dëst Joer nach eemol acceleréiert, fir datt bannent den nächsten zwee Joer all Jonken, egal mat wéi engem sozioekonomeschen Hannergrond, an engem Lycée Zougang zu engem iPad oder Laptop huet.

Fir 2020/2021 ass virgesinn, d'Zuel vu Geräter ze verduebelen, vun 8.000 op 16.000.

ad 5. De Confinement an domat verbonnen d'Zoumaache vun de Schoulen huet sécherlech de Gebrauch vun den digitale Medien acceleréiert. Et wäert sech no der Kris weisen, wéi nohalteg dës Entwécklung wor. D'Zuele vun de Formatiounen an dësem Beräich sinn enorm geklommen, och d'Notzung vun den Applikatiounen, déi de MENJE de Schüler an Enseignantë gratis zur Verfügung stellt, ass staark an d'Luucht gaangen.

Wat d'Infrastrukturen ugeet, sou sinn am Enseignement fondamental d'Gemengen zoustänneg. Opgrond vun der Gesetzeslag an der domat verbonnener Autonomie vun de Gemengen ass am Moment keen nationale one2one-Projet geplangt.

Question 2470 (02.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**École internationale à Mersch :**

Im Neubau des LCD-Mersch wird eine internationale Schule entstehen, die für Kinder im Grundschulalter bis hin zum Sekundarschulabschluss gedacht sei. Eine Arbeitsgruppe des LCD hat diesbezüglich ein Konzept ausgearbeitet, wie man sich die Zukunft des Unterrichts darin vorstellt. Unseren Informationen nach hat weder die Schule selbst noch die Gemeinde Mersch bislang Informationen erhalten seitens des Bildungsministeriums bezüglich eines Schulkonzepts.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen stellen:

- Wie sieht das ausgearbeitete Konzept der Arbeitsgruppe des LCD aus?

- Wurde diesem Konzept bei der Planung vom Ministerium Rechnung getragen?

- Wenn ja, was wurde übernommen? Wenn nein, warum wurde dieses Konzept nicht berücksichtigt?

- Kann der Minister uns zur geplanten Schule das detaillierte Schulkonzept vorlegen?

- In welchen Sprachen soll unterrichtet werden?

- Wie viele Schüler werden sich für die Grundschule beziehungsweise für die Sekundarschule einschreiben können?

- Wann soll die Schule operational sein?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Der Neu- und Umbau des Schulgebäudes des Lycée classique de Diekirch in Mersch bietet die Gelegenheit einer Neugestaltung der zukünftigen Ausrichtung der Merscher Schule. In diesem Zusammenhang fanden eine Reihe von Arbeitssitzungen zwischen den Verantwortlichen des Lycée classique de Diekirch und den Mitarbeitern meines Ministeriums statt, zuletzt am 7. Juli 2020. Dabei sind in enger Zusammenarbeit zwei grundlegende Entscheidungen getroffen worden:

- In Mersch wird eine anerkannte Europäische Schule entstehen, dies aufgrund der starken Nachfrage nach dieser Art des schulischen Angebots in Luxemburg; die Schule wird einen Kindergarten, eine Grundschule und eine Sekundarschule umfassen und durch ein Internat ergänzt werden.

- Die internationale Schule, die in Mersch entsteht, soll eine eigenständige Schule werden und unabhängig vom Lycée classique de Diekirch funktionieren.

Bevor das Anerkennungsverfahren abgeschlossen ist, ist es nicht angebracht, Einzelheiten des Schulkonzepts vorzulegen. Folgendes sei allerdings schon vorweggesagt:

- Es wird drei Sprachsektionen geben: Deutsch, Französisch und Englisch; Luxemburgisch ist von P1 bis S3 obligatorisch.

- Insgesamt können 1.050 Schüler an dieser Schule eingeschrieben werden: 240 Schüler in der Grundschule, 110 Schüler in den Vorbereitungsklassen (VP: voie préparatoire) und 700 Schüler in der Sekundarschule.

- Die Sekundarschule wird im September 2021 in Beringen eröffnet, bis das Gebäude am Square Marie-Astrid fertiggestellt ist. Ab September 2022 wird die Sekundarschule dann am Square Marie-Astrid und die Primarschule in Beringen funktionieren.

Question 2480 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **déclaration d'incapacité de travail en ligne :**

La Caisse nationale de santé a fait de gros efforts en vue d'améliorer ses services en ligne et a annoncé d'autres mesures allant dans ce sens.

Dans ce cadre, la création de la déclaration d'incapacité de travail en ligne pourrait être une offre présentant de vrais avantages au quotidien :

Pour la personne protégée

• La convocation auprès du contrôle médical (CMSS) se ferait en adéquation avec l'état clinique respectivement la prise en charge thérapeutique de la personne protégée. Ceci serait réalisé moyennant la saisine par le médecin traitant et de la pathologie à l'origine du certificat d'incapacité de travail (CIT) et de la prise en charge thérapeutique en choisissant un ou plusieurs items dans une liste proposée. Ceci éviterait de convoquer des personnes protégées se trouvant par exemple en pleine chimiothérapie ou dans les décours immédiats d'une intervention chirurgicale.

• Une transmission facilitée du CIT assurant la réception quasiment en temps réel par la CNS et par l'employeur. Les conséquences fâcheuses inhérentes à une transmission tardive (cf. droit du travail et la sécurité sociale) appartiendraient ainsi au passé.

Pour le médecin

• Une simplification administrative considérable. Il suffirait ainsi de se connecter sur la page web sécurisée dédiée à la déclaration en ligne des CIT de la CNS et d'y saisir le matricule national de la personne protégée ; les données administratives seraient ainsi préremplies.

• La possibilité de consulter les « fiches repères » renseignant une durée indicative d'arrêt de travail. Ce type d'aide à la prescription du CIT a par exemple fait l'objet d'un avis par la Haute Autorité de santé en France. Des repères similaires existent également en Allemagne.

Pour la CNS

• Une simplification administrative considérable étant donné que la saisine manuelle des CIT ne serait plus nécessaire. Ceci libérerait des ressources humaines pouvant se consacrer à des tâches moins monotones et nettement plus productives au sein de la CNS.

• La standardisation des CIT qui mettrait fin à la panoplie de formules provenant des pays limitrophes et autres.

Pour le contrôle médical

• Une amélioration notable en termes de convocation. Les personnes protégées ne seraient plus convoquées avec des retards.

• La standardisation des CIT qui mettrait fin à la panoplie de formules provenant des pays limitrophes et autres. L'exploitation médicale des CIT serait beaucoup plus efficace.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle est l'attitude du Gouvernement face au CIT en ligne.

Réponse (21.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Dans le cadre de la crise Covid-19, la Caisse nationale de santé (CNS) a mis en place, en étroite collaboration avec l'Agence eSanté et le Centre informatique de la sécurité sociale (CISS), des solutions digitales pour les mémoires d'honoraires, les ordonnances médicales et les certificats d'incapacité de travail. Actuellement, les services et prestations liés au traitement digital de ces documents se limitent aux logiciels de téléconsultation qui sont directement reliés à la plateforme eSanté. La gestion des documents digitaux est donc assurée exclusivement par l'Agence eSanté en raison du volume restreint.

Bien que globalement cette initiative puisse être évaluée comme très positive, il est indispensable de faire en premier lieu évoluer l'environnement digital et de créer ainsi les conditions nécessaires pour faire bénéficier chacune des parties prenantes (personne protégée, médecin, administrations/institutions) du potentiel de la digitalisation des trois documents prémentionnés.

Les volumes de ces documents sont comme suit : presque 6 millions de mémoires d'honoraires, 1 million d'ordonnances et 1 million de certificats d'incapacité de travail par an, donc à terme presque 8 millions de documents digitalisés. L'impact de la simplification administrative sera donc conséquent.

C'est pourquoi un plan de montée en charge est en cours d'élaboration qui permettra d'accélérer la transformation numérique des échanges entre les différents acteurs du secteur de la santé.

La mise en production d'un environnement informatique intégré et sécurisé est prévue à partir de janvier 2021 qui proposera aux médecins les fonctionnalités nécessaires pour :

• envoyer, à partir de leur logiciel de cabinet, des documents digitaux sur la plateforme eSanté ;

• donner aux personnes protégées la possibilité d'accéder à ces documents ou habiliter des professionnels de santé d'y accéder ;

• permettre à des professionnels de santé habilités d'exécuter les prescriptions numériques.

Ensemble avec le mémoire d'honoraires et l'ordonnance médicale, le certificat d'incapacité de travail (CIT) est le document prioritaire dans ce processus de digitalisation. Pour répondre aux nombreux besoins de toutes les parties prenantes, il sera élaboré en étroite collaboration entre la CNS, le Centre commun de la sécurité sociale, le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), l'Agence eSanté, les médecins ainsi que les éditeurs des logiciels de cabinets médicaux et d'applications mobiles pour patients et employeurs.

Vu la sensibilité des documents de santé en général et celle du CIT en particulier, une priorité est de sécuriser un environnement digital qui, par nature, est plus complexe que celui mis en production pour des outils de téléconsultation.

Pour assurer un niveau de sécurité de très haut niveau, une identification forte sera requise pour sécuriser les accès aux informations. Celle-ci permettra également de donner une valeur légale aux documents numérisés (sous forme de signature électronique). Aussi, des solutions adaptées sont

exigées pour assurer que la personne protégée envoie la bonne information au bon destinataire.

Le CIT digital doit également intégrer de nombreuses fonctionnalités pour répondre aux besoins des différentes parties prenantes. Ainsi, le médecin pourra sélectionner facilement le code diagnostic sur la liste y relative et les personnes protégées devront bénéficier d'un moyen simple, par exemple une application mobile, qui facilite l'envoi de leur CIT à leur(s) employeur(s).

Concernant plus précisément le CMSS, la digitalisation des CIT apportera une plus-value considérable pour les assurés eux-mêmes, notamment lorsque ces derniers sont hospitalisés ou dans un traitement prolongé, par exemple en oncologie. En effet, en disposant des données de manière structurée, il sera possible d'éviter de convoquer les assurés visés à un contrôle auprès du CMSS. Ceci leur évitera de devoir se justifier pour leur impossibilité de présence suite à une convocation qui, jusqu'à présent, est automatiquement envoyée à tous les assurés en incapacité de travail faute d'avoir les informations requises sous forme structurée pour pouvoir ainsi faire un tri des assurés qui n'ont pas besoin de se présenter au contrôle pour des raisons médicales évidentes.

Globalement, le transfert d'informations sous forme structurée aboutira aussi à une meilleure efficacité administrative pour toutes les parties prenantes, y compris par rendant les doubles encodages inutiles qui sont par ailleurs des sources d'erreurs.

La mise en production du CIT digital devrait pouvoir être lancée courant de l'année 2021 et l'Agence eSanté travaille actuellement avec les différents éditeurs pour que la majorité des médecins disposera d'une nouvelle version de leur logiciel de cabinet avec les interfaces et connecteurs nécessaires pour l'échange digital avec la plateforme eSanté.

Question 2486 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **construction d'un pipeline pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région :**

Creos-Allemagne, en coopération avec GRTgaz-France, vient d'annoncer ses projets de construction d'un pipeline de 70 km de longueur pour l'approvisionnement en hydrogène de la Grande Région dont fait partie le Grand-Duché de Luxembourg.

Selon Creos, cette infrastructure est destinée à promouvoir l'hydrogène comme énergie alternative dans les domaines de l'industrie, du transport et du chauffage.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie si le Grand-Duché de Luxembourg entend s'associer directement ou indirectement à ce projet et le cas échéant de quelle façon.

Réponse (16.09.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le groupe Encevo m'a informé que sa filiale, Creos Deutschland GmbH, a en effet récemment signé un accord de collaboration avec GRTgaz SA concernant la réaffectation d'un réseau de gaz naturel existant en réseau de transport transfrontalier d'hydrogène. GRTgaz est le plus important gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel en France, interconnecté avec l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Avec son réseau de gaz naturel à haute pression d'environ 1.650 km et son réseau électrique à haute et moyenne tension d'environ 450 km, Creos Deutschland GmbH approvisionne plus de deux millions de personnes dans 340 villes et communes de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

Ce projet commun, dénommé mosaHYc (Mosel Saar HYdrogen Conversion) poursuit comme objectif principal la création d'une infrastructure de 70 km, permettant aux producteurs et aux consommateurs d'hydrogène de la Grande Région de développer des modèles commerciaux concernant l'industrie et le secteur des transports par le recours à l'hydrogène.

Les partenaires du projet examineront dans un premier temps dans quelle mesure les gazoducs existants dans la région de Völklingen (Allemagne), Carling (France), Bouzonville (France) et Perl (Allemagne) sont adaptés au transport de l'hydrogène. Ces premières analyses sur la faisabilité technique et économique du projet sont engagées en 2020 et poursuivies en 2021. Les partenaires espèrent pouvoir prendre, sur base des analyses engagées, une décision d'investissement définitive en 2022. En ce qui concerne la faisabilité d'une éventuelle interconnexion avec le territoire luxembourgeois, il est à ce stade prématuré d'en parler.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient dans son plan national intégré en matière d'énergie et de climat, dans les enceintes du Forum pentalatéral et des différents groupes de travail de l'Union européenne à Bruxelles, la promotion de l'hydrogène produit à partir de sources renouvelables et à fortiori l'origine renouvelable de l'hydrogène. Le Gouvernement se positionne contre la promotion de l'hydrogène produit à base d'énergies fossiles ou nucléaires.

À moyen terme, l'hydrogène jouera un rôle croissant dans la décarbonisation de l'économie nationale et ceci surtout dans le domaine de l'industrie, de l'aviation et du transport maritime. Les services du ministère travaillent, en collaboration avec les acteurs nationaux intéressés en la matière, sur la finalisation des éléments à intégrer dans une stratégie d'hydrogène renouvelable pour le Luxembourg. Les questions tournant autour des réseaux futurs pouvant acheminer l'hydrogène à base d'énergies renouvelables y occuperont une place importante, de même que les plans de nos voisins d'avancer dans le déploiement de tels réseaux acheminant de l'hydrogène renouvelable, afin d'assurer leur interconnectivité.

Question 2513 (09.07.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **décrochage scolaire :**

Dans les débats tant parlementaire que public, il est désormais reconnu que les jeunes font partie des groupes sociaux particulièrement affectés par les suites économiques de la pandémie du Covid-19. Dans ce contexte, la problématique du chômage des jeunes ainsi que leur situation d'emploi souvent temporaire voire précaire ont particulièrement retenu l'attention. Par contre, le phénomène du décrochage scolaire a souvent échappé à la discussion. Pourtant, dans les biographies des personnes concernées, il fait souvent figure d'étape décisive vers le chômage ou la précarité.

Entre 2003 et 2016, le décrochage scolaire a fait l'objet d'études régulières de la part du Ministère de l'Éducation. En 2015, dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, la problématique fut à l'ordre du jour d'une journée d'étude sur le maintien scolaire. Depuis lors, la nomination d'un Médiateur scolaire en 2018 a témoigné de la volonté de Monsieur le Ministre de continuer cet engagement. Or, en l'absence de la présentation de nouveaux chiffres, la prévalence du décrochage dans le débat public et dans la communication du Ministère s'est vue réduite.

Dans un monde du travail qui déjà avant la crise actuelle offrait de moins en moins de perspectives professionnelles aux personnes peu ou non qualifiées, le décrochage scolaire avait déjà en 2015 été identifié comme l'un des principaux défis de notre système éducatif. Avec les tendances actuelles d'une hausse menaçante du chômage et d'une détérioration de la situation sanitaire, psychologique et économique d'un nombre important de jeunes, il risque de se répandre et d'exacerber ainsi la précarité et le chômage des jeunes jusque dans le long terme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres plus récents sur le décrochage que ceux présentés en 2016 ? Dans l'affirmative, une analyse approfondie et portant notamment sur des critères comme l'âge, le sexe ou la situation socio-économique des jeunes concernés a-t-elle été effectuée ? Le suivi systématique des décrocheurs est-il toujours pratiqué ?

2) Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan intermédiaire de la réalisation des mesures envisagées en 2015 dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne ? Qu'en est-il notamment des réflexions sur le système du redoublement et l'influence de l'échec scolaire sur le décrochage ?

3) Monsieur le Ministre est-il d'accord que dans le contexte des suites économiques de la pandémie sur l'éducation et sur la situation économique des jeunes, le phénomène du décrochage scolaire doit être suivi de près ? En ce sens, est-il disposé à revenir à une publication annuelle de statistiques comme par le passé ?

4) Par quels moyens concrets le Service de médiation scolaire contribue-t-il à la lutte contre le décrochage scolaire ? Dans quelle mesure la coopération avec l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher peut-elle contribuer à l'efficacité de son action ? Est-ce que la création récente de l'OKaJu constitue un nouveau moment dans ce contexte et quelle est désormais la « division du travail » entre les deux entités ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le nombre d'élèves ayant prématurément quitté l'enseignement scolaire est évalué en continu par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Sur la base des listes établies mensuellement par le MENJE, les Antennes locales pour jeunes (ALJ) du Service national de la jeunesse (SNJ) assurent, en étroite collaboration avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et en partenariat avec des acteurs du monde scolaire et extrascolaire, un suivi individuel systématique et proactif des jeunes en décrochage scolaire. En 2019-2020, les agents socio-éducatifs des ALJ ont contacté quelque 1.400 jeunes en décrochage scolaire et leur ont proposé un encadrement individuel.

Par ailleurs, le MENJE a mis en place des mesures de prévention du décrochage des élèves potentiellement à risque qui se trouvent dans une situation transitoire vers un apprentissage ou une nouvelle filière scolaire. En 2018-2019, les agents des ALJ ont analysé la situation de 1.913 élèves identifiés par les coordinateurs ALJ (enseignants bénéficiant d'une décharge spécifique pour ce travail)[1].

En complément aux données ainsi recueillies, le MENJE consulte les données Eurostat qui relèvent annuellement le taux de jeunes ni en emploi ni en formation (NEET) par sexe, âge et niveau d'études accomplies dans le cadre du Labour Force Survey.

ad 2) La lutte contre le décrochage scolaire fait partie des priorités de l'éducation nationale depuis 2003.

En ligne avec les politiques européennes en la matière, les mesures envisagées lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015 mettent l'accent sur la coordination des stratégies nationales, qui est reflétée par une stratégie compréhensive de qualité et de diversification de l'offre scolaire.

Les recommandations du Conseil de l'Union européenne du 28 juin 2011 visant à pallier le décrochage des jeunes sont basées sur trois piliers : la prévention, l'intervention et la compensation du décrochage scolaire.[2]

Les mesures de prévention implémentées au niveau national comprennent notamment : la promotion de l'éducation non formelle afin de favoriser l'apprentissage multilingue dès la prime enfance ; un renforcement de l'autonomie des établissements scolaires permettant de mieux répondre aux besoins des élèves (« ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner ») ; la diversification du régime linguistique de l'enseignement par la création de classes francophones et anglophones répondant à l'hétérogénéité linguistique du pays.

Les mesures d'intervention comprennent, entre autres, un soutien ciblé aux élèves à risque de décrochage, notamment par l'identification et l'offre de suivi personnalisé de la part des ALJ ainsi que des services du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS).

Les mesures de compensation, visant à faciliter la reprise des études et l'accomplissement d'une formation professionnelle initiale ou d'un diplôme de l'enseignement secondaire, comprennent entre autres un élargissement de l'offre de l'enseignement national destiné aux adultes et une extension de l'offre de formation professionnelle initiale pour adultes (offres d'apprentissage adultes au sein des CNFPC) ainsi que des Cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP) dans le cadre de la Garantie jeunesse.

L'implémentation des recommandations de l'Union européenne a fait l'objet d'un rapport d'évaluation publié par la Commission européenne en 2019.[3]

Le MENJE a réalisé en coopération avec l'Université du Luxembourg, en 2020, un catalogue de mesures en faveur des jeunes confrontés à des transitions difficiles et en faveur des jeunes NEET.

ad 3) Un rapport se basant sur des chiffres actualisés est actuellement en voie de finalisation et sera publié au cours des mois à venir.

ad 4) a) Moyens concrets dans la lutte contre le décrochage scolaire

Le Service de médiation scolaire (SMS) a été créé par la loi du 18 juin 2018 portant institution d'un service au maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'éducation nationale. C'est dès lors dans ces trois domaines, souvent indissociables dans la lutte contre le décrochage scolaire, que le SMS intervient.

Depuis son institution, le SMS a pu constater, dans le cadre de ses saisines, que les élèves en phase de décrochage scolaire sont malaisés à être maintenus dans le système éducatif. La loi précitée de 2018 impose l'accomplissement des démarches administratives appropriées auprès de la communauté scolaire au préalable de la saisine du SMS. Or, le facteur temps semble dans certains cas jouer en défaveur de ces élèves, lesquels auront déjà, lorsqu'ils arrivent finalement auprès du Médiateur scolaire, décroché mentalement. Trop souvent, le SMS constate que malgré l'intervention de différents programmes et structures mis en place pour lutter entre autres contre le décrochage scolaire, certains d'entre eux restent inaccessibles mentalement.

Ainsi, et au-delà des outils légaux dont le Médiateur scolaire dispose pour contribuer à la lutte contre le décrochage scolaire (voir b)) le SMS s'applique, au cas par cas, à mettre l'accent sur le volet préventif - parfois même au niveau de l'enseignement fondamental - en débloquant des situations conflictuelles ou en accompagnant les parents et les élèves dans différentes démarches administratives souvent ressenties par ces derniers comme compliquées. Intervenir déjà au niveau de l'enseignement fondamental, notamment dans la mise en place de besoins éducatifs spécifiques ou de l'orientation, contribue, aux yeux du SMS, à préserver la motivation de l'élève et à rétablir la confiance en lui et par ricochet dans le système éducatif.

Conscient que la prise en charge adéquate des enfants à besoins spécifiques ou particuliers joue un rôle primordial dans la prévention du décrochage scolaire, le SMS s'affaire notamment, d'une part, à accompagner l'élève et ses parents dans les démarches visant la mise en place des mesures spécifiques/particulières, et, d'autre part, à veiller au respect desdites mesures. Ce qui précède prend d'ailleurs toute son importance lors du passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire.

La communication entre l'école, l'élève et ses parents constitue la pierre angulaire d'une scolarité paisible et réussie. Or, souvent cette communication s'avère faible, voire inexistante. Les élèves ainsi que leurs parents, se sentant souvent incompris et laissés pour compte finissent par abandonner, l'obligation scolaire une fois révolue. Rétablir cette communication entre tous les acteurs est un des moyens mis en œuvre par le SMS dans le cadre de la prévention du décrochage scolaire.

Par ailleurs, à travers ses recommandations générales adressées au Ministre, qui trouvent leur source dans les réclamations individuelles reçues, le SMS met en exergue notamment des incohérences éventuelles de textes de loi ou autres normes, d'éventuels obstacles de nature structurelle ou d'autres difficultés que rencontrent les parents et les élèves le long de leur parcours scolaire. Ces situations, souvent éprouvées comme insurmontables, peuvent également, aux yeux du SMS, être à l'origine d'un abandon scolaire.

b) Coopération avec l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et division du travail entre le Service de médiation scolaire et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher tel qu'institué depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1er avril 2020

Depuis l'institution du SMS, l'Ombudsman ainsi que l'ORK, et désormais l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), renvoient systématiquement les parents d'élèves mineurs ou les élèves majeurs vers le SMS dès que leurs doléances/réclamations sont en relation avec l'éducation nationale, conscients que ce dernier a été doté par le législateur de différents outils lui permettant d'agir de manière directe, c'est-à-dire bien au-delà de la médiation laquelle suppose, pour qu'il y ait résolution de conflit, que les parties en litige parviennent à un accord.

Ainsi, et contrairement aux moyens légaux de l'Ombudsman ou de l'OKaJu, le Médiateur scolaire a pour mission explicite de soutenir les élèves majeurs et les parents d'élèves mineurs dans leurs démarches. Il peut, lors de son enquête, requérir auprès du service ou de l'école visés toutes les informations qu'il juge utiles ; il peut, lorsqu'il conclut que l'école ou le service de l'Éducation nationale n'ont notamment pas fonctionné conformément à la mission qui leur a été confiée par le législateur, notamment adresser des recommandations écrites à leur encontre ou directement à l'attention du Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ou encore proposer, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, une solution au service de l'Éducation nationale ou à l'école visés dans le dossier mis en cause.

Tous ces moyens sont mis à disposition exclusive du Médiateur scolaire dans le but de maintenir les élèves mineurs et majeurs dans le système éducatif jusqu'à obtention d'une qualification.

Question 2514 (09.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **abus sexuels :**

Laut Informatiounen aus dem Aktivitéitsrapport vum Planning Familial hu sech d'lescht Joer beim

[1] MENJE (2020) : Rapport d'activité 2019.

[2] Council of the European Union, Council recommendation of 28 June 2011 on policies to reduce early school leaving, 2011/C 191/01, https://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2011:191:0001:0006:en:PDF.

[3] https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/72f0303e-cf8e-11e9-b4bf-01aa75ed71a1

Planning 90 Persoune gemellt wéinst sexuellem Mëssbrauch, 85 ware Fraen oder Meederecher. Nëmme 14 % hunn eng Plainte gemaach. 50 % vun den Affer goufen awer scho mëssbraucht, éier se zéng Joer al waren, bal 99 % hate manner wéi 18 Joer.

Den Delai de prescription vun zéng Joer, déi een Zäit huet, fir viru Geriicht ze goen, leeft un ab dem 18. Liewensjoer vum Affer. Laut Planning Familial wier dësen Delai awer vill ze vill kuerz.

An dësem Kontext well ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Affer (souwuel groussjäreg wéi mannerjäreg) vu sexuellem Mëssbrauch hu sech d'lescht Joer bei den eenzelen Ulafplazen hei am Land gemellt? Huet d'Madamm Ministesch do konkreet Chifferen?

2. Laut Aussoe vum Koalitiounsvertrag 2018-2023 solle verschidden Délais de prescription analyseiert a reevaluéiert ginn: « L'ensemble des délais de prescription devront être évalués et redéfinis dans un cadre cohérent. L'opportunité de supprimer certains délais de prescription sera étudiée dans ce contexte. Il sera introduit une procédure d'information à l'attention des victimes et/ou auteurs d'une infraction en cas de prescription de l'affaire les concernant. »

Ass dës Analys schonn ofgeschloss? Wa jo, wéi eng Konklusiounen a Mesurë si virgesinn?

3. Soll et Ännerunge gi beim Delai de prescriptioun am Fall vu sexuellem Mëssbrauch vu Mannerjäregen? Wa jo, wéi eng?

4. Wéi eng Sensibilisatiounsaarbecht gëtt um Terrain geleescht, datt méi Affer Plaintë géint den Täter maachen?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. D'Section „Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel" vun der Police huet am Joer 2019 882 Affären traitéiert. Säit dem 1. August 2018 ass dës Sectioun vun der Police och zoustänneg fir den Traitement vun Dossiere bei Gewalt ënner Groussjäregen.[4]

ad 2. D'Analys zu dëser Reform ass nach net ofgeschloss, wäert awer warscheinlech drop erauslafen, datt eng Rei Verjärungsfristen, besonnesch bei Strofdote vu physescher a sexueller Gewalt, substanziell musse verlängert ginn.

ad 3. Wann d'Verjärungsfristen nei ugepasst ginn, dann hätt dëst och en Afloss op d'Fristen an de Fäll vu sexuellem Mëssbrauch géintiwwer Mannerjäregen.

Niewt dem Projet, deen d'Verjärungsfriste reviséiert, wäert deemnächst en Avant-projet de loi deposéiert ginn, woubäi den Artikel 638 vum Code de procédure pénale ausgebaut gëtt, dee fir déi Strofdote gëllt, wou d'Verjärungsfrist eréischt ab der Volljäregkeet vum Mannerjärege leeft, dëst an der Konformitéit mat der Directive 2011/93 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie.

ad 4. Bei der Sensibiliséierungsaarbecht fir eng méi securiséiert Benotzung vun den neien Technologien (zumools am Beräich Cyberkriminalitéit, Sexting, Grooming etc.) ass Bee Secure e wichtegen Akteur.

A Kollaboratioun mat de staatlechen Acteuren, mee och mam Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, mat der Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale, mam Service médico-scolaire vun der Stad Lëtzebuerg, goufe Guidelines fir déi Professionell ausgeschafft, zumools wat d'Mësshandlung vu Mannerjäregen ubelaangt.

Zesumme mat ECPAT organiséiert de Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Aktioune fir d'Kanner an de grand Public, wéi zum Beispill d'Journée des droits de l'enfant am Mee. Ausserdeem gi Formatiounen ofgehalen, fir deene Professionellen, déi am Kontakt mat de Kanner stinn, d'Prozeduren ze erklären am Fall vun der Detektioun vu sexueller Mësshandlung.

Question 2516 (10.07.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **rattrapage scolaire pendant les vacances d'été :**

Kuerz virun der Rentrée 2020/2021 soll vum 31. August un eng Covid-19-Nohëllef an eise Grondschoulen organiséiert ginn. Dës gratis Nohëllefscoursë sollen de Schüler dobäi hëllefen, Lacunnen aus de leschte Méint opzeschaffen. D'Zuel vun de Schüler ass op véier pro Klass limitéiert, den Enseignant soll den Tri maachen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Op wéi enge Krittäre berout dës Auswiel vun de Kanner?

2. Kann am Fall, wou den Enseignant der Meenung ass, dass méi Schüler sollte vun dëser Nohëllef profitéieren, déi maximal Unzuel vu véier Kanner pro Klass iwwerschratt ginn?

3. Wat gëtt fir e Kand gemaach, wat un engem bestëmmte Cours wëllt deelhuelen, awer net vum Enseignant zréckbehale ginn ass?

4. Wéi vill Enseignantë gi gebraucht, fir dës Coursen ze organiséieren? Och dat zousätzlecht Personal, dat am Kader vun de Covid-19-Mesuren agestallt gouf, soll zum Asaz kommen. Soll dëst Personal dem Léierpersonal bei de verschiddene Coursen zur Säit gestallt ginn oder eegestänneg Nohëllef organiséieren an ofhalen?

5. An engem Videomessage sot Dir: „D'Schoule kréie Moyenen, fir dës (Nohëllef) ze organiséieren." Wéi eng Moyene sinn dat? Kritt d'Léierpersonal dës zousätzlech Stonnen als normal Iwwerstonne verrechent?

6. Ass dësen Nohëllefsprojet d'Basis fir d'„Aide aux devoirs", sou wéi se am Koalitiounsprogramm virgesinn ass? Ass d'Analys vun den Appui-Méiglechkeeten, déi den Här Minister de 4. Mäerz 2020 an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro annoncéiert huet, ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Konklusioune vun där Analys?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Déi eenzel Titulairen hunn zesumme mat den anere Membere vun der pedagogescher Ekipp eng Analys vum Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen an den eenzelne Kompetenzberäicher gemaach an doropshin d'Eltere vun de Schüler, bei deene si eng Inscriptioun an ee vun de proposéierte Coursë fir néideg empfonnt hunn, kontaktéiert. An deem Fall war et un den Eltere vun de Kanner, enger Inscriptioun an ee Cours de rattrapage Covid-19 zouzestëmmen.

ad 2. + 3. D'Inscriptioun vun de Schüler an de Cours de rattrapage war an zwou Phasen agedeelt. An enger éischter Phas konnten d'Titulairë maximal véier Schüler aus hirer Klass a jeeweils ee Cours aschreiwen. Deemno waren d'Inscriptioune fir d'Klassen an de Cyclen 2 an 3 op jeeweils aacht Schüler pro Klass limitéiert an am Cycle 4.1 op zwielef Schüler. An enger zweeter Phas kruten d'Elteren d'Méiglechkeet, am Fall, wou den Titulaire hiert Kand net ugemellt huet, dëst nodréiglech unzemellen. Esou konnt séchergestallt ginn, datt d'Inscriptiounen de Virstellunge vun den eenzelne Partner vun der Schoulcommunautéit entspriechend realiséiert ginn.

ad 4. Fir déi verschidden Nohëllefscoursen an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen ze assuréieren, gëtt op follgend Agenten zréckgegraff:

Enseignanten	80
Temporaire Remplaçanten	165
Membere vum Pool national études surveillées	99

Et ass virgesinn, datt d'Agenten, déi am Kader vun den Nohëllefscoursen intervenéieren, eegestänneg Nohëllef ofhalen an heibäi ënner anerem op déi Aktivitéiten zréckgräifen, déi hinne vum „Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques" (SCRIPT) zur Verfügung gestallt ginn.

ad 5. Am Kader vun den Nohëllefscoursë gi spezifesch fir déi eenzel Offere vum SCRIPT geziilt Aktivitéiten ausgeschafft, déi den Developpement vun den essenzielle Contenue viséieren. D'Léierpersonal, dat am Kader vun den Nohëllefscoursen intervenéiert, wäert sech op dës Aktivitéiten, déi och wäerte fir de grand Public um Internetsite www.schouldoheem.lu zougänglech sinn, baséieren, fir esou een optimalen Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen ze assuréieren. Natierlech kritt dat Léierpersonal, dat aktuell scho fest agestallt ass, seng Interventioun am Kader vun den Nohëllefscoursen als Iwwerstonne verrechent, wärend déi temporaire Remplaçanten an d'Membere vum Pool national études surveillées hir Prestatioune via ee Kontrakt iwwer zwou Wochen indemniséiert kréien.

ad 6. D'Ëmsetzung vun den Nohëllefscoursen ass notamment bedéngt duerch eng Motioun, déi am Kader vum Gesetzesprojet 7590 eragereecht an an der Chamber eestëmmeg ugeholl gouf.

Am Kader vun der aktueller sanitärer Kris am Kontext vum Covid-19 läit de Fokus op der Organisatioun an der Ëmsetzung vun de Preventiouns- an Hygiènesmesuren, déi de Kanner ee sécheren Schoulalldag garantéieren. Deemno konnt déi an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro ugeschwaten Analys vun den Appui-Méiglechkeeten nach net ofgeschloss ginn. Derbäi kënnt, datt et sënnvoll schéngt, an dës Analys d'Erkenntnisser aus den Aktivitéiten, déi an der Summerschoul ugebuede goufen, afléissen ze loossen. Et wäert deemno nach Zäit an Usprooch huelen, éier d'Analys vun den Appui-Méiglechkeete kann ofgeschloss ginn.

Question 2531 (14.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**autorisation d'exercer la profession d'éducateur :**

En Educateur, deen zu Lëtzebuerg seng Schoule gemaach huet, muss eng Beruffszouloossung beim Schoulministère ufroen.

Ech hunn e puer Froen zu dëser Prozedur, déi ech dem Här Schoulminister heimat wéilt stellen:

1. Ass en Diplom vun enger Lëtzebuerger Schoul, respektiv en auslänneschen Diplom, deen hei am Land unerkannt ass, bei sozialpedagogesche Beruffer net Beruffszouloossung genuch? Wéi justifiéiert sech déi zousätzlech Prozedur?

2. Fënnt den Här Minister et normal, datt e jonken Educateur, deen op den Aarbechtsmaart kënnt, muss 75 Euro bezuelen, fir duerfen ze schaffen? Ass et net denkbar, déi Zouloossung als Deel a logesch Konsequenz vum Lëtzebuerger Diplom gratis ze maachen?

3. Wéi eng aner Beruffskategorië sinn enger änlecher Prozedur ënnerworf?

4. Wéi eng Informatiounen aus dem Casier judiciaire ginn an dëser Zouloossungsprozedur berücksichtegt an op wéi eng Manéier?

5. D'Delaien, déi d'Verwaltung sech virbehält, fir d'Beruffszouloossung auszestellen, leien tëscht zwou Wochen an dräi Méint. Ass dësen Delai vun dräi Méint net iwwerdriwwe laang, well en eventuell kann deene Betraffene Schwieregkeete bei der Sich no enger Aarbecht maachen? Wéi laang dauert fir gewéinlech dës Prozedur?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Well d'Sozialberuffer haaptsächlech bei Kanner oder vulnerabele Leit intervenéieren, kann eleng d'Virleeë vun engem Diplom als Beruffszouloossung net duergoen. Duerfir muss de Kandidat bei der Demande fir d'Beruffszouloossung ë. a. nach de Casier judiciaire niewent dem Diplom virleeën. Et wier zousätzlech nach méiglech, en Dokteschzertifikat ze froen. Dorop gëtt am Ament verzicht, well d'Patronen dee bei der Astellung souwéisou nach eemol froen.

ad 2. Am Kader vum Zukunftspakgesetz vum 19. Dezember 2014 (2015) gouf dës zousätzlech Prozedur agefouert, wou den Diplom vun der Beruffszouloossung getrennt gouf. Bis dohi war déi effektiv am Diplom mat dran a wor och drop notifizéiert.

Déi Trennung huet awer och misse gemaach ginn, fir enger ongläicher Behandlung en Enn ze setzen, déi bis dato stattfonnt huet, well déi Diploméiert säit jeehier hu misse beim Gesondheetsminister ufroen, fir d'Beruffszouloossung ze kréien, an och déi entspriechend Tax bezuelen. D'Logik besteet eben dodran, fir déi Diskriminatioun vun de Gesondheetsberuffer vis-à-vis vun de Sozialberuffer aus der Welt ze schafen, déi eleng dorobber berout huet, datt d'Gesondheetsberuffer d'Beruffszouloossung bei engem anere Ministère hu missen ufroen.

ad 3. Déi zwee reglementéiert Beruffer aus dem sozio-edukative Beräich sinn den Educateur an den Auxiliaire de vie. Déi selwecht Prozedur ass och fir d'Gesondheetsberuffer virgesinn, mam Ënnerscheed, datt fir d'Beruffszouloossung eben de Gesondheetsminister zoustänneg ass.

ad 4. An der Prozedur fir eng Beruffszouloossung am sozio-edukative Beräich gi systeematesch d'Bulletinen 3 a 5 vum Casier judiciaire gefrot. Am Bulletin 3 duerf maximal eng Strof vun engem Joer mat Sursis stoen, an de Bulletin 5 muss „néant" sinn.

ad 5. Den Delai gëtt vun der europäescher Richtlinn iwwert d'Berufsqualifikatioun virginn an ass maximal dräi Méint. Déi effektiv Dauer fir d'Ausstelle vun der Beruffszouloossung fir de sozio-edukative Beräich läit zu Lëtzebuerg awer nëmme bei ronn zwou Wochen, ënnert der Konditioun, datt den Dossier komplett ass.

Question 2538 (14.07.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **gestion des services et prestations dans les cantines scolaires :**

Par des informations qui m'ont été transmises, j'ai pu apprendre que certains établissements scolaires ont l'intention de sous-traiter ou auraient déjà sous-traité certaines prestations de leur service de restauration à des entreprises privés. Or, en me référant à la communication officielle du Ministère de l'Éducation nationale, la gestion de l'ensemble des cantines scolaires au Luxembourg est opérée par Restopolis, sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. D'après le rapport d'activités du MENJE de 2019, Restopolis gère« 80 restaurants et 52 cafétérias: la grande majorité des restaurants et cafétérias des établissements de l'enseignement secondaire, les restaurants de l'Université du Luxembourg, le restaurant de l'École de la Police grand-ducale et le restaurant de l'école fondamentale étatique « Eis School ». Restopolis se charge en outre de la restauration de cinq services d'éducation et d'accueil et de quatre internats. L'administration se compose de 16 collaborateurs, le nombre du personnel de cuisine s'élève à 540. Le service sert en moyenne 15.200 plats par jour. Le nombre de clients du service de restauration scolaire et universitaire est de 70.000. Restopolis a cuisiné 2.682.531 repas dans les restaurants et vendu 3.840.495 produits cafétéria. Le taux de fréquentation a augmenté de 10 % entre 2018 et 2019. » De même, Restopolis s'inscrit dans une approche d'alimentation saine et équilibrée promue par le ministère et contrôlé par un comité de restauration scolaire présent dans chaque établissement scolaire, composé d'élèves, de parents d'élèves, d'enseignants et du directeur de l'école. Le service Restopolis participe également au programme anti-gaspillage du Ministère du Développement durable et a cessé la vente de bouteilles d'eau en PET.

Si ces informations quant à d'éventuelles sous-traitances à des entreprises privées de services de la restauration scolaire gérée par le Ministère de l'Éducation nationale s'avèrent véridiques, de nombreuses questions se posent quant au sort du personnel aussi bien que des normes établies en matière de sélection des aliments et de constitution des menus scolaires, ainsi qu'en matière de détermination des frais de cantine assurés par les parents des élèves. Je vous prie donc de bien vouloir m'éclairer sur ces points en répondant aux questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si certains services ou prestations de la restauration scolaire ont été sous-traités à des entreprises privées et si d'autres sous-traitances dans le domaine de la restauration scolaire s'annoncent à l'avenir ?

2) Dans l'affirmative, cette décision est-elle de la responsabilité entière du MENJE ou bien les directions respectives des établissements scolaires concernés par une sous-traitance de leurs services de restauration ont-elles sollicité cette démarche ? Dans les deux cas, qu'est-ce qui a pu motiver une telle décision ?

3) Sur l'ensemble des cantines scolaires et universitaires au Luxembourg, quels sont finalement les services/prestations gérés respectivement par Restopolis et le cas échéant par d'autres entreprises ?

4) Dans la mesure où des entreprises privées sont responsables de certaines prestations/services de la restauration scolaire, est-il prévu que ces entreprises suivent les instructions du ministère en matière de critères de sélection de produits alimentaires et de composition des menus ? Le ministère est-il en mesure d'imposer un cadre de normes à respecter à ces entreprises ?

5) Toujours dans l'affirmative à la première question, peut-il m'indiquer quels établissements sont concernés par la sous-traitance de leurs services de restauration scolaire à des entreprises privées ? De quelles entreprises s'agit-il ?

6) Dans la mesure où des services/prestations de restauration scolaire auraient été sous-traités, qu'advient-il du personnel initial de ces services/prestations ? Est-il remplacé par un personnel attaché à l'entreprise sous-traitante ? Est-il transféré vers d'autres sites de la restauration scolaires ? Est-il repris par l'entreprise sous-traitante, et si oui, selon les mêmes conditions de salaire et de contrat ?

7) De manière générale, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une cession même partielle des activités de restauration scolaire vers le marché privé porte atteinte au contrôle de qualité et aux conditions de travail et d'emploi dans ce domaine que seul peut assurer un service géré par les pouvoirs publics?

Réponse (02.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Depuis son début, la restauration scolaire et universitaire du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) est opérée en mode mixte, c'est-à-dire une partie des sites est gérée en « régie directe » avec du personnel de l'État et l'autre partie en « régie privée » avec du personnel privé. Les deux régies fonctionnent sous la tutelle du service Restopolis et sont strictement soumises aux consignes, standards et procédures de ce dernier.

ad 2) La gestion des restaurants est de la responsabilité entière de Restopolis. Les établissements scolaires ne sont pas impliqués dans la gestion de leurs restaurants et cafétérias. La forte croissance des fréquentations et l'élargissement rapide du réseau de restaurants scolaires exigeait de recourir à

[4] Rapport Police 2019, page 26

du personnel privé pour pouvoir réagir rapidement face aux besoins d'exploitation.

ad 3) Restopolis gère de manière centralisée aussi bien les restaurants de la régie directe que ceux de la régie privée. Dix restaurants scolaires et universitaires sont exploités en régie directe et 66 restaurants scolaires et universitaires sont exploités en régie privée.

ad 4) Le MENJE, par le biais de son service Restopolis, a élaboré une politique de restauration scolaire et universitaire de qualité, équilibrée et durable. Restopolis définit toutes les procédures, règles, normes et standards y relatifs et assure quotidiennement le respect de ceux-ci aussi bien par la régie privée que par la régie directe. Ainsi, la qualité et l'offre des plats sont similaires dans tous les restaurants scolaires et universitaires exploités par Restopolis, indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un site de la régie directe ou de la régie privée.

ad 5) Je prie l'honorable Député de trouver les informations concernant la régie des restaurants scolaires et universitaires dans l'annexe 1 « Annuaire des sites de Restopolis ». Restopolis travaille actuellement avec les sociétés « Dussmann Catering », « äResto » et « Les Internats Jacques Brocquart ».

ad 6) De nombreux nouveaux sites sont nés de l'urgence de mettre en place à court terme une infrastructure de restauration scolaire ou universitaire. Afin d'être en mesure de répondre au plus vite à ces demandes, Restopolis a recours à des sociétés privées pour la mise à disposition de personnel de cuisine par le biais de soumissions publiques. Le nombre de personnel de la régie directe n'a baissé à aucun moment. Dans aucun cas une personne de la régie directe et donc embauchée par l'État n'a été réorientée vers le secteur privée. Par contre, il est déjà arrivé que certaines personnes ayant travaillé pour une société privée aient été embauchées par l'État.

ad 7) Le recours à des prestataires privés n'impacte aucunement la qualité des plats et des prestations dans les restaurants scolaires et universitaires, étant donné qu'ils sont soumis aux mêmes critères et standards que la régie directe. Les coordinateurs de site de Restopolis veillent particulièrement à ce que le personnel étatique et privé mette en application les décisions prises par le Gouvernement en matière d'alimentation.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2544 (15.07.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **tâches du personnel socio-éducatif :**

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0219 vum Deputéierte Sven Clement, ënnersträicht den Här Educatiounsminister:

« Pour ce qui est des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial, il sera procédé à une analyse profonde des cadres légaux et réglementaires en matière des tâches de l'ensemble du personnel socio-éducatif œuvrant dans nos écoles. Suite à cette analyse, des pourparlers ayant pour objectif une clarification de ces tâches seront menés avec les syndicats concernés afin de pouvoir légiférer aussitôt que possible en la matière. En attendant, on applique pour ces agents les dispositions en vigueur avant la rentrée 2018 pour les services auxquels ils étaient affectés préalablement. »

Säit dem 3. Juli zirkuléiert an deem Kontext eng Nott vum MENJE mam Titel « Envergure de la tâche du personnel éducatif et psychosocial intervenant auprès d'élèves à besoins spécifiques ».

Laut den Dispositiounen an dëser Nott, wäerten d´Aarbechtskonditioune vum gesamte Personnel éducatif et psychosocial en charge vu Schüler mat spezifesche Besoine méi schlecht ausfalen (40 bis 44 Stonnen pro Woch mam Schüler schaffen) ewéi déi Konditiounen, déi laut dem Règlement grand-ducal vun 2009 iwwert d'Tâche vun den Éducateurs an Éducateurs gradués aus dem Enseignement fondamental gëllen.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un den Här Minister stellen:

1. Op wéi eng legal Basis huet sech de Minister referéiert fir dës Tâchen ze fixéieren?

2. Eisen Informatiounen no reechen d'Gewerkschaften nach eng detailléiert Propos era fir eng Stonnenopdeelung an dem virgestallte Kader. Kann de Minister eis dëst confirméieren?

3. Gedenkt de Minister an dësem Kontext nach ze legiferéieren, esou wéi de Minister dat a senger Äntwert op eng Question parlementaire vum 18. Mäerz 2019 explizitt ugekënnegt hat an domadder eng legal Basis ze schafe fir d'Tâche vun de concernéierte Leit?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Dat vun den honorabelen Deputéierten erwäänten Dokument bezüglech der Tâche vum edukativen a psychosoziale Personal am Déngscht vun de Schüler mat spezifesche Besoine verweist nach eemol op déi gängeg Gesetzestexter a Reglementer, déi allgemeng bei der Fonction publique unzewenne sinn:

- Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- Loi du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique;

- Règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État.

ad 2. Et steet deene verschiddene Gewerkschafte selbstverständlech fräi, eis hir Observatiounen zoukommen ze loossen.

ad 3. Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 1. August 2018 an d'Aféiere vum Compte épargne-temps an der Fonction publique ass et haut de Verwaltungen an dem Agent méiglech, hir jeeweileg Besoine besser openeen ofzestëmmen. D'Gesetz hat zum Zil, d'Erausfuederunge vun der Personalgestioun op Säite vun der Verwaltung mat den Ustpréch vum Privatliewe vum Agent an Aklang ze bréngen. Duerch déi gewonne Méiglechkeeten a Flexibitéit op béide Säiten ass et zurzäit deemno net néideg, am hei viséierte Kontext ze legiféréieren.

Question 2556 (16.07.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **arbres remarquables :**

Um Internetsite vun der Naturverwaltung ass betreffend d'Arbres remarquables Follgendes ze liesen:

« Les arbres remarquables constituent un patrimoine naturel, culturel et historique à part entière. Afin d'en promouvoir la conservation, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures peut allouer des subsides pour les travaux d'entretien et de restauration. »

Déi sougenannt „Molbeem" sinn zwar net onbedéngt alleguer ënner „arbres remarquables" ze klassifizéieren, ma et sinn oft ganz al Beem, déi deelweis iwwer e puer honnert Joer al sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Beem sinn den Ament als Arbres remarquables klassifizéiert? Wéi vill Arbres remarquables sinn an de leschten zéng Joer, opgelëscht no Joer, offiziell als solch unerkannt ginn?

2. Wat ass säitens dem Ministère virgesinn, fir déi sougenannt Molbeem ze schützen?

3. Wéi vill Molbeem sinn, Informatioune vum Ministère no, an de leschten zéng Joer verschwonnen?

4. Wat sinn d'Strofen, déi virgesi sinn, wann een onerlaabt ee Molbam fortmécht?

5. Ass virgesinn, d'Uplanze vun traditionelle Louhecke staatlech ze fërderen? Wa jo, ënner wéi enger Form, a ginn et do ewell Pilotprojeten?

6. Sinn Hëllefe virgesinn, fir Bëschbesëtzer finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, wa se ofgestuerwe Molbeem ersetzen?

Réponse commune (14.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. 64 Beem respektiv Gruppéierunge vu Beem sinn den Ament am Kader vun der aktueller an der viregter Denkmalschutzgesetzgeebung protegéiert. Follgend Beem sinn an de leschten zéng Joer am Kader vum Denkmalschutzgesetz ënner Schutz gestallt ginn:

2010 : Commune de Rosport-Mompach : Osweiler

Les deux marronniers sis sur la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Rosport, section F d'Osweiler-Est, sous le numéro 563/2461. Arrêté ministériel du 25 janvier 2010. Coordonnées E99739/N94921 ; E99748/N94921.

2013 : Commune de Weiler-la-Tour : Weiler-la-Tour

La partie du sentier vicinal « Stater Pad » avec les arbres et buissons qui le bordent, délimitée par les parcelles cadastrales 81/3098, 81/3097, 87/3275, 85, 84/3676 et 84/3677, inscrites au cadastre de la commune de Weiler-la-Tour, section C de Weiler-la-Tour. Arrêté ministériel du 24 avril 2013.

2015 : Commune de Redange/Attert : Redange

Le parvis de l'église de Redange, avec son kiosque et les tilleuls remarquables, inscrit au cadastre de la commune de Redange/Attert, section D de Redange, sous le numéro 97/4734. Arrêté ministériel du 2 février 2015.

2016 : Commune de Tuntange : Ansembourg

Le chêne situé sur la parcelle cadastrale numéro 696/2933, inscrit au cadastre de la commune de Tuntange, section A de Tuntange (n° 11, rue de Brouch). Arrêté ministériel du 16 décembre 2016.

2017 : Commune de Grosbous

La chapelle de Dellen et la place qui l'entoure avec le vieux tilleul qui y pousse, inscrites au cadastre de la commune de Grosbous, section B de Dellen, sous les numéros 666/2370 et 666/2371. Arrêté ministériel du 30 novembre 2017.

Commune de Käerjeng : Hautcharage

Le chêne avec un périmètre de protection aux dimensions du houppier, situé sur la limite des parcelles 108/2596 et 381/3316, inscrites au cadastre de la commune de Käerjeng, section BB de Hautcharage. Arrêté ministériel du 6 avril 2017.

2018 : Commune de Differdange : Differdange

La ferme sise 117, avenue Grande-Duchesse Charlotte, y inclus la cour avec les deux arbres qui marquent l'entrée, inscrite au cadastre de la commune de Differdange, section B de Differdange, sous le numéro 1032/3991. Arrêté du Conseil de Gouvernement du 6 septembre 2018.

Commune d'Echternach : Echternach

L'allée d'arbres allant du numéro 1, rue Rabatt jusqu'à l'entrée du parc située rue des Romains. Arrêté ministériel du 2 mai 2018.

Commune de Flaxweiler : Buchholz

La tombe gallo-romaine au lieu-dit « bei der Tonn » avec le tumulus planté de chênes, inscrites au cadastre de la commune de Flaxweiler, section F de Buchholz, sous le numéro 8/995. Arrêté ministériel du 11 avril 2018.

Commune de Luxembourg : Limpertsberg

L'ancien pensionnat St Joseph ainsi que l'allée d'arbres situées à l'arrière du bâtiment principal, repris sur la partie graphique en rouge pointillé et sis 188, avenue de la Faïencerie, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section RA de Rollingergrund, sous le numéro 706/4574. Arrêté ministériel du 26 juin 2018.

Commune de Parc Hosingen : Obereisenbach

La chapelle d'Obereisenbach, y compris le tilleul se trouvant près de la chapelle, inscrite au cadastre de la commune du Parc Hosingen, section HnB d'Obereisenbach, sous le numéro 1/127. Arrêté du Conseil de Gouvernement du 2 mars 2018.

2019 : Commune d'Echternach : Echternach

L'allée de tilleuls commençant du côté latéral de la maison sise 1, route de Wasserbillig à Echternach et suivant la rue des Bénédictins jusqu'au numéro 32. La protection exclut 15 arbres. - Arrêté ministériel du 2 août 2019.

ad 2. „Molbeem" si Beem, déi d'Grenz maachen zwëschen zwou Proprietéiten. Si sinn iwwert den Artikel 14 Paragraf 1 Punkt 3 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 geschützt. Wann ee wëllt ee Molbam ewechmaachen, muss een eng Autorisatioun vum Minister dofir hunn. De Minister kann dës Autorisatioun refuséieren, wann et Grënn gëtt, déi derfir spriechen, dass d'Ewechmaache vum Bam signifikant Inzidenzen op de Site oder de Milieu naturel huet.

ad 3. Den MECDD huet keng Donnéeën, wéi vill Molbeem an deene leschten zéng Joer verschwonne sinn. D'Ursaache vum Verschwanne vun de Molbeem sinn divers:

1) natierlecht Ofstierwen: Déi meescht Molbeem si ganz al a stinn oft a Bëschbestänn, wou si vun den Nopeschbeem iwwerwuess ginn an no a no ofstierwen;

2) legaalt Ewechmaachen: D'Molbeem kënne legal mat enger Autorisatioun vum MECDD ewechgemaach gi sinn. Sou Autorisatiounsdemandë sinn allerdéngs éischter seelen;

3) illegaalt Ewechmaachen: Souguer wann et zu enger Poursuite vun dëser Infraktioun komm ass, gëtt de MECDD dat duerch de Secret de l'instruction net gewuer.

ad 4. Fir d'onerlaabt Ewechmaache vu Molbeem ass nom Artikel 75 Paragraf 1 vum Naturschutzgesetz follgend Strof virgesinn: eng Prisonsstrof tëschent aacht Deeg a sechs Méint an eng Geldstrof tëschent 251 a 750.000 Euro oder nëmmen eng vun deenen zwou Strofen.

ad 5. Louhecken entstinn duerch Uplanzung vun Eechen an duerch eng bestëmmte Bewirtschaftungsweis. Louhecke sinn also Eechebëscher, an deenen d'Eechen zirka all 25 Joer op de Stack gesat ginn. Doropshi schloen dës Eechen dann erëm mat méi Driff um Stack aus.

D'Uplanze vun Eeche kann iwwert den Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers gefërdert ginn. Wann ee wëllt bis zu 50 Ar vun enger Louheck op de Stack setzen, kann een ausserdeem op der Basis vum Artikel 19 vun deem Règlement ee Subsid ufroen.

ad 6. Jo, et kann een op den Artikel 3 Punkt 2 aus dem Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel zreckgräifen.

Question 2563 (17.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**accès universel aux contraceptifs :**

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale serait introduit sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

Depuis la fin de 2019, un projet de convention élaboré par le Ministère de la Santé et la Caisse nationale de santé ouvrant l'accès universel aux contraceptifs est disponible.

- J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement endéans quels délais cette convention pourra être validée et mise en vigueur.

- Quelle a été la portée du programme de médecine préventive pour la contraception ayant fait, en 2011, l'objet d'une convention conclue entre la CNS et l'État du Grand-Duché de Luxembourg tant en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires que les moyens budgétaires engagés ?

- Quel sera l'impact budgétaire estimé par an de la nouvelle convention ?

Réponse commune (01.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

La convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme a été publiée en sa première version au Journal officiel, Mémorial A n° 275 du 27 décembre 2011, page 4.918 avec une mise en vigueur au 1er janvier 2012.

Un premier avenant a été publié au Journal officiel, Mémorial A n° 636 du 1er août 2018 avec une entrée en vigueur au 1er août 2018.

Pour que la modification de la convention à laquelle fait référence l'honorable Député puisse sortir ses effets, la nomenclature actuellement applicable devra être enrichie de certains actes techniques nécessaires à la pose de certains moyens de contraception. Une saisine de la commission de nomenclature est prévue après la période des vacances.

Le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé avait approuvé le projet de modification de la nouvelle convention le 29 janvier 2020. Cette version pourra être publiée une fois la nomenclature modifiée.

(Tableau et graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le coût moyen par bénéficiaire, oscillant autour de 60 euros, restant relativement stable depuis l'entrée en vigueur du premier programme, la croissance des dépenses entre 2017 et 2019 s'explique par l'ouverture du champ de bénéficiaires aux femmes de moins de 30 ans.

À ce stade il n'est pas encore possible de mesurer en détail l'impact budgétaire de ces nouvelles mesures. Il y a en effet lieu d'attendre la saisine de la commission de nomenclature par le Ministère de la Santé et la finalisation du projet de convention. Il est prévu que les frais seront répartis entre la Caisse nationale de santé et le Ministère de la Santé par le budget de l'État.

Question 2565 (20.07.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **reprise dans les crèches :**

Den Educatiounsminister huet mir de 15. Juli op meng parlamentaresch Fro N° 2540 geäntwert, datt d'Crèchen hir Agewinnungsphas scho virum 15. Juli kënnen ufänken. Den Educatiounsminister verweist hei op d'Responsabilitéit vum Gestionnaire, fir mat den Elteren ze kucken, wéi d'Agewinnungsphas am beschte kann organiséiert ginn.

Elo ass et awer esou, datt verschidde Gestionnairen den Eltere matgedeelt hunn, datt hir Crèche d'Agewinnungsphas net virum 27. Juli ufänkt.

D'Eltere sëtzen, wéi schonns a menger vireger Fro ugemierkt, an enger Zwéckmillchen, well se weider zwou Wochen op de gudde Wëlle vum Patron ugewise sinn, wann d'Crèche hir Kanner net betreie wëllt.

Ausserdeem hat den Educatiounsminister a senger Äntwert geschriwwen, datt zwee Communiquéen (ee vum 13. Mee 2020 an ee vum 1. Juli 2020) rausgeschéckt gi sinn, fir d'Gestionnairen ze informéieren. Wien op der Website vum MEN sicht, dee fënnt zwar ee Communiqué vum 15. Mee, mee net dee vum 1. Juli.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann den Educatiounsminister eis de Communiqué vum 1. Juli 2020 an der Äntwert un dës Fro annexéieren?

2. Falls de Communiqué nëmmen un d'Gestionnairë verschéckt gouf, wéi eng Méttelen haten d'Elteren an deem Fall, fir d'Informatioun, déi d'Gestionnairen hinne ginn, ze iwwerpréiwen an erauszefannen, wat Tatsaach ass?

3. Verschidden Elteren hunn dem Educatiounsministère scho viru Woche geschriwwen, ma confirméieren, se hätten ni eng Äntwert vum Ministère krut. Kann de Minister erklären, firwat d'Elteren hei net informéiert goufen?

4. Wéi loosse sech d'Mëssverständnesser tëschent dem Ministère, de Gestionnairen an den Elteren erklären an evaluéiert de Minister d'Informatiounsketten an dem Abléck als gutt?

5. Wat fir Méiglechkeeten op Congé hunn Elteren, déi trotz der Reouverture vun de Crèchen nach ëmmer vun de Gestionnairë verweigert kréien, hir Kanner an d'Crèche ze schécken?

6. Wäert de Minister, an dëser Situatioun vu kontradiktoreschen Informatiounen, korrektiv Moossnamen huelen, fir d'Elteren duerch eng Verlängerung vum Congé pour raisons familiales Covid-19 ze schützen?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. De Communiqué vum 1. Juli 2020 ass um Site covid19.men.lu disponibel.

ad 2. D'Informatiounen an dësem Communiqué adresséiere sech un déi Professionell a goufen aus dësem Grond just un d'Gestionnairë verschéckt.

Am Géigesaz zu der Schoul ginn d'Bildungs- a Betreiungsstrukture fir Kanner ausschliisslech vun externen Träger bedriwwen. Dës Träger geréieren hir Aschreiwunge selwer an hunn esou en direkte Lien mat den Elteren, deen iwwer e Kontrakt gereegelt ass. Duerch d'Ënnerschreiwe vum „contrat d'éducation et d'accueil" entsteet eng kontraktuell Relatioun tëschent Elteren an Träger. Et ënnersteet dem Träger senger Kompetenz, awer och senger Verantwortung, fir d'Elteren iwwert d'Modalitéite vun der Offer, also och déi vun der Agewinnung, ze informéieren.

D'Agewinnunge sinn an Ofsprooch mat den Elteren ze organiséieren. Wéi och virum 16. Mäerz 2020 muss de Gestionnaire zu all Moment d'Konditioune vu sengem Agrement respektéieren an doropshin déi nei Aschreiwunge plangen. De Gestionnaire kann also just der Demande nokommen, déi den Agrement erlaabt.

D'Elteren hunn d'Méiglechkeet, bei Froen oder Onkloerheeten den zouständege Service vum Ministère, d'Direction générale du secteur de l'enfance, per Mail (DG Enfance) oder Telefon ze kontaktéieren.

ad 3. All schrëftlech an telefonesch Ufro gëtt vum responsabele Service esou séier wéi méiglech traitéiert, dëst mam Zil, e qualitativ héichwäertegen a clientorientéierte Service fir d'Leit unzebidden. Eleng d'DG Enfance huet an der Zäit vum 12. Mäerz 2020 (virum Confinement) bis den 23. Juli 2020 eng 708 Ufroe kritt a beäntwert.

ad 4. D'Entscheedung, fir d'Kanner, déi d'Agewinnung maachen, net am Grupp matzezielen, ass de 22. Juni am Kader vun engem Aarbechtsgrupp mat de Federatiounen (Fedas, Syvicol a Felsea) an op Demande vun de Gestionnairë geholl ginn. Dëst, fir de Crèchen ze erméiglechen, d'Agewinnunge virum 15. Juli 2020 ze organiséieren am Hibléck op d'Reprise an och op d'Auslafe vum Congé pour raisons familiales ënnert der aktueller Form.

D'Informatioune si vum Educatiounsministère schrëftlech un d'Gestionnairë verschéckt ginn. Bei Onkloerheeten oder Froen huet all Gestionnaire d'Méiglechkeet, de responsabele Service vum Educatiounsministère ze kontaktéieren.

ad 5. Am Moment ass d'Situatioun erëm esou, wéi se virum Confinement war, dat heescht, beruffstäteg Elteren, déi mat hire Kanner eng Agewinnung maachen, loossen dat iwwer hiren normale Congé lafen.

ad 6. Mir kommen aus enger Situatioun, an där mir hu missen extreem flexibel reagéieren, fir den Elteren an de Kanner an och den non-formale Bildungsstrukturen ze erlaben, dës Kris esou gutt ewéi méiglech ze iwwerstoen. Et schéngt mir awer genausou wichteg an ubruecht, nees e Wee zréckzefannen zu enger Normalitéit, déi am non-formale Beräich de 15. Juli ugesat huet, wéi d'Modifikatiounen ausgelaf sinn, déi am Kontext vun der Kris geholl gi sinn.

Question 2566 (20.07.2020) de **Mme Francine Closener** et **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **lycée de proximité :**

Le concept de « lycée de proximité », tel que défini dans le Plan directeur sectoriel « Lycées », prévoit que pour les niveaux inférieurs de l'enseignement secondaire, « tout élève désirant s'inscrire dans le lycée de proximité est admis d'office ». Néanmoins, le plan prévoit aussi qu'« au cas où la demande dépasse la capacité optimisée du lycée de proximité, l'élève a le droit de fréquenter un lycée du centre du pôle d'enseignement auquel appartient le lycée de proximité ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Vu le développement de la diversification de l'offre scolaire et ainsi la spécialisation des lycées, Monsieur le Ministre défend-il encore toujours le concept de « lycée de proximité » ?

- Chaque année, il y a des cas où des enfants ne peuvent pas commencer leur parcours de l'enseignement secondaire dans le lycée leur étant le plus proche. Ceci provoque des sentiments d'incompréhension et d'injustice. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une procédure de sélection plus transparente pourrait rassurer les familles concernées, dont notamment les enfants ?

- Selon quels critères un lycée est-il jugé de proximité pour les différents enfants ? Est-ce que la notion de proximité se base sur le nombre de kilomètres entre le domicile d'un enfant et le lycée, ou y a-t-il d'autres aspects à considérer, tels que le temps de route ou la présence d'un lycée sur le territoire de la commune respective ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du nombre d'enfants ne pouvant pas fréquenter leur premier choix de lycée, voire leur lycée de proximité ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant le sujet des inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire, les dispositions du Plan directeur sectoriel « Lycées » sont remplacées depuis le 29 août 2017 par l'article 37 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées qui dispose que « Dans les limites des capacités d'accueil, l'élève admis à une classe inférieure de l'enseignement secondaire est inscrit en priorité à un lycée situé à proximité du lieu de résidence. L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, en raison de la diversification de l'offre scolaire, le concept de « lycée de proximité » ne saurait être appliqué de manière stricte sous peine de priver les parents d'élèves du choix de la voie de formation la plus appropriée pour leurs enfants.

Quant aux demandes d'inscription, il s'avère que leur nombre peut varier de manière considérable d'un lycée à l'autre ; c'est pourquoi l'admission des élèves aux classes inférieures ne peut se faire que dans la limite des capacités d'accueil des différents lycées. En dehors du profil pédagogique des différents lycées, les raisons qui sont à la base du choix des parents peuvent être liées tant à l'attractivité des infrastructures qu'à celle de l'offre d'encadrement d'un lycée par exemple.

Au cas où la capacité d'accueil d'un lycée ne permet pas de satisfaire toutes les demandes d'inscription, mes services, en étroite collaboration avec les établissements concernés, procèdent à une nouvelle répartition des élèves en tenant compte du critère de proximité, d'une part, et du respect des fratries, de l'autre. Il est entendu que la nouvelle répartition ne constitue qu'une proposition faite aux parents ; c'est à eux qu'appartient le choix final d'un lycée.

Les zones d'inscription prioritaires définies par le Plan directeur sectoriel « Lycées » répondent aux deux critères énoncés par les honorables Députés, à savoir l'éloignement géographique et le « temps de route » entre les différentes communes et le lycée « de proximité ». Mes services n'ont pas reçu pour mission de comptabiliser le nombre d'élèves ne pouvant fréquenter le lycée de leur « premier choix », de sorte qu'il ne m'est pas possible d'apporter une réponse à la dernière question.

Question 2575 (23.07.2020) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant les **réseaux de chaleur :**

Un réseau de chaleur peut fournir des quartiers, des lotissements ou des localités entières avec de la chaleur qui est produite à partir d'une chaufferie centrale.

Les consommateurs qui sont raccordés à un tel réseau de chaleur profitent de plusieurs avantages : de manière générale, la production centralisée de la chaleur est plus rationnelle et écologique qu'une production décentralisée. Par ailleurs, la chaleur utilisée dans un réseau de chaleur peut être produite sur base d'énergies renouvelables.

Notons que le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit que la production de chaleur sur base de sources d'énergies renouvelables sera substantiellement étendue.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quel pourcentage du besoin de chaleur au niveau national est actuellement couvert par un réseau de chaleur sur base d'énergies renouvelables ?

2) De quelle manière les consommateurs de chaleur sont-ils informés sur la présence d'un réseau de chaleur dans leur localité et la possibilité de raccordement ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place d'autres campagnes ou outils de sensibilisation à cet égard ?

3) Quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour étendre l'utilisation d'énergies renouvelables dans les réseaux de chaleur ?

Réponse (15.09.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'après les dernières données recueillies auprès du Statec et de l'ILR pour 2018 (les chiffres de 2019 étant encore en cours d'être analysés et évalués), les réseaux de chaleur, tant urbains qu'industriels, alimentés en énergies renouvelables, ont distribué 447 GWh, ce qui représente environ 3,5 % de la consommation nationale en chaleur (SHARES-Eurostat 2018 - 12.830 GWh par an).

La chaleur distribuée par les réseaux de chaleur se compose comme suit : 420 GWh par an étaient issus des centrales de chauffage au bois et 27 GWh par an provenaient des centrales à biogaz.

En ce qui concerne la présence de réseaux de chaleur, cette information est habituellement communiquée par les communes à leurs habitants, ainsi que les modalités de raccordement. La mise en place de réseaux de chaleur est également promue par la présence d'aides à l'investissement permettant leur développement. Les services du ministère travaillent sur la mise en place d'un cadastre de chaleur visant - à l'instar du cadastre solaire - à informer les citoyens sur la présence d'un réseau de chaleur dans leur commune. Ce cadastre devrait également permettre aux communes d'avoir une image plus précise des possibilités de développer des réseaux de chaleur sur leur territoire. La mise en place subséquente de réseaux de chaleur sera ensuite davantage promue par le nouveau pacte climat entre l'État et les communes. Les réseaux de chaleur basés sur les énergies renouvelables sont des solutions décentralisées et efficaces au plan énergétique qui peuvent jouer un rôle important dans la stratégie nationale de remplacement des chauffages au mazout des particuliers.

Le règlement grand-ducal modifié du 26 décembre 2012 relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération à haut rendement prévoit la fin de la rémunération de ces centrales alimentées en énergies fossiles. Ainsi, à partir de l'année 2014, aucune nouvelle installation de cogénération alimentée par des combustibles fossiles n'a été soutenue. En raison de cette disposition, des opérateurs privés ont commencé à remplacer leurs centrales de cogénération à gaz sortant de ce régime de tarification par des centrales alimentées par des sources d'énergie renouvelables, de sorte qu'au fil des années, la part d'énergie renouvelable devrait augmenter.

D'après les estimations de l'ILR pour 2019, 190 GWh produits par les centrales de cogénération alimentées en énergies fossiles demeurent dans le mécanisme de compensation et pourraient donc potentiellement être remplacés par des installations ayant recours aux énergies renouvelables.

Les mesures pour promouvoir le recours à des installations basées sur les énergies renouvelables sont constituées d'un côté par des aides à l'investissement, régies par la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement, et des aides au fonctionnement, régies par le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, instaurant notamment une prime pour la production de chaleur renouvelable.

Question 2578 (23.07.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **distance de sécurité dans les écoles dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :**

An engem Reportage um 100,7 de 14. Juli 2020 seet den Här Alexander Skupin, Fuerscher vun der Covid-Taskforce, datt an de Grondschoulen de sanitäre Sécherheetsofstand keint garantéiert ginn. Well awer vum Terrain ganz aner Informatiounen ze héiere sinn, wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Op wéi eng Informatiounen iwwert d'Infrastrukturen an de Schoule berifft sech d'Covid-Taskforce? Wéi eng Norme ginn där Appreciatioun zugronn gelucht?

2. Ass der Taskforce an dem Ministère bekannt, datt aus de Schoule ganz aner Informatioune kommen, nämlech datt an der Praxis keen Ofstand kann an de Klasse garantéiert ginn?

3. Wéi gedenkt de Ministère mat deene widdersprëchlechen Informatiounen ëmzegoen? Gëtt eng Appreciatioun pro Schoulgebai envisagéiert, fir d'Gesondheet vun de Kanner, den Enseignanten an dem Schoulpersonal beschtméiglech ze protegéieren?

4. D'Madamm Gesondheetsminister huet viru Kuerzem op enger Pressekonferenz zouginn, datt eng ganz Rei vun Infektiounen an de Schoule geschitt sinn. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung doraus?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Virfeld vun der Ausso vum Här Alexander Skupin huet sech d'Covid-19-Taskforce mat der Problematik vum Anhale vum sanitäre Sécherheetsofstand auserneegesat an d'Situatioun an den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen am Fong analyséiert. Heifir gouf déi duerchschnëttlech Unzuel vu Schüler aus enger Grondschoulklass mëttels den Informatiounen, déi am Kader vum Calcul vum Contingent consideréiert ginn, berechent a mat der minimaler Klassegréisst, déi an den „Directives en matière de constructions scolaires destinées à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et complémentaire" definéiert ass, a Relatioun gesat. Dorauser huet sech erginn, dass a ville Klasse reng rechneresch déi néideg Distanze kënnen agehale ginn.

ad 2. D'Gemengenautoritéiten, déi laut dem Artikel 58 vum Gesetzestext „loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental" verantwortlech fir den Entretien vun de Schoulgebaier an de schouleschen Equipementer sinn, waren zesumme mat de Schoulkommiteeën am Spezifeschen an dem Schoulpersonal am Generellen déi Partner um lokalen Niveau, déi derfir gesuergt hunn, dass déi sanitär Recommandatioune konnten ëmgesat ginn. De Fait, dass déi lokal Partner enk a sämtlech Mesuren agebonne waren, huet zu enger realistescher Aschätzung vun de Particularitéiten, déi am Kader vun der effikasser Ëmsetzung vun den Hygiènes- a Preventiounsmesuren hu misse beuecht ginn, bäigedroen.

ad 3. Fir d'Situatioun vun den Infektiounen am Schoulmilieu no der Reprise vun de Courë kënnen anzeschätzen an dorauser Réckschlëss fir dat lafend Schouljoer kënnen ze zéien, gouf eng wëssenschaftlech Analys vun enger multidisziplinärer Ekipp vu Fuerscher a Wëssenschaftler aus dem Gesondheetsministère, der Uni.lu an dem Educatiounsministère erstallt. Aus der Etüd zum Covid-19 an der Schoul geet kloer ervir, dass d'Schoul kee Milieu war, an deem sech de Virus staark verbreet huet. Ee méi spezifeschen Haaptconstat ass, dass trotz der Presenz vun ustiechende Persounen de Risiko vun enger Transmissioun bannent der Schoul bis ewell begrenzt war. Deemno hunn d'Hygiènes- a Preventiounsmesuren, déi an den eenzelne Schoulen, gegeebenefalls mat den néidegen Adaptatiounen, ëmgesat goufen, hir Friichte gedroen an derfir gesuergt, dass d'Schoul kee bedeitende Milieu vun der Propagatioun vum Covid-19 ass.

ad 4. Sur base vun der wëssenschaftlecher Analys goufen dräi Zenarien ausgeschafft, mat deenen d'Schoulen eng Demarche kruten, fir op eventuell Covid-19-Infektiounen ze reagéieren:

Zenario 1: Et läit just ee Covid-19-Fall an enger Klass vir

Am Fall, wou een isoléierte Covid-19-Fall an der Klass virläit, kann een dovunner ausgoen, dass d'Source vun der Infektioun ausserhalb vun der Schoul läit. Deementspriechend gëtt de Rescht vun der Klass net automatesch mat a Quarantän gesat,

allerdéngs trëtt d'Mesure vum Isolement a Kraaft. D'Matschüler souwéi d'Enseignanten, déi an direktem Kontakt mam Kand stoungen, ginn am Kader vum Backtracing opgefuerdert, sech testen ze loossen. Wärend si op d'Resultater vum Test waarden, musse si follgend Consignen, déi an der Circulaire „Informations au personnel enseignant éducatif de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2020-2021" op der Säit 7 erkläert ginn, befollegen:

- Falls si keng Symptomer virweisen, ginn d'Schüler an d'Léierpersonal weider an d'Schoul.

- D'Enseignanten an d'Schüler ab dem Cycle 2 mussen um Terrain vun der Schoul (am Schoulhaff), innerhalb vum Schoulgebai an am Klassesall eng Mask unhunn, an dëst wärend fënnef Deeg nom leschte Kontakt mat der infizéierter Persoun a wärend si op d'Resultat vun hirem Test waarden.

- D'Schüler aus der betraffener Klass esouwéi hiert Léierpersonal evitéieren all Kontakt mam Rescht vun der Schoulcommunautéit. Dat heescht:

• D'Schüler ginn net an de Schoulhaff, wann aner Klassen do sinn.

• D'Schüler ginn net méi an den Turn- a Schwammunterreecht.

• D'Schüler ginn den éischten Dag vun hirem Isolement separat um Niveau vum SEA (Service d'éducation et d'accueil) betreit. Ab dem follgenden Dag ginn dës Kanner net méi ausserhalb vun de Schoulstonne betreit a mussen nom Unterrecht heemgoen.

Ausserdeem dierfen d'Kanner net méi un ausserschouleschen Aktivitéiten (z. B. Hobbyen, kulturell Evenementer etc.) deelhuelen.

Zenario 2: Et leie méi Covid-19-Fäll an enger Klass vir

Och hei kann een net direkt dovunner ausgoen, dass eng Infektiounsketten innerhalb vun der Schoul virläit. D'Schüler kënne sech beispillsweis och ausserhalb vun der Schoul bei gemeinsamen Aktivitéiten ugestach hunn. Trotzdem ass d'Infektiounsgefor an dësem Fall natierlech méi héich an dofir gëtt als Precautiounsmoossnam een oder méi Enseignanten souwéi déi ganz Klass a Quarantän gesat. Ausserdeem gëtt eng Identifikatioun vun all Kontaktpersoun an der Schoul duerchgefouert (Backtracing).

Zenario 3: Et gëtt eng Infektiounsketten an enger Schoul

Wa méi Persoune sech innerhalb vun der Schoul ugestach hunn, dann trëfft de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" zousätzlech Protektiounsmoossnamen. Dës Mesurë kënnen esouwuel vum Gesondheetsministère wéi och vum Educatiounsministère geholl ginn. Och hei gëtt nees e Backtracing vun de Kontakter gemaach an déi betraffe Klasse ginn a Quarantän gesat.

Deemno goufen d'Hygiènes- a Preventiounsmesuren, déi sech scho wärend der Phas vum Deconfinement zum Schluss vum leschte Schouljoer als effikass erwisen hunn an och weiderhin an de Lëtzebuerger Grondschoulen ëmgesat ginn, duerch de Stufemodell ergänzt, fir esou eng Verbreedung vum Covid-19 am schoulesche Milieu nach méi effikass ze ënnerbannen.

Question 2585 (27.07.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **communication dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Den onsachgemäässe synonyme Gebrauch vun de Wierder „Cluster" an „Infektiounsherd" am Kader vun der Coronakris bis op Ministeschniveau huet fir Confusioun gesuergt. Den Educatiounsministère seet zesumme mam Gesondheetsministère an engem Pressecommuniqué (RTL, 23. August), datt wuel „Clusteren" a Schoule waren, mee datt den „Infektiounsherd" en anere gewiescht wär, a behaapt, datt keng Schüler sech an der Schoul ugestach hätten. Dofir wëll ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Har Schoulminister dës Froe stellen:

1. Hu Gesondheets- a Schoulministère déi nämmlecht Definitioun vu „Cluster" an „Infektiounsherd" an ass dat déi, déi de Schoulministère a sengem Communiqué gëtt?

2. Huet déi permanent Confusioun tëscht deenen zwee Begrëffer sech vläicht negativ och op eis Coronastrategie ausgewierkt?

3. Wa kee Schüler sech trotz der Presenz vu „Clusteren" an der Schoul ugestach huet, ass d'Infektiounsgefor dann net manner grouss, wéi allgemeng duergestallt?

4. Ass et verantwortlech, eleng Familljefester an engem Beispill d'Schold ze ginn?

5. Ass de manuellen „Tracing" eng Wëssenschaft, datt ee mat Sécherheet ka soen, wou den „Infektiounsherd" louch?

6. Firwat soll eng Persoun oder e „Cluster" vu Persounen, déi infizéiert sinn, vill Leit op engem Familljefest ustiechen, wann d'Presenz vu „Clusteren" an der Schoul no de Wierder vum Schoulminister net zu Infektioune gefouert huet?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Definitioun vu „Cluster" ass eng international a gëtt esou iwwerall an der Epidemiologie benotzt. Et handelt sech ëm een Optriede vun dräi oder méi Fäll vun enger Krankheet op enger Plaz an engem Zäitraum vu maximal 14 Deeg, ouni dass zwëschen de Fäll e kausale Lien muss bestoen. Et ass also eng reng deskriptiv Notioun, ouni eppes auszesoen iwwer eventuell Ustiechungsketten.

Den Term „Infektiounsherd" gëtt esou net vun der Direktioun vun der Santé benotzt. Mir schwätzen typescherweis iwwer „source d'infection". Dës Notioun supposéiert eng Kontaminatiounsketten, dat heescht, eng Persoun huet eng aner ugestach.

D'Sources d'infection kënnen an ongeféier 40 % net fonnt ginn. Dëst ass och esou an anere Länner, déi dës Statistike publizéieren. Dono kommen effektiv Infektiounen am private Beräich, op der Aarbechtsplaz oder am Fräizäitberäich. Wärend dem Summer waren och bis iwwer 50 % vun den Infektiounen op Reesen zréckzeféieren. Den „Tracing" ass sécher keng prezis Wëssenschaft, well do ëmmer eng Appreciatioun an Evaluatioun vun der individueller Situatioun muss gemaach ginn duerch een Epidemiolog. Et ass awer déi beschten Approximatioun vun der Realitéit, déi een an enger Epidemie kann hunn.

Fir d'Diskussioun iwwert den Infektiounsrisiko an de Schoule verweise mir op de Rapport „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg, rapport d'analyse". Dëse Bericht kann op der Websäit vum Ministère de l'Éducation nationale erofgeluede ginn.

D'Differenz zwëschen der Schoul an engem private Fest ass, dass an der Schoul noweislech an ënner Kontroll vum Léierpersonal gewëssen Hygiènes- a Preventiounsmoossnamen agehale ginn, dat ass net ëmmer de Fall op Familljefester. Déi aner Differenz ass biologesch: D'Kanner hu manner Rezepteren (Eewäisser op den Iwwerfläche vun den Zellen) fir de Sars-CoV-2 an de Loftweeër wéi déi erwuesse Leit. Dat heescht, zwësche Kanner zirkuléiert de Virus manner schnell wéi an der allgemenger Populatioun.

Question 2589 (27.07.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**Orchestre philharmonique du Luxembourg :**

L'Orchestre philharmonique du Luxembourg (ci-après l'« OPL ») a été fondé en 1933 par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. En 1996, l'OPL a été repris par l'État sous forme d'une fondation d'utilité publique, portant le nom du premier directeur musical de l'orchestre de radio, Henri Pensis. Par la loi du 16 décembre 2011, l'OPL ainsi que la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, communément appelée « Philharmonie », ont été intégrés dans une structure juridique unique, reprenant le nom officiel « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ».

Cet établissement public a comme mission, parmi d'autres, « de maintenir et de développer le niveau et la renommée internationale de l'OPL et de renforcer ainsi l'image culturelle du Grand-Duché à l'étranger »[5]. Une mission que l'établissement public accomplit avec succès, vu notamment le succès de la production d'« Angélique Kidjo sings with the Orchestre philharmonique du Luxembourg », sortie en mars 2015, née de la proposition de Gast Waltzing et récompensée en 2016 avec un Grammy dans la catégorie « Best World Music Album » ; bien sûr sans oublier les divers concerts à l'étranger, comme par exemple au théâtre Colón à Buenos Aires, à l'occasion de la tournée en Amérique du Sud en septembre dernier.

Actuellement, selon le site web philharmonie.lu, l'OPL se compose de 98 musiciens issus d'une vingtaine de nations. Pour cette année-ci, la loi budgétaire prévoit une dotation de 22.273.490 € pour l'établissement public Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, regroupant la Philharmonie ainsi que l'OPL.

De ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le montant de la dotation du budget global de 22.273.490 € qui revient à l'OPL ?

- À part de ces contributions financières allouées à charge du budget de l'État, l'OPL dispose-t-il d'autres ressources financières ? Si oui, de quelle nature et de quel montant sont-elles ?

- Madame la Ministre peut-elle m'éclaircir sur la composition exacte de l'OPL par ancienneté ainsi que par nationalité ?

- Finalement je voudrais savoir sur base de quels critères les musiciens de l'OPL sont sélectionnés ?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Alors que la dotation de 22.273.490 EUR, dédiée à l'établissement public Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte (Philharmonie) dans le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ne distingue pas entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la salle de concerts en soi, le budget 2020 de la Philharmonie prévoit, quant à lui, des dépenses à hauteur de 15.423.365 EUR qui sont directement attribuables à l'orchestre et dont les frais de personnel (musiciens et personnel dont les tâches sont exclusivement ou principalement assignées à l'orchestre) constituent la part du lion.

Le budget 2020 de la Philharmonie prévoit des recettes complémentaires à hauteur de 2.572.000 EUR qui sont directement attribuables aux projets ou activités de l'OPL. Ces recettes se déclinent comme suit :

- 980.000 EUR : Billetterie des concerts de l'OPL

- 707.000 EUR : Recettes provenant des tournées de l'OPL

- 150.000 EUR : Convention avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- 585.000 EUR : Partenariat avec la Ville de Luxembourg pour la mise à disposition de l'OPL pour le Grand Théâtre, pour des activités pédagogiques de l'OPL et divers projets de la capitale

- 150.000 EUR : Sponsoring de concerts

Dans les annexes 1 et 2, je prie l'honorable Députée de bien vouloir trouver les informations relatives à l'ancienneté et à la nationalité des musiciens de l'OPL.

En ce qui concerne les critères de sélection des musiciens de l'OPL, j'invite l'honorable Députée à bien vouloir trouver, dans l'annexe 3, le règlement de concours de recrutement et de titularisation de musiciens de la Philharmonie.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2605 (03.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**enquête du Statec sur l'application de traçage :**

An deene leschten Deeg sinn E-Mailen zirkuléiert mam Absender „Enquête App Statec <noreply@qemailserver.com>" mam Sujet „Statec Enquête/Ëmfro/Umfrage/Survey Covid-19-App".

Mat dësem Mail goufen déi Betraffen opgefuerdert, fir un enger Ëmfro betreffend d'Aféiere vun enger Covid-19-App matzemaachen.

Wien un der Enquête deelgeholl huet, krut um Enn eng E-Mail mat ënner anerem follgendem Wuertlaut:

„Derzeit wird von den luxemburgischen Gesundheitsbehörden keine Rückverfolgungs-App empfohlen. Wenn Sie die App des Robert Koch-Instituts installieren möchten, die auch in Luxemburg verfügbar ist, benutzen Sie bitte die folgenden Links:

Corona-Warn-App für iOS

Corona-Warn-App für Android

Falls Sie Bedenken in Bezug auf irgendeinen Aspekt der Studie zur Covid-19-Rückverfolgungs-App haben, wenden Sie sich bitte an enquete.app@statec.etat.lu".

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2541 huet de Minister d'Echtheet vun dëser Enquête confirméiert an op d'wëssenschaftlech Onofhängegkeet vum Statec higewisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Texter vun den E-Maile validéiert? Wéi kënnt et, datt de Statec als ëffentlech Verwaltung Leit indirekt op eng spezifesch App hiweist?

2. Denkt de Minister net, datt den Hiweis op eng spezifesch App, ouni virdrun déi an der Motioun vum 7. Mee gefuerdert an ugeholle legal Basis ze schafen, géint dës Motioun verstéisst?

Réponse (22.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Wärend dem Lockdown am Mäerz an am Abrëll schonn huet d'Recherche-Entitéit vum Statec der Covid-19-Taskforce zougeschafft, déi vu Research Luxembourg lancéiert gouf an déi vum Fonds national de la recherche (FNR) ënnerstëtzt gëtt. Um Niveau vun där Taskforce ass ënner anerem erkannt ginn, dass d'Politicke géint d'Pandemie nëmme gräifen, wann d'Ëffentlechkeet déi envisagéiert Mesuren och unhëlt an applizéiert.

An deem Zesummenhang hunn d'Fuerscher vun der Recherche-Entitéit vum Statec de Constat gemaach, dass et international ganz wéineg a speziell zu Lëtzebuerg guer keng wëssenschaftlech Literatur oder soss Dokumentatioun iwwert déi jeeweileg soziodemografesch an ekonomesch Krittäre ginn, déi entscheedend sinn, fir datt d'Populatioun eng Tracingapp akzeptéieren an deemno och benotze géif.

D'Recherche-Entitéit vum Statec huet du bei engem Appel à projet vum FNR matgemaach, fir eng Enquête an deem Kontext ze lancéieren. De Projet gouf vum Statec den 29. Abrëll 2020 eragereecht, en ass duerno zréckbehale ginn an deemno och vum FNR finanzéiert ginn.

D'Recherche-Entitéit vum Statec huet de Questionnaire vun enger änlecher Studie vun der University of Oxford analyséiert an an d'Texter vun hirer eegener Ëmfro afléisse gelooss. Fir dass déi Leit, déi gefrot goufen, sech kënnen eng ongeféier Iddi maachen, wéi esou eng App kéint ausgesinn, huet d'Recherche-Entitéit vum Statec onverbindlech op d'App vum Robert Koch-Institut higewisen.

De Statec a seng Recherche-Entitéit schaffen onofhängeg. Wéi bei aneren Enquêten och ass de Wirtschaftsministère iwwert dës Studie och net am Virfeld informéiert oder ëm säin Avis dozou gefrot ginn.

D'Motioun vum 7. Mee 2020 fuerdert d'Regierung op, eng legal Basis ze schafen, déi d'Konditiounen definéiert, wat d'Entwécklung an d'Notze vun enger Tracingapp ugeet. D'Recherche-Entitéit vum Statec huet d'Participantë vun der Ëmfro invitéiert, an dëser Ëmfro hir Meenung zu enger eventueller App ze äusseren. De Statec këmmert sech esou also weeder ëm d'Schafe vun enger legaler Basis fir eng national App nach ëm déi technesch Entwécklung dovunner.

Question 2619 (05.08.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **convention entre les communes et le CGDIS pour le transfert des biens meubles :**

L'article 9 de la loi 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) stipule que le transfert des biens meubles entre les communes et le CGDIS se ferait par convention à établir dans un délai de deux ans à partir de la prise d'effet de ladite loi (1er avril 2018). Dès lors, j'aimerais m'informer de l'état actuel des choses :

1. Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle m'informer sur le nombre de communes qui ont effectivement signé une telle convention jusqu'au 1er août 2020 ?

2. Combien de communes n'ont pas encore signé une telle convention ? Lesquelles et pour quelles raisons ?

3. Quelle conséquence aura la non-signature d'une telle convention dans le délai prévu par la loi respectivement pour le CGDIS et les communes concernées ?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Tout d'abord, je souhaite rappeler à l'honorable Député que j'avais présenté le 27 février dernier un premier bilan aux membres de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Depuis la mise en vigueur de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, les services du CGDIS ont mis en place un descriptif détaillé des espaces fonctionnels nécessaires au bon fonctionnement des centres d'incendie et de secours (CIS) de toutes catégories (I, II, IIbis, III, IV et IVbis), dont l'inventaire des biens meubles.

Afin d'informer en détail les autorités communales, le CGDIS a pris l'initiative de présenter à chacune le cadre législatif ainsi que les projets de conventions de transfert de biens meubles et projets de contrats de louage de mise à disposition de biens immeubles. Ceci engendre une charge de travail exceptionnelle et fait appel à une étroite coopération entre les autorités communales et le CGDIS.

Jusqu'au 1er août 2020, 90 conventions de transfert des biens meubles ont été votées et signées par le conseil d'administration du CGDIS. Parmi ces dernières, 52 conventions ont été signées par les autorités communales, les restantes sont actuellement pendantes auprès des autorités communales respectives pour approbation et signature.

[5] Article 2 de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte » et de la Fondation Henri Pensis

Dix conventions se trouvent actuellement en phase finale, dont la majorité des autorités communales se trouvent en préparation des décomptes financiers. Il s'agit des communes d'Esch-sur-Alzette, de Schifflange, de Bissen, de Larochette, de Nommern, de Grevenmacher, de Remich, de Dalheim, de Walferdange et de Waldbredimus. Il est à préciser que les retards éventuels ont essentiellement été provoqués par la crise sanitaire, suite à laquelle plusieurs entrevues avec les autorités communales ont dû être reportées.

Il n'est en outre pas sans importance de préciser que les communes de Bech et Reckange-sur-Mess sont dispensées de la procédure de transfert de biens, puisqu'elles n'hébergent pas de CIS sur leur territoire.

Finalement, comme le soulève le député, l'article 10 de la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile prévoit un délai de deux ans à compter à partir de l'entrée en vigueur de la loi précitée (1er juillet 2018) pour procéder au transfert des biens meubles et immeubles. Toutefois, en cas de dépassement dudit délai, le législateur n'a pas prévu de sanctions, ni à l'égard des communes ni du CGDIS.

Question 2623 (05.08.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **mise en œuvre du contournement de Bascharage :**

D'une réponse du 9 juin 2020 de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, en tant que représentant du maître de l'ouvrage, l'Administration des ponts et chaussées, à une question du 5 février 2020 de l'honorable Député Yves Cruchten concernant le contournement de Bascharage, il ressort notamment que « le dossier de l'avant-projet détaillé de l'ensemble du projet vient d'être présenté » et que « les travaux du contournement pourront démarrer au plus tôt en automne 2021 ». D'autres précisions ont été données sur des aspects particuliers.

Comme Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable intervient dans le déroulement des procédures relatives au projet de contournement, j'aimerais lui poser un certain nombre de questions précises concernant les sujets relevant de sa compétence :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'il est envisagé d'intégrer au moins huit hectares de forêt adjacente dans le réseau européen Natura 2000 et que les procédures y relatives seront entamées dans les meilleurs délais ? S'agit-il de tout ou partie (dans ce cas laquelle ?) du « Bobësch » attenant à la zone spéciale de conservation LU0001027 Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitchenheck ?

2) Comme la directive 92/43/CEE concernant les habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages prévoit dans son article 6 (4) alinéa 1er qu'en cas d'autorisation du projet « l'État membre prend toute mesure compensatoire nécessaire pour assurer que la cohérence globale de Natura 2000 est protégée », Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que la désignation prévue du Bobësch, dont les qualités de zone Natura 2000 ont été expressément reconnues par l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain établie lors de la procédure publique APS en 2016, n'aurait pas dû se faire préalablement à ce projet routier qui va forcément toucher également la zone nouvellement désignée ? Quelle est maintenant la procédure prévue ?

3) Dans le même ordre d'idées, je me permets de rappeler à Madame la Ministre la lettre de réclamation du 20 août 2010 de la Commission européenne adressée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures de l'époque, précisant : « Nous avons été interpellé au sujet du site LU0001027 „Sanem-Groussebësch/Schouweiler-Bitchenheck" qui aurait été réduit de plusieurs hectares à l'occasion de sa désignation comme zone spéciale de conservation (ZSC) par règlement grand-ducal du 6.11.2009 », ainsi que la réponse du 20.9.2010 du Ministre en fonction Marco Schank, promettant à ce sujet que « le règlement grand-ducal précité sera amendé » afin de « rétablir » les délimitations originaires communiquées à Bruxelles. Je me permets de vous rappeler que cet « oubli », comptait alors priver le tracé du contournement prévu à travers la zone Natura 2000 de toute protection européenne. Comme le règlement grand-ducal n'a toujours pas été modifié, ne pensez-vous pas que ce rétablissement de la protection n'aurait pas dû précéder tout projet ? Un État n'ayant pas le droit de réduire la surface d'un site d'intérêt communautaire, un tel fait ne vicie-t-il pas dès l'origine la procédure d'autorisation du contournement ? Comment Madame la Ministre compte-t-elle régler cette question sachant aussi que ce règlement grand-ducal risquera de toute façon d'être déclaré inapplicable pour n'avoir pas respecté la convention d'Aarhus, alors que les intérêts des particuliers resteront protégés par l'effet direct de la directive européenne ?

4) Pouvez-vous confirmer que les modifications du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 concernant la zone protégée nationale « Dreckswiss » afin d'y rendre possible le contournement ont été discutées avec des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et qu'il est prévu de faire débuter la procédure à courte échéance ? Quand est-ce que ce changement de réglementation sera-t-il soumis à la procédure de consultation publique, dite consultation d'Aarhus ? Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il faudra, avant de procéder au changement de ce règlement grand-ducal, attendre d'abord l'avant-projet détaillé du contournement qui touchera également une zone Natura 2000 et l'issue d'un recours éventuel dirigé contre cet APD ?

5) Étant donné que d'après la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, la Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement « précise les mesures compensatoires », je voudrais savoir quand une telle décision de précision sera prise ? Quelles sont les principales mesures qu'une telle décision contiendrait ? Sur le terrain de quelles communes vont-elles être prises ? Seront-elles éventuellement prises au niveau national, sachant que la région du sud-ouest est particulièrement touchée par le développement économique et une urbanisation tentaculaire et que la densité de la population à Sanem est trois fois supérieure à la moyenne nationale (245 habitants/km² en 2017), ce qui souligne l'importance de cette forêt comme lieu de récréation, située également à proximité de la localité de Bascharage (Source : La forêt luxembourgeoise en chiffres, Résultats de l'inventaire forestier national au Grand-Duché de Luxembourg, 2009-2011 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'Environnement).

6) La directive qualité de l'air 2008/50/CE, transposée par la loi du 29 avril 2011 et par un règlement grand-ducal du même jour, prévoit, concernant le dioxyde d'azote (NO_2), une limite annuelle moyenne à ne pas dépasser de 40 µg/m³ au 1er janvier 2010. À l'article 23 paragraphe 1, la même directive impose la nécessité d'établir, en cas de dépassement, des plans relatifs à la qualité de l'air qui « prévoient des mesures appropriées pour que la période de dépassement soit la plus courte possible » et impose aussi que ces plans soient « transmis à la Commission sans délai, et au plus tard deux ans après la fin de l'année au cours de laquelle le premier dépassement a été constaté ».

Comme les valeurs limites, mesurées pendant les quatre dernières années de façon systématique et scientifiquement correcte, ont une seule fois, en 2018, dépassé la valeur limite de 2 µg/m³ (42 µg/m³ ayant été mesurés), et qu'un plan relatif à la qualité de l'air devrait donc être transmis à la Commission européenne fin 2020, Madame la Ministre pourra-t-elle présenter le contenu d'un tel plan ? Quel éventail de mesures y sont prévues, étant donné que les mesures en NO_2 sont depuis 2018 en dessous des valeurs limites européennes et ceci sans la mise en place de mesures d'apaisement/réglementation de trafic à ce jour et qu'il faut partir de l'hypothèse que ces valeurs baisseront encore de façon substantielle jusqu'en 2030 (votre réponse du 7 octobre 2019 à ma question n° 0969) ? Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que des mesures locales/régionales supplémentaires d'apaisement/réglementation du trafic, sans le contournement prévu, suffiraient non seulement à garantir pour l'avenir la qualité de l'air à l'endroit en question, mais contribueraient même largement à accélérer la réduction des gaz nocifs NO_2 vers le bas ?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'évaluation des incidences sur l'environnement établie dans le cadre de la procédure prévue par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires a fait ressortir, que la construction d'un contournement routier à Bascharage aura des répercussions négatives sur différents éléments de l'environnement naturel et humain.

En vue d'assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000 il y a lieu de compenser non seulement la perte en surface forestière, mais encore faut-il étendre le statut « Natura 2000 » à une forêt existante pouvant remplir la même fonction écologique que celle remplie par la forêt destinée à disparaître dans le cadre du projet de contournement routier.

En date du 29 juillet 2016 le Gouvernement en conseil a décidé sur l'envergure des mesures compensatoires en relation avec la variante de tracé retenue. Il s'agit notamment d'étendre la zone Habitat LU0001027 en incluant un minimum de 8 ha de forêt du type Stellario Carpinetum.

Il appartiendra au maître d'ouvrage de mener à bien les pourparlers avec les propriétaires forestiers concernés avant qu'un défrichement ne pourra avoir lieu.

Outre le classement en zone Habitat d'une chênaie-charmaie existante il y aura lieu de reboiser un minimum de 5,2 ha pour compenser la surface forestière perdue en faveur du projet routier.

ad 2) Le dossier relatif aux mesures compensatoires à introduire par le maître d'ouvrage devra contenir une pièce attestant que le propriétaire concerné accepte le classement de sa forêt en tant que zone spéciale de conservation en application de la directive « Habitats ». Sans l'accord préalable du propriétaire la condition de la faisabilité du classement n'est pas assurée et l'autorisation pour le défrichement sur le tracé du contournement ne pourra pas être accordée.

Les services du MECDD sont à disposition du maître d'ouvrage pour accompagner et participer à l'élaboration du dossier qui sera à la base de l'arrêté ministériel prévu par l'article 9 de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Sur base d'un dossier complété incluant des mesures compensatoires de haute qualité écologique, les procédures de l'arrêté ministériel visant l'autorisation du contournement de Bascharage d'une part et de l'introduction du classement « Natura 2000 » d'autre part, pourraient être entamées en parallèle.

Le MECDD reste dans l'attente du dossier de compensation élaboré par le maître d'ouvrage.

ad 3) L´évaluation des incidences sur l´environnement ainsi que l´autorisation proprement dite tombent sous le champ d´application de la loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Les délimitations originaires communiquées en 2006 à la Commission européenne restent toujours opposables à l´État, qui est le maître d'ouvrage du projet de contournement. Ce sont d´ailleurs ces délimitations originaires sur lesquelles le maître d'ouvrage s'est basé dans son rapport d´évaluation des incidences du futur contournement de Bascharage.

ad 4) De premières discussions ont été menées entre le MECDD et le MMTP, qui est le maître d'ouvrage du contournement routier, au sujet des conditions cadres réglant la modification de la réserve naturelle et du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 y afférent. Étant donné que le tracé du contournement retenu par le Gouvernement en conseil trépide essentiellement sur la zone tampon de la réserve naturelle, il est concevable de substituer d'autres surfaces à celles qui seront nécessaires à la construction de la route.

Il appartiendra au maître d'ouvrage de mandater un expert agréé en la matière pour préparer un dossier de modification de classement qui sera soumis pour accord au MECDD. Rien n'empêche cependant de démarrer l'élaboration de ce dossier parallèlement à la procédure E.I.E. Étant donné que le texte actuel du règlement grand-ducal précité interdit la construction d'ouvrages à l'exception d'abris légers pour le bétail, il est évident que les travaux à l'intérieur de la réserve naturelle ne pourront débuter qu'une fois le règlement grand-ducal dûment modifié.

ad 5) Comme déjà évoqué sous le point 2) de la réponse à la question parlementaire, la décision sur les mesures compensatoires est tributaire d'un dossier complet et adéquat de la part du maître d'ouvrage. Étant donné que le MECDD ne dispose pas encore d'un tel dossier, il ne peut dès lors pas se prononcer sur une date quelconque de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Pour la même raison aucune indication précise sur la nature et l'emplacement des mesures compensatoires ne peut être donnée. Toutefois on peut signaler que l'État a acquis, à des fins de compensation écologique, des terrains adjacents au « Bobësch » et situés sur le territoire de la commune de Sanem.

Comme les mesures compensatoires devront obligatoirement assurer la cohérence du réseau Natura 2000, il est évident qu'il devra exister un lien fonctionnel entre les surfaces détruites et les surfaces compensées. L'essentiel des mesures compensatoires devra donc nécessairement se situer dans un rayon proche autour des forêts « Héierchen », « Groussebësch » et « Bobësch ».

ad 6) À la suite du constat du dépassement de la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO_2) à plusieurs emplacements ponctuels situés le long de routes à circulation intense et répartis sur l'ensemble du Grand-Duché de Luxembourg, l'élaboration d'un plan de qualité de l'air a été entamée, conformément à la directive 2008/50/CE relative à la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Le projet de plan, qui est actuellement en phase de finalisation, se base sur le programme national de qualité de l'air de 2017 : https://environnement.public.lu/fr/loft/air/plans-air/PNQA.html.

Le contenu du projet de plan sera présenté lors d'une consultation publique avant la fin de l'année 2020.

Les mesures au niveau européen et national concernant les émissions des véhicules contribueront à une baisse des émissions de dioxyde d'azote en provenance du trafic routier. Ainsi, les dernières projections des émissions indiquent que ces mesures européennes et nationales pourraient suffire à respecter les valeurs limites de la qualité de l'air à l'endroit du dépassement en question.

En outre, les mesures locales prévues à Bascharage dans le cadre du projet du contournement permettront une réduction supplémentaire des concentrations de dioxyde d'azote au niveau local, ce qui contribuera au respect des valeurs limites. Il s'agit notamment de la mise en place d'un système de gestion du trafic avec priorisation des bus et l'augmentation des capacités de P&R aux gares de Rodange, Pétange et Bascharage au niveau de la N5.

Question 2629 (06.018.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**installation de radars fixes dans les tunnels :**

No engem rezenten, trageschen Onfall am Tunnel Gousselerbierg an nodeems ee Gefier mat massiv iwwerhéichter Vitess am Stafelter Tunnel konnt registréiert ginn, huet den Här Mobilitéitsminister op en Neits déi a sengen Ae sënnvoll Iddi vun der Installatioun vu Streckeradaren am Tunnel opgeworf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wéi definéiert den Här Minister d'Krittären, déi en Opstelle vun engem Streckeradar noutwendeg respektiv sënnvoll erschénge loossen?

2. Firwat ass an den Ae vum Här Minister d'Opstelle vun engem Streckeradar grad an engem Tunnel sënnvoll?

3. Firwat gouf an deem Kontext dann net en Tunnel als éischte Standuert vun engem Streckeradar prioriséiert, mee d'Streck tëscht Gonnereng an dem Waldhaff?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Den Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" analyséiert op Demande vum Minister déi eenzel Plazen a mécht Recommandatioune vu Sitten, fir Radaren opzestellen. E Streckeradar ass sënnvoll fir länger Ofschnëtter, op deenen eng konstant Vitesslimitatioun besteet a wou op der ganzer Streck en erhéichte Risiko fir Accidenter existéiert.

ad 2. D'Konsequenze vun engem Verkéiersaccident an den Tunnelle riskéiere vill méi grouss ze si wéi op der fräier Streck. Dëst hunn zum Beispill e puer schwéier Accidenter an Tunnellen am Ausland Enn den 1990er Jore gewisen, wouropshin d'Standarde fir d'Sécherheetsekipementer an Tunnellen international verschäerft gi sinn.

De Bedreiwer vun engem Tunnel ass an der Obligatioun, fir entspriechend Mesuren ze huelen, fir d'Sécherheet vun den Usageren, mee och vun de Rettungsdéngschter an dem Personal, wat den Entretien mécht, sécherzestellen.

Well de Risiko méi grouss gëtt bei méi héijer Vitess, ass d'Vitess an all den Tunnellen op maximal 90 Stonnekilometer reglementéiert. Well am Fall vun engem Accident am Verglach zur fräier Streck zousätzlech Problemer vun Tunnelspär, Deviatiounen an Accès fir d'Interventioun vun de Rettungs- an Hëllefsdéngschter derbäikommen, an och eventuell Reparaturaarbechten un den Tunnelsekipementer noutwendeg sinn, mécht et absolutt Sënn, fir duerch Streckeradaren dofir ze suergen, dass déi reglementéiert Vitessen agehale ginn.

ad 3. Fir de Pilotprojet vum éischte Streckeradar gouf keen Tunnel erausgesicht, well bei engem Pilotprojet ëmmer méi Interventioune musse gemaach ginn, fir sécherzestellen, dass d'Installatioun richteg funktionéiert an och fir déi éischt Erfarungen ze sammele bei der Maintenance vun esou enger Installatioun. Am Fall vun engem Tunnel hätten dës zousätzlech Interventiounen, déi e Pilotprojet erfuerdert, zu Perturbatiounen am Trafick kënne féieren.

Des Weidere sinn d'Vitessen an den Tunnellen an um Lëtzebuerger Autobunnsreseau durch de CITA ëmstellbar, esoudass dëst e weideren Opwand par rapport zu engem Ofschnëtt op der fräier Streck bedeit. De Programm vun de Streckeradare gesäit vir, den Tunnel Markusbierg, deen an enger staarker Pente läit a scho vill Accidenter ze verzeechnen huet, als nächst mat engem Streckeradar ze ekipéieren.

Déi entspriechend Etüde sinn ugelaf; en Timing kann awer wéinst deem uewendriwwer beschriwwene komplizéierten Zesummespill zwëschent

reglementéierter Vitess duerch de CITA an der Radaranlag nach net annoncéiert ginn.

Question 2630 (06.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach :**

Le chantier concernant le réaménagement de la route nationale (N10) entre Dasbourg-Pont et Marnach est terminé, la route en question ayant été entièrement réaménagée. Hélas, la date de réouverture de cette voie routière n'a pas encore été annoncée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Pour quelles raisons la route entre Marnach et Dasbourg-Pont n'est-elle pas encore accessible alors que les travaux sont achevés depuis des semaines ?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date à partir de laquelle le tronçon de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach sera de nouveau carrossable ?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2426 du 21 juin 2020 de l'honorable Député Monsieur Jeff Engelen, l'ouverture au trafic automobile du tronçon de route en question devrait pouvoir avoir lieu au cours du mois d'octobre de cette année, après la finalisation des derniers travaux.

En effet, avant de pouvoir planifier les derniers travaux, il était nécessaire de trouver un moyen permettant de réduire davantage le nombre d'arbres à abattre, chiffré à 30.

Après une entrevue sur place en juillet 2020 avec les responsables de l'Administration de la nature et des forêts, des solutions techniques retenues d'un commun accord ont permis de sauvegarder 23 des 30 arbres, le tout dans le respect de l'audit de sécurité et des recommandations techniques en la matière.

Après l'abattage inévitable des sept arbres restants, les travaux seront achevés fin septembre 2020.

Question 2631 (06.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **profession de sage-femme :**

Il me revient que des personnes ayant eu un diplôme de fin d'études secondaires et s'étant inscrites au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) aux cours du brevet de technicien supérieur (BTS) de sage-femme auraient eu l'information par voie postale qu'elles seraient mises sur une liste d'attente avant de pouvoir commencer leur formation.

Au vu de la pénurie de sages-femmes à Luxembourg annoncée à la fin de l'année 2019 par la vice-présidente de l'Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF) dans le « Luxemburger Wort » et du fait que de nombreux délais d'inscriptions pour un bachelor de sage-femme auprès des universités étrangères (France, Belgique et Allemagne) soient déjà dépassés, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) À l'égard du manque de sages-femmes à Luxembourg de plus en plus aggravé par la croissance de la population et des naissances, le Gouvernement pourrait-il m'informer pourquoi il ne considère pas de former davantage de sages-femmes ?

2) Est-ce que le LTPS n'a pas la possibilité de composer plus de classes formant des sages-femmes ?

3) Serait-il possible d'organiser de plus amples formations dans les quatre maternités à Luxembourg, à savoir la clinique Bohler, la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la maternité du Centre Hospitalier régional Emile Mayrisch et la maternité du Centre Hospitalier régional du Nord ?

4) Pour quelle raison les inscrits ne sont informés que maintenant du fait d'être mis sur une liste d'attente si de nombreux délais d'inscription auprès des universités étrangères sont déjà dépassés ?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Comme il ressort de la récente étude sur l'état des lieux des professions de santé commanditée par le Ministère de la Santé[6], il n'existe actuellement pas de pénurie de sages-femmes au Luxembourg. Les postes à pourvoir sont occupés par des sages-femmes de formation luxembourgeoise ou étrangère, la France et la Belgique apportant plus de 56 % des sages-femmes au Luxembourg.

Cette même étude fait état de 231 sages-femmes en exercice en 2019.

Il y a cependant lieu de souligner qu'il s'avère que des sages-femmes formées au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) ne trouvent parfois pas tout de suite un poste dans les maternités luxembourgeoises.

En comparaison avec la France et l'Allemagne voisines, la densité de sages-femmes au Luxembourg est légèrement supérieure. Elle est cependant inférieure à la densité observée en Belgique, selon les données publiées en ligne par l'OCDE.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comparée à d'autres pays, la densité de sages-femmes au Luxembourg se situe dans la bonne moyenne, comme l'illustrent les deux graphiques ci-dessous, établis sur base des données de l'OCDE[7].

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) + 3) Le LTPS est accrédité par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) pour dispenser le programme de formation menant au brevet de technicien (BTS) « Sage-femme ». Il s'agit d'une formation de trois ans dont la capacité d'accueil s'élève à un maximum de 18 candidats par année d'études.

Comme les quatre maternités du pays ne proposent qu'un nombre de places de stage limité, le LTPS se trouve dans l'impossibilité d'offrir des classes supplémentaires de sages-femmes. Actuellement déjà, les responsables de la formation éprouvent de plus en plus de difficultés à organiser les stages pratiques par manque de places et de possibilités d'encadrement.

ad 4) Lorsque les demandes d'inscription dépassent le nombre de places disponibles, l'admission se fait sur dossier. La préférence est accordée aux candidats en mesure de se prévaloir d'un diplôme de fin d'études secondaires sanctionnant les études d'une section scientifique ; de même, sont pris en compte les résultats obtenus par les candidats à l'examen de fin d'études secondaires. La sélection est effectuée par une commission ad hoc prévue par la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur et les candidats sont ensuite immédiatement avertis par courrier de la décision prise en ce qui les concerne.

En parallèle, les futures sages-femmes peuvent soumettre leur candidature à des établissements de formation dans un autre État membre de l'Union européenne. En effet, vu que la formation de sage-femme est harmonisée au niveau de l'Union européenne, les titulaires d'un tel diplôme étranger bénéficieront d'une reconnaissance automatique de leurs qualifications professionnelles au moment de leur retour au Luxembourg.

Question 2632 (07.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) :**

De 6. August gouf zu Lëtzebuerg eng Commemoratiounsfeier gehalen, fir deem Dag ze gedenken, un deem viru 75 Joer d'USA zwou Atombommen op déi japanesch Stied Nagasaki an Hiroshima geworf hunn. Honnertdausende Mënsche ware bei dësem Ugrëff an u senge Follege gestuerwen.

Obwuel d'Mënschheet sech den desastréise Konsequenze bewosst ass, déi den Asaz vun Atombomme beinhalt, sou besëtzen hautzedaags nach ëmmer eng Rei Länner Atomwaffen. Viru Jorzéngte gouf dofir den Atomwaffesperrvertrag opgestallt, deen och Lëtzebuerg mat ënnerzeechent huet.

Des Weideren existéiert awer och de sougenannten Atomwaffeverbuetsvertrag (ICAN), deen ee komplett Verbuet vun Atomwaffe virgesäit:

"It prohibits nations from developing, testing, producing, manufacturing, transferring, possessing, stockpiling, using or threatening to use nuclear weapons, or allowing nuclear weapons to be stationed on their territory. It also prohibits them from assisting, encouraging or inducing anyone to engage in any of these activities." (Source: https://www.icanw.org/the_treaty)

Mee dësen Traité huet eist Land bis ewell net ënnerschriwwen, obwuel de Wëllen an der Zivillgesellschaft wéi och um politeschen Niveau do ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister an den Häre Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa a fir Verdeedegung dës Fro stellen:

- Wäert d'Regierung den ICAN-Vertrag an dëser Legislatur ënnerschreiwen? Falls jo, bis wéini? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (03.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Défense :*

D'Bombardementer mat Atomwaffe vun de japanesche Stied Hiroshima a Nagasaki de 6. an 9. August 1945 hunn der Mënschheet déi erschreckend Zerstéierungskraaft vun dëse Waffe virun Ae geféiert. Dat Leed, wat den Asaz vun deene Waffe fir déi betraffe Mënsche mat sech bréngt, ass onvirstellbar. Et ass och aus deem Gronn, dass 1968 den Atomwaffesperrvertrag (oder Netverbreedungsvertrag, op Englesch: Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, NPT) ausgehandelt ginn ass, deen 1970 a Kraaft getrueden ass.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt d'Zil vun enger Welt ouni Atomwaffen. De Premierminister huet dëst Engagement vun der Regierung a senger Ried wärend der „Hiroshima Peace Memorial Ceremony" de 6. August dëst Joer bestätegt.

Lëtzebuerg huet den NPT ënnerschriwwen a ratifizéiert. Dësen Traité ass säit 50 Joer den Haaptpilier vun der globaler Architektur fir d'Ofrëschtung an d'Netverbreedung vu Massevernichtungswaffen. Den NPT ass quasi-universell unerkannt (nëmme véier Staate weltwäit sinn net Deel vum NPT) a seng Ëmsetzung gëtt iwwerwaacht duerch d'International Agence fir Atomenergie (IAEA). Dëse staarken institutionelle Kader ass néierens soss virzefannen an huet d'Ofrëschtung vun Dausende vun nukleare Sprengkäpp an de leschte Jore mat bewierkt. Aus dëse Grënn ass den NPT aus Lëtzebuerger Siicht onëmgänglech an déi bescht Chance fir eng zukünfteg Welt ouni Atomwaffen.

Wärend d'Lëtzebuerger Regierung d'Zil vun enger Welt ouni Atomwaffe vun der „International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN)" ënnerstëtzt, sou ass e grousse Manko vum Atomwaffeverbuetsvertrag (op Englesch: Treaty on the prohibition of nuclear weapons), dass keen eenzegen offiziellen Nuklearwaffestaat bei senger Adoptioun an der UNO-Generalversammlung fir den Traité gestëmmt huet. Dat ass e groussen Ënnerscheed zum NPT a léisst grouss Zweifel opkommen iwwert d'Effikassitéit vum Atomwaffeverbuetsvertrag. Et besteet weiderhin de Risiko, dass den Atomwaffeverbuetsvertrag den Acquis vum Atomwaffesperrvertrag ënnergrueft an eng juristesch Onsécherheet um internationalen Niveau schaaft. Dobäi kënnt schlussendlech, dass den Atomwaffeverbuetsvertrag riskéiert, déi entgéintgesate Positioune weider ze verhäerten tëschent deene Länner, déi Atomwaffen hunn, an deene Länner, déi strikt dogéint sinn.

Question 2634 (07.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**organisation scolaire 2020-2021 :**

Vill Gemenge sinn amgaangen, déi lescht Virbereedunge fir d'Schoulrentrée 2020/2021 ze treffen.

Ee vun de Punkten, deen an deem Kontext diskutéiert gëtt, sinn déi jeeweileg Stonnepläng. Wärend dem Deconfinement goufen d'Stonnepläng duerch d'Land op eng Plage vun 08.00 bis 13.00 Auer reduzéiert. Ee Modell, dee fir verschidde Gemengen och no der Pandemie duerchaus eng valabel Optioun kéint duerstellen, virausgesat, d'Léierpersonal an och d'Eltere wieren domadder averstanen.

An diverse Gemenge wäicht haut schonn de Stonneplang vum „klassesche" Modell of.

Sou fënnt de Cours an der Gemeng Housen fënnef Deeg d'Woch vu 07.40 bis 12.35 Auer statt, woubäi d'Klassen aus de Cyclen 2 bis 4 all zweete Samschden och nach Schoul hunn, fir op de Contingent vun 28 Stonnen ze kommen.

D'Cyclen 2 bis 4 an der Gemeng Recken op der Mess hunn en änleche Stonneplang: vu méindes bis freides vu 07.55 bis 12.30 Auer a samschdes vu 07.55 bis 11.45 Auer.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wier et méiglech, eng Iwwersiicht ze kréien iwwer bestoend Stonnepläng an de Gemengen uechtert d'Land?

2. Wéi bewäert de Minister déi vum „klassesche" Modell ofwäichend Stonnepläng?

3. Géif de Minister e Stonneplang, deen (i) vun der Gemeng zesumme mam Schoulpresident, dem Schoulpersonal an den Elteren ausgeschafft gouf, (ii) déi 28 Stonne respektéiert, (iii) awer vum gewinnten Horaire staark ofwäicht, guttheeschen?

- Wann nee, firwat net? Gesäit de Minister an deem Fall keen Agrëff an déi kommunal Autonomie?

- Wa jo, ënner wéi enge Viraussetzunge géif de Minister sou engem Stonneplang zoustëmmen?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vun der Schoulorganisatioun, déi vun de Gemengen zesumme mat deenen anere Membere vun der Schoulcommunautéit erstallt gëtt, ginn, wéi am Règlement grand-ducal du 14 mai 2009 virgesinn, och d'Horairen, no deenen déi eenzel Schoule wëlle funktionéieren, festgeluecht.

Am Kader vun der Definitioun vun den eenzelnen Horairë muss sech op där enger Säit un déi gesetzlech Virgabe gehale ginn, wat d'Unzuel vun de Schoulstonne pro Woch fir déi eenzel Cyclen ugeet, esou wéi se an der Annex 3 vum Règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental festgehale sinn. Am Cycle 1 beleeft sech d'Unzuel vun de Schoulstonne pro Woch op 26, wärend et der 28 an de Cyclen 2 bis 4 sinn.

Op där anerer Säit mussen d'Virgaben iwwert d'Dauer vun den eenzelne Schoulstonnen, esou wéi se am Artikel 3 vum Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental preziséiert sinn, agehale ginn. Onofhängeg vum Cycle beleeft sech d'Dauer vun enger Schoulstonn op 55 Minutten. Fir organisatoresch Zwecker kann d'Dauer vun zwee Fënneftel vun de Schoulstonnen op 50 Minutte reduzéiert ginn.

Déi ministeriell Circulaire un d'Gemengenautoritéiten iwwert d'Organisatioun vun den ëffentleche Lëtzebuerger Grondschoulen, déi all Joer publizéiert gëtt, geet zousätzlech op déi besteeënd legal Dispositiounen an, déi et bei der Definitioun vun den Horairen ze respektéiere gëllt a leet fest, datt d'Schoul moies um 08.00 Auer a mëttes um 14.00 Auer soll ufänken. Liicht Adaptatiounen, wat den Ufank vum Schouldag ugeet, kënne vun de Gemengenautoritéiten decidéiert ginn, virausgesat, si hunn den Avis vum zouständegen Direkter ageholl.

Et schéngt an dësem Kader sënnvoll, sech op zwee Beispiller vun Horairen ze beschränken, déi am gängegsten an de Grondschoulen ëmgesat ginn:

- Am Cycle 1 ass den Horaire mat 16 Plagen à 55 Minutten an 10 Plagen à 50 Minutten, verdeelt iwwer fënnef Deeg, am wäitste verbreet. Dobäi ginn d'Schüler jeeweils méindes mëttes, mëttwochs mëttes a freides mëttes zwou Unitéiten à 55 Minutten an d'Schoul.

- An de Cyclen 2 bis 4 gräife vill Gemengen op den Horaire zréck, dee 17 Plagen à 55 Minutten an 11 Plagen à 50 Minutten, verdeelt iwwer fënnef Deeg, virgesäit. Dobäi ginn d'Schüler jeeweils méindes mëttes, mëttwochs mëttes a freides mëttes zwou Unitéiten à 55 Minutten an d'Schoul.

Aner Gemenge gesinn ënner anerem eng méi héich Unzuel u Plagen à 55 Minutten vir, respektiv behale sech d'Recht vir, fir zwou Unitéiten à jeeweils 50 Minutten a fënnef Unitéiten à 20 Minutten opzedeelen an dës duerno jeeweils moies an den Horaire ze integréieren.

ad 2. Fir datt ee Stonneplang ka guttgeheescht ginn, mussen déi legal Dispositiounen iwwert d'Unzuel vun de Schoulstonnen an hir Dauer agehale ginn. Jee no de lokale Besoine ginn haut schonn eenzel Modeller approuvéiert, déi vun de „klassesche Modeller" ofwäichen.

Deemno sinn et net nëmmen d'Beispiller vun Housen a Reckeng op der Mess, déi weisen, datt ee gäre bereet ass, op déi lokal Besoine vun der Schoulpopulatioun anzegoen an esou den ënnerschiddleche Gegeebenheeten an de Gemenge Rechnung ze droen. Eng Partie Gemenge kruten d'Méiglechkeet, zwou Unitéiten ze regruppéieren an duerno a fënnef nei Unitéiten ze morceléieren, fir esou all Moien op een Total vu 4,4 Schoulstonnen ze kommen.

ad 3. Déi gesetzlech Dispositioune gesinn nieft der Unzuel vun de Schoulstonnen, déi pro Woch an den eenzelne Cyclë musse prestéiert ginn, och nach d'Contrainte a puncto Dauer vun den eenzelne Schoulstonne vir.

Wärend den Artikel 39bis vum Schoulgesetz wärend der Phas vum Deconfinement temporaire d'Unzuel vun de Schoulstonne fir all d'Cyclen op 25 begrenzt huet, well sech dee Moment an der Schoul op den Developpement vun den essenzielle Contenue begrenzt gouf, esou zielt fir d'Schouljoer 2020/2021 den Horaire am Cycle 1 erëm 26 Schoulstonnen an 28 Schoulstonnen an de Cyclen 2 bis 4. Vu déi zousätzlech Stonnen, déi néideg sinn, fir den Developpement vun de Schüler hire Kompetenzen an all den Domainer ze garantéieren, schéngt een Horaire, deen deem wärend dem Deconfinement entspriecht, reng rechneresch a legal net méiglech.

---

[6] https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-etat-des-lieux-professions-de-sante-version-complete-2019/rapport-etat-des-lieux-professions-medicales-et-professions-de-sante-complet.pdf

[7] https://stats.oecd.org/Index.aspx?ThemeTreeId=9#

Am Fall vun dezenten Ofwäichungen zu de besteeënde legalen Dispositioune gëtt gepréift, ob déi geplangten Upassunge vum Horaire op d'Besoine vun der Schoulpopulatioun aginn. Dëst setzt viraus, datt nieft dem Horaire ee Projet mat an d'Schoulorganisatioun bäigeluecht gëtt, deen erkläert, a wéi engem Sënn d'Upassungen am lokale schoulesche Kontext sënnvoll sinn. Deemno muss, an Zesummenaarbecht mat de lokalen a regionale Partner, jeeweils ee Prozess, deen nieft enger detailléierter Analys vum Projet och d'Adaptatioune virgesäit, enger eventueller Validatioun vun engem neien Horaire, dee vun de gängegen Horairë staark ofwäicht, virausgoen.

Question 2635 (07.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **consultations dans les maisons de retraite et de soins par des médecins externes :**

Op de soziale Medie si momentan Kopië vu Rechnunge vu Patientinnen a Patienten am Ëmlaf, déi an engem Alters- oder Fleegeheem wunnen an de Service vun engem externen Dokter an Usproch geholl hunn. Een externen Dokter ass deemno an een eenzegt Alters- a Fleegeheem komm an huet seng Soinen direkt e puer Patientinnen a Patienten am gläichen Zoch ugebueden. Sou wäit sou gutt. Ma wat an d'A fält ass, datt den Deplacement vum Dokter fir all Patientin oder Patient eenzel an an der selwechter Héicht verrechent ginn ass. Dat obwuel den Dokter den Deplacement just eng Kéier huet misse maachen.

No dëser Logik géif en Dokter, dee sech eemoleg an en Alters- oder Fleegeheem deplacéiert, fir sech ëm fënnef Patiente gläichzäiteg ze këmmeren, alle fënnef Patienten déi selwecht Indemnité horo-kilométrique verrechnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, datt et schonn zu esou Fäll komm ass, bei deene méi Patientinnen oder Patienten de selwechten Trajet, dee jo just eemol gemaach ginn ass, an der selwechter Héicht a Rechnung gestallt kruten? Wa jo, wéi oft ass dat virkomm?

2. Kann d'Madamm Ministesch garantéieren, datt dëst net virkënnt?

3. Wat ass déi üblech Prozedur an dësem Fall? Wéi gëtt esou ee Fall normalerweis, konform zum Gesetz, gehandhaabt?

Réponse (03.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 5 Alinea 12 vun der Nomenclature vun den Doktere gesäit Follgendes vir:

« Si lors du même déplacement, le médecin examine plusieurs personnes faisant partie de la même communauté domestique ou du même établissement, le tarif de la visite est remplacé par celui de la consultation pour la deuxième personne et les suivantes. »

Den Artikel 6 Alinea 1 vun der Nomenclature vun den Doktere gesäit Follgendes vir:

« L'indemnité horo-kilométrique ne peut être mise en compte que pour une visite en milieu extra-hospitalier et pour l'acte technique 1F11. […] »

Et dierft also am Fong net virkommen, datt en Dokter, dee just een Deplacement mécht an da méi Patienten ënnersicht an dem selwechten Etablissement, dësen Deplacement fir all Patient verrechent.

An der Praxis ass et awer schwéier nozeweisen, ob den Dokter effektiv just eng Kéier op d'Plaz gefuer ass oder ob hien e puermol de Wee dohin an zréck gefuer ass, well an deem Fall kéint den Dokter den Deplacement erëm facturéieren.

D'Patienten hunn awer d'Méiglechkeet, géint eng Rechnung virzegoen, wa se mengen, dass den Dokter sech net un d'Gesetz gehalen huet bei der Facturatioun. D'Commission de surveillance tranchéiert esou Fäll. Den Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du conseil d'administration ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire de soins peuvent porter le litige dans les quarante jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72. »

Question 2637 (07.08.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**accès universel aux tests Covid-19 à grande échelle :**

Depuis quelque temps, le Luxembourg s'est engagé à tester sa population et sa main d'œuvre frontalière le plus largement possible et sur base volontaire. Cependant, l'accès au test ne semble pas garanti à toutes les personnes concernées. L'accès au test se fait sur invitation, envoyée par voie postale, supposant que la possession d'une adresse fixe ou du moins de référence est nécessaire pour obtenir une telle invitation de la part du Gouvernement. Ensuite, d'après les indications que l'on peut lire sur le site Internet du Ministère de la Santé, la prise de rendez-vous et l'accès au test présuppose l'affiliation à la sécurité sociale. Pendant la période du confinement et même après la sortie de l'état de crise sanitaire, Madame la Ministre, lors de ses prises de parole officielles a plusieurs fois affirmé : « Mir loosse keen am Ree stoen », stipulant par-là que chacun devrait pouvoir accéder aux soins et services de santé dont il a besoin. C'est dans cette optique, que le 2 avril 2020, déi Lénk avait posé une question parlementaire à la ministre responsable au sujet de la couverture médicale universelle lui demandant si une telle garantie d'accès universel aux soins de santé sera mise en place prochainement ou du moins envisagée. Dans sa réponse commune avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, Madame la Ministre de la Santé s'est prononcée en principe favorable au principe de la couverture médicale universelle. Mais la question de sa réalisation est toujours ouverte et reste pertinente dans le contexte de la campagne de tests à large échelle dont j'aimerais m'assurer qu'elle n'exclut pas les personnes sans domicile fixe et/ou les sans-papiers et/ou les non-affilié(e)s à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Partant, je vous prie, Madame la Ministre, de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer s'il faut être affilié à la sécurité sociale pour bénéficier d'un test Covid-19 ?

2) Madame la Ministre peut-elle me dire de quelle manière les personnes sans domicile fixe et/ou sans-papiers ont pu être informées de leur possibilité de se faire tester et des démarches pour prendre rendez-vous ?

3) Madame la Ministre peut-elle nous dire ce qui est prévu dans les cas où une personne sans domicile fixe ou sans-papiers a été testée positive ? De quelle manière ces personnes seront-elles mises en quarantaine et comment le suivi de l'évolution de leur maladie sera-t-il mis en place ?

4) Madame la Ministre est-elle au courant d'éventuelles demandes de la part d'organisations œuvrant pour le soutien social et l'hébergement de personnes sans domicile fixe et/ou sans-papiers quant à des possibilités de procuration de tests à leur usage ?

5) Indépendamment d'une demande directement adressée à Madame la Ministre par les organisations susmentionnées, pourriez-vous me renseigner sur les dispositifs mis en place pour tester la population exclue de la sécurité sociale au Luxembourg ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

En principe, il faut effectivement être affilié à la sécurité sociale pour bénéficier d'un test Covid-19. Toutefois, pour ne pas exclure les personnes qui ne sont pas affiliées, ni celles ne disposant pas d'un domicile fixe ou des personnes sans-papiers, lesquelles souffrent souvent, en plus de leur fragilité socio-économique, d'une vulnérabilité médicale à l'infection, le Ministère de la Santé a rapidement mis en place un système de vouchers afin d'offrir la possibilité d'un test gratuit à ces personnes en précarité.

Après concertation avec les acteurs du terrain qui suivent régulièrement ces personnes, il a été convenu que les vouchers allaient être distribués aux associations non gouvernementales (ONG) qui sont déjà en contact régulier avec cette population et familières avec leurs besoins spécifiques. De par leur travail d'aide, de soutien et d'orientation au bénéfice de la population précaire, particulièrement fragilisée par des situations de vie extrêmement difficiles, les associations médico-socio-thérapeutiques, respectivement les professionnels en contact direct avec la population concernée, détiennent en effet un rôle primordial de confiance et d'acteur intermédiaire pour la Direction de la santé, indispensable à la réalisation efficace des mesures d'isolement et de mise en quarantaine des personnes concernées et de leur suivi médico-social.

C'est également par l'intermédiaire des ONG que les personnes sont informées de la disponibilité des tests. Les ONG aident aussi, au besoin, les personnes à prendre leur rendez-vous pour le test et à récupérer les résultats. Par ailleurs, elles font le lien avec le nouveau système de permanence médicale qui a été mis en place et qui permet à la personne en précarité de bénéficier ou bien d'une consultation médicale ou bien d'une téléconsultation.

Le médecin assurant cette permanence médicale peut juger nécessaire ou bien d'envoyer une ordonnance, ou bien d'orienter le patient vers un centre de consultation Covid ou vers un service d'urgence. Un modèle d'ordonnance médicale spécifique a été élaboré afin d'adapter la procédure aux besoins spécifiques des personnes sans domicile fixe ou sans-papiers qui ont été testées positives.

Grâce à cette ordonnance, la personne visée peut bénéficier d'un prélèvement dans le laboratoire de son choix. Les frais seront pris en charge par la CNS si le patient est affilié. Si tel n'est pas le cas, un mémoire d'honoraire sera adressé par le laboratoire au Ministère de la Santé. En cas de test positif, l'Inspection sanitaire contactera le patient ou l'association grâce aux coordonnées de contact inscrites sur l'ordonnance. Une fiche de liaison spécifiquement élaborée servira au contacttracing.

En cas de test positif, le Gouvernement dispose d'un certain nombre de bâtiments où des personnes peuvent être logées pendant la durée de l'isolement ou de la quarantaine. Ces structures sont gérées par la Croix-Rouge.

L'approche décrite ci-dessus, fondée sur une collaboration avec les ONG, s'avère la plus efficace pour atteindre les personnes visées et pour garantir le bon déroulement des tests et le rendu des résultats, de sorte qu'il n'a pas été jugé utile de mettre en place des dispositifs supplémentaires.

Question 2638 (12.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**audit des entreprises Seveso disposant de stocks de nitrate d'ammonium :**

La double explosion meurtrière du 5 août dernier ayant frappé Beyrouth au Liban a été causée par des stocks de nitrate d'ammonium. Suite à cette catastrophe, la Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être a demandé de réaliser un audit des entreprises Seveso utilisant ce type de produits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Madame et Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est opportun d'effectuer un tel audit ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame et Messieurs les Ministres le jugent nécessaire qu'un tel audit sera également ordonné au Luxembourg afin de vérifier qu'un accident de ce type ne puisse pas se produire au Luxembourg ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Remarques préliminaires dans le contexte de l'accident à Beyrouth :

Il faut préciser que les circonstances exactes de l'accident et la composition exacte des produits chimiques impliqués qui ont mené à l'explosion meurtrière du 5 août 2020 à Beyrouth au Liban ne sont pas encore connues.

Le nitrate d'ammonium peut être présent sous forme pure et en tant que composant d'un produit chimique. Il est un composant des engrais chimiques, principalement utilisés dans l'agriculture. Il est utilisé dans le monde entier pour obtenir un meilleur rendement agricole. Dans une moindre mesure, il peut être utilisé dans la fabrication d'explosifs.

ad 1) + 2) Les législations luxembourgeoises actuellement en vigueur sont celles régies sous la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et la loi Seveso III.

À partir de seuils définis dans les différentes législations, le stockage et l'utilisation de nitrate d'ammonium ou des produits chimiques contenant ce composant sont soumis à une autorisation. Le stockage ne dépassant pas 50 tonnes ne donne pas lieu à une demande d'autorisation d'exploitation (commodo). Les autorisations fixent les conditions spécifiques de sécurité et santé à respecter pour l'utilisation et le stockage des produits précités, y compris les contrôles à effectuer.

Au Grand-Duché de Luxembourg, aucun établissement dépassant les quantités seuils du nitrate d'ammonium prévues par la législation dite « Seveso III » n'a été notifié auprès de l'ITM et de l'Administration de l'environnement (AEV). L'utilité d'un tel audit n'est donc pas donnée.

Notons que dans toutes les entreprises classées « Seveso » des inspections régulières sont menées - conjointement par l'ITM et l'AEV - afin de vérifier la conformité de leur exploitation par rapport aux exigences formulées dans la loi du 28 avril 2017 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. Les non-conformités éventuelles relevées lors de ces inspections font l'objet d'un suivi attentionné.

Pour être complet, on peut signaler encore que le nitrate d'ammonium (à une concentration de 16 % en poids d'azote provenant du nitrate d'ammonium ou plus) fait partie des substances classées dans l'annexe 2 du règlement (UE) 98/2013, de sorte que toute transaction suspecte y relative doit être signalée aux autorités.

Question 2639 (10.08.2020) de **Mmes Djuna Bernard** et **Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire :**

Par la réforme de l'enseignement secondaire en 2017, les lycées se sont vu accorder une plus grande autonomie pédagogique. Comme il a été relevé en 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

« Que ce soit en proposant des cours à options spécifiques, en adaptant les sections existantes ou en créant des projets innovants, les lycées se sont 'spécialisés' dans des domaines clé pour l'avenir. Les lycées peuvent ainsi se développer en véritables pôles de compétences, correspondant aux aspirations de leurs élèves. »[8]

Or, en parallèle à cette logique de spécialisation, la procédure d'inscription dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire prévoit toujours le principe de proximité au lieu de résidence, ce dont témoigne l'obligation de remettre un certificat de résidence avec la demande d'inscription au lycée.

Alors que les élèves peuvent orienter leur parcours scolaire selon leurs intérêts et capacités, la logique du choix inhérente à la spécialisation entraîne des fluctuations potentielles des inscriptions dans les différents lycées. Il est tout à fait envisageable qu'une nouvelle spécialisation ou tout simplement de nouvelles infrastructures physiques puissent provoquer une hausse considérable et difficilement prévisible des demandes d'inscription au lycée concerné. De même, l'assouplissement du critère de la proximité au lieu de résidence peut encourager la multiplication des demandes d'inscription d'un seul élève.

Dès lors, il convient de s'interroger sur les procédures d'inscription dans les lycées, notamment dans l'hypothèse qu'un lycée atteint la limite de sa capacité d'accueil. Dans ce cas, il y a potentiellement conflit entre la proximité de résidence d'un(e) élève et le désir de spécialisation d'un(e) autre.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'inscriptions au cycle inférieur de l'enseignement secondaire effectuées par dérogation au principe de proximité depuis la rentrée 2018 ?

2) Quelle est la procédure de sélection des demandes d'inscription lorsqu'un lycée arrive à la limite de sa capacité d'accueil ? Est-ce correct que dans ce cas, c'est le Ministère de l'Éducation nationale qui effectue le choix ? Dans l'affirmative, quels sont les critères appliqués ?

3) Monsieur le Ministre juge-t-il la logique du choix du lycée et le critère de la proximité au lieu de résidence compatibles ? Le critère de résidence est-il toujours contraignant dans la pratique ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'accord qu'une distribution équitable des élèves constitue un critère important pour la prévisibilité de l'organisation des lycées ? Dans l'affirmative, par quels moyens peut-il suivre voire influencer cette distribution ?

5) Plus concrètement au sujet des lycées dans le nord du Luxembourg :

a) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Ly-

[8] Dossier de presse au sujet du portail « mengschoul.lu », p. 5. https://tinyurl.com/y47ju6c2

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

cée Edward Steichen à Clervaux (LESC) a atteint la limite de ses capacités d'accueil au début de l'année scolaire 2019-2020 ? Y a-t-il eu des refus d'inscriptions d'élèves dont le LESC aurait été le lycée le plus proche à leur résidence ?

b) Quelle a été l'incidence du succès du LESC sur les autres lycées dans la région (Wiltz, Nordstad) ? Est-ce que les inscriptions y ont baissé au cours des deux dernières années ? Dans l'affirmative, de combien ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant le sujet des inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire, les dispositions du Plan directeur sectoriel « Lycées » sont remplacées depuis le 29 août 2017 par l'article 37 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées qui dispose que : « Dans les limites des capacités d'accueil, l'élève admis à une classe inférieure de l'enseignement secondaire est inscrit en priorité à un lycée situé à proximité du lieu de résidence. L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

ad 1) Mes services n'ont pas reçu pour mission de comptabiliser le nombre d'inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire effectuées par dérogation au principe de proximité depuis la rentrée 2018, de sorte qu'il ne m'est pas possible d'apporter une réponse à la première question des honorables Députées.

ad 2) Au cas où la capacité d'accueil d'un lycée ne permet pas de satisfaire toutes les demandes d'inscription, mes services, en étroite collaboration avec les établissements concernés, procèdent à une nouvelle répartition des élèves en tenant compte du critère de proximité, d'une part, e tdu respect des fratries, de l'autre. Il est entendu que la nouvelle répartition ne constitue qu'une proposition faite aux parents ; c'est à eux qu'appartient le choix final d'un lycée.

ad 3) À l'heure actuelle, en raison de la diversification de l'offre scolaire, le concept de « lycée de proximité » ne saurait être appliqué de manière stricte sous peine de priver les parents d'élèves du choix de la voie de formation la plus appropriée pour leurs enfants. Partant, le critère de résidence n'est pas considéré comme contraignant.

ad 4) En ce qui concerne le nombre d'inscriptions aux classes inférieures de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire général, il s'avère qu'une certaine stabilité constitue un atout majeur dans toutes les questions liées à l'organisation scolaire des lycées : tributaires du nombre d'inscriptions, les besoins en personnel enseignant et les besoins en infrastructures ne supportent que difficilement des variations brusques. Toutefois, en raison de l'évolution démographique marquée notamment par un solde migratoire positif depuis de longues années, il n'est pas nécessaire de procéder à des interventions lourdes concernant la distribution des élèves.

Il s'agit en outre de garantir, dans tous les pôles d'enseignement du pays, une offre scolaire complète évitant aux élèves de devoir effectuer des trajets d'une longueur exagérée depuis leur lieu de résidence à leur lycée. Ce souci contribue également à la « prévisibilité de l'organisation des lycées » souhaitée par les honorables Députées.

ad 5) a) Le Lycée Edward Steichen a été conçu pour accueillir environ 650 élèves. Actuellement, au début de l'année scolaire 2020-2021, 630 élèves y sont inscrits.

Quant aux refus d'inscriptions, ils se limitent à quelques élèves domiciliés dans les communes de Kiischpelt et de Wincrange qui ont été orientés vers le Lycée du Nord, étant donné que la distance géographique de leur domicile au Lycée du Nord était plus courte.

b) Le succès connu par le Lycée Edward Steichen n'est pas resté sans incidence sur les autres lycées de la région, en particulier sur le Lycée du Nord, dont le nombre d'élèves a connu une baisse de quelque 170 unités au cours des deux dernières années. Conformément aux indications que j'ai déjà pu fournir dans la réponse à une autre question parlementaire (n° 2676), je tiens à souligner que toutes les offres de formation du Lycée du Nord seront maintenues à l'avenir.

Question 2646 (10.08.2020) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **dépistage à grande échelle (large scale testing) :**

Après son lancement le 11 juin 2020, le Gouvernement et le Luxembourg Institute of Health (LIH) ont mis fin à la première phase du dépistage à grande échelle du Covid-19 le lundi, 27 juillet 2020. Comme également communiqué par ces derniers, une seconde phase du dépistage à grande échelle sera initiée en septembre et sera cette fois-ci coordonnée par la Direction de la santé.

Il ressort d'une interview du directeur général du LIH, publiée sur radio 100,7 le 29 juillet 2020, qu'une phase transitoire est organisée avec des stations de tests drive-in non pas fermées mais « mises en veille » pour le mois d'août avant d'être à nouveau intégralement réactivées pour la seconde phase en septembre.

le cahier des charges relatif au marché public de fournitures et services pour la réalisation de la seconde phase du large scale testing, la Direction de la santé a mentionné vouloir sélectionner un ou plusieurs prestataires qui exécutera(ront) le dépistage à grande échelle de la seconde phase. Il me revient cependant que l'appel d'offre initialement lancé pour la seconde phase du dépistage à grande échelle a été arrêté et qu'une deuxième procédure a été lancée, avec une échéance de soumission mi-août au lieu de fin juillet comme initialement annoncé. En effet, il est marqué comme suit dans l'avis de marché publié le 29 juillet 2020 :

« L'ouverture des offres a été initialement prévue pour le lundi 27.7.2020. Suite à des décisions politiques, il est devenu indispensable d'apporter certaines modifications au dossier de soumission avant l'expiration du délai de soumission. En même temps certaines ambiguïtés du dossier de soumission ont été redressées. Ainsi, conformément à l'article 38 du règlement grand-ducal du 8.4.2018 portant exécution de la loi du 8.4.2018 sur les marchés publics, le marché et le cahier des charges initiaux ont été rectifiés et remplacés par une nouvelle version (réf. 2001258). Parallèlement un avis rectificatif a été publié et le délai de soumission prolongé de façon adéquate, en l'occurrence jusqu'au 12.8.2020. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Le Gouvernement pourrait-il fournir le coût exact et complet de la première phase de tests à grande échelle ?

2) Le Gouvernement pourrait-il fournir le coût complémentaire prévu de la phase transitoire du mois d'août ?

3) Constatant que cette première phase de dépistage n'était pas soumise à un appel d'offre public, le Gouvernement pourrait-il m'informer sur base de quels critères les tests ainsi que le laboratoire concerné ont été retenus pour cette première phase de dépistage à grande échelle, au-delà du critère d'urgence ?

4) La phase transitoire de prolongation du dépistage à grande échelle jusqu'à fin août n'a pas fait l'objet d'un appel d'offre public. Lors de l'attribution de la première phase, la Commission des soumissions avait donné son accord suite à l'explication du Gouvernement qu'il y avait urgence d'agir et que toute prolongation se ferait par voie de soumission publique. Est-ce que le Gouvernement a eu l'accord écrit de la Commission des soumissions quant à cette prolongation non couverte par un appel d'offre ?

5) Comme le Gouvernement avait depuis longtemps dans l'intention de continuer le large scale testing au-delà du mois de juillet, pourrait-il m'expliquer pour quelle raison le marché public lié à la seconde phase de dépistage à grande échelle n'a pas été mis en adjudication plus tôt ?

6) Initialement un avis de marché avait été publié qui prévoyait une ouverture des offres pour le 27 juillet. Cet avis de marché a été retiré avec l'argument officiel que suite à des décisions politiques, il était devenu indispensable d'apporter certaines modifications au dossier de soumission. Étant donné l'extrême urgence du dossier, j'aimerais connaître les « décisions politiques » nouvelles inconnues lors de la publication du premier avis qui ont amené à la nécessité de modifier le dossier de soumission et à retarder par ce fait l'ouverture des offres d'au moins 2 semaines.

7) Compte tenu de l'attribution du marché public de la seconde phase du dépistage à grande échelle prévue pour la deuxième moitié d'août, et du début des tests couverts par la seconde phase prévu pour début septembre, le Gouvernement ne pense-t-il pas que le report de date d'échéance de soumission à mi-août au lieu de fin juillet comme initialement prévu représente un désavantage supplémentaire pour d'éventuels nouveaux candidats-soumissionnaires ?

8) Les critères d'attribution du marché définis dans le cahier des charges, soumis par la Direction de la santé, prévoient que : « C'est aux soumissionnaires de proposer le nombre et la localisation des centres de tests dont le maillage devra couvrir le territoire […] ». Selon les informations fournies par le directeur du LIH lors de l'interview précitée, les stations de tests de la phase initiale et transitoire ne seront pas démantelées mais poursuivies de manière réduite pour le mois d'août avant d'être réactivées en septembre. Comment le Gouvernement explique-t-il cette contradiction entre deux approches différentes ?

Réponse commune (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Le coût de la première phase de test (jusqu'au 27 juillet 2020) s'élève à quelque 21,5 millions d'euros HT (21.532.060 euros).

ad 2) Le coût prévu de la phase transitoire du 28 juillet au 15 septembre s'élèvera à un maximum de 13 millions d'euros HT.

ad 3) Le choix des tests PCR retenus s'appuie (i) sur les tests de qualité et de sensibilité menés par le département d'immunologie du Luxembourg Institute of Health (LIH) et (ii) sur la disponibilité des volumes nécessaires au pays au moment de l'acquisition par le Gouvernement.

Au-delà du critère d'urgence impérieuse, le prestataire principal a été retenu pour sa capacité à mettre en œuvre un dispositif préanalytique et analytique robuste et fiable dans un délai très court.

ad 4) Le conseil d'administration du LIH a considéré, en s'appuyant sur deux avis juridiques, que les conditions prévues à l'article 43 (1) b) de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics étaient remplies lors de la première puis de la seconde extension, à savoir : (i) une prolongation est devenue nécessaire, (ii) un changement de contractant aurait représenté un inconvénient majeur et (iii) respect de la limite de 50 % de la valeur du marché initial devra être assuré.

L'avis de la Commission des soumissions n'est d'ailleurs pas spécifiquement requis par la loi dans le cas d'une prolongation.

ad 5) Eu égard à la nouveauté du large scale testing et au manque d'expériences national et international dans ce domaine spécifique, il avait été prévu d'analyser la première partie du LST avant de lancer un nouvel appel d'offre. Une analyse interne sur la situation actuelle et future, ainsi que sur l'impact et la plus-value pour la population et le pays a aidé à adapter le programme pour la phase 2 et à en faire un instrument à part entière du dispositif de lutte contre le virus.

ad 6) Le marché public initial ne tenait pas compte de certains développements de l'évolution récente de la pandémie. Ainsi, des adaptations et des clarifications ont dû être apportées à l'avis de marché.

ad 7) Le report de la date de soumission du marché a permis aux prestataires de consacrer plus de temps à la préparation de leurs propositions, ce qui est dans l'intérêt de la qualité du projet. Par ailleurs, le marché n'a pas été fondamentalement changé, mais seulement précisé sur certains points.

ad 8) La fermeture transitoire de certaines stations pendant l'été relevait de la responsabilité du LIH et des autres prestataires de la première phase de large scale testing. De cette manière, la réactivation de certaines stations en septembre, telle qu'annoncée par le directeur du LIH, a pu être assurée dans le contexte de l'extension de la première phase du large scale testing qui s'est poursuivie jusqu'au 15 septembre 2020. Les fermetures étaient nécessaires vu le nombre réduit de tests et prélèvements journaliers lors des premières semaines d'août. Ainsi, le prestataire a demandé une fermeture transitoire afin de démanteler toutes les stations ensemble après la fin du contrat.

Afin de faciliter le choix des stations de tests pour les futurs prestataires, les différents endroits ont été inclus dans la publication du marché à titre indicatif, mais le prestataire futur est libre de profiter de ces emplacements ou d'en proposer d'autres.

Question 2647 (11.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **faillites dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Nodeems d'Joer 2019 méi Faillitte wéi d'Virjoer opzeweisen hat (ee „Wort"-Artikel vum 13. Januar 2020 hat doriwwer bericht), huet d'Coronapandemie dëst Joer sécherlech hiren Deel dozou bäigedroen, dass d'Unzuel vun de Faillitte par rapport zu de Virjore sech verännert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand, der Ministesch fir Justiz an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Firmen hunn zënter dem Ufank vun der Sars-CoV-2-Pandemie eng Faillite deklaréiert a géint wéi vill Firme gouf zënter dem Ufank vun der Pandemie eng Faillite vum zoustännege Geriicht ausgesprach?

2. Wéi eng Secteure sinn dëst Joer, am Verglach zu anere Joren, am meeschte vu Faillitte betraff?

3. Wéi vill nei Societéite goufe säit dem Ufank vun der Pandemie gegrënnt? A wéi enge Secteure goufen dës Firme gegrënnt?

Réponse commune (14.09.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. D'Zuele vun de Faillitten, déi wärend dem État de crise gesprach gi sinn, si wéi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir déi nämmlecht Period 2019 sinn d'Zuele wéi follgend opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

(D'Donnéeë vum LBR maachen net den Ënnerscheed zwëschen Faillite sur aveu a Faillite sur assignation. An Zukunft gi Statistike publizéiert, wou den Ënnerscheed gemaach gëtt. D'Zuel vun de Faillites sur aveu war wärend der Period vum État de crise ganz niddreg, well d'Obligatioun, fir den Aveu ze maachen, suspendéiert ginn ass am Kader vum Reglement vum 25. Mäerz 2020[9], eng Mesure, déi verlängert ginn ass fir sechs Méint am Gesetz vum 20. Juni 2020[10].)

ad 2. D'Zuele vun de Faillitte pro Secteur si fir 2020 a fir déi nämmlecht Period 2019 wéi follgend opgedeelt:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. D'Zuele vun der Grënnung pro Secteur si fir 2020 a fir déi nämmlecht Period 2019 wéi follgend opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vum 15. Mäerz 2020 bis den 31. August 2020 sinn insgesamt 4.308 Handelsermächtegungen ausgestallt ginn, mat follgender Opdeelung:

- 3.433 Handelsermächtegunge fir Gesellschaften,

- 875 Handelsermächtegunge fir physesch Personen.

Mat 47,8 % ass knapp d'Hallschent vun dësen Handelsermächtegungen un nei gegrënnten Entreprisen ausgestallt ginn.

Den Tableau hei drënner weist d'Opléschtung pro Secteur:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2656 (11.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **insectes porteurs de maladies exotiques :**

Suite au changement climatique, les phlébotomes, originaires des tropiques, se répandent toujours plus vers le nord, de façon à ce que ces insectes sont observés depuis certaines années également dans nos latitudes, notamment en Allemagne et en Belgique.

À noter que les phlébotomes sont porteurs de maladies exotiques, comme par exemple la leishmaniose qui peut causer de sévères dommages aux organes vitaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-ce que des phlébotomes ont déjà été détectés sur le territoire luxembourgeois ?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'une transmission de la leishmaniose par phlébotome ont été recensés au Luxembourg jusqu'à présent ?

- Est-ce que l'apparition d'autres insectes exotiques, potentiellement porteurs de maladies tropi-

9 Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, Mémorial A n° 185 du 25 mars 2020

10 Loi du 20 juin 2020 portant 1° prorogation de mesures concernant - la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite, - certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales, - la suspension des délais en matière juridictionnelle, et - d'autres modalités procédurales, 2° dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, Mémorial A 523 du 24 juin 2020

ques, a été constatée au Luxembourg au fil des dernières années ?

- Madame la Ministre de la Santé est-elle d'avis que ces insectes représentent un risque pour la santé publique qui pourrait s'aggraver dans les prochaines années ?

- Quelles mesures de précaution pourraient être prises à cet égard par les autorités publiques ?

- Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de sensibiliser davantage la population par rapport au risque lié à la propagation de ces insectes ?

Réponse commune (14.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

À ce jour, aucune observation de phlébotomes n'a été documentée au Luxembourg. Selon l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC), deux espèces de phlébotomes sont présentes dans la Grande Région, à savoir Phlebotomus perniciosus et Phlebotomus mascittii (https://www.ecdc.europa.eu/en/disease-vectors/surveillance-and-disease-data/phlebotomine-maps). Puisque le vecteur n'existe pas dans notre pays, aucun cas de transmission locale de leishmaniose n'a été documenté.

Comme la plupart des pays européens, des insectes exotiques potentiellement vecteurs de maladies e. a. tropicales font leur apparition au Luxembourg et parfois s'y implantent et y deviennent invasives. Leur arrivée est essentiellement en raison des échanges commerciaux intercontinentaux et du trafic autoroutier, aérien et ferroviaire.

Il faudra notamment citer ici les moustiques (Culicidae) exotiques (https://mosquitoes.lu). En coopération avec la Direction de la santé et le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD), le Musée national d'histoire naturelle (MNHNL) réalise le projet de recherche MosquitoLUX (2019-2021) visant à compiler et à compléter les connaissances sur les moustiques au Luxembourg. Dans un contexte de changement climatique et environnemental, ce premier atlas des moustiques devrait permettre de dresser un inventaire de la faune des Culicidae, en termes de biodiversité d'abord, mais aussi en termes de santé publique et de risques liés aux vecteurs. Ce dernier nécessite non seulement la collecte de données de présence ou absence, mais aussi d'abondance et de saisonnalité selon les différents environnements. Cet inventaire devrait également permettre de détecter les espèces exotiques envahissantes introduites et les changements dans les zones de distribution des espèces indigènes. En plus particulier, les moustiques suivants retiennent notre intérêt :

Aedes japonicus (Moustique-tigre japonais)

L'espèce de moustique envahissante Aedes japonicus (Theobald, 1901) a été signalée pour la première fois au Luxembourg le 4 juillet 2018 à Stolzembourg, dans la vallée de l'Our, à la frontière allemande. Au cours de trois missions de terrain consécutives en 2018, 106 sites ont été inspectés, dont 91 au Luxembourg, 12 en Allemagne, 2 en Belgique et 1 en France. Aedes japonicus a été détecté sur 16 sites, la zone colonisée étant estimée à au moins 550 km², situés à l'est du Grand-Duché, du milieu de la vallée de l'Our au nord, à Ernster au sud, et jusqu'à Kautenbach et Ettelbruck à l'ouest. En considérant une vitesse de colonisation de 10-20 km/an, l'espèce pourrait coloniser l'ensemble du territoire du Grand-Duché d'ici la fin de l'année 2020. Même si l'espèce n'est pas considérée comme un vecteur important d'agents pathogènes dans son aire de répartition d'origine, on s'inquiète des menaces qu'elle pourrait faire peser sur la santé publique ainsi que sur la santé animale en tant que vecteur potentiel du virus du Nil occidental et d'autres types de virus d'encéphalite. [Source : Schaffner, F. & C. Ries, 2019. First evidence and distribution of the invasive alien mosquito Aedes japonicus (Theobald, 1901) in Luxembourg. Bull. Soc. Nat. luxemb. 121 : 169-183]

Aedes albopictus (Moustique-tigre asiatique)

Aedes albopictus est présent dans tous les pays voisins du Luxembourg, sa station la plus proche de notre pays étant une aire d'autoroute près d'Arlon. Nous nous attendons à ce que l'espèce arrive prochainement au Luxembourg.

Dans le cadre d'un projet coordonné au niveau européen par l'action COST AIM (https://www.aedescost.eu/) auquel participe le Luxembourg, le MNHNL a installé une surveillance sur deux aires d'autoroute au Luxembourg : l'aire de Berchem et l'aire de Capellen, dans les deux cas du côté du trafic en direction nord, car nous nous attendons à ce que le moustique-tigre asiatique entre dans le pays par le sud ou l'est. Cette surveillance consiste en cinq pièges à œufs (ovitraps) relevés tous les 15 jours jusqu'à fin octobre. Cette surveillance permettra de gagner en expérience en vue d'une extension à moyen terme de cette surveillance à tous les points d'entrée potentiels majeurs du Luxembourg (Hub de bus internationaux à Luxembourg-ville, CFL multimodal, grandes gares, aéroport, aires d'autoroute) sous la coordination de la Direction de la santé.

Autres espèces de moustiques

À côté de ces espèces exotiques, plusieurs espèces autochtones peuvent servir de vecteur dans la transmission de maladies, comme p. ex. Culex pipiens (le moustique le plus répandu au Luxembourg), Culex modestus, Aedes vexans ou Anopheles claviger.

D'autre part, plusieurs espèces exotiques sont en route en Europe et parviendront à moyen ou long terme au Luxembourg : p. ex. Aedes aegypti, Aedes atropalpus, Aedes koreicus.

Outre les moustiques, d'autres insectes envahisseurs peuvent constituer des risques de santé, notamment les tiques (ordre : Ixodida), et plus particulier :

Hyalomma marginatum

Cette tique est très répandue dans la région méditerranéenne (originaire d'Asie) et tend à se propager vers le nord au XXIe siècle. Elle est un vecteur de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo. L'espèce a probablement survécu aux derniers hivers en Allemagne. Depuis lors, les découvertes se multiplient. Une autre espèce, Hyalomma rufipes (originaire d'Afrique) est également présente en Allemagne et dans le sud de la France, mais n'a pas encore été détectée au Luxembourg.

Actuellement (août 2020), Hyalomma a été observé à trois reprises au Luxembourg : en 2018 à Dudelange (H. marginatum), en 2020 à Beaufort et Aspelt (H. marginatum et Hyalomma sp.). Les spécimens n'ont pas été analysés pour détecter des agents pathogènes.

Dermacentor reticulatus

Elle est vectrice de plusieurs maladies zoonotiques graves dont la maladie de Lyme (en pleine expansion dans le monde), rickettsioses, fièvre hémorragique d'Omsk ou encéphalite à tiques et d'autres maladies vectorielles, pouvant infester plus de 60 hôtes sauvages et domestiques différents connus (pour les trois stades de développement). Considérée comme très résistante (par exemple très résistante au froid et capable de survivre plusieurs mois sous l'eau), cette tique est considérée comme posant des risques éco-épidémiologiques et de santé vétérinaire et de santé publique particuliers pour l'Homme. L'espèce est connue depuis longtemps dans le sud de l'Europe, mais elle est encore nouvelle au Luxembourg. Dermacentor se retrouve principalement dans le sud du Luxembourg. Les agents pathogènes peuvent être transmis d'une espèce de tique indigène (par exemple Ixodes ricinus) à une espèce immigrée - et vice versa. Dans les travaux de Reye et al (2011), la prévalence d'I. ricinus au Luxembourg a été étudiée. (Source : https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/20228110/)

Le risque pour la santé publique de ces insectes dépend de deux conditions qui doivent exister simultanément :

1) la présence des vecteurs (espèces) : plusieurs vecteurs sont déjà présents et d'autres sont en route en Europe ;

2) la présence d'une maladie pouvant être transmise par les vecteurs : pour le moment, ces maladies sont ramenées de voyages à l'étranger. Si, dans le temps, il s'agissait surtout de maladies ramenées de régions tropicales, depuis quelque temps, certaines maladies se sont implantées dans le bassin méditerranéen et sont en expansion (p. ex. Virus du Nil occidental, Dengue, Chikungunya). Ces maladies sont occasionnellement ramenées par des touristes luxembourgeois ou de passage au Luxembourg et pourraient être transmises par les vecteurs présents, quoique le risque peut être actuellement considéré comme minime. On peut cependant s'attendre à un aggravement du risque dans les prochaines années.

Les mesures de précaution à mettre en place consistent essentiellement en un système de surveillance et une sensibilisation de la population au risque éventuel.

En ce qui concerne les moustiques, nous disposons depuis 2018 d'un dépliant en cinq langues afin de sensibiliser la population : https://mosquitoes.lu/dealing-with-mosquitoes (élaboré par le MNHNL, la Direction de la santé et le MECDD).

Question 2657 (12.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données (CNPD) :**

Mam Gesetz vum 1. August 2018 gouf d'CNPD an d'Liewe geruff, déi am Kader vum EU-Dateschutzreglement (GDPR) dofir zouständeg ass, dass d'Dateschutzgesetz zu Lëtzebuerg agehale gëtt. D'CNPD ass deemno als d'Police vum Dateschutz ze begräifen an huet dofir och laut Gesetz déi néideg Kompetenzen, fir kënnen ze enquêtéieren, Decisiounen ze huelen an am Fall vun Infraktiounen ze sanktionéieren. Fir dës Aufgaben ze erfëllen, kritt d'CNPD genuch finanziell Moyenen aus dem Budget bereetgestallt. Tëschent 2016 an 2020 gouf de Budget verdräifacht (aktuell 6,6 Millounen Euro).

Den Artikel 37 vum Gesetz am Zesummenhang mam Artikel 44 vum Dateschutzgesetz vun 2018 leeë fest, dass souwuel d'CNPD wéi och all d'Biergerinnen a Bierger d'CNPD aschalte kënnen, fir bei der CNPD eng Reklamatioun anzereechen, fir eng Violatioun vum Dateschutzgesetz ze iwwerpréiwen. D'CNPD kann dann op Basis vum Artikel 38 vum si betreffende Gesetz eng Enquête duerchféieren. Op Basis vun dëser Enquête gëtt dann nom Artikel 41 eng Decisioun ausgeschwat, déi ënner anerem och Strofe mat sech zéie kënnen (Artikelen 48 an 49). Dës Decisioun muss motivéiert, ënnerschriwwen an nummeréiert sinn (Artikel 12 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Am ROI vun der Dateschutzkommissioun maachen d'Artikelen 12 an 13 den Ënnerscheed tëscht Decisiounen, déi no enger Enquête gemaach ginn (1) a sougenannten „aneren" Decisiounen (2). Am Gesetz ass net vun „aneren Decisioune" rieds. Wéi eng Artikelen aus dem Gesetz bilden d'Base légale vun dësen „aneren Decisiounen", déi am ROI ze fanne sinn, an no wéi enge Krittären entscheet d'CNPD, ob eng Reklamatioun eng Enquête mat sech féiert oder net?

2. Wéi vill Reklamatioune vu Persoune sinn zënter 2018, opgeléscht no Joer, bei der CNPD agaangen?

1) Wéi vill dovunner hunn eng Decisioun nom Artikel 41 vum Gesetz betreffend d'CNPD mat sech bruecht?

2) Wéi vill dovunner hunn eng Decisioun op Basis vum Artikel 12, Alinea 3 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD no sech gezunn?

3. Wéi vill Reklamatiounen a wéi vill Enquêtë sinn aktuell nach en cours de traitement?

4. Wéi laang sinn d'Delaien (Moyenne a Medianwäert) tëschent dem Arreeche vun enger Reklamatioun an:

1) der Decisioun, déi op Basis vum Artikel 41 vum Gesetz betreffend der CNPD getraff ginn?

2) der Decisioun, déi op Basis vum Artikel 12, Alinea 3 vum Règlement d'ordre intérieur vun der CNPD getraff ginn (sougenannt „aner Decisiounen")?

5. Wéi vill Decisioune goufen:

- bannent 3 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 3 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 6 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl?

- no méi wéi 12 Méint nom Arreeche vun der Reklamatioun geholl? Falls Leschteres zoutrëfft, wéi erkläert de Minister, dass Reklamatioune méi wéi 12 Méint opstinn?

6. Wéivillmol zënter 2018, opgeschlësselt no Joer, hu Persounen der CNPD een Data Breach gemellt? Wéi oft goufen déi Betraffen iwwert dësen informéiert?

7. Wéi vill Sanktioune goufen zënter 2018, opgeschlësselt no Joer an no Héicht vun der Strof, vun der CNPD ausgesprach?

8. Existéiere Fäll, an deenen d'CNPD de Plaignante prinzipiell Recht gëtt an awer keng Aktioun ënnerhëlt, fir géint ee Verstouss vum Dateschutzgesetz virzegoen? A wéi enge Fäll trëfft dëst zou?

9. Ass de Minister der Meenung, datt d'CNPD méi Moyene brauch, fir effektiv schaffen ze kënnen?

Réponse (14.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

D'Regierung schléisst sech de follgenden Äntwerte vun der CNPD un.

ad 1. D'Artikele 37 bis 41 vum Gesetz vum 1. August 2018 (Section VIII - Enquête et décision sur l'issue de l'enquête) gesi speziell Dispositioune vir, déi d'CNPD muss respektéieren, fir eng Enquête opzemaachen an no enger Enquête eng Decisioun (sur l'issue de l'enquête) ze huelen. Doduerch, dass dës Zort vun Decisioune laut dem Gesetz e spezifesche Formalismus musse respektéieren, sinn dës separat an den Artikelen 12 an 13 vum ROI virgesinn.

D'Opmaache vun enger Enquête ka vun engem vun de véier Memberen (Commissaire) vum Collège proposéiert ginn. Wann de Collège decidéiert, eng Enquête opzemaachen, wéi et am Artikel 38 vum Gesetz vum 1. August 2018 virgesinn ass, kann eng Reklamatioun den Ausléiser, fir eng Enquête opzemaachen, sinn. D'CNPD huet och de Pouvoir, eng Enquête aus eegener Initiativ opzemaachen. Wei schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0842 vum 28 Juni 2019 preziséiert gouf, huet d'CNPD eng duebel Approche - mat engem Volet „proactif" an engem Volet „réactif" - fir ze kontrolléieren, ob sech un d'Dateschutzreegele gehale gëtt. Déi „proactif" Enquêtë gi bei Organisatiounen duerchgefouert op Basis vun engem Echantillonnage, dee verschiddene Risikokrittäre considereiert, wéi zum Beispill d'Gréisst oder de Secteur, an deem d'Organisatioun aktiv ass, de Volume vun Donnéeën, déi traitéiert ginn, d'Unzuel vu Persounen, déi betraff sinn, d'Sensibilitéit vun den Donnéeën, asw. Dës Enquêtë ginn entweeder net annoncéiert (enquêtes sur place) oder annoncéiert (enquêtes sous forme d'audit sur la protection des données) duerchgefouert. Déi „réactif" Enquêtë baséiere sech gréisstendeels op Reklamatiounen.

Net all Reklamatioun féiert eng Enquête mat sech. Wann eng Reklamatioun agereecht gëtt, versicht d'CNPD fir d'éischt, de Problem ze léisen, ouni eng formell Enquête, am Sënn vun den Artikele 37 bis 41 vum Gesetz, opzemaachen. De gréissten Deel vun de Reklamatioune kann op dësem Wee geléist an zougemaach ginn, nodeems d'CNPD beim Responsabele vum Traitement intervenéiert ass. Wa sech erausstellt, dass den Dossier vun enger Reklamatioun op dësem Wee net kann instruéiert ginn, da kann de Collège decidéieren, eng Enquête opzemaachen.

Et gi keng legislativ Krittären, déi virgesinn, wéini d'CNPD eng Enquête opmécht oder net. D'CNPD ass eng onofhängeg Kontrollautoritéit a beneficiéiert vum Prinzip vun der Opportunité d'action (cf. Avis vum Staatsrot vum 26. Juni 2018, Doc. parl. n° 7184/28).

D'CNPD entscheet also vu Fall zu Fall, wéini op Basis vun enger Reklamatioun eng Enquête néideg ass an opgemaach gëtt. Hei bezitt d'CNPD sech ënner anerem, ouni dass dës Lescht exhaustiv ass, op follgend Elementer: den Degré de coopération vum Responsabele vum Traitement am Kader vun der Instruktioun vun der Reklamatioun, d'Gravitéit vun dem Verstouss géint den Dateschutz, déi dem Responsabele vum Traitement virgeworf gëtt, den Impakt op déi fundamental Rechter a Fräiheete vum Bierger, d'Unzuel vun de betraffene Persounen, d'Sensibilitéit an de Volume vun de betraffenen Donnéeën, Prioritéit par rapport zu der Unzuel vun de Reklamatiounen an de Ressourcen, déi zur Verfügung stinn.

Des Weidere gesäit den Artikel 57 Paragraf 4 vum RGPD vir, dass d'CNPD och ka refuséieren, eng Reklamatioun ze traitéieren, wann dës manifestement net fondéiert ass oder exzessiv ass.

Fir seng Missioune kënnen ze erfëllen, muss d'CNPD och nach eng Rei „aner Decisiounen" huelen (Artikel 12, Alinea 3 vum ROI). Ouni exhaustiv ze sinn, sinn domadder zum Beispill d'Adoptioun vum ROI (op Basis vum Artikel 32 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Adoptioun vum „règlement relatif à la procédure d'enquête de la CNPD" (op Basis vum Artikel 40 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Avisen zu Gesetzestexter (op Basis vum Artikel 57 Paragraf 1, Buschtaf c) vum RGPD an den Artikelen 7 an 8, Punkt 3° vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Adoptioun vun engem Reglement „fixant le montant et les modalités de paiement des redevances dans le cadre de ses pouvoirs d'autorisation et de consultation" (op Basis vum Artikel 47 vum Gesetz vum 1. August 2018), d'Decisiounen am Kader vun de Certificatiounen (op Basis vum Artikel 57, Buschtawe p) a q) vum RGPD an dem Artikel 7 vum Gesetz vum 1. August 2018) oder nach d'Autorisatioune vun de sougenannte „clauses contractuelles ad hoc" (op Basis vum Artikel 57, Buschtaf r) vum RGPD an dem Artikel 7 vum Gesetz vum 1. August 2018) viséiert.

Dobäi kënnt och nach, dass d'CNPD eng Rei Decisiounen zum Fonctionnement vun der Administratioun muss huelen, wéi zum Beispill d'Nominatioun vu Fonctionnairen, d'Zesummestelle vun Examenskommissiounen, asw.

Et sief bemierkt, dass dës Zort vun „aneren Decisiounen" net zwangsleefeg als Decisiounen am Sënn vum Verwaltungsrecht ze verstoe sinn.

ad 2. Säit dem Akraafttriede vum RGPD de 25. Mee 2018 bis zum 12. August 2020, si bei der CNPD 911 Reklamatiounen agaangen:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 303 Reklamatiounen,

- 2019: 381 Reklamatiounen,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 227 Reklamatiounen.

ad 2. 1) Säit der Adoptioun vum ROI an dem „règlement relatif à la procédure d'enquête" (RE) den 22. Januar 2020 huet d'CNPD nach keng Decisioun „sur l'issue de l'enquête", wéi se am Artikel 41 vum Gesetz vum 1. August 2018 an dem Artikel 12, Alinea 2 vum ROI virgesinn ass, geholl.

Déi éischt Decisiounen dozou wäerte viraussiichtlech am Laf vum leschten Trimester 2020 vum „collège siégeant en formation restreinte" geholl ginn.

ad 2. 2) D'CNPD huet säit der Adoptioun vum ROI den 22. Januar 2020 am Ganze 37 sougenannt „aner Decisiounen", wéi ënnert der Fro 1 erkläert a wéi am Artikel 12, Alinea 3, vum ROI detailléiert, geholl.

ad 3. En cours de traitement sinn aktuell nach 286 Reklamatiounen an 82 Enquêten.

ad 4. Wéi ënnert der Fro 2. 1) erkläert, huet d'CNPD nach keng Decisioun „suite à une enquête" geholl.

Wat déi aner Decisiounen ugeet, ass dës Fro wéinst der grousser Unzuel souwéi och der Diversitéit vun den Decisiounen, déi geholl ginn, an déi näischt mat Reklamatiounen an Enquêten ze dinn hunn, net ze beäntweren. Hei gëtt keen Delai erfaasst.

Wéi aus der Äntwert zu der Fro 5 am Detail ervirgeet, gi Reklamatiounen an der Moyenne innerhalb vun 3 bis 4 Méint traitéiert an ofgeschloss.

ad 5. 625 Reklamatioune goufen tëscht dem 25. Mee 2018 an dem 12. August 2020 instruéiert an ofgeschloss. All dës Reklamatioune goufen innerhalb vun de follgenden Delaie beaarbecht:

- manner wéi 3 Méint: 397 Reklamatiounen, also 65 % vun de Reklamatiounen,

- tëscht 3 a 6 Méint: 122 Reklamatiounen, also 19 % vun de Reklamatiounen,

- tëscht 6 Méint an 1 Joer: 85 Reklamatiounen, also 13 % vun de Reklamatiounen,

- méi wéi 1 Joer: 21 Reklamatiounen, oder 3 % vun de Reklamatiounen.

Bei e puer Reklamatioune kann et aus verschiddene Grënn méi wéi ee Joer daueren. Dëse méi laangen Delai kann, ënner anerem, follgend Grënn hunn:

- d'Komplexitéit vum Dossier, déi oft méi laangwiereg Akten a Mesuren am Kader vun der Enquête mat sech bréngen (z. B. Enquêten op der Plaz, Enquêten an der Form vun Auditen),

- de Respekt vum Prinzip vum Contradictoire,

- méi laang Beaarbechtungszäiten duerch den obligatoreschen europäesche Kooperatiounsmechanismus (Artikele 60 bis 66 vum RGPD), am Fall vu grenziwwerschreidende Fäll oder am Fall vu Prinzipiefroen, déi all Bierger an der EU kënne betreffen (an deene Fäll kënnen all aner europäesch Kontrollautoritéite mat entscheeden, och wann et just eng Reklamatioun betrëfft),

- Reaktivitéit vum Reclamant oder vum Responsabele vun der Dateveraarbechtung.

ad 6. Geméiss dem Artikel 33 vum RGPD mussen d'Responsabel vum Traitement ënner verschiddene Konditiounen en Data Breach bei der CNPD mellen. Am Fall, wou déi betraffe Persoun eng Reklamatioun bei der CNPD rareecht, wéinst enger Violatioun vu senge perséinlechen Donnéeën, iwwerpréiwen d'Servicer vun der CNPD fir d'éischt, ob de Responsabele vum Traitement der CNPD dës Violatioun huet musse matdeelen, well net all Data Breach der CNPD muss matgedeelt ginn. Am Fall, wou keng Notifikatioun gemaach gouf, kontaktéiert d'CNPD séier de d'Responsabele vum Traitement, fir ze iwwerpréiwen, ob eng Notifikatioun noutwendeg war oder net. Wann et noutwendeg war, eng Notifikatioun ze kréien, obligéiert d'CNPD de Responsabele vum Traitement, dës Notifikatioun anzereechen a mécht gegeebenefalls eng Enquête op.

Zënter 2018 goufen der CNPD 748 Data Breaches gemellt. Opgeschlësselt no Joer goufen et:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 172 Notifikatiounen am Joer 2018,

- 2019: 354 Notifikatiounen,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 222 Notifikatiounen.

A méi wéi 50 % vun de Fäll vun den Data Breaches goufen déi betraffe Leit doriwwer informéiert. Et sief bemierkt, dass net an alle Fäll déi betraffe Leit mussen informéiert ginn (Artikel 34 vum RGPD).

ad 7. Am Fall vun engem Verstouss géint den RGPD a géint d'Dateschutzgesetzer huet d'CNPD d'Méiglechkeet (Artikel 58.2 vum RGPD), fir korrigéierend Moossnamen (mesures correctrices) ze huelen, wéi z. B. en Avertissement, e Rappel à l'ordre, eng temporaire oder definitiv Limitatioun oder e Verbuet vun enger Dateveraarbechtung, asw.) an/oder finanziell Sanktiounen (amendes administratives) auszespriechen.

Tëscht dem 25. Mee 2018 an dem 12. August 2020 hunn 235 national Reklamatiounen zur Adoptioun vu korrigéierende Moossname gefouert. Dëst si Fäll, wou d'CNPD de Responsabele vum Traitement dozou opgefuerdert huet, Moossnamen ze huelen, fir den RGPD ze respektéieren (z. B. Ufroe vu Bierger fir Zougang zu hiren Donnéeën, Läsche vun Donnéeën oder Ausübe vum Oppositiounsrecht, Unuerdnung, fir zousätzlech Sécherheetsmoossnamen ëmzesetzen, asw.). Opgeschlësselt no Joer goufen et hei:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 76,

- 2019: 64,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 95 korrigéierend Moossnamen.

Nieft de Reklamatiounen op nationalem Niveau goufen et zousätzlech 168 Reklamatiounen, déi d'CNPD duerch den europäesche Kooperatiounsmechanismus krut an déi mat korrigéierende Moossnamen ofgeschloss goufen. Opgeschlësselt no Joer goufen et hei:

- 25/05/2018 - 31/12/2018: 32,

- 2019: 129,

- 01/01/2020 - 12/08/2020: 7 korrigéierend Moossnamen.

Wéi ënnert der Fro 2. 1) erkläert, huet d'CNPD nach keng Decisioun „suite à une enquête" geholl, déi eng Geldstrof mat sech bruecht hätt. Wéi uewen erkläert, wäerten déi éischt Decisiounen am Laf vum leschten Trimester 2020 geholl ginn.

ad 8. Dëst kann de Fall si bei Verstéiss géint Dateschutzreegelen duerch Firmen, déi hire Sëtz an engem aneren EU-Land hunn oder an engem Drëttland.

Bei Verstéiss duerch Firmen, déi an engem aneren EU-Land etabléiert sinn, muss d'CNPD, opgrond vum europäesche Kooperatiounsmechanismus, d'Reklamatioun un d'Kontrollautoritéit aus deem EU-Land weiderginn. An esou Fäll ass déi Kontrollautoritéit „autorité chef de file" a muss d'Reklamatioun beaarbechten an eng Decisioun a Concertatioun mat der CNPD huelen. Am Fall, wou d'CNPD net mat der Decisioun vun dëser Kontrollautoritéit averstane wier, kann d'CNPD froen, dass de European Data Protection Board (EDPB) (deen all europäesch Kontrollautoritéite regruppéiert) eng definitiv Decisioun hëlt. Well dës Decisiounen an der Majoritéit vun de Stëmme geholl ginn, kéint et also virkommen, dass déi initial Meenung vun der CNPD um Enn net berécksichtegt gëtt.

Bei Verstéiss duerch Firmen aus engem Drëttland, déi kee Sëtz an der EU hunn oder kee Representant an der EU genannt hunn, kann d'CNPD d'Reegele vum RGPD net duerchsetzen.

ad 9. D'Roll vun der CNPD huet säit dem Akraafttriede vum RGPD, der Transpositioun vun der Direktiv (UE) 2016/680 „Police-justice" an den deementspriechende Gesetzer vum 1. August 2018 bedeitend evoluéiert. D'Moyenen, déi der CNPD zur Verfügung stinn, goufen adaptéiert, fir déi nei Missiounen a Pouvoire vun der CNPD ze consideréieren. Zu deem Sujet gëtt den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2479 (Premier bilan de l'application du RGPD) verwisen.

Question 2660 (13.08.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **problèmes au niveau de la distribution du courrier postal :**

D'Post ass dru gehalen, fir Bréiwer bannent dräi Deeg zouzestellen. De Moment ass et awer esou, datt et hei am Land deels massiv Problemer bei der Zoustellung vun der Bréifpost gëtt an et zu ville Retarde kënnt.

Leit aus dem Stater Quartier Hamm hu sech souguer beschwéiert, datt bei hinne schonn deeglaang kee Bréifdréier méi passéiert ass a si deemno iwwerhaapt keng Post an d'Boîte kruten.

Op Nofro hi beim Service vun de Reklamatioune war et effektiv d'Confirmatioun, datt aktuell Problemer bei der Distributioun vum Courrier bestinn. Dat géif dorunner leien, datt vill Bréifdréier am Congé sinn a vu Studenten ersat ginn, déi manner routinéiert wieren. Esou huet de Mann um Telefon dat erkläert.

Wann een da via Telefon e spezifescht Renseignement iwwer „POST Finance" freet, leeft do e Band, wou d'Post sech entschëllegt, datt et zu Verspéidunge beim Heemschécke vun de Kontoextraite kënnt.

D'Bréifpost ass a bleift e wichtegen Zerwiss, a vill Leit si grad bei offizielle Schreiwen, un déi dacks Delaie geknäppt sinn, drop ugewisen.

Doweinst wéilt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister riichten:

1. Wéi ass et méiglech, datt esou e wichtegen Zerwiss wéi d'Zoustellung vun der Bréifpost net zefriddestellend fonctionéiert?

2. Wat sinn déi genee Ëmstänn, firwat d'Post déi normal Bréifverdeelung net méi geréiert kritt? Och fréier wore jo mol Bréifdréier am Congé ...

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi aktuell inakzeptabel Méssstänn bei der Bréifverdeelung ze eliminéieren an eng verlässlech Zoustellung vun der Bréifpost, déi primordial wichteg ass, fir datt e Land gutt fonctionéiere kann, sécherzestellen?

Réponse commune (16.09.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Post hält déi Qualitéitskritären, zu deene se am Kader vum Service universel verflicht ass, an. Dëst gëtt och vun onofhängeger Säit vum ILR permanent kontrolléiert. Dëse krut keng Reklamatioun zur Distributioun vum Postcourrier.

D'Post weist op Nofro drop hin, dass de Volume vum Bréifverkéier an de Summerméint weesentlech méi kleng ass, well ënner anerem och d'Aktivitéit bei de Produzente vum Courrier (Banken, Gemengen, etc.) vill méi kleng ass. D'Post bestätegt awer, dass se an de Summerméint kee reduzéierten Zerwiss ubitt.

D'Post ënnersträicht, dass am Joer 2020 bis elo sämtlech Tournéeën, wéi geplangt, verdeelt goufen. Am Summercongé, stellt d' Post säit Joer an Dag Studenten an, fir engersäits der héijer Demande vu Congé säitens de Bréifdréier an dëser Saison kënnen nozekommen, an anerersäits Studenten d'Méiglechkeet ze ginn, an der Vakanz enger sënnvoller Aarbecht nozegoen a sech en Akommes ze verdéngen. Obwuel d'Studenten ugeléiert ginn, hu se evidenterweis net déi selwecht Routine wéi e gestanene Bréifdréier a brauchen ënner Ëmstänn méi laang, fir hir Tournée ze maachen. D'Post bestätegt awer, dass séchergestallt ass, dass de Courrier komplett verdeelt gëtt, sou wéi am normale Betrib.

Question 2663 (13.08.2020) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

Leit, déi mat Inkontinenz geplot sinn, sinn op speziell Wëndelen ugewisen. Esou wéi den Här Minister et a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2257 confirméiert, kann eng fleegebedierfteg Persoun, déi op de Seuil vun 3,5 Stonne Fleeg am Beräich vun den „actes essentiels de la vie" kënnt, laut dem Artikel 349, 1. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet, vun engem „forfait pour matériel d'incontinence" profitéieren. An där selwechter Äntwert huet den Här Minister och ënnerstrach, datt d'Krankeversécherung ënner bestëmmte Konditioune Fraise fir d'Wëndele bei Kanner iwwer zwee Joer an ënner 18 Joer, déi ënner enger Inkontinenz leiden, iwwerhëlt. Fir Leit iwwer 18 Joer géingen d'Wëndele rembourséiert gi vun der Krankeversécherung fir all Persounen, déi vum Spina bifida betraff sinn an inkontinent sinn.

Et ass awer allgemeng bekannt, datt et och Leit ginn, déi ënner enger Inkontinenz leiden an net vum Spina bifida betraff sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Wat sinn d'Grënn, fir datt Leit, déi un Inkontinenz leiden an déi iwwer 18 Joer al sinn an net u Spina bifida leiden, d'Käschte fir hir Wëndelen, op déi si am Alldag ugewise sinn, net rembourséiert kréien?

- Am Fall vun enger schrëftlech konstatéierter Inkontinenz vum Dokter, wier et do net ubruecht, och deene Leit, déi iwwer 18 Joer al sinn an net u Spina bifida leiden, d'Fraise vun de Wëndelen ze rembourséieren?

- Bei Spina bifida kënnt et zu neurologeschen Ausfäll. Mam Zil, keen auszegrenzen, mengt den Här Minister net, datt een och aner (neurologesch) Krankheeten oder Feelbildungen, déi zu Inkontinenz féieren, misst consideréieren?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, dës Fraise fir déi betraffe Leit, bei deenen eng Inkontinenz festgestallt ginn ass, ze iwwerhuelen?

Réponse (11.09.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale :*

Am Kader vun enger Fleegeversécherung ass et net méiglech, eng Inkontinenz eenzel ze iwwerhuele fir déi Leit, déi dorënner leiden, well an der Fleegeversécherung eng Persoun ëmmer eng Evaluatioun vun hirem allgemenge Gesondheetszoustand gemaach kritt. Et kënnen och net punktuell eenzel Prestatiounen iwwerholl ginn, well eng Persoun méi laang wéi sechs Méint muss fleegebedierfteg sinn, fir datt d'Fleegeversécherung ka fir Leeschtungen opkommen.

Am Kader vun enger Krankeversécherung ass et am Moment just zu deene Konditioune virgesinn, déi an der parlamentarescher Fro N° 2257 beschriwwe sinn. De Ministère vun der sozialer Sécherheet huet awer den zouständege Servicer den Optrag ginn, fir eng Analys ze maachen, ob et am Respekt vun den Dispositioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet méiglech ass, eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung ze maachen, woubäi och muss consideréiert ginn, ob eng Inkontinenz nëmmen temporär oder irreversibel ass.

Question 2664 (13.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2624 vum 6. August si mer eenzel Punkten net ganz kloer, soudatt ech wéilt e puer zousätzlech Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. An der Äntwert schreift d'Madamm Minister: „Et geet an dësem Fall net ëm eng Geneemegung ‚fir Beem ewechzemaachen', mee ‚fir eng Biotopzerstéierung op enger Bauplaz am Bauperimeter'. Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 reegelt dëse Fall am Paragraph 3." A weider: „Des Weideren hiewen ech nach eng Kéier ervir, datt et sech am konkreete Fall ëm e Bauterrain am Bauperimeter vum PAG handelt a net ëm en Terrain an der Gréngzon." Méi wäit ënne schreift d'Madamm Minister: „Zu der Demande de destruction de biotope protégé selwer ass nach keng Decisioun geholl, well den Dossier jo nach net komplett ass." An och: „De Bilan ass nach net fäerdeg, well nach wichteg Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Limitt vum Bauperimeter feelen."

Wann also nach Donnéeën zu der Limitt vum Bauperimeter feelen, wéi konnt d'Madamm Minister dann dovun ausgoen, datt den Artikel 17 (3) applikabel ass? A wouhier wousst d'Madamm Minister dann, datt den Terrain net géif ganz oder zum Deel an enger Gréngzon leien?

2. Wat fir Befugnisser huet en Agent vun der ANF bannent dem Bauperimeter vun enger Gemeng (Fro Nr. 2624, Punkt 1) a wat sinn an esou engem Fall d'Aufgabe vun der Gemeng?

3. Wat den Ament vum Ecobilan, de 6. Juli, ugeet (Fro Nr. 2624, Punkte 5 a 6), ass d'Madamm Minister der Meenung, datt weeder d'Aarbechten ouni Geneemegung nach den offizielle Baustopp d'Enn vun enger initialer, feelerhafter Geneemegungsprozedur bedeiten, datt also d'Intervenéiere vun der ANF nom Baustopp weider Deel vun enger initialer Geneemegungsprozedur ass?

Wa jo, heescht dat, datt d'Aarbechten ouni Geneemegung keng Konsequenzen a keen Afloss op d'Resultat vun dëser Prozedur hunn? Oder ass nom Baustopp eng nei Demande agereecht ginn? Wéi eng Konsequenzen hätten déi illegal Aarbechten op dës nei Demande? Fir den allgemenge Versteesdemech wär et ganz transparent, den Datum vun der Demande, den Datum, wou d'illegal Aarbechten ugefaangen hunn, an den Datum vum Bréif, deen de Requerant op den onkompletten Dossier higewisen huet, ze kennen. Kann d'Madamm Minister eng genee Chronologie opstellen?

4. D'Madamm Minister schreift an hirer Äntwert op meng Fro: „Affigeemeg mécht d'ANF en Ecobilan wann: - d'Demande kee kommerziellen Zweck huet, also keng Sue mam Ecobilan selwer verdéngt ginn (keng Tëschepersounen)." Elo ginn hei jo keng Suen op direktem Wee mam Ecobilan gemaach, awer op indirektem Wee dach, well d'Finalitéit jo d'Opriichte vun enger kommerzieller Crèche ass. Wéi gëtt also hei de „kommerziellen Zweck" definéiert? Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt e gratis Service, deen engem kommerzielle Projet zeguttkënnt, kann als eng direkt staatlech Subventionéierung ugesi ginn?

Réponse (18.08.2020) de **M. Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. De Problem vun der Materialiséierung vun der Grenz vun enger Bauzon fënnt seng Originn an der Natur vun dem Kadasterplang. Et ass esou, datt de PAG vun enger Lokalitéit sech laut dem groussherzogleche Reglement iwwert den Inhalt vum PAG muss op den digitale Kadasterplang bezéien. Nun ass et esou, datt zu Lëtzebuerg den aktuelle Kadasterplang (plan cadastral numérisé) op engem Regroupement vun de sougenannten „feuilles cadastrales" berout. Dës „feuilles cadastrales", och „Inselpläng" genannt, stamen aus der Zäit vum Napoleon an hunn eng relativ Prezisioun (keng absolutt), dat heescht, datt d'Parzellegrenzen um Plang net einfach kënnen op den Terrain iwwerdroe ginn, mee si mussen iwwer Referenzpunkten duerch e Geometer prezis agepasst ginn (méi detailléiert Informatiounen dozou fënnt een op der Internetsäit vun der Kadasterverwaltung).

Ech erënneren den honorabelen Deputéierten drun, datt zu der Demande, fir e Bongert ze zerstéieren, nach keng Decisioun geholl ginn ass an datt aktuell d'Analys um Terrain leeft, fir genee festzestellen, wat innerhalb vum Bauperimeter zerstéiert a wat gegeebenefalls an der Gréngzon zerstéiert ginn ass.

Am konkreete Fall wäert den Ecobilan dofir eventuell aus zwee Deeler bestoen: een Deel innerhalb vum Bauperimeter an, wéi gesot, eventuell een Deel ausserhalb vum Bauperimeter.

Eng Biotopzerstéierung fir e private Projet ka laut Gesetz nëmmen innerhalb vum Bauperimeter ge-

neemegt ginn. Fir de Fall, datt och en Deel vun engem geschützte Biotop an der Gréngzon zerstéiert gi wär, géif dësen Deel och weiderhin als Verstouss zum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz behandelt ginn. Den Ëmweltministère géif de Verursaacher opfuerderen, e „rétablissement des lieux" ze maachen, an de Volet vun enger eventueller Sanction pénale (Artikel 75 vum Naturschutzgesetz) géif dann de Parquet général concernéieren.

ad 2. D'Befugnisser vun den Agente vun der ANF ergi sech aus dem Kadergesetz vun der Natur- a Bëschverwaltung an aus dem Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018, net aus dem Bauperimeter vun enger Gemeng.

Wat d'Kompetenz am Beräich vun der Biotopzerstéierung ugeet, sief op den Artikel 74 „Constat des infractions" aus dem Naturschutzgesetz verwisen.

ad 3. Fir eng besser Liesbarkeet sinn d'Froen aus dem Punkt 3 vun der parlamentarescher Fro N° 2664 a véier Äntwerten opgedeelt:

a) Net d'Geneemegungsprozedur ass feelerhaft, mee d'Aktioun vum responsabele Bauhär war an ass konträr zum Gesetz. D'Fro vum honorabelen Deputéierten nom „Enn vun enger initialer, feelerhafter Geneemegungsprozedur" ass domadder hifälleg.

b) De Baustopp ass eng éischt Konsequenz op déi illegal Aarbechten. Ob nach weider Konsequenze kommen, hänkt vun de Resultater vun der Terrainsanalys of (cf. Äntwert op Froen zum Punkt 1.), dat heescht, falls e Biotop an der Gréngzon zerstéiert gi wier, sou kéint keng nodréiglech Geneemegung fir dësen Deel erdeelt ginn an et wier e Fall, dee weider als Infraktioun am Sënn vum Artikel 74 vum Naturschutzgesetz ze behandele wier.

c) Et ass keng nei Demande mat Bezuch op d'Beem nom Baustopp agereecht ginn.

d) Historique:

- 25. Mäerz 2020: Receptioun an Encodage vun der Demande d'abattage d'arbres an Transmis un d'ANF fir Avis

- 30. Abrëll 2020: Avis nuancé vum Chef d'arrondissement vun der ANF

- 16. Juni 2020: Decisioun vum Ministère, datt den Dossier muss duerch en Ecobilan ergänzt ginn

- 16. Juni 2020: ANF konstatéiert, datt Beem ouni Geneemegung gefällt gi sinn

- 25. Juni 2020 : Arrêté de fermeture du chantier („Baustopp")

ad 4. D'Äntwert op déi ursprénglech Fro vum honorabelen Deputéierten (QP 2624) ass esou ze liesen, datt d'ANF keen Ecobilan mécht fir eng Persoun oder eng Societéit, déi dësen Ecobilan géif un een Drëtte weiderverkafen oder a Rechnung stellen an doduerch géif e Benefiss generéieren.

Am Regierungsprogramm gëtt keng Distinctioun gemaach, wéi eng Persounen oder Societéite sech däerfen un den Helpdesk wenden: « Afin de garantir l'efficacité du nouveau système compensatoire écologique, l'ANF sera dotée d'un service spécialisé qui sera chargé de l'application du système et fonctionnera comme "help desk" en matière de compensation pour les citoyens, les bureaux d'études, les promoteurs de projet et les agriculteurs. » (extrait de l'Accord de coalition 2018-2023, page 179)

All staatlech Interventioun, déi engem Bierger oder enger Societéit zeguttkënnt, kann an enger allgemenger, theoreetescher Optik als „staatlech Subventionéierung" ugesi ginn. Legal gesinn handelt et sech allerdéngs net ëm eng Subventionéierung, mee vill méi ëm ee Service.

Question 2665 (14.08.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **transactions « CumEx » :**

Im Zusammenhang mit den Cum-Ex-Verfahren, die wir schon in mehreren parlamentarischen Anfragen erörtert haben, hat die Staatsanwaltschaft Köln nun Durchsuchungen in Büros des Bundesverbandes deutscher Banken durchgeführt. Laut Presseberichten kann nicht ausgeschlossen werden, dass die Finanzlobby Einfluss auf die gesetzlichen Bestimmungen in Deutschland genommen hat und dadurch solche Geschäftspraktiken aus dem Ausland weitergeführt werden konnten. Dem deutschen Staat, so die Schätzungen der Steuerfahnder, könnten über 10 Milliarden Euro verloren gegangen sein.

Nach Angaben des Bundesfinanzministeriums konnten bisher 51 Verfahren abgeschlossen und 1,1 Milliarden Euro gerettet werden. 391 Verfahren stünden noch aus.

Mehrere Banken in Deutschland haben bereits Steuern zurückerstattet:

- HypoVereinsbank: rund 200 Millionen Euro

- Crédit Agricole: 312 Millionen Euro (unter Protest)

In den Skandal um die Cum-Ex-Geschäfte sind Banken auf der ganzen Welt verwickelt. Mehrere Länder standen in der Vergangenheit dabei im Fokus: Dänemark, Österreich, Belgien, Norwegen, aber auch Luxemburg.

Wie reporter.lu berichtete, sollen dem Luxemburger Staat wegen dieser Steuertricks Steuergelder in Millionenhöhe abhandengekommen sein. Die Luxemburger Steuerverwaltung soll eventuell auch Cum-Ex-Geschäfte vorab genehmigt haben.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Finanzminister und an die Frau Justizministerin stellen:

- Können die Minister ausschließen, dass Cum-Ex-Geschäfte über luxemburgische Banken und andere Finanzdienstleister getätigt und von der Steuerverwaltung vorab genehmigt wurden?

- Könnten nach Einschätzung der Minister die geschilderten Fälle dem Straftatbestand einer Vortat (infraction primaire) der Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung gleichkommen? Teilt der Minister diese Einschätzung?

- Wurden Rechtshilfegesuche seitens der deutschen Behörden an die luxemburgischen Behörden gestellt?

- Hat die Steuerverwaltung etwaige Verdachtsfälle auf Steuerbetrug u. ä. Straftatbestände an die luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet?

- Welche Konsequenzen hat die luxemburgische Regierung aus diesen Geschäftspraktiken gezogen? Wurden eventuelle Steuerschlupflöcher in diesem Zusammenhang geschlossen? Falls ja, über welche gesetzlichen Regelungen?

- Kann der Minister abschätzen, wieviel Steuergelder dem luxemburgischen Fiskus durch solche Praktiken verloren gingen?

- Gibt es auf europäischer Ebene Diskussionen, wie solchen Praktiken ein Riegel vorgeschoben werden kann?

Réponse commune (17.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wie bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen N° 0247 vom 22. Januar 2019 und N° 1282 vom 3. Oktober 2019 dargelegt, ist eine öffentliche Auskunft zu den von den ehrenwerten Abgeordneten hervorgehobenen Tatbeständen sowie deren steuerlicher Behandlung durch das Steuergeheimnis nach § 22 der Abgabenordnung nicht erlaubt.

Aufgrund des verfassungsrechtlichen Prinzips der Gewaltentrennung steht es den Mitgliedern der Regierung nicht zu, Einschätzungen vorzunehmen, ob Situationen, Verträge, Taten oder andere Fakten einem vom Gesetz vorgesehenen Straftatbestand entsprechen oder nicht.

Rechtshilfeersuchen sind Teil einer strafrechtlichen Ermittlung und unterliegen dadurch ebenfalls dem Ermittlungsgeheimnis („secret de l'instruction") gemäß Artikel 8 der Strafprozessordnung. Dementsprechend haben die Mitglieder der Regierung in keinem Fall Kenntnis darüber, ob Rechtshilfeersuchen gestellt werden oder nicht.

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 1282 vom 3. Oktober 2019 dargelegt, hat die Steuerverwaltung verschiedene Steuerstrafverdachtsfälle durch Cum-Ex-Geschäfte an die für die Ermittlung allein zuständige luxemburgische Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Durch das Offenbarungsverbot ist eine öffentliche Auskunft über etwaige Steuergeldausfälle, wie von den ehrenwerten Abgeordneten als Schätzungen beantragt, nicht möglich.

Question 2666 (14.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **subventions communales dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Verschidde Gemengen hunn am Kader vun der Covid-19-Pandemie ee Programm opgestallt, fir iwwert d'Hëllefe vum Staat eraus weider Subventiounen un déi lokal Betriber ze verdeelen. Als Beispill: D'Gemeng Lëtzebuerg huet an hirem Gemengereglement ee „subside unique forfaitaire en faveur des commerces établis sur le territoire de la Ville de Luxembourg" agefouert.

Wärenddeem hunn aner Gemengen decidéiert, punktuell Hëllefe fir eenzel Betriber opzestellen. Verschidde Gemengen hunn esou zum Beispill deenen Entreprisen, déi Lokalitéite vun der Gemeng lounen, eng Reduktioun, voire een Erlooss vum Loyer accordéiert.

An der Circulaire N° 3847 vum Inneministère un d'Gemenge schreift d'Inneministesch:

« La législation communale ne s'oppose pas à des mesures pareilles qui s'inscrivent dans les compétences du conseil communal auquel il appartient de régler tout ce qui est d'intérêt communal en vertu de l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. L'intérêt communal se définit communément comme comportant le nécessaire, l'utile et l'agréable de la collectivité locale. Il appartient dès lors au conseil communal de vérifier si les mesures de soutien financier qu'il envisage, rentrent dans sa compétence et comportent un intérêt pour la collectivité. Le cas échéant le conseil tiendra compte de ces critères pour déterminer les commerces, les entreprises ou les activités économiques éligibles. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Intérieur dës Froe stellen:

1. Ass d'Approche vu selektiven Hëllefen un eng limitéiert Zuel vu Betriber konform mam Prinzip, deen d'Ministesch an der Circulaire nennt (« L'intérêt communal se définit communément comme comportant le nécessaire, l'utile et l'agréable de la collectivité locale. »), wann ee weess, datt d'Hëllef nëmme verschiddenen Entreprisen zeguttkënnt an net der Allgemengheet?

2. Wéi eng Krittäre sinn entscheedend, fir datt d'Hëllefen dem Prinzip vum Intérêt communal entspriechen?

3. Missten d'Gemengeresponsabel virum Accord vu selektiven Hëllefen net och d'Situatioun vun der Entreprise op Basis vum Bilan, der Finanzsituatioun an dem Maartundeel evaluéieren?

4. Däerf d'Gemeng no Loscht a Laun d'Montante fir d'Hëllefe festleeën?

5. Stelle selektiv Hëllefen (wéi zum Beispill eng Reduktioun vum Loyer fir eenzel Entreprisen) eng Verzerrung vun der Konkurrenz duer, wëssend, datt aner Entreprisen eidel aus esou enger Decisioun erausginn?

Réponse commune (17.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Hëllefen, déi verschidde Gemengen ageféiert hunn, fir Betriber am Kontext vun der Pandemie vum Covid-19 finanziell ze ënnerstëtzen.

Mir begréissen et, dass d'Gemenge sech am Kader vun hire Méiglechkeeten asetzen, fir d'Geschäftsleit an der Zäit vun der Covid-19-Kris finanziell ze ënnerstëtzen.

De Prinzip vum Intérêt communal verhënnert net, dass eng Gemeng selektiv Hëllefen entscheede kann.

D'Fro, déi den Deputéierten opwerft, stellt sech par rapport zum Gläichheetsprinzip virum Gesetz, deen am Artikel 10bis vun der Verfassung verankert ass. Dee Prinzip huet keng absolutt Valeur, mee verlaangt, dass jiddereen, dee rechtlech gesinn an där selwechter Situatioun ass, och d'selwecht vum Staat an de Gemengen (autorité publique) behandelt gëtt. Wann dëst net de Fall wier, kéim et zu enger Verzerrung vun der Konkurrenz.

Eng Gemeng dierf awer ënnerschiddlech Mesuren treffen, wann d'Ënnerscheeder, déi doduerch entstinn, op objektive Krittäre berouen a sech rationell justifiéiere loossen. Dës Ënnerscheeder mussen aus deem Grond och adequat sinn an am richtege Verhältnis zu der Finalitéit stoen.

Wéi an der Circulaire N° 3847 preziséiert, muss de Gemengerot seng Decisioun, fir finanziell Hëllefen ze geneemegen, sou wéi all aner Decisioun, am Respekt vum Intérêt communal huelen, dee breet definéiert ass a mat de Joren och ëmmer nees evoluéiert. De Gemengerot muss vu Fall zu Fall aschätzen, ob finanziell Hëllefen am Interêt vu der Gemeng sinn. Fir dës Aschätzung ginn et keng speziell Krittären, ausser déi, déi sech aus der allgemenger Definitioun vum „Intérêt communal" erginn (le nécessaire, l'utile et l'agréable).

D'Allocatioun vu Subventiounen u Betriber, wéi iwwregens all Decisioun vum Gemengerot, muss evidenterweis konform zu de Gesetzer sinn. D'Circulaire N° 3847 ass un d'Gemenge verschéckt ginn, fir si a Kenntnis vun de Reegelen ze setzen, déi agehale musse ginn.

Question 2670 (17.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation en Arménie :**

Wann d'Situatioun an Armenien dach a muncher Hisiicht besser ass wéi an anere Staate vun der fréierer Sowjetunioun, da stelle sech awer Froen iwwert d'Demokratie an d'Mënscherechter an deem Land.

D'Meenungs- an d'Pressefräiheet sinn net ganz respektéiert, et gëtt e staatlecht Virgoe géint Demonstratiounen an et gëtt nach ëmmer eng héich Korruptioun an deem Land.

Viru Kuerzem krut de Chef vun där gréisster Oppositiounspartei „Prosperous Armenia" seng parlamentaresch Immunitéit ofgeholl, nodeems hien d'Regierung am Kontext vun der Covidkris kritiséiert hat. Déi Manéier, ewéi dat gemaach gouf, ouni Bedeelegung vun der Oppositioun, stellt d'Fro vun der Rechtsstaatlechkeet an deem Land.

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Situatioun an Armenien an, besonnesch am Hibléck op d'Demokratie, d'Rechtsstaatlechkeet an d'Mënscherechter?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Rechter vun der Oppositioun an Armenien respektéiert ginn?

3. Wat mécht d'Regierung, inklusiv am Kader vun der Europäescher Unioun, fir déi demokratesch Transitioun an Armenien ze begleeden?

Réponse (14.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Armenien befënnt sech säit zwee Joer an enger politescher Transitiounsphas, ausgeléist duerch déi sougenannte „samette Revolutioun" am Abrëll 2018. Säitdeem sinn eng ganz Rei positiv Developpementer an deem Land ze verzeechnen, besonnesch mat Bléck op institutionell Reforme souwéi wat d'Lutte géint d'Korruptioun ubelaangt. Et gëllt elo, dës positiv Dynamik dozou ze notzen, d'Demokratie, d'Rechtsstaatlechkeet an de Respekt vun de Mënscherechter an Armenien ze consolidéieren.

ad 2. Lëtzebuerg setzt sech derfir an, dass elementar Prinzippie vun der Rechtsstaatlechkeet an onofhängege juristesche Prozeduren iwwerall agehale ginn, wat de Respekt vun de Rechter vun der Oppositioun kloer mat abezitt.

ad 3. D'Relatiounen tëschent der EU an Armenien gi regéiert vum „Armenia-EU Comprehensive and Enhanced Partnership Agreement", deen 2017 ënnerschriwwen a säitdeem vu bal allen EU-Staaten, dorënner Lëtzebuerg, ratifizéiert ginn ass. Dëst Ofkommes beinhalt och Klauselen iwwert d'Rechtsstaatlechkeet an de Respekt vun de Mënscherechter. Och fënnt säit 2009 all Joer en Dialog iwwert d'Mënscherechter tëschent der EU an Armenien statt. Déi 10. a bis elo lescht Editioun vun deem Dialog gouf den 8. Abrëll 2019 ofgehalen.

Am Kader vum „Partenariat oriental" bitt d'EU Armenien op der Basis vum Prinzip „méi fir méi" am Géigenzuch zu rechtsstaatleche Verbesserungen d'Perspektiv op eng méi enk Kooperatioun. Beim nächste Sommet vum „Partenariat oriental", dee viraussiichtlech am Mäerz 2021 ofgehale gi soll, wäerten d'Prioritéiten an d'Ambitioune vun der Partnerschaft fir déi nächst Joren definéiert ginn. Lëtzebuerg wäert sech wéi an der Vergaangenheet derfir asetzen, dass ambitiéis Erwaardungen un d'Adresse vun de Partnerstaate formuléiert ginn, grad och am Beräich Demokratie a Rechtsstaatlechkeet.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Programmer vun der EU, fir Armenien, zum Beispill den „EU-Armenia justice policy dialogue" oder d'Ënnerstëtzung fir d'Integritéit an d'Transparenz vun de Walen, ze förderen.

Question 2671 (17.08.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **légalisation du cannabis :**

D'Regierung wëllt bekanntlech de Cannabis als sougenannten0 „Genossmëttel" legaliséieren, ma et stelle sech awer Froe mat der Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen. Am internationalen, ëffentleche Recht gëtt et eng Rei vu Konventiounen, déi Droge betreffen an an deenen de Cannabis och explizitt genannt a verbuede gëtt.

Am Kader vun der UNO z. B. zielen zu deene wichtegste Rechtsinstrumenter an dësem Beräich:

- Ofkommes vun de Vereenten Natioune géint den onerlaabte Verkéier mat Suchtstoffer a psychotrope Substanze vum 20. Dezember 1988 (vu Lëtzebuerg ratifizéiert den 28. Juli 1992);

- Ofkommes iwwer psychotrop Substanze vum 21. Februar 1971 (vu Lëtzebuerg ratifizéiert) (Lëtzebuerg ass de 7. Februar 1991 bäigetratt);

- Eenheetsofkommes iwwer Suchtstoffer vum 30.Mäerz 1961 (vu Lëtzebuerg den 13. Oktober 1976 ugeholl).

An deem Kontext wollte mir der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Sinn d'Pläng vun der Regierung, fir eng Cannabislegaliséierung mat dësen internationale Rechtsinstrumenter kompatibel?

2. Wou gesäit d'Regierung méiglech Spannungsfelder tëschent eisen internationalen Obligatiounen an hire Pläng, de Cannabis zu rekreativen Zwecker ze legaliséieren?

3. Wëllt d'Regierung dës Accorden eventuell kënnegen?

4. Wéi eng Resultater hat den Dialog mat eisen Nopeschlänner; d'Regierung hat jo scho verlaude gelooss, datt de Kontakt gesicht ginn ass?

Réponse commune (16.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Regierung wëllt de bestoende Konsum vu Cannabis fir net medezinnesch Zwecker zu Lëtzebuerg reglementéieren.

D'Haaptzil vu sou enger Reglementéierung ass et, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglech ze schützen. Déi vun den honorabelen Deputéierte genannten UNO-Konventioune verfollegen, ënner anerem, och dëst Zil. Dofir steet d'Reglementatioun vum Zougang zu net medezinneschem Cannabis prinzipiell, wéi och vum allgemengen Usaz hier, net per se am Géigesaz zu de Konventiounen. Et ass an deem Sënn och net envisagéiert, fir aus deene genannte Konventiounen auszetrieden.

D'Regierung wäert sech och weiderhi fir de Respekt vum internationalen ëffentleche Recht a fir multilateral Kooperatioun asetzen.

An deem Kontext ass eng grouss Zuel vun nationalen an internationalen Aarbechtsvisitten, Echangen a Kontakter gemaach an developpéiert ginn, fir engersäits deen nationalen Usaz kënnen duerzeleeën, an anerersäits fir souvill Erfarungswäerter an Nuancë wéi méiglech an dat nationaalt Konzept kënne mat afléissen ze loossen. Och mat eisen direkten Nopeschlänner ass et zu intensiven Echangë komm. Déi respektiv Entrevuen hunn der Regierung hire Wëllen zum Ausdrock bruecht, fir op eng transparent a kooperativ Manéier den Dialog ze sichen. Dës Approche gouf och ausdrécklech vun de Gespréichspartner wëllkomm geheescht an appreciéiert.

Dat nationaalt Konzept, wat aktuell nach an Ausaarbechtung ass, konnt iwwert dee Wee komplettéiert an optimiséiert ginn. D'Echangen um internationale Plang a mat deenen zoustännegen UNO-Organer ginn och kontinuéierlech weidergefouert.

Question 2672 (17.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **embouteillages sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg :**

Des automobilistes inquiets ont attiré mon attention sur une situation très dangereuse sur la A7 à l'entrée de Colmar-Berg en venant de Luxembourg, direction Ettelbruck (B7). Presque tous les jours ouvrables des embouteillages s'y produisent. Ils peuvent prendre une longueur de plus de deux kilomètres, les premières automobiles devant s'arrêter près du mur de soutènement (A7) à l'entrée de Colmar-Berg, juste après la zone d'activités du Roost.

Or, il se trouve que les automobilistes qui approchent les autres ne voient pas nécessairement se produire un embouteillage, faute de visibilité dans le virage à l'entrée de Colmar (A7). Au cas où des camionneurs ou automobilistes arrivent qui ne connaissent pas bien la route en question, ils peuvent facilement ne pas voir l'embouteillage en train de se former.

À noter que la signalisation actuelle ne s'avère guère être efficace et devrait être complétée par des panneaux de signalisation supplémentaires indiquant la zone de danger.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette problématique ?

2) Le Ministère des Travaux publics fait-il compter le nombre et l'intensité des embouteillages journaliers en cet endroit au fil de l'année ? Quels sont les résultats obtenus depuis 2017 ?

3) Monsieur le Ministre est-il disposé à analyser le plus vite possible les risques d'accident potentiels dans ce contexte et de faire renforcer la signalisation y relative ?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Les embouteillages qui font l'objet de la question parlementaire de l'honorable Député, qui se produisent lors des heures de pointe vespérales, sont en effet connus. Cette problématique a d'ailleurs été prise en considération dans un audit de sécurité réalisé en 2010. Des panneaux d'avertissement avaient été installés à l'issue de cet audit.

ad 2) Un comptage des embouteillages n'est pas effectué.

ad 3) Deux panneaux d'avertissement « embouteillage » ont été installés en aval de l'échangeur Colmar-Berg, un sur l'A7 et un sur la B7, suite aux conclusions de l'audit de sécurité.

Un renforcement de cette signalisation est prévu à très court terme.

En outre, le projet de loi pour la mise à 2x2 voies de la B7 entre les échangeurs de Colmar-Berg et d'Ettelbruck est en préparation et pourra être présenté encore cette année.

Question 2673 (17.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **campagnes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information numérique :**

D'Regierung hat op d'parlamentaresch Fro N° 2246 iwwert d'Benotze vu Messenger-Déngschter an den ëffentleche Verwaltunge geäntwert, datt si de Beamten net recommandéiert, Messenger-Déngschter wéi Facebook oder WhatsApp fir de professionnelle Gebrauch ze benotzen a rifft zur Zréckhalung op, fir online Uwennunge vu kommerziellen Ubidder ze benotzen a réit léiwer op d'Léisungen zréckzegräifen, déi vum CTIE ugebuede ginn.

Elo ass et awer esou, datt a ville Verwaltungen trotzdeem vun deene kommerziellen Léisunge Gebrauch gemaach ginn. A ville Schoule benotzen Enseignanten zum Beispill WhatsApp, fir mat hire Kolleegen, de Schüler an den Elteren ze kommunizéieren. Evidenterweis muss ee sech bewosst sinn, datt dës Messenger-Déngschter d'Donnéeë vun dëse Persoune sammelen an auswäerten.

Et existéieren eng Panoplie vu Rapporten, déi op d'Risike vum Gebrauch vu kommerzielle Plattformen an Uwendungen opmierksam maachen. Esou zum Beispill am Rapport „Les géants de la surveillance" vun Amnesty International aus dem Joer 2019, wou déi systeemesch Käschte vun de grousse kommerzielle Plattformen an Uwendunge genannt ginn. Déi dominant Positioun vu verschiddenen Entreprisen, wéi Google oder Facebook, féieren nom Rapport zu engem déiwen Agrëff an d'Privatsphär a bedroe mëttelfristeg eis fräiheetlech Wäerter, dorënner d'Meenungsfräiheet oder d'Recht op Netdiskriminéierung.

An deem Abléck ass et sécherlech sënnvoll, datt virun allem an de Schoule - ma net nëmmen - d'Persounen op d'Risike vun der Benotzung vun esou Applikatiounen opmierksam gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Digitalisatioun a fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer an de Schoulen duerchgefouert, fir d'Schüler iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

2. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer fir Erwuessener duerchgefouert, fir si iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

3. Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname goufen an deene leschten dräi Joer fir d'Educateuren an d'Léierpersonal an de Schoulen, Maison-relaisen a Crèchen duerchgefouert, fir si iwwert d'Risike vum Gebrauch vu Plattformen an Uwendungen, wéi WhatsApp, Facebook oder Google, opzeklären?

4. D'Ministeren hunn an der Äntwert jo geschriwwen, datt si d'Verwenne vu Messenger-Déngschter, wéi WhatsApp, net recommandéieren. Ass virgesinn, wéi et a verschiddene Bundeslänner an Däitschland de Fall ass, d'Benotze vu kommerzielle Plattformen an Uwendungen a Schoulen ze reglementéieren oder souguer ze verbidden?

5. Am Rapport vun Amnesty International ass des Weideren ze liesen:

« Les gouvernements ont l'obligation de protéger les personnes contre les atteintes aux droits humains commises par les sociétés. »

Deelt d'Regierung dës Aschätzung aus dem Rapport an, falls jo, wat fir eng Mesurë goufen a ginn ënnerholl, fir d'Bierger virun der Datesammlung vu grousse Firmen ze schützen?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

ad 1. Plattformen an Uwennunge wéi WhatsApp, Facebook a Google sinn an der haiteger Internetlandschaft omnipresent a verbonnen. Deemno gehéiere Risike beim Ëmgang mat de genannte Plattformen an Uwennungen zu all Sensibiliséierung fir eng sécherheetsorientéiert Benotzung vum Internet.

Bee Secure ass eng Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung, déi vum Service national de la jeunesse (SNJ) an dem Kanner-Jugendtelefon (KJT) duerchgefouert gëtt. D'Zil ass et, e sécher, verantwortungsvollt a positiivt Benotze vun der neier Informatiounstechnologie, besonnesch bei Kanner a Jugendlecher, Elteren, Enseignanten an Erzéier ze promovéieren. Well WhatsApp, Facebook a Google zu all Sensibiliséierung gehéieren, gi se an de Formatiounen, a järleche Campagnen an an all aneren Dokumenter oder Aktioune vu Bee Secure permanent thematiséiert.

Bee Secure-Formatioune ginn u Primär- a Secondairesschoule wéi och un d'Eltere vu Schüler, un Enseignanten oder all aner Gruppen (zum Beispill: Jugendhaiser, Senioreveräiner a lokal Initiativen) op Ufro ugebueden. Dës Formatioune sinn obligatoresch fir all Septièmesklassen aus dem Enseignement secondaire vum Land. Insgesamt sinn an de leschten dräi Joer (2017-2019) 2.694 Formatiounen duerchgefouert ginn, dovun 1.359 a Lycéeën, 1.127 an der Primärschoul, 19 an der Éducation différenciée, 67 a Maison-relaisen, 122 Sessiounen am non-formale Kader fir Jugendlecher, 188 Informatiounsowender fir Elteren, 63 Fortbildunge fir Enseignanten an Erzéier.

ad 2. D'Bee Secure-Helpline bitt eng gratis, anonym a vertraulech telefonesch Berodung fir Kanner, Jugendlecher, Elteren, Erwuessener, Senioren, Enseignanten an Erzéier (8002-1234). Bei den Ufroe geet et vill ëm d'Benotze vu WhatsApp, Facebook a Google.

An de leschten dräi Joer huet Bee Secure Sensibiliséierungscampagnen iwwer Desinformatioun (#checkyourfacts), Léift a Bezéiungsliewen am digitalen Zäitalter (Lovestories 4.0) an Dateschutz (Big Data - Wer macht was mit meinen Daten?) duerchgefouert. Do ginn déi genannte Plattformen natierlech thematiséiert.

D'Internetportal bee-secure.lu bitt Informatiounen an Empfielungen un a Bezuch op e verantwortungsvollen Ëmgang mam Internet a mat den domat verbonnene Risike bei der Benotzung. Zum Beispill fënnt een zum Theema Dateschutz, an der Rubrik „Meine Daten und ich", eng breet Palett vun Informatiounen iwwert d'Theema Privatsphär an Dateschutz am Internet. Um Internetportal fënnt een och Newsartikelen a Publikatiounen, wéi Guiden, déi sech un Elteren, Léierpersonal an Erzéier wéi och am Allgemengen un Erwuessener riichten.

D'Websäit silver-surfer.lu, déi vu Bee Secure bedriwwe gëtt, riicht sech mat geziilten Informatiounen u Senioren, déi och d'Méiglechkeet hunn, bei spezifesche Formatiounen deelzehuelen, déi sech u si riichten. Bee Secure ass elo zënter zéng Joer aktiv an erméiglecht duerch seng Offeren an Aktiounen den Notzer, méi sécherheetsorientéiert an informéiert Benotzungsentscheedungen ze treffen.

Bee Secure ënnerstëtzt zanter 2015 de PrivacySalon (privacysalon.lu), deen all Mount stattfënnt. Bei dësem Treffen, dee fir jiddereen op ass, gi praktesch Froen an Äntwerten (z. B. Tools, konkreet technesch Astellungen) fir de Schutz vu Privatsphär an déi domat verbonne Risiken um Internet an op de soziale Medien ugeschwat. D'Konferenz-Serie Digital Privacy Apéro (fréier CryptoApéro genannt) befaasst sech speziell dësem Theemeberäich un a gëtt vu Bee Secure ënnerstëtzt. Béid Offere riichte sech un Erwuessener, sinn awer och fir interesséiert jonk Leit op.

Am Kader vu Formatiounen, Eventer an der ëffentlecher Kommunikatioun vu Bee Secure op de soziale Medien an der Press, gëtt de Portal bee-secure.lu reegelméisseg als Referenz geholl, wou aktuell Artikelen a Publikatiounen, wéi z. B. Guiden, oppen zougänglech sinn. Wat een aus den dräi leschte Joer betoune kann, sinn de Guide Data Detox Kit, dee praktesch Rotschléi iwwer Privatsphär a Sécherheet am Internet enthält, de Guide „Big Data - Wer macht was mit meinen Daten?" wéi och thematesch Artikelen iwwer Dateschutz als Deel vun der Big Data-Campagne.

ad 3. Réckbléckend op déi dräi lescht Joer, si besonnesch dës Publikatiounen ze beliichten: de Guide „Internet in der Maison-Relais" fir Responsabel an Erzéier an de Maison-relaisen, de Guide fir Enseignant an Erzéier „Auch digital ein Vorbild sein" fir den Ëmgang mat soziale Medien, souwéi pedagogescht Material fir Enseignant an Erzéier. Zousätzlech hunn 2017-2019 am Ganzen 63 Weiderbildunge vu Bee Secure fir Enseignanten an Erzéier stattfonnt.

ad 4. Den Educatiounsministère stellt, via de CGIE, all Enseignant an all Schüler e gratis Accès op Microsoft Teams zur Verfügung. Dës Plattform gëtt recommandéiert fir d'Kommunikatioun tëscht Enseignanten a Schüler a bitt nieft der Méiglechkeet vu Videocall a Messagen och den Echange vun Dokumenter a soss wichtegen Informatiounen am Kontext vun der Schoul. Donieft bitt de MENJE via Webuntis en elektronescht Klassebuch am Secondaire un, wat d'Organisatioun vum Schoulbetrib organiséiert a vereinfacht.

ad 5. D'Regierung deelt d'Aschätzung, datt d'Grondrecht vum Dateschutz muss geschützt ginn an datt dozou d'Datesammlunge vu Firmaen dobäi gehéieren. D'Mesuren, déi an deem Kader geholl goufen, baséieren um europäesche Reglement iwwert den Datenschutz (RGPD). Konkreet goufen d'Aufgaben an d'Moyene vun der Dateschutzkommissioun (CNPD) erweidert, fir datt d'CNPD efficace op nationalem, souwéi och op europäschem Niveau am Kader vum „Méchanisme de coopération", kann agéieren.

Question 2674 (18.08.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement de traitements :**

Eisen Informatiounen no refuséiert d'Gesondheetskeess de Remboursement vu verschiddenen Therapien, och wann dës fir déi concernéiert Patienten noutwendeg sinn. Esou sinn zum Beispill bei verschiddene rare Krankheete ganz héich doséiert Vitaminnpreparater noutwendeg fir e bessere Krankheetsverlaf. D'CNS géif dës Therapie awer net iwwerhuele mam Argument, datt Vitaminnen Iessergänzungsmëttele wieren a keng Medikamenter.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, deelen d'Ministeren d'Meenung, datt et sënnvoll wier, an esou spezifesche Fäll och Therapien ze remboursséieren, déi wichteg fir e bessere Krankheetsverlaf sinn?

Réponse commune (03.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gesondheetskeess hëlt Medikamententraitementer op Basis vu Vitaminnen en charge, wa se an der positiver Lëscht stinn. Dës Lëscht gesäit vir, wéi eng Medikamenter vun der Krankeversécherung rembourséiert ginn. Hei nach e puer Dispositiounen aus dem Artikel 22 vum Code vun der sozialer Sécherheet:

« La prise en charge des médicaments dispensés dans les pharmacies ouvertes au public et dans le cadre de la délivrance hospitalière se fait selon une liste positive à publier au Mémorial.

Les décisions d'inscrire ou non un médicament sur la liste ou d'en exclure une catégorie ou un produit déterminé doivent être basées sur les critères découlant des articles 17, alinéas 1 et 23, alinéa 1. […]

Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. […] »

Dës Prestatiounen zu Laaschte vun der Krankeversécherung mussen d'Konditioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet respektéieren, déi wéi follegt sinn:

« Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

Dës Konditioune sinn erfëllt vir d'Vitaminn A, Vitaminn D, Vitaminn K an d'Vitaminne vum Komplex B, als Eenzelsubstanzen souwéi och hir fix Associatiounen. D'Prescriptioun vun esou engem Traitement muss en „dosage thérapeutique" hunn, dee vun der aktueller literarescher Wëssenschaft confirméiert ass. Fir datt e Medikament en therapeuteschen Effekt huet, muss bewise sinn, datt et onschiedlech ass a seng Niewewierkunge musse wärend der gesamter Kommerzialisatioun studéiert a suivéiert ginn. D'GMP (Good Manufacturing Practices) applizéiere sech un d'Fabrikatioun vun de Medikamenter a garantéieren d'Qualitéit vun engem Medikament. D'Medikament muss ausserdeem seng Effikassitéit géint eng oder méi Pathologië bewisen hunn. De Remboursement vun der Krankeversécherung ass nëmme virgesinn, wann d'Medikament am Kader vun enger vun deene Pathologië verschriwwe gëtt.

Fir d'Iessergänzungsmëttele ginn déi GMP net exigéiert. D'Iessergänzungsmëttele ginn also net op hir Effikassitéit oder hir Onschiedlechkeet getest. Dëst sinn also keng Medikamenter a si falen net ënnert de Remboursement vun der Krankeversécherung.

Question 2675 (18.08.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **fermeture de la fourrière de la Police grand-ducale à Esch-sur-Alzette :**

Am Mee d'lescht Joer hat ech de Minister op méiglech Sécherheetsproblemer an der Fourrière vun der Police zu Esch/Belval ugeschwat. Dat (i) nodeems d'Kulturministerin matgedeelt hat, dass d'Gebléishal aus Sécherheetsgrënn net fir Esch

2022 zur Verfügung stéing an (ii) well an deem selwechte Gebai och d'Fourrière vun der Police ënnerbruecht ass.

De Minister huet deemools gemengt:

„Generell ass et esou, datt d'Poliziste respektiv d'Mataarbechter vun Ofschleefdéngschter, d'Proprietäre vun deenen ofgeschleeften Autoen an d'Visiteure vun Autosteeën an dëser Hal just déi Zäit present sinn, déi néideg ass."

Mengen Informatiounen no ass d'Fourrière elo duerch Decisioun vum 14. August 2020 aus Sécherheetsgrënn a mat Effet immédiat zougemaach ginn. D'Police wier iwwerdeems op der Sich no enger provisorescher Léisung.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Besëtzt de Staat respektiv de Fonds Belval Terrainen/Gebailechkeeten am Süde vum Land, déi als Provisorium kéinten déngen?

- Wa jo, wou befanne sech dës „Immobilien"?

- Wann net, firwat gouf net schonn 2019 mat der Sich no enger provisorescher Léisung ugefaangen (en vue vun enger definitiver Léisung am Beräich vum Rond-Point Raemerich zu Esch/Belval?

Réponse (22.09.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Jo dës Informatioun ass korrekt, d'Generaldirektioun vun der Police huet mat Effet immédiat de 14. August entscheet, aus Sécherheetsgrënn d'Gebléishal net méi als Fourrière ze benotzen.

ad 2. D'Gebléishal war dës provisoresch Léisung. Zesumme mat der Administration des bâtiments publics sicht d'Police schonn zanter Joren no enger Alternativ. Schonns 2019 war de Beräich beim Rond-Point Raemerich zu Esch-Belval als laangfristeg Léisung an d'A gefaasst ginn.

Eng temporaire Léisung fir déi ganz Regioun Sud-ouest vum Land ass schwéier ze fannen, well se grouss, ofgeséchert, iwwerwaacht an no genuch beim concernéierte Service misst sinn. De Fonds Belval huet keng alternativ Léisung um Site Belval fir d'Fourrière. Och op kommunalem Niveau hu sech bis elo wéineg lokal Léisungen ugebueden, déi och d'Sécherheet vun den ofgeschleeften Autoe garantéiere kënnen. D'Police kuckt dofir nach mam Domaine de l'État, fir eng Léisung ze fannen.

Question 2676 (18.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**offre de formation du Lycée du Nord :**

Depuis plus de cinquante ans, le Lycée du Nord joue un rôle de poids dans la région septentrionale du pays en tant qu'établissement scolaire. Or, depuis le début du siècle le paysage scolaire est en train de se transformer et de se diversifier, chaque établissement s'efforçant à développer son propre profil de formation et donc sa propre identité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre d'élèves du Lycée du Nord depuis 2009 ?

2) Comment son offre de formation a-t-elle évolué ?

3) Dans quelles filières le Lycée du Nord éprouve-t-il actuellement un recul du nombre d'élèves ? Dans quelles autres observe-t-il un accroissement du nombre d'enseignés ?

4) Est-il prévu de redéfinir le profil de cet établissement scolaire ? Dans l'affirmative, quels en pourraient être les accents ou priorités ?

5) Ne serait-il pas opportun de créer, à titre d'essai, une filière préparatoire aux examens d'entrée à la fonction publique luxembourgeoise destinée à celles et ceux qui souhaitent accéder aux carrières moyennes et inférieures, sachant bien que tous les ans un certain nombre d'élèves ne parviennent pas à réussir les examens et interviews en question dès la première tentative ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1), 2) et 3) Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution du nombre total d'élèves du Lycée du Nord (LN) ainsi que celle de l'offre de formation de l'établissement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'offre scolaire du Lycée du Nord est particulièrement vaste puisqu'elle couvre l'enseignement secondaire classique, l'enseignement secondaire général ainsi que la formation professionnelle ; dans chacun des trois ordres d'enseignement, des cycles complets d'études sanctionnés par les diplômes correspondants sont offerts, ce qui représente une singularité dans le paysage éducatif luxembourgeois.

L'offre de formation a récemment encore été élargie par l'organisation du Brevet de technicien supérieur (BTS) « Technologie Bois » et l'introduction de la section des sciences sociales (SO). En 2021 suivra le BTS « Commerce en alternance ».

Le Lycée du Nord accuse depuis plusieurs années un recul du nombre d'élèves. Ce recul, particulièrement visible à l'enseignement secondaire classique, est dû à deux facteurs : la baisse du nombre d'orientations des élèves issus du cycle 4.2 vers l'enseignement secondaire classique, d'une part, et la création d'une offre scolaire nouvelle à Clervaux, d'autre part. Toutefois, au vu de la croissance démographique qui se poursuit, une poursuite de la baisse des inscriptions n'est pas à craindre.

Quant aux nouvelles voies de formation, elles rencontrent un succès évident, de même que la section des auxiliaires de vie par exemple.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Le Lycée du Nord est un lycée à vocation régionale dont la zone de recrutement est étendue. Afin d'assurer une offre scolaire complète dans tous les pôles d'enseignement du pays, toutes les formations actuellement offertes au LN seront maintenues ; il n'est pas prévu de modifier à court ou à moyen terme le profil du lycée.

ad 5) Les modalités des examens d'entrée à la fonction publique ont connu des changements suite à la réforme de l'examen-concours en 2018. Il me semble difficilement envisageable de créer, à titre d'essai, une filière préparatoire aux examens d'entrée à la fonction publique, alors que l'accès aux différentes carrières est soumis à la réussite de cycles d'études définis de manière précise.

Question 2677 (18.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **coopération militaire avec l'Estonie :**

De Verdeedegungsministère an Estland huet an engem Communiqué den 28. Juli 2020 annoncéiert, datt Lëtzebuerg mat Estland eng Kooperatioun am Beräich vun onbemannte Fluchkierperen, also Dronen, agoe wäert:

„Kusti Salm, Director of the Estonian Centre for Defence Investments, noted that with the agreement Estonia will allow for the training of unmanned aerial vehicles belonging to the Luxembourg Armed Forces in Estonian airspace, and a training centre building will be built at Koigi Airport for this purpose. […] The building will include classrooms, storage, equipment maintenance, accommodation and the necessary leisure and sanitary facilities. According to the agreement, the building will be used jointly by units from Luxembourg, the Estonian Defence Forces and the Defence League. The infrastructure is being built by the Estonian Centre for Defence Investments and funded by Luxembourg's Directorate of Defence. Design work will begin this year, with construction set to begin in the first half of 2021."

Op der Website vun der Direktioun vun der Defense zu Lëtzebuerg ass bis ewell awer nach näischt doriwwer ze liesen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Huet de Minister een Dokument, dat d'Kooperatioun mat dem estnesche Verdeedegungsministère bestätegt? Ëm wéi een Dokument handelt et sech a wäert d'Chamber dëst zur Ratifizéierung an engem Gesetzesprojet virgeluecht kréien?

2. Wéi héich ass de Bäitrag, dee Lëtzebuerg fir dës militäresch Kooperatioun wäert bezuelen?

3. Wéi vill Unitéite wäerten un dëser Kooperatioun mat Estland deelhuelen a wat wäerten hir Aufgabe sinn?

4. Wéi een Typ Drone wäerten do an där Kooperatioun operéieren?

5. Gëtt an den Trainingen och vermëttelt, wéi een Ziler mat Effektoren zerstéiert?

6. Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung vis-à-vis vum Asaz vun onbemannte Fluchkierpere fir militäresch Zwecker?

7. Wéi eng militäresch a geopolitesch Faktoren hunn de Verdeedegungsminister derzou beweegt, dës Kooperatioun mat Estland am Beräich vun onbemannte Fluchkierperen anzegoen?

8. Gëtt dës Kooperatioun mat Estland als Bäitrag zu der NATO consideréiert?

9. Ass d'Regierung der Meenung, datt dëse Programm vu Russland als Bedroung kéint wouergeholl ginn?

Réponse (16.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Kooperatiounsofkommes mat Estland begräift dräi Domänen:

1) Training vun der Lëtzebuerger Arméi an onsen invitéierte Partner am estnesche Loftraum mat Dronen, déi an der Arméi agesat ginn,

2) Zur-Verfügung-Stelle vu Satellittekommunikatiounsmoyene fir d'estnesch Arméi am Kader vun hirem Deploiement am Mali, souwéi

3) eng méiglech Kooperatioun am Beräich vun der Recherche, déi awer nach net entwéckelt ginn ass.

Mat Verweis op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0681 vum 8. Mee 2019 handelt et sech beim Kooperatiounsofkommes mat Estland net ëm en Accord, dee vun der Chamber ratifizéiert muss ginn.

ad 2. De Lëtzebuerger Bäitrag zum Bau vun der Infrastruktur op engem estnesche Fluchfeld beleeft sech op 2,4 Milliounen Euro. Dofir kann dann d'Lëtzebuerger Arméi fir näischt vum estnesche Loftraum souwéi vun den dozou néidegen aeronautesche Servicer profitéieren.

Wat d'Satellittekommunikatiounsmoyenen ugeet, esou gëtt Material an der Héicht vun 1,4 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, mee dëst Material bleift am Besëtz vun der Arméi. Dozou liwwert Lëtzebuerg och nach Satellittecapacitéite vu LuxGovSat fir initial zwee Joer. D'Lëtzebuerger Arméi bilt déi estnesch Spezialisten am Gebrauch vum Material aus. Esou kann ons Arméi hir opgebauten Expertise am Beräich Satellittekommunikatioun valoriséieren.

ad 3. Engersäits huelen Unitéite vun der Arméi, déi mat Drone fléien, un dëser Kooperatioun deel. Anerersäits bilt eng Unitéit vun der Lëtzebuerger Arméi déi estnesch Spezialisten aus. Dozou kommen nach Fachleit vun der Arméi, déi de logistesche Volet vun den Deploiementer an Estland organiséieren.

ad 4. Et wäerte Mini- bis Small-UAVen (Unmanned Aerial Vehicles = Dronen), déi an der Arméi agesat ginn, geflu ginn. Et handelt sech dobäi ëm follgend Typpe vun Dronen: Atlas Pro, Raven, Puma an Insitu Integrator. Informatiounen iwwert dës onbewaffebar Systemer fënnt ee liicht um Internet.

ad 5. Nee, dat gëtt net gemaach. D'Drone vun der Arméi sinn net bewaffnet.

ad 6. D'Äntwert op dës Fro huet e puer Dimensiounen: Als Éischt muss sech d'Fro gestallt ginn, a wat fir enger Zort vu Konflikt onbemannt Fluchkierperen agesat ginn. Do ass fir d'Regierung d'Legalitéit an d'Legitimitéit vun der Participatioun vu Sträitkräften an engem Konflikt, sief dat tëschestaatlech wéi innerstaatlech, vun zentraler Wichtegkeet. Da stellt sech d'Fro vun der Form vum Asaz a vun den eventuellen Ziler. Béid Aspekter ënnerstinn de Reegele vum internationalen humanitäre Recht, wat z. B. d'Froe vun der Proportionalitéit vum Asaz vu Waffe reegelt, a fir europäesch Arméien der Europäescher Mënscherechtskonventioun. De Respekt vum internationalen humanitäre Recht a vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun si fir d'Regierung vu kruzialer Wichtegkeet. Beim Asaz vun onbemannte Fluchkierpere fir letal Zwecker stellt sech ganz besonnesch d'Fro vum Schutz vun den Zivilisten. Fir d'Regierung sinn Zivilisten ni legitimm Ziler vun onbemannte Fluchkierperen a fir ganz spezifesch Situatiounen, wou Zivilisten direkt u militäreschen Operatiounen deelhuelen ass äusserst Virsiicht ubruecht.

ad 7. Engersäits geet et drëm, de Partner Estland ze ënnerstëtzen, anerersäits geet et drëms, fir ons Trainingsméiglechkeeten, duerch Zougang zu verschiddene Fluchraim, ze diversifiéieren. An onse Géigenden ass et ganz schwéier méiglech, fir déi komplett Capacitéite vun onsen Dronen trainéieren ze kënnen.

Zudeem hunn Evenementer wéi Covid-19, an och déi rezent Schwéngspescht an der Belsch z. B., gewisen, dass Trainingsméiglechkeete ganz séier kënnen ausfalen an esou och déi néideg Operationalitéit vu Lëtzebuerger Unitéiten, fir a Krisegebidder kënnen ze operéieren, net méi garantéiert ka ginn.

ad 8. Jo, dëst gëtt als NATO-Bäitrag consideréiert.

ad 9. D'Regierung ass der Meenung, dass weeder déi Lëtzebuerger nach déi estnesch Arméi fir Russland eng Bedroung duerstellt an also och dëse bilaterale Programm net, deen eng absolutt legitimm Kooperatioun tëschent zwee souveräne Staate betrëfft.

Question 2678 (18.08.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **communication avec le « Robert Koch-Institut » :**

Déi däitsch Restriktioune wéinst der héijer Zuel un Neiinfektiounen zu Lëtzebuerg hunn hei am Land vill Reaktioune mat sech bruecht. Mee anscheinend war et net méiglech, déi streng Handhabung, déi de Robert Koch-Institut (RKI) ausgeschafft huet, fir eist Land e bësse méi large ze interpretéieren. Duerfir wéilte mir dem Här Bausseminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froen zu deem Theema stellen:

1. Huet d'Regierung, am Kader vun der Plangung vum Large-Scale-Testing oder nodeems kloer ginn ass, datt mir d'Krittäre vum RKI net méi géingen erfëllen a géinge vun eisem wichtegste Wirtschaftspartner als Risikogebitt agestuuft ginn, Kontakt mat dem RKI opgeholl, fir eis Siicht op déi héich Zuel vun Neiinfektiounen ze erklären a wëssenschaftlech duerzeleeën?

2. Ass probéiert ginn, an dauerndem an direktem Kontakt mam RKI de Suivi vun der Entwécklung vun de Lëtzebuerger Zuele vun Neiinfektiounen ze maachen?

3. Ass probéiert ginn, e permanente Kontakt mam RKI op wëssenschaftlechem Niveau, sief et duerch de Ministère oder zum Beispill den LIH oder d'Universitéit, hierzestellen?

4. Ass vläicht offréiert ginn, fir eng Lëtzebuerger Delegatioun mat Wëssenschaftler bei den RKI ze schécken?

5. Ass dem RKI proposéiert ginn, sech un enger weltwäiter Raritéit, wéi dës landeswäit Testaktioun zu Lëtzebuerg eng ass, ze bedeelegen, oder huet den däitschen Institut eng Invitatioun kritt, fir sech zu Lëtzebuerg iwwert de Large-Scale-Testing ze informéieren?

6. Ass den RKI am Virfeld gefrot ginn, wat seng Positioun par rapport zu esou ëmfaassenden Tester ass, sief et fir Verbesserungsvirschléi ze maachen oder Kritik unzebréngen?

7. Sinn de President vum RKI oder eng Delegatioun vum RKI op Lëtzebuerg invitéiert ginn?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Robert Koch-Institut (RKI) beréit déi däitsch Regierung am Beräich vun den Infektiounskrankheeten. An deem Kader berechent den RKI och beim Covid-19 d'Inzidenzfallzuele pro 100.000 Awunner iwwer siwen Deeg. Dëse Parameter gëtt dono vun dem Auswärtigen Amt an dem Bundesministerium des Innern benotzt, fir zesummen eventuell Restriktiounen am Reesverkéier auszeschwätzen.

Et ass dobäi wichteg ze verstoen, dass den RKI selwer keng Decisiounen hëlt a just d'Viraarbecht mécht an d'Zuelen opbereet en vue vu politeschen Decisiounen. Dobäi muss een ënnerstraichen, dass d'Reegelen, wéi dës Zuele gerechent ginn, an Däitschland kloer definéiert sinn an den RKI keng Flexibilitéit huet, selwer dës Reegelen ze adaptéieren. D'Reegele sinn iwwregens déi selwecht fir déi divers Bundeslänner an hir Landeskreesser.

Bei aneren EU-Länner baséiert den RKI sech do op d'Meldung vun neie Fäll beim ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control). Et ass dofir mam ECDC, wou Lëtzebuerg säit dem Ufank vun der Epidemie an enkem Kontakt steet. Eist Land huet reegelméisseg seng Teststrategie, déi jo iwwert déi lescht Méint adaptéiert gouf en fonction vun der Progressioun vun der Epidemie, kommunizéiert an erkläert, fir eis Fallzuelen an de Lëtzebuerger Kontext ze setzen. Dëst betrëfft och de Large-Scale-Testing, deen zu engem héijen Testratio féiert, mee och de Fait, dass Lëtzebuerg vill Fronta-

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

lieren huet, déi hei getest ginn a soumat an eisen Zuele mat abegraff woren. Lëtzebuerg erkläert seng Strategie och konstant am Health Security Committee, wou och Däitschland vertrueden ass.

En parallèle hunn d'Gesondheetsministesch an de Minister vun den Affaires étrangères och op EU-Niveau zu Bréissel eis speziell Situatioun erkläert an diversen Aarbechtsgruppen oder bei Ministertreffen. Och gouf et direkt Kontakter iwwert den diplomatesche Wee zwësche Lëtzebuerg an Däitschland.

Question 2679 (19.08.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**avis de l'autorité de contrôle judiciaire au sujet de l'application JUCHA :**

Dans ses conclusions, l'autorité de contrôle judiciaire en vient à la conclusion que « les conditions et modalités desdits traitements devraient être définies dans une base légale spécifiquement dédiée ». (…)

Les dispositions en question devraient préciser (i) les finalités poursuivies, (ii) les durées de conservation, les durées d'accès, ainsi que les procédures afférentes, (iii) les critères d'accès et les procédures afférentes et (iv) la journalisation et les délais de conservation des logs.

Il faudrait par ailleurs faire en sorte que les dispositions en question soient confectionnées sous une forme technologiquement neutre, i. e. « afin de permettre, à terme, d'inclure des traitements de données dans le cadre du projet de la digitalisation des dossiers des juridictions répressives ».

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre partage-t-elle les conclusions de l'autorité de contrôle judiciaire ?

• Dans l'affirmative, endéans quel délai entend-elle saisir la Chambre des Députés du projet de loi afférent ?

• Dans la négative, sur quels points Madame la Ministre entend-elle passer outre les conclusions et recommandations de l'autorité de contrôle judiciaire ?

• Existe-t-il éventuellement d'autres données traitées par les autorités judiciaires qui mériteraient une attention particulière ?

Dans sa prise de position vis-à-vis de la radio 100,7, Madame la Ministre précise :

« An och eng grondleeënd Diskussioun, déi mer an der Chamber jo och scho gefouert hunn, ass déi vun de Sanktiounen am Fall, wou een Accès op Donnéeën huet, déi een net däerf hunn, dat heescht wann ee sech en Accès verschaaft op Donnéeën, ouni dat ze däerfen. Dat war och eng Demande vun den Deputéierten, dass do géife Sanktiounen agefouert ginn. Dat ass a mengen Aen awer net eppes, dat just ka fir d'Justice a fir d'Police gëllen, mee wat een natierlech och muss dann an all deenen änleche Cas-de-figuren d'selwecht traitéieren. »

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que ses services tablent actuellement sur une disposition pénale visant à sanctionner le fait d'accéder de manière non autorisée aux données à caractère personnel ?

- Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que tous les traitements de données effectués par les autorités, administrations et services étatiques, etc. devraient reposer sur une base légale solide, notamment eu égard aux exigences de l'article 11, paragraphe 3 et l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution, respectivement de l'article 8, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, de l'article 52, paragraphes 1 et 2 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de la jurisprudence y afférente ?

· Dans l'affirmative, comment l'État entend se mettre en conformité avec lesdites exigences ? Quels seraient, d'après Madame la Ministre, les acteurs concernés en premier lieu au-delà des autorités judiciaires et des services de police ?

· Dans la négative, pour quelles raisons Madame la Ministre ne le voit-elle pas de cet œil ?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Je partage les conclusions retenues par l'Autorité de contrôle judiciaire dans son avis[11], particulièrement la nécessité d'introduire un cadre légal spécifique pour le traitement des données effectué par les autorités judiciaires.

Dans ce sens, j'envisage de finaliser un projet de loi d'ici la fin de l'année en cours, voire au début de l'année prochaine.

J'ai également déjà informé les honorables députés que le traitement des données par les autorités judiciaires pour une finalité autre que celle de la prévention et de la poursuite des infractions, par exemple dans le cadre du recrutement du personnel judiciaire, serait également encadré par une loi spécifique modifiant les procédures de vérification des antécédents (« conditions d'honorabilité ») dont question.

Dans le cadre des modifications législatives en cours portant sur les traitements de données effectués par la police et les autorités judiciaires, il est également prévu d'introduire des sanctions pénales en cas d'accès ou de maintien abusifs, qu'il s'agisse d'un traitement automatisé ou non.

Il est évident que tous les traitements de données effectués par les administrations étatiques doivent reposer sur une base légale. Or, le Règlement général sur la protection des données et la directive (UE) 2016/680[12], transposée en droit luxembourgeois par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, posent le cadre réglementaire auquel les responsables de traitements de données ne peuvent pas déroger.

Dans son avis sur le fichier « JUCHA », l'Autorité de contrôle judiciaire ne remet d'ailleurs pas en cause la licéité des traitements effectués par les autorités judiciaires, mais relève que bien que les procédures régissant le fonctionnement de l'application « JUCHA » semblent adéquates par rapport aux exigences de la législation en matière de protection des données, certains points mériteraient d'être précisés dans une disposition légale spécifiquement dédiée.

Dans son avis relatif au fichier central de la Police grand-ducale, la CNPD souligne également la licéité du traitement des données à caractère personnel effectué par la police, au vu de son encadrement par la loi du 1er août 2018 susmentionnée et la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale : « Ensemble, ces deux lois confèrent un fondement légal et rendent licite le traitement de données relatif au fichier central. »[13] La CNPD conclut que : « Si de l'avis de la CNPD, il ne s'agit pas de palier à une absence de base légale quant à la licéité du fichier central, il n'en reste pas moins qu'une précision législative plus spécifique quant aux finalités précises et quant aux conditions et modalités de gestion et d'exploitation du fichier central contribuerait indiscutablement à améliorer la qualité de la loi. »

Une telle faculté est d'ailleurs expressément laissée aux États membres par la directive (UE) 2016/680 en son article 1.3 qui dispose que : « La présente directive n'empêche pas les États membres de prévoir des garanties plus étendues que celles établies dans la présente directive pour la protection des droits et libertés de personnes concernées à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes. »

C'est justement par souci d'amélioration de la qualité de la loi et par respect du principe de légalité, principe fondamental en matière pénale, que le Gouvernement a pris la décision de préciser lesdits traitements dans des textes législatifs spécifiquement dédiés et ce en raison de l'ingérence particulièrement importante au droit au respect à la vie privée que ces traitements opèrent.

Au vu de la diversité des traitements effectués au sein de l'État, de leurs finalités propres et de l'ingérence plus ou moins importante qu'ils sont susceptibles d'entraîner, je ne suis pas en mesure de préjuger de toutes les modifications législatives qui pourraient éventuellement s'avérer nécessaires audelà du ressort pour lequel je suis compétente. Cependant, il ne peut être exclu que pour les raisons évoquées plus haut, d'autres changements législatifs s'imposent.

[11] Avis de l'Autorité de contrôle judiciaire du 31 juillet 2020 sur l'application JUCHA

Question 2680 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **hospitalisations à l'étranger lors de la pandémie de la Covid-19 :**

An de leschte Woche war jo e puermol gewuer ze ginn, datt Patienten aus Lëtzebuerg wéinst der Covid-19-Pandemie an auslännesche Spideeler d'Behandlung refuséiert kritt hunn. Heibäi handelt et sech jo a verschiddene Fäll ëm Spezialklinicken an dës Patiente kënnen net am Grand-Duché behandelt ginn.

[12] Directive (UE) numéro 2016/680 du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physique à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil (ci-après désignée « la Directive »)

[13] Délibération numéro 45/2019 du 13 septembre 2019 de la Commission nationale pour la protection des données relatif au fichier central de la Police grand-ducale au regard de la législation sur la protection des données

Aus dëse Grënn géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt Patienten aus Lëtzebuerg wéinst der Covid-19-Pandemie an auslännesche Spideeler refuséiert gi sinn?

2. Wéi gedenkt d'Regierung bei de jeeweilegen Nopeschlänner ze intervenéieren?

3. Wéi handhaabt d'CNS dës Situatiounen, wann déi concernéiert Patienten duerch de Refus vun der Behandlung méi laang wéi eventuell néideg am Krankeschäi sinn?

Réponse commune (04.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Regierung gouf vu verschiddene Patienten informéiert, dass se an auslännesche Spideeler refuséiert goufen. Dëst gouf an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2644 vum 7. August 2020 erklärt. Fir déi Assuréen, déi eng S2-Autorisatioun haten a vun engem auslännesche Spidol refuséiert goufen, huet d'Gesondheetskeess, op Ufro vun der betraffener Persoun, fir en anert Spidol, dat déi betraffe Persoun ugeholl huet, en S2 ausgestallt, fir datt d'Leeschtunge kënnen duerch d'Krankeversécherung iwwerholl ginn. Laut den Informatioune vun den zoustännege Servicer waren dat awer just ganz vereenzelt Fäll.

ad 2. Mir verweisen den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vum Gesondheetsministère op d'parlamentaresch Fro N° 2644.

ad 3. E Krankeschäi gëtt vum engem Dokter ausgestallt a zertifiéiert. Et läit also am Ermoosse vum behandelnden Dokter, ob eng Persoun musst wéinst hirem Gesondheetszoustand krankgeschriwwe ginn oder net. Wann de Krankeschäin a Konformitéit mat de Statute vun der Gesondheetskeess ausgestallt gëtt, dann ass dëse Krankeschäin der Gesondheetskeess opposabel. Deen Eenzegen, dee sech iwwert d'Dauer vun engem Krankeschäi kéint prononcéieren, ass de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet.

Question 2682 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **cours de natation organisés dans l'enseignement fondamental :**

Il est bien connu que la natation présente de nombreux avantages pour la santé physique et morale et ce, dès le plus jeune âge. Idéalement, la natation scolaire doit se dérouler dans un environnement très cadré assumée par des personnes possédant des brevets et expériences adaptés afin d'assurer la sécurité des enfants et de favoriser l'apprentissage de la natation dans les meilleures conditions.

Dans un article publié par le journal « Tageblatt », le président de l'ALIN (l'Association luxembourgeois des instructeurs de natation) révèle des inquiétudes quant à la sécurité de la natation scolaire et regrette ainsi que les maîtres-nageurs ne participent plus de manière permanente à la direction des cours de natation à l'école fondamentale.

Dans ce même article de presse, le président de l'ALIN souligne également le manque d'expérience pratique de certains enseignants d'écoles fondamentales. De plus, il existerait un manque de places d'apprentissage pour maîtres-nageurs au Luxembourg, engendrant une pénurie de ces derniers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Le Gouvernement est-il d'accord avec les inquiétudes exprimées par le président de l'ALIN qui estime que la sécurité dans les cours de natation est mise en péril par la réduction du nombre d'instructeurs de natation titulaires d'un DAP (trois années de formation), entraînant ainsi une baisse des standards de sécurité développés au long des dernières décennies dans l'enseignement de la natation dans le fondamental ?

- Si cela s'avère être le cas, qu'est-ce que le Gouvernement prévoit d'entreprendre ?

- Dans la négative, le Gouvernement pourrait-il fournir des raisons ?

- Le Gouvernement partage-t-il les inquiétudes énoncées par l'ALIN quant au manque d'expérience pratique des enseignants d'écoles fondamentales dirigeant les cours de natation dans l'école fondamentale ?

- Le Gouvernement estime-t-il que les enseignants remplaçants ont eu recours à un seuil adapté de pratique quotidienne pour être apte à diriger un cours de natation en toute sécurité ?

- Le Gouvernement est-il conscient du manque de places d'apprentissage pour les maîtres-nageurs, entrainant une pénurie de maîtres-nageurs formés ?

- À noter que la qualité des cours de natation varie selon les mairies et que l'article 45 bis de la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental : « Dans le cadre de l'organisation des cours de natation, la commune siège d'une piscine peut recourir aux services d'instructeurs de natation pour assister des titulaires de classe ou leurs remplaçants lors de l'instruction d'élèves non nageurs. », le Gouvernement pourrait-il me communiquer combien de mairies ont fait recours aux services d'un maitre-nageur, au vue de la non-obligation exprimée par cette loi ? Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il fallait obliger les communes de recourir aux services d'instructeurs de natation pour assister des titulaires de classes ou remplaçants lors de l'instruction de natation ?

- Existe-t-il des statistiques quant aux compétences de natation acquises par les élèves après avoir terminé l'enseignement fondamental ? Combien d'enfants ne savent pas nager à la fin de l'enseignement fondamental ? Comment ce taux a-t-il évolué au fil du temps ?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Le Gouvernement suit de près l'évolution du nombre d'instructeurs de natation qui terminent leur formation professionnelle initiale, sachant que bon nombre de titulaires se voient accéder à la fonction d'instructeur de natation par le biais de la reconnaissance de leurs diplômes, le cas échéant, étrangers. Des réflexions sont actuellement menées pour remettre sur le métier la formation professionnelle des instructeurs de natation.

Dans le cadre de la formation menant au Bachelor en Sciences de l'Éducation (BScE) à l'Université du Luxembourg, les futurs enseignants intervenant dans les écoles fondamentales publiques participent à des cours dédiés à l'enseignement de la natation. Ainsi, la formation initiale des futurs enseignants comprend un module qui vise non seulement à apprendre aux étudiants à organiser et à mettre en œuvre un cours de natation efficace axé sur les besoins et les prérequis des élèves, mais encore de familiariser les étudiants aux précautions à mettre en place pour assurer la sécurité des élèves participant au cours de natation (comportement dans la piscine et dans l'eau, apprentissage d'un comportement adéquat en cas d'urgence, etc.).

Dans le cadre des stages pratiques qui font partie intégrante de leur formation, les enseignants participent dès leur première année de stage aux cours de natation ce qui leur permet d'acquérir les compétences nécessaires pour assurer un cours de natation de qualité.

Conformément à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les candidats admis au stage préparant à la fonction d'instituteur doivent disposer « d'une attestation de formation de base en matière de secourisme d'une durée minimale de 28 heures, accomplie au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, reconnue équivalente par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une administration des services de secours » et « d'un brevet élémentaire de sauvetage aquatique d'une durée minimale de douze heures, reconnu équivalent par le ministre sur avis de la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (…) ».

Cette obligation souligne la priorité accordée par le Gouvernement à un déroulement en toute sécurité des activités proposées par le personnel enseignant. Complémentairement, la participation à la formation menant à l'obtention du brevet élémentaire de sauvetage aquatique favorise un échange enrichissant entre le personnel enseignant et des spécialistes en matière de la natation scolaire ce qui permet aux enseignants d'optimiser leurs pratiques quotidiennes dans le cadre des cours de natation dispensés par leurs soins.

Dans la même logique, il est vivement recommandé dans la circulaire de printemps 2020 aux enseignants intervenant dans les écoles fondamentales publiques et assurant le cours de natation de suivre des formations continues qui les préparent aux défis qui se posent dans le cadre de l'organisation et la mise en œuvre d'activités d'éducation physique et sportive.

Dans le cadre de leur formation initiale de quatre semaines, les remplaçants ayant obtenu l'attestation à effectuer des remplacements dans l'enseignement fondamental participent à toutes les activités scolaires de leurs classes de stage. Dans le cadre des activités s'inscrivant dans le domaine de développement « l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé », les futurs remplaçants assistent au cours de natation ce qui leur permet de découvrir les objectifs à atteindre par les élèves des différents cycles, de se familiariser avec les caractéristiques spécifiques à ce type d'activités (p. ex. :

trajet entre l'école et la piscine, la surveillance dans le vestiaire, la mise en œuvre d'activités adaptées, etc.) et d'organiser des premières activités sous la guidance du maître de stage et, le cas échéant, de l'instructeur de natation.

En complément, le personnel enseignant intervenant dans les écoles fondamentales luxembourgeoises a la possibilité de participer, en vue de l'obtention du brevet de sauvetage aquatique, à des formations organisées par l'IFEN. Pour les enseignants qui désirent dispenser le cours de natation, la participation à cette formation s'avère, tel que précisé à la page 44 de la circulaire de printemps d'avril 2020, obligatoire.

La sécurité représentant un élément fondamental des cours de natation, la surveillance générale dans la piscine est assurée, conformément au règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant les mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire, en permanence par l'instructeur de natation chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine. Ainsi, le titulaire de classe peut compter, en situation d'urgence, sur le soutien d'un instructeur de natation.

Pour le soutien des élèves non nageurs, les équipes pédagogiques peuvent s'appuyer dans de nombreuses piscines sur l'expérience des instructeurs de natation. Pendant l'année scolaire 2018-2019, ce recours ponctuel aux services des instructeurs de natation a été initié par 64 communes. Conformément au règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes, l'État favorise la participation des instructeurs de natation dans la prise en charge des élèves non nageurs par une indemnisation fixée à deux tiers de 50 euros par heure d'instruction de natation pour les élèves fréquentant une classe des cycles 1 à 4 de l'enseignement fondamental.

Dans le souci d'une organisation fructueuse des cours de natation, il se révèle propice de tenir compte des besoins locaux de la population scolaire. Grâce à un échange régulier entre les différents acteurs de la communauté scolaire impliqués dans l'organisation du cours de natation, les situations dans lesquelles une intervention d'un instructeur de natation est bénéfique sont identifiées en considérant principalement le nombre d'élèves non nageurs, mais également d'autres éléments tels que l'hétérogénéité du groupe ou l'organisation simultanée de plusieurs cours de natation dans un même bassin.

Pour ce qui est des statistiques, il y a lieu de préciser que le bilan intermédiaire prévoit une évaluation trimestrielle des performances de l'élève dans le domaine de la natation. Ainsi, les parents d'élèves sont régulièrement informés sur les progrès de leur enfant et des mesures mises en place pour favoriser le bon développement des compétences de ce dernier. En fonction des besoins des élèves, l'équipe pédagogique peut décider des mesures (comme par exemple la constitution temporaire de groupes de besoin) à mettre en place pour optimiser l'encadrement de leurs élèves pendant le cours de natation.

Dans le cadre de l'évaluation certificative au bilan de fin de cycle, les compétences de natation des élèves font partie de l'évaluation du domaine de compétence « expression corporelle, psychomotricité, sports et santé ». La natation ne constituant donc pas un élément à part dans cette évaluation, il n'existe pas de statistiques séparées quant aux compétences de natation acquises par les élèves à la fin d'un cycle respectivement au passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire.

Afin de permettre une évolution continue de la qualité des cours de natation dispensés dans les écoles fondamentales publiques, l'offre de formation continue dans ce domaine est régulièrement adaptée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) en collaboration avec la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS), l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) et l'Université du Luxembourg.

Par ailleurs, des associations comme par exemple la Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire (LASEP) proposent des activités et des jeux aquatiques qui peuvent être mises en œuvre par le personnel enseignant dans le cours de natation. Ces initiatives contribuent sans aucun doute au bon développement des compétences des élèves dans le domaine de la natation.

Question 2685 (19.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pérennité du système de retraite :**

Den 10. Juni 2020 huet McKinsey zesumme mat Google en Diskussiounspabéier publizéiert mam Titel „The future of work in Europe", deen op Basis vun den NUTS-3-Regiounen den Aarbechtsmaart analyséiert. Lëtzebuerg gouf am Kader vun dësem Rapport als e „superstar hub" klassifizéiert a kéint vun engem Wuesstemspotenzial vun 13,7 % neien Aarbechtsplazen tëscht 2018 an 2030 ausgoen.

Am Gesetzesprojet N° 6387 hat d'Regierung deemools virausgesot, datt, fir eise Pensiounssystem ze stabiliséieren, den Emploi all Joer ëm 1,5 % misst klammen. De Rapport vu McKinsey geet elo awer just vun 1,14 % pro Joer aus an dat ouni den Impakt vun der Coronakris ze bezifferen. Trotzdeem soe seng Auteuren, datt op den Horizont 2030 d'Projektiounen trotz der Kris misste stëmmen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi een Impakt op de Pensiounssystem hätt eng Croissance moyenne vun 1,14 % amplaz 1,5 % wärend deenen nächsten zéng Joer?

2. Am Rapport vum Groupe de travail Pensions vum 16. Mee 2018 gouf geschriwwen, datt, fir en Equiliber vun der Pensiounskeess ze erreechen, den Emploi bis 2046 tëscht 2,28 % an 2,64 % pro Joer misst wuessen. Wat sinn d'Pläng vum Minister, fir och den zukünftege Generatiounen eng Pensioun ze garantéieren, wëssend, datt d'Projektioune vu McKinsey drop hiweisen, datt de Wuesstem vum Emploi bis 2030 net de Seuil vun 2,28 % erreeche wäert?

Réponse (18.09.2020) **M. Romain Schneider,** *Minister de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 238 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir, datt d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet (IGSS) en technesche Bilan an aktuariell Previsioune fir all Deckungsperiod (vun zéng Joer) muss maachen. Dee selwechten Artikel gesäit vir, datt d'IGSS zur Mëtt vun der jeeweileger Period eng Aktualisatioun vum technesche Bilan muss maachen. Dës Aktualisatioun ass 2016 gemaach ginn an den nächste Bilan muss virun 2023, wat den Ufank vun der nächster Zéngjoresperiod ass, gemaach ginn. Déi technesch Detailer stinn am Bilan vun der IGSS, deen den 2. Dezember 2016 virgestallt gouf[14].

Et muss een den nächste Bilan vun der IGSS ofwaarden, bevir ee sech kann iwwert den zukünftegen Equiliber vun der Pensiounskeess prononcéieren.

Et ass awer ervirzehiewen, datt d'Pensiounsreform vun 2012 mam Zil gemaach gouf, fir souwuel déi aktuell Pensiounen ofzeséchere wéi déi vun den zukünftege Generatiounen.

Question 2686 (19.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **reprise du championnat de football dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

An der BGL-Liga hunn no de rezente positiven Tester bei Spiller an och Membere vu Futtballclibb eenzel Matcher misse verréckelt ginn, well déi Infizéiert a Quarantän gesat gi sinn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Gedenkt d'Regierung, fir e Covid-19-Test 48 Stonne virun all Match obligatoresch ze maachen?

2. No wéi ville positive Fäll an enger Ekipp muss dës in globo a Quarantän?

3. Gouf et dozou Gespréicher mat der FLF?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Weeder am Kader vun der Reprise vum Fussballchampionat, deen den 23. August 2020 an der héchster Divisioun ugaangen ass, nach an enger anerer Sportaart gedenkt d'Regierung am Moment, e Covid-19-Test 48 Stonne virun all Match obligatoresch ze maachen.

ad 2. Dëst gëtt am Austausch mat de Servicer vum Gesondheetsministère, der Federatioun an deem jeeweilege Veräin, jee no Situatioun, decidéiert.

ad 3. Souwuel de Gesondheetsministère ewéi och de Sportsministère sinn, am Kader vun hire jeeweilegen Attributiounen, a permanentem Kontakt mat der FLF souwéi och mat anere Verbänn. D'Direktioun vun der Santé bleift weiderhin disponibel, fir d'FLF an dësem Dossier mat Rotschléi ze begleeden, zousätzlech zu de sanitäre Recommandatiounen, déi schonns ausgeschafft goufen.

Question 2687 (19.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**utilisation du logo du CGDIS :**

Mam Gesetz vum 27. Mäerz 2018 gouf d'Rettungswiesen zu Lëtzebuerg ëmforméiert an de CGDIS gouf an d'Liewe geruff. Mat der Ëmstrukturéierung krut den neie CGDIS deemools och eng nei visuell Identitéit an een neie Logo.

D'Verbreede vum Logo misst deemno dem ofgeännerte Gesetz vum 23. Juni 1972 ënnerleien an all Verbreedung vum Logo fir kommerziell Zwecker ass nom Artikel 232bis vum Strofgesetzbuch strofbar, ausser d'Verbreedung gouf duerch e Gesetz, Reglement oder Autorisatioun erlaabt.

Elo ass et esou, datt zum Beispill am CGDIS verschidde Gadgeten a Merchandisingartikele mam Logo un d'Membere verkaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi eng Firmen oder Persounen hunn aktuell d'Erlabnis, de Logo vum CGDIS ze benotzen, fir Gadgeten a Merchandisingartikelen ze produzéieren an/oder ze verkafen?

2. Wéi eng Autorisatiounen erlaben dësen Entreprisen a Persounen, de Logo vum CGDIS fir kommerziell Zwecker ze benotzen?

3. Falls am Virfeld keng Firmen oder Persounen eng Autorisatioun kritt hunn, wéi erkläert d'Regierung et sech, dass ënnerhalb vum CGDIS Artikele géint Bezuelung mam CGDIS-Logo verkaf ginn?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS huet säit Mäerz 2018 eng eege visuell Identitéit, déi op verschiddenen Elementer vun de Fraen a Männer Pompjeeën hirer Uniform/Schutzausrüstung ze fannen ass. De Logo vum CGDIS ass och landeswäit op d'Asazgefierer deklinéiert ginn, dat mat enger pregnanter Visibilitéit, déi d'Sécherheet vum Pompjee a vun der Bevëlkerung souwuel am Dag wéi an der Nuecht garantéiert.

Eng visuell Identitéit ënnerstëtzt de Corpsgeescht an engem Établissement public, dee vun engem Dag op deen anere fënnef Entitéite regruppéiert huet an ongeféier 7.000 Membere vereent.

Déi dräi verschidde Versioune vum Logo goufe beim Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle deposéiert a sinn deementspriechend geschützt.

Et muss virun allem betount ginn, datt kee Member vum CGDIS, also kee fräiwëllegen oder berufflech Pompjee, kee Veteran an och kee Jugendpompjee fir seng Ausrüstung/Material oder seng Formatioune muss bezuelen. Et ass och esou, datt de CGDIS näischt u seng eege Membere verkeeft.

Des Weidere verkeeft de CGDIS och keng Gadgeten oder Merchandisingartikelen un extern Leit.

Fir op déi spezifesch Froe vum Deputéierten zréckzekommen:

ad 1. De CGDIS huet säit senger Schafung eng Rei Gadgete produzéiere gelooss, wéi zum Beispill Buffen, Reanimatiounsmasken, USB-Sticken oder Schlësselunhänger. De CGDIS huet dës fir Promotiounszwecker benotzt, zum Beispill op Foiren oder Portes ouvertes, respektiv direkt u seng Membere CGDIS? verdeelt. Et kann een hei d'Stoffmasken erwänen, déi un all Pompjee a Jugendpompjee souwéi un de Pompjeeën hir Kanner gratis verdeelt gi sinn.

Bis elo hunn zwou Firmen déi schrëftlech Erlabnis kritt, Gefierer am CGDIS-Design als Spiller oder Maquetten ze reproduzéieren an ze verkafen. Dat sinn:

- déi däitsch Firma Rietze GmbH & Co. KG, déi héichwäerteg Modeller vun enger Camionnette an engem Tankwon produzéieren a verkafen,

- déi Lëtzebuerger Firma Cactus, déi eng Ambulanz, eng Dréileeder an zukënfteg e SAMU als Spill fir Kanner ubitt.

Nieft dem Sammlerwäert ass d'Haaptiddi, potenziell Vokatioune bei der jonker Generatioun ze erwächen, sou wéi aner staatlech Acteuren dat och säit Jore maachen.

ad 2) Béid Firmae kruten op Ufro fir all eenzelen Artikel eng Autorisatioun. Virdrun ass den Entworf vum Service communication vum CGDIS kontrolléiert a validéiert ginn. De CGDIS ass hei natierlech net um Benefice bedeelegt. Et handelt sech reng ëm e Branding, fir den Établissement public ze promouvéieren.

ad 3) Esouwuel de CGDIS wéi den Inneministère sinn net a Kenntnis iwwer Firmaen oder privat Persoune gesat ginn, déi ouni Autorisatioun (innerhalb oder ausserhalb vum Établissement public) Artikele mam CGDIS-Logo verkafen oder verkaf sollen hunn.

Question 2688 (19.08.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **produits biocides :**

Il ressort d'un article du 17 août 2020 sur paperjam.lu que six sur dix produits de désinfection des mains achetés au hasard au Luxembourg contenaient des informations vagues ou inexistantes sur leur efficacité à arrêter la propagation du coronavirus. De plus, seulement deux d'entre eux s'avéraient enregistrés dans le registre des produits biocides.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2203 le Gouvernement a déclaré que l'Administration de l'environnement (AEV) effectue des contrôles afin de veiller à ce que les produits biocides sur le marché respectent les dispositions légales en vigueur.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer le manque d'informations précises sur l'efficacité de certains produits de désinfection des mains vendus au Luxembourg ?

2) Est-il vrai que de nombreux produits désinfectants vendus au Luxembourg ne sont pas enregistrés dans le registre des produits biocides ?

3) Combien des produits biocides vendus au Luxembourg sont enregistrés dans le registre des produits biocides ?

4) Combien de contrôles de conformité aux spécifications et exigences relatives aux produits biocides tels que défini dans l'article 55 (1) du règlement (UE) n° 528/2012 le Gouvernement a-t-il effectué en vue notamment d'assurer leur efficacité ?

5) Quelles étaient les conclusions de ces contrôles ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) a) Les produits biocides désinfectants des mains peuvent, en fonction de la substance active contenue dans ces produits, être mis sur le marché luxembourgeois sous deux régimes : le régime transitoire national (« notification de mise sur le marché ») ou bien le régime des autorisations de mise sur le marché de produits biocides prévus par le règlement (EU) 528/2012.

Ce dernier régime, qui s'applique par exemple aux désinfectants contenant comme unique substance active l'isopropanol ou l'hypochlorite de sodium, énonce des règles précises concernant les revendications d'efficacité par rapport à des organismes cibles précis, et les tests à réaliser en vue de valider ces revendications.

Sous le régime transitoire national, qui s'applique par exemple aux désinfectants contenant comme substance active l'éthanol ou certains ammoniums quaternaires, ces tests doivent également être fournis dans la mesure où les normes d'efficacité désinfectante sont revendiquées sur l'étiquetage. Toutefois, en absence de ces revendications, c'est-à-dire lorsque le produit est présenté pour une « désinfection hygiénique des mains » (sans référence aux organismes cibles), des tests ne sont pas exigés sous ce régime lorsque la/les substance(s) active(s) y contenue(s) est/sont présente(s) dans une teneur communément acceptée comme efficace.

b) En raison de la pandémie due au Sars-CoV-2, la demande pour des produits désinfectants des mains a connu une augmentation inouïe, demande à laquelle la capacité de production européenne courante de ces produits n'a pas su répondre au pied levé. Dans le cas où « un danger menaçant la santé publique, la santé animale ou l'environnement qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens » apparaît dans un État membre, l'article 55 (1) de règlement (EU) précité permet à l'autorité compétente nationale de permettre temporairement la mise sur le marché de produits biocides qui ne répondent pas totalement aux critères de conformité énoncés par le règlement (EU) 528/2012.

Ainsi, l'Allemagne et la France ont formulé des dérogations temporaires générales, permettant la fabrication de certaines formulations désinfectantes prédéterminées à l'industrie chimique nationale, y compris celle qui à cette date n'était pas active dans la fabrication de produits biocides.

Au Luxembourg, comme dans d'autres État membres de l'UE, cet article a cependant été appliqué individuellement à chaque formulation désinfectante biocide, et a été utilisé notamment pour autoriser la production de deux formules désinfectantes par les pharmacies, ou à l'achat des désinfectants par la « cellule de crise » mise en place pour la gestion de la crise, et pour certains opérateurs économiques ayant formulé une telle demande par rapport à un produit biocide précis.

Ces produits étant acceptés à court terme dans l'unique optique d'une action sur Sars-CoV-2, les produits ainsi fabriqués ne disposent logiquement pas de (tous les) tests d'efficacité désinfectante concevables, et ne doivent en conséquence pas revendiquer une action plus vaste : Au Luxembourg,

[14] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2016/12-decembre/02-bilan-assurance-pension.html

l'unique revendication acceptée pour ces produits était celle liée à une action contre Sars-CoV-2.

c) L'efficacité de tout produit biocide est fonction de l'ensemble de la formule chimique de ce produit, et il n'est normalement pas permis d'extrapoler une efficacité désinfectante sur base d'une teneur similaire en substances actives. Par le passé, l'investigation de l'efficacité microbicide de désinfectants courants n'insistait souvent pas sur la virucide.

Si les désinfectants ayant une teneur de 60-80 % v/v en éthanol sont communément acceptés comme efficaces sur les virus enveloppés, des produits d'efficacité validée ayant une teneur plus faible en alcools ou contenant d'autres substances actives existent toutefois aussi.

Dans ce sens « le manque d'informations précises sur l'efficacité de certains produits de désinfection des mains » perçu est quelque peu simpliste et doit être nuancée par rapport aux critères techniques sous les différentes procédures règlementaires de la mise sur le marché de produits biocides. En cas de doute, toute considération d'efficacité microbicide doit être limitée au seul profil d'efficacité documenté.

ad 2) Un « enregistrement » (autorisation ou notification de mise sur le marché) d'un produit biocide est requis dès que le produit est mis sur le marché luxembourgeois, et ceci requiert un échange avec l'autorité compétente.

Compte tenu de l'indéniable intérêt commercial qui revient en ce moment à la vente/fabrication de désinfectants bon marché, couplé à l'implication d'acteurs souvent néophytes dans la distribution de produits biocides, la présence de désinfectants sans enregistrement a sans doute augmenté. L'Administration de l'environnement a également constaté à de maintes reprises que la commercialisation de désinfectants sous des législations offrant un accès plus facile au marché, comme celle applicable aux produits cosmétiques, est devenu une pratique préoccupante.

Il est dès lors difficile de quantifier le nombre de produits concernés étant donné que les produits qui ne disposent pas d'un enregistrement au Luxembourg ne sont pas connus.

ad 3) La situation au 20 août 2020 se présentait comme suit :

a) Nombre de produits biocides notifiés sous le régime transitoire national :

· nombre total de produits biocides : 2.062, parmi lesquels

· nombre de désinfectants pour mains/peau : 281 (contre env. 100 en début mars 2020)

· nombre de désinfectants pour surfaces : 1.067.

b) Nombre d'autorisations de produits biocides sous le règlement (EU) 528/2012 :

(N.B. : une autorisation peut couvrir plusieurs produits individuels, qui chacun peuvent être commercialisés sous plusieurs noms commerciaux)

· autorisations lux. de désinfectants pour mains/peau : 6 autorisations (6 produits)

· autorisations lux. de désinfectants pour surfaces : 3 autorisations (61 produits)

· autorisations européennes de désinfectants pour surfaces : 5 autorisations (15 produits).

ad 4) L'article 55 (1) ne contient pas de disposition spécifique qui exige un contrôle « in market » particulier de la conformité/efficacité des produits ainsi autorisés. D'ailleurs, une telle autorisation n'est délivrée que s'il est établi sur base des éléments fournis en vue de la délivrance d'autorisations selon l'article 55 (1) que les produits à autoriser offrent bien une efficacité contre Sars-CoV-2.

ad 5) Un contrôle desdits produits intervient dans le contexte de la surveillance de routine du marché. Cependant l'Administration de l'environnement est d'avis que celle-ci devait prioritairement viser les produits clairement douteux présentant des non-conformités flagrantes et ceux n'ayant pas observé les démarches légales avant mise sur le marché, et l'Administration de l'environnement n'opère ainsi pas de distinction sur base de la procédure qui a ou aurait permis une mise sur le marché.

Question 2690 (19.08.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation d'une usine de production de yaourt au Luxembourg :**

Dans sa réponse à une question parlementaire n° 3884 du 20 juin 2018, Monsieur le Ministre de l'Économie de l'époque précisait que « dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'économie et les finances, ont consenti à la vente de terrains. »

Il me revient maintenant que le groupe industriel projetant l'implantation de cette usine bénéficierait au Luxembourg d'avantages fiscaux.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a été au courant du projet de vente de terrains au groupe industriel susmentionné avant que la vente ne devienne effective ?

• De quelle manière Monsieur le Ministre voire ses services ont-ils approuvé ladite vente ?

• Monsieur le Ministre et ses services ont-ils émis d'éventuelles réserves par rapport à ladite vente avant que celle-ci ne devienne effective ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que le groupe industriel profite d'un « ruling »/rescrit fiscal ou d'un autre régime fiscal avantageux au Luxembourg ?

Réponse (22.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Les discussions avec l'entreprise concernée ont été menées à l'époque par le Ministère de l'Économie.

S'agissant d'une opération ayant un impact sur les domaines de l'État, le Ministre des Finances a approuvé l'acte de vente au même titre que tous les autres actes administratifs établis par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA en tant que notaire de l'État.

En vertu du secret fiscal, le Ministre des Finances n'a pas connaissance des dossiers de contribuables particuliers.

Question 2693 (20.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **enquêtes publiques commodo-incommodo :**

Conformément à l'article 9 de la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés, l'Administration de l'environnement fait parvenir le dossier de demande d'un établissement de la classe 1 à la commune concernée aux fins d'enquête publique. Durant une période de 15 jours après l'affichage, des observations écrites peuvent être introduites. Il s'avère que régulièrement la phase de l'enquête publique est située dans la saison estivale lors de laquelle un grand nombre de citoyens sont absents, dû à des congés annuels. Ainsi, la consultation publique des dossiers relatifs à l'implantation de la laiterie FAGE à Bettembourg se situait entre le 25 juillet et le 10 août derniers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Est-ce qu'il ne serait pas opportun de prévoir la phase de consultation publique hors des grandes vacances scolaires de l'été, permettant ainsi à un plus grand nombre de citoyens de consulter les dossiers et aux administrations communales de garantir à ce que leur personnel concerné soit disponible pour préparer adéquatement les dossiers afférents ?

2) Pour quelle raison l'enquête publique commodo-incommodo du dossier très complexe FAGE a été fixée durant les vacances scolaires estivales ?

3) En outre, toujours dans l'intérêt d'une participation active des citoyens et communes concernés, est-ce qu'il ne serait pas utile d'imposer aux demandeurs d'un établissement de la classe 1 une réunion publique et une réunion de concertation avec les communes concernées avant le début de la procédure commodo-incommodo ?

Réponse commune (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Tout d'abord nous tenons à préciser que nos services ont l'obligation d'assurer un fonctionnement normal indépendamment du calendrier scolaire et donc également en période de vacances scolaires.

La loi ne prévoit aucun délai supplémentaire en cas de vacances scolaires estivales ou autres. Tout gel des délais relatifs à la transmission des dossiers pour procéder aux enquêtes publiques lors des vacances scolaires estivales nécessiterait une modification de loi relative aux établissements classés et aurait comme conséquence une augmentation des délais quant à la délivrance des autorisations.

Prévoir la phase de consultation publique en dehors des « grandes vacances scolaires », aurait comme conséquence pour un exploitant que son projet d'établissement soumis à enquête publique serait reporté de presque neuf semaines, puisque celui-ci doit disposer e. a. de l'autorisation « commodo » avant de pouvoir débuter les travaux de construction.

ad 2) En effet, toutes les procédures « commodo » sont fixées dans la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dite loi « commodo ».

D'après les termes de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il n'appartient ni aux ministres compétents, ni aux administrations en charge du traitement du dossier de décider à quelle date les demandes sont à soumettre à l'enquête publique. Ces délais sont définis à l'article 9 qui décrit la procédure des demandes d'autorisation et les délais de prise de décision.

Pour les dossiers de demande des classes 1, 1A et 1B, c'est l'avancement des travaux d'instruction des demandes d'autorisation par les administrations compétentes, à savoir l'Administration de l'environnement (AEV) ou l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui détermine le moment de transmission d'une demande d'autorisation pour enquête publique aux communes concernées. Plus précisément, la date de transmission dépend du constat, par l'AEV ou l'ITM, que le dossier de demande est complet. Pour les dossiers de la classe 1, c'est le 2e « complet » qui détermine l'envoi du dossier aux communes. Ce moment dépend donc soit de la décision administrative de l'AEV soit de celle de l'ITM.

À la suite de cette décision, la demande est envoyée à la commune dans les huit jours à compter de ce dernier constat. Un retardement ou décalage pour des raisons de calendrier n'est pas prévu par la loi.

Aussi, la procédure d'enquête publique définie dans cette loi ne distingue pas entre des dossiers « complexes » et moins « complexes ». Il n'est d'ailleurs pas possible de juger, de par la simple attribution du point de nomenclature, quels dossiers sont à considérer comme « complexe » et lesquels ne le sont pas. Chaque dossier est différent et l'impact de l'établissement est jugé en fonction de son emplacement et de ses alentours. Ceci est un des principes fondamentaux de la loi « commodo ».

ad 3) Le but d'une enquête publique est de permettre aux communes et au public de consulter un dossier de demande en quiétude et en détail. Ces conditions n'étant pas données lors de réunions et au vu des chiffres qui précèdent, il n'est pas indiqué de rajouter d'autres étapes à la procédure d'instruction pour des centaines d'établissements, étapes qui ralentiraient d'avantage la procédure d'instruction.

Pendant la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2019, des observations ont été introduites pour environ 4 % de cas de classes 1 et 1B. Les raisons pour ce faible taux d'observations ne sont pas entièrement connues.

Nous tenons à ajouter que le projet de la nouvelle loi « commodo » prévoit une enquête publique à 100 % électronique. L'avantage sera que le public ne sera plus obligé de se rendre auprès de sa commune pour lire le dossier et éventuellement présenter des observations, mais pourra le faire électroniquement sur Internet et ce 24h/24. Une meilleure participation du public sera ainsi garantie et ne sera plus limitée aux heures d'ouvertures des communes.

Question 2695 (20.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **changements dans le monde du travail :**

Den 10. Juni 2020 huet McKinsey zesumme mat Google en Diskussiounspabeier publizéiert mam Titel „The future of work in Europe", deen op Basis vun den NUTS-3-Regiounen den Aarbechtsmaart analyséiert. Fir Lëtzebuerg goufen 13,7 % neien Emploi tëscht 2018 an 2030 virausgesot.

An dësem Dokument maachen d'Auteuren e puer Constaten:

"Beyond Covid-19, automation, migration, and shrinking labour supply are shifting the geography of employment."

"Job growth in all regions has been stronger in occupations requiring a higher level of skills."

"As Europe ages, mobility has become the primary driver of growth in the working-age population in most clusters."

"There is a large overlap between jobs at risk due to Covid-19 in the short term and jobs displaced by automation in the longer term."

"The strongest job growth is projected in professional, scientific and technical services as well as human health and social work, while the biggest decline could occur in manufacturing."

All dës Constaten hunn eppes gemeinsam, an zwar, datt d'Majoritéit vun den neien Jobs wäert a Beräicher entstoen, an deenen d'Leit eng méi héich Ausbildung brauchen, an datt duerch d'Automatisatioun och Aarbechtsplaze wäerte verluer goen, wou ee manner formal Bildung brauch.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir dësem grousse Challenge u „reskilling" entgéintzetrieden?

2. Wéi plangt d'Regierung, d'Employéen, deenen hire Bildungsprofill net op déi nei Opportunitéite passt, op dës Ännerungen ze preparéieren?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

D'Regierung ass sech der Erausfuerderung vum Re- an Upskilling vollkomme bewosst. Am Mee 2018 ass e Pilotprojet vum Aarbechtsministère zesumme mat der ADEM lancéiert ginn (Luxembourg Digital Skills Bridge), an deem et drëm gaangen ass, den Entreprisen ze hëllefen, hiert Personal besser fir d'Zukunft opzestellen an Entloossungen ze vermeiden. Dëse Projet ass bis November 2019 gelaf an et konnte méi wéi 300 Salariéen an deem Kader vu Formatioune profitéieren an déi Kompetenze kréien, déi an hirem Betrib oder engem anere gebraucht ginn, an esou hir Aarbechtsplaz behalen.

Aktuell sinn den Aarbechtsministère an d'ADEM amgaang, eng nei „Future Skills Initiative" virzebereeden, déi dräi verschidden Aspekter huet:

1. De „Future Skills Programm" ass en neien Formatiounsprogramm vun der ADEM, dee souwuel eng theoreetesch Partie (Formatioun vun dräi Méint am Domän vun den digitalen an den horizontale Kompetenzen) wéi och eng praktesch Partie (sechs Méint „occupation temporaire indemnisée") beinhalt. Dëse Programm gëtt zesumme mat de Formatiounsinstituter vun de Sozialpartner ugebueden (Chambre de Commerce a Chambre des Salariés) a fänkt ufanks Oktober un.

2. Sektoriell Etuden, fir besser ze verstoen, wéi den Aarbechtsmaart sech zu Lëtzebuerg verännert an d'Ännerunge kënnen ze anticipéieren: Wat fir eng Beruffer verschwannen, wat fir eng nei Beruffer kommen a wat fir Kompetenze mussen d'Salariéen hunn?

3. Ënnerstëtzung fir Betriber am Beräich vun der „gestion prévisionnelle des compétences" („workforce planning") fir ze kucken, wat fir eng Ressourcen a Kompetenzen an der Zukunft am Betrib gebraucht ginn an d'Mataarbechter da kënnen ze forméieren.

Am Kontext vun der Tripartite huet d'Regierung ee sougenannte „Skills-Dësch" aberuff, ënnert der Presidence vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Dëse Skills-Dësch wäert justement déi Problematik diskutéieren, déi hei ugeschwat gëtt. D'Regierung huet vir, an Zesummenaarbecht mat allen implizéierten Acteure Modeller auszeschaffen, déi et an Zukunft sollen erméiglechen, souwuel aus aarbechtsrechtlecher wéi och aus pedagogescher Siicht esou ee „reskilling" duerchzeféieren. Dobäi wäert och berécksichtegt ginn, wat fir eng Opportunitéite vu „reskilling" jee no dem aktuelle Kompetenzprofill vun engem Employé kënnen envisagéiert ginn.

Question 2696 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation en Biélorussie :**

Am Kontext vun den Entwécklungen a Wäissrussland no de rezente Walen huet den Här Bausseminister Asselborn de 17. August 2020 am Deutschlandfunk gemengt: „Was sich in Belarus abspielt, ist Staatsterrorismus."

Elo besteet d'Konscht vun der Diplomatie jo ënner anerem doran, mat grousser Virsiicht, Ponderatioun an Nuance ze formuléieren. Dowéinst wollt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert den Här Bausseminister de Begrëff „Staatsterrorismus" a wéi eng Elementer vun där aktueller Situatioun a Wäissrussland si konstitutiv fir déi Qualifikatioun?

2. No deene selwechte Krittäre wéi a Belarus, wéi eng aner Staaten, Subjekter oder Quasisubjekter vum internationalen ëffentleche Recht sinn dem Här Asselborn senger Meenung no also als „staatsterroristesch" ze bezeechnen? Kann den Här Minister der Chamber d'Lëscht vun deenen Entitéite mat der Äntwert op dës Fro zoukomme loossen?

3. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi Manéier, wéi hien d'Situatioun an anere Länner beschreift, an déi dacks en éischter kategoresche Charakter huet, de Lëtzebuerger Interessen déngt?

Réponse (16.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. De Begréff vum Staatsterrorismus bezitt sech op déi exzessiv Gewalt, mat där dem Här Lukaschenko säi Regimm géigeniwwer senger eegener Bevëlkerung virgeet. Säit der Annonce vum gefälschte Walresultat, den 9. August, huet dës Gewalt scho mindestens véier Mënscheliewe kascht. D'Aktioune vu vermummte Polizisten a Membere vum staatleche Sécherheetspersonal, déi mat aller Häert Fraen a Männer aus allen Alterskategorië brutal néierschloen, hunn eleng als Zil, der Bevëlkerung Angscht an Terror anzejoen. Et leie kredibel Berichter vir vu schwéiere Fäll vu Mënscherechtsverletzungen a Folter a Prisongen a Belarus. Dat ass schockéierend, inakzeptabel a muss op d'Schäerfst verurteelt ginn. Eng sélleche Persoune si verschleeft ginn a kee weess fir de Moment, wou se sinn an ob se nach liewen. Dës „disproportionate and unacceptable state violence against peaceful protesters", fir et an de Wierder vum héije Vertrieder vun der Europäescher Unioun Josep Borrell auszedrécken, ass ëmsou méi veruechtenswäert, wéi d'Mënschen op de Stroossen a Belarus friddlech hir legitimm demokratesch Rechter afuerderen. An engem Rechtsstaat ass dem Staat säi Gewaltmonopol gesetzlech ageschränkt an dëngt net derzou, eng friddlech Bevëlkerung ze terroriséieren.

ad 2. Et gi leider vill Staaten op der Welt, déi hire Sécherheetsapparat asetzen, fir déi eege Bevëlkerung massiv anzeschüchteren an ze ënnerdrécken. Do, wou sou Situatioune virherrschen oder sech méiglecherweis an Zukunft erginn, intervenéiert Lëtzebuerg op verschiddenen Niveauen, fir seng Besuergnis auszedrécken an no senge Méiglechkeeten zur Verbesserung vun der Lag bäizedroen.

ad 3. Eng Lëtzebuerger Aussepolitik, déi op fundamentale Wäerter wéi Demokratie an d'Erhale vun de Mënscherechter baséiert, ass et sech selwer schëlleg, Virgäng wéi déi, déi sech am Moment a Belarus ofspillen, an aller Däitlechkeet ze denoncéieren. Gläichzäiteg setzt sech Lëtzebuerg derfir an, dass e konstruktiven Dialog tëschent dem Regimm a Belarus an de verschiddenen oppositionelle Kräften zustane kënnt. Nëmmen op dës Manéier ass eng dauerhaft politesch Léisung méiglech, déi am Interessi souwuel vu Belarus wéi och vun der EU ass.

Question 2697 (20.08.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **parc immobilier de l'État :**

Il ressort d'un article paru hier sur paperjam.lu que le Ministère des Finances aurait pris en location les anciens bureaux de Deloitte à Kalchesbréck.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le loyer annuel à payer dans ce cadre ?

- L'État dispose-t-il d'un droit de préemption conventionnel au cas où les locaux pris en location venaient à être cédés ? Dans l'affirmative, le prix de vente a-t-il d'ores et déjà été acté, respectivement est-il déterminable et dans l'affirmative, sur base de quels critères ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations suivantes concernant le parc immobilier pris en location par l'État au sens large :

• la surface exprimée en m²,

• le prix moyen payé par m² ?

Comment cette surface et le prix par m² ont-ils évolué au cours des dix dernières années ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations suivantes concernant le parc immobilier acheté par l'État au sens large depuis 2013 pour servir de bureaux aux administrations, services, etc. étatiques (mis à part l'acquisition de la Cité policière) :

• la surface exprimée en m²,

• le prix moyen payé par m² ?

Comment cette surface et le prix par m² ont-ils évolué au cours des dix dernières années ?

Dans le programme gouvernemental de 2013, on pouvait lire : « Le Gouvernement fera une analyse des domaines de l'État et de son parc immobilier afin d'identifier des pistes pour une utilisation plus efficiente et une meilleure valorisation, tenant compte des priorités politiques. (…)

Dans l'intérêt d'une optimisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'État, l'opportunité de la création d'une entité de gestion des immeubles de l'État sera étudiée. Sa principale mission consisterait à s'occuper activement du parc immobilier de l'État. Dans un souci d'efficience des ressources et pour autant que financièrement possible, le parc immobilier sera assaini énergétiquement et sa gestion soumise à des critères tant économiques que sociaux et environnementaux. »

- En quoi Monsieur le Ministre considère-t-il que ces objectifs ont pu être atteints ?

- Quelles sont les réflexions menées au sein de l'administration gouvernementale pour assurer une gestion active et valoriser le parc immobilier, tout en assurant son entretien préventif ?

Réponse (21.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Deux immeubles ont été pris en location à Kalchesbréck, à savoir l'immeuble Apollo pour le CTIE et l'immeuble Artemis pour des services de l'Administration des contributions directes. Étant donné que le prix de location est toujours le résultat d'une négociation, il n'est pas d'usage de le publier. Il convient toutefois de préciser que le prix de location par m² est en dessous des moyennes publiées par les acteurs du marché. Une négociation relative à une éventuelle option d'achat pour ces deux immeubles n'a pas eu lieu.

La surface au sens large (bureaux, archives, parkings…) prise en location actuellement par l'État est d'environ 300.000 m² pour un prix moyen payé de 17,78 € par m².

Au courant des dix dernières années, les surfaces prises en location ont connu une augmentation de 18,59 % alors que les loyers correspondants ont augmenté de 16,59 %.

Depuis 2013, l'État a acheté, mis à part le complexe de la Cité policière, dix immeubles avec une surface bureaux de 46.800 m², avec une surface archives de 8.700 m² ainsi que 589 emplacements de stationnement. Ces immeubles ont été acquis pour un prix global de 228,5 millions d'euros.

En ce qui concerne l'étude à laquelle se réfère l'honorable Députée, il convient de noter que celle-ci a débuté et vise actuellement à dresser un état des lieux avec les intervenants nombreux dans cette matière.

Question 2698 (20.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact de la sécheresse sur les agriculteurs :**

Après un mois de juillet extrêmement sec consécutif à un printemps très doux, la récente canicule a aggravé la sécheresse qui touche tout le pays. Une sécheresse est constatée au Luxembourg depuis quatre années consécutives. Cette situation devient alarmante pour nos agriculteurs, car le manque de pluie persistant risque de diminuer fortement les rendements des exploitations céréalières et les élevages.

Il est fort probable que certains agriculteurs devront bientôt commencer à utiliser leurs stocks de fourrage prévus pour l'hiver. D'autres devront probablement acheter de la paille et du foin car leurs prairies, grillées par la sécheresse, ne permettent plus à leurs bêtes d'y pâturer normalement.

À en croire certains experts, la sécheresse devient donc structurelle au Luxembourg et l'agriculture n'aura d'autre choix que de s'adapter à ce défi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- La sécheresse actuelle est-elle comparable à celles des années 2017, 2018 et 2019 ?

- Quelle est la capacité fourragère actuelle de nos agriculteurs compte tenu de ces conditions climatiques ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant d'agriculteurs qui doivent d'ores et déjà utiliser leurs stocks de fourrage prévus pour l'hiver ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que nos agriculteurs devront racheter du fourrage pour pouvoir satisfaire aux besoins en nourriture du bétail durant l'hiver à venir ?

- Vu que nos pays voisins sont confrontés aux mêmes problèmes, n'existe-t-il pas un risque qu'il n'y ait pas assez de fourrage disponible sur les marchés ?

- Si les sécheresses estivales s'avèrent structurelles au Luxembourg, par quels moyens l'agriculture pourra-t-elle s'adapter pour faire face au changement climatique ?

Réponse (08.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- Le service météorologique étatique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) exploite un réseau de mesure de 32 stations météorologiques automatiques recouvrant toutes les régions du Luxembourg. Afin de comparer la situation de cette année aux années précédentes, les anomalies pluviométriques par rapport à la période de référence de 1981-2010 pour les quatre stations représentatives d'Asselborn (nord), de Clemency (sud-ouest), de Remich (vallée de la Moselle) et Grevenmacher (vallée de la Moselle) ont été évaluées pour la période du 1er mars au 31 août (printemps et été météorologiques), qui est déterminante pour le développement des cultures.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il ressort de cette analyse que le printemps et l'été météorologiques ont présenté un déficit par rapport à la période de référence pour les quatre dernières années dans tout le pays. Dans le sud du pays et dans la vallée de la Moselle, ce déficit a été nettement plus prononcé en 2020 (plus que le double) que les trois années précédentes. Seulement dans le nord du pays, le déficit pluviométrique a été du même ordre de grandeur en 2018 qu'en 2020 et plus prononcé en 2017.

Cette analyse montre l'exceptionnalité de la sécheresse en 2020, dans une grande partie du pays.

- Les réserves en fourrages 2020 sont très variables selon les différentes exploitations agricoles et sont difficiles à chiffrer. Sur les champs d'essais de l'ASTA, les rendements des prairies ont diminué de 10 % par rapport aux années précédentes pour les trois premières coupes, sachant que les rendements des années antérieures en 2019 n'étaient déjà pas très élevés. Les rendements de la première et de la deuxième coupe étaient, pour ce qui concerne les essais de graminées de l'ASTA, comparables aux années précédentes. Par contre, la récolte de la troisième coupe en 2020 était très faible et ne représente que 20 % de la moyenne des années précédentes dans ces essais. Vu que les conditions de sécheresse sévère continuent à perdurer, il faut également s'attendre à ce que la quatrième coupe soit insignifiante, de sorte que le bilan de la récolte totale de fourrages sur les champs d'essais de l'ASTA diminuera sans aucun doute significativement par rapport aux années précédentes. Il convient également de noter que les rendements fourragers sur les prairies et pâturages, dans de nombreuses régions de notre pays, sont beaucoup plus faibles que dans les essais de graminées de l'ASTA. L'été sec n'a pas permis d'agrandir les stocks de fourrage d'hiver, avec toutefois des exceptions régionales.

Par ailleurs, à cause de la sécheresse, la récolte du maïs d'ensilage a par endroits déjà commencé au milieu du mois d'août en avance de deux à quatre semaines sur le calendrier, mais les données exactes sur le rendement ne sont pas encore disponibles pour l'instant.

- Sans avoir de données représentatives, on peut cependant affirmer que plusieurs exploitations agricoles doivent déjà maintenant affourager leurs animaux avec les stocks de fourrages prévus pour l'hiver.

- Il faut savoir que certaines exploitations agricoles achètent chaque année du fourrage pour nourrir leurs bêtes en hiver parce qu'elles n'ont pas assez de surface pour produire des aliments pour tous leurs animaux. Cette année, le nombre d'exploitations qui devront se fournir en fourrages supplémentaires est sûrement plus élevé que d'habitude. En cas de pénurie de fourrages, les exploitations agricoles s'approvisionnent surtout avec des aliments concentrés à base de céréales.

Par le semis et la récolte de cultures intermédiaires, les exploitations agricoles ont une autre possibilité pour satisfaire aux besoins de nourriture du bétail, il faudrait cependant des précipitations assez conséquentes cet automne, pour que ces semis réussissent.

- On constate plus ou moins des situations comparables dans les pays limitrophes. Il existe donc effectivement un certain risque de manque de fourrage en 2020 dans la Grande Région, comme les années précédentes.

Mais pour augmenter les réserves hivernales, il existe d'autres possibilités. Au lieu d'acheter du fourrage, les exploitations agricoles peuvent soit changer la ration alimentaire en utilisant plus de paille au lieu de foin ou d'ensilages d'herbes et de maïs, il faut cependant savoir que la paille est rare et chère cette année, soit semer des mélanges fourragers après la récolte des céréales. Cette mesure dépendra cependant fortement des précipitations en septembre et octobre.

- En 2018, le Gouvernement a adapté une stratégie et un plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg pour la période 2018-2023. Cette stratégie a identifié les sécheresses comme un des impacts majeurs pour le secteur agricole.

Dans le cadre des mesures prévues dans cette stratégie l'ASTA teste déjà depuis plusieurs années sur ses champs d'essais des mélanges fourragers afin de trouver des espèces et variétés d'espèces mieux adaptées au changement climatique et à la sécheresse. Il en est de même du Lycée technique agricole et de l'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA), qui ont également mis en place des essais à cet égard.

En effet, la mise en culture d'espèces et de variétés fourragères plus résistantes à la sécheresse, telles que la luzerne, le dactyle, les fétuques, le sorgho, mais aussi le soja ou le tournesol constitue le meilleur moyen pour l'agriculture de s'adapter au changement climatique.

Les agriculteurs devront élargir la gamme des espèces cultivées et changer leurs rotations ainsi que leur façon de travailler le sol.

Produire davantage de fourrages au printemps constitue également un moyen pour faire face à la sécheresse estivale.

Toutes ces mesures atténuent les effets du changement climatique et la sécheresse subséquente, mais ne permettent cependant pas d'atteindre les niveaux de récolte que l'on obtiendrait s'il n'y avait pas de déficit hydrique.

Question 2701 (20.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation au Mali :**

De rezente Militärputsch am Mali werft vill Froen op, virun allem wat déi Lëtzebuerger an och méi allgemeng déi europäesch Implikatiounen an deem Land betreffen.

An deem Kontext géif ech dem Här Bausseminister, dem Här Minister fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten an dem Här Verdeedegungsminister gär dës Froe stellen:

1. Den „Accord général entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Mali" vum 26. November 1998 beriff sech op „les droits et libertés fondamentales de l'homme". Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung dësen Accord elo suspendéieren oder kënnegen? Gëtt et Analogien zu anere Partnerstaate vun der Kooperatioun, wou Accorde wéinst der Mënscherechtssituatioun suspendéiert goufen?

2. Eng Rei vun de Lëtzebuerger Projeten am Mali betreffen de „retour de la paix et de la stabilité" an d'bonne Gouvernance. Wéi evaluéiert déi Lëtzebuerger Regierung an där aktueller Situatioun de Succès an d'Opportunitéit vun esou Projeten?

3. Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung d'Zukunft vun der bilateraler Kooperatioun mam Mali?

4. Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung d'Zukunft vun de Friddensverhandlunge bannent dem Mali?

5. Wéi eng diplomatesch Konsequenzen zitt déi Lëtzebuerger Regierung um Niveau vun der EU an der UNO, besonnesch am Hibléck op d'EUCAP, d'EUTM an d'MINUSMA? Wéi eng Positioune wëllt Lëtzebuerg am Hibléck op d'Zukunft, d'Aufgaben an d'Opstellung vun deene Missioune vertrieden?

6. Wéi eng Implikatioune vun den Entwécklungen am Mali gesäit d'Regierung fir de Sahel?

Réponse commune (16.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Déi soziopolitesch Situatioun am Mali war an ass komplex. Se ass duerch déi sanitär Kris vum Covid nach méi kompliziéiert ginn a se fluktuéiert. Mam Appui vun onser Representatioun zu Bamako, onser Ambassade zu Dakar an onse Partner an der EU, souwéi och iwwert d'UNO, suivéiert d'Regierung d'Evolutioun vun der Situatioun op der Plaz op enger deeglecher Basis. Am Moment ass net virgesinn, de mentionéierten Accord général ze suspendéieren oder ze kënnegen. Sou wéi aner Länner, déi am Mali aktiv sinn, dat och gemaach hunn, huet d'Regierung all direkt Ënnerstëtzung un déi malesch Regierung am Kontext vun der bilateraler Entwécklungszesummenaarbecht suspendéiert a féiert am Moment just déi Aktioune weider, déi der malescher Bevëlkerung an der Zivillgesellschaft onmëttelbar zegutt kommen.

Déi selwecht Approche ass 2012 vu Lëtzebuerg, souwéi och vun aneren EU-Staaten, am Mali adoptéiert ginn an och 2010 am Niger bei den deemolege Putschen. Am Nicaragua ass et no enger schwéierer soziopolitescher Kris 2018 och fir d'éischt zu engem Afréiere vun de Finanzementer un d'Regierung komm. Nodeems sech d'Situatioun net verbessert huet, ass an engem zweete Schratt dunn zréckbehale ginn, déi verschidde Programmer, déi an Zesummenaarbecht mat der Regierung gefouert gi sinn, definitiv op en Enn ze bréngen a méi verstäerkt d'Zivillgesellschaft ze ënnerstëtzen, déi en direkten Appui un d'Bevëlkerung gëtt.

ad 2. De „retour de la paix et de la stabilité" an d'bonne Gouvernance sinn Objektiver, déi sech nëmmen iwwer e längeren Zäitraum hin erreeche loossen, an un deenen d'Lëtzebuerger Kooperatioun säit Laangem zesumme mat lokalen an internationale Partner schafft. Fridden a Stabilitéit fir d'lokal Bevëlkerung wäerte weiderhi wichteg Objek-

tiver vun eiser Kooperatioun och mam Mali bleiwen, an déi ënnert den aktuellen Ëmstänn ëmsou méi relevant sinn.

ad 3. De Mali ass e laangjärege Partner vu Lëtzebuerg, e wichtegen Acteur op regionalem Niveau a Westafrika, a soumat bleift d'Sécherheet an d'Stabilitéit vum Mali eng laangfristeg Prioritéit an eiser bilateraler Zesummenaarbecht.

Den aktuelle bilaterale Kader fir eis Entwécklungszesummenaarbecht mam Mali leeft Mëtt 2021 aus. Déi grouss Orientatioune vum nächsten a véierte Programme indicatif de coopération (PIC IV, 2021-2025) sinn identifizéiert. D'bonne Gouvernance an d'Mënscherechter bleiwe wichteg Sujeten, op déi mir weider mat eise Partner wëllen hischaffen an déi mir an all eis Projete wäerten transversal integréieren. An dësem Kontext wëlle mir och nach méi mat Acteure vun der Zivillgesellschaft schaffen, wéi mir et bis elo scho gemaach hunn. Déi grouss Linne vun eiser Kooperatioun wäerte weiderhin d'Formation professionnelle an d'Employabilité vun de Fraen an de Jonke bleiwen, mat engem Fokus op de Secteur agricole. Ënnert den aktuellen Ëmstänn ass d'Ënnerschreiwe vum neie PIC IV awer am Moment net envisageabel.

ad 4. Antikonstitutionell Mesurë kënnen op kee Fall eng Äntwert sinn op déi déif gesellschaftspolitesch Kris, déi de Mali säit Méint duerchlieft. D'Militär muss d'Muecht un d'Zivilisten zréckginn an dëse sozialpoliteschen Transitiounsprozess muss zu demokratesche Wale féieren. D'Membere vum nei gegrënnte Comité national pour le salut du peuple (CNSP) hunn ugekënnegt, hir Kooperatioun mat de Missioune vun de Vereenten Natiounen a vun der Europäescher Unioun weiderféieren ze wëllen an hunn den Dialog mat der Union africaine, der CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) souwéi mat anere politeschen, sozialen a reliéisen Acteuren opgeholl. Dësen Dialog ass bis elo friddlech verlaf.

Mir ruffen an dësem Sënn weiderhin zu inklusive Consultatiounen am Mali op, fir e Konsens ze erreechen, deen déi demokratesch Verfassungsprinzippien, dat internationaalt Recht an d'Mënscherechter respektéiert a sech op d'Wuelbefanne vun der Bevëlkerung konzentréiert.

Den Accord pour la paix et la réconciliation au Mali vun 2015, deen aus dem Prozess d'Alger ofstaamt, gëtt oprecht erhalen an de CNSP huet seng Bereetschaft erkläert, sech weiderhin un dëst Ofkommen ze halen.

Lëtzebuerg huet a wäert weiderhin de Fortschrëtt vun de Consultatiounen am Mali ganz no verfollegen.

ad 5. Opgrond vun der komplexer politescher Situatioun nom Coup d'État am Mali huet d'EU decidéiert, hir Missiounen EUTM an EUCAP Sahel Mali fir de Moment ze suspendéieren, well d'Ëmstänn et dem Personal vun de Missiounen net erlaben, hir normal Aktivitéiten duerchzeféieren. D'Ziler vun de Missioune bleiwen awer pertinent an esou wäert dat bestoend Personal zu Bamako a Koulikoro bleiwen. D'Aktivitéite vun de Missioune lafen nees u soubal d'Situatioun et erlaabt. D'UNO-Missioun MINUSMA op hirer Säit fiert mat hirer Aarbecht virun.

Et bleift wichteg, déi laangfristeg Investitioun vun der internationaler Communautéit fir d'Sécherheet an d'Stabilitéit vum Mali a vum Sahel oprechtzeerhalen. D'Konditioune mussen awer stëmmen. Et wier zum Beispill problematesch, eng Kooperatioun mat den aktuellen Autoritéiten am Mali weiderzeféieren, ouni dass e kloren Transitiounsplang a Richtung vun enger demokratesch legitiméierter Regierung besteet. D'Zukunft, d'Aufgaben an d'Opstellung vun deene verschiddene Missioune wäerte weiderhin an den zoustännege Gremien zesumme mat onse Partner diskutéiert an um Terrain ëmgesat ginn.

ad 6. D'Sécherheetslag an der Sahel-Regioun ass scho säit Längerem volatill. D'Experte schwätzen haut vun enger „kompletter Kris", an där d'Degradatioune vun der Sécherheet, der Wirtschaft, de politesche Fundamenter, der Gesellschaft souwéi och der humanitärer Situatioun sech géigesäiteg verstäerken. Dobäi kënnt, datt duerch déi demografesch Entwécklung, d'Klimaverännerung an d'Desertifikatioun den Drock op natierlech Ressourcen (wéi Agrarland, Weed fir Véi a Waasser) extreem zougeholl huet, wat bei enger Quasi-Absence vu staatlechen Institutiounen a gudder Gouvernance am ländleche Raum zu ëmmer méi Konflikter tësche Communautéite féiert. Déi sozial an ekonomesch Konsequenze vun der Covid-19-Pandemie erhéijen den Drock op déi besonnesch vulnerabel Bevëlkerungsgruppen, an dat virun allem, wat hir Liewensmëttelsécherheet ugeet. Duerch rezent dschihadistesch Attacken an der Regioun, souwuel wéi de Putsch am Mali, spëtzt sech déi allgemeng Sécherheetslag an der Regioun weiderhin zou.

An dësem Sënn bleift et pertinent, datt Lëtzebuerg zesumme mat sengen EU-Partner a sengen internationale Partner an der Regioun engagéiert bleift an d'Rechtsstaatlechkeet, d'Mënscherechter an en demokratesche Prozess weider fërdert, fir datt d'Stabilitéit an d'Sécherheet gestäerkt kënne ginn.

Question 2702 (21.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **revalorisation des déchets plastiques :**

Selon un article paru en date du 14 août dernier dans « Le Figaro Magazine », une association française a inventé un système de cuve pour chauffer le plastique à 450 ° qui est transformé ensuite en un gasoil normé. Il s'agit d'utiliser la pyrolyse qui casse la chaîne des polymères du plastique pour transformer la matière en vapeur de différents poids (65 % de diesel, 15 % d'essence, 15 % de gaz, 5 % de charbon). La machine, dénommée Chrysalis, est capable de traiter jusqu'à 350 kg de plastique par jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ce nouveau système ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que ce système constitue une vraie revalorisation des déchets plastiques ?

3) Est-ce que, le cas échéant, cette machine pourrait-être utilisée au Luxembourg ?

Réponse (21.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il existe un grand nombre d'initiatives qui se lancent dans la valorisation des déchets plastiques. Dans le cas mentionné par l'honorable Député, il s'agit d'une machine dénommée Chrysalis qui a été mise au point par l'association française Earthwake et qui permet, par pyrolyse, de transformer les déchets plastiques en carburant.

ad 2) Conformément à la hiérarchie dans la gestion des déchets et à la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg », la priorité est toujours donnée à la prévention des déchets, suivie, par ordre de priorité, de la préparation à la réutilisation, du recyclage, de la valorisation, notamment énergétique et, enfin, de l'élimination. Ainsi, les campagnes de prévention et d'incitation à une utilisation consciente des objets en plastique et des ressources en général doivent être poursuivies.

L'association Earthwake est encore très jeune, leur machine n'a qu'un peu plus d'un an et se trouve toujours au stade expérimental. Le système français Chrysalis intervient au moment où le déchet a été produit et propose une valorisation des déchets plastiques.

Au Luxembourg, de nombreuses initiatives ont déjà été prises dans le passé pour procéder à une collecte séparée des déchets plastiques en vue de les soumettre à un recyclage matière, niveau supérieur dans la hiérarchie des déchets. Le plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) prévoit un certain nombre de mesures visant à renforcer la collecte séparée des différentes fractions de déchets recyclables, dont également les déchets plastiques. Un principe général qui guide la mise en place des structures de collecte séparée est celui du maintien de la qualité des différents matériaux. Ce principe est en ligne avec une des orientations de la stratégie sur les plastiques de la Commission européenne qui consiste à améliorer l'économie et la qualité du recyclage des déchets plastiques en Europe. Dans le même contexte et afin de renforcer la collecte séparée des déchets plastiques, il est notamment prévu d'étendre le réseau des centres de recyclage. En effet, une densification de ce réseau permet d'atteindre un public plus nombreux et plus particulièrement les citoyens qui, pour des raisons de disponibilité et de proximité ne peuvent que difficilement bénéficier des infrastructures existantes.

ad 3) L'objectif du projet de l'association française Earthwake est de trouver une solution pour les pays émergents qui ne disposent pas de système organisé de collecte des déchets plastiques et qui sont encore très dépendants du diesel comme source d'électricité à travers les générateurs.

Utiliser les déchets plastiques pour produire du carburant et plus particulièrement du diesel au lieu de procéder à un recyclage matière va à l'encontre des objectifs du Gouvernement et de sa stratégie « Null Offall Lëtzebuerg ». Il s'agit plutôt de prendre des mesures pour prévenir définitivement la production des déchets plastiques et des déchets en général.

En plus des éléments mentionnés à la deuxième question, dans le plan intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 par rapport à l'année de référence 2005. Le secteur du transport étant responsable pour environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg, il est essentiel de se concentrer sur ce secteur pour faire baisser les émissions. Le Gouvernement est résolu à poursuivre ses efforts en matière de décarbonisation des transports. Ainsi, le Gouvernement ambitionne de continuer à promouvoir une mobilité durable dans tous les domaines, avec une promotion renforcée des transports en commun, de la mobilité douce et de l'électromobilité.

Question 2703 (21.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**utilisation de drones dans la viticulture :**

Dans l'accord de coalition 2018-2023, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts afin de développer la viticulture durable, notamment la filière biologique. Il veut ainsi accompagner les viticulteurs envers une transition viticole plus respectueuse de l'environnement ainsi qu'aux défis du changement climatique.

Dans ce contexte, la pulvérisation de fongicides sur les vignes à l'aide d'un drone peut s'avérer plus précise et régulière qu'un épandage par hélicoptère et a comme autre avantage de ne pas tasser la terre. De plus, elle permet d'éviter que le vigneron soit en contact avec les produits, ce qui est bénéfique pour sa santé. L'hélicoptère est plus rapide et permet de traiter de plus grandes surfaces, mais il suscite des interrogations d'un point de vue écologique dans la population. Finalement, sur les vignobles à forte pente, le drone diminue le risque d'accident.

Au Luxembourg, l'Institut viti-vinicole ainsi que certains vignerons biologiques ont déjà testé l'épandage de fongicides par drone avec succès. Les alternatives à l'épandage par drone sont, hormis l'épandage par hélicoptère qui est moins cher que l'épandage avec un drone, l'épandage avec un tracteur de vigne ou l'utilisation de chenillettes pour les vignes en forte pente. Dans le cadre de la loi agraire ces machines sont subventionnées par l'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Combien de demandes pour une pulvérisation aérienne par hélicoptère l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a-t-elle reçues pour les années 2019 et 2020 ? Combien de ces demandes ont été autorisées ?

- Est-ce que les pulvérisations aériennes par drone nécessitent également une demande d'autorisation de cette administration ? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été accordées pour une pulvérisation avec un drone ?

- Dans la négative, quelles sont les autorisations nécessaires et conditions afin de pouvoir pulvériser des vignobles à l'aide d'un drone ?

- Quelle est la position du ministre face à l'épandage de fongicides par drone ? Est-ce que le ministère compte encourager davantage les vignerons à épandre leurs vignobles à l'aide d'un drone ? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les vignerons feront davantage recours à un prestataire de service pour épandre leurs vignobles avec des drones ou est-ce que les vignerons sont obligés à acheter eux-mêmes un drone ? Dans la deuxième hypothèse, une subvention pour l'achat d'un drone, comme pour les autres machines d'épandage subventionnées (tracteur de vigne, chenillette) serait-elle envisageable ? Est-ce qu'une aide pour le recours à un service (p. ex épandage par drone) pourrait-elle également être envisageable ? Sachant que le recours à un service va dans le sens de la « sharing economy », vu qu'une machine est utilisée par plusieurs vignerons ou agriculteurs, la subvention en général de tels services ne devrait-elle pas être accordée davantage ?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

- En 2019 et 2020, douze respectivement dix demandes ont été reçues. Toutes les demandes ont été autorisées. À noter que seul le Ministre ayant l'Agriculture et la Viticulture dans ses attributions et non pas l'Administration des services techniques de l'agriculture peut accorder des autorisations de pulvérisation aérienne.

- La directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable définit le terme « pulvérisation aérienne ». Cette définition, reprise à l'article 1er de la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques, ne couvre pas les pulvérisations par drones. Ainsi, celles-ci ne nécessitent pas d'autorisation de la part du Ministre ayant l'Agriculture et la Viticulture dans ses attributions.

- L'épandage de produits phytopharmaceutiques par drones est soumis à une autorisation de la part de l'Administration de la navigation aérienne.

- Le Ministère de l'Agriculture a financé une étude de faisabilité concernant l'épandage de fongicides en viticulture par drones en 2016, 2017 et 2018. Cette étude a été réalisée par l'Institut viti-vinicole (IVV) en coopération avec le Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum (DLR) Mosel. Comme les résultats de cette étude étaient prometteurs, je suis favorable à l'utilisation de cette nouvelle technologie. Afin de promouvoir leur utilisation auprès de la profession viticole, les résultats de l'étude ont été présentés aux vignerons à l'occasion du « Lëtzebuerger Wäibaudaag 2019 ». Une séance de démonstration a également été organisée par l'Institut viti-vinicole. Étant donné que la manipulation d'un drone reste encore compliquée, notamment en cas de perte du signal de géo-positionnement, l'IVV recommande dans un premier temps de recourir à un prestataire de service spécialisé.

À noter que le chapitre 1er de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit des aides aux investissements dans les exploitations agricoles. Les équipements de techniques innovantes ou de precisionfarming sont considérés comme des biens meubles éligibles au régime d'aides aux investissements réalisés par les exploitations agricoles. Un drone agricole est défini comme un équipement de technique innovante ou de precisionfarming. L'aide est de 20 % du coût éligible pour les biens meubles. Jusqu'à ce jour, une seule exploitation viticole a introduit une demande d'aide pour un drone.

Question 2705 (21.08.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **nouvelle méthode pour recueillir les échantillons nécessaires au dépistage de la Covid-19 :**

En date du 17 août, le Ministre de l'Éducation autrichien a présenté la stratégie de prévention et de dépistage du Sars-CoV-2 dans les écoles autrichiennes à partir de la rentrée scolaire 2020. L'approche, qui n'est pas sans rappeler le « Large Scale Testing » (LST) mis en place chez nous, consistera à tester 15.000 jeunes et 1.200 enseignants toutes les trois semaines afin de détecter le virus dans la population scolaire.

Pour effectuer ces tests, l'Autriche compte faire appel à une méthode novatrice consistant à effectuer un gargarisme avec une solution saline pendant 60 secondes qui est ensuite récoltée dans un tube. La méthode, qui ne provoque ni douleurs ni autres inconforts physiques, se prête particulièrement à être utilisée auprès des enfants. Afin d'optimiser l'utilisation des ressources, un pooling de dix échantillons sera effectué. Seulement en cas de résultat positif, les échantillons seront testés individuellement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelle est, suivant l'état des connaissances actuelles, la fiabilité de la méthode qui sera employée en Autriche ?

2) Cette méthode pourrait-elle être appliquée à la partie du LST qui a trait en milieu scolaire ?

3) Hormis les avantages au niveau du confort de la personne testée, la méthode susmentionnée ainsi que le pooling par 10, au lieu de 4 actuellement en usage chez nous, pourrait-elle permettre des économies en ressources (temps, personnel, matériel) ?

Réponse commune (22.09.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Le monde médical cherche en effet activement des moyens de prélèvements pour le Sars-CoV-2 qui sont mieux acceptés par les patients que les frottis nasopharyngés ou oropharyngés à l'origine de désagréments voire parfois de douleurs. Le gargarisme avec une solution saline est une de ces alternatives, comme le sont les prélèvements salivaires, par crachats ou frottis buccaux. En dehors des articles de presse générale sur la méthode des gargarismes, nous n'avons pas trouvé de publication scientifique validant cette technique d'un point de vue sensibilité et spécificité. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer à ce stade sur la fiabilité de cette méthode.

La Haute Autorité de santé (HAS) en France vient de publier une évaluation des tests salivaires par crachats ou frottis buccaux et les recommande pour le diagnostic chez des patients symptomatiques. Elle n'a pas émis de recommandations, à ce stade, pour le dépistage chez les personnes asymptomatiques parce que ce type de prélèvement perd en sensibilité, ce qui pourrait être un problème chez des personnes avec une charge virale moins importante, comme on peut le voir chez les personnes sans symptômes. Basés sur cette évaluation, les prélèvements salivaires ne seraient donc pas indiqués dans des programmes de dépistage comme le large scale testing.

Toutes les méthodes de prélèvements permettent du pooling à un niveau plus élevé que le pooling de quatre échantillons, utilisé actuellement au Luxembourg. Ceci n'est pas spécifique aux prélèvements par gargarisme. Il faut cependant se rappeler que plus le pooling est élevé, plus le test perd en sensibilité.

La Direction de la santé continuera à suivre attentivement la littérature médicale à la recherche d'évaluations scientifiques sur le prélèvement par gargarisme publiées, et en parallèle, elle suivra l'évolution des recommandations de la HAS (ou d'autres autorités sanitaires) concernant les tests salivaires.

Question 2707 (21.08.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation des demandeurs de protection internationale en Grèce :**

An engem Artikel an der „New York Times" vum 14. August 2020 ass vun enger immens repressiver Approche vun der griichescher Flüchtlingspolitik ze liesen. Zeieberichter no goufen an de leschte Méint eng Dausende Flüchtlinge vun de griicheschen Uerdnungskräften aus dem Land Richtung Türkei zréckbruecht an dat deelweis op oppenem Mier an iwwerfëllte Booter. Schonn de Human Rights Watch hat de 16. Juli 2020 vu mënschenonwierdege Prozedure bericht, déi d'Flüchtlingen a Griicheland iwwer sech ergoe loosse mussen: Zerstéierung vu perséinlechem Eegentum, wéineg bis keng Precautiounsmesuren, fir d'Leit géint de Covid-19 ze schützen, an d'Zwangsexpulsiounen, déi ganz a guer net am Aklang mam Asylrecht sinn. Bref, d'Mënscherechtssituatioun vun de Flüchtlingen a Griicheland, sou wéi se vun der onofhängeger Organisatioun beschriwwe gëtt, wierkt katastrophal an indigne. Dofir ass awer net nëmme Griicheland eleng responsabel, mee all d'EU-Staaten an och Lëtzebuerg.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass den Ausseminister um Courant vun esou schwéiere Mënscherechtsverletzungen a Griicheland a kann hien d'Veracitéit vun de Berichter bestätegen? Wéi eng weider Konsequenze wäert den Ausseminister zesumme mat der Regierung an deem Abléck zéien?

2. Sinn d'Praxissen, wéi Griicheland se no de Berichter duerchféiert, konform mam europäeschen Asylrecht a mat de Mënscherechter? Däerf ee Staat Asylbewerber (DPIen) einfach esou op oppenem Mier aussetzen?

3. Op EU-Niveau ass ëmmer erëm vun der Sécherung vun de Baussegrenze rieds, ma wéineg iwwert den Accueil an d'Wuelergoe vun de Flüchtlingen. Och d'Reform vum Asylrecht schéngt op Äis ze leien. Ass den Ausseminister der Meenung, dass Lëtzebuerg an dësen Zäite Griicheland a senger Aufgab, Flüchtlingen ze empfänken, besser hëllefe muss, andeems méi Ressourcen aus eisem Budget fir d'Flüchtlingspolitik prett gemaach ginn a kontrolléiert gëtt, datt d'Suen am Nachhinein och fir d'Flüchtlinge benotzt ginn?

Réponse (15.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Den Ausseministère ass net an enger Positioun, fir d'Veracitéit vun deenen erwäänte Berichter kënnen ze evaluéieren.

ad 2. D'Europäesch Kommissioun ass zoustänneg, fir d'Anhale vum EU-Recht ze kontrolléieren.

Laut der Deklaratioun EU-Türkei vun 2015, kënne Migranten aus der Türkei, déi net déi türkesch Nationalitéit hunn, an deenen hir Asyldemande irrecevabel oder net fondéiert ass, vu Griicheland an d'Türkei zréckgeschéckt ginn. E Refoulement op oppenem Mier ass laut EU-Recht net erlaabt.

ad 3. Lëtzebuerg huet säit dem Ufank eng wichteg Roll gespillt, wat d'Relocalisatioun vu Flüchtlingen ubelaangt, an huet sech ëmmer bereet erklärt, Leit an der Nout opzehuelen, an dat och aus Griicheland. Am Kontext vun der Katastroph vu Moria, huet Lëtzebuerg sech och nees direkt bereet erklärt, fir ze hëllefen a betraffe Persounen zu Lëtzebuerg opzehuelen.

D'Reform vum EU-Asylrecht misst en neien Impuls kréien duerch de Migratiounspakt, deen Enn September soll presentéiert ginn.

D'Europäesch Kommissioun an den Europäesche Rechnungshaff hunn als Aufgab, de Gebrauch vun den europäesche Ressourcen ze kontrolléieren.

Question 2708 (21.08.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ :**

En date du 17 mars 2020, les États membres de l'espace Schengen et les pays y associés ont décidé, sur proposition de la Commission européenne, de mettre en place de manière coordonnée des mesures visant à appliquer une restriction temporaire, à l'exception de certains cas précis, aux déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ dans l'objectif d'endiguer la pandémie liée au Covid-19.

Initialement prévu pour une durée de 30 jours, ce délai a par la suite été prorogé à plusieurs reprises jusqu'au 30 juin 2020. Si les États membres ont, depuis le 1er juillet, commencé à lever les restrictions de déplacement aux frontières extérieures pour les résidents de certains pays tiers, arrêtés dans une recommandation concernant la levée progressive de la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE adoptée par le Conseil le 30 juin, les déplacements vers l'espace Schengen depuis de pays tiers demeurent ainsi limités.

Ces mesures continuent à toucher des couples non mariés et de différentes nationalités qui ne sont pas visés par les exceptions et se trouvent ainsi dans l'impossibilité de se rencontrer depuis plusieurs mois.

Dans ce contexte, plusieurs pétitions et des campagnes ont été lancées pour mettre en évidence le sort de ces couples.

Récemment, Ylva Johansson, Commissaire des Affaires intérieures, a exprimé son soutien à une telle campagne, connue notamment pour ses hashtags #loveisnottourism et #loveisessential, qui demande aux États membres d'adopter une approche flexible par rapport à la situation de ces couples.

Plusieurs membres du Parlement européen ont fait écho de cette demande et ont, entre autres, adressé une lettre au Ministre de l'Intérieur allemand pour l'exhorter à soulever le sujet au sein du Conseil de l'UE.

En juillet, la Commission européenne a recommandé aux États membres de lever les restrictions pour les ressortissants de pays tiers qui sont en relation durable avec un citoyen de l'UE.

À l'heure actuelle, le Danemark est le seul pays à prévoir la possibilité pour des partenaires, des fiancés ou d'autres membres de famille d'entrer sur son territoire, même si cette personne est un ressortissant d'un pays qui ne figure pas dans la recommandation mentionnée ci-dessous.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette campagne ?

2) Quelle est l'approche actuelle du Luxembourg face à cette situation ?

3) Le cas échéant, Monsieur le Ministre prévoit-il d'appliquer une approche similaire à celle du Danemark ?

Réponse (15.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile :*

ad 1) Le Ministre est au courant des campagnes visant à permettre les visites de court séjour aux partenaires non mariés par dérogation aux restrictions de voyage visant les ressortissants de pays tiers.

ad 2) Sensibilisé à cette situation, le Gouvernement a décidé d'autoriser, sous certaines conditions, les visites de court séjour aux ressortissants de pays tiers, qui sont en relation durable avec un résident du Luxembourg.

ad 3) Comme indiqué, le Gouvernement applique désormais une approche similaire à celle du Danemark et d'autres États membres de l'Union européenne, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas et la République tchèque.

Question 2709 (21.08.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant les **services proposés dans les gares :**

An der geschriwwener Press vun haut war an engem Editorial ze liesen, datt d'Personal op de Garë wuel net ëmmer ganz clients- a passagéierorientéiert schafft, wat natierlech net dozou bäidréit, datt méi Leit op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Des Weidere gouf am selwechten Artikel drop higewisen, datt op der Escher Gare keng Ecranen installéiert sinn, déi Informatiounen zu den Zich am „real time" weiderginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Formatioune kritt d'CFL-Personal ugebueden, fir besser op d'Besoine vun de Passagéier anzegoen?

2. Gëtt d'Personal systeematesch drop higewisen, zum Beispill Passagéier mat reduzéierter Mobilitéit oder Famille mat Kanner, do wou kee Lift ass, unzepaken?

3. Wann nee, deelt de Minister d'Meenung, datt dëst sënnvoll an néideg wier?

4. Ass geplangt, déi gréisser Garen no an no all mat Ecranen ze ekipéieren, déi de Passagéier all Informatiounen zu den Zich direkt weiderginn?

Réponse (21.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Als Eisebunnsbetrib a Réckgrat vum ëffentlechen Transport läit d'Haaptuleies vun der CFL am dagdeegleche Service um Client. Schonns bei den Astellungsgespréicher vun den neie Mataarbechter ass dofir ee vun den Haaptkrittären d'„Orientation client".

An dësem Sënn gëtt och am Beräich Formatioun grousse Wäert op de Volet Service an Orientatioun Client geluecht, besonnesch fir dat Personal, wat am direkte Kontakt mam Client steet.

Esou gëtt d'Personal vun den Zuchbegleeder reegelméisseg zu follgenden Theeme fir de Kontakt mam Client geschoult:

- „Fit für Exzellenz - Optimierung der professionellen Kommunikation zwischen Zugführern und Reisenden"

• 11 Agenten 2019

• 6 Agente bis elo 2020

- „Amélioration de son bien-être et renforcement de la relation client"

• 4 Agenten 2019

• 7 Agente bis elo 2020

- „Besser zesumme schaffe fir de Client"

• 34 Agenten 2019

• 20 Agente bis elo 2020

- „Contact Client - Approche proactive du PAT" (nei Formatioun)

• 20 Agente bis elo 2020

- „Kommunikation Zugbegleiter - Stimm- und Sprachtraining für mehr Servicequalität"

• 22 Agenten 2019

• 27 Agente bis elo 2020

- „Kommunikative Deeskalation"

• 17 Agenten 2019

• 22 Agente bis elo 2020

D'Personal vum „Chef de surveillance" op de Garë gëtt eebefalls zu follgenden Theemen an der Relatioun mam Client geschoult:

- „Professionelle Kundenkommunikation und Kundenorientierung"

• 74 Agenten 2019

- „Gérer les conflits avec la clientèle"

· 98 Agenten 2019

Am Kader vun de Formatioune fir déi nei Mataarbechter (311 fir d'Joer 2019 a bis elo 154 fir d'Joer 2020) gëtt d'Personal op d'Wichtegkeet vun dësem Sujet sensibiliséiert.

Ab 2020 huet d'CFL déi Formatioune virun allem fir d'Agenten um Quai spezifizéiert. D'Zil ass et heibäi, d'Agenten um Ufank vun hirer Karriär bei der CFL op d'Wichtegkeet vun der Qualitéit vum Service um Client ze sensibiliséieren, dëst gëtt zum Beispill mat Hëllef vun Übungen a Gruppendiskussiounen ëmgesat.

Ab nächstem Joer ginn zousätzlech Formatioune fir d'Agenten um Quai lancéiert, mam Zil, se mat deenen neien technesche Méiglechkeete vertraut ze maachen, déi hinnen et erméigleche wäerten, d'Voyageure besser ze informéieren a méi present ze sinn. Doriwwer eraus wäerte si kontinuéierlech sensibiliséiert ginn, wéi wichteg hir Roll beim Service um Client ass.

ad 2. D'Personal vun den Zuchbegleeder souwéi d'Personal, dat als „Agent d'accueil" oder „Chef de surveillance" op de Garen d'Cliente vun der Bunn betreit, gëtt an enger Formatioun vun der Asbl Info-Handicap spezifesch op d'Besoine vun de Passagéier, déi Hëllef brauchen, geschoult.

Dëse Cours hunn 2019 insgesamt 32 Agente besuecht, an 2020 bis elo 48 Agenten.

ad 4. Wat den Ekipement vun de Garë mat Informatiounsschiermer betrëfft, sinn am Ganzen 68 Garen an Halten domat ekipéiert - 40 dovu si komplett ofgeschloss an 28 ginn nach bis Enn 2020 fäerdeggestallt.

Fir d'Zefriddenheet vum CFL-Service ze moossen, gi reegelméisseg Ëmfroe bei de Clientë realiséiert. Déi lescht Ëmfro, un där 1.800 Persounen deelgeholl hunn, huet aus professioneller Siicht virun allem een exzellent Resultat erginn am Beräich vun der Fréndlechkeet an der Bereetschaft fir ze informéieren, esouwuel u Bord vum Zuch ewéi och um Quai.

Ech wëll awer och drop opmierksam maachen, datt déi sanitär Kris den Alldag a soumat den Ëmgang mam Client verännert huet. Den Eisebunnsbetrib a säi Personal hu sech schnellstméiglech ugepasst, fir d'Restriktiounen ëmzesetzen a fir den alldeeglechen Transport vun den CFL-Clienten och a schwieregen Zäiten ze garantéieren.

Question 2710 (21.08.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant le **tabagisme :**

Il ressort d'une enquête mandatée par la Fondation Cancer et réalisée par TNS ILReS que le taux de fumeurs au Luxembourg a augmenté pour certaines tranches d'âge les dernières années. En effet, le pourcentage de fumeurs de l'année 2017 à 2018 pour la tranche d'âge 18 à 24 ans est passé de 22 % à 26 % et de 20 % à 24 % pour la tranche d'âge 45 à 54 ans. Le plus grand pourcentage de fumeurs est observé chez les 25 à 34 ans, représentant 27 % de la tranche pour l'année 2017 et 2018, comparé à 25 % pour l'année 2016. Le nombre de jeunes femmes fumeuses ne cesse de croître depuis 2016, et représente l'augmentation la plus frappante passant de 21 % en 2017 à 27 % en 2018. Comme le Ministère de la Santé a communiqué, le Luxembourg compte à l'heure actuelle 1.000 morts par an suite à des maladies liées au tabac, dont 80 personnes suite au tabagisme passif.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelles conclusions le Gouvernement a-t-il tirées du Plan national de lutte contre le tabagisme ?

Quel en est le bilan sachant que le taux de jeunes fumeurs, et particulièrement de jeunes fumeuses augmente de manière frappante ?

2) Le Gouvernement planifie-t-il de prendre davantage de mesures afin de cesser l'augmentation du taux de fumeurs, notamment celui des jeunes, à Luxembourg ?

3) Si cela s'avère être le cas, quelles mesures le Gouvernement souhaite-t-il entreprendre ?

4) À noter que le Gouvernement espagnol a mis en place une nouvelle restriction en interdisant le 14 août 2020 de fumer dans la rue si la distance de sécurité de deux mètres n'est pas respectée afin d'endiguer la résurgence du Covid-19, une mesure qui suit les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, le Gouvernement envisage-t-il d'imiter cette nouvelle restriction mise en place par le Gouvernement espagnol ? Au vu de l'augmentation drastique chez les jeunes, notamment chez les jeunes femmes et se retrouvant dans une crise sanitaire, le Gouvernement ne pense-t-il pas que cette initiative pourrait avoir un impact positif sur le tabagisme actif ainsi que passif et sur la propagation du coronavirus ?

Réponse (22.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) 2016-2020 viendra à échéance fin 2020.

Une évaluation finale, telle que prévue dans le plan, permettra de faire le point sur les objectifs atteints et les objectifs restés en souffrance, ainsi que sur les points critiques à intégrer dans un prochain plan. Les travaux en lien avec le nouveau PNLT ont été fortement perturbés en raison des impératifs liés à la crise sanitaire actuelle et il est fort probable qu'une prolongation du plan actuel devra être demandée pour couvrir la période de transition jusqu'à ce que le nouveau plan soit approuvé.

Un certain nombre de mesures visant à protéger les jeunes contre les méfaits du tabagisme ont été mises en place dans le cadre du plan PNLT et suite à la transposition de la directive « tabac » 2014/40/UE en droit national. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- l'interdiction de vente de produits de tabac aux mineurs ;

- l'interdiction de fumer sur les aires de jeux, l'interdiction de fumer dans tout véhicule si un enfant de moins de douze ans est à bord ;

- l'interdiction de fumer dans les enceintes sportives, même ouvertes, si des enfants de moins de 16 ans y pratiquent un sport.

Notons que ces interdictions s'appliquent également aux produits de vapotage.

D'autres mesures fortes visant à faire baisser la prévalence du tabagisme sont prévues dans l'actuel PNLT ; leur mise en œuvre devra faire l'objet de concertations supplémentaires. Il s'agit notamment de l'introduction du paquet neutre comme cela est déjà le cas en France, Angleterre, Norvège, Australie, Belgique, Hongrie et en Slovénie, de l'intégration des programmes de prévention du tabagisme dans les curriculums scolaires et universitaires et de l'évaluation des dispositions pour rendre les produits de tabac non visibles. Enfin, une autre mesure qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays (figurant dans le PNLT), est l'augmentation signifi-

cative et régulière du prix des produits de tabac. De nombreuses associations luttant contre le tabac, dont la Fondation Cancer, soutenues par l'OMS demandent régulièrement une augmentation des prix du tabac. Selon l'OMS une augmentation significative et régulière du prix du tabac est corrélée avec une baisse significative de la prévalence du tabagisme, surtout chez les jeunes, qui sont plus sensibles à une hausse du prix.

ad 2) Pour le moment, il n'est pas prévu de prendre d'autres mesures que celles prévues au PNLT 2016-2020.

ad 3) Les autorités espagnoles expliquent cette interdiction par le fait que les fumeurs asymptomatiques positifs au Covid-19 peuvent émettre des gouttelettes contenant le virus et faire ainsi courir des risques de contamination aux personnes se trouvant à proximité. Le Ministère de la Santé entend suivre de près ces nouvelles restrictions et leurs conséquences éventuelles sur la propagation du virus, pour autant qu'elles soient scientifiquement fondées, avant de se prononcer quant à l'opportunité d'une éventuelle mise en place d'une mesure semblable au Luxembourg. À ce stade, aucun autre pays européen n'a pris de mesure semblable.

ad 4) L'article 6 de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac définit de nombreux endroits publics où il est interdit de fumer. Dans de nombreux endroits fréquentés par les jeunes, comme les cinémas, les restaurants, les discothèques, les salles de spectacles et les débits de boissons, l'interdiction de fumer est applicable. Il n'est actuellement pas envisagé de modifier la loi pour inclure l'interdiction de fumer sur la voie publique dans l'article 6.

Concernant la propagation du virus par la fumée de cigarettes, le Ministère de la Santé souhaite attendre les conclusions d'études scientifiques.

Question 2711 (24.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

„The Brussels Times" bericht an engem Artikel vum 21. August 2020 doriwwer, datt AstraZeneca, eng Firma an der Pharmaindustrie mat Sëtz a Grossbritannien, drop an drun ass, een éischte Vaccin géint de Sars-Cov-2 op de Maart ze bréngen. D'EU-Kommissioun hat an engem Communiqué vum 14. August 2020 bericht, datt mat besotener Firma een Accord ofgeschloss gouf, deen ee Virkafsrecht fir 300 Milliounen Dosissen - an eventuell weider 100 Millioune Dosissen - vum Coronavirus-Impfstoff virgesäit, ënnert der Konditioun, datt den Impfstoff noweislech sécher ass.

Wéi „The Brussels Times" weider schreift, wéilt d'Firma awer zu deem Moment, wou den Impfstoff op de Marché kënnt, fir véier Joer keng Responsabilitéit iwwer méiglech Nieweneffekter iwwerhuelen. Dës Method wär zwar gängeg an den USA, ma net an der EU, wou mer u sech d'Reegel hunn, datt Firme fir d'Nieweneffekter vun defekte Produkter haften. Déi belsch Gesondheetsministesch huet géint esou eng „Net-Haftungsklausel" schonn hire Widderstand op europäeschem Niveau ugekënnegt, wéi d'Zeitung weider schreift.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Dosisse vum Impfstoff géint de Coronavirus kritt Lëtzebuerg vun der EU-Kommissioun zougesprach?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi uewe beschriwwen „Net-Haftungsklausel" keen Deel vum Accord ass?

3. Wéi gesinn déi generell Konditioune vum Accord tëschent der EU, Lëtzebuerg an AstraZeneca aus? Wéi eng Obligatiounen hunn déi jeeweileg Vertragspartner?

Réponse (29.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Europäesch Kommissioun, zesumme mat den eenzelne Memberstaaten, ass amgaange mat verschiddenen Impfstoffproduzente sougenannte „contrats d'achats anticipés" auszehandelen, déi et erméiglechen, eng gewëssen Unzuel vun Impfstoffdosissen ze reservéieren an anzekafen, wann en Impfstoff bis disponibel ass.

Bis elo huet d'EU-Kommissioun een Accord d'achat anticipé mat der Firma AstraZeneca ënnerschriwwe fir d'Bereetstellung vun 300 Milliounen Impfstoffdosissen an 100 Milliounen zousätzlech Dosissen, wann néideg. Parallell lafen och Diskussioune mat anere Firmen.

D'Verdeelung vun den Impfstoffdosissen, wa se bis disponibel sinn, wäert nom Prinzip vun engem Prorata vun der Awunnerzuel vun de verschiddene Memberstaate gemaach ginn. Soumat wäert fir Lëtzebuerg automatesch e Prorata vun 0,14 % vun der globaler Commande séchergestallt ginn. Wann dat néideg ass, ka Lëtzebuerg nach ëmmer zousätzlech Dosissen iwwert d'EU-Kommissioun bestellen.

ad 2. De Kontrakt, deen d'EU-Kommissioun mat AstraZeneca ausgehandelt huet, gesäit d'Confidentialitéitsklausel vir. Och wa rezent diesbezüglech Informatiounen an der internationaler Press divulgéiert gi sinn, ass et eis zu dësem Zäitpunkt net méiglech, méi Informatiounen zu den Dispositiounen, déi am Kontrakt festgehale gi sinn, ze divulgéieren.

D'Indemnisatioun vun eventuelle Schied, déi duerch eng Impfung kënnen optrieden, sinn duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2000 ofgedeckt (relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccination).

Déi uewe genannte legal Dispositioune bleiwen applikabel a sinn net impaktéiert duerch eventuell Klauselen am Kontrakt mat AstraZeneca.

ad 3. Och hei ass et eis duerch d'Confidentialitéitsklausel, déi de Kontrakt mat AstraZeneca virgesäit, zu dësem Zäitpunkt net méiglech, weider Detailer zum Kontrakt, deen d'EU-Kommissioun mat AstraZeneca ofgeschloss huet, ze ginn.

Question 2715 (24.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **trafic de poids lourds dans le nord du pays :**

Scho säit geraumer Zäit ginn et am Kanton Cliärref massiv Schwieregkeete mam Schwéierlaaschtverkéier. Camionen aus ganz Europa viséieren d'Industriezon vu Lenzweiler un an dobäi ergi sech konkreet déi follgend Problemer:

Quasi all déi Camionschaufferen, déi net kënneg an der Regioun sinn, fuere strikt hirem Navi no a beuechten an der Reegel net déi sëllegen Hiweisschëlder, wéi si am einfachsten d'Lenzweiler Industriezon erreechen. D'Camione kommen dobäi entweeder aus dem Süden iwwer Maarnech an Hengescht gefuer oder awer iwwer Ëlwen.

Kommen d'Camione vun Ëlwen, solle si idealerweis - an esou wéi d'Hiweisschëlder et virginn - follgendermoosse fueren:

• Ëlwen–Éimeschbaach–Antoniushaff–Lenzweiler

Den Navigatiounssystem leet si awer follgendermoossen:

• Ëlwen–Aasselbuer–Boxer.

Kommen d'Camione vum Süden iwwer Maarnech an Hengescht, solle si idealerweis - an esou wéi d'Hiweisschëlder et virginn - follgendermoosse fueren:

• Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Cliärref–Lenzweiler.

Den Navigatiounssystem leet si awer anescht, nämlech an deenen zwou follgende Varianten:

• entweeder: Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Saassel–Boxerbréck–Boxer–Lenzweiler;

• oder: Maarnech–Hengescht–Rossmillen–Maulesmillen–Boxer (hei ass eng ganz enk a geféierlech 180-Grad-Kéier, wou d'Camionen an der Reegel hänkebleiwen, respektiv d'Leitplanke beschiedegen) – Lenzweiler.

Fueren d'Camionen dem Navigatiounssystem no, ergi sech massiv Problemer:

- D'Camionschauffere setze sech an dem Verkéier duerch ganz enk Kéieren enger grousser Gefor aus an et ass mir scho vu ville Säiten zougedroe ginn, datt et just eng Fro vun der Zäit ass, bis et eng Kéier zu engem Accident kënnt. Déi genannte Stroosse si fir déi massiv Belaaschtung duerch Schwéierlaaschttransport einfach net ausgeluecht.

- De Camionschauffer huet duerch dës Streck e groussen Zäitverloscht; d'Streck vum Navi ass zwar méi kuerz, dauert awer méi laang. De Verschläiss um Camion ass definitiv och méi héich.

- D'Duerfliewen - besonnesch a klengen Dierfer ewéi Boxer an Aasselbuer - ass duerch dee permanente Camionstrafic massiv gestéiert. D'Awunner, besonnesch Kanner, sinn duerch de Schwéierlaaschttransport enger permanenter Gefor ausgesat an och déi onnéideg Belaaschtung duerch de Kaméidi ass héich.

All dëst wär net néideg, wann een z. B. bedenkt, datt Cliärref deem Problem ganz aus dem Wee gaangen ass, andeems si Camionsverbuetsschëlder opgestallt hunn. Géif een dëst och op de genannte Strecke maachen, géifen d'Camionschauffere vill Zäit spueren a geféierlech Situatiounen evitéieren an och d'Leit an den Dierfer géifen, wat d'Sécherheet an d'Liewensqualitéit ugeet, massiv vun esou enger Léisung profitéieren.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Ass den Här Mobilitéitsminister net och der Meenung, datt déi genannte Strecken elo dréngend fir de Schwéierlaaschtverkéier misste gespaart ginn?

2. Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader kënnen d'Leit domat rechnen, datt déi genannte Strecke fir de Schwéierlaaschtverkéier gespaart ginn, esou datt si doduerch erëm an der néideger Sécherheet a mat der néideger Liewensqualitéit liewe kënnen?

Réponse (24.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass richteg, dass verschidde Camionen, déi op Lenzweiler wëlle fueren, d'Streck huelen, déi vun hirem Navigatiounssystem virgeschloe gëtt, an dass doduerch hire Wee dann een aneren ass, wéi wa se der Stroossebeschëlderung géifen nofueren. Obwuel d'Stroossebauverwaltung a Kontakt mat Navigatiounshiersteller steet, huet si awer keen Afloss op d'Aktualiséierung vun deene verschiddenen Navigatiounssystemer an de Gefierer a wat do ugewise gëtt. Et ass allerdéngs sécherlech keng Léisung, all déi Strecken, op déi eventuell eemol e Camion vu sengem Navi geschéckt gëtt, fir de Schwéierverkéier wëllen ze spären.

Als méiglech Direktmoossnam, fir d'Problemer mam Schwéierlaaschtverkéier op den net gewënschte Strecken ze entschäerfen, ass d'Stroossebauverwaltung amgaangen ze kucken, fir virun de Kräizunge Maulesmillen–Sassel an Aasselbuer–Boxer, wou d'Camionen duerch hiren Navi op déi Alternativstroosse geleet ginn, eng „direction obglitatoire"-Beschëlderung fir den Aller-retour zur Lenzweiler Industriezon ze maachen, esou wéi dat och anerwäerts schonns gemaach gouf. Camionschaufferen, déi sech net un de virgeschriwwene Wee halen, mussen da mat Strofe rechnen.

Wann d'Transversale vu Clierf bis fäerdeg ass (geplangt am Joer 2023), kann de Schwéierlaaschtverkéier vun der N7 direkt iwwert d'Transversale a Richtung Lenzweiler fueren, wat fir all déi méi kleng Strooss ronderëm eng Entlaaschtung bedeit.

Question 2716 (24.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**esplanade de Remich :**

„Die Esplanade wird endlich neu gestaltet. Der alte Kai wird angehoben und vergrößert. Zudem werden ein neuer Anlegesteg und ein neuer Radweg gebaut." Dëst war am Joer 2016 an engem „Wort"-Artikel ze liesen, deen iwwert d'Instandsetzung vun der Esplanade zu Réimech bericht. No véier Joer feelt vun der Realiséierung vum Projet all Spuer, d'Gemengeresponsabel wësse selwer net, wéi et weidergeet an de Buergermeeschter vu Réimech hat den 23. Juni ugekënnegt, datt de Projet wuel och dëst Joer net ugefaange wäert ginn. Eenzeg an eleng 2019 goufen op Decisioun vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten 49 Beem op der Esplanade gefällt mat der Begrënnung, dass dës an engem schlechten Zoustand wären. Nei Beem goufe keng geplanzt an zanterdeem wierkt d'Esplanade zu Réimech net nëmmen al, mee och plakeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann de Minister fir ëffentlech Aarbechten iwwert den aktuelle Stand vum Projet Esplanade Réimech informéieren? Wou ass een dru mat der Realiséierung a wéi gesäit d'Zäitfënster fir déi nächst Joren aus?

2. Wéini ginn erëm nei Beem op der Esplanade geplanzt?

3. Firwat kréie weeder d'Gemengeresponsabel zu Réimech nach de Public Informatiounen iwwert de Fortschrëtt vum Projet?

4. An deem Zesummenhang: sinn zu Réimech an den nächste Joren eng Ëmgeeungsstrooss an/oder alternativ Mobilitéitskonzepter geplangt, fir den Trafick am Stadkär ze entlaaschten, den Zentrum touristesch opzewäerten an d'Loftqualitéit[15] an de Spëtzenzäiten ze verbesseren?

Réponse (22.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. De Projet vum Reamenagement vun der Esplanade vu Réimech ass an zwou Phasen opgedeelt ginn.

Den Avant-projet vum zweeten Deel vum Volet Génie civil (Wueswee bis Caves St. Martin) ass den 19. September 2019 approuvéiert ginn. De Bureau d'études ass amgaangen, den Dossier de soumission vun dësem Stéck ze finaliséieren.

No der Approbatioun vum Dossier de soumission kënnt d'nächst Joer d'Soumissioun lancéiert ginn. D'Aarbechte vum Génie civil vun dësem Tronçon kéinten an dësem Fall dann nom Kollektivcongé vun 2021 ufänken.

Deen éischten Deel vun der Grenzbréck bis bei de Wueswee gëtt zu engem spéideren Zäitpunkt realiséiert.

[15] (laut dem Rapport „Réseaux de mesure de la qualité de l'air au Luxembourg" vum Ëmweltministère leien d'NO_2-Wäerter zu Réimech fir d'Joren 2016-2017 am Duerchschnëtt bei 56 Mikrogramm/m^3. De järleche Grenzwert gouf an EU-Direktiven iwwert d'Loftqualitéit op 40 Mikrogramm/m^3 fixéiert.)

ad 2. Déi Beem, déi wéinst engem schlechten Zoustand gefällt goufen, ginn erëm duerch nei Beem ersat. Hei gëtt nach zesumme mat der Gemeng gekläert, wéi eng Beem solle geplanzt ginn.

ad 3. De Projet vun der Esplanade zu Réimech ass e gemeinsame Projet vun der Gemeng Réimech an der Stroossebauverwaltung. All déi néideg Informatioune betreffend dëse Projet ginn der Gemeng natierlech matgedeelt. Et besteet an dësem Kontext eng gutt Zesummenaarbecht tëscht der Gemeng an der Stroossebauverwaltung.

ad 4. Fir d'ëffentlech Verkéiersmëttelen ze prioriséieren, plangt d'Stroossebauverwaltung momentan eng Busspuer a Richtung Däitschland: Déi Busspuer fiert op der Nationalstrooss N2 duerch Réimech tëschent der Rue op der Kopp an dem Chemin repris CR152. Et gëtt aktuell op engem detailléierte Virprojet geschafft.

Eng Étude de faisabilité gouf viru Kuerzem och ofgeschloss, fir de motoriséierten Trafick zu Réimech an d'Loftqualitéit am Hotspotberäich tëschent dem CR152 an dem CR152c ze verbesseren. Am Kader vun dëser Etüd gouf virgeschloen, zousätzlech Verkéiersluuchten op den Haaptkräizunge vun der N2 ze installéieren. Dank dëser Moossnam mussen d'Gefierer vill manner oft stoe bleiwen, besonnesch owes wärend de Spëtzestonnen (d'Unzuel vum Stoebleiwe geet ëm 65 % am Verglach mat der haiteger Situatioun erof) an d'kommerziell Vitess gëtt erhéicht (36 km/St. amplaz 20 km/St.). Duerch d'Installatioun vu Verkéiersluuchten an den Amenagement vun enger Busspuer kéinten d'Busfaartzäite reduzéiert ginn, dëst mat engem Zäitgewënn vu 27 % bis 35 %. D'Stroossebauverwaltung ass amgaangen, e Virprojet auszeschaffen.

Question 2717 (24.08.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**enquête auprès de l'Unité spéciale de la police :**

Opgrond vun engem rezenten Artikel am „Luxemburger Wort", titeléiert „Wenn die Zeit verrinnt", gëtt ugekënnegt, dass et an der Affär vun der Unité spéciale de la police („USP") vum Juni 2015, wou et zu eetheschen Erniddregunge vu Mataarbechter komm ass, eng Ongewëssheet vun Transparenz gëtt.

Ech wéll an deem Kontext follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

- Aus wéi engem Grond sinn déi jeeweileg Prozeduren am Kader vun den dräi Joren vun der respektiver Verjärungsfrist vum Diszplinarverfaren net agehalen ginn?

- Wat fir Moossname wäert den Här Minister souwuel um prozeduralen Niveau a wann néideg och um Personalniveau huelen?

Réponse (16.09.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Ëmstänn, wéi de Kommandant vun den USP an d'Generaldirektioun vun der Police iwwert d'Faiten a Kenntnis gesat goufen, ginn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2447 ervir.

Déi inkriminéiert Faiten hunn am Juni 2015 stattfonnt an de Kommandant vun den USP an d'Generaldirektioun sinn Ufank 2019 doriwwer informéiert ginn. D'Faite waren zu deem Zäitpunkt vun engem disziplinaresche Standpunkt verjäert an en Disziplinarverfaren opgrond vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert den disziplinaresche Statut vum Personal vum Policekader vun der Police grand-ducale huet sech deemno eriwweregt.

Am Moment gëtt eng judiciaire Enquête vun der Inspection générale de la police (IGP) ënnert der Leedung vun engem Untersuchungsriichter gefouert.

Question 2718 (25.08.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **matériel de radioprotection :**

Beim däitsche BBK (Bundesamt für Bevölkerungsschutz und Katastrophenhilfe) kann een, wat de Schutz viru radioaktiver Stralung ugeet, Follgendes noliesen:

„Für Einsatzkräfte können je nach vorliegender Kontamination einige Schutzvorkehrungen getroffen werden. Von besonderer Bedeutung ist es, die Aufnahme von Radioaktivität in den Körper (Inkorporation durch Ingestion oder Inhalation) zu vermeiden. Dies bewirken einfache Atemmasken, Filtermasken oder umluftunabhängige Systeme.

Die Kontamination der Haut beziehungsweise Kleidung kann durch einfache Schutz- oder Spritzschutzanzüge verhindert werden. Es ist zu beachten, dass diese Schutzanzüge eine Kontamination

der Haut verhindern, aber nicht die Person vor Gammastrahlung schützen (nahezu keine Abschirmung durch das Material). Neueste Materialentwicklungen ermöglichen Abschirmungen vergleichbar mit einigen Zentimetern Blei, diese Anzüge sind derzeit aber noch nicht kommerziell erhältlich."

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Inneministesch:

1. Huet Lëtzebuerg - virun allem och d'Police, de CGDIS an d'Arméi - déi uewe genannte Schutzkleedung a Schutzmasken am Fall vun engem Accident oder enger terroristescher Attack mat ABC-Technologie (atomar, biologesch, cheemesch)?

2. Wa jo, geet dëse Stock u Material duer, gëtt e reegelméisseg à jour gehalen an op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet gepréift? Gëtt dëse Stock och reegelméisseg un d'Bevëlkerungszuel ugepasst?

3. Wann nee, wär et an den Ae vun der Regierung net elo dréngend néideg, esou ee Stock opzebauen?

Réponse commune (08.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS stellt de Membere vum Groupe de protection contre les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC) speziellt Schutzekipement (équipement de protection individuelle, EPI) zur Verfügung, dat den aktuellen europäeschen Normen entsprécht an dat se wärend Asätz bei engem Accident oder enger terroristescher Attack mat ABC-Substanzen (A : atomar, B : biologesch, C : cheemesch) protegéiert.

De bestoende Stock geet duer, fir esou speziell Asätz kënnen duerchzeféieren. Wann en Asaz iwwer eng ganz laang Zäit dauert, zum Beispill bei engem nuklearen Accident an enger Atomzentral, muss am Laf vun de Jore Material nokaaft ginn. D'Qualitéitskontroll gëtt am Centre de soutien logistique vum CGDIS duerchgefouert. D'Material gëtt a reegelméissegen Ofstänn opgestockt an ersat.

Well de CGDIS keen EPI un d'Bevëlkerung verdeelt, brauch keng reegelméisseg Upassung un d'Bevëlkerungszuel gemaach ze ginn.

Question 2720 (25.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **frais liés à l'inscription au registre des bénéficiaires effectifs :**

Ausgeond vun der EU-Direktiv 2015/849 an duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 gouf de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) zu Lëtzebuerg opgestallt mam Zil, fir méi Transparenz ze suergen an esou d'Geldwäsch an d'Finanzéierung vun illegalen Aktivitéiten ze ënnerbannen. Den RBE gëtt vum Luxembourg Business Register (LBR) verwalt, engem Groupement d'intérêt économique, an deem de Staat, d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers vertruede sinn. All Societéit hei am Land muss an dësem Register deklaréieren, wien den Eegentemer vun der Societéit ass, fir ze weisen, wien d'Kontroll iwwert d'Societéit ausüübt.

Fir sech an de Register anzeschreiwen, muss all Societéit - ob ASBL, SARL oder SA - online eng Demande beim RBE maachen a fir déi administrativ Käschte vu 15 € opkommen. Persounen, déi d'Demarche net kënnen oder wëllen iwwert den Internet maachen, kréien d'Méiglechkeet - fir 20 € Supplement -, d'Deklaratioun an engem Guichet d'assistance ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi ass et ze begrënnen, datt eng Prozedur, där d'Leit an Entreprisë sech mussen ënnerzéien, facturéiert gëtt?

2. Wéi eng Käschte gi mat de 15 € Aschreiwungsfraise gedeckt?

3. Wéi eng Käschte gi mat den 20 € Supplement gedeckt?

4. Wéi vill Recetten huet den RBE bis ewell mat den Aschreiwunge generéiert?

5. Wéi vill Aschreiwunge goufen insgesamt iwwert de Guichet d'assistance gemaach?

Réponse (28.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Registre des bénéficiaires effectifs entstanen, wat den Artikel 30 vun der ofgeännerter Direktiv (UE) 2015/849 am Lëtzebuerger Recht transposéiert huet.

De Registre des bénéficiaires effectifs ass e Regëster, dee getrennt vum Registre de commerce ass an deem seng Gestioun duerch den Artikel 5 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 un de Luxembourg Business Registers (LBR) delegéiert ginn ass.

Fir d'Käschten, déi duerch den RBE entstinn, ofzedecken, huet d'Gesetz vum 13. Januar 2019 am Artikel 16 Follgendes virgesinn: « la rémunération du gestionnaire pour les coûts de fonctionnement et d'utilisation du registre des bénéficiaires effectifs est fixée par règlement grand-ducal dans la limite des coûts de fonctionnement et d'utilisation encourus », wat konform ass zum Artikel 30 (5bis) vun der ofgeännerter Direktiv 2015/849.

Den Artikel 11 vum Règlement grand-ducal vum 15. Februar 2019 gesäit an deem Zesummenhang vir, dass bei der Aschreiwung vun de Bénéficiaires effectifs d'Fraisen, wéi se an der Annex vum Règlement grand-ducal detailléiert sinn, ze bezuele sinn.

Et soll awer hei rappeléiert ginn, dass wärend de sechs éischte Méint d'Inscriptioune gratis waren (Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 an Artikel 13 vum Règlement grand-gucal vum 15. Februar 2019) an dass dës Mesure vum LBR verlängert ginn ass, wärend den zousätzlechen Délai administratif vun zwee Méint, deen, nodeems den éischten Délai ofgelaf war, accordéiert ginn ass.

ad 2. D'Fraise vu 15 Euro sinn do, fir d'Fonktionementskäschte vum LBR ze droen. Dat deckt souwuel déi informatesch Infrastruktur- an Developpementskäschten wéi d'Personal- an d'Büroskäschten.

ad 3. De Guichet d'assistance ass am Artikel 4 (2) vum Règlement grand-ducal vum 15. Februar 2019 virgesinn. D'Zil ass, dass d'Leit, déi net d'informatescht Material hunn oder den Onlinedéngscht vum LBR net wëlle benotzen, vun engem Employé vum LBR kënnen assistéiert ginn, fir d'Aschreiwung ze maachen.

D'Fraise vun 20 € si geduecht fir d'Personalkäschten an d'Fraisen, déi am Zesummenhang mam Bedreiwe vun engem physesche Büro entstinn.

ad 4. Zwëschent dem 1. Mäerz 2019 an dem 30 Juni 2020 sinn 330.375 € als Recettë fir Aschreiwungen am RBE generéiert ginn.

ad 5. Zwëschent dem 1. Mäerz 2019 an dem 30 Juni 2020 sinn 327 Aschreiwungen iwwert de Guichet d'assistance gemaach ginn. D'Hallschent vun den Aschreiwungen hunn ASBLe concernéiert.

Question 2721 (25.08.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur :**

Face à la menace écologique pesant sur la forêt amazonienne au Brésil, la chancelière allemande Angela Merkel a pour la première fois émis vendredi de « sérieux doutes » sur l'avenir du vaste accord commercial entre l'UE et les pays sud-américains du Mercosur.

Le Parlement autrichien et très récemment le Parlement néerlandais ont rejeté l'accord sous sa forme actuelle. D'autres pays comme la Belgique, la France et l'Irlande se sont montrés récalcitrants.

En réponse à la question parlementaire n° 0857 du 24 juillet 2019, Messieurs les Ministres avaient annoncé concernant l'étude d'impact des différents accords de l'Union européenne que « (…) les services de la Commission allaient commencer à travailler à une mise à jour de cette étude datant de fin 2016 afin de tenir compte notamment de l'accord avec le Mercosur du 28 juin 2019. Cette étude est attendue pour l'année prochaine ».

De plus, les ministres avaient annoncé que : « Au cours des prochains mois, les autorités luxembourgeoises analyseront, entre autres, l'impact que les concessions faites auront pour l'agriculture luxembourgeoise et s'assureront que les mesures prises pour mitiger les effets de l'ouverture seront suffisantes. Il conviendra notamment de voir sous quelles conditions la clause de sauvegarde pourra être activée et dans quelle mesure les agriculteurs luxembourgeois pourront profiter de l'aide annoncée par la Commission. Par ailleurs, le Luxembourg veillera à une mise en œuvre sans faille des contrôles, afin qu'aucun produit ne soit importé dans l'Union qui ne respecte pas les normes européennes. »

Finalement, les ministres avaient conclu en annonçant que « Ce n'est sans doute que vers la deuxième moitié de 2020 que les gouvernements des États membres devront formellement prendre position en vue de la signature et de la conclusion de l'accord. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) La mise à jour de l'étude d'impact citée par Messieurs les Ministres a-t-elle déjà été communiquée aux États membres ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ? Dans la négative, pour quand cette étude peut-elle être attendue ?

2) L'analyse des autorités luxembourgeoises annoncée dans la réponse à la question parlementaire n° 0857, notamment sur l'impact des concessions faites pour l'agriculture luxembourgeoise, a-t-elle déjà été finalisée ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions essentielles ? Dans la négative, pour quand cette analyse peut-elle être attendue ?

3) Quand les États membres se prononceront-ils formellement en vue de la signature et de la conclusion de l'accord ? Vu les réticences actuelles de plusieurs États membres, Messieurs les Ministres estiment-ils que l'accord dans sa teneur actuelle soit rejeté par les États membres ? Dans l'affirmative, est-ce que cela signifiera la fin pour cet accord ou des renégociations devront-elles être entamées ? Dans la deuxième hypothèse, quelles seront les exigences de la part de l'Union européenne ?

Réponse commune (25.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) L'étude d'impact de durabilité de l'accord UE-Mercosur a été publiée en juillet 2020. Comme toute étude d'impact, elle se base sur deux scénarios hypothétiques - un plus ambitieux et un plus conservateur. Ce qui a été conclu dans l'accord négocié se rapproche le plus du scénario conservateur dans le domaine de production agricole.

S'agissant de l'impact économique de l'accord, dans le scénario le plus conservateur, où le tarif actuellement appliqué dans le modèle est réduit de 15 %, les importations de bœuf de l'UE en provenance du Mercosur augmenteront de 26 % à 37 % selon les États membres. Dans ce scénario, la production du Mercosur augmenterait entre 0,2 % et 2,1 % et la production totale de l'UE se contracterait de 0,7 %. En général, les effets de l'accord tendent à être moins importants. L'étude d'impact montre de plus que l'effet sur la production totale de la viande bovine et, par conséquent, sur l'emploi dans le secteur agricole, tend à être limité, étant donné que les importations de viande bovine en provenance du Mercosur ne représenteront qu'une faible part des volumes consommés par l'UE. Tout cela laisse à penser qu'en raison de la faible part du Mercosur dans la consommation de l'UE avant et après l'accord et de la possibilité de reconversion des exploitations, l'effet en termes d'emploi dans la production de viande bovine de l'UE devrait être limité.

ad 2) Les concessions agricoles faites par l'UE aux pays du Mercosur sont relativement limitées notamment en ce qui concerne la viande bovine, où le contingent tarifaire accordé de 99.000 tonnes avec un droit de douane de 7,5 %, correspond à 1,2 % de la consommation annuelle de l'UE. Néanmoins, il ne peut pas être exclu que les producteurs du Mercosur tentent d'utiliser ces contingents afin d'exporter des produits pouvant concurrencer les produits européens dans des segments de qualité supérieure et donc exercer une pression sur les prix dans ces segments. L'impact précis de cette ouverture dépendra donc primairement de la réponse des consommateurs européens. Dans ce contexte, il importe de souligner que pour les segments de marché de viande de qualité, les critères tel que la production locale, le bien-être animal, l'environnement, la traçabilité ainsi que la responsabilité sociale des entreprises sont devenus des éléments essentiels dans le choix des consommateurs luxembourgeois. C'est pour favoriser cette nouvelle approche que le projet de loi relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles a été adopté récemment par le Conseil de Gouvernement. Par ailleurs les initiatives législatives dans le cadre de la stratégie européenne « De la ferme à la table » devraient renforcer le caractère régional, résilient et durable de la production alimentaire de l'UE dans les années à venir, et inciter le consommateur à choisir de préférence des produits européens. Sans qu'il ne soit donc possible de déterminer précisément à ce stade quel sera l'impact de cette ouverture pour le Luxembourg, le Gouvernement luxembourgeois poursuivra ces efforts pour renforcer l'agriculture luxembourgeoise et le lien entre agriculteurs et consommateurs luxembourgeois, notamment afin que ces derniers soient en mesure de faire des choix parfaitement informés.

ad 3) Le 28 juin 2019, l'Union européenne et les pays membres du Mercosur ont finalisé les négociations commerciales. Depuis, le texte est soumis à une révision juridique et est traduit dans toutes les langues officielles de l'UE afin de pouvoir être soumis aux États membres.

Plusieurs États membres ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne pouvaient pas soutenir l'accord en l'état. Le ministre Asselborn a ainsi rappelé la position du Gouvernement luxembourgeois à l'occasion de la récente réunion informelle des ministres du commerce de l'Union européenne à Berlin, en précisant que le Luxembourg ne pourra apporter son soutien à la signature de cet accord en l'absence d'engagements complémentaires de la part des pays du Mercosur en matière de lutte contre le changement climatique et contre la déforestation.

La Commission avait fait part de son intention de présenter en principe avant la fin de l'année la proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord susmentionné. Vu les prises de position critiques de plusieurs États membres, un report de la présentation de ce texte ne peut plus être exclu.

Question 2724 (25.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mendicité organisée :**

Et schéngt, ewéi wann nom Lockdown och déi organiséiert Heescherei nees zougeholl hätt. An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi eng Mesuren der Justiz an der Police am Hibléck op déi organiséiert Heescherei zur Verfügung stinn a wéi dës genee kënnen appliziéiert ginn, fir esou all Méiglechkeet vun Interpretatiounsspillraum ze verhënneren.

An dësem Zesummenhank géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit déi aktuell legislativ Situatioun am Hibléck op déi organiséiert Heescherei aus? Wéi eng Méiglechkeet hunn d'Police an d'Justiz, fir géint dëse Phenomeen virzegoen?

2. Wéi eng Mesuren hëlt d'Regierung opgrond vun der aktueller legislativer Situatioun, fir géint déi organiséiert Heescherei virzegoen?

Réponse commune (24.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure :*

Den Artikel 342 vum Code pénal gesäit Strofe vun 8 Deeg bis 1 Mount Prisong vir fir Persounen, déi zesummen „en réunion" heeschen, ausser wann et sech dobäi ëm de Partner, d'Elteren oder déi eege Kanner handelt, respektiv ëm eng blann oder invalid Persoun mat hirer Begleedung.

Et sief vermierkt, datt, laut konstanter Jurisprudenz, dës Strofdot nëmmen dann zréckbehale ka ginn, wann een noweise kann, datt op d'mannst zwou Persounen aktiv zesumme collaboréiert hunn zwecks Heescherei. Op dësem Punkt verweise mir lech op d'Äntwert vum 18. Juni 2019 op déi parlamentaresch Ufro N° 0693, déi sech mat deem selwechte Sujet beschäftegt huet.

Et ass aktuell nach ëmmer schwéier fir d'Police- a Justizautoritéiten, fir dës Zort vun Heescherei festzestellen an ze beweisen. Um gesetzleche Kader huet sech säit leschtem Joer näischt geännert, d'Police setzt natierlech weiderhin op Sensibiliséierung vun den Bierger.

Question 2726 (26.08.2020) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **délais de versements de l'allocation de chômage :**

Il paraît que le dispositif du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus avait non seulement connu des problèmes de démarrage en mois de mars, mais qu'il présente même encore aujourd'hui des faiblesses, notamment en ce qui concerne les délais de versements.

Apparemment, les entreprises recevaient leur premier versement qu'au mois de mai, accumulant les montants des trois premiers mois de la crise. Depuis ce jour, aucun versement consécutif n'aurait été perçu, posant problème à la trésorerie des entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards ?

- Quel délai a été initialement prévu pour le versement de l'indemnité de compensation et quelle en est la régularité ?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures en vue d'accélérer le versement des indemnités de compensation payées aux entreprises ?

Réponse commune (25.09.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Dès le début de la pandémie Covid-19, le Gouvernement a décidé d'adapter la procédure du chômage partiel pour cas de force majeure à la crise afin, d'une part, de faire face à un nombre massif de demandes et, d'autre part, de mettre rapidement à la disposition des entreprises des liquidités leur permettant de payer les salaires. Ainsi des avances, basées sur le nombre prévisionnel de salariés ne pouvant pas exercer leur activité normalement, ont été versées aux entreprises.

Les premières avances ont été payées début avril (l'ordre de paiement afférent a été effectué le 1er avril 2020). Depuis lors, les avances ont été liquidées au fur et à mesure et il n'y a pas de retard pour les dossiers qui ont été jugés complets.

Il est à noter qu'entre mars et mai 2020, toutes les entreprises éligibles au chômage partiel pour cas de force majeure pouvaient bénéficier du paiement d'avances. Pour le mois de juin, ce système d'avances a été réservé aux entreprises issues de secteurs n'ayant pas encore pu reprendre leurs activités.

Après la fin de chaque mois, les entreprises doivent faire un relevé de leurs salariés qui ont été au chômage partiel afin de permettre à l'ADEM d'établir un décompte mensuel. Pour ce faire, l'ADEM se base sur les déclarations d'heures chômées au Centre commun de la sécurité sociale.

Les décomptes pour les mois de mars et d'avril ont été envoyés aux entreprises concernées début septembre. Les avances versées ayant été souvent supérieures aux montants réellement dus, les entreprises ont été invitées à rembourser le trop-perçu. Les décomptes pour les mois de mai et de juin parviendront aux entreprises à la fin du mois de septembre.

À partir du mois de juillet, le régime de chômage partiel pour cas de force majeure n'est plus applicable et il n'y a plus de paiement d'avances. Les entreprises dont la demande de chômage partiel a été acceptée doivent faire leur déclaration de créance à la fin du mois et demander le remboursement de l'indemnité de compensation versée aux salariés. Ce remboursement est mis en suspens pour les entreprises n'ayant pas encore remboursé le trop-perçu en matière d'avances des mois de mars à juin.

Question 2728 (26.08.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **ambulances privées :**

Eis Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg si ronderëm d'Auer ënnerwee, fir Mënschen an Nout ze hëllefen. Dëse Service huet natierlech säi Präis, well vill Käschtepunkten hei zesummekommen: medezinnesch geschoult Personal, dat ronderëm d'Auer prett muss sinn, technesch usprochsvollt Material fir den Transport an d'Kommunikatioun ze assuréieren an ee Stock un iwwerliewenswichtege Medikamenter.

Déi zoustänneg Ministeren hunn op d'parlamentaresch Fro n° 1347 geäntwert, datt d'CNS keng Handhabung op d'Beträg huet, déi vun Transportfirmen a Rechnung gestalt ginn an och confirméiert, datt d'Qualitéitsnorme fir d'Transporter net gesetzlech verankert sinn.

Dëst féiert dozou, datt d'Taxisambulanzen hir Leeschtunge fir e puer honnerten Euro un d'Patiente weiderverrechnen an trotz dëser héijer Rechnung d'Sécherheet an d'Gesondheet vum Patient wärend dem Transport net garantéiert ass.

No den Aussoe vun de Ministere wär een awer (Stand November 2019) amgaangen, sämtlech Dispositiounen iwwert de Krankentransport ze analyséieren an unzepassen. Änlech Zilsetzunge sinn am Koalitiounsaccord erauszeliesen, wou d'Regierung geschriwwen huet:

« Un cadre légal sera fixé afin de pouvoir garantir la prise en charge et le transport de malades ou de blessés en-dehors des situations d'urgence, dans des conditions optimales de confort, de sécurité et d'hygiène. Il sera veillé à conventionner le secteur des ambulances privées. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Den Aussoen aus dem Koalitiounsaccord no ze urteelen, sinn déi zoustänneg Ministeren der Meenung, dass d'Patienten am Fall vun engem Transport an enger Ambulanz een Deel vun der Rechnung bezuele sollen oder net?

2. Wäerten d'Ministeren dofir suergen, datt d'Taxislizenz u strikt Sécherheets- a Gesondheetskonditioune gebonne gëtt? Falls jo, wat ass geplangt?

3. Kënnen d'Patienten nach an dëser Legislaturperiod domadder rechnen, dass Ännerunge bei den Tariffer an der Qualitéit vum Transport a Kraaft trieden?

Réponse commune (29.09.2020) de **M Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé:*

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Froen N° 1347, 1348 an 1349 vun 2019 preziséiert gouf, ginn d'Ambulanzdéngschter, wou keng Urgence ass, vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societéiten, vun Etablissementer fir d'ëffentlech Nëtzlechkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert.

D'Statute vun der Gesondheetskeess gesinn aktuell vir, dat de Patient 70 % erëmkritt vum Betrag, dee fir den Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3 vun de Statute gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De Forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacementer fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

D'Gesondheetskeess huet awer keng Handhabung op d'Beträg, déi vun den Transportfirmaen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheetskeess bedeit also net, datt d'Käschte vum Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat de Norme bis steet.

Esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, gëtt vum Gesondheetsministère nach an dëser Legislaturperiod e gesetzleche Kader geschafe fir d'Prise en charge an den Transport vu Kranken oder Blesséierten an optimale Konditiounen ze garantéieren; dëst wat esouwuel de Confort, d'Sécherheet an d'Hygiène ubelaangt.

Question 2730 (26.08.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **conséquences d'un Brexit sans accord :**

Les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni concernant un accord commercial post-Brexit patinent à l'heure qu'il est. Le risque d'un Brexit dur aura plus que probablement un impact négatif sensible pour l'Union et plus particulièrement pour la Grande-Bretagne.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des échanges commerciaux entre le Luxembourg et le Royaume-Uni depuis 2010 ? Quelles branches de notre industrie manufacturière seraient les plus touchées par un Brexit dur ?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé sur les anticipations de nos milieux industriels indigènes en termes de diminution d'emplois et de production en cas d'un Brexit sans accord ?

- Monsieur le Ministre est-il au courant des stratégies éventuelles déployées par les responsables des entreprises concernées afin d'atténuer le choc déclenché par un éventuel Brexit dur ? Autrement dit, sont-ils préparés à s'orienter vers d'autres marchés ?

La promotion y relative a-t-elle déjà été lancée ? Des voyages et démarches de prospection ont-ils été entamés ces derniers temps ?

Réponse (29.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'issue précise du Brexit reste à l'heure actuelle difficile à prédire. L'honorable Député soulève la question spécifique de l'impact du Brexit sur l'industrie luxembourgeoise.

Comme indiqué le 27 février 2018 par le Ministre de l'Économie de l'époque à la Chambre des Députés dans sa réponse à la question orale de l'honorable Député, les échanges économiques du Luxembourg avec le Royaume-Uni relèvent essentiellement du secteur financier. Les exports et imports du secteur de l'industrie luxembourgeois avec le Royaume-Uni sont limités et le marché du Royaume-Uni n'est pas un débouché particulièrement important de l'industrie luxembourgeoise et inversement.

Il existe quelques exemples d'entreprises industrielles luxembourgeoises qui sont des filiales de groupes industriels originaires du Royaume-Uni, cependant leur activité de production au Luxembourg est essentiellement destinée à servir le marché du Benelux. L'impact du Brexit sur l'industrie luxembourgeoise, même s'il ne peut pas être prédit en détail, devrait donc être limité.

Ci-dessous les chiffres relatifs aux exportations et importations vers et depuis le Royaume-Uni qui sont disponibles auprès du Statec.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les informations et conseils nécessaires aux entreprises luxembourgeoises dans le contexte du Brexit sont assurés puisqu'une rubrique de Question-Réponse dédiée au sujet a été mise en place sur guichet.lu (https://guichet.public.lu/fr/entreprises/brexit.html) et que la Chambre de Commerce a mis en place à destination des entreprises une helpline dédiée qu'il est possible de joindre au numéro de téléphone 42 39 39 - 372 et par le biais de l'adresse e-mail brexit@cc.lu. De plus, un guide publié par la Commission européenne a récemment été mis à disposition des entreprises : https://www.cc.lu/uploads/media/Brexit-guide-for-businesses_FR.pdf.

En outre, dans le contexte du Brexit, la Chambre de Commerce a annoncé la mise en place d'un attaché économique à Londres pour guider et assister les entreprises luxembourgeoises dans leurs échanges commerciaux avec le Royaume-Uni.

Quant à la dernière question de l'honorable Député, relative à d'éventuels voyages de prospection, il reste à préciser que le contexte actuel de la crise sanitaire du Covd-19 limite les possibilités et l'opportunité de réaliser des déplacements à l'étranger. Cependant, le département du commerce extérieur au sein du Ministère de l'Économie et ses LTIO (Luxembourg Trade and Investment Office) ainsi que la Chambre de Commerce accompagnent et guident évidemment toutes les entreprises luxembourgeoises dans leurs démarches d'internationalisation.

Question 2734 (27.08.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**admission d'accompagnants lors du suivi prénatal dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Op de soziale Medie war kierzlech ze liesen, datt zukünfteg Pappe wéinst Covidmesuren net bei den Ënnersichunge vun hirer schwangerer Fra beim Gynekolog an och beim sougenannte „groussen Ultraschall" dierften dobäi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, baséiert dëse Verbuet op enger Consigne vum Ministère oder ass et de jeeweilege Spideeler an Dokteschpraxissen iwwerlooss, wéi si et handhaben?

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et am Respekt vun den néidege sanitäre Mesurë sollt méiglech sinn, datt zukünfteg Elteren all Ënnersichunge kënnen zesummen erliewen?

Réponse (28.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- Wann d'hygieenesch Reegelen net kënne respektéiert ginn an duerfir Risike fir de Patient oder d'medezinnescht an d'Fleegepersonal bestinn, kann d'Presenz vun enger Begleedungspersoun wärend enger Consultatioun oder enger Ënnersichung verweigert ginn. D'Méiglechkeet vun der Presenz vun enger Begleedungspersoun ënnerläit der Aschätzung vum medezinneschen a Fleegepersonal, déi tëschent dem Benefiss an dem Risiko vun dëser Presenz mussen ofweien.

- Et handelt sech ëm d'Applikatioun vun der Ordonnance vun der Gesondheetsdirektioun vum 28. Abrëll 2020 betreffend d'Aktivitéiten, déi an enger privater Praxis laut dem geännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Ausübung vun de Beruffer vum Dokter, Zänndokter a Veterinär wéi och laut dem geännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Ausübung an d'Unerkennung vun de Gesondheetsberuffer respektiv vum geännerte Gesetz vum 14. Juli 2015 iwwert d'Kreéiere vum Beruff vum Psychotherapeut. (cf. https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/direction-sante/000-covid-19/000-covid-191-annexes/ordonnance-reprise-activite-medicale.pdf)

- De Gesondheetsministère ass sech der Wichtegkeet vun der Begleedung vu Patienten a spezielle Situatioune bewosst, besonnesch wat d'Perinatalitéit ugeet. D'Gesondheetsdirektioun iwwerschafft de Moment déi ënnert dem Punkt 2 erwäänten Ordonnance, mat Berücksichtigung vum aktuelle Wëssensstand, der Entwécklung vun der Pandemie an den Erfarungen aus der éischter Covidwell.

Question 2735 (27.08.2020) de **MM. Gilles Baum** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **dégâts d'échaudage dans les vignes :**

La récente canicule a aggravé la sécheresse qui touche actuellement tout le pays. Cette situation ne reste pas sans conséquence pour le secteur viticole luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Est-ce que les fortes chaleurs de cet été ont provoqué des dégâts d'échaudage, c'est-à-dire des dessèchements et des flétrissements des feuilles et des grappes ?

- Dans l'affirmative, quelle est l'étendue des dégâts ? Combien de parcelles viticoles sont touchées ?

- La situation est-elle comparable à celle de l'été 2019 ?

- Que peuvent entreprendre les viticulteurs pour éviter à ce que leurs vignes soient touchées par des coups de soleil ?

- Sachant que les vignerons peuvent utiliser l'eau de la Moselle en cas de fortes chaleurs, combien de demandes l'Administration de la gestion des eaux a-t-elle reçues cette année à ce sujet ?

Réponse commune (29.09.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- La forte chaleur et la sécheresse ont provoqué des dessèchements et des flétrissements des feuilles et des grappes surtout dans les jeunes vignes.

- L'étendue précise des dégâts est difficile à estimer. Les dégâts dépendent non seulement de l'âge de la parcelle mais aussi de la capacité de rétention d'eau du sol et de la charge de raisins par cep de vigne. On peut quand même affirmer que toutes les vignes dont l'âge est inférieur à six ans ont souffert soit de l'échaudage soit d'un stress hydrique important. Ceci correspond à une superficie d'environ 120 hectares de vignes sur une totalité de 1.272 hectares.

- En ce qui concerne l'effet de la sécheresse, la situation est comparable à celle de l'été 2019. On a toutefois constaté qu'il y a moins d'échaudage qu'en 2019.

- Pour limiter l'échaudage, il est possible de protéger les raisins avec des produits naturels basés sur des extraits minéraux. Les essais menés à l'Institut viti-vinicole avec de tels produits ont toutefois montré une faible efficacité en 2020. D'autre part, les exploitants évitent d'effeuiller le côté exposé plein sud afin de laisser les feuilles sur la zone des grappes comme protection naturelle contre le soleil.

L'effet d'échaudage n'est pas seulement lié à l'ensoleillement mais également au stress hydrique. Afin de diminuer le stress hydrique, certaines exploitations ont recours à l'irrigation. Toutefois, les possibilités d'irrigation sont assez limitées.

- Actuellement, la législation luxembourgeoise ne prévoit pas une utilisation de l'eau de la Moselle en cas de forte chaleur par les vignerons ou par d'autres personnes physiques ou morales sans autorisation préalable. Chaque prélèvement d'eau de surface nécessite une autorisation suivant l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. En aucun cas, ces prélèvements ne doivent avoir des impacts négatifs sur l'état ou le potentiel écologique des masses d'eau de surface naturelles ou fortement modifiées. Toute demande d'autorisation est évaluée selon son impact sur l'état de la masse d'eau sollicitée. Une autorisation suivant la loi précitée précise les conditions de prélèvement afin de permettre l'atteinte des objectifs environnementaux décrits dans l'article 5 de la loi relative à l'eau.

L'Administration de la gestion de l'eau n'a pas reçu de demandes d'autorisation de prélèvement d'eau de la Moselle par des vignerons en 2020. Néanmoins, tenant compte de la problématique énoncée et suite à une prise de contact récente de l'Institut viti-vinicole et de la Fédération viticole, une solution concrète respectant les contraintes de la législation sur l'eau sera recherchée et élaborée avec les acteurs concernés en cas de besoin.

Question 2736 (27.08.2020) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer :**

D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer LAKU ass eng Kooperatioun tëschent dem Naturpark Uewersauer, dem Drénkwaasserversuerger SEBES a verschiddene Bauerebetriber aus der Regioun Uewersauer.

Zil ass et, d'Qualitéit vum Drénkwaasser effektiv ze verbesseren, andeems een déi landwirtschaftlech Bewirtschaftung vun de Flächen esou opstellt, dass se souwuel engem effikasse Waasserschutz wéi och den Interesse vun de landwirtschaftleche Betriber aus der Regioun Uewersauer Rechnung dréit.

Laut eisen Informatiounen hu kierzlech all véier Baueren aus dem Kommitee vum LAKU mat Effet immédiat demissionéiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eis déi Informatioun confirméieren?

2. Wat sinn d'Grënn, firwat déi véier Baueren aus dem Kommitee demissionéiert hunn?

3. Wéi vill Betriber sinn aktuell an der LAKU aktiv?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer (LAKU) ass ee Kooperatiounsaccord tëschent dräi Partner: dem Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dem Naturpark Uewersauer an de landwirtschaftleche Betriber aus der Uewersauer-Regioun. De 27. Oktober 2015 ass de Kooperatiounsaccord zu Esch-Sauer ënnerschriwwe ginn an huet als Zil „eng gewässerverträglech, landwirtschaftlech Flächebenotzung ouni wirtschaftlech Nodeeler ze erreechen". Wärend der Generalversammlung vun der LAKU gi véier Baueren an de LAKU-Virstand gewielt a vertrieden déi aner landwirtschaftlech Betriber. De LAKU-Virstand schafft de järleche Moossnameprogramm aus a besteet aus aacht Memberen: 2-mol SEBES, 2-mol Naturpark Uewersauer a 4-mol regional Baueren.

D'Kooperatioun ass op regional Initiativ entstanen. Den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère an d'Waasserverwaltung sinn net Member vun der LAKU. D'Roll vum Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère ass ze decidéieren, ob fräiwëlleg Moossnaamen, déi am Kader vun dëser Kooperatioun gemaach ginn, kënnen duerch de Waasserfong (Fonds pour la gestion de l'eau, FGE) finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Konditioun fir eng Ënnerstëtzung ass, datt d'Moossnamen zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen. Duerch de fräiwëllege Moossnameprogramm sollen d'Bauere fir den Opwand entschiedegt ginn, deen iwwert déi obligatoresch Verflichtunge vum Waasserschutz erausgeet. Fir den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère ass et wichteg, datt d'Sue gerecht verdeelt ginn, soudatt och kleng a mëttelgrouss Betriber um Moossnameprogramm deelhuele kënnen an all Forme vu nohalteger Bewirtschaftung ënnerstëtzt ginn, och am Beräich extensiv a Biolandwirtschaft.

Den 18. August 2020 ass den Ëmwelt-, Klima- an Nohaltegkeetsministère souwuel vum Naturpark Uewersauer wéi vum SEBES iwwert d'Demissioun vun de véier Baueren aus dem LAKU-Virstand informéiert ginn.

ad 2. Déi véier Bauere sinn aus perséinleche Grënn zréckgetrueden an dës Decisioun gëtt selbstverständlech respektéiert.

ad 3. Insgesamt zielt d'LAKU 88 Memberen, déi ronn 4.650 Hektar am Anzuchsgebitt vum Uewersauer-Stauséi bewirtschaften. Dëst entsprécht zu ongeféier 68 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch am lëtzebuergeschen Deel vum Anzuchsgebitt.

D'Käschte fir d'Moossnamen, déi zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen, kënne laut Artikel 65 vum Waassergesetz bis zu 75 % aus dem Waasserfong finanziell ënnerstëtzt ginn. Dobäi mussen och finanziell Konditioune respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. D'Eligibilitéit vun deene Moossname gëtt duerch de Comité de gestion du fonds pour la gestion de l'eau decidéiert.

Fir d'Joren 2016-2020 huet de Waasserfonds eng staatlech Finanzéierung an Héicht vun 2.651.681 € accordéiert.

Question 2737 (27.08.2020) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **service de bus de substitution pendant les travaux sur la ligne ferroviaire 10 entre Luxembourg et Ettelbruck :**

Opgrond vu Bau- a Maintenanceaarbechten um Tronçon vun der Ligne 10 gëtt den Zuchverkéier tëschent Ettelbréck an der Stad zurzäit duerch ee Busdéngscht ersat. D'Aarbechte sollen nach bis den 11. September 2020 daueren.

An deem Kontext wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Déi lescht Jore gouf wärend de Summerméint ëmmer nees um Tronçon vun der Ligne 10 geschafft an een Ersatzbusdéngscht en place gesat. Wéi laang zéie sech d'Aarbechten nach, bis d'Zuchstreck L10 komplett renovéiert a moderniséiert ass? Wäert et ab deem Zäitpunkt nach all Joer noutwendeg sinn, fir den Zuchverkéier wärend de Summerméint fir dräi Wochen ze ënnerbriechen?

2. Gouf op d'Erfarung vun deene leschte Joren zréckgegraff, fir de System vum Ersatzbusdéngscht ze performéieren? Wa jo, wéi eng Adaptatioune si virgeholl ginn?

3. Eis ass zu Ouere komm, datt dës Ersatzbusser zu Stousszäiten deelweis staark iwwerfëllt sinn. Kann de Minister eis dat confirméieren an eis Zuelen nennen, wéi vill Passagéier de Moment op dee Busdéngscht zréckgräifen?

4. Wier et net ubruecht an Zäite vun der Coronakris, d'Transportcapacitéiten zu de Stousszäiten deementspriechend no uewen unzepassen a soumat den Ustiechungsrisiko am ëffentlechen Transport ze miniméieren?

5. Aus wéi engem Grond bleift den Ersatzbus net op der neier Busgare Kierchbierg/Luxexpo stoen?

Réponse (28.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Op enger Eisebunnslinn vu ronn 77 Kilometer Längt falen niewent de grousse Moderniséierungen, ewéi aktuell an de Garë vu Miersch an Ettelbréck, lafend grouss a kleng Aarbechten un, déi nëmme wärend enger Gleisspär kënne gemaach ginn.

Niewent de Gleis- an de Weichenerneierunge sinn dat Aarbechten un de Brécken, den Tunnellen, der Signalisatioun an un den Héichspannungsanlagen. Och de Bau oder d'Erneierung vu Stroossebrécken iwwert d'Gleiser kann oft nëmmen esou gemaach ginn.

Fir den Impakt op den Eisebunnsverkéier op een absolutte Minimum ze reduzéieren, ginn ëmmer verschidden Aarbechten an enger Period kombinéiert an am Fall vun der zitéierter Streckespär waren dat 24 verschidde Chantieren. Och gëtt gekuckt, fir dës Aarbechten esou wäit wéi méiglech wärend der Vakanzenzäit oder de Weekender duerchzeféieren, wou de Passagéieropkommes an den Zich méi geréng ass.

Wärend dëse Perioden organiséieren d'CFL een ëmfangräiche Schinnenersatzverkéier, fir eise Clientë weiderhin d'Méiglechkeet ze bidden, sech mam ëffentlechen Transport ze deplacéieren.

Et ass awer kaum domat ze rechnen, datt ee Joer guer keng Spär wäert noutwendeg sinn.

ad 2. Bei der Planung an der Duerchféierung vum Ersatzbusdéngscht gëtt natierlech op d'Erfarung vun de leschte Joren zréckgegraff an esou ginn ënner anerem déi jeeweils ugebueden Transportcapacitéiten ugepasst, respektiv ginn d'Fuerpläng an d'Horairë vun den Ersatzbusser un d'Evolutioun vum Trafick op de Stroossen ugepasst.

An dësem Kontext setze sech déi Responsabel vun den CFL reegelméisseg mat de Responsabele vun der Administration des ponts et chaussées zesummen, fir déi jeeweileg Chantiere beschtméiglech ofzestëmmen.

ad 3. + 4. Am Kader vun de Bau- a Maintenanceaarbechte vun der Linn 10 offréiert den Ersatzbusdéngscht eng deeglech Transportcapacitéit vun iwwer 21.000 Sëtzplazen.

Esou ginn ënner anerem eleng tëschent 16.00 Auer mëttes an 20.00 Auer owes iwwer 100 Busser agesat, fir d'Clienten ze transportéieren. Esouwuel d'Auswäertung vun den Zielunge wéi och d'Observatiounen um Terrain weise kloer, datt dës Capacitéiten ausräichend sinn, woubäi d'Auslaaschtung vun den eenzelne Busser iwwert den Dag effektiv staark variéiere kann. Wann et noutwendeg a méiglech ass, kënne meng Servicer reagéieren a punktuell och verschidde Faarte verstäerken.

Ech wëll och drop hiweisen, datt am Kontext vum Ersatzbusdéngscht exklusiv op Sëtzplazen an de Busser zréckgegraff gëtt, wat d'Ustiechungsgefor miniméiert.

ad 5. Et ass decidéiert ginn, den Arrêt Kierchbierg/Luxexpo am Fall vu Schinnenersatzverkéier net méi ze bedéngen.

Dëst ass drop zréckzeféieren, datt et zu Verspéidungen a Perturbatiounen am Reegelbusverkéier kéint kommen, wann d'Ersatzbusser vun den CFL och nach géifen do stoe bleiwen.

Question 2738 (28.08.2020) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **soutien du Ministère de l'Économie aux entreprises qui veulent s'implanter au Luxembourg :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 20 juin 2018 (n° 3884), le Gouvernement a affirmé que dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents ont consenti à la vente de terrains à des entreprises.

D'après la réponse gouvernementale à ma deuxième question parlementaire y relative et datant du 2 août 2018 (n° 3969), de telles ventes n'ont au total eu lieu que dans cinq cas : en 1979 pour la société Worldrubber SA, en 1980 pour la société Unitrans SA, en 2001 pour la société GE Fanuc Automation Europe SA, en 2011 pour la société Procap Wiltz SA et en 2017 pour la société FAGE International SA qui, quant à elle, avait déjà établi son quartier général au Luxembourg en 2012.

Alors que la mise à disposition de terrains moyennant un droit de superficie est pratique courante, cinq sociétés ont donc exceptionnellement pu bénéficier de l'acquisition d'un terrain industriel.

Quant aux raisons de la vente d'un terrain par l'État à la société FAGE Luxembourg SA en 2017, il a été souligné dans ladite réponse que la production de yaourt grec serait une activité économique « à haute valeur ajoutée » et « à forte intensité capitalistique » qui « s'intègre parfaitement dans le champ des activités visées par la politique de prospection économique déployée par le Ministère de l'Économie » et qui « mérite d'être soutenue de manière proactive ».

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le soutien proactif, mentionné ci-dessus, s'est-il limité à la vente de quelque 15 hectares de terrain industriel en 2017 ou a-t-il consisté à soutenir la société FAGE également à d'autres niveaux dès l'établissement de son siège principal au Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'est engagé à financer la planification technique et la construction du canal d'eaux résiduaires d'une longueur d'environ 1,3 km qui est prévu sur le site afin de conduire jusqu'à 3,1 millions de litres d'eaux usées par jour de la station d'épuration vers le cours d'eau de l'Alzette ? Dans l'affirmative, quel sera le coût approximatif de cette infrastructure, y inclus les frais d'études et d'experts ?

3) Les études d'impact environnemental (UVU) qui ont été réalisées lors des dernières années et finalisées en date du 30 septembre 2019 ont-elles été financées par la société FAGE ou par le Ministère de l'Économie ?

4) Les mesures de compensation qui s'imposent à partir des études environnementales, ont-elles déjà été entamées ? Monsieur le Ministre peut-il dans ce contexte m'informer si la société FAGE est obligée de porter les frais de ces mesures ou si elles sont/seront financées par le Ministère de l'Économie ? Quel est le cas échéant le montant que le Ministère de l'Économie a déjà investi ou envisage investir à cet effet ?

5) Les terrains prévus à des fins de compensation se trouvent-ils dans la propriété de l'État, d'une des deux communes dont le territoire est concerné par le projet ou dans les mains d'un acteur privé ? Dans ce dernier cas, à qui incomberaient les coûts résultant du contrat de bail du terrain en question, respectivement la rémunération d'un particulier qui se prêterait à réaliser les mesures en question sur sa propriété ou sur un terrain labourable par contrat de fermage ?

6) De quelle manière proactive les quatre autres sociétés énumérées ci-dessus et devenues propriétaires d'un terrain industriel au cours des dernières 41 années ont-elles dans le temps été soutenues par le Ministère de l'Économie ?

Réponse (04.09.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Les zones d'activités économiques (ZAE) nationales sont des structures d'accueil qui sont équipées d'une infrastructure complète et, pour autant que possible, adaptée aux besoins spécifiques des entreprises de production industrielle qui, en règle générale, ne sont pas encore établies au Luxembourg. Ces sites sont ainsi dédiés aux entreprises dont l'implantation entraîne la création d'activités nouvelles. Le programme gouvernemental plaide pour le maintien d'une base industrielle forte au Luxembourg et les ZAE nationales constituent un instrument important de la politique de développement et diversification économiques dont le Ministère de l'Économie est en charge.

Concrètement, les ZAE nationales mettent à la disposition des porteurs de projets industriels des terrains aménagés et constructibles pour y implanter des activités nouvelles. La mise à disposition de parcelles sur ces sites peut se faire moyennant un droit de superficie (cas les plus fréquents) et, suite à des négociations avec les entreprises concernées, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'Économie et les Finances, peuvent consentir à la vente de terrains. Dans le cas de FAGE, l'État et l'entreprise ont prévu un droit de préemption dans le chef de l'État, au cas où la société souhaiterait un jour céder son terrain industriel situé dans la ZAE nationale Wolser.

Un autre instrument de la politique de développement et diversification économiques sont les aides à l'investissement dont ont bénéficié, au titre des régimes en vigueur à l'époque, les entreprises citées dans la question parlementaire, à savoir Worldrubber, Unitrans, GE Fanuc Automation Europe et Procap Wiltz.

Lorsqu'une entreprise investit dans un projet industriel au sein d'une ZAE nationale, le Ministère de l'Économie suit de près les démarches administratives liées au projet. Dans le cas de FAGE, le ministère a mis la société en relation avec les administrations nationales et communales compétentes dès 2016. Le Ministère de l'Économie n'a pas supporté les frais liés aux études d'impact environnemental portant sur la construction de l'usine FAGE.

Toujours dans le cadre de la politique de développement et diversification économiques dont il est en charge, le Ministère de l'Économie gère et aménage les ZAE nationales en supportant les coûts de la viabilisation afin de rendre les terrains constructibles pour les mettre ensuite à la disposition des entreprises. La viabilisation comprend la mise en place d'infrastructures telles les routes, les conduites d'approvisionnement en eau, électricité et gaz, les réseaux d'évacuation et les réseaux de télécommunications. Partant, dans l'exemple de FAGE, et comme cela aurait été fait pour toute entreprise qui se trouve dans une situation similaire, le ministère construit à ses frais, pour un montant approximatif de 1,2 mio EUR TTC, un canal d'évacuation des eaux résiduaires allant de la limite du terrain jusqu'à l'Alzette.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère de l'Économie est en charge des études d'impact environnemental et de la mise en œuvre des mesures de compensation et d'atténuation qui en découlent pour l'ensemble de la surface d'une ZAE nationale, le tout afin de garantir la conformité globale de la zone avec les dispositions des lois et réglementations applicables en matière de protection de la nature. D'ailleurs dans les ZAE régionales, les PME y établies ne prennent pas non plus en charge les mesures de compensation liées à l'aménagement de la zone.

En d'autres termes, les mesures de compensation à prévoir pour la ZAE nationale Wolser ne sont pas dues spécifiquement à l'implantation projetée de la société FAGE, mais portent sur l'intervention sur l'ensemble des terrains de la zone en question. Dans le cas de la ZAE Wolser, l'ébauche finale des mesures proposées a été soumise au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour autorisation. Dans l'attente d'une réponse, des démarches préparatoires en vue de la réalisation des mesures compensatoires ont déjà été entreprises par le Ministère de l'Économie. Les coûts pour la réalisation de l'ensemble des mesures pourront être chiffrés dès que l'autorisation sera accordée.

Les terrains devant accueillir ces mesures se trouvent soit en la propriété foncière du pouvoir public, ou lui sont attribués à très long terme à travers des droits d'emphytéose. Les contrats de fermage à conclure avec les cultivateurs sur les terrains concernés ne prévoient pas de clause rémunératoire au bénéfice de l'exploitant. Cependant, ces contrats contiennent des clauses de dédommagement pour certains préjudices subis.

Question 2739 (28.08.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**utilisation des données des dossiers passagers dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Wéi aus engem rezenten Artikel aus dem „Spiegel" ervirgeet, huet d'Bundesverwaltungsamt (BVA) an Däitschland Date vu Fluchpassagéier aus der sougenannter „Passenger Name Record"-Datebank (PNR-Datebank) u Gesondheetsbehörde weidergeleet. Niewent dem Numm an den Adresse ginn och d'Sëtzplaze vu Passagéier gespäichert a vum Bundesamt bei enger entspriechender Ufro weidergeleet, fir sou Infektiounsketten, falls néideg, kënnen nozevollzéien. Weider huet d'Gesondheetsamt an Däitschland och direkt Date vu Fluchlinnen ugefrot a recuperéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Sammelt de Gesondheetsministère oder aner zoustänneg Ämter perséinlech Date vu Fluchpassagéier aus bestëmmte Länner vun der Luxair, bzw. aner Fluchlinnen oder aus enger Passagéierdatenzentralstell, fir domadder eventuell Infektiounskette vu Covid-19-Erkrankunge kënnen nozevollzéien?

2. Wa jo, a wéi engem Ëmfang ginn dës Date vu Passagéier ausgewäert a verschafft?

3. Ass dës Prozedur konform mam Lëtzebuerger Dateschutz?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, datt een dofir e speziellt Gesetz misst op de Wee bréngen, fir den Zougrëff vu sou Daten ze reegelen?

5. Falls nee, gedenkt d'Regierung an Zukunft sou Daten ze notzen, fir, falls néideg, Quarantän- oder Meldeflichten duerchzesetzen?

Réponse (14.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Direktioun vun der Santé kritt op Ufro, falls e Verdacht op eng ustiechend Krankheet u Bord vun engem Vol besteet, vun der betraffener Fluchgesell-

schaft déi sougenannt „Passenger Locator Card" (PLC). Dës PLC gëtt vun de Passagéier selwer ausgefëllt op engem Pabeierformulaire (autodéclaration), an huet absolutt guer näischt mat dem „Passenger Name Record" (PNR) ze dinn, deen digital vum Transporteur verwalt gëtt. D'PLC ass virgesinn am Règlement sanitaire international (RSI 2005) vun der Weltgesondheetsorganisatioun, deen och am Journal officiel zu Lëtzebuerg publizéiert gouf.

D'ofgeännert Gesetz vum 17. Juli 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, gesäit a sengem Artikel 5 (2), 10, och vir, dass d'Informatioune vum PLC kënnen op Ufro un d'Direktioun vun der Santé weidergeleet ginn, a gëtt domat déi néideg legal Basis fir dës Dateniwwermëttlung. Dëse System ass konform mat dem europäesche Règlement général de protection des données (RGPD) an domat och mam Lëtzebuerger Gesetz.

Et ass essenziell fir een effikasse Contacttracing, Isolement a Quarantän, dass d'Direktioun vun der Santé méiglechst schnell un d'PLCe kënnt, am Fall vun enger ustiechender Krankheet u Bord vun engem Fliger. Wann dat net de Fall ass, kënne weider Ustiechunge bei de Passagéier oder hire Kontaker net verhënnert ginn.

Net ze verwiessele mam PLC ass de PNR, eng Base de données, déi et dem Transporteur erméiglecht, seng Reservatiounen ze geréieren. Déi meescht Transporteure schaffen do mat zentraliséierten internationale Reservatiounssystemer, wou och aner Acteuren aus der Transport- an Tourismusbranch (Hotellen, Locatioun vun Autoen, Schëffsgesellschaften, etc.) matmaachen. Dës Systemer beinhalten heiansdo nieft de renge Reservatiounsdonnéeën eng ganz Rei aner perséinlech Informatiounen (z. B. iwwert de Gesondheetszoustand, een Handicap, alimentär Preferenzen, etc.). A verschiddene Länner kënne staatlech Instanzen op dës Reservatiounssystemer zréckgréife bei Reesender, déi an hiert Land areese wëllen, mam Argument, datt dëst nëtzlech ass bei der Bekämpfung vun Terrorismus (sécurité nationale) oder illegaler Awanderung. D'Autorité sanitaire zu Lëtzebuerg huet nach ni gefrot, op de PNR zréckzegräifen an huet och net d'Absicht, dat an Zukunft ze maachen.

Duerch déi grouss Zuel vu Reesender, déi aktuell um Findel positiv getest ginn, muss d'Direktioun vun der Santé ganz reegelméisseg, e puermol pro Dag, bei den diverse Fluchgesellschafte PLCen ufroen. Dëst ass e groussen administrativen Aarbechtsopwand a beschäftegt eng ganz Rei vu Mataarbechter. Et ass och heiansdo schwiereg, dës PLCen zäitno ze kréien, wat dann negativ Konsequenzen op méiglech Verhënnerunge vu neien Ustiechungen huet. Dofir gesäit een Avant-projet de loi, dee kierzlech vum Regierungsrot approuvéiert gouf, vir, dass d'Fluchgesellschafte systeematesch dës PLCen un d'Direktioun vun der Santé weidergi sollen. Änlech Systemer gëtt et schonns an aneren EU-Länner, z. B. an der Belsch oder a Spuenien, wou d'Leit eng Autodeklaratioun iwwer Internet maache mussen iert si areesen. Dëst géif den Aarbechtsopwand souwuel fir d'Fluchgesellschafte wéi fir d'Direktioun vun de Santé bedeitend reduzéieren.

D'IATA (International Air Transport Association), déi international d'Fluchgesellschafte regruppéiert, huet och rezent un d'EU-Gesondheetsminister geschriwwen a sech en faveur vun esou enger digitaler Solutioun ausgeschwat. Wann déi uewegenannt Gesetzesännerung vun der Chamber ugeholl gëtt, wier d'legal Basis geschaaft, fir zesumme mat den Acteure vum Terrain ee System auszeschaffen, deen eng elektronesch Iwwermëttelung vun de PLFen erméiglieche wäert.

Question 2741 (28.08.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **cours de premier secours dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Dëst Joer goufen d'Éischt-Hëllef-Coursen, déi normalerweis vun de Gemengen iwwert de CGDIS organiséiert ginn, wéinst de sanitäre Mesurë géint d'Covid-19-Pandemie suspendéiert. Bis ewell ass nach keen Datum fir de Relancement vun de Coursen ugekënnegt ginn. De Leit, déi sech als Secourist wëllen ausbilde loossen, bleift aktuell nëmmen d'Méiglechkeet, sech op déi deier Formatioune bei privaten Trainingszenteren unzemellen, déi sech haaptsächlech un d'Entreprisë riichten. Et ass wichteg, dass an eiser Gesellschaft gutt forméiert an ausgebilt Secouristen ënnerwee sinn, well d'Éischt Hëllef am Eeschtfall Liewe ka retten. Op d'Fro N° 1998 hat d'Regierung schonns geäntwert, datt si eng Refonte vum Fürerschäi virgesäit an iwwert d'Obligatioun fir een Éischt-Hëllef-Cours nodenkt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Inneminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Inneministesch schonns preziséieren, fir wéini déi nächst Éischt-Hëllef-Coursë beim CGDIS geplangt sinn?

2. Wéi vill Prozent vun der Bevëlkerung hunn aktuell ee validen Éischt-Hëllef-Diplom? Wéi huet sech dëse Prozentsaz an de leschte fënnef Joer entwéckelt?

Réponse (08.09.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

De CGDIS huet den 28. Juni 2020 Recommandatioune publizéiert, déi d'Konditioune beschreiwen, ënnert deenen d'Éischt-Hëllef-Coursen am Respekt vun de Preventiounsmoossname wärend der Covid-19-Pandemie kënnen ofgehale ginn. Dëst Dokument ass um Internetsite vum CGDIS verfügbar: https://112.public.lu/fr/publications/formations/recommandationsof.html.

Zu deem Zäitpunkt war d'Reprise vun de Coursë fir September 2020 geplangt. Bedéngt duerch d'Entwécklung vun der Pandemie an de leschte Wochen huet de CGDIS entscheet, d'Schoulrentrée ofzewaarden an d'Stabilisatioun vun den Neiinfektiounen als Indicateur ze notzen. Aktuell ass geplangt, d'Coursë Mëtt Oktober nees ulafen ze loossen, am Respekt vun de Recommandatiounen a virausgesat, d'Unzuel vun den Infizéierte bleift stabel.

De CGDIS verfüügt eréischt zënter senger Entsteeung Mëtt 2018 iwwer Instrumenter, déi et erméiglechen, detailléiert Statistiken iwwert d'Unzuel vun de Biergerinnen a Bierger, déi e gültegen Éischt-Hëllef-Diplom hunn, ze erfaassen. Dat éischt komplett Joer war 2019, wärend deem zu Lëtzebuerg 1.516 Coursë mat 16.383 Participanten ofgehal goufen.

Question 2744 (31.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'hélicoptère militaire :**

Fir hir NATO-Verflichtungen ze erfëllen, gëtt Lëtzebuerg vill Sue fir Projeten aus. An Zesummenaarbecht mat der belscher Arméi gehéiert dozou och de Kaf vun engem Militärtransporter A400M an och de Kaf vun Helikopteren. Déi belsch Arméi huet schonn aacht NH90-Helikopteren, dovu véier an der maritimer Variant, déi ronn en Drëttel méi deier ass wéi déi terrestresch Versioun a 45 Millioune soll kaschten (www.european-military-aircrafts.net). An der „Air Forces Monthly Revue" an och bei de Militärspezialiste vun Jane's sinn elo belsch Pläng public gemaach ginn, fir déi véier Iwwerland-Helikopteren ze deklasséieren, respektiv méi begrenzt anzesetzen. Als Grond ginn déi héich Bedreiwerkäschten, de reduzéierte Support vum Hiersteller fir dee Modell, deen 1995 fir d'éischt geflunn ass, a Personalmangel bei der Maintenance an am Fluchbetrib genannt.

Dozou wéilt ech dem Här Arméiminister dës Froe stellen:

1. Kennt den Här Minister déi belsch Pläng, fir den Asaz vun NH90-Helikopteren an der belscher Arméi ze reduzéieren? Wéi wäit ass dee Lëtzebuerger Acquisitiounsprogramm fir Helikoptere vun deenen Entwécklungen eventuell betraff?

2. Wéi ass den aktuelle Stadium vum Lëtzebuerger Helikopterprogramm? Si schonn Helikoptere bestallt ginn, a wa jo, gëtt et eng Méiglechkeet, d'Bestellung nach ouni kontraktuell Strofen ze änneren?

3. Kann den Här Minister soen, wéi héich de Kafpräis vun deenen dräi Maschinnen ass, déi laut eise Quelle fir d'Lëtzebuerger Arméi envisagéiert sinn? Ass de Präis vun am Ganze ronn 105 Milliounen Euro richteg?

4. Wéi sinn déi genee Modalitéite vun der belsch-lëtzebuergescher Kooperatioun am Helikopterprogramm?

5. Gi Lëtzebuerger Mecanicienen a Militärpilote fir dës Maschinnen ausgebilt?

6. Wéi kommentéiert den Här Minister de Fait, datt den europäeschen Helikopterprojet NH90 15 Joer nom Ufank vu senger Fabrikatioun schon um Enn ze si schéngt an datt de Support duerch den europäesche Konsortium, deen den Helikopter entwéckelt a gebaut huet, reduzéiert gëtt?

Réponse (29.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

D'belsch Defense huet de 24. Juni 2020 an engem Pressecommuniqué selwer iwwert d'Reduktioun vun hire Fluchstonne kommunizéiert.

Aktuell envisagéiert d'Lëtzebuerger Defense net, Helikoptere vum Typ NH90 ze kafen. Et goufe keng kontraktuell Engagementer geholl an et gëtt och do-fir kee Lëtzebuerger Personal ausgebilt.

Virun der Tatsaach, dass Lëtzebuerg net Member vum europäeschen Helikopterprojet NH90 ass, si mer net am Besëtz vun den néidegen Informatiounen, fir e fondéierten Avis iwwert dëse Programm ofzeginn.

Question 2746 (01.09.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer :**

D'Waasserschutzzonekonzept ëm de Stauséi vun Esch/Sauer sollt den 22. Dezember 2018 a Kraaft trieden. D'Baueren aus der Regioun hunn 2015 mat hire Partner, der SEBES an dem Naturpark, eng „Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer" (LAKU) gegrënnt mam gemeinsamen Zil, eng gewässerverträglech Landwirtschaft ze bedreiwen, ouni dobäi wirtschaftlech Nodeeler ze kréien.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

1. Wou ass de Projet vum Règlement grand-ducal vum Schutzzonekonzept ëm de Stauséi vun Esch/Sauer de Moment drun?

2. Kënnen d'Madamm Ministesch an den Här Minister bestätegen, datt véier Baueren aus dem Komitee vun der LAKU demissionéiert hunn, mam Argument, si hätte kee Gehéier bei de jeeweilegen Administratioune fonnt?

3. Wéi vill Sue sinn iwwert de Waasserfong déi lescht Joren an d'Regioun gefloss, fir z. B. landwirtschaftlech Déngschtleeschtungen ze ënnerstëtzen?

4. A leschter Zäit goufe massiv Terrainen an der Stauséiregioun vum Staat opkaaft, déi dann elo u Bauere verlount ginn, déi net aus der direkter Regioun sinn, wärend bestoend Betriber net berücksichtegt goufen, déi hir Exploitatiounen an den Dierfer um Stau hunn. Kann den Här Minister dëst bestätegen? Wa jo, firwat ass dat sou decidéiert ginn?

5. Verschidden Agrar-Ëmwelt-Klimaprogrammer, wéi z. B. den M12 Art. 30, si speziell fir Waasserschutzzone virgesinn. Vu wéini u kënnen dës speziell Primmen ausbezuelt ginn?

6. Eng Rei Oplagen an Obligatioune sinn am Waasserschutzzonereglement opgeläscht. Z. B. dierf iwwert d'Wantermëint keng Mëscht méi um Feld stockéiert ginn. Wat fir eng Aidë si virgesinn, fir datt d'Baueren z. B. eng „Mistplatte" mat Sickergrouf baue kënnen?

7. Kann e Bauer dobäi och eng Derogatioun kréien, wann hie keng sou eng Investitioune wëllt maachen, well hie vläicht an e puer Joer drun denkt, fir seng landwirtschaftlech Aktivitéiten anzestellen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. No der Consultation du public, déi no de Virschrëfte vum Artikel 44 vum Waassergesetz stattfonnt huet, gouf de Projet fir ee groussherzoglecht Reglement de 7. Juni 2019 vum Regierungsrot approuvéiert an ass un de Staatsrot geschéckt ginn, fir vun der héijer Kierperschaft aviséiert ze ginn.

ad 2. D'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer (LAKU) ass ee Kooperatiounsaccord tëschent dräi Partner: dem Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), dem Naturpark Uewersauer an de landwirtschaftleche Betriber aus der Uewersauer-Regioun. De 27. Oktober 2015 ass de Kooperatiounsaccord zu Esch/Sauer ënnerschriwwe ginn an huet als Zil, „eng gewässerverträglech, landwirtschaftlech Flächebenotzung ouni wirtschaftlech Nodeeler ze erreechen". Wärend de Generalversammlunge vun der LAKU gi 4 Baueren an de LAKU-Kommitee gewielt a vertrieden déi aner landwirtschaftlech Betriber. De LAKU-Kommitee schafft de järleche Moossnameprogramm aus a besteet aus 8 Memberen: 2-mol SEBES, 2-mol Naturpark Uewersauer a 4-mol Baueren.

D'Kooperatioun ass op regional Initiativ entstanen. Souwuel de Landwirtschaftministère (LWM) respektiv seng Verwaltungen an de Ministère fir Ëmwelt, Klima a Nohaltegkeet (MECDD) an d'Waasserverwaltung (AGE) sinn net Member vun der LAKU. D'Roll vum MECDD a LWM ass et ze decidéieren, ob fräiwëlleg Moossnamen, déi am Kader vun dëser Kooperatioun gemaach ginn, kënnen duerch de Waasserfong (Fonds pour la gestion de l'eau, FGE) oder d'Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt ginn. D'Konditioun fir eng Ënnerstëtzung ass, datt d'Moossnamen zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen. Duerch de fräiwëllege Moossnameprogramm sollen d'Bauere fir den Opwand am Sënn vum Waasserschutz entschiedegt ginn, deen iwwert déi obligatoresch Verflichtunge vun der Waasserschutzgesetzgebung erausgeet. Dobäi mussen och finanziell Oplage respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. Fir de MECDD ass et wichteg, datt d'Sue gerecht verdeelt ginn, soudatt och kleng a mëttelgrouss Betriber um Moossnamenprogramm deelhuele kënnen an all Forme vun nohalteger Bewirtschaftung ënnerstëtzt ginn.

Den 18. August 2020 ass de MECDD souwuel vum Naturpark Uewersauer wéi vum SEBES iwwert d'Demissioun vun de 4 Baueren aus dem LAKU-Kommitee informéiert ginn. Déi 4 Bauere sinn aus perséinleche Grënn, déi an hirem Schreiwes net weider preziséiert goufen, zréckgetrueden an dës Decisioun gëtt selbstverständlech respektéiert.

ad 3. Insgesamt zielt d'LAKU 88 Memberen, déi ronn 4.650 Hektar am Anzuchsgebitt vum Uewersauer-Stauséi bewirtschaften. Dëst entsprécht ongeféier 68 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch am lëtzebuergeschen Deel vum Anzuchsgebitt.

D'Käschte fir Moossnamen, déi zur Verbesserung vun der Waasserqualitéit bäidroen, kënne finanziell bis zu 75 % vum FGE ënnerstëtzt ginn. Dobäi mussen och finanziell Oplage respektéiert ginn, déi am Kader vun der europäescher Agrarpolitik definéiert sinn. D'Eligibilitéit vun deene Moossname gëtt duerch de Comité de gestion vum FGE decidéiert. Am Virfeld fannen Ofstëmmungen ënner anerem mat de Vertrieder vun der AGE an der Ackerbauverwaltung (ASTA) statt.

Fir d'Joren 2016-2020 huet den FGE eng staatlech Finanzéierung an Héicht vun 2.651.681 € accordéiert.

ad 4. Dëst kann net bestätegt ginn. Och wann Terrainen opkaaft goufen, sou gouf nach keen neie Kontrakt gemaach. Déi Gesamtfläch ass also nach ëmmer ënner Bewirtschaftung vun deene Baueren, déi mat de viregte Proprietäre Kontrakter haten.

ad 5. D'Waasserschutzentschiedegung M12 Art. 30 kann eréischt ausbezuelt ginn, wann d'Waasserschutzzon definitiv ausgewisen ass an am Journal officiel publizéiert gouf. An der Reegel muss d'Waasserschutzgebitt virum 1. November definitiv ausgewise sinn, fir dass d'Primme fir dat follgend Kulturjoer kënnen ausbezuelt ginn. All Parzell, déi am ausgewisene Gebitt läit, ass eligibel fir dës Primm.

ad 6. No der allgemenger Reegel ass e Mëschtekoup um Feld op zwou Vegetatiounsperiode begrenzt. Eng temporaire Lagerung um Feld op där selwechter Plaz däerf all fënnef Joer gemaach ginn.

Fir eng befestegt Mëschteplaz gëllt d'Bedéngung vum Uschloss un eng Zettär. Dat ass eng sougenannten „norme minimale", déi vun all Betrib muss agehale ginn an déi eng Bedingung ass, fir iwwerhaapt eng Aide fir eng Investitioun ze kréien.

Am aktuellen Agrargesetz ginn d'Mëschtplazen als immobill Infrastruktur subventionéiert. Den Taux vun der Aide ass fir den haaptberuffleche Betrib 40 % a fir den nieweberuffleche Betrib 25 %.

D'Agrargesetz gëtt geännert, fir ab 2021 virun applikabel ze sinn. Et komme verschidden Ännerunge/ Verbesserungen, déi dem Waasserschutz déngen. Et ass virgesinn, dass fir d'Investitioun an eng Mëschtplaz, dat selwecht gëllt fir eng Wäschplaz fir d'Sprëtz, den Taux vun der Aide ëm 20 % gehuewe gëtt. Den Taux vun der Aide wier dann ab 2021 fir den haaptberuffleche Betrib bei 60 % (40 % + 20 %) a fir den nieweberuffleche Betrib bei 45 % (25 % + 20 %). Dës Majoratioun hëlleft de Betriber, fir sou Investitiounen am Sënn vum Waasserschutz ze realiséieren.

ad 7. D'Zil vun den Drénkwaasserschutzzone ronderëm de Stauséi ass et, fir de Pollutiounsrisiko ronderëm déi gréissten Drénkwaasserressource vu Lëtzebuerg ze minimiséieren an doduerch eng sécher Drénkwaasserproduktioun ze erméiglechen. Aus dësem Grond gesäit de Projet vum groussherzogleche Reglement verschidde Restriktioune fir déi eenzel Aktivitéiten am Anzuchsgebitt vum Stauséi vir.

De Projet vum groussherzogleche Reglement gëtt bei verschiddene Punkten d'Méiglechkeet, eng Derogatioun ze kréien, wann duerch alternativ Moossnamen an ënner spezielle Konditiounen de Schutz vum Stauséi garantéiert ka ginn. Eng Derogatioun kann also nëmmen ausgestallt ginn, wann dës Aktivitéit kee Pollutiounsrisiko generéiert oder d'Drénkwaasseropbereedung net a Gefor bréngt.

Wat d'Lagerung vun der Mëscht ugeet, gesäit de Projet vum groussherzogleche Reglement vir, datt keng Mëscht soll iwwert de ganze Wanter um Feld leie bleiwen, fir d'Auswäschung ze verhënneren. De Projet vum groussherzogleche Reglement imposéiert net, de Bau vun enger „Mistplatte", verschidde Betriber schaffen zum Beispill mat engem „Abnahmevertrag".

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Des Weideren ass ze bemierken, datt dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 24. November 2000 iwwert den Ëmgang mat Stéckstoffdünger zanter dem 30. Juni 2015 virschreift, datt « tous les exploitants agricoles doivent disposer de cuves permettant le stockage des effluents d'élevage pendant six mois, soit sur l'exploitation même, soit auprès de tiers ».

Question 2747 (01.09.2020) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**évaluation des mesures de confinement dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Der deutsche Gesundheitsminister Jens Spahn ließ gestern verlauten, dass mit dem Wissen von heute verschiedene Lockdown-Maßnahmen im Nachhinein überzogen waren. So müssten „keine Friseure mehr schließen und kein Einzelhandel mehr schließen. Das wird nicht noch mal passieren. Wir werden nicht noch mal Besuchsverbote brauchen in den Pflegeeinrichtungen."

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

1. Hat die Regierung im Nachhinein die Notwendigkeit der einzelnen Lockdown-Maßnahmen kritisch evaluiert?

2. Wenn nicht, aus welchem Grund wurde keine solche Evaluation vorgenommen?

3. Wenn ja, teilt die Gesundheitsministerin die Aussagen ihres deutschen Homologen und zieht die Regierung ähnliche Schlussfolgerungen für eventuelle zukünftige Maßnahmen im Kampf gegen die Covid-19-Pandemie?

Réponse (04.09.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bundesgesundheitsminister Jens Spahn hat tatsächlich über Twitter wissen lassen, dass er mit dem Wissen von heute, verschiedene Lockdown-Maßnahmen im Nachhinein nicht mehr treffen würde. Es ist uns aber nicht mit Sicherheit bekannt, ob die Bundesregierung dabei eine formelle Evaluation ihrer Maßnahmen vorgenommen hat oder ob der Bundesgesundheitsminister hier nur eine persönliche Einschätzung zum Ausdruck gebracht hat. Es scheint sich aber eher um das Letztere zu handeln. Der Minister hat auch in einem ZDF-Interview (Nachrichtensendung „Heute" vom 1. September) klargemacht, dass diese Lockdown-Maßnahmen immer nach bestem Wissen und Gewissen und basierend auf der jeweiligen Tagesinformation getroffen wurden, und dies bei einer sehr dynamischen Epidemie mit vielen sich schnell verändernden Erkenntnissen.

Die Luxemburger Regierung hat bis jetzt keine Gesamtevaluation aller Covid-19-Maßnahmen vorgenommen, setzt sich aber regelmäßig kritisch auseinander mit verschiedenen Entscheidungen und deren Konsequenzen, sowohl im Bereich Gesundheit wie auch in anderen Bereichen (Wirtschaft, Kultur, Bildung usw.). Im Besonderen möchte ich hier auf die gemeinsam mit dem Bildungsministerium erstellte Analyse der Covid-19-Fälle bei Schülern und Lehrpersonal hinweisen oder auf die vielen Publikationen vom Statec über Covid-19-bedingte Themen, zum Beispiel in der Wirtschaft, der mentalen Gesundheit oder dem Drogenkonsum.

Auch wenn ich im Allgemeinen meinem deutschen Kollegen zustimme, dass wir möglichst versuchen sollten, erneute Geschäftsschließungen oder Besuchsverbote in Pflegeeinrichtungen zu vermeiden, wäre ich aber sehr vorsichtig und würde mich ungerne definitiv festlegen in Anbetracht der Tatsache, dass das weitere Fortschreiten der Epidemie kaum mit genügender Sicherheit vorherzusehen ist. Die aktuelle Lage ist sicher eher beruhigend mit wenigen Krankenhausaufenthalten und fast keinen Einlieferungen auf die Intensivstationen, könnte sich aber über die Wintermonate schnell verschlechtern. In diesem Sinne bin ich gegen pauschale Aussagen, die vielleicht jetzt beruhigend wirken, aber einer zukünftigen Lage nicht Rechnung tragen würden. Entscheidungen müssen immer getroffen werden auf dem aktuellsten Stand des Wissens und je nach epidemiologischer Lage.

Question 2748 (01.09.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz** et **Francine Closener** *(LSAP)* concernant les **tests de dépistage de la Covid-19 dans l'éducation non formelle :**

Ënnert dem Titel „Covid-19 Tester fir all Schüler an Enseignanten: e Garant fir eng méi sécher Rentrée" goufe kierzlech d'Schüler an d'Enseignantë vum Educationsminister dozou opgefuerdert, sech op fräiwelleger Basis op de Covid-19 testen ze loossen. Eng breet Teststrategie ënner Schüler an Enseignantë soll esou zu enger „gréisstméiglecher Normalitéit" an eise Schoule féieren.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an dem Här Educationsminister dës Froe stellen:

- Sinn esou Tester och am non-formale Beräich virgesinn? An eise Crèchen, dem Précoce souwéi dem ganze Beräich vun dem SEA kommen d'Educateuren/Educatricen an dat respektiivt Personal mat änlech ville Kanner a Kontakt wéi an der Grondschoul oder dem Lycée. Dacks kënne bei deene klenge Kanner d'Hygiènesmesuren (d'Droe vun engem Mask bezéiungsweis d'Sécherheetsofstänn) net agehale ginn. Denkt d'Regierung dofir och drun, d'Personal aus der non formaler Bildung gratis a reegelméisseg testen ze loossen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Fir eng méi kontrolléiert Reprise vun den Aktivitéiten am Hierscht ze garantéieren, sinn Enn August an Ufank September verschidde Gruppe vu Leit fir een Test invitéiert ginn. Dorënner ass zum Beispill de Bausecteur gefall, well do iwwer 60.000 Leit zesumme mat Schaffen ugefangen hunn, déi dräi Wochen am Congé oder an der Vakanz waren. Änlech gesäit et an der Educatioun aus, wou no iwwer aacht Woche Vakanz erëm eng 120.000 Schüler a Léierpersonal zréck an een normalen Alldag komm sinn. Hei ass et dorëms gaangen, fir e genaue Monitoring vu Gruppen ze maachen, zu engem Zäitpunkt, wou et duerch den Iwwergang vu Vakanz op Schoulbetrieb zu engem grousse Changement komm ass. An dësem Sënn ware Crèchen an änlech Accueilstrukturen net direkt betraff, well déi och iwwert de Summer op waren an een Accueil vu Kanner assuréiert hunn. Donieft hunn d'Zuele vun de leschte Méint och net op eng méi héich Prevalenz an dëser Populatioun higewisen, a Kanner gi jo och net als méi betraff oder méi vulnerabel ugesinn.

Am Kader vum Large-Scale-Testing ass all eenzelnen Awunner oder Frontalier a Gruppen agedeelt, déi progressiv invitéiert ginn, fir sech testen ze loossen. An deem Sënn wäerten och d'Leit an d'Kanner aus dem non-formale Bildungsberäich iwwert d'Zäit getest ginn.

Question 2750 (02.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réutilisation d'eaux usées dans une fabrique de yaourts :**

L'implantation d'une fabrique de yaourts à Bettembourg a été critiquée à de maintes reprises tant par des organisations environnementales que par des acteurs politiques, notamment en raison de la forte consommation en eau potable ainsi que du rejet important d'eaux usées qu'engendrerait celle-ci.

Or, comme il a été relayé dans un article de presse récent, une entreprise au Luxembourg serait la première au monde à avoir développé un procédé technique purement mécanique capable d'épurer des eaux usées à un niveau de pureté très élevé de sorte que 80 % de l'eau peuvent être réutilisés comme eau potable.

Ainsi, en ce qui concerne l'usine en question, d'importantes économies en eau potable pourraient être réalisées ce qui diminuerait également la pression sur les réserves en eau potable publiques.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant des développements techniques de l'entreprise en question ?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il de soutenir cette entreprise encore plutôt jeune à développer son activité davantage ?

- Sachant que les solutions techniques sont disponibles, serait-il envisageable de contraindre l'usine susmentionnée, au cas où elle s'implanterait à Bettembourg, à traiter ses eaux usées selon les plus hauts critères pour pouvoir réutiliser un maximum d'eau potable tirée du réseau et à minimiser ainsi l'impact de son activité sur les réserves en eau potable nationales ?

Réponse commune (08.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Le Ministère de l'Économie suit de près le développement de la société Ama Mundu Technologies qui conçoit, développe, construit et opère des équipements innovants d'extraction d'eau et d'engrais à partir des effluents d'élevage (lisier, fumier) ou de méthanisation (boues de méthanisation, digestats).

La société a notamment bénéficié en 2015 d'une aide à la recherche et au développement du Ministère de l'Économie pour un projet de recherche concernant l'extraction de l'eau des lisiers, ce projet de R&D ayant été réalisé en collaboration avec le LIST. En juillet de cette année, Ama Mundu Technologies a soumis une demande d'aide à l'investissement pour les PME dans le cadre du projet d'acquisition d'un bâtiment de production, cette demande étant actuellement traitée. Le Ministère de l'Économie a également proposé à l'entreprise le terrain en zone d'activités économiques nationale sur lequel se situe ce bâtiment industriel à l'entreprise par le biais d'une convention de droit de superficie.

Le Ministère de l'Économie est tout à fait disposé à appliquer également pour des projets à venir de la société les instruments d'aides à l'investissement ou à la R&D existants en fonction des demandes d'aides éligibles de la part la société.

Le Ministère de l'Économie avait favorisé des entrevues entre Fage, qui a entre-temps abandonné son projet de construction d'une usine de yaourts, et Ama Mundu Technologies, qui avait eu l'occasion de présenter sa technologie d'épuration des eaux aux responsables de Fage.

Étant donné la décision de la part de la société de ne pas réaliser le projet d'usine de yaourts au Luxembourg, la question d'une collaboration entre Fage et Ama Mundu Technologies ne se pose plus. Néanmoins, il est à signaler qu'il n'appartient pas aux ministres d'intervenir dans les négociations commerciales entre deux entreprises.

Question 2752 (02.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **prime pour le remplacement d'une batterie d'un pédélec :**

Mat der Primm fir de Kaf vun engem neie Vëlo oder Pedelec, déi am Kader vun der nohalteger Relance vun eiser Wirtschaft rezent och nach verduebelt gouf, wëllt d'Regierung ëmweltfrëndlech Alternativen an der Mobilitéit fërderen.

Allerdéngs kann duerch dës Primm och e falschen Ureiz entstoen, en neien elektresche Vëlo ze kafen, wa bei deem ale just d'Batterie misst gewiesselt ginn. Effektiv ass et a verschiddene Situatioune finanziell méi intressant, direkt e komplett neie Pedelec ze kafen, amplaz nëmmen eng nei Batterie, wann dës net méi funktionéiert, wat natierlech net am Sënn vun der Ressourcëschounung an der Kreeslafwirtschaft ass.

Doweinst wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

- Ass et virgesinn, eng zousätzlech Primm ze schafen, wa Leit hir al Vëlosbatterie, déi net méi funktionéiert, wëllen ersetzen?

- Wa jo, wéi géif dës nei Primm ausgesinn? Fir wéini kéint se agefouert ginn?

- Wier et denkbar, eng änlech Primm, fir déi futtis Batterie vun engem elektreschen Auto ze wiesselen, anzeféieren?

- Wat wieren d'Grënn, déi géint sou Primme géife schwätzen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

D'Primm déi ugangs 2019 agefouert, a rezent am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg" fir eng bestëmmten Zäit verduebelt gouf, zielt un éischter Stell dorop hin, de Bierger ze encouragéieren, fir en neie Vëlo oder Pedelec ze kafen a sech esou méi ëmweltfrëndlech fortzebeweegen. Déi lafend Käschte vum Entretien vum Vëlo oder Pedelec, zu deenen och en eventuellt Ersetze vun der Batterie gehéiert, sinn net vun der staatlecher Primm viséiert. Dat selwecht gëllt bei der Primm fir elektresch Autoen.

Et ass kloer datt am Sënn vun der Ressourcëschounung de Vëlo oder Pedelec soulaang wéi méiglech genotzt a bei Bedarf repariéiert soll ginn, amplaz en neien ze kafen. Et sief och nach bemierkt, datt vill Batterien, besonnesch wa se fachgerecht benotzt ginn, eng laang Liewensdauer hunn. Déi meescht Hiersteller garantéieren och eng Mindestliewensdauer respektiv eng Mindestzuel vu Luedzykle vun der Batterie.

Question 2759 (02.09.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **aides au profit des artistes professionnels et intermittents du spectacle :**

Les secteurs de la culture et de l'événementiel font partie des branches économiques particulièrement affectées par la pandémie de Covid-19. Ainsi est-il que depuis le mois de mars, le Gouvernement et la Chambre des Députés ont à plusieurs reprises amendé la loi modifiée du 5 décembre 2014 relative entre autres aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels et des intermittents du spectacle, instituant un régime d'aides spécifique dont ont pu profiter les artistes indépendants admis au bénéfice des aides à caractère social ainsi que les intermittents du spectacle admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire.

Par règlement grand-ducal du 18 juin 2020, le Gouvernement a prolongé la période du régime spécifique de ces aides supplémentaires jusqu'au 31 août 2020. Or, personne n'est en ce moment en mesure de dire quand les secteurs culturel et événementiel retrouveront leur niveau d'activité d'avant-pandémie. Alors qu'une certaine reprise a pu avoir lieu suite au déconfinement progressif depuis le mois de mai, elle s'avère nécessairement graduelle et partielle en raison des normes sanitaires à respecter. Dans cet ordre d'idées, il convient de s'interroger sur la situation économique des artistes professionnels et intermittents du spectacle de façon générale.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Culture :

1) Combien d'artistes professionnels indépendants respectivement d'intermittents du spectacle ont pu bénéficier des aides susmentionnées pendant les mois de mars à août 2020 ? Quel est le montant d'aides versées ?

2) Comment ces chiffres se comparent-ils aux octrois d'aides en temps « normaux » et notamment à la même période de l'année passée ?

Réponse (24.09.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1) Notons en premier lieu que ces aides supplémentaires s'adressaient à tous les intermittents du spectacle qui sont admis au régime habituel de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire, soit 202 personnes, ainsi qu'à tous les artistes professionnels indépendants admis au régime habituel des aides à caractère social, soit 83 personnes.

Sur la période de mars à juillet 2020, 177 des intermittents du spectacle, ainsi que 68 des artistes professionnels indépendants ont introduit des demandes en obtention des aides supplémentaires mises en place pendant la période déterminée par le règlement grand-ducal modifié du 3 avril 2020. Pour cette même période, 851.624 EUR d'aides supplémentaires ont été accordés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

(Étant donné que l'aide pour un mois déterminé ne peut être demandée qu'au fil du mois subséquent, le montant exact correspondant au mois d'août n'a pas encore pu être évalué, mais devrait se situer aux alentours des chiffres atteints les mois précédents, soit environ 150.000 EUR.)

ad 2) Le graphique suivant juxtapose les aides aux artistes professionnels indépendants et aux intermittents du spectacle versées en 2020 (y inclus les aides supplémentaires) à celles de 2019 et 2018. L'augmentation conséquente des montants pendant ces derniers mois souligne non seulement la nécessité des mesures d'urgence introduites, mais illustre de surcroît l'échelle de l'impact subi par le secteur culturel face aux conséquences de la pandémie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

(Notons que ce tableau reprend les engagements financiers effectivement liquidés par mois. Étant donné que les opérations financières relatives aux aides sollicitées s'effectuent généralement le mois après celui pour lequel l'aide est demandée, la lecture de ce tableau exige la prise en compte de ce décalage d'au moins un mois.)

Question 2762 (03.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **restriction des déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+ :**

Depuis quelques semaines, un mouvement appelé « Love Is Not Tourism » milite pour autoriser les couples binationaux, non mariés et non pacsés à se rencontrer.

En effet, depuis mars 2020, ces couples, qui ne peuvent pas juridiquement prouver leur liaison, se trouvent dans l'impossibilité de se rencontrer. Par exemple, si un Luxembourgeois est en couple avec une personne qui ne ressort pas d'un pays de l'Union européenne, les restrictions dues au Covid-19 leur interdisent d'être ensemble.

La Commission européenne a elle aussi demandé aux États membres de créer un cadre légal pour rendre possible ces rencontres.

Après les appels du mouvement « Love Is Not Tourism » et de la Commission européenne, plusieurs pays, dont la France, ont déjà introduit un tel cadre, permettant aux couples non mariés et non pacsés de se voir sous certaines conditions, comme la preuve de résidence d'une des deux personnes, une preuve d'activités communes et le billet retour d'un des deux.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que le Gouvernement est au courant de cette situation ?

2) Que compte-t-il faire pour soutenir les couples non pacsés et non mariés ?

3) Quelles conditions devront être accomplies pour que ces couples puissent se rencontrer à l'avenir ?

Réponse (24.09.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Le Gouvernement est au courant des campagnes visant à permettre les visites de court séjour aux partenaires non mariés par dérogation aux restrictions de voyage visant les ressortissants de pays tiers.

ad 2) Sensibilisé à cette situation, le Gouvernement a décidé d'autoriser, sous certaines conditions, les visites de court séjour aux ressortissants de pays tiers, qui sont en relation durable avec un résident du Luxembourg.

ad 3) Les personnes concernées devront, d'une part, souscrire un engagement de prise en charge auprès du Bureau des passeports, visas et légalisations et, d'autre part, fournir des preuves de l'existence d'une relation de longue durée et contacts réguliers. Les preuves devront attester d'activités communes pouvant notamment revêtir la forme de :

- cachets d'entrées/sorties apposés sur le passeport ;

- billets d'avion/cartes d'embarquement ;

- preuves de résidence commune à l'étranger.

L'autorisation d'entrée au Luxembourg sera soumise aux conditions habituelles applicables dans le cadre des visites de court séjour.

Question 2763 (03.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **chenilles processionnaires :**

Den Eichenprozessionsspinner verbreet sech ëmmer méi vun engem lokal begrenzten Opkommen zu enger landeswäiter Gefor fir déi ëffentlech Gesondheet.

An der Reegel gi bei der Bekämpfung vun dëse Raupe spezialiséiert Firmen agesat, déi dës op verschidde mechanesch Manéieren, wéi Verbrennen an Ofsuckelen, ewechmaachen.

An Däitschland an an Holland ginn et allerdéngs villverspriechend Versich, bei deene Brutkäste fir Schiel- a Blomeesen an der onmëttelbarer Géigend vu befallene Beem opgehaange ginn. Vu dass dës Villercher déi natierlech Feinde vum Eichenprozessionsspinner sinn, ginn dës sou op natierlech Manéier eliminéiert.

Well dës Method méi Zäit brauch wéi eng mechanesch Eliminatioun, wier u sech dësen Hierscht de richtege Moment sou Brutkästen opzehänken, wa fir dat nächst Joer Resultater sollen erziilt ginn.

Virum Hannergrond, dass aktuell en nationalen Aktiounsplang zum Eichenprozessionsspinner an der Maach ass, wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch dës Versich bekannt?

2. Ginn et eventuell änlech Versich hei zu Lëtzebuerg?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass déi beschriwwen Approche zu Lëtzebuerg flächendeckend agesat kéint ginn?

4. Ass virgesinn, dës Method als Recommandatioun fir d'Gemengen an den Aktiounsplang opzehuelen?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, et ass bekannt, datt Sangvullen, wéi z. B. d'Schielmees, natierlech Géigner vum Eichenprozessionsspinner sinn. Sangvullen droen derzou bäi, den natierlechen Equiliber an engem Bësch ze erhalen. Si bréngen et awer net fäerdeg, eng ganz Eichenprozessionsspinner-Populatioun ze eliminéieren. Nistkästercher ophänken, ass ëmmer nëmmen als Zousaz zu anere Bekämpfungsmoossnamen ze gesinn.

ad 2. Nee, et gëtt keng Versich, bei deenen Sangvulle-Brutkästercher opgehaange ginn, fir den Eichenprozessionsspinner anzedämmen. Am Kader vun der normaler Gestioun vun de Bëscher vun der „forêt soumise" ginn awer op ville Plaze souwisou Brutkästercher opgehaangen.

ad 3. Wéi schonns gesot, dës Mesure kann ëmmer nëmmen zousätzlech zu anere Mesuren agesat ginn. Et bréngt näischt, dës Mesure flächendeckend iwwert dat ganzt Land ze implementéieren.

ad 4. Jo, dëst als Zousazmesure zu anere Mesuren.

Question 2765 (03.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact environnemental de l'exploration spatiale :**

Wéi rtl.lu an engem Artikel vun haut bericht, gouf den éischten a Lëtzebuerg hiergestallte Satellitt an de Weltall geschoss. Dësen Exploit ass fir d'Wirtschaftsplaz Lëtzebuerg sécherlech een Erfolleg a fir d'Regierung sécherlech erfreelech, well d'Regierung sech am Koalitiounsaccord d'Fërderung vum „secteur spatial luxembourgeois" virgeholl huet. Allerdéngs sollt een dëse Wirtschaftszweig och aus dem Bléckwénkel vum Klimaschutz betruechten. Wann ee verschidden Ziffere vergläicht, da sinn d'Zäregaser, déi esou eng Rakéit beim Start ausstéisst, beträchtlech. D'Firma SpaceX gëtt zum Beispill un, datt eleng beim Start vun enger Rakéit ronn 336.500 Kilogramm CO_2 ausgestouss ginn. Am Verglach: Een Dieselauto, dee 6 Liter op 100 Kilometer verbraucht, stéisst op 15.000 Kilometer - also a ronn engem Joer fueren - ronn 3.000 Kilogramm aus.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Wirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Gëtt den CO_2-Ausstouss, dee beim Start vu Rakéiten, déi zu Lëtzebuerg entwéckelt an zesummegebaut ginn, an déi lëtzebuergesch CO_2-Bilanz matagerechent?

2. Wéi gedenken d'Ministeren d'Fërderung vu Weltraumprojeten, déi aktuell ouni fossill Energien net machbar sinn, mat engem effikasse Klimaschutz an der Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen ze verbannen?

Réponse commune (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Betreffend déi éischt Fro vum honorabelen Deputéierte sief drop higewisen, dass zu Lëtzebuerg keng Rakéiten entwéckelt an zesummegebaut ginn.

De Rakéitebau a -lancement ass keng Aktivitéit, déi fir de Lëtzebuerger Space-Secteur vu prioritärem Interessi ass. Effektiv ass de Lancement vu Rakéiten de Moment exklusiv mat fossillen Energië méiglech. Et ass awer esou, dass am Weltall selwer generell Solarenergie benotz gëtt fir d'Satellitten, d'ISS oder d'Exploratiouns-Roveren.

D'Initiativ spaceresources.lu positionéiert Lëtzebuerg als e Pionéier an der Notzung an der Exploratioun vu Weltallressourcen, andeems se déi relevant Technologien a Betriber fërdert.

D'Notze vu Ressourcen aus dem Weltall ass ënner anerem dorop ausgeriicht, fir Waasser, dat sech op Asteroiden oder Planéite befënnt, als Energiequell ze notzen. De Waasserstoff, dee sech an dësem Waasser befënnt, kéint an der Zukunft als Energiequell benotzt ginn, fir am Weltall Ekipementer ze bedreiwen.

Vill vun den Déngschter vun de Weltraumtechnologië sinn aus eiser Gesellschaft net méi ewechzedenken. Niewent villen anere Funktiounen hëllefe se och, fir Naturkatastrophe méi prezis virauszesoen a fir d'Auswierkunge vum Klimawandel besser ze iwwerwaachen an ze verstoen.

Den CO_2-Ausstouss, dee beim Lancement vun engem zu Lëtzebuerg entwéckelte Satellitt entsteet, fléisst net an déi lëtzebuergesch CO_2-Bilanz an. D'Emissiounen aus dem „secteur spatial" sinn net vun de Richtlinne vum Weltklimarot erfaasst. Se si weeder vum Kyoto-Protokoll nach vum Paräisser Klimaaccord couvréiert.

Allerdéngs mussen d'Efforten an der Fuerschung, fir den Ausstouss vu Kuelendioxid, Rouschtpartikel an anere Schuedstoffer beim Start vun de Rakéiten ze minimiséieren, an den nächste Jore weidergefouert ginn.

Question 2767 (04.09.2020) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **paiement tardif des rémunérations des agents de l'État :**

En juin 2020, Messieurs les Ministres ont annoncé que la mise en place d'un nouveau système informatique qui permettra aux agents de l'État de choisir le compte bancaire sur lequel sera viré chaque mois leur rémunération. Effectivement, depuis ce mois de juillet, chaque fonctionnaire a maintenant le libre choix de compte bancaire pour la réception de son salaire ou sa pension.

Toutefois, selon nos informations, la rémunération ne serait virée qu'avec un jour ouvrable bancaire de retard et avec date-valeur rétroactive. À noter qu'un jour ouvrable bancaire n'est pas forcément un seul jour calendrier, mais peut être jusqu'à quatre jours calendrier en cas de week-end ou de jour férié précédant ou suivant un week-end.

Ceci peut poser problème si le bénéficiaire n'a pas laissé une réserve d'argent suffisante sur son compte courant. Dans pareil cas, la banque exécute les ordres de paiement de son client bénéficiant d'un salaire ou d'une pension étatique également avec un à quatre jours de retard, même si le virement créditeur de la part de la Trésorerie de l'État est bonifié avec effet rétroactif. Les distributeurs ne sortent pas non plus de billets, tant que la comptabilisation du côté de la banque n'a pas été effectuée. Finalement, si des paiements sur des comptes prêts sont exécutés avec retard, les intérêts débiteurs courent à partir du premier jour.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de la Fonction publique :

- Quelles sont les raisons pour le paiement tardif des rémunérations des agents de l'État ?

- Est-ce que les concernés ont été informés d'avance qu'un tel retard pourrait se produire ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils prendre des mesures afin de pallier à de telles contrariétés ?

Réponse commune (21.09.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Contrairement à ce que semblent insinuer les honorables Députés, il n'y a pas eu de retard dans le paiement des rémunérations des agents de l'État suite à l'ouverture de la possibilité pour eux de choisir librement leur compte bancaire pour le versement de leur salaire ou pension.

Si la Trésorerie de l'État initie tous les virements des rémunérations au même moment avec la même date-valeur, elle n'a pas de contrôle sur le moment où ceux-ci sont effectivement crédités sur les comptes destinataires respectifs. L'expérience montre que les transferts correspondants sont quasiment instantanés pour les CCP, alors qu'ils peuvent prendre plus de temps auprès d'autres institutions.

Les agents ont d'ailleurs été rendus attentifs à ce fait au travers d'une mise en garde explicite au moment où ils ont demandé le changement de leur numéro de compte.

Pour les agents en activité, la communication du nouveau numéro de compte se fait de manière entièrement électronique, sur base d'une authentification forte (LuxTrust), via le portail « myRH ». Pour les agents en retraite, elle se fait par l'intermédiaire d'un formulaire dédié. Dans les deux cas de figure, les agents sont tenus de marquer leur accord exprès avec la disposition suivante :

« Bien que ma rémunération continue à être payée le 3e dernier jour ouvrable du mois, le virement sur mon nouveau compte bancaire peut néanmoins causer un délai de réception supplémentaire d'un ou de plusieurs jours ouvrables en fonction de la banque destinataire. »

Il est d'ailleurs invraisemblable qu'un agent puisse en subir un véritable préjudice. En effet, il suffit qu'il ajuste la date d'exécution de ses ordres permanents ou domiciliations en tenant compte de la nouvelle date du crédit de sa rémunération sur son compte bancaire.

Enfin, il convient de rappeler que POST Luxembourg n'a jamais offert de prêts, de manière à ce que le paiement sur un compte prêt a toujours requis un transfert complémentaire vers une banque, suite au crédit de la rémunération sur le CCP.

Question 2769 (04.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :**

Wéi am Reportage „Touristen am ëffentlechen Transport: Wéi Sardinnen an der Béchs?" op RTL de 25. Juli 2020 geschriwwe gouf, ginn et Capacitéitsproblemer beim ëffentlechen Transport. Dat war zu enger Zäit, wou ee Groussdeel vun de Leit op den ëffentlechen Transport verzicht hat an deen an der Summerpaus generell manner Passagéier ze transportéieren hat. Enn August mierkt een allerdéngs erëm, wéi d'Densitéit op de Stroossen an am ëffentlechen Transport zouhëlt an d'Gestes barrières am Bus oder am Zuch net ëmmer agehale kënne ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi héich gëtt d'Ustiechungsgefor am ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg evaluéiert?

2. Wéi gëtt geplangt, fir de Schülertransport am September esou ze organiséieren, datt en a korrekte sanitäre Konditioune stattfanne kann? Falls dëst net méiglech ass, firwat ass en Decalage vun de Schoulstonnen, zum Beispill fir eeler Schüler, net als Optioun zréckbehale ginn?

Réponse commune (07.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Reportage op RTL vum 25. Juli 2020 iwwer sougenannte Capacitéitsproblemer beim ëffentlechen Transport war schonn e Sujet vun der parlamentarescher Fro N° 2593, wou de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten a senger Äntwert drop higewisen huet, dass et sech bei deem beschriwwene Passagéierundrang op enger Buslinn haaptsächlech ëm Clientë vun enger eenzelner kommerzieller Aktivitéit gehandelt huet.

Et kënnt an de Busse vum Schoultransport onbedéngt drop un, datt déi néideg sanitär Moossname vun all eenzelnem Schüler befollegt ginn an datt jiddereen, och fir sech selwer ze schützen, d'Gestebarrièren anhält. Et ass fir all Schüler obligatoresch, wärend der gesamter Dauer vum Transport, e sougenannte Mond- an Nueseschutz unzehunn.

Beim Schoultransport handelt et sech meeschtens ëm reng Schülerfaarten, et sinn also ausser dem Chauffer keng erwuesse Persoune mat am Bus. De Rapport d'analyse „L'école face à la Covid-19 au Luxembourg", deen am August 2020 publizéiert gouf, huet gewisen, datt eng Transmissioun vu Kand zu Kand an de Schoule rar ass. Deemno kënnen och net vill krank Schüler an de Schoulbusse sëtzen. Wat den Transport am Zuch ugeet, sou ass et do eppes méi einfach, fir e gewëssenen Ofstand anzehale wéi an engem Bus.

Den Educatiounsministère hänkt vum Mobilitéitsministère of, wat d'Organisatioun vun de Schülerfaarten ugeet. Well nëmmen eng bestëmmten Zuel vu Bussen zur Verfügung steet, ass et kaum méiglech, en Decalage vun de Schoulstonne virzehuelen.

Beim Opdeele vun de Schüler misste vill Faarte verduebelt ginn, wouduerch d'Zuel vun de Faarte géif staark an d'Luucht goen. Esou vill Reserven, souwuel vu Bussen ewéi vu Chaufferen, ass leider net disponibel. De Mobilitéitsministère kann héchstens punktuell, dat heescht wann et noutwendeg a méiglech ass, vereenzelt Faarte verstäerken. Dat selwecht gëllt och fir den Zuchverkéier, wou am Beräich vu materiellen a personelle Méiglechkeete reagéiert gëtt, sou wéi et an der Äntwert op déi virdru genannte parlamentaresch Fro scho stoung.

Bei d'Organisatioun vun de Schülerfaarte kënnt och nach de Schoulhoraire vun 30 oder méi Wochestonnen, dee muss assuréiert ginn. Mir hunn elo e ganzt Schouljoer virun eis, an et muss garantéiert ginn, datt all Schüler säin normale Schoulparcours ka suivéieren. Am Enseignement général, awer besonnesch an der Formation professionnelle, sinn d'Schouldeeg schonns esou laang, datt net un en Decalage vun den Unterrechtsstonnen ze denken ass.

Opgrond vun dësen Erläuterunge gëtt d'Planung vum Schülertransport also net anescht gemaach wéi déi Jore virdrun, also ass keng Verdueblung vun de Faarte virgesinn oder aner Mesuren ausser de Geste-barrièren. Wann et punktuell néideg ass, muss den Transportdepartement „le moment venu" reagéieren.

Question 2772 (04.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **zones d'activités économiques :**

Et existéiere Reegele fir d'Viabiliséierung vun Terrainen duerch Promoteuren (Stroossebau, Leitungen asw) déi dono un d'ëffentlech Hand ofgetruede ginn. An Industrie- an Aktivitéitszone sollt dat vum Prinzip hier net anescht sinn. An den Diskussioune ronderëm d'Jugurtsfabrick vu FAGE gouf vill iwwer Terrainen an Infrastrukturaarbechte geschwat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Terrainen (Parzellen) existéieren an den nationalen Industrie- an Aktivitéitszonen?

2. Wéi vill vun deenen Terraine goufe vum Staat verkaaft a wéi vill goufe verlount oder iwwer Bail emphytéotique oder Änleches zur Verfügung gestallt?

3. Wéi vill Industrie- an Aktivitéitszone ginn et, an deenen de Wirtschaftsministère nach keng Kanalaarbechten duerchgefouert huet respektiv wou d'Entreprisë fir d'Kanalaarbechte selwer opkomm sinn?

4. Wéi vill Industrie- an Aktivitéitszonen hu kee globale Kommodo-Inkommodo?

Réponse (09.10.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Et besti 708 Hektar brutto an nationalen Aktivitéitszonen, déi och mat Akraafttriede vum Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques" bestätegt ginn. D'Gréisst an also d'Unzuel vun de Parzellen ännere jeeweils a Funktioun vun der Gréisst vun de Projeten an der Modulabilitéit vun de PAPen, déi déi jeeweileg Zone bestëmmen.

Dem honorabelen Deputéierte seng Froen zu den Terrainen, déi verkaaft oder zur Verfügung gestallt goufen, si schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 3969 vum 2. August 2018, Nr. 3884 vum 10. Juni 2018 an Nr. 3966 vum 1. August 2018 beäntwert ginn.

An den nationalen Aktivitéitszone realiséiert de Staat d'Infrastrukturen als Promoteur vun der Zon am Sënn vun enger Viabiliséierung vun den Terrainen, an dëst entweeder direkt fir déi ganz Zon oder a Phasen, jee no Demande fir d'Terrainen.

Vun den aktuell 16 nationalen Aktivitéitszonen hunn der néng e Kommodo. Bei siwen Zonen ass respektiv war den Dossier bei den zoustännegen Autoritéiten agereecht ginn oder en ass an der Virbereedung fir agereecht ze ginn, woubäi bei dräi vun deenen Zonen opgrond vun Ännerungen am Gesetz den Dossier nees aus der Prozedur geholl ginn ass fir frësch agereecht ze ginn.

Question 2775 (04.09.2020) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **gestion des boues d'épuration :**

L'implantation envisagée d'une fabrique de yaourts à Bettembourg ayant provoqué de nombreuses critiques, notamment en raison de la forte consommation en eau douce ainsi que du rejet important d'eaux usées dans l'Alzette, le sujet du traitement des boues d'épuration n'est guère abordé.

En effet, il est estimé que l'usine en question produira environ 16.000 t de boues d'épuration asséchées par an, tandis que selon des experts du secteur les filières nationales seraient d'ores et déjà saturées. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1523 du 25 novembre 2019, Madame la Ministre indique que 25 % des boues ont été exportées à l'étranger en 2017.

Selon le plan de gestion global des boues d'épuration pour l'usine en question, il serait prévu d'exporter une certaine quantité des boues en France sur des sites de compostage.

Or, la nouvelle loi antigaspillage pour une économie circulaire en France interdit toute importation de boues d'épuration à partir du 1er juillet 2021.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus concernant la saturation des filières nationales ? Les filières nationales pourront-elles absorber les boues d'épuration produites par l'usine en question ?

2) La nouvelle loi française aura-t-elle un impact sur la gestion des boues d'épuration au Luxembourg ?

3) L'entreprise de yaourts devra-t-elle présenter un nouveau plan de gestion des boues d'épuration ?

4) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des boues d'épuration, telle que prévue par l'accord de coalition actuel ?

5) Combien de tonnes de boues d'épuration ont été produites au Luxembourg par an au fil des cinq dernières années ?

6) Au Luxembourg, combien de tonnes ont été utilisées en agriculture, traitées dans une installation de compostage et soumises à un traitement thermique par an au fil des cinq dernières années ?

7) Combien de tonnes ont été exportées à l'étranger par an au fil des cinq dernières années ?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Les boues épuratoires urbaines sont le principal produit secondaire valorisable, généré par une station d'épuration et sont surtout constituées de matière organique. Une station d'épuration produit environ un excès de 50 g de matière sèche par jour et par habitant. En actant que le nombre de stations d'épuration au Grand-Duché est croissant et que les rendements épuratoires ne cessent de croître, les volumes de boues sont constamment en augmentation au Luxembourg.

En 2018, les stations d'épuration communales luxembourgeoises ont produit environ 9.000 t de matières sèches de boues épuratoires. Une partie de ces boues épuratoires ont en effet été traitées à l'étranger. Afin de proposer des solutions durables de valorisation voire d'élimination des boues épuratoires à l'échelle nationale, une étude est actuellement en cours afin de proposer des solutions pour assurer à long terme le traitement et la valorisation durable des boues d'épuration au Luxembourg.

En ce qui concerne les entreprises privées, celles-ci procèdent elles-mêmes au traitement de leurs boues d'épuration et sont obligées de trouver une filière adéquate de valorisation.

ad 2) La nouvelle loi française du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire interdira l'importation des boues épuratoires en France à partir du 1er janvier 2021. Cette loi aura en effet un impact sur la gestion des boues d'épuration au Luxembourg, étant donné que certaines stations d'épurations traitent actuellement les boues épuratoires en France.

ad 3) En application des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, toute entreprise doit disposer d'un plan de prévention et de gestion des déchets. Si l'entreprise produit des boues d'épuration, elle doit prouver dans ce contexte la valorisation correcte de ces boues. Tout changement dans la gestion des déchets doit donner lieu à une mise à jour du plan de prévention et de gestion des déchets.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'entreprise de yaourt, la question est devenue sans objet, étant donné que la société vient de retirer son projet.

ad 4) Afin de proposer des solutions durables de valorisation voire d'élimination des boues épuratoires à l'échelle nationale, une étude est actuellement en cours et devrait être finalisée début 2021. Cette étude devra dresser un état des lieux et une expectative des quantités et des qualités des boues épuratoires issues des différentes stations d'épuration communales. À partir de ces informations et en se basant sur une évaluation technique et financière, l'étude proposera différentes solutions pour le traitement durable des boues épuratoires à l'échelle nationale.

ad 5) - 7) *(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Question 2778 (08.09.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**exploitation de panneaux publicitaires aux gares ferroviaires :**

La rénovation, voire la modernisation des gares ferroviaires luxembourgeoises, a été accompagnée par la mise en place de panneaux publicitaires sur les quais et, pour les gares plus grandes comme à Luxembourg-ville ou à Esch-sur-Alzette, dans les halls d'entrée et les passages pour piétons dans l'ensemble des infrastructures de la gare. Sur ces panneaux publicitaires, exploités par une seule et même entreprise privée, une panoplie de produits et services sont promus, allant d'un voyage en avion en passant par une assurance de pension privée jusqu'à la dernière création culinaire d'une chaine de restauration rapide. Aux gares de Luxembourg-ville et d'Esch-sur-Alzette, ces panneaux sont en partie digitalisés et illuminés pendant la nuit, générant ainsi une consommation d'énergie importante.

Au vu des nombreux panneaux publicitaires souvent digitalisés déjà présents dans des espaces privés (commerces et galeries commerciales, agences bancaires, etc.), les panneaux publicitaires supplémentaires mis en place à des endroits publics comme aux gares peuvent contribuer à une pollution visuelle et lumineuse de plus en plus importante. Ces publicités ne vantent souvent pas les qualités du commerce local, régional et/ou durable, mais sont pour la plupart focalisées sur un même produit que l'on peut consommer partout dans le monde et dont l'impact social et écologique est plus que douteux. De fait, l'usage publicitaire dans les gares ne semble apporter aucune plus-value pour la mise en valeur des attractions locales ou régionales.

Vu que l'État a la pleine propriété des infrastructures ferroviaires je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et des Infrastructures publiques :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de panneaux et de bornes publicitaires exploités par des entreprises privées actuellement présents dans l'enceinte des gares ferroviaires au Luxembourg ? Peut-il me renseigner sur le nombre de panneaux publicitaires digitalisés actuellement présents dans les gares ?

2) Quel organisme est chargé de la commercialisation des panneaux publicitaires dans les gares ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les recettes générées par les CFL, voire l'État, par la commercialisation des panneaux publicitaires susmentionnés ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer la consommation d'énergie annuelle de l'ensemble des panneaux publicitaires actuellement présents aux gares au Luxembourg ?

5) L'organisme en charge de la commercialisation des panneaux publicitaires dispose-t-il d'un cahier de charges qu'il peut imposer aux sociétés exploitantes des panneaux ?

6) Dans l'affirmative, ce cahier de charges prévoit-il des prescriptions et/ou restrictions concernant les services et produits ainsi que les entreprises promus sur les panneaux ?

7) Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les panneaux publicitaires dans des espaces publics comme les gares devraient être soumis à certaines conditions et conçus dans l'intérêt de la promotion du commerce local et durable ou des attractions du coin ?

Réponse (08.10.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) 88 dispositifs publicitaires sont répartis sur 24 sites du domaine ferroviaire luxembourgeois appartenant à l'État :

50 panneaux fixes et 21 déroulants et 17 panneaux digitaux, à savoir :

- 11 panneaux digitaux de 75 pouces,

- 6 panneaux-bandeaux digitaux rétroéclairés.

ad 2) L'État a confié la gestion administrative des immeubles ferroviaires aux CFL en vertu de l'article 7 de la loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire et en application de l'article 5 du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire approuvé par règlement grand-ducal du 6 novembre 2009.

Les CFL de leur côté ont donné mandat à CFL-Immo SA pour assurer la gestion administrative des immeubles ferroviaires et dont une des missions concerne la gestion locative, voire l'établissement et la gestion de contrats de concession sur/dans les immeubles.

Un appel d'offres a été lancé en date du 28 juin 2017 pour attribuer la concession de régie publicitaire sur le domaine ferroviaire dont l'adjudicataire a été la société JC Decaux Luxembourg. Cette société commercialise les panneaux publicitaires qu'elle a fournis et mis en place.

ad 3) Les redevances de concession perçues par l'État sont :

- phase de mise en place (de 01/2018 à 05/2018) : 31.000 euros,

- en année 1 de la concession (de 06/2018 à 05/2019) : 479.000 euros,

- en année 2 de la concession (de 06/2019 à 05/2020) : 410.000 euros.

ad 4) La consommation annuelle totale des dispositifs publicitaires sur le réseau ferroviaire est de l'ordre de 145.000 kWh/an d'énergie électrique.

ad 5) La concession de régie publicitaire sur le domaine ferroviaire a été attribuée suivant soumission publique référencée ATC1607051 « RÉGIE PUBLICITAIRE SUR LE DOMAINE FERROVIAIRE LUXEMBOURGEOIS : CONCESSION D'EXPLOITATION D'EMPLACEMENTS À USAGE D'AFFICHAGE PUBLICITAIRE ».

Suivant les conclusions de cet appel d'offres, le contrat de concession a été établi entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et le concessionnaire JC Decaux Luxembourg SA.

Les dispositions du dossier de soumission, du cahier des charges et en particulier du contrat de soumission, sont applicables.

ad 6) + 7) Le concessionnaire s'impose une charte éthique, portant en particulier sur le respect des lois, des réglementations applicables et des bonnes mœurs. À cette fin, le concessionnaire a mis en place une procédure de contrôle de conformité.

Question 2785 (08.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **comité de la CNS :**

Am Comité vun der CNS sinn nieft dem President ee Vertrieder vum Staat, fënnef Vertrieder vum private Salariat, dräi Vertrieder vum ëffentleche Salariat, dräi Vertrieder vun de Patronen a fënnef Vertrieder vun de Beamte vertrueden. Et fält op, datt hei keng Medezinner vertruede sinn, wat menger Meenung no awer wichteg wär, well grad si sécherlech duerch hir fachlech Expertis zum gudde Fonctionnement vun der CNS kéinte bäidroen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir déi sozial Sécherheet :

1. Wéi erklärt sech d'Regierung, datt am Comité vun der CNS keng Medezinner vertruede sinn?

2. Ass et an den Ae vun der Regierung net zwéngend noutwendeg a sënnvoll, grad och dëse Gremium mat Medezinner ze besetzen?

3. Wa jo, wéini soll dëst konkreet geschéien?

Réponse (09.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Ee vun de Grondprinzippie vum lëtzebuergesche System vun der sozialer Sécherheet ass, datt d'Acteuren, déi d'Sozialcotistatioune bezuelen, am Verwaltungsrot vum jeeweilege Gestiounsorganismus vertruede sinn. Fir d'Gesondheetskeess bedeit dëst, datt de Verwaltungsrot aus Vertrieder vum Staat, Assuréen an Employeuren, inklusiv d'Fräiberuffler, zesummegesat ass. D'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess ass am Artikel 46 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert a seng Missiounen am Artikel 45.

Fir seng Missiounen ze erfëllen, kann de Verwaltungsrot op extern Experten zréckgräifen an esouguer mat enger consultativer Stëmm a seng Sessiounen alueden. Wat déi medezinnesch Expertis ubelaangt, kann de Verwaltungsrot, bezéiungsweis d'Verwaltung vun der Gesondheetskeess, op de medezinnesche Kontroll vun der sozialer Sécherheet (Contrôle médical de la sécurité sociale) zréckgräifen, wat am Artikel 419 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet, explizitt virgesinn ass:

« Le Contrôle médical de la sécurité sociale conseille la Caisse nationale de santé afin que les prestations de sécurité sociale soient prises en charge conformément aux critères des articles 17, alinéa 1 et 23, alinéa 1. Il lui fournit à sa demande des avis dans les cas prévus par le Code et au sujet de toute autre question qui se pose dans le cadre de la détermination des règles de prise en charge des prestations de soins de santé ainsi que dans le cadre des négociations avec les prestataires de soins de santé. »

Et ass also net esou, datt keng Dokteren an de Sessioune vum Verwaltungsrot present sinn, bezéiungsweis net op eng medezinnesch Expertis zréckgegraff gëtt, éier eng Decisioun geholl gëtt.

Doriwwer eraus besteet en dedizéierte Gremium, deen d'Akte vun den Dokteren diskutéiert an d'Ännerunge vun der medezinnescher Nomenklatur aviséiert. Dës Nomenklatur baséiert iwwregens net op enger Decisioun vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess, mee ass an engem groussherzogleche Reglement definéiert. An dëser Nomenklaturskommissioun sinn d'Vertrieder vun der Associatioun vun den Dokteren an Zänndoktere Membere mat Stëmmrecht. An der Nomenklaturskommissioun sinn och ëmmer déi jeeweileg Prestatairë vertrueden, deenen hir Nomenklatur betraff ass.

Et ass also net néideg, datt de Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess Membere mat Stëmmrecht muss hunn, déi Dokteren oder Zänndoktere musse sinn. Eng medezinnesch Expertis ass duerch aner Mechanisme garantéiert.

Question 2787 (08.09.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **pension des personnes ayant droit au revenu pour personnes gravement handicapées :**

Laut dem Aktivitéitsrapport 2019 vum FNS goufen Enn 2019 3.090 Persounen duerch den FNS mam Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) indemniséiert.

Den RPGH bedréit aktuell 1.502,91 € (n. i. 834,76) an ass domadder méi niddreg wéi d'Mindestpensioun no 480 Cotisatiounsméint ass. Dës bedréit aktuell 1.892,77 €.

Wann eng Persoun, déi den RPGH krut, an d'Pensioun antrëtt, da kann et virkommen, datt se en Bescheed kritt, datt d'Pensioun wärend dräi Méint abehale gëtt, fir eventuell Réckfuerderunge vum FNS auszegläichen. Dëst, well net garantéiert ass, datt den FNS d'Paiementer matzäite stoppt, wat dozou féiere kéint, datt d'Pensiounskeess (CNAP) eventuell kéint „duebel" ausbezuelen.

Wëssend, datt den RPGH mindestens 389,86 € méi niddreg ass wéi d'Mindestpensioun no 40 Déngschtjoren, reduzéiert dës Prozedur also wärend dräi Méint d'Akommes vu Leit, déi esou schonns mat engem klengen Akommes liewe mussen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung an der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi den RPGH kruten, sinn an deene leschte fënnef Joer (opgelëscht pro Joer) no 40 Cotisatiounsjoren an d'Pensioun gaangen?

2. A wéi ville Fäll huet d'CNAP eng Entscheedung getraff, fir d'Pensioun anzehalen?

3. Géif et dem Ministère sënnvoll erschéngen, wéinstens den Differenzbetrag tëscht der Pensioun, déi zousteet, an dem RPGH (respektiv der Mindestpensioun an dem RPGH) direkt auszebezuelen amplaz déi ganz Pensioun anzebehalen?

Réponse commune (08.10.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Zënter Januar 2015 si 27 fréier Beneficiairë vum RPGH mat op manst 40 Cotisatiounsjoer am

Régime général an d'Pensioun gaangen (pension de vieillesse vun der CNAP).

Joer	Unzuel
2015	2
2016	5
2017	5
2018	6
2019	6
2020	3

Derbäi kommen nach dräi Fäll, déi an deem Zäitraum verstuerwe sinn. Persounen, déi am Moment vun hirer éischter Pensioun scho keen Urecht méi op den RPGH haten, sinn net mat abegraff. Dëst ass de Stand am September 2020.

ad 2. A 15 Fäll huet d'CNAP d'Pensioun agehalen, bis den Dekont vum FNS disponibel war.

ad 3. D'Instruktioun vun enger Pensioun dauert ab der Demande an der Reegel tëschent zwee a sechs Méint. Fir dem Assuré wärend dëser Zäit e Revenu ze garantéieren, gëtt de Paiement vum FNS net gestoppt. Soubal d'CNAP d'Pensioun ofschléissend berechent huet, gëtt mat der Decisioun un den Assuré dem FNS seng Réckfuerderung gefrot. D'Äntwert vum FNS an den Dekont vun der CNAP gi bannent kuerzer Zäit, am Prinzip manner wéi e Mount, erleedegt.

Question 2798 (11.09.2020) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **prolongation de la prime pour pédélec :**

D'Coronakris huet derzou gefouert, dass dëst Joer vill Leit de Vëlo nei entdecken, mat der Konsequenz, dass et a ville Vëlosbutteker zu Enkpäss komm ass an och nach ëmmer kënnt. Wéinst der héijer Demande kann dofir net jiddereen, dee wëllt, en neie Vëlo kafen a vun der Regierung hirer Primm „Clever fueren" profitéieren, déi just bis den 31. Mäerz 2021 geet.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Fro stellen:

- Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass et ubruecht wier, d'Primm fir en neie Vëlo oder Pedelec iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren, fir dass jiddereen, dee wëllt, vun där Primm profitéiere kann?

Réponse (08.10.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Primm fir ee neie Vëlo oder Pedelec huet rezent ee groussen Zousproch kannt. Sou goufen zanter Ufank 2019 méi wéi 23.000 Ufroe fir e Subsid gestallt. Zwee Drëttel dovu goufen an de leschte fënnef Méint eragereecht.

Encouragéiert duerch dësen Erfolleg, ass d'Regierung gewëllt, déi finanziell Bäihëllefen iwwert den 31. Mäerz 2021 eraus weiderzeféieren. Déi aktuell Héicht vum Subsid, déi am Kader vum Programm „Neistart Lëtzebuerg" festgeluecht gouf, gëllt fir Vëloen a Pedelecen, déi tëschent dem 11. Mee 2020 an dem 31. Mäerz 2021 kaaft ginn (Datum vun der Rechnung gëllt). D'Modalitéite vun der Primm, déi sech ab dem 1. Abrëll 2021 applizéieren, ginn an den nächste Méint ausgeschafft.

Question urgente 3886 (18.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **démolition du pont Patton à Ettelbruck:**

De 15. Mäerz konnt een am Artikel „Abschied von einem Wahrzeichen" op wort.lu liesen, datt déi histoeresch Sauerbréck, och „Pattonbréck" genannt, zwëschent dem 22. a 27. Mäerz soll ofgerappt ginn.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Infrastrukturminister:

1. Gouf de Service des sites et monuments nationaux no engem Avis zum Denkmalwäert vun dëser Bréck gefrot?

2. 2001 gouf d'Bréck fir ëmgerechent 3,7 Millioune grondsanéiert. Ass et net eng Verschwendung vun ëffentleche Gelder, fir d'Bréck lo ofzerappen?

3. Kann d'Bréck net anescht genotzt ginn, zum Beispill fir d'Mobilité douce?

Réponse (25.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Nodeems déi deemoleg Bréck iwwert d'Sauer um ëstleche Stadrand vun Ettelbréck am Krich wärend der Wanteroffensiv 1944/45 zerstéiert ginn ass, gouf duerno eng nei Sauerbréck am Joer 1951 opgeriicht, an am Summer 1952 a Betrib geholl. Menge Servicer ass net bekannt, dass dës Bréck een Denkmalwäert sollt hunn a sou ass och vun hinnen aus keng deementspriechend Ufro un d'Servicer vu Sites et monuments nationaux gaangen. De viregte Widerlagerdamm déngt haut als Standuert vum Patton-Monument, doduerch krut d'Sauerbréck dann och haut de méi geleefegen Numm „Pattonbréck".

Et ass richteg, dass d'Pattonbréck fir ëmgerechent 3,7 Milliounen Euro am Joer 2001 huet misse grondsanéiert ginn. Zu deem Zäitpunkt gouf et awer nach kee Projet fir Kreatioun vun engem Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck. Et ass am Kader vun deem Projet, deen zéng Joer no der Sanéierung vun der Bréck entstanen ass, wou och de Besoin vun enger drëtter Spuer op der Pattonbréck festgehale gouf. Vu dass déi al Bréck net déi néideg Breet hat an och net dee néidege Fräiraum vu 6,50 Meter iwwert de Gleiser respektéiert hat, war decidéiert ginn dës Bréck ze ersetzen. Deen neie Pont Patton respektéiert elo natierlech de Fräiraum vu 6,50 Meter iwwert de Gleiser, wat dem Betrib vun der hei ënnendrënner vill frequentéierter Eisebunnslinn N° 10 duerch d'CFL an och der Sécherheet vum Schinneverkéier, entgéintkënnt.

Des Weideren erlaabt d'Konzeptioun vun der neier Pattonbréck, am Fall vun Iwwerschwemmungen, eng besser Gestioun vum Héichwaasser.

D'Besoine vun der aktiver Mobilitéit sinn a Form vun engem zäitgeméissen an adequat breede kombinéierte Vëlos- a Foussgängerwee an der neier Bréck integréiert.

Den Ofbau vun der aler Pattonbréck ass iwwregens tëschent dem 29. Mäerz an dem 3. Mee 2021 geplangt.

Question urgente 3887 (19.03.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **commande de tests rapides de dépistage de la Covid-19 :**

Eisen Informatiounen no huet den Educatiounsministère ronn 500.000 nasal Schnelltester kaf, ouni sech allerdéngs mat den Experte vun der Covid-taskforce an dem Gesondheetsministère ofzeschwätzen. Anscheinend wier dono am Laboratoire national de santé (LNS) rausfonnt ginn, datt d'Qualitéit an d'Zouverlässegkeet vun dësen Tester net ganz gutt wier.

Et ass wichteg, esou séier wéi méiglech flächendeckend Schnelltester an de Schoul- a Betreiungsstrukturen anzesetzen, dëst mécht awer just Sënn, wann déi Tester och eng méiglech grouss Zouverlässegkeet hunn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, firwat sinn déi Tester laanscht all Experten aus dem Santésberäich bestallt ginn an ouni datt sech iwwer national Qualitéitskrittäre berode gi wier?

3. Iwwer wie sinn dës Tester zu wéi enge Konditiounen an zu wéi engem Präis bestallt ginn?

Réponse commune (26.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Den Educatiounsministère ass an enkem Kontakt mat der Direktioun vun der Santé, fir hire Pilotprojet mat Schnelltester an de Schoule virzebereeden. Déi 500.000 Tester, déi d'honorabel Deputéierte mentionéieren, déi ënner anerem och an der Schoul sollen agesat ginn, sinn och iwwert d'Direktioun vun der Santé bestallt ginn, an zwar bei engem däitsche Liwwerant zum Stéckpräis vun 2,39 Euro.

Et ginn aktuell zwou Zorte vun Antigen-Schnelltester, déi och am Nationale Gesondheetslaboratoire evaluéiert ginn, an zwar Tester, déi an der Nues gemaach ginn an Tester déi um Spaut gemaach ginn.

Am Allgemenge stellt ee fest, dat ass och international esou vu groussen Instituter (z. B. Paul-Ehrlich-Institut, Däitschland, d'Haute Autorité de santé a Frankräich) konstatéiert ginn, dass Spaut-Antigentester an enger Duerchschnëttspopulatioun liicht manner sensitiv si wéi Tester duerch d'Nues. Dofir huet d'Direktioun vun der Santé sech aktuell fir Nuesentester decidéiert.

D'Evaluatioun vum Nationale Gesondheetslaboratoire ass nach net ofgeschloss well een d'Tester op enger gewësser Zuel vun Echantillone muss testen, fir eng valabel Ausso ze maachen.

D'Decisioun, fir e bestëmmten Test ze kafen, baséiert op:

- de preliminäre Resultater vum Nationale Gesondheetslaboratoire;

- onofhängegen Etuden an Evaluatioune vun Testkitten, ewéi vum Paul-Ehrlich-Institut an Däitschland, deen eng Lëscht mat evaluéierten Tester publizéiert. De Paul-Ehrlich-Institut verlaangt, am Aklang mat der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO), dass all Test eng Sensibilitéit vun op d'mannst 80 % noweist[16]. Fir d'Haute Autorité de santé a Frankräich geet eng Sensibilitéit vu 50 % duer fir ee Programme de dépistage organisé (wat jo de Fall an de Schoule wär);

- Recommandatioune vu Gesondheetsautoritéiten an anere Länner[17] oder vun Europäeschen Instanzen[18];

- Pilotprojete mat dësen Tester, déi schonn amgaange sinn (wéi zum Beispill an Éisträich, déi dee selwechten Test schonn an de Schoule benotzen);

- der Disponibilitéit vun enger gewësser Quantitéit vun Tester lo an de nächste Méint;

- dem Präis pro Test.

Et muss een och drop hiweisen, dass all Antigen-Schnelltest, deen an Europa kommerzialiséiert gëtt, en CE-Label muss hunn. Dëst implizéiert, dass de Produzent eng Autodeklaratioun iwwert d'Konformitéit an d'Performance (sensibilité, spécificité...) vun sengem Test muss maachen, ouni dass awer eng Evaluatioun vun engem onofhängege Laboratoire muss virleien. Wann een esou e Schnelltest dann als Autotest wëllt benotzen, muss den Test - laut EU-Directive 98/79/EC - weider vun engem „Organisme notifié" (notifed body) analyséiert ginn, fir sécherzestellen, dass den „Test Design" compatibel ass mat enger Benotzung duerch e Laien. Och an där Etapp gëtt eng extern Evaluatioun vun der Performance vum Test gemaach. Well aktuell keen eenzegen Test a ganz Europa vun engem Organisme notifié évaluéiert gouf, mussen am Moment d'Autotester duerch eng national Prozedur autoriséiert ginn. Dëst ass geschitt mam Règlement grand-ducal vum 5. Mäerz 2021 „modifiant le règlement grand-ducal du 10 février 2021 fixant les conditions de réalisation des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2".

16 World Health Organisation (WHO). Antigen detection in the diagnosis of Sars-CoV-2 infection using rapid immunoassays, interim guidance, 11 September 2020 (link: Antigen-detection in the diagnosis of Sars-CoV-2 infection using rapid immunoassays (who.int)).

17 Avis N°2020.0059/AC/SEAP du 8 octobre 2020 du collège de la Haute Autorité de santé relatif à l'utilisation de la détection antigénique du virus Sars-CoV-2 sur prélèvement nasopharyngé en contexte ambulatoire.

18 European Centre for Disease Prevention and Control. Technical Report: Considerations on the use of self-tests for Covid-19 in the EU/EEA. 17 March 2021. ECDC: Stockholm; 2021.

Question urgente 3894 (22.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **vaccination prioritaire des détenus :**

Rezent war an der Press ze liesen, datt d'Regierung decidéiert hätt d'Prisongspopulatioun prioritär géint de Covid-19 ze impfen, dat well eng Majoritéit vun de Prisonéier vulnerabel wieren.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press bestätegen?

2. Wéi eng Grënn ginn et fir dës rezent Decisioun, wëssend, datt d'Santé nach Ufank Februar deklaréiert hat, Prisonéier géife genausou de virgesinne Phasen no geimpft gi wéi de Rescht vun der Populatioun?

3. Wéi vill Prozent vun de Prisonéier sinn als vulnerabel anzestufen?

4. Aus wéi enge Grënn gëtt hei net tëscht vulnerabel an net vulnerabel ënnerscheet?

5. Gëtt d'Prisongspersonal och geimpft?

Réponse commune (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Effektiv ass decidéiert ginn, dass d'Detenus als Kontingent sollen eng prioritär Impfung proposéiert kréien. Dëst aus follgende Grënn:

Aus enger logistescher Perspektiv wier et schwiereg, d'Detenus individuell ze kontaktéieren an ze impfen. D'Detenus kënne selbstverständlech net aus dem Prisong eraus, fir sech impfen ze loossen, esou dass all individuell Impfung eng gréisser logistesch Demarche duerstelle géif, déi och fir d'Équipe mobile, déi d'Impfung iwwerhëlt, en termes vun den applikable Sécherheetsmesuren en Defi wier. Et ass och aus där Perspektiv sënnvoll, d'Detenus zesummen als Kontingent ze impfen. Dëst och fir d'Ustiechungsgefor an engem geschlossene Milieu, dee vu Promiskuitéit marquéiert ass, ze verréngeren. Dat vum Prinzip a vun der Obligatioun eng Prise en charge médicale ze garantéieren hir, mee och fir Tensiounen tëscht geimpften an ongeimpften Detenus ze evitéieren.

D'Problematik huet och e Sécherheetsaspekt, deen ee bei aneren Impfprioritéiten esou net kennt. E Staat, deen e Regimm vum Fräiheetsentzuch schaaft, muss natierlech wäitméiglechst garantéiere kënnen, dass d'Detenus net krank ginn. De rapprochéierte Kontakt am Prisong kéint am anere Fall eng Infektiounschaîne mat sech bréngen, ewéi dat zum Beispill am Prisong vu Fleury a Frankräich de Fall war. De Staat muss grad esou garantéieren, dass d'Tensiounen am Prisong net esou wäit féieren, dass d'allgemeng Sécherheet duerch de Risk vun engem seriöen Incident oder enger Emeute vun den Detenus a Fro gestallt ass. Dëse Risk ass net theoreetesch, mee huet sech wärend der Pandemie an enger Partie Länner, esou notamment Italien, realiséiert an eng Serie vun Ausbréch aus dem Prisong mat sech bruecht. Och wann et am CPL keen Incident vun där Gravitéit gouf, sief drun erënnert, dass et schonn de 25. Mäerz 2020 am CPL zu engem Incident koum, bei deem et allerdéngs bei Materialschued bliwwen ass.

Wat d'Prisongspersonal ugeet ass et esou, datt tatsächlech all sozioprofessionell Kategorien, mat Ausnam vun de Gesondheetsberuffler a vun de Mataarbechter vu Gesondheets- a Fleegestrukturen (Phas 1), opgrond vun hirem Beruff an hirer Funktioun, dem selwechten Risiko ausgesat sinn, wéi déi allgemeng Populatioun. Dofir huet d'CNE sech dofir ausgeschwat, datt Leit net opgrond vun hirer sozioprofessioneller Kategorie vun enger Impfpriorisiéierung solle profitéieren.

D'Regierung ass dem Avis vun der CNE nogaangen. Soumat ass also net geplangt, datt d'Prisongspersonal e prioritären Zougang zur Impfung soll kréien. D'Prisongspersonal wäert opgrond vun sengem Alter an enger eventueller Vulnerabilitéit an enge vun den Phasen 2 bis 6 eng Invitatioun fir d'Impfung kréien.

Question urgente 3914 (23.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19 :**

Et ass allgemeng bekannt, datt et eng Penurie un Impfstoff gëtt an datt Lëtzebuerg eent vun den EU-Länner ass, dat am lueste mam Impfe virukënnt. Laut engem Bericht (zeroresidual.com) ginn et Sprëtzen, mat deenen een eng bis zwou Dosisse pro Sprëtz kéint aspueren. Déi agespuerten Dosisse kéinten am deem Fall méi verimpft ginn. Dës Sprëtze géifen esou net nëmmen de Reschtvolume reduzéieren, ma et kéinten och bis zu 40 % méi Impfunge gemaach ginn mat der selwechter Quantitéit un Impfstoff. Dës Sprëtzen, déi initialement fir Injektiounen an den Aen entwéckelt gi sinn, wiere patentéiert an och CE approuvéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend datt mir op all Dosis ziele mussen, huet d'Regierung vun dëse spezifesche Sprëtzen héieren, mat deenen een de Reschtvolume reduzéiere kann an een esou mat enger Sprëtz eng bis zwou Dosisse méi versprëtze kann?

- Wa jo, sinn dës Sprëtze bis elo zu Lëtzebuerg benotzt ginn?

- Falls net, huet d'Regierung vir der ze bestellen?

- Wéi vill Dosisse pro Sprëtz vun eisen dräi Impfstoffer (Pfizer, Moderna, AstraZeneca) gi gesprëtzt?

- Wéi vill Dosisse si bis dato am Generelle gesprëtzt ginn?

- Wéi vill Impfstoff ass bis elo ewechgeheit ginn, am Fall wou en net vun esou spezielle Sprëtze konnt genotzt ginn?

- Am Fall wou d'Regierung déi uewe mentionéiert Sprëtzen net benotzt, wéi vill Impfunge kéinte mat deene Sprëtzen agespuert ginn? Wéi vill Leit kéinte mat dëse Sprëtze méi geimpft ginn?

Réponse (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Der Regierung ass bekannt, dass et Sprëtzen an Nole ginn, déi e sougenannte niddrege „volume mort" opweisen. Dës Technologie erméiglecht zousätzlech Quantitéiten un Impfstoff aus de Flaconen erauszezéien, an deene jo bekanntlecherweis méi Dosissen Impfstoff sinn. Dëse „volume mort" ass den Deel vum Impfstoff, deen no enger Injektioun an der Sprëtz oder an der Nol iwwreg bleift. Medezinnescht Material mat engem niddrege „volume mort", wat entwéckelt ginn ass, fir eng eventuell Vergeudung vun Impfstoff ze reduzéieren, gëtt am Kader vun der nationaler Covid-19-Impfcampagne zu Lëtzebuerg benotzt. Zënter dem Gebrauch vun dësem Material am Januar 2021 konnt en zousätzleche Volume vun zirka 20 % vun der Commnity Impfung zu Lëtzebuerg aus all Fläsch extrahéiert ginn.

Aktuell ginn zu Lëtzebuerg aus all Fläsch respektiv 6 Dosisse Comirnaty, 10 Dosisse Covid-19-Impfung Moderna an 10 Dosisse Covid-19-Impfung AstraZeneca extrahéiert, wat konsequent de Produktcharakteristike vun de jeeweilegen Impfstoffen entsprécht.

D'Administratioun vun der Impfung muss d'Prozedure respektéieren, déi an der Zouloossung vum Impfstoff virgesi sinn.

Bis elo goufen 60.447 Dosisse vum Comirnaty-Impfstoff, 5.478 Dosisse vum Moderna-Impfstoff an 12.457 Dosisse vum AstraZeneca-Impfstoff am Grand-Duché administréiert.

Question urgente 3926 (24.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de vaccins produits dans une usine non autorisée :**

Am hollänneschen Halix-Wierk gëtt AstraZeneca-Impfstoff hiergestallt, deen duerno an Italien a Flacone gefëllt gëtt. Dat hollänneschte Wierk ass nach net vun der EMA als Produzent vun AstraZeneca an der EU zougelooss. Dat, well de Pharmakonzern, anscheinend och no Nofroe vun der EMA, nach ëmmer net all déi néideg Dokumenter fir eng Zouloossung agereecht huet. Esou sinn, laut Medieberichter, am Moment ronn 30 Milliounen Impfdosissen an Italie blockéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass Impfstoff vun engem zougeloossenen Hiersteller aus enger net zougeloossener Fabrick zu Lëtzebuerg genotzt sollt ginn?

2. Wäert d'Regierung sech op EU-Niveau dofir asetzen, dass den Impfstoff aus dem Wierk aus Holland an der EU verimpft gi wäert?

3. Wat kéint Lëtzebuerg rechtlech gesinn ënnerhuelen, fir dës Dosissen zu Lëtzebuerg notzbar ze maachen (op legislativem oder reglementareschem Plang)?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De 26. Mäerz 2021 gouf de Produktiounssite vun dësem Sous-traitant vun AstraZeneca vun den hollänneschen Autoritéite kontrolléiert a guttgeheescht am Aklang mat de „bonnes pratiques de fabrication des substances actives des médicaments à usage humain" an de „bonnes pratiques de distribution des substances actives des médicaments à usage humain".

AstraZeneca huet bei der Europäescher Agence fir Medicamenter ugefrot, dass de Site Halix zertifiéiert gëtt, fir hiren Impfstoff ze produzéieren am Aklang mat de Reegele fir d'Médicaments à usage humain.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt all Bestriewung, fir d'EU als Produktiounssite vu Medikamenter an Impfstoffer ze stäerken a soumat ze verhënneren, dass Europa ofhängeg ass vun de Produktiounskapazitéite vun anere Länner, virun allem Net-EU-Länner. Dëst ass am Sënn vun enger effikasser Impfcampagne am Interêt vun all den EU-Bierger a vun enger effizienter Strategie am Kampf géint de Virus.

Fir dass d'Dosissen, déi um Site vun der Firma Halix produzéiert wäerte ginn, hei am Land an an deenen anere Länner benotzt dierfe ginn, muss den Site wéi gesot op EU-Niveau zougelooss sinn. Op dës Prozedur hunn d'États membres keen Afloss.

Soubal déi néideg Zouloossung virläit, kënnen dës Dosissen, en Accord mat de Kontrakter, déi d'Europäesch Kommissioun mat AstraZeneca ofgeschloss huet, an de Contingents vun den Dosissen, déi au prorata un d'EU-Länner verdeelt ginn, mat afléissen.

Question urgente 3932 (24.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises :**

An engem Communiqué vum LCGB vun haut, heescht et:

„Der LCGB, Mehrheitsgewerkschaft im Transportsektor im Großherzogtum, prangert den katastrophalen Sozialversicherungsschutz für grenzüberschreitend tätige Berufskraftfahrer an, die für luxemburgische Unternehmen arbeiten. Obwohl der LCGB die Folgen der Durchführungsverordnung EG 987/2009 sowie der Grundverordnung EG 883/2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit seit April 2020 anprangert, hält die Zentralstelle der Sozialversicherungen (CCSS) weiterhin an einer strikten Anwendung der Bestimmungen fest, ohne Rücksicht auf die Auswirkungen auf die betroffenen Fahrer.

Bis zum 1. Mai 2020 wurden etwa 800 Fahrer entsprechend dieser Regelung übergangsweise der Sozialversicherung in Luxemburg angeschlossen. Doch mit diesem Tag, mitten in der Gesundheitskrise, änderte sich für diese Fahrer dies in dramatischer Art und Weise. Denn im Falle einer Tätigkeit des Arbeitnehmers in 2 oder mehr Ländern muss der Arbeitgeber, die zuständige Behörde des Wohnsitzlandes des Arbeitnehmers, so schnell wie möglich informieren, die dann die anwendbare Sozialgesetzgebung bestimmt. Da die vorgeschriebene Zweimonatsfrist nicht immer eingehalten wird, befinden sich die Fahrer in einem Rechtsvakuum.

Aus diesem Grund wurde vielen grenzüberschreitend tätigen Berufskraftfahrern von der CCSS mitgeteilt, dass ihre Sozialversicherungszugehörigkeit aufgehoben wurde. Sie behalten zwar noch 3 Monate lang das Recht auf Gesundheitsleistungen, aber der sonstige Sozialversicherungsschutz (Rente, Unfall, Familienleistungen) wird nicht mehr gewährt. Da ein Antrag auf Wiedereingliederung mindestens 2 Monate dauert, können diese administrativen Hindernisse dem Grenzgänger im schlimmsten Fall nicht nur den Sozialversicherungsschutz, sondern auch den Arbeitsplatz kosten."

Schonn am Oktober 2020 hat den LCGB de Minister opgefuerdert, fir bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ofzeschléissen.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Hält den Här Minister déi aktuell Situatioun vu ville Beruffschauffere fir drobar?

- Deelt hien d'Virgoensaart a -weis vun der CCSS an dëse Fäll?

- Ass den Här Minister net der Meenung, dass dës Mataarbechter weiderhi musse geschützt ginn?

- Ass den Här Minister a Gespréicher mat sengen Homologen aus den Nopeschlänner?

- Wa jo, zeechnen sech hei kuerzfristeg Accorden of? Wa jo, wéi gesinn dës aus?

- Wann nee, firwat net?

- Wéi wëll den Här Minister sécherstellen, dass dës Mataarbechter weiderhi sozial verséchert sinn?

Question 3966 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **couverture sociale des chauffeurs professionnels frontaliers travaillant pour des entreprises luxembourgeoises :**

Wéi um offizielle Site vum LCGB ze liese steet, hu vill Frontalieren, déi am Transportsecteur aktiv sinn, vum Centre commun de la sécurité sociale matgedeelt krut, datt si net méi bei dem CCSS affiliéiert sinn. Bei professionellen Aktivitéiten an zwee oder méi Länner gesäit d'EU-Reglement 978/2009 nämlech vir, datt de Patron déi zoustänneg Verwaltung am Wunnsëtzland vum Salarié informéiert, fir datt déi bestëmmt, wat fir Sozialgesetzgebung ze applizéieren ass. Well d'Patronen awer d'Frist vun zwee Méint net ëmmer anhalen, fale vill Salariéen aus der Sozialversécherung a verléieren oft och hir Aarbechtsplaz. Am Moment si vill Frontalieren aus dem Transportsecteur an dëser Situatioun. Si behalen zwar nach dräi Méint laang d'Recht op Gesondheetsleeschtungen, mee déi aner Servicer vun hirer Sozialversécherung ginn hinnen entzunn. Eng Demande, fir erëm an d'CCSS opgeholl ze ginn, dauert op d'mannst zwee Méint, wat fir dës Mënschen inakzeptabel ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir d'Existenzgrondlag vun de betraffene Chauffeuren, déi bei Lëtzebuerger Firmen ugestallt sinn, weiderhin ze sécheren?

2. D'Gesondheetskris huet gewisen a weist weiderhin, wéi wichteg d'Aarbechtskräften aus de Grenzregioune fir eist Land sinn. Gëtt dru geduecht, fir bilateral Léisungen tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner am Dossier Beruffschaufferen ze fannen?

3. Firwat ass sou eng bilateral Léisung bis elo net fonnt ginn, obwuel se schonns am Oktober 2020 vun enger grousser Gewerkschaft hei am Land gefuerdert gouf?

Réponse (31.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Als éischt muss een déi aktuell Situatioun wat d'sozial Versécherung vun de Frontaliersaarbechter am Transportsecteur ugeet preziséieren an och klo-erstellen.

Dat europäescht Reglement (CE) 883/2004 a säin Exekutiounsreglement (CE) 987/2009 hunn als Objet, déi verschidde Systemer vun der sozialer Sécherheet vun de Memberstaaten ze koordinéieren.

Dës Reglementer leeën d'Reegele fest, déi sech applizéiere wann ee Salarié e Lien mat verschiddene Memberstaaten huet. E fundamentale Prinzip vun dëser Koordinatioun ass, datt eng Persoun ëmmer nëmme kann ënner eng Legislatioun vun der sozialer Sécherheet falen, also nëmme kann an engem Memberstaat affiliéiert sinn. Am Normalfall ass dat de Memberstaat, an deem de Salarié senger Aarbecht nogeet, bezéiungsweis seng Aktivitéit ausüübt.

Wann awer eng Persoun seng Aktivitéiten a verschiddene Memberstaaten huet, da ginn et spezifesch Dispositiounen, déi festleeën a wéi engem Memberstaat dës Persoun muss affiliéiert ginn. Dës Dispositiounen applizéieren sech och op d'Aarbechter am internationalen Transport, déi a verschiddene Memberstaate schaffen, grad ewéi och an deenen anere Secteuren.

Laut dësen Dispositioune fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vu sengem Wunnstaat wann en eng substanziell Partie vu senger Aktivitéit do ausféiert (25 %-Reegel). Wann dëst net de Fall ass, fält de Salarié ënnert d'Legislatioun vum Memberstaat wou de Sëtz vu sengem Employeur ass.

De Salarié ass ab deem Moment verséchert, wou eng Decisioun geholl gouf betreffend d'Legislatioun, déi ze applizéieren ass.

Dat uewegenanntent europäescht Reglement gëtt dem Wunnstaat vun der Persoun an dësem Fall eng wichteg Roll. Et ass un dësem ze analyséieren, ënner wéi eng Legislatioun de Salarié fält. Déi zoustänneg Instanz am Wunnstaat vum Salarié informéiert dann déi aner Memberstaaten, wéi eng Legislatioun ze applizéieren ass. Wann de Salarié also net zu Lëtzebuerg wunnt, kënnen also déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwerhaapt net decidéieren ënner wéi eng Legislatioun d'Persoun fält.

- Kuerz nodeems d'Reglement 883 a Kraaft getrueden ass, hat de CCSS verschidden Informatiounsreuniounen, wou déi spezifesch Dispositioune presentéiert goufen.

Am Abrëll 2020 huet de CCSS d'Employeure vum Transportsecteur drun erënnert datt d'Iwwergangsdispositiounen, déi schonn zënter 2010 a Kraaft sinn, den 1. Mee 2020 géifen auslafen an datt se, falls nach net gemaach, séier missten déi néideg Demarchen ënnerhuelen, fir d'Situatioun vun hire Salariéen ze regulariséieren.

Dës Iwwergaangsdispositiounen hu virgesinn, datt déi Persounen, déi virum Akraafttriede vum Reglement 883 am Transportsecteur täteg waren, nach konnten zéng Joer laang iwwert der Limitt vu 25 % verbleiwen. Et sinn dës Transitiounsdispositiounen, déi op en Enn komm sinn. Fir all Salarié, deen nom Akraafttriede vum Reglement 883 agestallt ginn ass, oder deem seng Situatioun geännert huet, hunn direkt déi nei Dispositioune gegollt, also och déi Limitt vu 25 %.

De 17. Oktober 2020 huet de CCSS e Rappell vun der Prozedur, déi muss agehale ginn, un déi concernéiert Employeure geschéckt. Fir esouwuel den Employeure wéi och de Salariéen déi néideg Zäit ze ginn, fir dës Demarchen ze ënnerhuelen, huet de CCSS d'Affiliatiounen an déi néideg Zertifikaen (A1), déi d'Persoune brauchen, déi eng Salariésaktivitéit um Territoire vu verschiddene Memberstaaten hunn, bis den 31. Dezember 2020 verlängert. Esou haten déi concernéiert Betriber nach eng Kéier siwen zousätzlech Méint fir hir Situatioun ze reegelen.

Wéinst dem Ulafe vum informatesche System „EESSI", deen den elektroneschen Austausch vun den Informatioune vun der sozialer Sécherheet tëschent de verschiddene Länner encadréiert, an och de Fakt, datt déi aner Memberstaate sech strikt un déi obligatoresch Dispositioune vun den europäesche Reglementer halen, konnt de CCSS d'Affiliatiounen net méi oprechterhale fir déi Persounen, wou de Wunnstaat nach net decidéiert hat wéi eng Legislatioun applikabel ass. Et sief awer ze bemierken, datt eng Persoun weiderhin nach dräi Méint d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung kann an Usproch huelen.

Déi grouss Unzuel vun Dossieren ass dorop zréckzeféieren, datt vill Zertifikaen (A1) den 31. Dezember 2020 ausgelaf sinn. Et sief ze bemierken, datt dës Situatioun sech an den nächste Méint awer normaliséiere wäert an datt eng grouss Partie vun den Dossieren entre-temps schonn traitéiert gouf vun de verschiddene Wunnstaaten. D'Affiliatioune respektiv déi néideg d'Desaffiliatiounen, goufen direkt gemaach esoubal d'Decisioun vun der zoustänneger Institutioun geholl gouf. Hei ass och ze preziséieren, datt wann déi Decisioun geholl ass, d'Persoun keng Lück a senger Affiliatiounskarriär huet.

- Déi concernéiert Employeure wäerten hir intern Prozeduren upasse mussen, wat Demandë vun der Legislatioun, déi muss appliziéiert ginn, betrëfft an déi zoustänneg Verwaltunge wäerten an den nächste Méint déi aktuell Dossieren traitéiert hunn.

Am deem Kontext huet de CCSS och Diskussioune gehat mat sengen Homologen aus anere Memberstaaten, déi awer drop insistéieren, datt d'Prozeduren esou ze applizéiere sinn, wéi et an der europäescher Legislatioun virgesinn ass.

Déi Lëtzebuerger Autoritéiten hunn also iwwerhaapt keen anere Choix, ewéi déi Reegelen och ze applizéieren.

- Am Géigesaz zu deem, wat déi lescht Deeg kommunizéiert gouf, haten déi Lëtzebuerger Autoritéite scho beim Akraafttriede vum Reglement 883, also viru ronn 11 Joer, Kontakt mat de Nopeschlänner opgeholl, fir en Accord ze fannen, deen eng dauerhaft Léisung fir den Transportsecteur wär. Dës gouf awer vun de verschiddene Länner refuséiert. Zënterhier huet sech d'Positioun vun deene Länner och net grondleeënd geännert ewéi d'Echangen op verschiddenen Niveauen iwwert déi lescht Joren erginn hunn.

Trotzdeem wäerten déi Lëtzebuerger Autoritéite weiderhi probéieren, zu engem Accord ze kommen. Aktuell sinn nei Echangen nach an der Virbereedungsphas, fir déi kënnen ze formaliséieren, also méi offiziell ze féieren. Dëst gëllt iwwregens net nëmme fir den Transportsecteur vu Wueren, mee och den Transportsecteur vu Persounen, an deem ëmmer méi grenziwwerschreidend Buslinne gefuer ginn.

Dëst setzt awer viraus, datt d'Autoritéite vun de Nopeschlänner gewëllt sinn, mat op de Wee vun engem bilateralen oder esouguer multilateralen Accord ze goen.

- Ewéi scho preziséiert, huet eng Persoun weiderhin nach dräi Méint Urecht op d'Leeschtunge vun der Krankeversécherung. Esoubal d'Decisioun vun den auslänneschen Autoritéite geholl ass, gëtt d'Persoun dann nees an deem Land affiliéiert, wat zoustänneg ass, esoudatt och keng Lück a senger Affiliatiounskarriär entsteet.

Question urgente 3957 (26.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les écoles :**

Zanter e Mëttwoch a bis den 2. Abrëll leeft eng Pilotphas mat Schnelltester an ausgewielten ëffentleche Schoulen - mam Argument, et misst ee fir d'éischt analyséieren, wéi d'Duerchféiere vun dësen Tester sech op de schouleschen Alldag repercutéiert. No der Ouschtervakanz sollen dann déi 120.000 Schüler an Enseignantë per Schnelltest op de Covid-19-Virus getest ginn.

Am Kontext vun déser Approche wéilte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi vill Schnelltester huet d'Regierung spezifesch fir den Asaz am Enseignement fondamental a secondaire bestallt?

2. Wëssend, dass an aneren EU-Länner Schnelltester schonn zanter Wochen am Asaz sinn, firwat gëtt hei zu Lëtzebuerg fir d'éischt e Pilotprojet gemaach, amplaz se direkt flächendeckend anzesetzen?

3. Wéi ginn déi Tester no der Ouschtervakanz an der Praxis agesat? Wie féiert den Test duerch? Mécht de Schüler dat selwer oder muss den Enseignant dem Schüler den Test maachen?

4. Wéi vill Tester si pro Woch pro Enseignant respektiv pro Schüler virgesinn? A wéi engem Ofstand sollen déi Tester gemaach ginn?

5. Sinn d'Regionaldirektiounen an d'Schoulcomitéë vum Fondamental respektiv d'Direktioune vun de Lycéeën an och d'Léierpersonal am Allgemengen iwwert d'Schnelltester an de Schoule vun no der Ouschtervakanz un a Kenntnis gesat ginn? Wa jo, wat gouf hinnen am Detail matgedeelt?

ad 6. Wat huet de Ministère fir de Fall virgesinn, wou Elteren net averstane sinn, datt hiert Kand oder hir Kanner sech soll(en) engem Schnelltest ënnerzéien? Wat bedeit dat konkreet fir d'Kand, d'Klass an d'Schoul?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3887 vum 18. Mäerz 2021 erwäänt, sinn an enger éischter Phas 500.000 Schnelltester vun der Direktioun vun der Santé bestallt ginn, déi och an de Schoulen agesat ginn. No der Auswäertung vun der Pilotphas gëtt dës Commande nach eemol un de Besoin ugepasst.

ad 2. Den Educatiounsministère huet sech dofir entscheet, fir den Asaz vun de Schnelltester fir d'éischt an enger Pilotphas ze testen, fir kënnen den Impakt op de schouleschen Alldag ze ermëttelen. An der Pilotphas gëtt zum Beispill analyséiert, wéi d'Schnelltester sech op déi alldeeglech Schoulorganisatioun auswierken, wéi de prozeduralen Oflaf vun de Schnelltester ass a wéi d'Logistik vun dësem Dispositif ze assuréieren ass. E flächendeckenden Asaz vu Schnelltester, déi d'Kanner selwer maachen, gëtt et an Europa nëmmen an Éisträich. Well den éisträichesche Schoulsystem an d'Schoulorganisatioun sech vun dem Lëtzebuerger Modell op ville Punkten ënnerscheeden, kann dësen Dispositif net identesch ëmgesat ginn.

ad 3. An der Pilotphas ginn dës Erkenntnisser ermëttelt, an den Educatiounsministère informéiert no dëser Pilotphas d'Chamber iwwert d'Konklusiounen an déi konkreet Ëmsetzung.

ad 4. D'Regionaldirektiounen an d'Direktioune vun de Lycéeë sinn iwwert den Asaz vun de Schnelltes-

ter a Kenntnis gesat ginn. D'Konklusioune vun der Pilotphas an domat d'Modalitéiten zu der praktescher Ëmsetzung vun de Schnelltester no der Ouschtervakanz kréien all Acteuren nom Ofschloss vun der Pilotphas matgedeelt.

ad 5. Den Dispositif vun de Schnelltester baséiert op der Fräiwëllegkeet, soudatt kee Schüler obligéiert ass, un dësen Tester deelzehuelen.

Question urgente 3967 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **tests PCR dans le cadre des voyages à l'étranger :**

D'Santé huet d'Dokteren am Land ugehalen, keng PCR-Tester méi ze verschreiwe fir Leit, déi reese wëllen. Dëst gëllt och fir Reesen aus familiäre Grënn. Wann d'Leit also op eng Destinatioun wëllen, wou en negat0iven Test gefrot gëtt, musse si den Test selwer bezuelen.

Am Laboratoire bezilt ee 60 Euro fir esou en Test. Kritt een do net an den néidegen Delaien e Rendez-vous, kann ee sech och um Flughafen teste loosse fir 169 Euro oder 119 Euro den Test, fir d'Resultat respektiv bannent zwielef oder 24 Stonnen ze kréien.

Fir e Stot mat fënnef Persoune mécht dat e PCR-Test-Opschlag vu wéinstens 300 Euro am Labo oder awer 595 Euro bezéiungsweis 845 Euro um Flughafen. Dozou kommen dann nach d'Käschte fir e valabelen Test, deen een am Ausland fir d'Réckrees maache muss, wat jee no Land och ka richteg deier ginn.

Vill Leit kënne sech esou en Oppräis fir déi PCR-Tester, weeder am Labo nach um Flughafen, leeschten.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt dës Entscheedung eng Diskriminéierung vu sozial méi schwaache Leit ka mat sech bréngen?

2. Ass d'Regierung gewëllt, hir Entscheedung ze reconsideréieren an déi staatlech Méiglechkeeten hei logistesch a finanziell ze héijen?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An enger Lettre circulaire vum Direkter vun der Santé vum 25. Mäerz 2021 sinn d'Dokteren drun erënnert ginn, dass d'Verschreiwung vu Covid-19-Tester prioritär medezinnesche Krittäre soll entspriechen, dat heescht z. B. bei symptomatesche Patienten. An esou Fäll ass et jo och normal, dass d'Gesondheetskees da fir d'Käschte vum Test opkënnt, an dës Tester sinn ëmmer prioritär an de Laboratoiren ze behandelen.

Den Direkter vun der Santé huet schonns an enger Lettre circulaire vum 19. Oktober 2020 drop higewisen, deemools an enger Situatioun wou d'Capacitéite vun de Laboratoiren un hir Limitte komm sinn, dass d'Dokteren d'Leit net solle mat enger Ordonnance an d'Laboratoirë schécke virun enger Rees, an dass déi medezinnesch Indikatiounen, fir een Test ze maachen, ëmmer prioritär wären.

Entre-temps huet d'Situatioun sech verbessert an d'Laboratoiren hunn aktuell genügend Capacitéit, fir och Tester fir d'Reesen unzebidden, falls da fir eng Rees een negativen Test obligatoresch ass. Et ginn awer ëmmer nach zwee Grënn firwat dës Tester net op Prescription médicale solle gemaach ginn:

1. Fir ze vermeiden, dass d'Leit sech massiv an den Dokteschpraxe presentéieren, nëmme fir eng Ordonnance ze kréien, an domat den normale Fonctionnement vun der Praxis, a soumat d'Prise en charge vu Patiente mat gesondheetleche Problemer, behënneren. Dës Situatioun, mat heiansdo laange Waardeschlaangen an de Consultatioune, gouf et leider an de leschte Schoulvakanzen.

2. Et ass net d'Roll vun der Gesondheetskees Ausgaben, fir privat Reesen ze iwwerhuelen, genausou wéi d'Gesondheetskees och net z. B. d'Käschte fir Impfungen am Kader vu Reese bezilt.

Wéi an der Vergaangenheet, stellt de Staat nach ëmmer limitéiert Testcapacitéiten zur Verfügung fir dréngend Geschäftsreesen (via d'Chambre de Commerce) a fir Reesen am Kontext vun Universitéitsstudien (via d'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois, ACEL).

Question urgente 3970 (29.03.2021) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **vaccination des professionnels de la santé :**

Déi éischt Impfphas, an där d'Gesondheetspersonal geimpft gëtt, ass elo ofgeschloss. D'Personal aus de Spideeler, dat sech net direkt impfe gelooss huet, an dat sech awer elo retrospektiv dozou entscheet huet sech impfen ze loossen, géif elo net prioritär drukommen, mee misst sech elo „hannen ustellen" a waarde bis et erëm geruff gëtt, idem fir déi nei Agestallten an de Spideeler.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond kritt d'Personal aus de Spideeler, dat sech retrospektiv elo awer wëll impfe loossen, respektiv dat rezent réischt agestallt ginn ass, e Refus direkt geimpft ze ginn a muss waarde bis et erëm un den Tour kënnt?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt Spidolspersonal och an deem Fall prioritär ass, fir d'Impfung direkt ze kréien, vu datt dës Leit dagdeeglech mat vulnerabele Leit a Kontakt sinn?

- Mengt d'Madamm Ministesch net, datt et méiglech misst sinn, de Spideeler déi néideg Dosissen ze liwweren, respektiv deene Leit, déi solle geimpft ginn, ee prioritäre Rendez-vous ze ginn?

- Gesäit d'Regierung vir dës Leit prioritär ze impfen, fir eist Spidolspersonal, op dat mir ugewise sinn an dëser Kris, an och déi vulnerabel Persoune ronderëm et ze schützen?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Personal, wat nach net geimpft ginn ass oder wat an enger éischter Phas d'Impfung refuséiert huet an elo awer geimpft wëll ginn, aus all Spidol, Struktur fir eeler Leit (CIPA a Maisons de soins), all Betreiungsstruktur fir handicapéiert Leit an all aner encadréierte Logement, dee mam Familljeministère konventionéiert ass, kritt nach eemol d'Méiglechkeet geimpft ze ginn.

Dëst gëllt fir all Salariéen aus den uewegenannte Strukturen, all Gesondheetsberuffler, déi kontraktuell mat der Struktur gebonnen sinn an all Salariée vun Sous-traitanten, déi an der Struktur schaffen oder reegelméisseg eng Prestatioun an de Strukturen erfëllen.

Wat d'Prozedur weider ubelaangt, ass d'Regierung amgaange mam Secteur a mat de Spideeler Prozeduren auszeschaffen, fir sécherzestellen, dass déi vulnerabel Leit maximal geschützt kënne ginn. Et ass ugedeucht, mat de Responsabele vun de Strukture prezis Lëschten opzestelle mat Leit, déi op festgeluechte Krittäre baséieren, wat de Kontakt mat vulnerabele Persoune betrëfft.

Question urgente 3974 (30.03.2021) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **clusters dans les structures pour personnes âgées :**

Depuis le début de l'année 2021, les centres et foyers pour personnes âgées témoignent d'un nombre élevé de personnes testées positives à la Covid-19, voire une augmentation du nombre de décès liés au Covid-19.

En date du 18 mars 2021, notre groupe parlementaire a déposé une motion par laquelle nous avons invité le Gouvernement à réaliser une étude indépendante sur ce qui est survenu dans la maison de retraite à Niederkorn où pas moins de 28 personnes sont décédées depuis le début de l'année.

Sachant que cette motion sera bientôt discutée et votée en séance publique, nous demandons des informations supplémentaires à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Santé sur le point suivant :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir un relevé détaillé de tous les clusters survenus depuis le début de la pandémie en mars 2020 dans 1) les centres intégrés pour personnes âgées, 2) dans les maisons de soins et dans les 3) logements encadrés pour personnes âgées, et où desdits clusters ont causé au moins deux décès qui peuvent être attribués à une infection du Covid-19 ?

Réponse commune (01.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Selon les données établies par le Ministère de la Santé, il y a 40 établissements de long séjour avec au moins deux décès liés à la Covid-19 depuis mars 2020. Ces 40 établissements hébergent 5.220 résidents, dont 1.775 (36,3 %) sont devenus positifs au Sars-CoV-2. La moyenne des résidents devenus positifs par établissement (parmi ces 40) est de 44,4 résidents.

Le graphique 1 reprend le nombre de clusters (cinq cas positifs minimum de Covid-19 endéans une période de deux semaines) dans les établissements de long séjour. On observe que le nombre d'établissements touchés par des clusters Covid-19 suit la courbe des cas positifs dans le reste de la population avec un pic en octobre-novembre 2020. Jusqu'à présent 53 clusters avec 1.660 résidents positifs ont été mis en évidence, ce qui correspond à une moyenne de 31,3 résidents par clusters. La taille des clusters varie entre cinq et 101 résidents positifs.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

328 résidents de ces 40 établissements sont décédés de la Covid-19, ce qui représente 6,2 % de tous les résidents et un taux de mortalité lié à la Covid-19 de 18,5 %. Des taux de mortalité similaires et mêmes supérieurs dans ce contexte ont aussi été observés dans d'autres pays. Le taux de mortalité constaté entre les différents établissements varie entre 5,3 % et 36,7 %.

L'évolution des décès dans les établissements est représentée dans le graphique 2. On observe que la mortalité suit de très près la courbe des clusters.

En moyenne, au cours de la dernière année, il y a 8,2 résidents décédés lié à la Covid-19 par établissement de long séjour.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Une représentation des établissements de long séjour avec deux décès (nombre de lits, nombre de cas positifs et pourcentage de résidents positifs décédés) sont repris sur la page suivante dans le graphique 3.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question urgente 3981 (30.03.2021) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **vaccination des personnes non affiliées à la CNS :**

J'ai pris connaissance du cas d'une personne retraitée âgée de 83 ans qui réside au Grand-Duché de Luxembourg et qui n'a toujours pas reçu d'invitation pour une vaccination contre le Covid-19 à la date de ce jour. Sans exclure une simple erreur administrative ou une raison aléatoire, il est possible que cela soit dû au fait que la personne concernée, de par son passé professionnel, ne soit pas affiliée à la Caisse nationale de santé. En effet, les ancien(ne)s employé(e)s de certaines institutions internationales, comme les institutions de l'Union européenne ou de l'OTAN, ne sont pas nécessairement affilié(e)s à la CNS.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce qu'il existe une différence de traitement entre les personnes résidentes affiliées à la CNS et les personnes résidentes non affiliées à la CNS en ce qui concerne la campagne de vaccination Covid-19 ?

2) Dans l'affirmative, n'êtes-vous pas d'avis que cela est contraire aux objectifs de santé publique et qu'il faudrait remédier à la situation au plus vite ?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'invitation à la vaccination Covid-19 se fait sur base de la résidence au Luxembourg telle que documentée dans le Registre national des personnes physiques (RNPP) et en application des priorités définies par la stratégie nationale de vaccination.

Il n'y a dès lors pas de différence entre les personnes affiliées ou non à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Si une personne n'a pas été invitée alors qu'elle aurait dû l'être par rapport aux priorités, il faudrait qu'elle se fasse connaître des services en charge de la vaccination à la Direction de la santé (p. ex. via la hotline 247-65533).

Question urgente 3995 (31.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**utilisation de seringues efficaces pour la vaccination contre la Covid-19 :**

Laut der Madamm Gesondheetsministesch hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3914 betreffend déi effizient Impfsprëtzen, ginn aktuell „zu Lëtzebuerg aus all Fläsch respektiv 6 Dosisse Comirnaty, 10 Dosisse Covid-19-Impfung Moderna an 10 Dosisse Covid-19-Impfung AstraZeneca extrahéiert". Mengen Informatiounen no wieren 0,45 ml an engem Vaccinsflacon mam BioNTech/Pfizer-Impfstoff, bei déi 1,8 ml Verdënnungsmëttel derbäikommen, déi preparéiert Solutioun géif soumat 2,25 ml bedroen, vun där 6 Sprëtze vun 0,3 ml administréiert ginn. Esou géifen also 0,45 ml (2,25 ml minus 1,8 ml) vun der preparéierter Solutioun pro Flacon iwwregbleiwen an ewechgeheit ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi eng Informatioun kritt eist Gesondheetspersonal, wat am Kader vun der Réserve sanitaire d'Formatioun mécht, fir d'Leit kënnen ze impfen? Kréie se gesot se sollen nëmme 6 Sprëtze maachen an de Rescht ewechgeheien?

- Gesäit d'Prozedur bei der Formatioun effektiv nëmme 6 Dosisse vir?

- Wa jo, aus wéi engem Grond, wëssend datt een, wann nach 0,45 ml pro Flacon iwwregbleiwen, an een 0,3 ml brauch pro Sprëtz, locker kann op d'mannst eng Injektioun pro Flacon méi maachen?

- Wann net, aus wéi engem Grond ginn déi 0,45 ml dann ewechgehäit, wëssend datt mir e Mangel un Impfdosissen hunn?

- Wien huet dës Prozedur vu 6 Sprëtze festgeluecht? Am Fall, wou dës nëmme 6 Dosisse per Sprëtz virgesäit, kann een d'Quantitéit op 7 eropsetzen, mam But all Vaccinsflacon méi effizient ze gebrauchen?

- Wéi vill Impfstoff ass bis elo ewechgeheit ginn?

- D'Madamm Ministesch huet an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3914 uginn, datt zënter dem Gebrauch vun dësen effiziente Sprëtzen am Januar 2021 en zousätzleche Volume vun zirka 20 % vun der Comirnaty-(BioNTech/Pfizer)-Impfung zu Lëtzebuerg aus all Fläsch extrahéiert konnt ginn. Kann d'Regierung mech am Detail doriwwer informéieren, wéi se zur Konklusioun kënnt, datt een unhand vun deenen uewegenannte Sprëtze mat der BioNTech/Pfizer-Impfung 20 % méi konnt impfen?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

- D'Informatiounen, déi d'Gesondheetsberuffler, déi d'Impfstoffer preparéieren, matgedeelt kréien, sinn déi wéi se an de „résumés des caractéristiques produits (RCP)" vun den Impfstoffer figuréieren, a wéi se vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) guttgeheescht goufen.

- D'Prozedur gesäit effektiv vir, datt nëmme 6 Dosissen aus engem Flacon vum Pfizer-Comirnaty-Impfstoff erausgezu kënne ginn. Dës Prozedur ass konform mam RCP vun dësem Impfstoff a mat de Recommandatioune vun der EMA (https://www.ema.europa.eu/de/news/extra-dose-vials-comirnaty-covid-19-Impfung).

Den initialen RCP fir de Pfizer-Comirnaty-Impfstoff (Autorisation de mise sur le marché conditionnelle vum 21. Dezember 2020) huet an enger éischter Phas eng Extraktioun vu 5 Dosisse pro Fläsch virgesinn an ass awer zanterhier aktualiséiert ginn. Zënter dem 8. Januar, dem Datum vun der Veréffentlechung vun der offizieller EMA-Recommandatioun fir 6 Dosisse pro Flacon ze prelevéieren, goufen déi Leit, déi d'Impfunge virhuelen, alleguerten doriwwer a Kenntnis gesat, datt 6 Dosisse pro Flacon ze prelevéiere sinn.

Doriwwer eraus ass d'Berechnung vun 0,45 ml Reschtvolumen eng theoreetesch Berechnung. Dëse Reschtvolumen ass e Sécherheetsvolumen fir ze garantéieren, datt déi 6 Dosissen, déi virbereet ginn, alleguerten 0,3 ml vum Produit enthalen. Doduerch, datt de Produit eng ueleg Konsistenz huet, kann et virkommen, dass ëmmer e bëssen Impstoff an der Fläsch peche bleift, soudatt net ëmmer de ganze Produit aus der Fläsch erausgezu ka ginn.

- Déi 6 Dosissen, déi pro Fläsch vum Pfizer-Comirnaty-Impfstoff prelevéiert kënne ginn, entspriechen dem RCP fir dëse Vaccin a si konform mat de Recommandatiounen déi d'EMA eraus ginn huet. (https://www.ema.europa.eu/de/news/extra-dose-vials-comirnaty-covid-19-Impfung)

- D'Organisatioun vun den Impfungen ass esou festgeluecht, dass u sech keen Impfstoff ewechgehäit muss ginn. Duerch verschidden Ëmstänn, wéi z. B. ee Rendez-vous deen net wouergeholl gëtt…, kann et awer virkommen, dass um Enn vum Dag déi eng oder aner Dosis iwwreg bleift. Fir déi Fäll ass eng speziell Prozedur mat Implikatioun vum CGDIS virgesinn, fir déi Dosissen dann trotz allem ze administréieren.

Le saviez-vous ?

BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.